



HAL
open science

Les minorités tamoules à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour : Minorités, intégrations socio-spatiales et transnationalités

Delon Madavan

► **To cite this version:**

Delon Madavan. Les minorités tamoules à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour : Minorités, intégrations socio-spatiales et transnationalités. Géographie. Université Paris IV - Paris Sorbonne, 2013. Français. NNT: . tel-01651800

HAL Id: tel-01651800

<https://hal.science/tel-01651800>

Submitted on 29 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE de Géographie de Paris
Laboratoire de recherche Espaces, nature et culture

T H È S E
pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline/ Spécialité : Géographie

Présentée et soutenue par :

Delon MADAVAN

le : 26 septembre 2013

**Les minorités tamoules à Colombo,
Kuala Lumpur et Singapour :
Minorités, intégrations socio-spatiales
et transnationalités**

Sous la direction de : Monsieur Olivier SEVIN, Professeur, Université Paris-Sorbonne

JURY :

Monsieur Christian HUETZ DE LEMPS, Professeur émérite, Université Paris-Sorbonne

Monsieur Frédéric LANDY, Professeur, Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

Monsieur Éric MEYER, Professeur émérite, INALCO

Monsieur Tai Chee WONG, Professeur, Nanyang Technological University (Singapour)

REMERCIEMENTS

Cette thèse est le fruit d'un peu plus de cinq années de travail, au cours desquelles j'ai bénéficié d'une allocation ministérielle et d'un monitorat CIES, puis d'un poste d'ATER à mi temps à l'université Paris-Sorbonne, qui m'ont permis de travailler dans de très bonnes conditions, et de découvrir l'enseignement avec grand plaisir.

Si la thèse est souvent présentée comme un travail solitaire, elle est aussi, et surtout, l'occasion de rencontres et d'échanges professionnels, culturels et amicaux. C'est également l'étape qui permet au doctorant de se découvrir, de se former, et d'acquérir à l'issue de sa thèse une identité propre de chercheur par son expérience de terrain, sa méthodologie et son positionnement.

Parmi ces différentes rencontres, je tiens à remercier chaleureusement trois chercheurs, qui depuis ma Maîtrise, n'ont cessé d'éveiller en moi ce goût pour la recherche. Mes remerciements vont à mes deux Directeurs de thèse, Olivier Sevin et Éric Meyer, pour leur suivi exigeant, leur commentaires stimulants et la transmission de leurs savoirs. Je remercie aussi Christian Huetz de Lemps, qui m'avait fait l'honneur d'être mon directeur de Maîtrise, pour m'avoir transmis sa passion pour la recherche empirique.

J'associe à ces remerciements Frédéric Landy et Wong Tai Chee, qui m'ont fait l'honneur d'être jury.

Je remercie également tous les membres de l'ENEC pour leur soutien matériel, leurs conseils, et pour m'avoir encouragé dans la réalisation de plusieurs projets scientifiques qui me tenaient à cœur. J'ai une pensée particulière pour mes camarades doctorants du laboratoire (Julie, Marie-Jo, Roman, Charlotte, Maité, Judicaelle, Hayuning, Jack, etc.) avec qui j'ai pris beaucoup de plaisir à discuter « terrains », « notions », « colloques », « articles », et bien sûr de la fin et de l'après de thèse.

Parmi les rencontres, je pense également aux membres du groupe informel de recherches pluridisciplinaires sur Sri Lanka et ses diasporas que nous avons formé autour de Monsieur Meyer, avec Gaëlle et Nadeera. Un grand merci à vous deux les filles, avec qui j'ai pris un très grand plaisir à travailler et avec qui j'ai beaucoup appris. Je n'oublie pas les membres les plus récents (Giacomo, Anthony, Vilasnee, Mark, Keerthiga, Stine, Mithry, etc.) qui ont enrichi les échanges à l'intérieur du réseau et contribué à son dynamisme. L'échange pluridisciplinaire que l'on a dans ce groupe a fortement nourri mon travail de recherche.

Je souhaiterais aussi remercier mes amis des Carnets de géographe. Leur rencontre m'a permis de découvrir d'autres façons de faire de la géographie. Les échanges que nous partageons sont très enrichissants et m'amènent souvent à réfléchir sur ma propre pratique de la géographie. La thèse étant loin d'être la fin du processus de formation du géographe, j'espère bien continuer à me nourrir de vos différentes approches et pratiques pour enrichir mes futures recherches.

Tout au long de mon parcours, j'ai eu la chance de rencontrer, des collègues avec qui j'ai pu discuter de mon sujet de thèse. À Sri Lanka, je tiens à remercier Shahul Hasbullah, Malathi De Alwis et Pradeep Jeganathan pour les nombreuses discussions que nous avons pu partager. À Kuala Lumpur, je tiens chaleureusement à remercier Nicolas Weber, Leonard Rajan Jeyam

et Danny Wong, pour m'avoir accueilli à l'Université Malaya. Je souhaiterais également remercier Yeoh Seng Guan, Chaya Hurnath, Subramaniam Nagarajan et Denison Jayasooria, pour leur disponibilité et leurs remarques ou questions avisées. À Singapour, je remercie Rajesh Rai et Wong Tai Chee pour avoir pris le temps de parler de mes recherches. Un grand merci également à Jonathan Spencer, Vasoodevan Vuddamalay, Elisabeth Sethupathy, Fida Bizri, Catherine Gueguen, Fabrice Mignot et Sharika Thiranagama pour leurs conseils.

Mes différents terrains m'ont aussi permis de rencontrer de nouveaux amis avec qui j'ai pu découvrir la richesse de leur pays : merci, donc, à Seran, Vindya et Yasmine à Colombo ; à Anis, Pearl, Vimal, Ilantamil et Prakash à Kuala Lumpur ; et enfin à Marlene, Elycia, Angelica, Shatrugan et Susantharan à Singapour.

J'ai une pensée pour Madame Ducouso qui m'a formé à la cartographie durant mon Master. Merci de votre gentillesse et d'avoir toujours pris le temps de me recevoir pour répondre à mes questions. Je remercie également Madame Bonnaud pour m'avoir également conseillé lorsque j'étais bloqué.

Durant toute cette thèse, j'ai également eu l'occasion de me rendre compte que j'étais très bien entouré, et je remercie en ce sens mes amis et ma famille pour leur soutien. Mes pensées vont en premier lieu, à tous ceux qui ont eu la gentillesse de relire plusieurs passages de mon manuscrit. Merci à Rebecca, Blanche, Sophie, Aliou, Gautier, Charlotte, Lyse, Gaelle, Axelle, Marta, Stella et Sylvia. Je n'oublie pas Momi, Max, Shaki et sa mère, Jess, Alex et Seb, Noomen, Oirda et Malika, Marty, Pris et Fab, Nadia, Pradeepan et Luxmy, Catherine, Yassamine et Julien. Merci à vous tous de m'avoir encouragé durant plusieurs années.

je remercie ma famille à Sri Lanka qui m'a hébergé malgré les risques et avec qui j'ai passé, malgré le contexte politique assez tendu, de très beaux moments. J'embrasse également mes parents et Cynthia pour leur soutien et leurs encouragements.

Enfin, *last but not least*, je souhaite remercier chaleureusement toutes les personnes qui m'ont consacré du temps pour répondre aux questionnaires ou qui m'ont accordé des entretiens. Sans leur collaboration, il est évident que cette thèse n'aurait pu être.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	11
PREMIÈRE PARTIE : L'INTÉGRATION SOCIO-POLITIQUE DES TAMOULS	
UNE RÉALITÉ SPATIOTEMPORELLE	35
CHAPITRE 1 : PORTRAIT DES TAMOULS DE COLOMBO, KUALA LUMPUR ET SINGAPOUR	39
1. <i>Définir cette communauté</i>	39
2. <i>Le poids politique des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour</i>	52
3. <i>L'intégration socio-économique des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.....</i>	62
4. <i>La perception des Tamouls de leur intégration.....</i>	68
CHAPITRE 2 : L'IMPLANTATION ET L'ÉVOLUTION DE LA PRÉSENCE TAMOULE SOUS L'ÈRE BRITANNIQUE	
.....	75
1. <i>Les « meilleurs sujets » de l'empire au service des intérêts britanniques</i>	76
2. <i>L'implantation des Tamouls et l'évolution de leur répartition jusqu'à l'indépendance.....</i>	87
3. <i>La difficile intégration des Tamouls</i>	113
CHAPITRE 3 : L'INTÉGRATION ET LA RÉPARTITION DES TAMOULS DEPUIS LES INDÉPENDANCES.....	123
1. <i>Les États post-coloniaux et la question de la citoyenneté des Tamouls.....</i>	123
2. <i>Les politiques post-coloniales vis-à-vis des minorités et l'intégration des Tamouls.....</i>	133
3. <i>La répartition des Tamouls depuis les indépendances</i>	153
DEUXIÈME PARTIE : INSCRIPTION DE L'IDENTITÉ TAMOULE DANS L'ESPACE....	177
CHAPITRE 4 : LA TERRITORIALISATION DE L'IDENTITÉ TAMOULE À COLOMBO, KL ET SINGAPOUR....	181
1. <i>Les espaces de vie des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.....</i>	181
2. <i>Les processus de territorialisation de l'identité tamoule.....</i>	216
3. <i>Typologie des espaces de vie des Tamouls.....</i>	238
CHAPITRE 5 : LES POLITIQUES URBAINES ET LES ETHNOTERRITOIRES TAMOULS	243
1. <i>Les dynamiques territoriales et l'inscription spatiale de l'identité tamoule.....</i>	243
2. <i>Les Tamouls et la politique de « nettoyage urbain ».....</i>	252
3. <i>Les transformations sociales et la citoyenneté des Tamouls depuis le réaménagement urbain</i>	267
TROISIÈME PARTIE : TRANSNATIONALITÉS ET L'INTÉGRATION DES TAMOULS DE COLOMBO, KUALA LUMPUR ET SINGAPOUR.....	283
CHAPITRE 6 : LA PERCEPTION DES FOYERS D'ORIGINE PAR LES TAMOULS D'ASIE DU SUD-EST.....	287
1. <i>La communauté tamoule mondiale : un facteur de maintien identitaire</i>	287
2. <i>Les Tamouls de Malaisie et de Singapour et le foyer tamoul indien.....</i>	291
3. <i>Sri Lanka perçu à travers le prisme de l'Eelam.....</i>	304
CHAPITRE 7 : LES MIGRATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES ET L'INTÉGRATION DES TAMOULS	
.....	321
1. <i>L'émigration des Tamouls sri lankais comme solution pour un avenir meilleur.....</i>	321
2. <i>L'ancienne diaspora et l'immigration de Tamouls d'Asie du Sud à Singapour et à KL.....</i>	331
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	359
BIBLIOGRAPHIE.....	367
ANNEXES.....	389
LISTES DES TABLES.....	475
TABLE DES MATIÈRES.....	481

RÉSUMÉS

L'étude des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour montre l'intérêt d'adopter une perspective comparative et multiscalaire pour saisir dans toute leur complexité les différents facteurs agissant sur l'identification et l'intégration socio-spatiale d'un groupe minoritaire transnational. Ces Tamouls évoluent dans des contextes politiques nationaux très différents. À Sri Lanka, ils se retrouvent au cœur d'un conflit intercommunautaire. À Singapour, ils sont reconnus officiellement comme l'une des composantes de la société multiculturelle alors qu'en Malaisie, l'État privilégie les Malais. L'analyse des politiques menées par la puissance coloniale, puis par les trois États indépendants à l'égard des minorités, permet de mieux comprendre leurs impacts sur le sentiment d'identification et d'intégration des Tamouls à la Nation, ainsi que sur leur répartition dans ces villes. À l'échelle locale, l'inscription spatiale de leur identité et les pratiques citadines des Tamouls favorisent une appropriation de leur environnement urbain. Toutefois, cette dernière n'est pas immuable. Les politiques urbaines développées par les États, qui selon les cas préservent ou détruisent les ethnoterritoires, ont des conséquences sur l'empreinte urbaine tamoule et leur pratique de la ville. Cette réalité n'est pas sans conséquences sur la façon dont les Tamouls perçoivent leur appartenance à la Nation. Enfin, les liens transnationaux (culturels, politiques, économiques) entre Tamouls et les dynamiques migratoires internationales contemporaines des Tamouls dans ces trois pays ont également des conséquences sur l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Mots clés : Tamoul, Sri Lanka, Malaisie, Singapour, Colombo, Kuala Lumpur, Minorité, Intégration socio-spatiale, Identités, Transnationalités, Diaspora, Conflits.

Tamils in Colombo, Kuala Lumpur and Singapore: Minorities, Socio-spatial integrations and transnationalities.

The study of Tamils in Colombo, Kuala Lumpur and Singapore shows the importance of adopting a multi-scale and comparative perspective in order to fully grasp an understanding of the complexity of the various factors affecting the identification and socio-spatial integration of a transnational minority group. These Tamils evolve in very different national political contexts. In Sri Lanka, they are at the heart of inter-communal conflicts. In Singapore, they are officially recognized as a component of a multicultural society, whilst in Malaysia the government officially favors Malays. The analysis of the policies enforced by the colonial power, followed by the three independent states toward minorities provides a better understanding of their impacts on the sense of identity and integration of Tamils in the Nation, as well as their geographical distribution in these cities. At the local level, the spatial inscription of tamil identity and their urban practices favor an appropriation of their urban environment. However, it is not immutable. Urban policies developed by states, which according to the cases preserve or destroy ethnoterritories, have an impact on the Tamil urban footprint and their practical of the city. This reality is not without consequence on how Tamils perceive their attachment to the nation. Finally, transnational ties (cultural, political, economical) between Tamils and contemporary dynamics of international migration of Tamils in these three countries also have consequences on the identification and integration of those from Colombo, Kuala Lumpur and Singapore.

Key words: Tamil, Sri Lanka, Malaysia, Singapore, Colombo, Kuala Lumpur, Minorities, Socio-spatial integrations, Identities, Transnationality, Diaspora, Conflicts.

Liste des sigles et acronymes utilisés

Pays où le sigle ou l'acronyme est utilisé : [Singapour] [Malaisie] [Sri Lanka] [Inde].

ACC : All Ceylon Congress [Sri Lanka]
BJP : Bharatiya Janata Party [Inde]
BN : Barisan National [Malaisie]
CMIO : Chinese, Malays, Indians, Others [Singapour]
CWC : Ceylon Workers' Congress [Sri Lanka]
DAP : Democratic Action Party [Malaisie]
DFP : Democratic People's Front [Sri Lanka]
DK : Dravidar Kajagam [Inde]
DMK : Dravida Munnetra Kazhagam [Inde]
EPDP : Eelam People's Democratic Party
EPRLF : Eelam People's Revolutionary Liberation Front [Sri Lanka]
FP : Federal Party [Sri Lanka]
G.N. D. : Grama Niladhari Divisions [Sri Lanka]
HBD : Housing and Development Board [Singapour]
HINDRAF : Hindu Rights Action Force [Malaisie]
IPKF : Indian Peace Keeping Force [Sri Lanka]
ITAK : Illankai Tamil Arasu Kachchi [Sri Lanka]
JHU : Jathika Hela Urumaya [Sri Lanka]
JVP : Janatha Vimukhti Peramuna [Sri Lanka]
KL : Kuala Lumpur [Malaisie]
LTTE : Liberation Tigers of Tamil Eelam [Sri Lanka]
MCA : Malaysian Chinese Association [Malaisie]
MIC : Malaysian Indian Congress [Malaisie]
NECC : National Economic Consultative Council
NEP : New Economic Policy [Malaisie]
NDP : National Development Policy [Malaisie]
NRI : Non resident-Indian [Inde]
NVP : National Vision Policy [Malaisie]
PAP : People's Action Party [Singapour]
PAS : Parti Islam SeMalaysia [Malaisie]
PIO : People of Indian Origin [Inde]
PLOTE : People's Liberation Organisation of Tamil Eelam [Sri Lanka]
PR : Pakatan Rakyat [Malaisie]
PRK : Parti Keadilan Rakyat [Malaisie]
PR : Permanent resident [Singapour]
RM : Ringgit de Malaisie [Malaisie]
SINDA : Singapore Indian Development Association [Singapour]
SLFP : Sri Lanka Freedom Party [Sri Lanka]
SPP : Singapore's People Party [Singapour]
TELO : Tamil Eelam Liberation Organisation [Sri Lanka]
TNA : Tamil National Alliance [Sri Lanka]
TULF : Tamil United Liberation Front [Sri Lanka]
UCFP : Up-Country People's Front [Sri Lanka]
UMNO : United Malays National Organisation [Malaisie]
UNF : United National Front [Sri Lanka]
UPFA : United People's Freedom Alliance [Sri Lanka]
WP : Workers' Party [Singapour]

Introduction

La volonté de reconnaissance identitaire de minorités nationales et surtout leur intégration socio-politique dans un État multiethnique est un sujet qui a toujours été d'actualité. Parmi les nombreux clivages qui distinguent les groupes dans la population d'un État (socio-économiques, origines géographiques, couleurs de peau, pratiques linguistiques, etc.), les différences religieuses et ethniques¹ sont celles qui sont le plus souvent sources de tensions intercommunautaires. Selon que l'État adopte une conception inclusive ou exclusive des minorités dans l'identité nationale, l'ethnicité peut avoir un rôle central, périphérique ou ambigu dans la vie du pays. L'importance de l'identité ethnique par rapport à l'identité nationale dépend pour beaucoup du poids démographique des minorités et de la politique des États vis-à-vis de ces dernières. L'exemple sri lankais est emblématique de la difficulté de certains États pluriels à intégrer et à faire identifier les différentes communautés de leur population à une nation commune. La question tamoule à Sri Lanka a été très médiatisée depuis le début du conflit intercommunautaire armé en 1987, et qui a opposé l'État à l'organisation séparatiste des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul (LTTE). Dans ce pays, l'échec de l'État post-colonial à construire une identité nationale qui sublimerait les différences ethniques a, au contraire, favorisé l'émergence de deux nationalismes ethniques antagonistes. Celui de la communauté majoritaire cingalaise étant soutenu et légitimé par l'État, alors que celui de la minorité tamoule est incarné par les *leaders* parlementaires tamouls jusque dans les années 1970, puis par les séparatistes tamouls du LTTE. L'existence de territoires considérés par les Tamouls comme leur foyer de peuplement historique, avec une importante concentration géographique dans le Nord et l'Est de l'île, légitime, pour les séparatistes, leur droit à créer un État indépendant dans lequel leur culture et leur identité pourraient s'épanouir. La remise en cause de la souveraineté nationale est l'un des facteurs qui explique la violence qu'a connue l'île. La victoire militaire de l'armée de 2009, et surtout la catastrophe humanitaire que celle-ci a entraînée dans le Nord et l'Est du pays, n'a pas résolu le problème de l'intégration de la minorité tamoule. Ainsi, la situation des Tamouls à Sri Lanka est celle d'une minorité discriminée et dont une faction a été en guerre ouverte contre l'État.

1. L'ethnicité est le sentiment de partager une ascendance commune, que ce soit à cause de la langue, de la religion, des coutumes, de ressemblances physiques ou de l'histoire vécue (objective ou mythologique). Cette notion est très importante sur le plan social et politique, car elle est le fondement de la notion d'identité.

Encadré 1 : Les Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul.

Le LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*) : est un mouvement indépendantiste, fondé en 1976 par Velupillai Prabhakaran, dont le but affiché est de défendre les Tamouls de Sri Lanka. Pour cela, l'organisation demande le droit à l'autodétermination et la création d'un État, le *Tamil Eelam*, dans le Nord et l'Est de l'île. Pour obtenir leur indépendance, les Tigres (surnom donné aux militants LTTE) se sont engagés dans une lutte armée contre le gouvernement central. Ce mouvement séparatiste n'hésite pas à utiliser la force pour éliminer ses rivaux politiques afin de s'affirmer comme le seul représentant les intérêts des Tamouls de l'île. Les Tigres utilisent aussi des attentats-suicide comme moyen d'action pour faire avancer leur cause (ex. Le Premier Ministre indien Rajiv Gandhi, le Président de la République de Sri Lanka Ranasinghe Premadasa, etc.). Le LTTE s'est affirmé depuis 1987 comme l'acteur incontournable de la scène politique nationale. En effet, le mouvement a réussi à faire face aux différents assauts de l'armée gouvernementale et même aux forces indiennes qui ont tenté un temps de lui faire déposer les armes par la force. Les Tigres ont dirigé comme un État souverain des territoires dans le Nord et l'Est du pays qu'ils contrôlaient militairement. La défaite militaire des Tigres du 17 mai 2009 a ébranlé le mouvement. Son *leader* historique, Prabhakaran, est mort et le LTTE a perdu toutes ses possessions territoriales dans l'île. Néanmoins, le mouvement séparatiste compte encore un important soutien dans la diaspora tamoule et n'a pas abandonné son rêve de créer un État indépendant pour les Tamouls de Sri Lanka.

La comparaison de la situation des Tamouls de Sri Lanka avec d'autres pays dans lesquels cette communauté ethnique est également minoritaire peut permettre de comprendre les raisons pour lesquelles elle est plus ou moins bien intégrée dans chacun de ces États. La population tamoule, qui est estimée à 75,4² millions d'individus à travers le monde en 2008, ne se retrouve nulle part en situation de majorité à la tête d'un État souverain et indépendant. La carte des pôles majeurs de la diaspora tamoule dans le monde³ de Goreau-Ponceau (figure 1) peut nous aider à distinguer six différents espaces de concentration de cette communauté. Le premier, qui comprend l'État du Tamil Nadu et le Territoire de l'Union indienne Pondichéry⁴ en Inde, ainsi que les provinces Nord et Est de Sri Lanka⁵, correspond au foyer originel des Tamouls. Le deuxième englobe les zones d'immigration tamoule à l'intérieur de leur pays d'origine où ils vivent dans un contexte où ils sont minoritaires, à l'exemple de Colombo. Le troisième regroupe les communautés que l'on retrouve en Asie du Sud-Est. Les populations tamoules dans ces pays sont arrivées essentiellement comme *coolies* d'Inde ou comme travailleurs qualifiés de Ceylan et d'Inde pendant la période coloniale. La relative proximité géographique avec les foyers d'origine a favorisé la conservation du tamoul comme

2. Source : Goreau-Ponceau, 2008b.

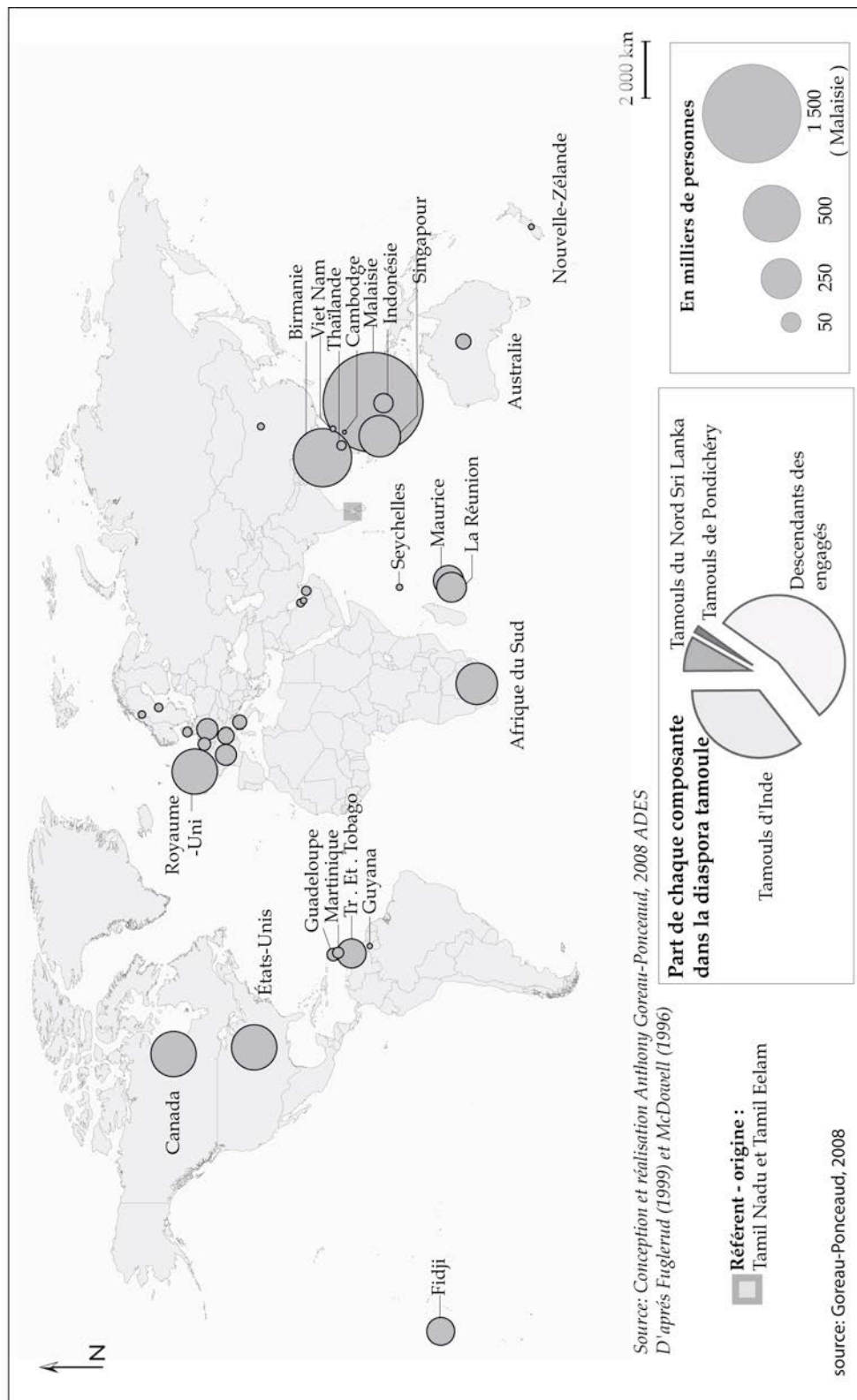
3. Les aléas pour quantifier ce groupe et les sources sont hétérogènes puisqu'ils combinent des estimations parfois grossières et des recensements eux-mêmes établis sur des définitions différentes de la population et avec des moyens de réalisations qui n'ont pas la même efficacité d'un pays à l'autre. En toute rigueur, ces données ne devraient pas être assemblées mais dans ce cas il serait quasiment impossible d'avoir une idée du volume et de la répartition de la communauté transnationale tamoule.

4. Le Tamil Nadu comptait en 2001 un peu plus de 62,4 millions d'habitants dont près de 55,8 millions déclaraient le tamoul comme leur langue maternelle (source : http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/etatsnsouverains/inde-Tamil_Nadu.htm) alors que le territoire de Pondichéry comptait 861 502 locuteurs tamouls en 2001.

(source : <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/etatsnsouverains/inde-pondicherry.htm>)

5. Le recensement de 2001 n'a pu être réalisé dans les districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Killinochchi, Batticaloa et Trincomalee à cause de la situation politique. On estime néanmoins à 3 millions le nombre des Tamouls dans l'île.

Figure 1 : Les pôles majeurs de la diaspora tamoule dans le monde.



langue maternelle et principal marqueur identitaire dans deux de ces pays : la Malaisie et Singapour. La rapide croissance économique de ces pays, depuis les années 1980, a favorisé l'arrivée de nouvelles vagues de migrants professionnels tamouls avec et sans qualification venus du sous-continent indien pour y travailler. Le quatrième espace regroupe des pays qui comportent également des populations tamoules amenées à l'origine par les colonisateurs français et anglais comme *coolies* pour travailler dans les plantations, suite à l'abolition de l'esclavage. À la différence de ceux d'Asie du Sud-Est, les Tamouls d'Afrique du Sud et d'espaces insulaires comme l'Île Maurice, la Guadeloupe ou les Fidji ont adopté la langue du colonisateur ou un créole, de ce fait, la pratique du tamoul comme langue maternelle joue un rôle plus relatif comme marqueur identitaire. Depuis les années 1970, le Moyen-Orient est un autre espace où se concentrent des migrants temporaires tamouls, venus comme main-d'œuvre qualifiée (ingénieurs, finance) et surtout comme immigrants de travail peu qualifiés (construction, restauration, *maids*⁶, etc.). Enfin, le dernier espace regroupe les pays occidentaux qui ont accueillis une importante immigration tamoule, principalement depuis l'ère post-coloniale, aussi bien pour des raisons politiques (conflit sri lankais) qu'économiques.

Parmi tous les pays où les Tamouls sont présents, la comparaison de la situation de cette minorité à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour permet d'étudier son intégration dans trois États multiculturels post-coloniaux aux contextes politiques nationaux très différents. La situation sri lankaise que nous avons déjà évoqué tranche avec celle de Singapour. D'ailleurs, les Tamouls de Sri Lanka⁷ louent souvent le modèle singapourien pour avoir permis à ce pays d'accéder à une certaine prospérité économique et d'avoir reconnu leur identité en faisant du tamoul une des quatre langues officielles. L'attribution à plusieurs reprises de fonctions honorifiques, telle que la Présidence de la République⁸, à des Tamouls, alors que les membres de cette communauté ne représentent que 200 000 (7 %)⁹ individus dans l'île est un autre élément témoignant à leurs yeux de leur bonne intégration dans ce pays. La promotion par l'État d'un multiculturalisme reconnaissant quatre identités culturelles (Les Chinois, les Malais, les Indiens et les « Autres ») a empêché la résurgence de conflits inter-ethniques grâce

6. Les *maids* sont des employées de maison, qui résident sur leur lieu de travail. Ces femmes sont recrutées pour faire des tâches ménagères et prendre soin des enfants et des personnes âgées du foyer dans lequel elles sont engagées.

7. Au cours de mes premiers entretiens à Jaffna en 2005 plusieurs habitants de la ville m'ont présenté Singapour comme un exemple pour l'intégration des Tamouls. Par la suite, lors des enquêtes menées à Colombo dans le cadre de cette thèse, les personnes interrogées ont souvent aussi souligné le contraste entre la situation des Tamouls à Sri Lanka et Singapour.

8. Sellapan Ramanathan est le premier Président de la République de Singapour d'origine tamoule. Il occupe cette fonction pendant deux mandats (1999-2011).

9. Source : <http://murugan.org/research/sivasupramaniam.htm>

à leur promotion égale. Ce pays semble réussir à concilier un haut niveau d'ethnicité, c'est-à-dire la reconnaissance de la singularité des communautés à travers certains marqueurs culturels comme la langue, la religion ou la région d'origine, avec une identité nationale forte. Ainsi, l'État préserve les minorités culturelles de l'assimilation, et favorise dans le même temps l'adhésion à une identité plus large qui serait nationale, et donc une coexistence pacifique. Les Tamouls de Malaisie évoluent pour leur part dans un contexte dans lequel les populations bumiputeras¹⁰ sont privilégiées. En effet, l'État y conduit une politique officielle de discrimination positive favorisant la population malaise au détriment des minorités chinoises et indiennes. Cette politique est à l'origine du mécontentement et du malaise tamoul. Ces trois exemples différents et donc complémentaires ont l'avantage d'apparaître comme emblématiques de la situation des minorités en général.

En outre, si les Tamouls sont minoritaires dans les trois pays étudiés, leurs poids démographiques sont très différents. À Sri Lanka, les Cingalais représentent trois quarts de la population de l'île qui compte, en 2010, 20 263 723 habitants. Les Tamouls constituent la première minorité du pays avec 3 095 247 individus (15,4 % de la population nationale), devant les 1 910 009 de Musulmans (9,4 % de la population nationale)¹¹. La situation à Colombo, où résident 555 031 habitants, en 2010, est très différente. Les trois principales communautés du pays représentent presque chacune un tiers de la population de la municipalité (36,8 % de Cingalais, 31,8 % de Tamouls et 29,8 % de Musulmans)¹². La Malaisie compte, en 2010, 28 908 795 habitants. 17 947 428 sont des Bumiputras (62%), 6 520 559 sont des Chinois (22,6 %) et 1 969 343 sont des Indiens (6,8 %)¹³. La communauté tamoule est estimée en 2000 à 1 405 215 individus, soit 4,9 % de la population nationale et surtout 88,1% des Indo-malaisiens¹⁴. Dans le cas de Kuala Lumpur (KL), le poids démographique des Bumiputras (595 545 résidents soit 36,6 %) et des Chinois (579 273, soit 35,5 %) en 2010 est presque comparable. Les 159 463 habitants d'origine Sud-asiatiques représentent 9,8 % de la population de la capitale¹⁵. Si aucune donnée statistique sur le nombre d'habitants tamouls à KL n'a été trouvée, nous pouvons supposer que la majorité des habitants indiens de la ville appartient à cette communauté vu son poids écrasant à l'intérieure de la population d'origine Sud-asiatique en Malaisie. Enfin, en 2010, les trois quarts des 3,7

10. Le terme bumiputera (fils du sol en malais) est utilisé dans la péninsule pour désigner les seuls Malais.

11. Source : voir annexe 16.

12. Source : voir annexe 17.

13. Source : voir annexe 20.

14. Source : Janakey Raman, 2009, p.12

15. Source : voir annexe 22.

millions de résidents de Singapour sont d'origine chinoise. Avec plus de 500 000 individus (13,4 % des résidents), les Malais constituent la première minorité de la cité-État. Les Indiens représentent avec plus de 348 000 d'individus, 9,2 % de la population de l'île¹⁶. Il est difficile de ce faire une idée précise du nombre de résidents tamouls faute de statistiques adéquats. Nous savons seulement que 131 932 résidents ont déclaré être alphabétisés en tamoul lors du recensement de 2010¹⁷. Mais ce chiffre donne plus un indice de la pratique de cette langue et de sa vitalité qu'un ordre de grandeur du nombre de Tamouls dans l'île (chapitre 1).

Dans le cadre de cette thèse, l'échelle nationale apparaît trop ambitieuse pour traiter les questions de l'intégration de la minorité sans risquer de caricaturer ou de faire des contresens. En effet, si l'on met de côté Singapour, du fait de la faible superficie de l'île, les deux autres États présentent à l'intérieur de leurs territoires des particularités régionales plus marquées qui rendent difficiles la comparaison entre ces trois pays. À Sri Lanka, la distribution des trois principaux groupes ethniques est très inégale (figure 2). Certains territoires sont peuplés à plus de 80 % par une de ces communautés. C'est notamment le cas du nord de l'île où les Tamouls sont largement majoritaires à la différence du sud et de l'ouest du pays où la présence cingalaise est prépondérante. D'autres territoires dans l'île sont plus cosmopolites. La part des trois principaux groupes ethniques (Cingalais, Tamouls et Musulmans¹⁸) est relativement comparable dans la province Est. Dans la région de Kandy, au centre de l'île, la majorité cingalaise vit avec une importante minorité tamoule dont les ancêtres sont arrivés d'Inde pour travailler dans les plantations. Localement, cette communauté tamoule est même majoritaire dans le district de Nuwara Eliya. Dans la région de Colombo, les Cingalais, bien que majoritaires, vivent avec d'importantes minorités tamoule et musulmane. En Malaisie, la présence de la population d'origine indienne¹⁹ est également très inégale (figure 3). Cette dernière se concentre essentiellement dans la péninsule malaise, alors que sa présence est marginale dans les États malaisiens de Bornéo (Sabah, Sarawak, Wilayah Persekutuan Labuan). Dans la péninsule malaise, la part de la population indienne par rapport à la population dans chaque État oscille entre 0,2 % pour le

16. Source : voir annexe 23.

17. Source : voir annexe 24.

18. À Sri Lanka, les musulmans, tout en ayant le tamoul pour la plupart comme langue maternelle, ne se reconnaissent pas comme faisant partie de la communauté tamoule, et sont reconnus officiellement comme une groupe ethnique distinct dans les recensements (chapitre 1). C'est la raison pour laquelle nous utiliserons dans cette thèse une majuscule à « musulman » lorsque nous évoquerons la communauté ethnique.

19. Les statistiques malaisiennes ne distinguent pas la communauté tamoule des autres communautés Sud-asiatiques. C'est pourquoi nous serons obligés de considérer la communauté indienne pour avoir une idée, même imparfaite, de la localisation des Tamouls qui est de loin le groupe Sud-asiatique démographiquement prépondérant en Malaisie.

Figure 2 : La distribution des communautés ethniques à Sri Lanka.

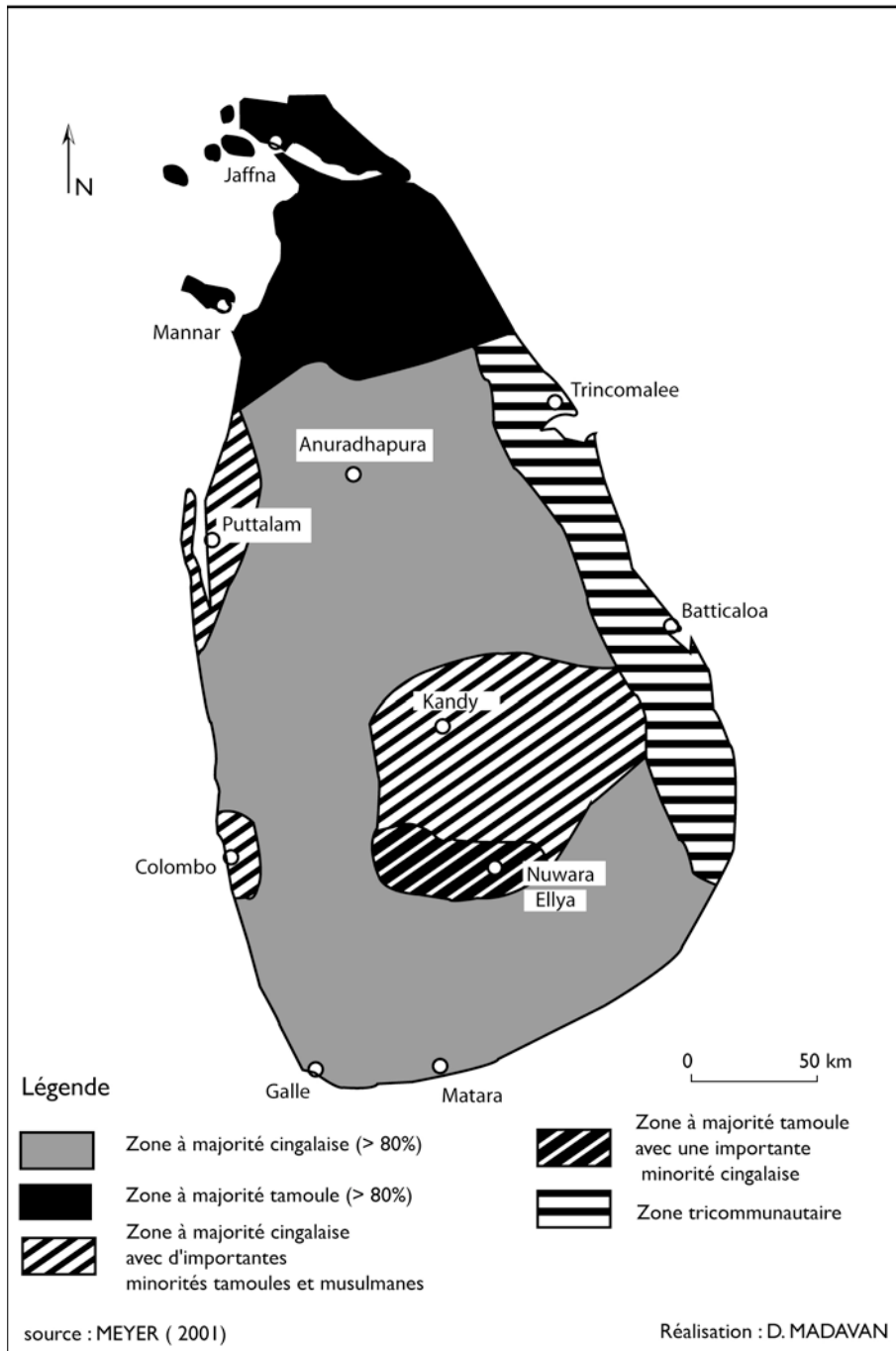
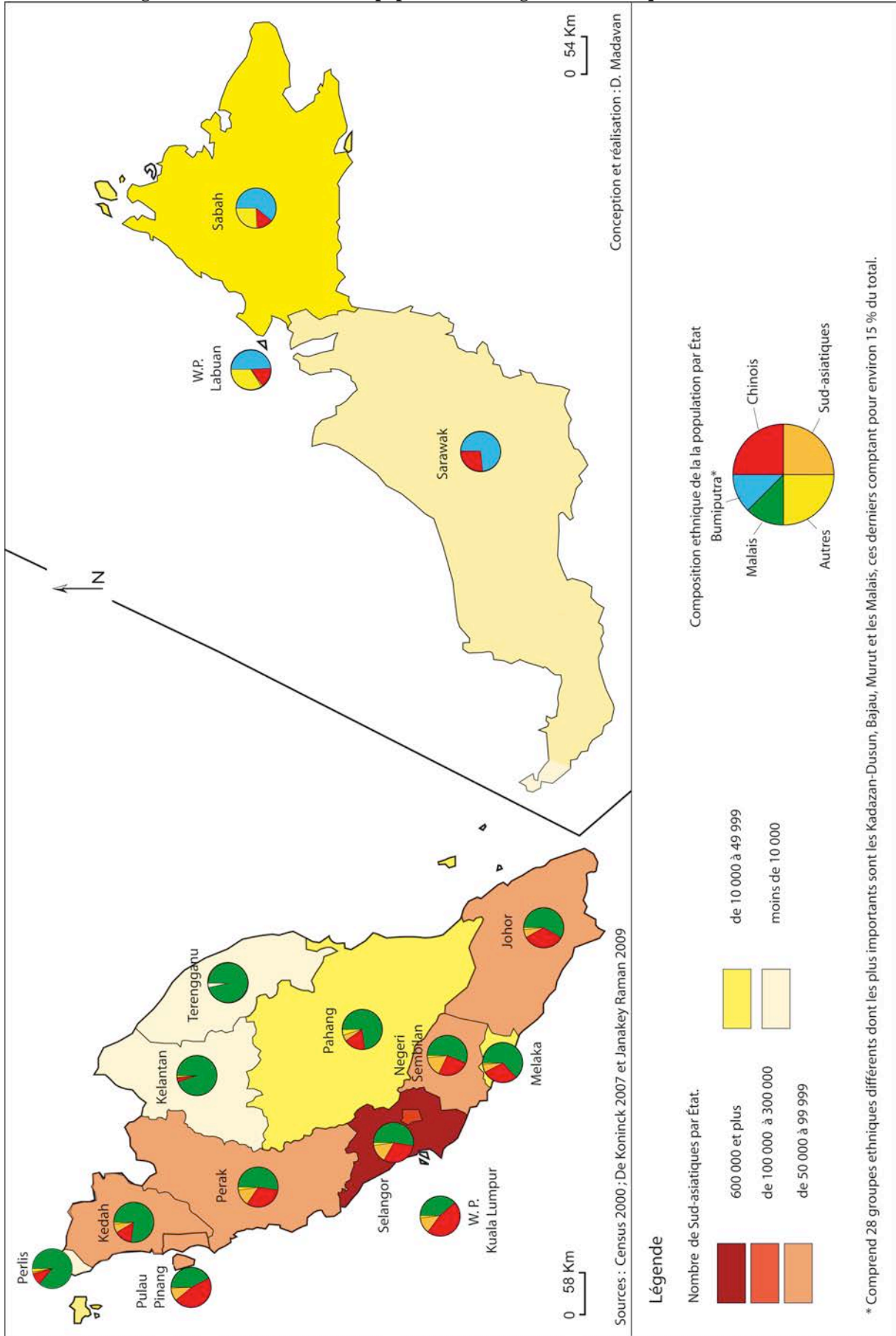


Figure 3 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique en Malaisie.



Terengganu à plus de 14 % en 2000 pour Selangor et le territoire fédéral de Kuala Lumpur. On observe également une dichotomie entre la partie sud-ouest de la péninsule, plus cosmopolite et avec une plus grande concentration de population indienne, et la partie nord-est dans laquelle la population malaise représente plus de 90 % des habitants de ces États (De Koninck, 2007). C'est pourquoi, l'échelle nationale n'a pas été retenue pour cette étude.

À l'inverse, définir comme terrain de recherche les seules capitales permet d'offrir une certaine unité qui facilite la comparaison, du fait que ces villes partagent des points communs. Ces capitales regroupent les membres des différentes communautés qui constituent la population de chacun de ces pays. Les Tamouls y vivent dans trois sociétés plurielles dans lesquelles ils sont minoritaires et en situation de diaspora²⁰. On peut émettre l'hypothèse que cette communauté est plus sensible à la question de l'intégration à la Nation, du fait qu'elle évolue dans un contexte cosmopolite dans lequel elle est minoritaire. En effet, les décisions du pouvoir central ont une incidence encore plus grande ici que dans le reste du pays. Colombo, Kuala Lumpur et Singapour sont trois études de cas, contrastés et emblématiques, légitimes pour contribuer à la réflexion générale sur les identités minoritaires en ville.

Par ailleurs, ce groupe dans ces trois villes a un statut particulier du fait qu'il est à la fois une minorité ethnique au sein de son pays d'installation, une diaspora²¹ pour son foyer d'origine et un des éléments constituant la communauté transnationale tamoule dispersée à travers le monde (figure 1). C'est pourquoi les échanges transnationaux qui peuvent exister entre Tamouls et les dynamiques migratoires internationales des Tamouls dans ces trois pays ont également été considérés afin de comprendre leurs conséquences sur l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

20. Si cette affirmation semble évidente pour les villes Sud-Est asiatiques, le cas de la capitale sri lankaise nécessite quelques précisions. En effet, si les Tamouls de Colombo vivent certes dans leur pays d'origine, ils évoluent tout de même dans un territoire où ils ne sont pas majoritaires et qui n'appartient pas dans leur imaginaire collectif à leur foyer culturel d'origine. La présence des Tamouls à Colombo est le fruit d'une double immigration : une internationale venant d'Inde et une autre interne à l'île avec l'installation de Tamouls originaires du Nord de l'île et qui se considèrent comme « fils du sol », comme la communauté majoritaire cingalaise. Cette situation tranche avec celle des Tamouls d'Asie du Sud-Est qui sont présentés comme des descendants d'immigrants.

21. Dans le cadre de cette thèse, l'usage du terme diaspora ne correspond pas à la dimension paradigmatique anciennement associé à l'expérience des juifs dispersés après la destruction du temple de Jérusalem (Dufoix, 2003 ; Goreau-Ponceaud, 2008a). La diapora est alors associée à une dispersion forcée à la suite d'événements politiques vécus comme un traumatisme. Nous préférons une définition plus ouverte de la diaspora applicable à toute communauté post migratoire caractérisée par une dispersion dans plusieurs pays à partir d'un foyer d'origine.

La problématique qui va sous-tendre l'ensemble de cette thèse peut être formulée par une question transversale : comment cette minorité transnationale réussit-elle ou non à maintenir la particularité de son identité ethnique et en même temps à être intégrée à la nation dans le cadre spatial de ces villes ? L'interrogation sur l'intégration de la minorité tamoule dans ces milieux urbains place l'espace au centre d'une recherche qui s'inscrit dans une problématique géographique, bien qu'elle emprunte des méthodes et concepts à d'autres disciplines de sciences sociales. En effet, des notions sociologiques et anthropologiques comme l'identification, la visibilité ethnique ou l'intégration seront considérées en privilégiant l'approche spatiale. Nous pouvons justifier ce choix par le fait que la médiation des flux de population, de la société et de l'espace forme des lieux, des territoires, des paysages et des espaces de vie qui sont autant de formes spatiales de l'identité. Dès lors, l'identité spatiale est un moyen de mesurer et d'analyser la vie, les échanges et les représentations des hommes vivant dans cet espace. Ainsi, avec cette perspective dialectique (flux/société/espace), la démarche géographique vise à démontrer ce que l'espace apprend du maintien ou de l'évolution de l'identité et de l'intégration minoritaire dans la société.

Trois axes de questionnement se dessinent autour de cette articulation. Nous pouvons d'abord nous interroger sur le processus de construction identitaire, l'intégration et sur l'évolution de la distribution spatiale des Tamouls dans ces trois villes, à la fois sous l'autorité de la puissance coloniale, puis celle des États post-coloniaux. En effet, comment le cheminement spatiotemporel, les données inhérentes à l'environnement local sur les aspects politiques, administratifs et sociaux ont-ils abouti à une intégration socio-politico-spatiale très différentes des Tamouls dans ces trois cités capitales ?

Par ailleurs, à l'échelle locale, certaines portions de ces villes sont des lieux où la minorité se met en scène et où l'inscription de la culture et de l'identité tamoule dans l'espace est très présente. À l'inverse, l'empreinte de cette communauté est moins visible dans d'autres espaces, bien que des Tamouls soient également présents. Comment, dans les différents types d'espaces, habités ou fréquentés par les Tamouls, ces derniers perçoivent-ils, à travers l'identification et la plus ou moins grande visibilité de leur identité minoritaire dans l'espace, leur intégration, la place et la pérennité de leur culture et de leur identité ? Dans quelle mesure la maison et les équipements communautaires (religieux, commerciaux et associatifs) contribuent-ils à favoriser ou non un processus de territorialisation de l'identité tamoule dans ces villes et influencent-ils la pratique urbaine de ces derniers ? En outre, quelles sont les conséquences des politiques urbaines (éradication des bidonvilles et promotion de *Little*

India) adoptées par les deux États Sud-Est asiatiques sur l'inscription spatiale de l'identité tamoule dans ces villes, le sentiment d'intégration des membres de cette minorité et leurs pratiques urbaines ?

Enfin, le caractère diasporique de cette minorité induit souvent une préservation de la mémoire et d'un certain attachement sentimental aux petites patries (Tamil Nadu ou Sri Lanka). Dans quelle mesure l'existence d'une communauté tamoule mondiale et les échanges transnationaux culturels (films, littérature, musique, médias) avec les foyers d'origine favorisent-ils le maintien de l'identité culturelle tamoule malgré le contexte d'extraterritorialité et minoritaire dans lequel se trouvent les Tamouls d'Asie du Sud-Est ? Existe-il une solidarité politique transnationale tamoule ? Est-ce que ces échanges transnationaux sont à l'origine d'une remise en cause de la loyauté des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour envers leur pays ? Par ailleurs, quelles sont les conséquences de l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants tamouls dans les deux pays Sud-Est asiatiques ou encore de l'émigration de ceux de Sri Lanka sur l'identification et l'intégration des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et de Singapour ?

Pour réaliser cette recherche, une étude approfondie de la bibliographie existante a été nécessaire et facilitée par la possibilité de consulter les ouvrages dans plusieurs grands centres d'étude sur l'Asie en Europe. L'institut de Géographie de Paris nous a permis d'accéder aux principaux ouvrages qui font autorité dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les bibliothèques de l'Institut National des Langues et des Civilisations Orientales (INALCO²²), de la Maison de l'Asie à Paris et celles de la *School of Oriental and African Studies* (SOAS) et de l'*Institute of Commonwealth* à Londres, ont été des centres de documentations incontournables pour les ouvrages politiques, historiques et surtout sociologiques. Cette recherche bibliographique a été complétée, dans un second temps, en Asie. Les fonds des bibliothèques universitaires de Peradeniya et de Colombo à Sri Lanka, de la *National University of Singapore* et celle de la *Malaya Universiti* ont permis d'accéder aux ouvrages non disponibles en France, et surtout aux mémoires et thèses non publiés portant sur les Tamouls ou d'autres groupes minoritaires dans les terrains étudiés. Les bibliothèques nationales, celles du musée de Colombo, de grands centres de recherche (l'*International Centre for Ethnic Studies* et de la *Marga Institute* à Colombo) ou encore celle des archives nationales de Sri Lanka sont d'autres centres de ressources non négligeables.

22. Désormais élargie pour former la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC).

La question de l'intégration des minorités ethniques, notamment les Tamouls, dans ces trois pays a intéressé les chercheurs des différentes disciplines de sciences humaines. Les travaux des historiens spécialistes de chacun de ces pays ont permis de comprendre l'implantation des Tamouls et l'évolution des relations intercommunautaires à Sri Lanka (Lamballe, 1985 ; Meyer, 2006 ; Wilson, 2000), à Kuala Lumpur (Gullick, 2000 ; Sandhu, 1969) et à Singapour (Arasaratnam, 1979 ; Margolin, 1988 ; Walter, 1994). Certains historiens ont permis grâce à leurs recherches de mettre en lumière la situation particulière de certains groupes tamouls. Ainsi, les contributions de Rajakrishnan (1988) sur les Tamouls d'origine ceylanaise en Malaisie ou encore Nadesan (1993) pour les Tamouls des plantations à Sri Lanka, ont souligné l'hétérogénéité qui existe à l'intérieur de la communauté dite tamoule. Les sociologues et les anthropologues (Puru Shotam, 2000 ; Siddique, 2000 ; Spencer, 1990a) ont réalisé de nombreux travaux sur les conséquences identitaires des politiques adoptées par l'État vis-à-vis de leur minorité, alors que les géographes se sont le plus souvent consacrés aux questions d'aménagements du territoire. Pour Singapour, De Koninck (2006) et bien d'autres ont souligné comment la politique de relogement social de l'État a joué un rôle capital dans la transformation du pays en société multiculturelle. L'ouvrage du géographe Pao Chun (1967) est le seul ouvrage qui tente véritablement d'analyser la place des différentes communautés ethniques dans la ville de Kuala Lumpur. Depuis, plusieurs chercheurs ont tenté, ces dernières années, de rendre compte du réaménagement urbain de la capitale malaisienne pour en faire une métropole moderne, de rayonnement international, en détruisant les anciens quartiers spontanés (King, 2008 ; Leete, 2007).

Malgré tous ces travaux, il existe finalement peu de références portant sur la minorité tamoule à Colombo et Kuala Lumpur. L'*International Centre for Ethnic Studies* ne possède par exemple que deux références dans sa collection portant spécifiquement sur les membres de cette communauté dans la capitale sri lankaise. Le premier est un ouvrage collectif commémorant le pogrom anti-tamoul de 1983 (Perera-Rajasingham, 2003), et l'autre est un article sur la bourgeoisie tamoule de Colombo (Jayawardena, 2007). Ce manque d'intérêt pour la situation des Tamouls dans la capitale peut en partie s'expliquer par la revendication, par les séparatistes, d'un *homeland* regroupant les provinces côtières septentrionale et orientale de l'île. Dès lors, on peut penser que le mouvement LTTE a peut-être influencé, par sa propagande, le choix des terrains pour l'étude de cette minorité. Par ailleurs, les fronts de la guerre et les camps de réfugiés se trouvant dans ces mêmes régions, l'attention des chercheurs s'est concentrée de préférence sur ces territoires qui étaient au cœur de l'actualité. La région

des plantations, qui abrite une population tamoule descendante de coolies indiens, fortement marginalisée socio-économiquement, est un autre terrain qui a été étudié par les chercheurs. Le dernier ouvrage de Thiranagama (2011), qui compte un chapitre sur la situation des Tamouls dans la capitale, laisse espérer que la fin de la guerre donnera lieu à plus de travaux sur la situation de cette communauté dans cette ville. Dans le cas de la Malaisie, force est de constater que pendant très longtemps les chercheurs s'intéressant à la question tamoule ont privilégié des études portant sur la situation de marginalisation des ouvriers agricoles dans les plantations plutôt que dans les zones urbaines (Daniel, 1978 ; Janakey Raman, 2009). Nagarajan (2004) et Wilson A.C. (2006) sont parmi les premiers à aborder la question des destructions des quartiers spontanés communautaires et de leurs conséquences pour les Tamouls dans la ville nouvelle de Petaling Jaya. Pour l'étude de cas de Kuala Lumpur, quelques travaux (Willford, 2003 ; Baxstrom, 2008) analysent tout de même les résistances et les mutations qui se développent dans la communauté tamoule face à la politique urbaine de l'État qui tend à détruire leur espace de vie. À l'inverse, la situation des Tamouls à Singapour a fait l'objet de nombreuses recherches par les chercheurs (Rai, 2006) et les étudiants (Nafizath, 1997 ; Yeah T.C.S, 1999) de la *National University of Singapour*. Malgré l'abondante littérature existant sur les Tamouls dans les trois pays considérés, les études de cas « spatiales » purement géographiques restent peu nombreuses ou incomplètes.

La recherche bibliographique a ensuite été élargie aux travaux de géographes réalisés sur différentes thématiques liées à notre sujet de thèse. Les recherches portant sur les minorités ethniques (Mainet-Valleix, 2002 ; Gueguen, 2007 ; Gervais-Lambony et *al.*, 2003a) ou des communautés étrangères (Goreau-Ponceaud, 2008 ; Spire, 2011) dans des espaces urbains ont particulièrement été stimulantes intellectuellement. Ces travaux, qui s'appuient sur un important travail de terrain, ont offert différentes grilles d'analyse pour étudier l'altérité en milieu urbain et en particulier à l'échelle locale. La méthode d'analyse des structures paysagères développée par Gervais-Lambony (1994 et 2003c) pour étudier la citadinité, ainsi que les pratiques et les représentations de l'espace des habitants d'Harare et de Lomé ont été empruntées dans le cadre de cette thèse. Cela a permis de mieux comprendre les relations des Tamouls à l'espace à travers l'étude de leur sentiment d'appartenance ou non à la ville et de leur ancrage au milieu urbain dans lequel il vivent à plusieurs échelles (maison, quartier). En outre, la thèse de Trouillet (2010) sur l'hindouisme tamoule en Inde et en diaspora a été d'une aide précieuse pour appréhender l'importance de la pratique religieuse dans le processus de territorialisation de l'identité tamoule dans l'espace. Les travaux de

Vivet (2012) et de Brun (2003 et 2001), qui abordent la question de la citoyenneté de populations déplacées de guerre dans une ville refuge, ont constitué des bases pour l'étude de cas de Colombo. Les travaux de Dupont (2011 et 2010b) et de Davis (2006) sur les politiques d'éradication de bidonvilles ont quant à eux été riches d'enseignements pour l'étude des conséquences de la destruction des quartiers spontanés à Kuala Lumpur. Enfin, les travaux portant sur des diasporas ont également été consultés afin de mieux appréhender l'influence des relations transnationales sur l'identification et l'intégration des minorités diasporiques. Quatre approches ont particulièrement nourri cette thèse. Celle d'Appadurai (2001) qui insiste sur le rôle éminent de l'imagination dans le maintien de l'identité diasporique grâce à la construction de « sphères publiques transnationales » qui constitueraient des formes de communautés imaginées transnationales. Les travaux d'Anderson (1992) et Dequierez (2011a) sur le nationalisme à longue-distance mettent l'accent sur les mobilisations politiques transnationales de groupes diasporiques. Ces dernières sont présentées comme une menace pour les États. À l'inverse, d'autres travaux (Leclerc, 2004 ; Carsignol, 2011) s'intéressent aux politiques diasporiques développées par l'Inde et à leurs conséquences sur la construction de l'identité indienne et l'allégeance des membres de la diaspora vis-à-vis des États d'origine et d'installation. Enfin, les recherches récentes portant sur l'arrivée depuis les années 1990 de maids philippines (Yeoh, 2003a et 1995), d'immigrants professionnels du Bangladesh (Habibal, 2003) ou plus généralement de Sud-asiatiques²³ (Rai et Reeves, 2005) à Singapour, ont fait apparaître de nouveaux éléments de segmentations dans la société qui ne peuvent être ignorés dans cette étude.

Le choix de réaliser une étude comparative dans le cadre de cette thèse n'a pas pour but de créer un modèle ou de comparer des modèles théoriques. Cette approche a été privilégiée afin d'enrichir l'étude de chacune de ces villes par la connaissance des autres. En effet, la confrontation de l'occupation par la minorité tamoule des espaces urbains dans ces trois capitales doit permettre de comprendre les différences et les similitudes existantes, dans un rapport d'information mutuel et permanent. Cette démarche offre également l'avantage de prendre de la distance par rapport aux différents terrains. Face à l'actualité brûlante (guerre et attentats à Sri Lanka, manifestations en Malaisie), le changement d'environnement est un moyen pour le chercheur de sortir d'un contexte sous tension et de pouvoir considérer les

23. Les personnes issues des vagues d'immigration arrivées depuis 1990 d'Asie du Sud sont qualifiées par plusieurs chercheurs (Brij *et al.*, 2006 ; Rai et Reeves 2005 ; Habibal, 2003) de nouvelle diaspora de manière à les distinguer de l'ancienne diaspora, arrivée pendant la période coloniale et dont les membres jouissent de la citoyenneté singapourienne.

choses avec plus de recul. Ainsi, la comparaison permet de sortir des idées reçues et des habitudes pour tenter d'étudier la question de l'intégration des Tamouls à travers de nouvelles approches. Malgré les contraintes matérielles et de temps, cette méthode inductive nous est apparue, de manière tout à fait empirique, la plus adaptée à ce sujet de recherche.

La pratique du terrain a été fortement conditionnée par le contexte politique dans les pays étudiés. En effet, le thème de mes recherches étant sensible, j'ai dû prendre le maximum de précaution pour ne pas être identifié comme un chercheur. C'est ce qui m'a conduit à me rendre sur mes terrains avec un visa touristique. Les deux premières années, j'ai passé six mois en Asie. Sri Lanka étant le terrain le plus sensible, j'ai systématiquement commencé par ce pays en y passant deux mois. Par la suite, je me rendais six semaines à Singapour et enfin dix à Kuala Lumpur. En mars 2010, je suis allé une dernière fois deux semaines à Colombo afin de me rendre compte par moi-même des éventuels changements survenus suite à la victoire de l'armée sri lankaise sur le LTTE. À l'issue cette visite, il m'est apparu préférable de limiter mon sujet, pour Colombo, à la période du conflit armé (c'est-à-dire jusqu'à la victoire de l'armée en mai 2009). Intégrer la période post-guerre dans l'étude de cette thèse m'apparaissant trop prématuré et très ambitieux. J'ai donc délibérément fait le choix de Colombo, dans le contexte de ville en guerre. Cette décision s'explique d'autant plus que depuis la reprise du conflit armé en 2007, les risques d'enlèvements, les attentats à la bombe ou les attaques aériennes²⁴ du LTTE dans la capitale, ont énormément conditionné mon travail. En outre, les militaires et la police sont alors omniprésents et procèdent tous les jours à des contrôles d'identité ou à des perquisitions afin de trouver des sympathisants ou des kamikazes LTTE. La peur d'être accusé d'opposant au gouvernement ou d'être un terroriste Tigre, ainsi que l'exaltation des haines intercommunautaires sont des éléments que je n'ai pas pu ignorer dans mes rapports avec les habitants de la ville. En effet, il est arrivé que je me rende chez des personnes alors qu'elles avaient été perquisitionnées la veille. Une autre fois, des policiers se trouvaient chez les voisins des personnes que je devais rencontrer. Certaines personnes ont préféré éviter de me répondre ou de me rencontrer, car elles avaient peur que je ne sois un informateur du gouvernement ou peur des conséquences si cela s'apprenait. D'ailleurs, parmi les personnes qui ont accepté de me recevoir, plusieurs ont répondu de façon évasive. Enfin, l'évolution du conflit dans le nord et l'est de l'île n'a pas été sans conséquence. J'ai dû interrompre une journée de mon terrain car la personne qui

24. Dans la nuit du 20 février 2009, deux avions LTTE ont lancé un raid sur la capitale, tuant deux personnes et en blessant quarante. L'attaque a endommagé le Bureau des Impôts ainsi que le quartier général de l'armée.

m'accompagnait à Kotahena avait appris que l'un de ses proches était mort dans les bombardements. La situation dans le nord-est préoccupait fortement les Tamouls jaffnais résidant à Colombo car beaucoup avaient encore des membres de leur famille ou des amis pris au piège dans la zone de combat ou dans les camps de détention. En outre, être hébergé chez l'habitant m'a permis d'être totalement immergé avec les Tamouls. Cela m'a donné l'opportunité de vivre au quotidien avec eux et de mieux appréhender leur perception sur leur intégration et la place qu'ils pensent avoir dans la société de Colombo et de Sri Lanka en général.

Les conditions de travail en Asie du Sud-Est étaient plus favorables. En effet, il n'y avait pas de difficulté particulière sauf peut-être lors des enquêtes dans les immeubles sociaux (HDB²⁵) d'Yishun où certains habitants étaient plus méfiants et menaçaient d'appeler la police car je n'avais pas d'autorisation officielle. Cette réaction peut s'expliquer par le fait qu'une campagne de prévention contre les rôdeurs malveillants dans les HDB était diffusée sur les chaînes de télévision à cette période. Néanmoins, comparées à Sri Lanka, les conditions de travail ont été de loin meilleures.

La recherche de données statistiques sur la distribution des groupes ethniques dans les trois villes a été plus ou moins laborieuse en fonction du pays. Celle-ci s'est révélée plutôt aisée à Singapour, où de nombreux organismes gouvernementaux (*Department of Statistics et Housing & Development Board*) réalisent des enquêtes fiables à l'échelle du pays. Par contre, cette entreprise a été plus difficile à Colombo et Kuala Lumpur à cause de la rétention d'informations de la part des administrations. S'il a été possible d'obtenir les statistiques de la distribution des groupes ethniques dans les quartiers de ces deux villes pour l'époque coloniale et pour les premières décennies de l'ère post-coloniale dans les recensements ou les archives nationales, les données les plus récentes, jugées sensibles, sont tout simplement impossibles à obtenir par voie officielle. Pour les obtenir, j'ai essayé d'aller directement au *Municipal Council* de Colombo pour consulter leurs données mais, selon les représentants, cette institution ne dispose pas de son propre département de statistiques et les seules données existantes leur sont fournies par le *Department of Census and Statistics*. Mais ces dernières ne comportent que le nombre de Tamouls pour l'ensemble de la ville mais jamais aux échelles plus grandes permettant de constater les disparités. Pourtant, il existe des statistiques régulièrement actualisées sur les populations tamoules de Colombo. En effet, les membres de

25. Les logements sociaux à Singapour sont communément appelés HDB en référence au *Housing and Development Board*, le service public du logement chargé de leur construction et de leur gestion.

cette communauté étaient obligés jusqu'à la fin de la guerre d'aller au commissariat de leur quartier afin de s'enregistrer ou de signaler tout nouveau résidant tamoul dans leur domicile afin d'obtenir un *police report* (annexe 1). Sans ce document officiel, il était impossible de vivre à Colombo pour un Tamoul. Malheureusement, ces données n'étant pas publiques, je ne pouvais pas y accéder ou faire des démarches pour les obtenir sans risquer d'éveiller des soupçons sur les raisons de mon séjour dans l'île. J'ai donc essayé d'obtenir des éléments d'information par d'autres moyens. J'ai rencontré le député tamoul de Colombo, Mano Ganesan²⁶, afin d'avoir une estimation du nombre d'électeurs et du nombre de déplacés tamouls vivant dans les différents quartiers de la ville. Malgré une réponse favorable, je n'ai par la suite reçu aucune nouvelle de sa part. Je me suis également rendu au service de la municipalité responsable de l'éducation à Colombo pour obtenir la liste des écoles tamoules et de leurs effectifs. Malgré une promesse de m'envoyer les informations par courriel, je n'ai également rien reçu. J'ai par contre réussi à rencontrer une Tamoule autorisée à célébrer les mariages à Colombo. Cette personne m'a permis de consulter dans son registre les actes de mariages qui ont été enregistrés entre mai 2008 et mars 2009. Cela m'a permis d'obtenir des données statistiques sur le nombre de Tamouls qui se marient avec quelqu'un de la diaspora et des pays dans lesquels ils vivent. C'est finalement grâce à une personne possédant un réseau de relations important, et qui tient pour des raisons de sécurité à rester anonyme, que j'ai pu obtenir les données statistiques du recensement de la répartition de la population en 2001 dans les *Grama Niladhari Divisions*²⁷ (G.N.D.) de Colombo. Par contre, je n'ai pas eu le même succès pour Kuala Lumpur. En effet, malgré des visites répétées aux *Town Hall*, la sollicitation d'hommes politiques, de collègues ou de responsables d'ONG, je n'ai obtenu aucune donnée actuelle. Les dernières données sur la répartition ethnique dont je dispose pour la ville de Kuala Lumpur datent de 1970. Cela est d'autant plus frustrant que depuis 1990, une véritable politique de réaménagement du territoire a lieu à Kuala Lumpur avec la destruction des anciens quartiers spontanés peuplés notamment par des Tamouls. Il aurait été intéressant d'avoir des éléments statistiques pour mieux appréhender les conséquences sur la distribution des Tamouls dans la ville.

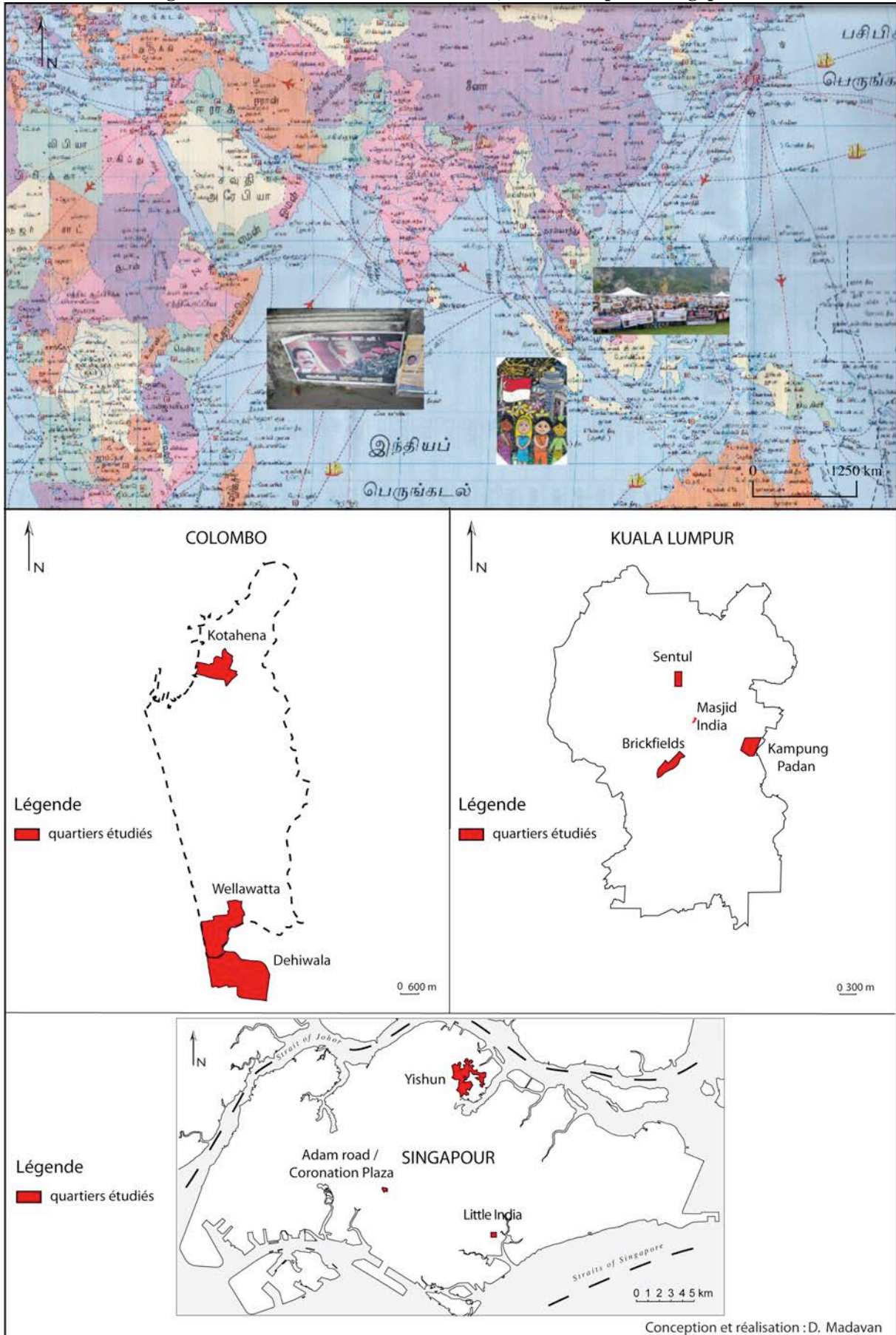
Une enquête de terrain socio-anthropologique a aussi permis, grâce à des questionnaires, d'obtenir de données statistiques qualitatives et quantitatives représentatives de la perception des acteurs. Deux séries d'enquêtes ont été menées sur le terrain. La première

26. Mano Ganesan est un homme politique tamoul. Il est député pour le district de Colombo. Président du syndicat *Democratic Workers Congress*, il dirige aussi son aile politique, le *Democratic People's Front*.

27. Le *Grama Niladhari Division* est la plus petite unité administrative utilisée dans les recensements de Sri Lanka pour le *Municipal Council* de Colombo.

(annexe 2), dite générale, devait me permettre, dans chaque ville étudiée, d'avoir une idée de la perception par les Tamouls de leur situation. Du fait de l'impossibilité de réaliser un échantillon de la population cible, les personnes ont été interrogées de façon aléatoire. Pour la seconde (annexe 6), une méthode d'enquête par questionnaire dans des quartiers présélectionnés (figure 4) a été privilégiée afin de cerner d'éventuelles différences de la perception de leur intégration par les Tamouls à l'intérieur de ces trois villes. Trois quartiers (Kotahena, Wellawatta, Dehiwela), réputés pour abriter une importante communauté tamoule, ont été choisis à Colombo. Dans le Sud de la ville, le quartier de Wellawatta, surnommé *Little Jaffna*, est connu pour avoir une forte concentration de Tamouls originaires de la province septentrionale de l'île depuis la période coloniale. À l'inverse, Kotahena, situé près du port dans le Nord de Colombo, a été le lieu d'implantation sous la domination britannique, d'une importante communauté tamoule d'ouvriers et de marchands originaires du Tamil Nadu et du Kerala en Inde. Avec la guerre, de plus en plus de Jaffnais préfèrent se réfugier par vagues successives dans ces deux territoires qui sont considérés comme plus tamouls et plus sûrs. Dehiwela, un quartier de la banlieue de Colombo, limitrophe de Wellawatta, est devenu avec le conflit un nouvel espace où les Tamouls sont venus se réfugier. Les loyers, moins onéreux qu'à Wellawatta, expliquent que les vagues les plus récentes d'immigration s'y installent. À Kuala Lumpur, quatre quartiers (Masjid India, Sentul, Brickfields, Kampung Pandan) ont été retenus pour étudier l'intégration des Tamouls dans cette ville. Masjid India est un quartier à l'origine tamoul musulman. Sentul et Brickfields sont deux quartiers historiquement connus pour abriter une importante concentration de Tamouls. Sous la domination britannique, les ouvriers tamouls travaillant pour les chemins de fer et la construction s'y sont installés. La politique de réaménagement urbain de la capitale a provoqué d'importantes transformations dans ces deux quartiers. Le profil de la population et l'image de ces quartiers ont changé. Ces anciens bidonvilles, connus pour abriter de nombreux gangs tamouls, ont pour l'essentiel été rasés. Le quartier de Brickfields a aujourd'hui beaucoup de similitudes avec celui de Serangoon (*Little India* à Singapour). Très commercial, le quartier est vraiment une vitrine de la culture tamoule et possède plusieurs autres fonctions (religieuse, sociale, etc.). Sentul a par contre perdu en partie son caractère indien avec une importante présence chinoise. L'intérêt de ce quartier est qu'on y trouve, juxtaposés, des maisons avec terrasses, des bungalows, des immeubles sociaux, des immeubles privés ou des squats. Enfin, Kampung Pandan a été retenu car c'est un quartier où il existe d'importantes tensions du fait des destructions de logements informels en cours. Enfin à Singapour, trois différents types de quartiers emblématiques ont été sélectionnés. En plus du quartier de Serangoon qui est connu pour être le Little India de

Figure 4 : Les terrains étudiés à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.



l'île, le choix s'est également porté sur une portion de la ville d'Yishun, un espace dans lequel se concentrent essentiellement des immeubles sociaux HDB. En sachant que 80 % de la population du pays vit dans ce type de logement, il semblait pertinent d'étudier la vie des Tamouls dans l'environnement le plus familier des habitants du pays. Enfin, l'exemple de Adam Road/ Coronation Plaza a permis d'étudier à l'inverse un espace essentiellement pavillonnaire et dans lequel la présence des Tamouls est marginale. L'étude de ces différents quartiers doit permettre d'analyser la place de la culture tamoule et la façon dont les membres de cette communauté vivent et s'identifient.

La situation politique et l'étendue des quartiers m'ont conduit à adopter des méthodes différentes pour réaliser ces enquêtes. À Kuala Lumpur et Singapour, j'ai fait du porte-à-porte de l'ensemble des logements de certains des terrains étudiés (Adam road/Coronation Plaza et *Little India* à Singapour et Sentul en Malaisie). Toutefois, il faut préciser que je n'ai pas eu à sonner à toutes les portes. En effet, en Asie du Sud-Est, un certain nombre d'éléments décoratifs ou religieux permettent d'identifier l'appartenance culturelle des personnes qui résident dans le logement. Ainsi, je n'ai jamais sonné aux logements possédant des indices me permettant d'identifier les habitants comme des Chinois (statue de lion, arbre d'oranger, boîte d'encens, alphabet chinois, couleur rouge), alors que d'autres éléments m'indiquaient la forte probabilité de trouver des Tamouls (dieux du panthéon hindouiste, alphabet tamoul, feuille de mangue, etc.). La réalisation du questionnaire dans les condominiums²⁸ s'est avérée très compliquée. Les responsables de ces résidences, contactés par téléphone, ont refusé de me laisser entrer pour des raisons de sécurité et de tranquillité des résidents. J'ai tout de même rencontré dans l'un de ces condominiums, un gardien tamoul qui m'a recommandé à l'un de ses amis en charge d'un ensemble de condominiums à Adam road/Coronation Plaza. Suite à notre rencontre, ce dernier ne m'a pas autorisé à entrer, pour réaliser moi-même l'enquête, mais il a accepté de faire passer une version papier du questionnaire aux résidents tamouls. Malheureusement, il n'y a que deux personnes qui y ont répondu. Face à la contrainte de temps et à la nécessité d'avancer, j'ai dû me résoudre à abandonner les enquêtes dans ces résidences privées. À côté de la démarche du porte-à-porte, j'ai également conduit des enquêtes auprès des résidents de ces quartiers rencontrés dans des espaces publics (rues, sorties des écoles, temples, églises, parcs, etc.) et dans les commerces. Dans les autres

28. Les condominiums sont des résidences privées de haut standing, habitées, pour la majorité, par des expatriés ou des personnes aisées. Les condominiums sont souvent équipés d'une piscine, d'un court de tennis, d'une salle de sport et de quelques commerces et restaurants. Une équipe de garde et de personnels d'entretien s'occupent de la résidence.

quartiers Sud-Est asiatiques étudiés (Yishun à Singapour, Brickfields et Kampung Pandan à Kuala Lumpur), j'ai choisi des espaces représentatifs des différents types d'habitation existants dans chaque quartier (HDB, immeubles avec des logements sociaux en Malaisie, immeubles privés, pavillons, bungalows, logements spontanés), la superficie de ces quartiers étant trop importante pour réaliser une enquête complète. J'ai également conduit des enquêtes dans les espaces publics lorsque l'opportunité s'est présentée.

À cause du contexte politique, à Colombo, je n'ai pas pu réaliser une enquête en faisant du porte-à-porte ou interroger des inconnus pour des raisons évidentes de sécurité. En effet, je risquais d'être plus facilement repéré par les autorités locales ou de tomber sur les informateurs de telle ou telle faction. C'est pourquoi j'ai décidé d'utiliser une méthode par réseau en demandant aux personnes enquêtées de me recommander à un autre habitant tamoul du quartier qu'elles connaissaient. Cette méthode ne résout pas pour autant tous les problèmes. À cause de la reprise des combats, beaucoup de Tamouls ont peur de répondre à un inconnu, même s'il a été recommandé par quelqu'un qu'ils connaissent. Pour ceux qui acceptent de répondre, les omissions ou les silences sont également des sources importantes d'informations pour comprendre la situation d'intégration des membres de cette minorité. Par ailleurs, la méthode d'enquête par réseaux m'a permis de réaliser que selon le quartier où ils habitent, les Tamouls ont un cercle de sociabilité plus ou moins développé. À Dehiwela et Wellawatta, j'ai eu beaucoup de difficultés à rencontrer des Tamouls. Dans ces quartiers, les Tamouls, qui sont essentiellement des déplacés de guerre originaires de Jaffna, préfèrent éviter autant que possible de sortir de chez eux et de nouer des contacts en dehors des personnes qu'ils connaissent déjà. La mauvaise maîtrise du cingalais favorise également l'isolement de ces personnes. C'est pourquoi mes contacts n'ont souvent accepté de me présenter qu'à une ou deux personnes, très souvent originaires de Jaffna. À l'inverse, à Kotahena mes contacts m'ont plus facilement présenté à plusieurs de leurs voisins tamouls qu'ils soient de Jaffna ou d'origine indienne. Il semblerait que dans ce quartier, qui compte une plus grande concentration démographique de Tamouls, ces derniers se sentent relativement plus libres, même s'ils font très attention. Si cette méthode d'enquête est critiquable, elle présente l'avantage de souligner des différences qui existent entre les quartiers habités par les Tamouls et semble plus adaptée pour l'étude d'une ville en guerre.

Les résultats de ces questionnaires sont très discutables du fait que l'on ne peut réitérer cette enquête dans le temps et l'espace, les personnes interrogées, l'ayant été anonymement. Toutefois, ces enquêtes ont été l'occasion de rencontrer et d'apprendre auprès des principaux concernés leur perception de leur intégration et de leurs pratiques de la ville. Cette

connaissance intime de ces différents terrains est une condition indispensable de légitimation du savoir.

Les deux enquêtes, qui étaient majoritairement composées de questions ouvertes, portaient essentiellement sur le thème de l'identité, et ont été réalisées en face à face, en tamoul et dans quelques cas en anglais, avec un échantillon de personnes choisi de façon aléatoire. 94 personnes ont répondu au questionnaire général à Colombo, 108 à Kuala Lumpur et enfin 124 à Singapour. Au niveau des enquêtes de quartier à Sri Lanka, 17 personnes ont répondu à Wellawatta, 34 à Kotahena et 23 à Dehiwela. En Malaisie, j'ai pu en réaliser 49 à Brickfields, 25 à Sentul et 29 à Kampung Pandan. À Singapour, 59 entretiens ont été conduits dans le quartier indien (Serangoon road), 31 dans l'espace résidentiel aux environs de Lucky Plaza-Coronation Plaza et enfin 41 à Yishun. Il est arrivé que les personnes sur le terrain répondent aux deux questionnaires mais cela n'a pas été systématique. Un certain nombre d'entretiens a aussi été réalisé auprès de personnes ressources universitaires, politiques ou travaillant dans des associations communautaires ou des ONG. Croiser les discours d'acteurs hétérogènes sur un même thème et les confronter avec nos propres observations sur les terrains a permis de limiter les biais liés à la pratique de l'entretien.

L'enquête de terrain a été complétée par un important travail d'observation des espaces publics (lieux de culte, locaux d'associations, rues) et domestiques (intérieurs et extérieurs), afin de mieux s'immerger dans la réalité quotidienne de ces terrains très différents. D'ailleurs, des enquêtes de terrain au fil de la rue ont été réalisées en Asie du Sud-Est afin de recenser différents types d'habitats de chaque quartier (maisons individuelles, immeubles privés, grands ensembles sociaux) en vue de les cartographier ultérieurement. Cette méthode a aussi été utilisée pour recenser les commerces, les associations ou les édifices religieux qui ont une identité tamoule. La carte représentant la présence des ouvriers immigrés Sud-asiatiques le dimanche soir dans le quartier indien de Singapour (figure 40) a également été réalisée à l'aide d'une enquête au fil des rues, après 19 heures, pour déterminer les zones occupées par les différentes communautés linguistiques, grâce à ma connaissance du tamoul. Pour faire cette carte, j'ai été confronté à certaines difficultés. En effet, le nombre impressionnant de personnes et leurs flux constants ont rendu impossible la quantification. Pour garder un critère objectif, j'ai décidé de représenter leur présence dans les rues en distinguant trois cas. Ainsi, on distingue les rues dans lesquelles les immigrants se réunissent en petits groupes discontinus sur le trottoir. Puis celles où les immigrants sont installés sur tout le trottoir sans que cela ne perturbe la circulation. Enfin, les dernières sont celles dont les

trottoirs et la route sont totalement occupés par des ouvriers Sud-asiatiques, entraînant de grandes difficultés de circulation. L'un de mes plus grands regrets dans cette thèse est de ne pas avoir pu utiliser cette méthode à Colombo car l'entreprise s'est avérée trop risquée. En effet, avec les attentats des LTTE, les forces de sécurité et la population civile étaient sur leurs gardes. Il était impensable de parcourir les rues de ces quartiers avec une carte et un stylo à la main ou de prendre des photographies sans risquer de passer pour un terroriste. La méthode ethnologique et anthropologique combinant les enquêtes et l'observation s'est tout de même avérée très enrichissante pour mieux appréhender la réalité dans laquelle vivent les Tamouls dans ces quartiers.

Pour répondre à la problématique de cette thèse, la question du maintien du particularisme identitaire et de l'intégration à la nation d'une minorité diasporique à travers l'étude de cas des Tamouls dans le cadre spatial des territoires urbains de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour, nous procéderons en trois parties. Dans un premier temps, nous tenterons d'appréhender la situation spécifique de l'intégration socio-politique et de la distribution spatiale de la minorité tamoule dans chacune des trois villes étudiées. Après avoir précisé les difficultés d'établir des critères pour définir qui est Tamoul, nous présenterons le profil de cette minorité et la perception qu'elle a de son intégration à la nation dans ces trois sociétés (chapitre 1). L'approche historique nous a paru incontournable dans une étude comparative portant sur l'intégration d'une population minoritaire afin de mieux appréhender les particularités et les évolutions spécifiques de leurs situations dans ces capitales. Les différences de réalité dans l'intégration et la distribution géographique des Tamouls dans ces trois territoires sont principalement dues à l'évolution de la position de l'État vis-à-vis des minorités. En effet, dans les trois cas nous verrons que l'État colonial britannique a favorisé l'arrivée et l'implantation de populations tamoules dans ces villes (chapitre 2). Avec l'accession à l'indépendance de Ceylan (1948), de la Malaisie (1957) et de Singapour (1965), les politiques des trois jeunes États vis-à-vis des minorités ont conditionné grandement l'évolution de la présence et de la répartition des Tamouls dans ces villes capitales et leur plus ou moins grande identification et intégration à la nation (chapitre 3). Dans une deuxième partie, l'inscription de l'identité tamoule dans l'espace de ces villes à l'échelle locale sera considérée. Après avoir vu quels sont les facteurs favorisant le processus de territorialisation de l'identité tamoule, nous proposerons une typologie des espaces habités ou fréquentés par cette population (chapitre 4). Nous verrons ensuite que l'inscription spatiale de l'identité tamoule n'est pas immuable et que les politiques urbaines développées par les États, qui selon

les cas préservent ou détruisent les ethnoterritoires, ont à la fois des conséquences sur la pratique de la ville des Tamouls et sur leur sentiment d'intégration (chapitre 5). Dans la troisième partie, nous verrons que l'on ne peut pas comprendre l'intégration des citoyens tamouls de ces pays sans prendre en compte les échanges qui peuvent exister avec les Tamouls étrangers résidants ou non dans les villes étudiées. En effet, l'existence d'une communauté transnationale tamoule, la perception du conflit sri lankais par les Tamouls d'Asie du Sud-Est et les échanges privilégiés que ces derniers entretiennent avec le Tamil Nadu favorisent le maintien de l'identité tamoule en Malaisie et à Singapour (chapitre 6). Par ailleurs, l'arrivée de nouvelles vagues d'immigration tamoule en Asie du Sud-Est ou, à l'inverse, la décision des Tamouls de Sri Lanka de quitter leur île, ne sont pas sans conséquences sur l'identification et l'intégration des membres de cette communauté à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour (chapitre 7).

Première partie

L'intégration socio-politique des Tamouls : une réalité spatiotemporelle

Introduction partie 1

Cette partie, composée de trois chapitres, interroge le processus de construction identitaire et l'évolution de la place de la minorité tamoule dans ces trois pays. Pour cela une étude des trajectoires migratoires des Tamouls et les politiques des États à leur égard, depuis la période coloniale, sera menée afin de comprendre l'évolution spécifique de la place des membres de cette minorité dans ces sociétés et de leur distribution spatiale dans ces villes.

Le premier chapitre dresse un portrait des communautés Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour et un tableau du contexte socio-politico-économique dans lequel ils évoluent à l'intérieur de ces trois villes. Nous verrons ainsi que la communauté tamoule dans ces trois villes est plus hétérogène que ne laisse croire la catégorisation faite par les différents États et la perception des principaux concernés. En outre, le contexte politique national et les relations qu'entretiennent les Tamouls avec la communauté majoritaire conditionnent une insertion économique et politique très différente de cette minorité dans ces pays. Selon que l'État est considéré comme impartial ou non, les Tamouls dans ces trois villes perçoivent différemment leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation.

Le deuxième chapitre traite de l'implantation et de l'évolution de la présence tamoule dans ces trois villes sous l'ère coloniale. Pour assurer le développement de leurs trois possessions, les Britanniques ont favorisé l'afflux de travailleurs tamouls au profil socio-économique et culturel très hétérogène. L'arrivée de cette nouvelle communauté a conduit à la constitution d'ethno-territoires tamouls dans lesquels les facteurs de segmentation intra-communautaire (origine géographique, ségrégation spatiale des castes, origine religieuse) influencent la distribution des Tamouls. Cette immigration qui a longtemps été vécue comme provisoire a incité ces derniers à préserver les distinctions sociales héritées de la société d'origine. Le durcissement de la politique migratoire par la puissance coloniale et la perspective de l'indépendance marque la fin du caractère transitoire de la présence tamoule. Cela génère d'importantes transformations dans cette communauté et soulève la question de la place à accorder aux Tamouls dans les nations post-coloniales qui doivent être construites avec les indépendances de ces pays.

Le troisième chapitre présente les politiques menées par les trois États post-coloniaux à l'égard des minorités afin de montrer comment ces dernières ont des conséquences très différentes sur l'intégration et l'identification des Tamouls à la Nation et sur leur distribution dans ces villes capitales.

Chapitre 1 : Portrait des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Dans le cadre de ce chapitre, nous verrons d'abord qu'il est difficile d'arrêter des critères figés pour définir qui est Tamoul ? Qu'il s'agisse de la définition officielle adoptée par les États dans leurs recensements ou de celle qui ressort des réponses des Tamouls interrogés sur le terrain, elles sont toutes deux sujets à polémique. En effet, la catégorisation ethnique des groupes d'individus définie par les États varie selon les pays et dans le temps en fonction de considérations politiques qui peuvent parfois aller à l'encontre de la perception des principaux concernés. À l'inverse, la conception d'une identité tamoule qui serait pure et invariable, qui prédomine chez de nombreux Tamouls, ne permet pas d'appréhender dans sa complexité le profil socio-culturel de la communauté. En outre, le contexte politique national et les relations qu'entretiennent les Tamouls avec la communauté ethnique majoritaire du pays conditionnent l'insertion économique de cette minorité, ainsi que son poids politique au sein du Parlement et du gouvernement. Enfin, nous verrons que, selon que l'État est considéré comme impartial ou non, les Tamouls dans ces trois villes perçoivent différemment leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation.

1. Définir cette communauté

Étudier l'intégration de la minorité tamoule conduit à aborder la question épineuse de l'identité ethnique et de l'identification. Peut-on donner une définition de l'identité tamoule et dire qui est Tamoul ? Dans les foyers d'origine de ces populations, au Tamil Nadu et dans les provinces Nord et Est de Sri Lanka, on considère généralement comme Tamouls les personnes qui parlent cette langue et dont les parents sont issus de cette communauté. Cette définition est très critiquable, en particulier lorsque l'on considère les nombreuses parties du monde où les Tamouls vivent dans un contexte multiethnique dans lequel ils sont largement minoritaires. À travers l'étude de cas des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour, nous verrons qu'il existe d'importantes différences entre la définition officielle adoptée par les États pour leurs recensements, la perception des principaux concernés et de la complexité du profil socio-culturel de cette communauté.

A. Une définition officielle qui varie selon les pays et dans le temps.

La catégorisation ethnique²⁹ des populations a consolidé la suprématie européenne avec la mise en exergue des différences (culturelles et « phénotypiques ») qui distinguent et séparent les autres communautés afin de mieux les diviser et les contrôler. Les États post-coloniaux continuent de distinguer ethniquement leurs populations et, comme la puissance coloniale avant eux, adoptent des critères de définition de la communauté tamoule qui évoluent en fonction de leurs propres intérêts politiques. Ainsi, la définition officielle par l'État de qui est Tamoul est sujet à polémique. La puissance régaliennne est tantôt suspectée de vouloir affaiblir le poids démographique de la communauté tamoule en la subdivisant, de vouloir assimiler de force certains de ses membres ou d'effacer sa visibilité en l'incluant dans une catégorie plus large « Indiens », avec les autres communautés d'origine Sud-asiatique.

La catégorisation des populations n'est donc pas figée et, selon les critères choisis par l'État, l'appartenance ethnique d'un groupe humain peut changer dans le temps. Il suffit de comparer les recensements organisés par les Britanniques pour constater que la catégorisation des groupes ethniques n'a cessé d'évoluer. À Ceylan, le directeur en charge du recensement de 1901 introduit pour la première fois une catégorisation ethnique des populations en distinguant les « Cingalais des côtes » des « Cingalais de Kandy », les « Tamouls ceylanais » des « Tamouls indiens », les « Musulmans ceylanais » des « Musulmans d'origine indienne », les « Européens », les « Burghers », les « Malais » et enfin les « Veddas ». On constate que la langue, la religion, la localisation ou les origines sont autant d'éléments qui donnent du sens à cette classification. En 1911, le choix est fait de regrouper toutes les personnes qui ont pour langue maternelle le cingalais dans une catégorie unique (sauf les Musulmans cingalophones). À l'inverse, les populations qui partagent comme langue maternelle le tamoul continuent d'être divisées en quatre catégories (« Tamouls ceylanais », « Tamouls indiens », « Musulmans ceylanais », « Musulmans indiens »). L'appartenance religieuse est prise en compte afin de distinguer les Musulmans tamoulophones des Tamouls hindouistes et chrétiens qui sont seuls à être considérés comme Tamouls. Enfin, les catégories « Musulman » et « Tamoul » sont chacune scindées en deux avec une distinction entre les personnes considérées comme « fils du sol » (« Tamouls sri lankais » et « Musulmans sri lankais ») et celles considérées comme ayant immigré d'Inde suite à l'arrivée des Européens.

En Malaisie et à Singapour, la puissance coloniale est également amenée à redéfinir

29. Le groupe ethnique est traditionnellement défini comme un groupe humain possédant un héritage socio-culturel commun, comme une langue, une religion ou des traditions communes.

les catégories ethniques dans les recensements. Le cas des Tamouls ceylanais est très significatif. L'État colonial a eu beaucoup de difficultés dans la catégorisation de cette communauté, hésitant entre différentes attitudes : la reconnaître comme un groupe ethnique à part entière dans les recensements, l'intégrer dans une catégorie commune aux populations originaires de Ceylan³⁰ ou encore ne tenir compte que de la langue comme marqueur identitaire et les intégrer dans une catégorie « Tamouls » dans laquelle ceux originaires d'Inde sont largement majoritaires. Ainsi, les directeurs en charge du recensement distinguent les Cingalais et les Tamouls de Ceylan de 1891 à 1921. En 1911, les Tamouls ceylanais sont regroupés avec les Tamouls originaires d'Inde. Lors du recensement de 1931, les Tamouls de Ceylan et les Cingalais sont regroupés dans une catégorie unique « Ceylanais ». Cela explique que l'on ne dispose que d'une estimation du nombre de Tamouls de Ceylan pour cette année. En 1940, les Tamouls originaires de Ceylan obtiennent du superintendant en charge du recensement que leur communauté soit distinguée à partir du recensement de 1947. Si en 1957 et 1970, les Tamouls de Ceylan³¹ sont comptabilisés séparément, par la suite, ces derniers sont de nouveau inclus dans une catégorie unique avec les Tamouls d'origine indienne, rendant difficile le dénombrement de cette population. Le décompte statistique des Tamouls pose donc dès la période coloniale un problème. Il faut tenir compte de l'hétérogénéité des populations dites tamoules et surtout de l'effacement de certains groupes comme les Tamouls ceylanais en Asie du Sud-Est lorsque qu'ils sont inclus sans distinction avec les autres communautés ceylanaises.

Les États post-coloniaux conservent dans leurs recensements des catégorisations ethniques afin de retranscrire l'hétérogénéité de la population. C'est ce que précise le directeur du recensement de Ceylan de 1947³² :

« The population of Ceylon is not homogeneous. It consists of several discriminated groups each of which possesses a distinctive race-consciousness which has developed on the basis of differences in physical type and in social, historical and religious background. There are, of course, no « pure » races in the world in the sense of pure biological categories, each representing a distinctive and exclusive heredity. In every race-group there is without doubt of mixture of outside stock, and the physical type itself is modified under the influence of environment. But where race-consciousness exists, intermixture is largely checked, and the discriminated groups stand out as races. »

(Rasinha, 1950, p. 1)

30. La population ceylanaise comprend les communautés cingalaise, tamoule, musulmane, européenne et d'autres minorités originaires de Ceylan.

31. En 1947 et 1957, les Tamouls dit indiens à Ceylan et qui auraient immigré à Malaya ne sont pas inclus dans la catégorie « Ceylanais ». Ils sont intégrés à la catégorie « Indien » au même titre que ceux qui sont nés en Inde, Indonésie, Thaïlande, Birmanie et Malaisie.

32. Ceylan n'est indépendante qu'en 1948, mais le rapport sur le recensement de 1947 est post-colonial, ce qui montre que l'indépendance ne représente pas une césure.

Il est intéressant de noter que le directeur du recensement insiste d'une part sur le fait que c'est une catégorisation identitaire qui fait sens pour les populations tout en reconnaissant sa limite vis-à-vis de son caractère très rigide et caricatural.

La catégorisation des populations s'accompagne également par une politisation accrue de ces critères d'identification par l'État qui finit par leur donner sens auprès des populations concernées. En effet, l'ethnicité est surtout très importante sur le plan social et politique car elle devient le fondement de la notion d'identité et source des luttes pour le pouvoir. La politisation de ces identités ethniques, qui a commencé sous la domination britannique avec l'attribution de titres ou de privilèges, est un facteur de segmentation à l'intérieur de ces trois sociétés. La stratégie britannique d'inclusion de représentants appartenant à l'élite des principales communautés asiatiques dans leur gouvernement renforce l'importance de l'appartenance ethnique, comme l'explique Kortteinen pour Ceylan :

« In 1833 a Legislative Council composed of British and natives (Ceylonese members) was established. It is likely that this scheme of representation stemmed directly from an interpretation of Ceylonese society as plural and composed of fixed racial groups rather than from some Machiavellian plan to divide and thus rule more efficiently...In 1889, the Council consisted of a Low-Country Sinhalese, a Kandyan Sinhalese, a Tamil, a Burgher, a Moor / Muslim and three Europeans. At the beginning of the twentieth century, when colonialism experienced its first cracks, with the various ethnic groups - Sinhalese, Tamils, Indians, Muslims and Burghers, Malays and Europeans – forming associations of a political nature, the British encouraged them to jockey for power »

(Kortteinen, 2007, p. 5)

Les représentants des différentes ethnies doivent dès lors rivaliser pour défendre les intérêts de leur groupe auprès de la puissance coloniale.

Avec l'indépendance, la polarisation des identités sur des bases ethniques continue avec toutefois des évolutions différentes dans les trois pays. Les critères pour déterminer si une personne est Tamoule varient selon pays. En effet, la politique de « cingalisation », menée par le gouvernement central de Sri Lanka, est à l'origine des tensions entre les Tamouls et la communauté musulmane à majorité tamoulophone. Ainsi, les Musulmans, qui, déjà sous la domination britannique, privilégient la religion et non la langue comme marqueur identitaire, refusent d'être assimilés à la communauté tamoule et s'opposent farouchement à la volonté du LTTE de créer un État tamoul indépendant. En Malaisie, la politique officielle, qui favorise les Malais, encourage les musulmans tamoulophones à s'assimiler et à se reconnaître culturellement plus proche de la communauté qui domine le pays, sans pour autant s'enregistrer comme bumiputra dans les recensements, alors que les Tamouls

hindouistes affirment en réaction leur identité à travers la pratique de leur religion. Singapour se différencie des deux précédents cas pour les raisons suivantes : les musulmans tamoulophones s'identifient comme Tamouls et l'État reconnaît officiellement la culture et la langue tamoule comme représentatives de l'ensemble des communautés indiennes du pays. Tout cela a une incidence sur les données statistiques officielles. Ainsi, à Sri Lanka, les musulmans sont comptabilisés dans une catégorie ethnique bien distincte de celle des Tamouls alors qu'à Singapour, ils sont invités à se déclarer comme faisant partie de l'ethnie tamoule. Il faut donc tenir compte de l'ensemble de ces différences dans le cadre de cette étude comparative.

La catégorisation ethnique des groupes d'individus définie par l'État peut aussi changer, à des fins politiques, et ne pas toujours correspondre à l'identification des principaux concernés. Ainsi, à Sri Lanka, la création de deux nouvelles catégories ethniques, lors du recensement de 2001, fait l'objet de vives polémiques³³. L'apparition de catégories distinctes pour les Chetties sri lankais³⁴ et les Bharatha³⁵, à l'origine tamoulophones, est perçue par la minorité tamoule comme une tentative de l'État de la diviser et d'affaiblir son poids démographique, comme le souligne la réactions d'internautes à la création par le gouvernement de deux nouvelles catégories ethniques pour le recensement de 2001.

DVLADV (pseudonyme), 30/12/2008, Canada:

It does not matter what the GOSL label people as long as we identify ourself with the Tamil community.

Dewey (pseudonyme), 30/12/2008 Etats-Unis:

SL should categorize Eastern Tamil and Nothern Tamils are different races. Then Nothern Tamils should be broken into two subgroups - Jaffna Tamil and Wannni Tamil. Wannni Tamils can be further devided into different grama seva divisions. Case closed.

Thivya (pseudonyme), 30/12/2008, Sri Lanka:

We should categorize the Kandy Sinhalese and low country low caste Sinhalese are different races. The Sinhalese should be broken into different groups as Govigama Sinhalese, Karava Sinhalese. The low country Sinhalese can be further divided into different groups as Salagama and Rhodi Sinhalese. Case closed.

Source : http://www.lankanewspapers.com/news/2008/12/37293_space.html

33. Le choix du gouvernement est remis en cause par le Professor Karthigesu Sivatham dans un article intitulé « Chetties and Bharatha are ethnic groups in 2001 census questionnaire » paru dans *LankaNewsPapers.com*
http://www.lankanewspapers.com/news/2008/12/37293_space.html

34. Chetty est à l'origine le nom d'une caste tamoule qui occupe des activités commerciales et financières. Cette communauté a souvent conclu des alliances matrimoniales avec les hautes castes du Nord (les Vellalar), et de l'Est (les Mukkuva). C'est la demande de l'association des Chetties de Colombo auprès du département des statistiques et du recensement d'être dissocié des Tamouls qui fait polémique. En effet, leur position n'est pas partagée par les Chetty vivant dans les zones à majorité tamoulophone. Cela pose la question de la légitimité et de la pertinence de cette catégorie aux yeux des Tamouls.

35. La communauté bharatha, originaire du Tamil Nadu, se concentre à Chilaw et dans le *Municipal Council* de Colombo. Les membres de cette communauté sont surtout des pêcheurs et des ouvriers travaillant dans le port. Cette communauté à majorité catholique a été encouragée par l'Église, dans les années 1960 et 1970, à choisir le cingalais comme langue d'instruction pour leur enfant. Cela est à l'origine d'un problème dans l'identification des membres de cette communauté qui ne parlent plus forcément tamoul mais qui ne considèrent pas pour autant le cingalais comme leur langue maternelle.

Ce choix est d'autant plus critiqué que les recensements comptent dans leur globalité les Cingalais, qu'ils soient originaires du centre de l'île ou des côtes, alors que les Tamouls des plantations, originaires d'Inde, continuent d'être distingués des Tamouls originaires du Nord et de l'Est de l'île. Le caractère politique de la définition et de l'évolution des contours des communautés ethniques, décidé par l'État, est un élément à considérer dans cette étude.

En outre, il est important de signaler que l'identité d'un individu est parfois imposée par l'État contre sa volonté. En Malaisie, la question des conversions à l'Islam est source de tensions. La loi exige que lors d'une union entre un musulman et une personne d'une autre confession, cette dernière se convertisse obligatoirement à l'Islam. Cette conversion, qui est ressentie comme forcée par les minorités, implique un changement administratif de l'identité individuelle. En cas de divorce, la personne qui a dû se convertir à l'Islam n'est pas autorisée à rechanger de religion. Les enfants nés de telle union mixte, ou d'une personne qui s'est convertie volontairement, sont automatiquement enregistrés comme Musulmans. Le témoignage d'une gardienne de parking dont le père a fait le choix de se convertir montre combien il est difficile pour une personne de pouvoir obtenir de l'administration qu'elle arrête de lui imposer une identification qu'elle ne conçoit pas comme la sienne.

L'État fait tout ce qu'il peut pour nous (les Tamouls) assimiler. Mon père a choisi par opportunisme de se convertir à l'islam. Il a fait cela parce qu'on lui avait dit qu'il aurait plus d'aides de l'État s'il était musulman. Du coup, avec sa conversion, c'est toute la famille qui a été considérée comme musulmane. Mais moi, je ne suis pas musulmane ! Je suis hindouiste et Tamoule et j'en suis très fière ! Ici, vous savez, ils veulent que tout le monde devienne musulman et adopte ainsi le mode de vie malais. Les Malais veulent faire disparaître l'identité tamoule et hindouiste. J'ai tout fait pour qu'ils retirent de mes papiers que je suis musulmane. L'administration a tout fait pour m'empêcher de rectifier mon état civil. Des agents m'ont même rappelé que j'avais tout intérêt à être enregistrée comme musulmane afin de percevoir plus d'aide sociale de l'État. Mais pour moi mon identité et ma foi sont plus importantes. Après un an de procédure, durant laquelle je ne pouvais plus avoir le nom de mon père sur ma carte d'identité, j'ai obtenu que l'on indique que je suis hindouiste.

Gardienne de parking, 49 ans, entretien en mai 2009, à Brickfields (Malaisie)

La catégorisation ethnique des groupes d'individus définie par les États doit donc être relativisée car elle ne correspond pas toujours à l'identification des principaux concernés.

Par ailleurs, le faible poids démographique des Tamouls en Asie du Sud-Est est à l'origine d'un effacement de la visibilité de cette communauté dans les recensements. En effet, les États singapourien et malaisien privilégient depuis l'indépendance une catégorisation dans laquelle les populations sont regroupées en fonction de l'aire de civilisation dont ils sont descendants. Ainsi à Singapour et en Malaisie, les autorités distinguent trois ensembles asiatiques (les Malais, les Chinois et les Indiens) et regroupent les

personnes étant issues d'autres foyers culturels dans une catégorie « Autres ». En valorisant ces catégories faisant référence à l'appartenance à une civilisation, ces deux États veulent simplifier la grande hétérogénéité ethnique à l'intérieur de leur population. Cette classification présente également l'avantage de faire sens pour une grande partie de la population qui se l'approprie. L'inconvénient de cette catégorisation est qu'elle a pour effet de baisser la visibilité statistique de certaines communautés ethniques. On observe ainsi un effacement progressif des Tamouls dans les statistiques au profit de la catégorie « Indien ».

Le seul critère permettant de se faire une idée du nombre et de la localisation des Tamouls à Singapour est celui de la langue utilisée au foyer. Malheureusement ce critère, qui donne un indice de la présence des membres de cette communauté, présente des limites. En effet, de nombreux Tamouls ne parlent plus cette langue et pratiquent chez eux l'anglais ou le malais. À l'inverse, certains Télougous ou Malayalis utilisent le tamoul chez eux et le reconnaissent comme leur langue maternelle. La définition de la communauté tamoule, qui reposait pendant longtemps sur la pratique de cette langue, est de moins en moins évidente aujourd'hui. Aussi, les statistiques actuelles ne donnent qu'une idée du poids démographique de ce groupe. Il est en effet devenu très difficile d'avoir une représentation exacte du poids de cette communauté dans les recensements qui ont été réalisés après l'indépendance.

La catégorisation ethnique des groupes d'individus définie par les États est rarement neutre. Qu'il s'agisse du pouvoir impérial ou des gouvernements post-coloniaux, le choix des critères retenus pour définir la communauté tamoule relève de considérations souvent politiques. Cela explique que l'État a souvent été amené, depuis l'époque coloniale, à reconsidérer la catégorisation des groupes ethniques en supprimant parfois certains, en regroupant plusieurs à d'autres périodes ou en créant de nouvelles catégories ethniques de toutes pièces en fonction de ses intérêts. Ces décisions expliquent que la définition officielle de l'identité tamoule n'est pas identique dans les trois pays étudiés et que dans certains cas, les choix de l'État font l'objet de vives polémiques. L'étude des réponses obtenues sur les terrains, sur ce qui permet de définir une personne comme Tamoule, montre également la difficulté de donner une définition bien arrêtée de l'identité tamoule.

B. Ce qu'en pensent les Tamouls sur les terrains.

La communauté ethnique tamoule regrouperait, en théorie, l'ensemble des individus

partageant un certain nombre de caractères de civilisation purs et invariables. C'est du moins ce qui ressort des réponses obtenues auprès des personnes enquêtées dans les trois terrains (annexes 3 à 5). L'ascendance commune, le partage d'une langue, de coutumes ou des ressemblances physiques sont les réponses les plus récurrentes sur les trois terrains.

Pour près des trois quarts des personnes interrogées, la langue est le critère primordial pour définir quelqu'un comme Tamoul. L'ascendance est la deuxième réponse la plus citée par un tiers des personnes interrogées à Colombo et Singapour et un quart à Kuala Lumpur. Ces deux premiers critères nous apprennent que pour beaucoup de Tamouls dans ces pays, l'identité ethnique est surtout héritée. La définition de la communauté est donc considérée comme exclusive. Le fait de parler le tamoul ne suffit donc pas aux yeux de nombreux Tamouls pour appartenir à la communauté. Le port des tenues traditionnelles tamoules (veti, sari), la célébration des festivités communautaires (Deepavali, Tai Pusam), le respect des valeurs considérées comme tamoules sont présentés par les défenseurs de la communauté tamoule comme essentiels pour la survie de leur identité.

Parmi les autres réponses les plus fréquemment citées, le respect des traditions et des coutumes tamoules et la pratique de la religion hindouiste sont deux marqueurs somme toute également logiques. L'hindouisme est de loin la religion qui est plus associée aux Tamouls dans les trois terrains. Outre le fait que la majorité des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour est hindouiste, les autres principales communautés avec lesquelles elle cohabite pratiquent d'autres religions. À Sri Lanka, les Cingalais sont majoritairement bouddhistes et les Musulmans comme nous l'avons précisé plus tôt se considèrent comme une communauté à part entière. En Asie du Sud-Est, les Malais sont musulmans, alors que les Chinois pratiquent le bouddhisme, le taoïsme ou le christianisme. La promotion de l'Islam en Malaisie et du bouddhisme à Sri Lanka comme religion d'État a renforcé l'identification de la minorité tamoule à leur religion en réaction. À l'inverse, la proclamation de l'hindouisme comme religion officielle des populations indiennes par l'État singapourien renforce l'association de cette religion avec l'identité tamoule. Bien que cette religion soit également pratiquée par d'autres communautés Sud-asiatiques (Punjabis, Télougous, Malayalis, Hindis, etc.) dans les deux pays Sud-Est asiatiques, la supériorité démographique tamoule sur ces autres communautés leur permet d'avoir plus de visibilité dans sa pratique. Si les Tamouls sur ces territoires ne sont pas tous hindouistes, ils reconnaissent généralement tous, quelle que soit leur confession, que cette religion a grandement influencé la culture tamoule.

Enfin, certains traits physiques sont évoqués comme des éléments permettant de reconnaître un Tamoul (couleur de la peau mate, le port de la moustache). Ce dernier

argument peut s'expliquer en Asie du Sud-Est du fait que les différences physiologiques permettent souvent de distinguer les populations d'origines indienne, chinoise et malaise. Par contre, à Sri Lanka, il est plus difficile de reconnaître physiquement un Tamoul, d'un Cingalais ou d'un Musulman si l'on fait abstraction des indices identitaires (pottu, façon de porter le sari, signes religieux, vêtements, etc.). Il est possible d'expliquer l'importance donnée aux traits physiques par la volonté de ces personnes d'insister, encore une fois, sur le caractère pur et intangible de leur identité.

Toutefois, le postulat essentialiste établissant l'ethnie comme une identité et une catégorie sociale pure et immuable n'est pas tenable. Dans les sociétés multiculturelles, les échanges et emprunts avec d'autres cultures sont inévitables et contribuent à la transformation de la communauté en relation à son environnement local. En effet, l'identité est par essence instable et en mouvement. C'est surtout un phénomène social toujours pluriel. Toute communauté caractérisée comme ethnique est avant tout une agrégation d'expériences individuelles avec leur propre subjectivité et leur propre représentation de leur identité. Au contraire de la définition rigide de l'identité tamoule des communautaristes, qui considèrent la pratique de la langue comme l'élément majeur permettant le maintien de leur identité culturelle spécifique dans un environnement où ils sont minoritaires, la situation n'est pas aussi simple et la maîtrise du tamoul n'est pas une condition absolue pour définir la « tamoulité » des individus. C'est ce qu'explique un employé de banque à Singapour :

Interviewer : « Que pensez-vous des personnes qui considèrent que les jeunes qui ne parlent plus le tamoul ont perdu leur identité ? »

Interviewé : « Je ne suis pas capable de parler tamoul bien que je l'aie appris à l'école. Je me considère tout de même Tamoul et donc Indien. Le fait de ne plus parler ma langue « dite maternelle » ne remet pas en cause mon identité tamoule. Je suis hindouiste, je célèbre les festivités de la communauté et je regarde les films indiens comme les autres. Je compte plus tard me marier avec une Tamoule car j'aurai plus de choses en commun avec elle. Je peux comprendre dans un sens les personnes qui critiquent le fait que je ne puisse pas parler ma langue maternelle. Dans le même temps, dans la société singapourienne moderne, l'anglais est indispensable pour communiquer avec les non-Indiens et pour y avoir une place. En plus, à l'inverse de ceux qui ne parlent que tamoul, moi je partage ma culture d'origine avec les autres communautés. Alors oui je ne parle pas le tamoul mais je reste tout de même fier de ma culture et d'être Tamoul. »

Employé de banque, 28 ans, entretien mené à Singapour en avril 2007

Le fait de ne plus pratiquer la langue maternelle de sa communauté n'est donc pas forcément synonyme d'acculturation de l'individu mais est un élément supplémentaire d'hétérogénéité au sein de la communauté.

Par ailleurs, la définition des limites du groupe ethnique tamoul par l'État, qui est parfois reprise à leur compte par les *leaders* des groupes communautaires, peut fortement

différer de la perception des individus. L'exemple de la classification et de l'identification des Tamouls de confession musulmane est sans doute le plus pertinent, comme le soulignent ces deux témoignages de musulmans tamoulophones rencontrés à Colombo et Kuala Lumpur.

Interviewer : « Êtes-vous Tamoul ? »

Interviewé 1 : « Bien sûr que je suis Tamoul. Au Tamil Nadu, on est fier de notre religion et de notre langue. Ce n'est pas comme ici où les Tamouls musulmans préfèrent s'identifier aux Malais alors qu'ils sont Indiens ! On peut être Tamoul et musulman. »

Bijoutier musulman tamoulophone , 45 ans, de nationalité indienne, à Masjid India, juin 2009

Interviewé 2 : « Oui bien sûr c'est ma langue maternelle. Les Tigres et le gouvernement essaient de nous monter les uns contre les autres mais nous partageons beaucoup de choses malgré la différence de religion. Je fais la part des choses. L'expulsion des musulmans de Jaffna en 1990, c'était à cause des Tigres pas des Tamouls. Nous sommes frères. D'ailleurs, je suis horrifié par ce que fait le gouvernement dans les Wannu. Rajapaksa est en train de massacrer notre peuple. »

Tailleur musulman tamoulophone originaire de Jaffna, 33 ans, à Colombo, mars 2009

Le cas de différentes personnes rencontrées sur le terrain est à ce titre très significatif. La présence de migrants venus d'Inde en Malaisie est un élément qui remet en cause la conceptualisation des identités faite par la société d'accueil. Pour ces derniers, ils ont en tête non pas les normes malaisiennes mais celles du Tamil Nadu où toutes les communautés confessionnelles reconnaissent la langue comme marqueur identitaire principal et non la religion. Les parcours personnels et le lieu d'origine peuvent aussi être à l'origine d'auto-identification et de perception différente de celle qui est officiellement admise par l'État ou les dirigeants de la communauté musulmane. La situation de personnes issues d'unions intercommunautaires soulève également des questions quant à leur identification ou non au groupe ethnique tamoul.

Interviewer : « Est-ce que vous êtes Tamoule ? »

Interviewée : « Oui ! J'ai un grand père qui était Burgher mais j'ai grandi à Jaffna. Alors si nous gardons un peu de cet héritage burgher dans notre famille, nous nous sentons quand même plus Tamouls. Nous parlons cette langue et tous mes amis à Jaffna sont Tamouls. Même ici, je ne suis qu'avec des Tamouls. C'est une amie à ma mère de Jaffna qui m'héberge à Colombo. Et puis, j'ai les mêmes peurs que tous les autres Tamouls à Colombo. La police et l'armée surtout. Quand ils m'arrêtent, je suis pétrifiée ! Je n'arrive à rien dire et pourtant je parle aussi cingalais...non je suis bien Tamoule. »

Couturière, 27 ans, interviewée en mars 2009 à Wellawatta (Sri Lanka)

Interviewer : « Votre père est Tamoul et votre mère est Malayalie, comment vous identifiez-vous ? Vous considérez-vous Tamoul ? »

Interviewé : « Je m'identifie comme Malaisien indien. Malaisien d'abord car c'est mon pays et c'est la seule identité qui est fédératrice. Par contre, je ne me sens pas Tamoul ou Malayali. Cela n'a pas de sens ! Cela divise la communauté indienne. C'est pourquoi je préfère dire que je suis Indien et certainement pas Tamoul. »

Étudiant, 22 ans, interviewé en juin 2009, à Sentul (Malaisie)

Interviewer : « Êtes-vous Tamoul ? »

Interviewé : « Oui bien sûr ! »

Interviewer : « D'où était originaire le premier membre de votre famille qui s'est installé en Malaisie ? »

Interviewé : « C'est mon grand-père, il venait du Kerala. »

Interviewer : « Mais alors vous êtes Malayali, pas Tamoul ? »

Interviewé : « Oui je suis Malayali mais je me considère aussi Tamoul. Vous savez c'est un peu la même chose. En plus, ma femme est Tamoule. On parle en tamoul et en anglais entre nous. Je n'utilise jamais le malayalam. Donc si vous voulez, je ne suis peut-être pas né Tamoul mais je le suis devenu. »

Agent de l'immigration, 53 ans, interviewé en avril 2008, à *Little India* (Singapour)

Ces témoignages montrent la difficulté d'appréhender l'identification des individus à des catégories ethniques aux contours soi-disant bien délimités mais qui finalement ne correspondent pas à la complexité que l'on peut retrouver dans les parcours de vie. Ainsi, alors que les personnes interrogées ont souvent insisté sur le caractère exclusif et biologique de la définition du groupe ethnique, la réalité est plus complexe. Le témoignage de l'agent de l'immigration de Singapour nous montre que certains membres d'autres communautés dravidiennes s'assimilent et s'identifient facilement aux Tamouls. La proximité culturelle et les liens matrimoniaux qui existent entre Tamouls, Télougous et Malayalis expliquent aussi cela. À l'inverse, d'autres personnes, ayant un parent tamoul, préfèrent privilégier une identification à une catégorie fédérant l'ensemble des populations de culture indienne que s'identifier au seul groupe tamoul. En outre, le cas de la jeune sri lankaise d'origine burgher montre combien le lieu d'origine, le cercle de sociabilité détermine l'identification de cette dernière. Il apparaît ainsi préférable de ne pas avoir une conception rigide de l'identité, afin de mesurer la très grande hétérogénéité de la communauté tamoule dans ces trois villes.

C. Une communauté très hétérogène.

Il est difficile d'établir un portrait, une définition sans nuance, de ce groupe dont les composants ont des parcours très différents. La communauté tamoule dans ces trois pays est hétérogène et ses caractéristiques ont évolué dans le temps. C'est ce qui transparaît de l'analyse des réponses à la question « existe-il une ou plusieurs communautés tamoules dans votre ville ?³⁶ ».

À Colombo³⁷, les critères de segmentation à l'intérieur du groupe tamoul s'appuient sur des distinctions diverses. L'origine régionale de la personne est le critère le plus

36. Voir la question 9 des annexes 3, 4 et 5.

37. Voir la question 2 de l'annexe 3.

fréquemment cité (Tamoul de Jaffna, de la province Est, des plantations, de Wannai et de Colombo). Les particularismes régionaux constituent donc à Sri Lanka un marqueur identitaire incontournable à l'intérieur de la communauté. Les Tamouls de la province Nord (ou de Jaffna) et ceux de la province Est forment la catégorie ethnique dite « Tamouls sri lankais » dans les recensements. Ce groupe était présent dans l'île avant la colonisation aux côtés des Cingalais. Cela lui donne le sentiment d'être, tout comme ces derniers, des « fils du sol » et non des immigrants. À ce titre, ils considèrent avoir les mêmes droits que la communauté majoritaire de l'île et résistent aux tentatives de cingalisation du pays. Il existe tout de même un fort sentiment de particularisme identitaire entre les Tamouls du Nord et de l'Est qui peut s'expliquer par des structures de castes différentes et surtout par le fait que la province septentrionale, peuplée à plus de 80 % par des Tamouls, apparaît comme le centre de la communauté au contraire de la province orientale où les Tamouls cohabitent avec une importante minorité cingalaise et musulmane. Les Tamouls des plantations sont les descendants des coolies arrivés au XIX^{ème} siècle, sous la domination britannique, comme main-d'œuvre afin de travailler dans les plantations du centre du pays, enclavées dans des régions à forte majorité cingalaise. Ces Tamouls, plus récemment arrivés dans le pays, appartiennent majoritairement à des castes inférieures à celles des Tamouls autochtones et ont longtemps été considérés comme des étrangers. Les Tamouls de Wannai sont originaires de territoires contrôlés par des séparatistes LTTE³⁸. Enfin, la catégorie dite de Colombo pose problème. Dans une ville qui a vu arriver de nombreuses vagues de réfugiés tamouls, les critères pour définir qui est Tamoul de Colombo ne semblent pas arrêtés. Interrogé sur cette question, Pradeep Jeganathan³⁹ considère que seules les personnes appartenant à la troisième génération vivant dans la capitale peuvent être classées comme tel. Pour d'autres, c'est le fait d'avoir sur sa carte d'identité comme lieu de résidence Colombo et de ne plus avoir l'intention de retourner s'installer dans sa région d'origine qui compte.

Le deuxième critère de distinction intra-communautaire rejoint le choix du gouvernement de distinguer deux catégories ethniques tamoules : les Tamouls sri lankais et ceux d'origine indienne. La scission historique entre « immigrants et fils du sol » semble toujours avoir du sens pour les Tamouls. En outre, le cas des Musulmans tamoulophones est très intéressant, car près d'un sixième des personnes interrogées semblent considérer que les membres de cette communauté sont également Tamouls.

38. Jusqu'à la défaite des Tigres, le terme Tamouls de Wannai impliquait des personnes qui vivaient sous l'autorité des rebelles et qui soutenaient leur aspiration pour la création d'un État indépendant dirigé par le LTTE.

39. Dr Pradeep Jeganathan est un anthropologue travaillant pour le consortium des agences humanitaires à Sri Lanka.

À Colombo, ce sont donc les particularismes régionaux et les distinctions entre Tamouls autochtones et Tamouls d'origine indienne qui priment. De plus, les identités sont fluctuantes et de nouvelles identités émergent (Tamoul de Wannī, Tamoul de Colombo) alors que l'appartenance d'autres groupes (Tamil Chetty et Musulmans tamoulophones) fait l'objet de débats.

En Malaisie, si un quart des personnes interrogées considère qu'il n'existe qu'une seule communauté tamoule à Kuala Lumpur, la majorité retient un certain nombre de facteurs de différenciation⁴⁰. La nationalité (Malaisiens, Indiens ou Sri lankais) est le critère de distinction le plus cité (à 41 reprises). Les Tamouls de Kuala Lumpur différencient aussi à l'intérieur de la communauté les différents sous-groupes tamoulophones. Ainsi certains ont cité les Jaffnais, les Musulmans, les Télougous, les Malayalis ou encore les Sikhs. La dernière communauté citée peut sembler surprenante. Il est possible que pour certaines personnes interrogées, le terme tamoul soit devenu un synonyme de population Sud-asiatique dans son ensemble. La prépondérance démographique expliquerait que ces personnes englobent les autres communautés Sud-asiatiques sous le label « tamoul ». La notion d'ethnie n'a peut-être pas de sens pour toutes les personnes et en particulier pour celles issues des classes populaires. Enfin, il est possible que la question n'ait pas été bien comprise ou encore que le fait de parler tamoul⁴¹, qui est un marqueur identitaire moins rigide que l'ethnie définie précédemment, fait plus sens pour certains habitants de Kuala Lumpur. Cette dernière explication peut notamment s'expliquer par les alliances matrimoniales conclues par les Tamouls Malaisiens d'origine indienne avec les Ceylanais, Malayalis ou Télougous favorisant une assimilation de ces dernières.

À Singapour⁴², un tiers des personnes interrogées considère qu'il n'existe qu'une seule communauté tamoule. Toutefois, pour plus de la moitié de la population enquêtée, la nationalité est le principal critère de différenciation. On peut noter au passage que pour les personnes issues des vagues d'immigration plus récentes, la distinction entre Singapouriens et Tamouls étrangers est perçue comme majeure. Ces derniers déplorent souvent la distance et l'attitude de supériorité des Tamouls singapouriens à leur égard. À la différence de Sri Lanka qui n'a pas connu de vagues d'immigration tamoule depuis l'indépendance, dans les deux

40. Voir la question 2 de l'annexe 4

41. Certains Sikhs et autres Nord-indiens avaient appris à parler tamoul dans des *kampungs* à majorité tamoulophone.

42. Voir la question 2 de l'annexe 5

pays Sud-Est asiatiques, l'arrivée de nouveaux immigrants fait de la nationalité⁴³ un critère important de distinction entre les Tamouls.

Dans les trois terrains étudiés, la communauté tamoule est donc très hétérogène. Cette dernière est le fruit de différentes vagues de migrations qui continuent à très fortement segmenter le groupe dit « tamoul ». Qu'il s'agisse de la définition officielle adoptée par les États, qui répond souvent à des impératifs politiques, ou de la conception pure et intangible de l'identité tamoule partagée par une majorité de personnes interrogées sur les terrains, aucune ne traduit la complexité du profil socio-culturel des membres de cette communauté. En effet, l'identité est un phénomène social toujours pluriel. La communauté tamoule est avant tout une agrégation d'expériences individuelles, avec leur propre subjectivité et leur propre représentation de leur identité, souvent très éloignées de l'identification des individus à des catégories ethniques aux contours soi-disant bien délimités. En outre, le poids politique et l'insertion économique des Tamouls dans ces pays sont deux autres facteurs qui renforcent l'hétérogénéité de la communauté tamoule dans ces trois villes et influencent leur sentiment d'intégration.

2. Le poids politique des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Bien que minoritaires dans les trois cas étudiés, le poids et l'intégration politique des Tamouls dans les trois pays sont très différents. La représentation de cette minorité au Parlement et leur participation à l'exercice du pouvoir diffèrent à bien des égards. Le contexte politique national et les relations qu'entretiennent les Tamouls avec la communauté ethnique majoritaire du pays expliquent en partie cela. Selon les cas, les Tamouls sont associés de façon privilégiée dans l'exercice du pouvoir (ex. Singapour), obtiennent des postes ministériels sans avoir pour autant un réel poids politique au sein du gouvernement (ex. Malaisie), alors qu'à Sri Lanka, certains membres de cette minorité refusent toute alliance ou

43. Dans le cadre de cette thèse, le choix a été fait d'adopter une définition large de minorité. L'étude considère ainsi à la fois les Tamouls ayant la nationalité du pays dans lequel ils résident et les Tamouls étrangers. L'arrivée depuis les années 1980 de nouvelles vagues d'immigrants (étudiants, travailleurs qualifiés ou non, réfugiés ou clandestins) du Tamil Nadu et de Sri Lanka renforce l'hétérogénéité de la communauté tamoule à Kuala Lumpur et Singapour et justifie la prise en compte de ces nouveaux arrivants à plus d'un titre. La présence de ces nouveaux immigrants a un impact sur la perception identitaire des Tamouls issus des anciennes vagues d'immigrations et qui sont citoyens du pays dans lequel ils vivent. Par ailleurs, de nombreux Tamouls étrangers à Singapour et en Malaisie sont résidents permanents dans leur pays d'accueil et peuvent même pour certains juridiquement demander la nationalité dans ces pays. Il a semblé pertinent de prendre en compte également les étudiants, clandestins et travailleurs étrangers avec un permis de séjour provisoire car certains sont présents depuis des années dans ces pays et les autres peuvent faire une demande pour devenir résident permanent.

participation gouvernementale avec les partis de la communauté majoritaire du pays. Par ailleurs, les députés tamouls dans ces pays ne constituent pas forcément une force homogène et les logiques de segmentation intracommunautaire peuvent se retrouver également au Parlement. Les différents groupes tamouls à l'intérieur de ces trois pays peuvent adopter des stratégies très différentes de participation ou non au gouvernement en fonction de leurs intérêts propres. Il n'y a donc pas forcément d'unité politique tamoule dans ces pays.

À Sri Lanka, les élections législatives pour élire les représentants⁴⁴ du 13^{ème} Parlement en 2004 se déroulent dans un contexte très particulier. Les deux grands partis politiques du pays, le *Sri Lanka Freedom Party* (SLFP) et l'*United National Party* (UNP) défendent des projets politiques très différents. Mahinda Rajapakse, *leader* du SLFP, est favorable à la reprise des opérations militaires afin de venir définitivement à bout des « terroristes » LTTE. Son rival de l'UNP, le Premier Ministre Ranil Wickremasinghe, est lui partisan d'une solution négociée avec les séparatistes pour régler le problème tamoul à Sri Lanka. Malgré le cessez-le-feu conclu en 2002, les négociations entre les belligérants restent dans l'impasse. Si le mouvement séparatiste ne présente officiellement aucun candidat en son nom, il contrôle militairement un tiers de l'île et pèse grandement dans le choix des candidats tamouls des provinces Nord et Est et influence le vote des habitants dans ses territoires.

Le vote des électeurs⁴⁵ donne la majorité au SLFP et à ses alliés, réunis dans l'*United People's Freedom Alliance* (UPFA), qui remportent 105 sièges. L'*United National Front* (UNF), l'alliance de l'UNP et de ses partenaires obtient 82 députés alors que le *Tamil National Alliance* (TNA), qui réunit les 22 députés tamouls favorables au mouvement séparatiste, arrive en troisième position. Les députés tamouls constituent la deuxième communauté ethnique en nombre d'élus avec 35 élus dans l'assemblée. Ils sont loin derrière les Cingalais qui comptent 166 élus, mais devant les Musulmans qui ont 21 députés. Les trois derniers députés appartiennent à d'autres minorités (Bharatha, Parsi et Burgher). Les députés tamouls qui sont élus ne constituent pas une force homogène et les logiques de segmentation intracommunautaire se retrouvent également au Parlement. 22 des 35 députés tamouls se sont présentés aux élections comme candidat TNA. Cette alliance, qui réunit des partis politiques défendant les intérêts des Tamouls du Nord et de l'Est, regroupe à la fois des partis modérés (*All Ceylon Congress*, *Tamil United Liberation Front* et *Illankai Tamil Arasu Kachchi*) et

44. Sur les 225 membres du Parlement, 196 sont élus dans 22 districts électoraux. Les 29 autres députés sont élus sur des listes nationales. Ces derniers sièges sont alloués aux partis en proportion de leur part dans les résultats du vote à l'échelle nationale.

45. Source : http://en.wikipedia.org/wiki/13th_Sri_Lankan_Parliament

d'anciens groupes paramilitaires tamouls (*Tamil Eelam Liberation Organization* et *Eelam People's Revolutionary Liberation Front*) défendant le droit à l'autodétermination du peuple tamoul pour la création d'un État indépendant, l'Eelam, ou obtenir, au moins, une autonomie des provinces tamoules. Les membres du TNA sont élus dans des districts des provinces Nord (Wanni, Jaffna) et de l'Est (Trincomalee, Batticaloa, Ampara) qui font parties des zones revendiquées par les séparatistes et dans lesquelles la population tamoule est majoritaire. Le seul député tamoul qui est élu à Jaffna, et qui n'appartient pas au TNA, est Devananda Douglas, chef d'un mouvement paramilitaire tamoul rival du LTTE, l'*Eelam People's Democratic Party* (EPDP), qui s'est rallié au gouvernement et qui ne demande plus indépendance de l'Eelam. Dans ces territoires, le poids du mouvement séparatiste laisse peu de marge de manœuvre à la société pour s'exprimer librement. Les Tamouls doivent faire face aux pressions des séparatistes pour voter en faveur des candidats qu'ils ont imposé. Par ailleurs, le jeu des pourparlers de paix renforce l'idée que le vote pour les représentants des séparatistes renforce le poids des négociateurs tamouls. En outre, ces candidats du TNA, qui ne sont pas dans une logique de participation au pouvoir, tiennent à marquer leur distance avec les deux principaux partis du pays, dominés par les Cingalais, et refusent de conclure des alliances avec ces derniers. Ainsi, la principale force politique tamoule du pays n'a aucun poids politique, si ce n'est d'adopter une posture de contestation et d'apparaître comme les représentants politiques des groupes paramilitaires séparatistes. D'autres députés tamouls élus dans les districts du centre du pays, dans les zones des plantations (Nuwara Eliya et Badulla), constituent la deuxième force politique de cette communauté au Parlement. Dans cette partie de l'île, le *Ceylon Workers' Congress* (CWC) et l'*Up-Country People's Front* (UCFP), deux partis qui défendent des Tamouls descendants des anciens coolies indiens, remportent les suffrages de cette communauté. Leurs intérêts diffèrent de ceux des élus des côtes septentrionale et orientale. Ils ne sont pas pour la création d'un Eelam indépendant. Ces membres du Parlement luttent avant tout contre la marginalisation socio-économique dont sont victimes les Tamouls des plantations. Leur priorité est donc d'améliorer les conditions de vie et de travail de leurs électeurs. À la différence du TNA, les deux partis tamouls des régions des plantations ont conclu une alliance électorale avec l'UNP et sont dans une logique de participation au pouvoir pour arriver à leur fin. Enfin deux députés sont élus à Colombo. Le premier s'est présenté pour UNP et l'autre, syndicaliste, pour le parti qu'il a créé le *Democratic People's Front* (DFP), allié à l'UNF, et qui est proche des Tamouls des plantations. À ces députés élus dans les districts, il faut ajouter les six autres Tamouls qui obtiennent un siège au Parlement sur la liste nationale grâce aux résultats de leur parti. Parmi

ces derniers, on compte une moitié de membres appartenant aux partis représentant les Tamouls des plantations, deux du TNA et enfin un qui est nommé par le SLFP. Finalement le TNA, malgré une trentaine d'élus, n'a que peu de poids sur la scène politique nationale à cause de son isolement. Les représentants des partis des travailleurs tamouls (CWC, UCFP, DFP) privilégient à l'inverse l'alliance avec UNP afin de participer à l'exercice du pouvoir. La défaite de leur alliance aux élections laisse penser qu'ils risquent également d'avoir peu de poids dans la vie politique du pays. Les résultats de ces élections témoignent ainsi de la difficile intégration des Tamouls dans le jeu politique national. Les deux principaux partis sri lankais ne peuvent envisager de présenter dans le Nord et l'Est des candidats avec une chance de remporter un siège, ni de conclure une alliance avec les partis politiques locaux qui sont aux ordres des séparatistes. Dans le centre de l'île, ces deux partis n'ont pas réussi à faire élire sur leur liste des membres de la minorité tamoule soulignant leur difficulté à conquérir cet électorat. Néanmoins, à la différence du Nord et de l'Est, les deux partis se sont engagés dans des tractations avec les partis tamouls puissants localement afin qu'ils rejoignent leur alliance. Cette stratégie permet à l'UNP et au SLFP de souligner qu'ils ne sont pas hostiles à la minorité tamoule comme le souligne la propagande des Tigres.

À l'issue de l'élection, la Présidente de la République Chandrika Kumaratunga nomme Premier Ministre le *leader* SLFP Mahinda Rajapakse qui constitue un cabinet⁴⁶ comprenant 62 personnes (Président et Premier Ministre compris). Parmi ces membres du gouvernement, on ne compte que 2 Tamouls, pour 54 Cingalais, 5 Musulmans et un Bharatha. Sur les deux députés tamouls nommés ministres, on retrouve Lakshman Kadirgamar⁴⁷, membre du SLFP et opposant LTTE, qui est désigné député par son parti sur la liste nationale et qui obtient le ministère des affaires étrangères. Si cet homme politique est un symbole de l'ouverture du parti au pouvoir envers la minorité tamoule, il n'en reste pas moins que ce parti peine, tout comme son rival l'UNP, à intégrer de façon significative des membres de cette communauté. L'autre Tamoul qui obtient un poste ministériel est Douglas Devananda. Le dirigeant de l'EPDP, que le LTTE a tenté d'assassiner à plusieurs reprises, est un autre symbole permettant au gouvernement de montrer qu'il est prêt à accueillir d'anciens rebelles qui renoncent à leur projet de créer un État séparé pour les Tamouls et qui s'opposent aux LTTE.

46. Source : <http://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=11713>

47. Lakshman Kadirgamar est un homme politique tamoul Sri lankais. Membre du SLFP et proche de la Présidente Chandrika Kumaratunga, il est nommé ministre des affaires étrangères de Sri Lanka une première fois de 1994 à 2001. À l'issue des élections législatives de 2004, la Présidente sri lankaise le renomme à ce poste. Son second mandat est marqué par la campagne internationale qu'il mène pour que le LTTE soit reconnu comme une organisation terroriste. Lakshman Kadirgamar, présenté un temps pour être candidat du SLFP pour les élections présidentielles de 2005, est assassiné à Colombo le 12 août 2005 par un sniper LTTE.

Ce sont donc des Tamouls qui n'ont pas une véritable assise dans l'opinion publique de la communauté que Rajapaksa met en avant. La représentation et l'influence des Tamouls est donc très faible dans ce gouvernement.

La victoire de Rajapaksa contre Ranil Wickremasinghe aux élections présidentielles de 2005 est suivie par la nomination de 51 ministres supplémentaires. Le gouvernement de 103 personnes⁴⁸ est composé de 51 *Cabinet Ministers*, 33 *Non-Cabinet Ministers* et de 19 *Deputy Ministers*. Les ministres cingalais sont de loin les plus nombreux avec 77 membres sur 103. Derrière, les Musulmans sont les mieux représentés avec 17 ministres contre seulement 8 Tamouls et une Burgher. Le poids des Tamouls dans ce nouveau gouvernement est moins important que celui des Musulmans. Alors que les Musulmans comptent six *Cabinet Ministers*, cinq *Non-Cabinet Ministers* et six autres *Deputy Ministers*, il n'y a que trois Tamouls qui font partie du cabinet ministériel alors que les cinq autres n'ont que des postes de *Deputy Ministers*. Le nouveau Premier ministre Ratnasiri Wickremenayake tente de pratiquer une plus grande d'ouverture à l'adresse des Musulmans et dans une moindre mesure des Tamouls. Les deux tiers des ministres musulmans ne faisaient pas partie de l'alliance au pouvoir avant l'élection législative. Leur ralliement à la majorité présidentielle est récompensé par un poste ministériel. Dans le cas des Tamouls, les élus du TNA, qui sont surtout les porte-paroles des séparatistes, n'étant pas enclins à participer à un gouvernement d'union nationale, le SLFP conclut des accords d'alliance avec le CWC et de UCPF. Les intérêts très éloignés des différents groupes tamouls expliquent que ces derniers acceptent de rejoindre le gouvernement. Du coup, le poids politique des Tamouls du Nord et de l'Est est inexistant alors que ceux des régions des plantations profitent du besoin du gouvernement de montrer qu'il n'est pas hostile aux Tamouls pour accéder à des postes ministériels mais qui sont souvent secondaires. En effet, les trois *Cabinet Ministers* tamouls sont surtout des symboles politiques pour le pouvoir en place. Enfin, le poids des représentants politiques tamouls est également à relativiser à cause des nombreux assassinats de parlementaires et de ministres issus de cette communauté. Outre Lakshman Kadirgamar, le député UNP Thiagarasah Maheswaran est assassiné dans un temple hindouiste à Colombo en 2007 et plusieurs élus du TNA (J. Pararajasingham en 2005, N. Raviraj en 2006 et K. Sivanesan en 2008) périssent également dans des attentats. Qu'ils soient proches ou non des séparatistes, l'engagement politique de ces représentants n'est pas sans risque. Ainsi, en plus du contexte politique du pays, qui empêche une réelle participation des Tamouls au pouvoir, les

48. Source : <http://elakiri.com/forum/showthread.php?t=17347>

assassinats politiques dont sont victimes leurs élus sont un autre obstacle qui renforce la difficulté pour cette communauté de défendre librement ses intérêts sur la scène nationale. Le faible poids politique des Tamouls sri lankais contraste avec la réalité singapourienne dans laquelle les Tamouls sont des partenaires privilégiés des Chinois majoritaires dans l'île.

Le 12^{ème} Parlement singapourien⁴⁹ compte 90 députés, dont 87 sont élus dans des circonscriptions électorales alors que les trois derniers sont nommés par le Président de la République dans les rangs des partis d'opposition ayant remporté le plus grand nombre de suffrages à l'échelle nationale. Le *People's Action Party* (PAP), qui est au pouvoir depuis l'indépendance, obtient 81 siège sur 87. Cette formation politique doit néanmoins composer avec les partis d'opposition qui obtiennent leur meilleur résultat et comptent 9 députés au Parlement. Le *Workers' Party* réussit à avoir 8 députés à l'assemblée, dont six élus dans des circonscriptions électorales, alors que le *Singapore's People Party* obtient un siège par nomination. Sur 87 députés, 63 sont Chinois, 12 sont Malais, 10 Indiens et 2 Eurasiens. Le poids des députés d'origine tamoule n'est pas négligeable. La moitié des députés indiens est originaire de cette communauté alors que l'autre est issue des autres groupes d'origine Sud-asiatique (deux Malayalis, un Sikh, un Punjabi et un métis dont le père est Télougou et la mère chinoise). L'origine de ces députés tamouls est également hétérogène. L'un d'entre eux est d'origine sri lankaise, un autre d'Inde, deux ont été naturalisés (un est né en Malaisie et l'autre au Tamil Nadu) et la dernière est une sino-tamoule qui s'est déclarée Indienne dans les documents officiels de sa campagne électorale. La communauté tamoule est donc représentée dans sa diversité au Parlement et est de loin majoritaire par rapport aux autres communautés Sud-asiatiques du pays. L'importance du poids politique de cette communauté apparaît surtout dans le cabinet qui est constitué à l'issue de ces élections.

Le Président de la République de Singapour désigne le *leader* du PAP, Lee Hsien Loong, comme Premier Ministre pour constituer un gouvernement. Parmi les membres du cabinet⁵⁰, dans lequel les hommes politiques d'origine chinoise représentent les deux tiers des ministres (10 sur 15), quatre Tamouls occupent des postes éminents (ministère des finances, des Affaires étrangères) alors qu'un seul Malais a la charge d'un ministère. Alors que quatre des cinq députés tamouls du PAP sont associés au pouvoir, un seul des 11 députés malais élus de ce parti est retenu pour occuper une fonction ministérielle. Les Tamouls jouissent donc d'un poids politique non négligeable bien qu'ils ne représentent que 3 % de la population de

49. Source : <http://www.channelnewsasia.com/parliament/currentmps.htm>

50. Source : <http://www.cabinet.gov.sg/content/cabinet/appointments.html>

l'île. En effet, ils sont associés de façon privilégiée par la majorité chinoise dans l'exercice du pouvoir. L'attitude du *People's Action Party* à Singapour vis-à-vis de la minorité tamoule est très différente de celle de l'*United Malays National Organisation* (UMNO) en Malaisie qui s'appuie moins sur cette communauté pour diriger le pays.

En Malaisie, l'année qui précède les élections générales de 2008 est marquée par l'organisation de deux grandes manifestations, qui se déroulent à Kuala Lumpur, malgré l'interdiction des autorités de se réunir. Le 10 novembre 2007, une marche (surnommée *Bersih*) est organisée pour réclamer des réformes électorales suite aux allégations de corruptions dans le système électoral malaisien qui favoriserait la coalition gouvernementale au pouvoir depuis l'indépendance de 1957 : le *Barisan National* (BN). Cette manifestation, qui a été rendue possible grâce à la mobilisation par les réseaux sociaux Internet, aurait réuni entre 10 000 et 100 000 personnes malgré l'intervention de la police. Une deuxième marche de protestation est organisée à Kuala Lumpur par l'*Hindu Rights Action Force* (HINDRAF⁵¹) le 25 novembre 2007. L'HINDRAF appelle la minorité hindouiste à protester contre la politique discriminatoire de l'État favorisant les Malais et contre les destructions de temples hindouistes à travers le pays. Face à la promotion d'un nationalisme ethno religieux (malais musulmans), on assiste en réaction au développement d'une résistance à l'État qui s'appuie sur la défense de l'identité tamoule et de la pratique de l'hindouisme comme l'explique Willford (2006, p. 1) :

« I argue that ever-increasing assertions of religious and ethnic consciousness among working-class Tamils through ritual acts of spirit possession, and pilgrimage, while symbolically negating state and elite ideologies of Malay Islamic modernism within the realm of expressive culture, aftertimes appear to serve the interests of elite and bourgeoisie dominated bureaucratic structures that are organized locally and rationally around narratives of ethnic affiliation. That is ethnicity and religion (the two largely being conflated in Malaysia) are used to legitimize a political system committed to rapid, but decidedly uneven, economic growth with simultaneously asserting cultural authenticity at the core of the nationalist ideology. »

La pratique religieuse devient ainsi un instrument pour résister contre un ordre social perçu comme injuste. La marche de protestation pacifique organisée par l'HINDRAF rassemble 5 000 à 30 000 personnes, essentiellement des Tamouls, dans les rues de Kuala Lumpur. Les manifestants sont dispersés par la police anti-émeute par l'emploi de canons à eau et de gaz lacrymogène. 240 personnes, dont les cinq *leaders* du mouvement, sont arrêtés. Ces deux importantes marches de protestation, dans un pays qui interdit tout rassemblement de groupe de plus de cinq personnes sans l'autorisation des autorités publiques, marquent le début de la

51. L'HINDRAF est une coalition de plusieurs ONG hindouistes et indo-malaisiennes.

contestation par les Malaisiens, et en particulier par les Indo-Malaisiens, du système politique qu'incarne le *Barisan National*.

Les bons résultats de l'opposition aux élections générales du 8 mai 2008 concrétisent cette volonté de changement politique d'une partie de la nation (Ooi K. B. *et al.*, 2008). L'alliance au pouvoir depuis l'indépendance, le *Barisan National*, dominé par l'UMNO et composée de treize partis communautaires, dont quatre nationaux (outre l'UMNO, la *Malaysian Chinese Association* (MCA) ; le *Malaysian Indian Congress* (MIC) ; le *Malaysian's People Movement Party-Gerakan*) et neuf partis représentant principalement des communautés ethniques du Sabah et du Sarawak, préserve la majorité dans l'assemblée en remportant 140 des 222 sièges. Les partis de l'opposition obtiennent 82 représentants, ce qui est sans précédent. Si dans les États de Bornéo l'autorité du BN n'est pas remise en cause, dans la péninsule la coalition des trois grands partis d'opposition (le *Democratic Action Party*, le *Parti Keadilan Rakyat* et le *Parti Islam SeMalaysia*) réussit à emporter plusieurs sièges. Cette alliance de l'opposition, appelée la *Pakatan Rakyat* (PR ou le *People's Pact*), prend aussi le pouvoir dans 5 des 13 États de la fédération. Malgré les clivages existant entre les partis de l'opposition⁵², ils tentent d'incarner le changement en s'entendant pour ne pas se concurrencer et présentent des candidats de la minorité indienne pour que cette communauté ait aussi une représentation sur les bancs de l'opposition dans l'assemblée. Sur les 222 députés élus, 151 sont des Bumiputras, 56 sont Chinois et 15 députés sont d'origine indienne (dont 14 Tamouls). Parmi les députés d'origine Sud-asiatiques, dix sont élus avec le soutien des partis de l'opposition dans la partie occidentale de la péninsule⁵³. En effet, le *Democratic Action Party* (DAP), parti dont les membres sont majoritairement chinois, a favorisé l'élection de deux Tamouls sous ses couleurs dans des circonscriptions sûres, tout comme le *Pakatan Rakyat* (PR), qui a quatre élus tamouls, ou encore le *Parti Keadilan Rakyat* (PRK ou *People's Justice Party*) qui a deux députés de cette communauté. Un Tamoul a réussi à se faire élire comme candidat indépendant avec le soutien de la coalition des partis de l'opposition. Quant aux cinq candidats d'origine tamoule élus pour le *Barisan National*, ils sont pour quatre

52. *Pakatan Rakyat* (PR) est une coalition dirigée et gérée collectivement par tous les partis qui la constituent. Les membres du PR s'engagent à respecter les droits et les intérêts de tous les Malaisiens. Si ces partis sont unis par leur opposition à la main mise sur la vie politique du pays par l'UMNO et ses alliés, les partis du *Pakatan Rakyat* défendent des idéologies très différentes. Le PKR promeut la justice sociale et de lutte contre la corruption. Ce parti souhaite l'abolition de la *New Economic Policy* (NEP) pour la remplacer par une politique d'éradication de pauvreté sans distinction ethnique. Le *Parti Islam SeMalaysia* (PAS ou le *Pan-Islamic Malaysian Party*) veut faire de la Malaisie un État fondé sur la théorie du droit islamique en s'appuyant sur les sources primaires de l'Islam, le Coran, la Sunna ainsi que des hadiths. Le DAP, au contraire, défend la vision d'une Malaisie laïque, multiculturelle, sans corruption et avec une démocratie socialiste qui assurerait l'égalité des chances entre tous les citoyens quel que soit leur origine.

53. Quinze Malaisiens d'origine indienne ont été élus députés lors des élections parlementaires de 2008. Les États de Perak et de Selangor comptent chacun quatre députés d'origine Sud-asiatique. Trois autres représentent l'État de Pulau Pinang. Enfin, un Tamoul a été élu dans les États de Kedah, Pahang, Negeri Sembilan et de Johor.

d'entre eux affiliés à la *Malaysian Indian Congress*, allié historique de l'UMNO. Le dernier élu est un musulman d'origine tamoule indienne qui a été investi par l'UMNO et qui ne dépend pas du MIC. Les résultats de cette élection témoignent d'un changement dans le paysage politique du pays. Les Malaisiens d'origine Sud-asiatique ne votent plus aveuglément en faveur de l'UMNO ou des partis communautaires indiens qui sont ses alliés. Les partis de l'opposition offrent aux membres de cette minorité une alternative. En présentant des candidats Indiens dans des circonscriptions dans lesquels ces derniers ont de réelles chances de l'emporter, l'opposition réussit à conquérir la sympathie et la confiance de l'électorat d'origine Sud-asiatique. On assiste ainsi à un rejet du système en place dans lequel l'UMNO utilise le *Malaysian Indian Congress* et le *Malaysian Chinese Association* comme partis satellites communautaires pour récolter le vote des minorités. C'est dans ce contexte défavorable, dans lequel les partis de l'opposition fédérés n'ont jamais eu autant de poids politique que le *Barisan National* doit constituer un nouveau gouvernement.

Cette poussée de l'opposition constitue une surprise et contraint, un an plus tard, le Premier ministre Abdullah Badawi à démissionner. Il cède alors la place à son vice-Premier Ministre, Najib Bin Tun Haji Abdul Razak, qui devient Premier Ministre le 3 avril 2009. Le Premier ministre a lancé lors de son accession au pouvoir le concept de « *IMalaysia*⁵⁴ », pour promouvoir l'unité nationale et la tolérance. Le nouveau Premier ministre nomme 31 ministres dont 19 sont Malais, 6 sont Chinois, 3 ministres sont d'origine tamoule et les trois derniers sont des Bumiputras de Sarawak et Sabah. Parmi les 3 Indiens choisis par le Premier Ministre, deux sont des Tamouls influents du MIC alors que le dernier est le député musulman d'origine tamoule de l'UMNO. Le parti au pouvoir continue d'associer quelques membres de la communauté indienne de manière symbolique mais ces derniers n'occupent dans le gouvernement aucun portefeuille important. Si le poids politique des Tamouls reste assez limité dans le gouvernement, la mobilisation de la société civile tamoule en faveur d'un changement politique, à travers les manifestations puis le vote pour les partis d'opposition, remet la communauté au cœur du jeu politique. Les Tamouls prennent ainsi activement part au mouvement de contestation contre l'alliance au pouvoir. L'action de l'HINDRAF est saluée par les Tamouls comme favorisant le réveil hindouiste et le combat pour les droits et le respect des Indiens.

54. Le concept de « *One Malaysia* (ou *IMalaysia*) » développé par le Premier ministre Najib est censé améliorer le dialogue intercommunautaire afin de combattre les préjugés entre les différents groupes ethniques. Najib compte s'appuyer sur cette campagne pour que toutes les communautés malaisiennes se sentent plus proches et développent un sentiment plus fort d'appartenance à une seule nation. Le Premier ministre compte à travers ce concept de convaincre les minorités de la volonté de l'État de respecter les différences culturelles de toutes les communautés ethniques du pays.

Dans ces trois pays, les communautés majoritaires dominent la vie politique grâce à leur poids démographique prépondérant. Néanmoins, leur attitude est très différente dans l'exercice du pouvoir. L'association des membres des communautés minoritaires, notamment des Tamouls, varie d'un pays à l'autre. À Singapour, les Chinois associent de façon privilégiée les Tamouls dans l'exercice du pouvoir. Ainsi, ces derniers occupent d'importants ministères dans le gouvernement, malgré leur faible poids démographique dans la population nationale, au contraire des Malais ou des autres communautés d'origine Sud-asiatique qui ont pourtant le même nombre, voire le double, de députés à l'assemblée. À Sri Lanka, le poids politique des Tamouls est très limité pour différentes raisons. À cause du conflit intercommunautaire, l'UNP et le SLFP ont beaucoup de difficulté à conquérir l'électorat tamoul qui les assimile à des partis cingalais. De plus, les séparatistes LTTE contrôlent militairement un tiers de l'île et pèsent grandement dans le choix des candidats tamouls des provinces Nord et Est et influencent le vote des habitants dans ces territoires. Dès lors, les deux grands partis du Sud ne peuvent espérer remporter de siège dans ces provinces, ni conclure une alliance avec les partis politiques locaux qui sont aux ordres des séparatistes. Dans le centre de l'île, ces deux partis se sont engagés dans des tractations avec les partis tamouls puissants localement (CWC et UCFP) afin qu'ils rejoignent leur alliance. Les intérêts très éloignés des différents groupes tamouls expliquent que ceux des plantations acceptent de rejoindre le gouvernement. Du coup, le poids politique des Tamouls du Nord et l'Est est presque inexistant alors que ceux des régions des plantations profitent du besoin du gouvernement de montrer qu'il n'est pas hostile aux Tamouls pour accéder à des postes ministériels mais qui sont souvent secondaires. La représentation et l'influence politique des Tamouls est donc très faible à Sri Lanka. Les assassinats politiques dont sont victimes leurs élus dégradent également l'expression des intérêts de cette minorité sur la scène nationale. En Malaisie, l'*United Malays National Organisation* associe quelques membres de la communauté indienne de manière symbolique mais ces derniers n'occupent dans le gouvernement aucun portefeuille important. Si le poids politique des Tamouls est assez limité dans le gouvernement, la mobilisation de la société civile tamoule, en faveur d'un changement politique, à travers les manifestations puis le vote pour les partis d'opposition, remet la communauté au cœur du jeu politique. L'intégration politique ou non par la communauté majoritaire du pays des Tamouls est donc selon les cas à l'origine d'un malaise chez la minorité ou au contraire d'une reconnaissance envers l'État d'être traitée en égale. L'inégale intégration socio-économique des Tamouls dans ces trois pays est un autre facteur qui explique que cette minorité se sente ou non marginalisée dans son pays.

3. L'intégration socio-économique des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

La politique de l'État en matière d'intégration économique des minorités et la comparaison par les Tamouls de leur situation par rapport aux autres communautés du pays pèsent beaucoup sur leur perception d'être ou non discriminés. En effet, l'inégalité des chances devant l'accès à l'emploi dans les secteurs d'activités public ou privé par rapport à la communauté majoritaire du pays peut nourrir un sentiment d'injustice et de marginalisation chez cette minorité. Le rôle de l'État, à travers la création d'institutions destinées à améliorer la situation économique des minorités ou à l'inverse à octroyer des privilèges à une communauté au détriment d'autres, peut également favoriser ou non l'intégration économique des Tamouls. Mais pour vraiment comprendre la situation socio-économique de la communauté tamoule dans ces pays, il ne faut pas oublier qu'elle est plurielle.

À Singapour, la répartition des différentes communautés par secteur d'activité est un indice qui met en évidence la situation relativement favorable des Indiens, en particulier vis-à-vis de la minorité malaise. Alors que 38 %⁵⁵ des actifs malais occupent des emplois avec peu ou sans qualification et à basse rémunération, seul un cinquième de la population active indienne et chinoise occupe ce type d'emploi. Dans les métiers de l'administration qui nécessitent une meilleure formation et qui sont mieux rémunérés, les Indiens ont rattrapé leur retard sur les Chinois et ils sont 46,9 % à évoluer dans ce domaine contre seulement un cinquième des actifs malais. Le taux d'activité des communautés chinoise et indienne dans les emplois qui concernent la vente et les services varient de 20,9 à 28,7 % contre 39 % pour les Malais. Le secteur de la manufacture occupe encore près de 20 % des Chinois et environ 15 % des autres communautés. Le secteur de la construction n'occupe qu'une faible part des Singapouriens depuis que l'État a fait le choix de confier les emplois pénibles à des étrangers qui travaillent pour un coût relativement modeste. Le revenu moyen de chaque communauté reflète aussi les différences socio-économiques qui existent à l'intérieur de la société singapourienne. Avec 5 930 dollars singapouriens en revenu moyen mensuel, la catégorie « Autres »⁵⁶ apparaît comme la communauté la plus riche et dynamique du pays. On peut expliquer l'importance des revenus de cette communauté par le fait que 69,2 % des actifs de cette communauté sont employés dans les métiers très qualifiés et haut revenu. Les foyers indiens et chinois ont un revenu moyen mensuel supérieur à 3 600 dollars singapouriens. Le

55. Toutes les données statistiques de ce paragraphe sont tirées de Singapore Department of Statistic, 2006b.

56. La catégorie « Autres » regroupe les populations qui ne sont pas d'origine chinoise, malaise ou Sud-asiatique.

manque d'instruction de la communauté malaise et leur désavantage comparatif vis-à-vis des autres communautés dans le marché de l'emploi fait que cette communauté ne gagne en moyenne que 2 200 dollars singapouriens par mois. La promotion de la méritocratie pour l'accès à l'université et à l'emploi dans le secteur public par l'État donne aux minorités l'assurance que la promotion sociale par le travail est possible que l'on appartienne ou non à la communauté majoritaire du pays.

Par ailleurs, des institutions communautaires ont été créées afin de garantir une plus grande équité pour toutes les communautés du pays et favoriser l'intégration des minorités. Ainsi, le *Singapore Indian Development Association* (SINDA) tente d'aider les jeunes indo-singapouriens en développant des programmes d'accompagnement scolaire en effectif réduit. Les volontaires prennent en charge des enfants en difficulté scolaire afin de leur permettre de rattraper leur retard et de reprendre confiance en eux. Cette institution a par exemple permis à des personnes issues de d'anciennes basses castes de s'émanciper de leur condition comme l'explique M. Sugumaran, responsable au SINDA :

Enquêteur : « Comment le SINDA réussit-il ou non à favoriser la promotion sociale des Tamouls qui appartenaient aux basses castes malgré leur retard en terme d'alphabétisation et leur pauvreté ? »

Interviewé : « Grâce au soutien de l'État et de nos donateurs, on peut aider tous les membres dans notre communauté. Vous avez raison, même s'il n'y a plus de discrimination de caste à Singapour, il est vrai que le lien entre la pauvreté et la mauvaise éducation de certains Indiens peut s'expliquer par l'ancienne appartenance de leur famille à une basse caste. Toutefois, les choses changent petit à petit, certains ont déjà réussi. Les autres aussi vont réussir, notamment grâce à la politique de méritocratie de l'État. On est là pour ça aussi, pour aider tous les membres de la communauté sans aucune distinction. Les programmes de soutiens scolaires et les bourses d'études sont d'une grande aide. Les choses prennent du temps, mais nous sommes sur la bonne voie... »

Mars 2007, siège social du SINDA, Singapour

Depuis la création de cette institution, les résultats des élèves de cette communauté se sont améliorés du primaire au supérieur. Cette politique d'assistance aux Singapouriens les plus en difficulté par le biais d'institutions communautaires est à l'origine d'une amélioration économique grâce au meilleur niveau d'éducation et de formation de ces personnes⁵⁷. Le succès incontestable du SINDA en fait désormais une institution qui jouit d'une très grande notoriété auprès de la communauté indienne et des dirigeants du pays. La situation économique de la communauté indienne par rapport aux difficultés rencontrées par les Malais

57. Le niveau d'instruction atteint par la population non-étudiante de Singapour, âgée de 15 ans et plus, par catégorie CMIO. (*Chinese, Malays, Indians, Others*) en 2000 et 2005 permet de constater une amélioration générale du niveau d'instruction de l'ensemble des communautés. Néanmoins, les résultats montrent également qu'il existe encore de sérieux écarts entre les communautés. Plus d'un quart des membres de la communauté indienne est allée à l'université alors que la communauté chinoise reste dans la moyenne nationale. Par contre, le retard des Malais au niveau de l'éducation est criant. 60 % des Malais ont arrêté les études avant le niveau secondaire. La catégorie des « Autres » est celle dont le niveau d'instruction est le plus élevé avec plus d'un quart de ses membres qui ont étudié à l'université (source : Singapore Department of Statistics, 2006b).

renforce le sentiment des tamouls de ne pas être la communauté la plus à plaindre dans le pays. Les résultats positifs du SINDA pour améliorer le sort des couches populaires consolide l'intégration de cette minorité.

Dans le cas de la Malaisie, le tableau de la stratification sociale de cette société par groupe ethnique en 2005 semble montrer que la situation de la communauté indienne est meilleure que celle des Bumiputras mais qu'elle reste en retard vis-à-vis des Chinois.

Tableau 1 : La stratification sociale⁵⁸ de la société malaisienne en 2005.

	Revenu élevé (revenu mensuel de 5 000 RM ⁵⁹ et plus)	Revenu intermédiaire (revenu mensuel de 1 500 à 4 999 RM)	Revenu faible (revenu mensuel de 0 à 1 500 RM)	Total
Bumiputra	1 995 500 13%	5 986 500 39%	7 368 000 48%	15 350 000 100%
Chinois	2 040 000 34%	2 700 000 45%	1 260 000 21%	6 000 000 100%
Indien	360 000 20%	900 000 50%	540 000 30%	1 800 000 100%
Total	4 395 500 18,9%	9 586 500 41,4%	9 168 000 39,6%	23 150 000 100%

Sources : Yayasan Strategik Sosial, Avril 2005, p.15⁶⁰ et Jayasooria, 2008, p.419

La part de la classe populaire dans ces trois communautés en est très significative. Un Bumiputra sur deux appartient à cette catégorie sociale contre 1 sur 5 pour les Chinois et environ 1 sur 3 pour les Indiens⁶¹. En outre, le revenu mensuel moyen des Indiens en 2004 est de 3 456 RM (1 040 \$) alors que le revenu moyen national ne s'élève qu'à 3 249 RM et que celui des Bumiputras est de 2 711 RM. Le nombre d'Indiens vivant sous le seuil de pauvreté serait passé de 39,2 % en 1970 à 2,9 % en 2004 alors que 8,3 % des Bumiputras vivaient encore sous le seuil de pauvreté à cette date. Les statistiques officielles donnent une vision de la société malaisienne dans laquelle les deux principales minorités réussiraient mieux que la communauté majoritaire des Bumiputras. À l'inverse, les ONG Tamouls locales, des journalistes et des chercheurs (Willford, 2006) relativisent les chiffres des statistiques gouvernementales, qu'ils considèrent manipulés par l'État, et réfutent la prétendue augmentation des conditions de vie des Indiens. Pour ces derniers, l'État utilise ces données

58. Cette stratification sociale doit être relativisée. Le concept de revenu élevé/intermédiaire/faible est assez arbitraire. La perception des intéressés peut-être très différente de ce que laisse penser ce tableau. On peut noter que le lieu de résidence (État, zone urbaine/rurale), le fait d'être propriétaire ou non de sa maison ou d'une voiture ou la taille du foyer sont différents facteurs influençant le sentiment des Malaisiens d'appartenir ou non à la classe populaire, intermédiaire ou aisée. Le critère de salaire ne suffit donc pas à véritablement appréhender la complexité de la stratification sociale d'une société.

59. La monnaie du pays est le Ringgit de Malaisie (RM). Son taux de change est de 3,98 RM pour 1 € au 8 mai 2012.

60. http://www.cpps.org.my/resource_centre/Low_Income_Malaysian_Indians.pdf

61. Source : J. Appudurai et G.A. David Dass, 2008, p. 117.

statistiques pour légitimer sa politique de discrimination positive en prétendant combler le retard des Bumiputras. Dans les faits, cette politique défavorise les populations indiennes aussi bien dans le secteur public que privé. En 2005, sur 899 250 fonctionnaires, 84,8 % sont des Bumiputras (dont 90,8 % de Malais), 9,4 % Chinois et seulement 5,5 % d'Indiens⁶². La part contrôlée par les Indiens des sociétés du secteur privé est plus que marginale (1,5 %) comparée aux 40,9 % détenus par les Chinois et 14,1 % des Bumiputras⁶³. La communauté Sud-asiatique semble être prise en étau entre d'une part la majorité malaise, qui contrôle le politique et le recrutement dans la fonction publique, et la communauté chinoise qui réussit par son dynamisme économique à préserver de bons indices de développement socio-économique. C'est le sentiment d'être doublement pénalisé qui nourrit le sentiment indien, et surtout Tamoul, d'être marginalisé. Mais pour vraiment comprendre la situation socio-économique de communauté indienne, il faut rappeler qu'elle est plurielle.

Certains groupes ethniques à l'intérieur de la population Sud-asiatique malaisienne ont un meilleur statut socio-économique que d'autres. Les membres de la communauté tamoule ceylanaise appartiennent en général à la classe moyenne ou supérieure alors qu'il existe une plus grande hétérogénéité à l'intérieur de la communauté tamoule malaisienne originaire d'Inde. La première, qui occupait des emplois dans l'administration britannique, était assez homogène et faisait déjà partie de la bourgeoisie asiatique à l'époque coloniale. La seconde regroupe des descendants d'anciens coolies, de marchands, des artisans, etc. Cette grande hétérogénéité de la structure sociale des Tamouls se retrouve encore aujourd'hui. La part des Sud-Asiatiques dans les professions libérales (médecin, avocat, etc.) est plus importante que le poids réel de cette population et certains des hommes parmi les plus riches du pays sont des Tamouls⁶⁴. Toutefois, la réussite de ces derniers ne doit pas faire oublier la précarité dans laquelle vivent ceux des plantations ou des quartiers spontanés de Kuala Lumpur ou Petaling Jaya.

Pour Colombo, il n'existe pas de données statistiques permettant de se faire une idée du profil socio-économique de la communauté tamoule aussi bien à l'échelle de l'île que de celle de la ville capitale. La guerre a été à l'origine de nombreux déplacements et une partie de la population tamoule des provinces Nord et Est s'est réfugiée dans la capitale, dans d'autres grandes agglomérations (Puttalam, Batticaloa, etc.) ou dans des camps de réfugiés. Il

62. Source : Janakey Raman, 2009, p. 312.

63. Source : Janakey Raman, 2009, p. 336.

64. Ananda Krishnan, Tamoul malaisien d'origine sri lankaise, est un homme d'affaire dont les activités couvrent de nombreux domaines dans les médias, les industries d'hydrocarbure ou du loisir. Sa fortune s'estimerait à 9,6 milliards de dollars.

faut aussi avoir en tête qu'une partie de l'île est, jusqu'en mai 2009, militairement et administrativement contrôlée par le LTTE. Dans ces conditions, il est très difficile de se faire une idée de la réalité de la situation des Tamouls, les enquêtes menées ayant été réalisées par des autorités différentes, à des périodes et avec des critères différents. Malgré tout il est possible de distinguer différentes grandes catégories à l'intérieur de la communauté tamoule à Colombo. Le premier facteur de différenciation est lié à l'arrivée dans la capitale entre les vagues de tamouls établies avant le conflit armé en 1987 et celles qui suivent. Ces deux ensembles sont eux-mêmes très hétérogènes. Parmi les populations tamoules présentes avant le conflit, on peut distinguer les Tamouls dit « sri lankais » et les Tamouls dit « indiens ». Les premiers sont arrivés sous la domination coloniale pour travailler dans leurs administrations ou ouvrir des commerces et ont constitué ce que l'on appelle traditionnellement la bourgeoisie tamoule de Colombo. Les seconds rassemblent surtout des populations descendantes de personnes venues, également sous la domination britannique, du Tamil Nadu ou du Kerala pour travailler comme ouvriers dans le port, comme commerçants à Pettah ou comme pêcheurs. Cette communauté est donc plus hétérogène socio-économiquement avec une majorité de ces membres appartenant à la classe populaire et une minorité de marchands et quelques employés administratifs appartenant à la classe moyenne ou supérieure. Ces différentes catégories sont présentes dans la capitale depuis plusieurs générations et maîtrisent généralement aussi le cingalais, ce qui facilite leur interaction avec les autres communautés. Les vagues arrivées successivement par la suite comportent également des catégories diverses. On retrouve depuis 1977 des Tamouls originaires des plantations qui tentent de trouver du travail dans la capitale comme vendeurs de saris, couturières, agent de propreté des voiries ou employés dans les commerces d'alimentation. Certaines de ces personnes sont devenues résidents permanents à Colombo alors que d'autres viennent travailler quelques mois avant de retourner dans leur région d'origine. Ces derniers sont souvent logés chez l'employeur au-dessus du commerce et touchent des salaires dérisoires pour des horaires de travail très élevés. La précarité qui existe dans leur région d'origine force ces personnes, souvent soutien de famille, à accepter ces conditions de vie et de travail très difficiles. En outre, depuis le début du conflit armé la ville a aussi vu arriver différentes vagues de Tamouls du Nord et dans une moindre mesure de l'Est venues se réfugier à Colombo. Le coût pour rejoindre la capitale et surtout y vivre (logements, charges, nourriture, gaz) fait que ce sont souvent les membres de la classe moyenne ou supérieure des Tamouls du Nord et de l'Est ou des Wanni qui peuvent se permettre de s'y installer. Néanmoins au fil des vagues successives, on note une différence entre les néo-arrivants et ceux arrivés il y a déjà 5, 10 voire 20 ans et

qui ont réussi à s'intégrer dans la ville et ont pour certains trouver un travail. À l'inverse, pour les vagues les plus récentes au moment de l'enquête, les conditions de vie sont pour certains plus précaires et la vie quotidienne mal vécue. C'est que révèle le témoignage suivant :

Interviewer : « Rencontrez-vous des problèmes à Colombo à cause de votre appartenance ethnique ? »

Interviewée : « Se loger est déjà très difficile car on nous demande, à Colombo, de payer un an de loyer en avance à l'entrée dans le logement. On profite de notre détresse. On a dû fuir notre région d'origine et ici, à cause de l'obligation pour les Tamouls d'être enregistrés au commissariat, le locataire tamoul est en situation de faiblesse par rapport au propriétaire. On est dans l'urgence, il faut très vite trouver un logement et s'enregistrer pour ne pas être inquiété lors des contrôles des policiers ou des militaires. Que voulez-vous faire ? Le chômage et les discriminations à l'emploi sont un autre problème. Les administrations publiques ne recrutent que des Cingalais. Dans le privé, on évite souvent de recruter les Tamouls de peur d'employer un terroriste. C'est en particulier très difficile pour les Tamouls qui ont des cartes d'identité délivrées dans les provinces Nord ou Est car l'employeur a peur d'avoir des problèmes avec l'administration et les forces de sécurité qui pourraient les soupçonner d'être terroristes. Quand ils réussissent à convaincre un employeur de les engager, les Jaffnais sont souvent obligés d'accepter des salaires deux fois moins élevés. Vous trouverez aussi plein de Tamouls des plantations comme vendeurs dans les magasins de saris ou comme couturières. Leur situation est peut-être encore pire. Ces pauvres sont exploités et rémunérés au strict minimum. Généralement, ils sont logés par l'employeur et ne sortent presque jamais de leur lieu de travail. »

Secrétaire dans une organisation non gouvernementale , 62 ans, mars 2008, à Kolupethiya

Pour les nouveaux venus, arrivés dans un contexte de détérioration de la situation politique, voire en plein conflit, ils doivent faire face à d'importants obstacles administratifs et financiers pour s'installer dans la ville. L'obligation faite aux Tamouls de s'enregistrer au commissariat de leur quartier les force à très vite trouver un propriétaire acceptant de les héberger. Le soutien économique de la diaspora est important pour ce groupe tamoul réfugié, afin de pouvoir faire face au coût de la vie dans la capitale.

La comparaison de leur situation économique par rapport aux autres communautés est un autre élément qui joue sur la manière dont les Tamouls considèrent leur intégration dans ces pays. À Singapour, le principe de méritocratie pour l'entrée à l'université et dans le secteur public garantit aux Tamouls l'accès des postes qualifiés s'ils en ont les compétences. Les résultats positifs du SINDA, avec le soutien de l'État, pour améliorer le sort des couches populaires consolident l'intégration de cette minorité. En outre, les difficultés rencontrées par les Malais renforcent le sentiment des Tamouls de ne pas être la communauté la plus à plaindre. Cette situation tranche avec la Malaisie où l'État, en adoptant pour une politique privilégiant officiellement les Bumiputras au détriment des autres communautés ethniques, est à l'origine du malaise tamoul. À Colombo, les difficultés économiques rencontrées par les Tamouls confirment leur sentiment d'être discriminés. Les différences qui existent dans ces trois pays en ce qui concerne le poids politique et la situation économique de cette minorité est à l'origine de grandes différences quant à la perception par les Tamouls de leur intégration.

4. La perception des Tamouls de leur intégration.

La perception des Tamouls de leur situation dans les trois villes étudiées est riche d'enseignements. Les résultats des enquêtes menées sur ces terrains révèlent de grandes différences quant à l'idée que ces derniers se font de leur intégration, de la place accordée à leur culture dans leur pays et à leur identification à la nation.

À Singapour, la quasi-totalité des personnes interrogées déclare se sentir intégrées⁶⁵ et ne considère pas que la culture et l'identité tamoule risque de disparaître dans l'île⁶⁶. Le rôle protecteur de l'État est souvent souligné par les deux tiers des Tamouls qui considèrent qu'ils ne rencontrent pas de problèmes dans le pays. C'est notamment ce qu'affirme un commerçant tamoul de *Little India* :

Interviewer : « Pensez-vous que la culture tamoule risque de disparaître à Singapour ? »

Interviewé : « Non, il n'y a aucune chance. Même au Tamil Nadu (Inde), la culture tamoule n'est pas aussi soutenue par le gouvernement. »

Commerçant singapourien, 50 ans, entretien mené à *Little India* en mai 2008

Si le rôle de l'État est souvent loué par les membres de cette minorité pour son impartialité, certains dénoncent tout de même des discriminations dans le secteur privé au profit des Chinois⁶⁷. Dans un pays où les trois quarts de la population est chinoise, la maîtrise du mandarin est un atout indéniable. Dès lors les Tamouls, comme les autres minorités non chinoises, se retrouvent discriminés lorsqu'une offre d'emploi mentionne que le candidat doit être bilingue. En effet, dans ce cas, l'offre requiert implicitement la maîtrise de l'anglais et du mandarin. Cette valorisation du mandarin entraîne ainsi une certaine discrimination des minorités, comme l'a déclaré un Tamoul rencontré sur le terrain :

« Malgré les apparences, il y a beaucoup de discriminations envers les minorités. La politique de méritocratie est un leurre. Dans bien des cas, le chef est toujours un Chinois. Pour les promotions, les Chinois sont toujours favorisés. De plus, de nombreuses offres d'emplois excluent implicitement les minorités. En effet, lorsqu'une annonce demande des candidats bilingues, cela veut dire un Chinois qui parle mandarin. Malgré les beaux discours, il faut se rendre à l'évidence, très peu de personnes dans les minorités bénéficient des mêmes avantages que les Chinois. »

Assureur, 43 ans, interviewé en avril 2009, à Singapour

65. Voir la question 6 de l'annexe 5.

66. Voir la question 9 de l'annexe 5.

67. Voir la question 10 de l'annexe 5.

Ainsi, certains Tamouls dénoncent le fait que dans les entreprises, les Chinois sont promus plus rapidement et que cela n'est pas toujours dû au mérite mais à la solidarité communautaire. D'autres s'inquiètent plus de l'acculturation de certains membres de la communauté qui adoptent une culture occidentale et ne pratiquent plus leur langue maternelle. Cette indignation est souvent justifiée par le fait que l'on associe l'incapacité de parler sa langue maternelle comme une perte d'identité. Les propos recueillis par Nafizath Bharzana Begam auprès d'un propriétaire de magasin de saris à *Little India* en sont une bonne illustration :

« The government should start a « Speak in Tamil Campaign » and encourage Tamil youngsters to speak the language often. If you don't want to speak the language, you will soon forget your culture and origin and become pseudo-Western just like the Mauritius Indians. »

(Bharzana Begam, 1997, p. 72)

Singapour est donc l'exemple d'un pays où la minorité tamoule est protégée par l'État. Néanmoins, ce soutien n'empêche pas certains Tamouls de se sentir discriminés dans le monde du travail ou de craindre que leur langue et leur culture ne soient abandonnées au profit de l'anglais et de valeurs considérées comme « occidentales » dans cette île qui se veut de plus en plus globale. Néanmoins dans le contexte singapourien, l'identité ethnique et nationale sont toutes deux porteuses de connotations positives pour les Tamouls. Cela se traduit par la fierté de ces derniers vis-à-vis de ces deux marqueurs identitaires⁶⁸. Le sentiment d'être bien intégré par l'État favorise une meilleure identification à la nation. Ainsi, un quart des Tamouls singapouriens considèrent que l'appartenance nationale est le seul marqueur identitaire qui compte et la moitié des citoyens interrogés déclare favoriser l'identité nationale par rapport à l'identité ethnique. Au final, seul un sixième des Singapouriens interrogés privilégie son appartenance ethnique à l'appartenance nationale.

La perception des Tamouls de Colombo sur leur intégration semble diamétralement opposée. La grande majorité des personnes questionnées (71 sur 94) ne se considèrent pas intégrées à la nation⁶⁹ et les deux tiers pensent que la culture et l'identité tamoule sont menacées à Sri Lanka⁷⁰. C'est ce qui ressort des entretiens :

Interviewer : « Quels sont les problèmes auxquels les Tamouls doivent faire face à Colombo ? »

Interviewé 1 : « Le problème, c'est tout simplement d'être Tamoul ! Être Tamoul, c'est être condamné à vivre dans la peur. Vous avez constamment peur d'être interpellé par des policiers ou des militaires et qu'ils vous accusent d'être un Tigre. Dans cette ville, ce ne sont pas les occasions qui manquent d'ailleurs. C'est simple,

68. Voir les résultats des questions 8a et 8b de l'annexe 5.

69. Voir la question 6 de l'annexe 3.

70. Voir la question 9 de l'annexe 3.

tous les 300 mètres vous avez un *checkpoint* où il faut montrer aux forces de sécurité qu'on s'est bien enregistré au commissariat de police. Il n'y a que les Tamouls qui vivent dans cette peur. Les Cingalais et les Musulmans n'ont pas besoin de montrer de *police report*. Ils peuvent venir et aller comme ils veulent. Nous si on n'a pas ce maudit *police report*, ils nous arrêtent comme si on était des étrangers, des indésirables et c'est pire quand on ne parle pas cingalais. Chaque jour, on prie dieu pour qu'il nous sauve. Du coup, on évite dans la mesure du possible de montrer qu'on est Tamoul. Les femmes ne portent plus leur pottu, elles se lâchent les cheveux et portent des jupes pour essayer de passer pour des cingalaises. En plus, comme si la situation n'était pas déjà assez difficile, maintenant vous avez de plus en plus d'enlèvements de Tamouls, du coup on a encore plus peur de sortir. »

Homme de 32 ans, mécanicien au chômage, interview réalisée à Dehiwala en mars 2009

Interviewé 2 : « La langue est un grand problème. Dans les administrations, ils ne parlent que cingalais. C'est très compliqué de régler les formalités surtout que la plupart des Tamouls ne parlent pas cette langue. Se débrouiller avec les quelques mots de cingalais que j'ai appris pour faire les courses est une chose, mais de là à faire des démarches officielles pour des documents importants, c'est autre chose. C'est vraiment très difficile de s'expliquer et de se faire comprendre dans ces conditions. En plus, il n'y a jamais de traducteur en tamoul. Parfois, avec la police, on est obligé de signer sans comprendre. Ajoutez à cela, l'harcèlement et le mépris de certains agents cingalais et ceux qui essaient de vous soutirer de l'argent pour que votre dossier ne se perde pas ou ne traîne pas, on se sent démuné. On ne peut rien faire et pourtant c'est notre pays aussi. On devrait pouvoir régler les formalités officielles dans notre langue maternelle. Le problème dans ce pays, c'est que tout ce qui est officiel est identifié à la seule communauté cingalaise qui est majoritaire. C'est comme le drapeau, il y a un lion bien en évidence pour insister sur l'importance des Cingalais. Les Tamouls n'ont rien qui leur donne des raisons de se reconnaître dans ce pays. On a vraiment peur d'être à terme obligé d'adopter leur culture pour vivre en paix. »

Étudiante de 21 ans, interrogée en février 2008 à Wellawetta

Les membres de cette minorité se plaignent des discriminations (à l'emploi, pour l'accès à l'université, pour l'utilisation du tamoul avec administration, etc.) dont ils sont victimes à cause de leur ethnicité. En outre, ils se sentent surtout vulnérables depuis la reprise des affrontements entre les belligérants. Ainsi, plus d'un tiers de ces personnes se dit inquiet pour sa sécurité, voire sa vie⁷¹. La guerre pèse sur les relations intercommunautaires et dégrade la situation des Tamouls dans la capitale. Aux yeux des Tamouls de Colombo interrogés, la résolution du conflit, par une solution négociée, est indispensable pour améliorer leur sort. Nombre d'entre eux appellent le gouvernement à être responsable en respectant les droits des Tamouls et à les intégrer de la même manière que les Cingalais à la nation⁷². Dans ce contexte, il n'est pas étonnant de constater que la majorité des personnes interrogées (43 sur 94) privilégient l'identité ethnique à l'identité nationale et surtout que 20 d'entre elles se sentent uniquement Tamouls⁷³. Pour les Tamouls, l'État, qui est censé incarner la nation, a adopté une politique partisane et exclusive, et ils ne se sentent pas par conséquent intégrés mais plutôt en danger. Cette situation rend plus difficile l'identification à la nation sri lankaise. 41 des 94⁷⁴ personnes interrogées affirment ne pas être fières d'être sri lankaises et

71. Voir les résultats de la question 10 de l'annexe 3.

72. Voir les résultats de la question 10 de l'annexe 3.

73. Voir les résultats de la question 7 de l'annexe 3.

74. Voir les résultats de la question 8b de l'annexe 3.

dénoncent la politique ethnocide de l'État qui ne traite pas les Tamouls comme des citoyens. D'ailleurs, certains Tamouls dont les ancêtres ont émigré d'Inde regrettent de ne pas être nés Indiens. À l'inverse, la quasi totalité des habitants de Colombo interrogés expriment, à quelques exceptions près, leur fierté d'être Tamoul⁷⁵. Seules deux personnes ont déclaré ne pas être fières de l'être. Elles se justifient par toutes les souffrances et discriminations auxquelles elles doivent faire face à cause de cette identité et regrettent de ne pas être nées Cingalaises pour avoir une vie sans problème.

Les réponses des Tamouls à Kuala Lumpur concernant leur intégration sont plus partagées. Seule la moitié des personnes interrogées considère être bien intégrée⁷⁶ et que leur culture en Malaisie n'est pas menacée⁷⁷. Le malaise tamoul en Malaisie se nourrit essentiellement du sentiment d'être discriminé par l'État au profit de la communauté malaise. Parmi les principales doléances évoquées par ces derniers, les quotas ethniques défavorables pour l'entrée à l'université, le faible recrutement dans la fonction publique, la destruction des temples hindouistes et le retard économique de la communauté s'ajoutent aux brimades dont ils se disent victimes⁷⁸. Pour faire face à ces discriminations, les Tamouls de Malaisie sont partagés entre la volonté de combattre les discriminations et de lutter pour obtenir les mêmes droits que les Malais ou d'améliorer l'éducation des jeunes générations pour augmenter leur compétitivité dans le secteur privé. Certains mettent au contraire l'accent sur les capacités de chaque individu à dépasser ces discriminations par son travail et sa volonté alors que d'autres insistent sur la nécessité d'augmenter la solidarité communautaire autour de nouveaux *leaders* politiques⁷⁹. Plus de la moitié des Tamouls interrogés à Kuala Lumpur privilégie l'identification ethnique à l'identité nationale (59 sur 108)⁸⁰. Toutefois à l'inverse de Colombo, le malaise tamoul n'est pas à l'origine d'un rejet total de l'appartenance à la nation malaisienne. Seuls cinq personnes affirment ne s'identifier que comme Tamouls⁸¹. Dans la très grande majorité des cas, les membres de cette minorité affirment leur attachement à leur pays⁸² et regrettent d'y être marginalisés et traités comme des étrangers.

Les résultats des enquêtes menées sur ces terrains montrent que, selon que l'État est

75. Voir la question 8a de l'annexe 3.

76. Voir la question 6 de l'annexe 4.

77. Voir la question 9 de l'annexe 4.

78. Voir la question 10 de l'annexe 4.

79. Voir la question 11 de l'annexe 4.

80. Voir la question 7 de l'annexe 4.

81. Voir la question 7 de l'annexe 4.

82. Voir la question 8b de l'annexe 4.

considéré comme impartial ou non, les Tamouls dans ces trois villes perçoivent différemment leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation. Plus l'État apparaît juste, voire protecteur, plus la minorité tamoule se sent intégrée et s'identifie d'autant plus facilement à la nation comme c'est le cas à Singapour. À l'inverse, lorsque les Tamouls considèrent être discriminés et que leur culture est menacée par l'État à cause de l'ethnicité, le sentiment de vulnérabilité renforce leur mal être. Comme dans le cas de la Malaisie et de Sri Lanka, l'impression dominante de ne pas être intégrée par l'État renforce en réaction l'identification ethnique au détriment de l'adhésion à l'identité nationale.

Ce chapitre a permis de faire un portrait des communautés tamoules de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour et de la manière dont ces dernières considèrent leur intégration dans ces trois villes. L'analyse de la définition officielle adoptée par les États dans les recensements et de celle qui ressort des réponses des Tamouls interrogés sur le terrain montre qu'il est difficile d'arrêter des critères figés pour définir qui est Tamoul. En effet, la catégorisation ethnique définie par les États varie selon les pays et dans le temps en fonction de considérations politiques qui peuvent parfois aller à l'encontre de la perception des principaux concernés. À l'inverse, la conception d'une identité tamoule qui serait pure et invariable, qui prédomine chez de nombreux Tamouls, ne permet pas d'appréhender dans sa complexité le profil socio-culturel de la communauté. Cette dernière est le fruit d'une agrégation d'expériences individuelles, avec leur propre subjectivité et leur propre représentation de leur identité, souvent très éloignée de l'identification des individus à des catégories ethniques aux contours soi-disant bien délimités.

En outre, le contexte politique national et les relations qu'entretiennent les Tamouls avec la communauté ethnique majoritaire du pays conditionnent le poids politique de cette minorité au sein du Parlement et du gouvernement. Si les Chinois associent de façon privilégiée les Tamouls dans l'exercice du pouvoir à Singapour, l'influence politique des Tamouls à Sri Lanka y est au contraire très faible. À cause du conflit intercommunautaire, l'UNP et le SLFP ont beaucoup de difficulté à conquérir l'électorat tamoul qui les assimile à des partis cingalais. Par ailleurs, le poids politique des partis politiques tamouls du Nord et l'Est, proches des séparatistes LTTE, est presque inexistant alors que ceux des régions des plantations, qui profitent du besoin du gouvernement de montrer qu'il n'est pas hostile aux Tamouls, n'obtiennent que des postes ministériels secondaires. En Malaisie, le *Barisan Nasional* associe traditionnellement les chefs du *Malaysian Indian Congress* dans le

gouvernement sans que ces représentants tamouls aient pour autant un poids politique déterminant dans les prises de décision. La mobilisation de la société civile tamoule, sous l'impulsion de l'HINDRAF, en faveur d'un changement politique, à travers les manifestations puis le vote pour les partis d'oppositions, remet la communauté au cœur du jeu politique. Ainsi, le fait que la communauté majoritaire du pays associe ou non les Tamouls dans le gouvernement nourrit selon les cas soit le sentiment d'être marginalisé ou, au contraire, d'être intégré chez cette minorité.

La politique de l'État en matière d'intégration économique des minorités et la comparaison par les Tamouls de leur situation par rapport aux autres communautés du pays pèsent beaucoup sur leur perception d'être ou non discriminés. En effet, l'inégalité de chance à accéder aux emplois des secteurs activités public ou privé par rapport à la communauté majoritaire entretient un sentiment d'injustice et de marginalisation chez cette minorité à Colombo et à Kuala Lumpur. À l'inverse, l'action de l'État singapourien pour garantir l'égalité des chances entre tous les citoyens quelle que soit son origine ethnique grâce au recrutement des fonctionnaires au mérite et le soutien apporté à des institutions destinées à améliorer l'insertion économique des minorités favorisent l'intégration des Tamouls.

Enfin, selon que l'État est considéré comme impartial ou non, les Tamouls dans ces trois villes perçoivent différemment leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation. En effet, malgré le regret de l'existence d'une certaine discrimination dans le secteur professionnel privé, les Tamouls de Singapour s'estiment intégrés grâce à l'impartialité, voire au rôle protecteur de l'État. Les identités ethnique et nationale sont toutes deux porteuses de connotations positives pour les Tamouls. À l'inverse, les personnes interrogées à Colombo ne se considèrent pas intégrées à la Nation et pensent que la culture et l'identité tamoule sont menacées par l'État à Sri Lanka. Outre les nombreuses discriminations dont ils se disent victimes à cause de leur ethnicité, ils se sentent surtout vulnérables depuis la reprise des affrontements entre les belligérants au point d'en arriver, pour certains, à essayer de cacher leur identité tamoule. Cette situation rend plus difficile l'identification à la nation et de nombreux Tamouls affirment ne pas être fiers d'être Sri lankais et dénoncent la politique ethnocide de l'État qui ne les traite pas comme des citoyens. En Malaisie, le malaise tamoul se nourrit essentiellement du sentiment d'être discriminé par l'État au profit de la communauté malaise. Du coup, dans la très grande majorité des cas, les membres de cette minorité privilégient l'identification ethnique à l'identité nationale mais ils affirment toutefois leur attachement à leur pays tout en regrettant d'y être traités comme des étrangers.

Pour expliquer ces importantes différences de contextes dans lesquelles évoluent aujourd'hui les Tamouls dans ces trois pays, il n'est pas inutile d'étudier leurs trajectoires migratoires et les politiques des États à leur égard, depuis la période coloniale, afin de comprendre l'évolution spécifique de leur distribution spatiale et de leur place dans ces sociétés.

Chapitre 2 : L'implantation et l'évolution de la présence tamoule sous l'ère britannique.

Les Anglais se sont assurés le contrôle effectif de leurs possessions en constituant des réseaux urbains avec à leur sommet une grande ville. Ces cités, promues au rang de capitales coloniales, concentrent les fonctions de centre économique, politique et administratif. Le choix de ces villes répond souvent aux impératifs économiques et politiques de l'État impérial. À Ceylan, les Britanniques confortent le statut de la ville portuaire de Colombo qui avait déjà été choisie par les puissances coloniales précédentes comme capitale et principal centre de distribution de l'île pour les importations et les exportations. Singapour est par contre l'exemple type d'un comptoir commercial créé *ex nihilo* sur un territoire où la présence humaine est faible. À l'inverse de ces deux cités portuaires, la promotion de la ville minière chinoise de Kuala Lumpur en tant capitale de l'État de Selangor doit permettre de réaffirmer l'autorité britannique dans une région stratégique au cœur de Klang Valley, où se concentrent de grands gisements d'étain et les plantations d'hévéas. Le développement de ces centres urbains coloniaux et l'accroissement de leur activité commerciale nécessitent l'emploi d'une main-d'oeuvre nombreuse qui n'est pas toujours disponible sur place. Le recrutement de travailleurs allogènes, et notamment tamouls, transforme la composition ethnique de ces villes.

Dans le cadre de ce chapitre, une attention particulière sera accordée à l'étude des trajectoires migratoires des Tamouls au sein de ces trois villes, de façon à avoir une meilleure compréhension de la pluralité de leurs identités dans ces territoires. En effet, ce groupe est très hétérogène. L'origine géographique (Tamouls ceylanais/ Tamouls indiens), le statut socio-économique (migrants qualifiés, coolies, marchands, etc.) et le cadre dans lequel ces personnes ont immigré dans ces territoires (migration forcée, organisée, encadrée ou spontanée) sont autant de facteurs de segmentation intracommunautaire. L'implantation de cette communauté et les logiques de sa distribution dans ces villes sont souvent conditionnées par l'activité professionnelle que ses membres occupent. En outre, les facteurs de segmentation intra-communautaire (origine géographique, ségrégation géographique des castes, origine religieuse) influence également la distribution des Tamouls dans ces villes. Enfin, l'évolution du contexte économique et celle de la politique migratoire des Britanniques vis-à-vis des membres de cette communauté ont des conséquences sur leurs opportunités professionnelles, le caractère de leur migration, la préservation des distinctions sociales héritées de la société d'origine ou encore sur leur identification à leur terre d'accueil.

1. Les « meilleurs sujets » de l'empire au service des intérêts britanniques.

Pour exploiter les richesses des territoires qu'ils ont assujettis, les Britanniques doivent faire appel à des travailleurs asiatiques qui sont indispensables aussi bien pour construire les routes, travailler dans les docks ou les plantations ou les assister dans l'administration coloniale. Pour répondre à ce besoin de main-d'oeuvre, la puissance coloniale encourage la venue de travailleurs de plusieurs foyers géographiques afin d'occuper des niches de métiers différents. Dans le cadre de cette logique, le pouvoir impérial est favorable au recrutement de Tamouls anglophones dans ses administrations et surtout de coolies pour travailler comme ouvriers dans les plantations ou dans la construction des routes ou des chemins fer. Mais avec la dégradation de la conjoncture économique à partir des années 1920, un durcissement de la politique migratoire vis-à-vis des Tamouls, quelles que soient leurs qualifications, est opéré.

A. Les besoins de main-d'oeuvre pour développer les possessions britanniques en Asie.

En imposant leur autorité à Ceylan, en Malaya⁸³ et à Singapour, les Britanniques comptent développer ces territoires afin de servir leurs intérêts économiques. Pour cela, la puissance coloniale fait le choix de s'appuyer sur Colombo, Kuala Lumpur et Singapour comme de grands centres économiques, politiques et administratifs – en dépit de leurs histoires très différentes. La consolidation de ces trois centres urbains comme capitales coloniales n'est envisageable que par l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère nombreuse et avec des compétences très variées.

Dans le cas de Colombo, les Britanniques s'emparent d'une ville portuaire qui a déjà connu auparavant plusieurs influences étrangères. Ce sont les Arabes qui installent au VIII^{ème}

83. Le terme Malaya est utilisé pour désigner la Malaisie au temps de la colonisation de britannique (*British Malaya*). La Malaya correspond aux territoires contrôlés par la puissance coloniale dans la péninsule malaise. Durant l'essentiel de son histoire, la Malaya ne connaît pas une administration coloniale unique. Le terme désigne collectivement, à partir du XIX^{ème} siècle, les Établissements des détroits, les États malais fédérés et les États malais non fédérés. En 1946, les Britanniques réunissent toutes ces possessions au sein de la fédération de l'Union malaise, placée directement sous contrôle britannique, afin de simplifier l'administration des colonies britanniques de la région en transférant la souveraineté des sultans à la couronne britannique. Du fait de l'opposition massive de la population malaise, cette Union est remplacée le 31 janvier 1948 par la Fédération de Malaya qui regroupe les neuf États malais, qui deviennent des protectorats britanniques, alors que les établissements britanniques de Penang et de Malacca demeurent des colonies du Royaume-Uni. La Fédération de Malaya obtint son indépendance le 31 août 1957. En 1963, l'État post-colonial crée la fédération de Malaisie qui regroupe la péninsule malaise, Singapour, le Sarawak et le Bornéo du Nord (renommé Sabah). Singapour quitte la fédération le 9 août 1965.

siècle un comptoir commercial sur ce qui n'est au départ qu'un petit village de pêcheurs. Le choix de ce site doit beaucoup à la présence d'une rade capable d'abriter les navires lors des moussons estivales du Sud-Ouest. La protection qu'offre le port aux marins étrangers en fait un point de rencontre entre marchands et voyageurs⁸⁴ issus de différents horizons, comme le souligne Hulugalle :

« Colombo was a small seaport used by Arab, Persian and Chinese sailing vessels. Between the ninth and the sixteenth centuries A.D., it had predominantly Muslim population of pure or mixed Arab descent, called Moros by Portuguese and Moors by British. Following the occupation of the maritime provinces of Ceylon by the Portuguese, Colombo became the metropolis of the European rulers and, after the annexion of the Kandyan territory by the British in 1815, it became the capital of the whole island. »

(Hulugalle, 1965, p. 2)

Les richesses naturelles et la situation de Ceylan attirent vite la convoitise des puissances européennes⁸⁵ qui imposent, à partir du XVI^{ème} siècle, leur domination sur l'île, comme l'explique Meyer :

« Les Portugais puis les Hollandais, firent des régions littorales un maillon essentiel du réseau de comptoirs qui reliait l'Europe à l'Insulinde et à l'Asie Orientale. Ils y développèrent l'exploitation de la cannelle pour l'exportation dont ils s'arrogèrent le monopole, contribuant à extravertir l'économie insulaire. »

(Meyer, 2001a, p. 20)

Les colonisateurs européens continuent de s'appuyer sur le site où se trouvait le port arabe et le renforcent pour faire de Colombo le principal centre de distribution de l'île pour l'importation et l'exportation des marchandises. Avec la conquête par les Britanniques du dernier royaume indépendant de Kandy, en 1815, Colombo devient de fait la capitale de Ceylan réunifiée et le reste après l'indépendance⁸⁶. Le contrôle des territoires du centre de l'île permet au nouveau maître de l'île de développer une économie de plantations (café, cocotier, puis hévéa) pour l'exportation vers les marchés occidentaux. Avec l'exploitation de ces nouvelles cultures, Colombo connaît un important développement et une grande prospérité grâce à son port - l'un des plus larges du monde sur la route entre la métropole coloniale et l'Australie ou encore l'Extrême-Orient. Pour accompagner l'accroissement de l'activité commerciale, l'État colonial doit trouver une main-d'œuvre nombreuse capable d'assurer le bon conditionnement et l'acheminement des denrées. Les Britanniques ont également besoin

84. Au IX^{ème}, Ibn Batuta écrit de Colombo qu'elle est la plus belle ville de Serendib (nom donné à Ceylan par les Arabes) source: Department of Census and Statistics (Ceylon), 1952a.

85. Trois puissances européennes imposent successivement leur autorité à Ceylan. Les Portugais contrôlent les régions côtières de l'île de 1505 à 1658. Les Hollandais imposent leur domination sur ces régions de 1658 à 1796. Les Britanniques s'emparent cette année-là des possessions hollandaises. Ces derniers réussissent en 1815 à s'emparer du dernier royaume indigène de Kandy dans le Centre de l'île. Ceylan demeure sous l'autorité de Londres jusqu'à son indépendance en 1948.

86. Colombo est officiellement la capitale de l'île du 2 mars 1815, date de la chute du royaume de Kandy, au 22 mai 1982. À partir de cette date, c'est Sri Jayewardenepura Kotte qui est administrativement la nouvelle capitale de Sri Lanka.

de personnels asiatiques capables de parler anglais pour les aider dans l'administration ou encore comme techniciens ou employés des chemins de fer. La ville, qui a été en quelque sorte imposée aux Ceylanais, devient au fil du temps le pôle le plus attractif de l'île. Comme dans ses possessions sud est asiatiques, le pouvoir impérial s'appuie sur l'immigration de travailleurs tamouls (aussi bien de Ceylan que d'Inde) pour assurer le développement de la capitale.

En Asie du Sud-Est, les Britanniques s'efforcent, au cours du XIX^{ème} siècle, de s'assurer des points de liaison entre l'Europe, l'Asie du Sud et la mer de Chine. Pour cela, ils doivent rivaliser avec les Portugais et surtout les Hollandais qui ont chassé, dès le XVI^{ème} siècle, les marchands arabes pour se substituer à eux et utiliser leurs circuits d'échanges. Lorsque les Britanniques arrivent dans la région, les Hollandais contrôlent Malacca et une partie de l'Insulinde alors que le Portugal ne règne plus que sur quelques espaces insulaires (Timor, Flores). Les Britanniques s'établissent d'abord à Penang en 1795 et c'est seulement en 1819 que Stamford Raffles fonde Singapour. Lorsque l'Anglais débarque dans l'île, l'emprise humaine y est très faible comme l'explique De Koninck :

« À l'arrivée de Raffles à Singapour, la population de l'île n'aurait pas dépassé un millier d'habitants, pour la plupart appartenant à diverses ethnies malaises. On y comptait aussi quelques dizaines de Chinois. Cette population était rassemblée dans quatre secteurs très différents de l'île. Sur les rives de la rivière Singapour, se trouvait le principal village, dans lequel vivait le Temenggong et une population malaise. Un petit groupe de Chinois était établi à proximité, d'autres dans les collines intérieures, là où ils pratiquaient la culture du gambier. Des Malais vivaient aussi à l'embouchure de la rivière Kallang, quelques groupes circulant dans les estuaires des rivières se jetant dans le détroit de Johor, dont la rivière Seletar. En fait, de tels *Orang Laut* auraient fréquenté plusieurs autres abords de l'île, dont le détroit de Keppel. »

(De Koninck, 2006, p. 22)

Singapour ne comptant qu'à peine mille habitants à l'arrivée des Britanniques, son développement en tant que comptoir commercial n'est possible que par l'afflux de main-d'œuvre extérieure. Raffles favorise l'immigration de travailleurs d'autres régions asiatiques afin de construire les infrastructures nécessaires à l'établissement d'un comptoir commercial. Dans le même temps, les Anglais étendent progressivement leur hégémonie sur la région. En 1824, ils prennent le contrôle de Malacca et de tout le détroit. Dans les décennies qui suivent ce sont le Sarawak et le Nord Bornéo qui passent sous leur influence avant de devenir officiellement protectorats britanniques. Le rassemblement, sous la tutelle de Londres, de tous les États malais de la péninsule dans la fédération de Malaisie est réalisé en 1948. Le pouvoir colonial y encourage l'exploitation de l'étain, de l'hévéa ou des grandes plantations spécialisées de sucre, de café, de thé, de la noix de coco, du tabac ou des épices. Mais le développement de ces activités nécessite la mobilisation d'une main-d'œuvre intensive. Ainsi,

pour récolter du caoutchouc, il faut un ouvrier tous les 300 à 450 arbres ou tous les 4 ou 5 hectares (Janakey Manickam, 2009). Les populations malaises, pratiquant encore une activité agricole à petite échelle et la pêche, refusent de travailler pour les Britanniques et le pouvoir impérial abandonne en 1881 l'idée de les recruter. Le défrichage de la jungle et le développement des cultures de plantation ne sont rendus possible que grâce au recrutement massif de populations originaires des régions méridionales de l'Inde. C'est ce que confirme Nagarajan :

« The European planters required a cheaper, industrious, disciplined, docile and dispensable workforce in the pioneering years of the plantation agriculture. There was also a need for a reserve of labour to readily replace the thousands who were to perish of malaria, snakebites and accidents or others causes when opening up the virgin jungle using their bare hands and the basic tools available then the British planters turned to South India for this labour requirement. »

(Nagarajan, 2004, p. 30)

La présence indienne, et plus particulièrement tamoule, en Asie du Sud-Est est donc due au développement des cultures de plantations alors que le pouvoir colonial laisse aux Chinois le soin de développer l'activité minière. La naissance de Kuala Lumpur est liée à cette ruée sur l'étain dans la péninsule et à l'immigration massive des Chinois dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. En 1857, un mineur chinois venu du Lukut (Port Dickson) trouve de l'étain à Ampong. Son exploitation dans le bassin de Kuala Lumpur est à l'origine du développement de la ville.

À côté de ces besoins de main-d'œuvre pour exploiter les richesses du territoire, le pouvoir colonial recherche également des travailleurs asiatiques qualifiés capables de travailler sous son autorité. Le transfert du pouvoir politique britannique de Klang à Kuala Lumpur en 1880, qui devient la capitale de l'État de Selangor, nécessite de fait la constitution d'importants corps administratifs (construction, transports, recensement, etc.) pour assumer les fonctions nouvelles de la cité. La promotion de la ville crée une demande de main-d'œuvre asiatique anglophone pour épauler les Européens. Or les Malais, qui ont peur de la conversion de leurs enfants au christianisme, continuent de les envoyer dans les écoles vernaculaires. La population locale n'étant pas en mesure d'occuper ces emplois, les Britanniques cherchent d'autres populations anglophones (Indiens, Ceylanais et Chinois) pour les assister. De même, le pouvoir colonial s'efforce aussi de relier la ville aux principaux centres urbains et aux centres de production d'étain ou de caoutchouc du bassin de Kuala Lumpur pour renforcer sa centralité. La construction des infrastructures pour faire de la ville la nouvelle capitale du pouvoir colonial amène les Britanniques à faire appel à une main-d'œuvre nombreuse pour assurer la bonne réalisation de ces projets.

La présence tamoule dans ces trois villes est donc née du besoin des Britanniques de trouver de la main-d'œuvre, qualifiée ou non, afin de les aider à développer leurs nouvelles possessions coloniales. Toutefois, l'origine géographique des Tamouls et le cadre dans lequel s'est faite l'arrivée de ces travailleurs sont pluriels. Dès lors, il est nécessaire de prendre en compte les trajectoires migratoires des Tamouls pour avoir une bonne compréhension de la complexité de l'identité tamoule dans ces villes.

B. Les trajectoires migratoires et la compréhension de l'identité tamoule.

La politique migratoire adoptée par la puissance coloniale est longtemps favorable à l'arrivée de Tamouls pour travailler à Colombo ou dans les possessions Sud-Est asiatiques britanniques. Cette immigration est loin d'être homogène et il est possible de distinguer les Tamouls dont la venue a été forcée, encadrée, encouragée ou enfin spontanée.

L'ouverture en 1825 d'un centre pénitencier à Singapour est à l'origine de l'arrivée d'une immigration forcée. La Grande-Bretagne y exile des opposants et des criminels indiens. Ces bagnards jouent un rôle considérable dans la construction des routes, des chemins de fer et autres travaux publics sur l'île. C'est seulement en 1867 que ce type d'émigration forcée prend fin avec la fermeture des camps d'incarcération à Singapour et le transfert des détenus aux îles Andaman. De nombreux détenus à l'issue de leur peine préfèrent refaire leur vie en Asie du Sud-Est plutôt que de retourner en Inde.

Si cette immigration forcée joue un rôle important dans le développement des infrastructures de l'île dans les premières décennies, très vite les Britanniques favorisent une migration encadrée pour faire venir une main-d'œuvre non qualifiée. En effet, le refus des populations malaises et cingalaises de travailler pour les Britanniques conduit ces derniers à planifier et à réguler l'arrivée d'une force de travail allogène. La puissance coloniale encourage la venue d'autres populations, considérées comme plus travailleuses et plus douées que les Malais et les Cingalais, pour développer l'exploitation de l'étain et de l'hévéa en Malaya et du café puis du thé à Ceylan. Le pouvoir impérial laisse aux Chinois, en Asie du Sud-Est, le soin de développer l'activité minière alors que le développement des cultures de plantation pour l'exportation et les travaux de construction de routes et d'infrastructures publiques ont été rendus possible, aussi bien à Ceylan qu'à Malaya, grâce au recrutement

massif de coolies originaires des régions méridionales de l'Inde. Ainsi un quart des travailleurs tamouls indiens venus à Ceylan travaille pour la construction de routes et de chemins de fer, comme manutentionnaires dans les ports ou comme éboueurs dans les villes (Lamballe, 1985). En Asie du Sud-Est, l'importance démographique grandissante des Chinois (annexe 23) pousse les colonisateurs à soutenir une immigration indienne afin de diviser les populations pour mieux régner. Ainsi, si la Grande-Bretagne s'appuie dans un premier temps sur des travailleurs chinois pour développer l'exploitation du sucre et des noix de coco, très vite le recrutement d'*indentured servants*⁸⁷ tamouls ou télougous est privilégié sous la pression de représentants officiels de la couronne, comme le gouverneur des colonies du Détroit, Sir Frederick Ward, qui écrit en 1887 dans une lettre au Secrétaire d'État pour les colonies à Londres :

« *I am also anxious for political reasons that the great preponderance of the Chinese over any other race in these settlements...should be counterbalanced as much as possible by the influx of Indians and other nationalities.* »

(Walter, 1994, p. 11)

À la différence des Chinois, qui sont perçus comme anti-sociaux, évoluant trop dans les réseaux familiaux et comme étant trop exclusifs, les Indiens (et surtout les Tamouls) possèdent l'avantage d'être, dans l'imaginaire colonial, aussi travailleurs tout en étant des sujets très dociles de l'empire. C'est ce qu'explique Rajakrishnan :

« *The lower caste Madrasi was considered « almost the ideal labouring material for the furtherance of capitalist endeavours in Malaya ». They were invariably described as satisfactory for light, simple, repetitive work, malleable work well under supervision and easily manageable ; not ambitious like the Chinese or other part of India, had no self reliance or the capacity of Chinese...had neither the skill or enterprise to rise above the level of manual labour, and accustomed to British rule, well behaved, docile and adjusted to low standards of living and as such willing to accept low fixed wages thus enabling employers to keep wages depressed. Thus the British planters came to firmly believe that the low caste Madrasi « must always be the mainstay of planters ».* »

(Rajakrishnan, 1987, pp. 37-38)

Les planteurs coloniaux privilégient le recrutement en Inde méridionale de main-d'oeuvre dans le système de recrutement par des *Kangany*. Pour cela, ils envoient un agent pour enrôler dans sa région d'origine en Inde des ouvriers qui sont souvent pauvres, illettrés et de basses castes tamoules. Ce choix n'est pas anodin. Dans le contexte de la société des castes indiennes, les castes intouchables font l'objet de stigmatisations et vivent dans des conditions matérielles très précaires. En plus de cette raison structurelle, des facteurs conjoncturels

87. L'*indentured servant* est, pendant la période coloniale, une personne issue de classe socio-économique défavorisée qui signe un contrat (l'*indenture*) pour travailler durant une période de temps déterminée, généralement de trois à sept ans, en échange de la prise en charge par l'employeur des frais de transport, de nourriture, d'hébergement et des autres besoins pendant la durée du contrat synallagmatique. Les hommes et des femmes qui signent ce contrat, sont souvent âgés de moins de 21 ans, et sont recrutés pour travailler dans des plantations, comme ouvriers de construction ou comme domestiques.

expliquent que de nombreux Tamouls des basses castes acceptent d'émigrer pour travailler comme coolies dans les plantations ou comme ouvriers dans les villes de Ceylan ou d'Asie du Sud-Est. La surpopulation dans les campagnes et des calamités naturelles augmente la misère car beaucoup de personnes dépendent de l'agriculture. À cela s'ajoute une crise de l'artisanat local, comme l'explique Walter :

« Conditions in various part of India worsened dramatically under British colonialism. India's colonial master stifled and even destroyed the development of indigenous industries, including shipbuilding, textiles and cottages industries. This was done deliberately to protect British manufactures and merchants. »

(Walter, 1994, p. 3)

Le déclin de l'artisanat local à cause de l'inondation du marché indien par des produits manufacturés en provenance de la métropole au cours du XVIII^{ème} siècle et la crise dans le monde rural poussent ces Tamouls à migrer et à accepter les conditions très difficiles de travail une fois arrivés à destination. L'attrait du gain et l'espoir de trouver une meilleure fortune à l'étranger, sans dette et discriminations, expliquent que les planteurs européens enrôlent facilement des coolies tamouls. Le recrutement privilégié de Tamouls d'Inde pour les secteurs d'activités nécessitant une main-d'œuvre importante explique la prépondérance démographique de cette communauté sur les autres populations Sud-asiatiques en Asie du Sud-Est.

La migration à grande échelle de Tamouls, qui débute en 1885, vers les autres possessions britanniques se tarit progressivement à partir de la grande dépression de 1929 et la fermeture de nombreuses plantations. Par la suite, les protestations du mouvement nationaliste indien sur les conditions de vie et de travail des Indiens employés comme coolies dans les possessions britanniques étrangères aboutissent à l'interdiction de leur recrutement à partir de 1938, comme l'explique Nagarajan :

« The planters were also worried that the supply of cheap labour from India could end. The Indian nationalist movement in India was vociferous in demanding the end to the abuse of Indian labour in British colonies, culminating in the ban of all assisted labour migration to Malaya in 1938. However, prior to the ban, the colonial administration in Malaya and British planters had made concerted efforts to hire more Tamil women by paying recruiting agent higher commission to bring in female workers. »

(Nagarajan, 2004, p. 34)

Cette interdiction incite les propriétaires des plantations dans les années qui précèdent l'entrée en vigueur de l'application à faire recruter de préférence des femmes et à transformer le cadre de vie de leurs ouvriers. Avec leur arrivée, les propriétaires construisent dans les plantations des écoles, des temples, des magasins et accordent à chaque famille une petite parcelle de terre où elle peut cultiver des légumes pour sa consommation personnelle. Ces familles, qui

vivent isolées sur le domaine des plantations où elles travaillent, à l'écart des paysans cingalais (à Ceylan) et malais (en Asie du Sud-Est) résidants dans leur propre village. Les employeurs s'assurant que ces coolies aient le nécessaire et qu'ils n'aient pas à sortir de leur lieu de travail, cela favorise la conservation de leur langue, leur religion et leur coutume.

En outre, le recrutement d'ouvriers d'origine tamoule indienne dans les zones urbaines est aussi progressivement abandonné, comme l'explique Lamballe pour Colombo :

« En 1928 des négociations entre une organisation syndicale et la direction du port de Colombo aboutirent à briser le monopole du recrutement des dockers en milieu indien ; désormais 25 % de ces ouvriers seraient ceylanais. L'année suivante, les Chemins de fer s'engageaient à embaucher de préférence de la main-d'œuvre ceylanaise... »

(Lamballe, 1985, p. 31)

L'émergence d'un nationalisme cingalais sous l'impulsion du réformateur Anagarika Dharmapala est à l'origine du développement au sein de cette communauté d'un sentiment d'hostilité vis-à-vis des populations immigrées. La crise économique attise l'animosité envers ces populations étrangères considérées comme indésirables par les Ceylanais.

La puissance coloniale a également encouragé l'immigration d'une troisième catégorie d'immigrants tamouls. Le dynamisme économique et la fonction de centre politique des trois villes étudiées nécessitent aussi l'emploi de travailleurs qualifiés. Des Musulmans, des Cingalais et surtout des Tamouls (indiens⁸⁸ et de Jaffna) instruits viennent ainsi occuper à Colombo des postes dans l'administration coloniale. La prépondérance, au fil des années, du choix des Jaffnais dans le recrutement dans l'administration coloniale s'explique par l'établissement au XIX^{ème} siècle, par les Anglais, de grandes écoles⁸⁹ dispensant un enseignement de qualité dans la ville de Jaffna. Au fur et à mesure de son développement urbain, cette cité se pare d'un réseau d'écoles dont l'excellence de l'enseignement en anglais assure à la bourgeoisie jaffnaise une promotion dans la fonction publique coloniale. L'école devient, pour une majorité de Jaffnais, le principal instrument d'ascension sociale et de valorisation, comme le montre bien Lamballe (1985, p.26) :

« ...en 1921, le nombre de diplômés de l'université est relativement plus important chez les Tamouls ceylanais que chez les cinghalais. Grâce à leur éducation de bon niveau, incité au départ par la faiblesse des ressources du sol ingrat, les Tamouls ceylanais essaierent dans les grands centres urbains du reste de l'île où ils trouvèrent sans difficulté des emplois lucratifs dans la fonction publique et privée... Dans la plupart des administrations et des professions libérales, on trouve en 1921 autant de Tamouls que de Cinghalais. En 1946, la fonction publique comprenait, dans son ensemble, presque toujours autant de Tamouls que de Cinghalais et, dans l'administration

88. De 1796 à 1802, les provinces maritimes ceylanaises sont administrativement rattachées à la Présidence de Madras. De nombreux Tamouls indiens anglophones viennent à Colombo pour servir comme fonctionnaires subalternes.

89. Dès 1817, les Britanniques créent une école dirigée par les missionnaires wesleyens (Wesleyan school), qui deviendra la très prestigieuse Jaffna Central College. Cette école, où l'enseignement dispensé est très proche de celui de la Grande-Bretagne, doit contribuer à former les futures élites de la ville.

judiciaire, on trouvait deux Tamouls pour trois Cinghalais. »

Le poids des Tamouls Ceylanais s'accroît encore plus dans les années 1930 avec la décision du gouvernement colonial de privilégier un recrutement ceylanais dans la fonction publique, au détriment des Indiens, comme le souligne aussi Lamballe :

« Ainsi de 1930 à 1933 presque 9 000 employés indiens sont licenciés de l'administration. En 1933 une note interministérielle précise que l'administration doit recruter de préférence des citoyens ceylanais et seulement exceptionnellement des Indiens... Les résultats prouvent les succès de la « ceylanisation » de l'administration : en 1936 les Indiens constituaient 26 % des employés de la fonction publique mais seulement 19 % en 1939 et 12 % en 1941. Cela ne signifie pas une prépondérance cinghalaise car, à l'époque, les Tamouls ceylanais, citoyens de l'île à part entière, restent très nombreux parmi les « cols blancs ». »

(Lamballe, 1985, p. 31)

La qualité de formation en anglais pousse les Britanniques à favoriser le recrutement de Jaffnais dans l'administration coloniale, autant dans le reste de l'île que dans d'autres colonies britanniques telles que Malaya, Singapour ou l'Afrique du Sud. Le haut degré d'éducation des Jaffnais est à l'origine d'une importante émigration de travail et Jaffna apparaît comme le *homeland* d'une communauté qui n'hésite pas à s'expatrier, afin de subvenir aux besoins de la famille restée au pays, et revenir passer sa retraite dans leur région natale. Les Tamouls de Jaffna sont en particulier incités par le pouvoir colonial à aller les aider à développer leur nouvelle possession en Asie du Sud-Est. De 1885 à 1900, il existe une immigration assistée voulue par les autorités coloniales afin de répondre à la nécessité d'avoir une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée anglophone pour travailler dans leur administration. Pour cela, les Britanniques facilitent la mobilité de leurs sujets en n'exigeant aucun document de voyage pour le passage de Ceylan à la péninsule malaise et proposent des salaires très attractifs pour inciter les Ceylanais à émigrer, comme l'explique Rajakrishnan :

« *A comparative analysis of the salaries offered to the Ceylon and Malayan government servants of lower rank, between 1905 and 1910, will reveal the attraction for employment in Malaya. In the general clerical service of Ceylon, for example, a Class I clerk received 1 800 rupees increasing to a maximum of 2 400 rupees, while in Malaya it was between 1 200 dollars and 1 920 dollars. Given an exchange rate of 2.15 rupees to a Malayan dollar...it is obvious that the Malayan clerk received better salaries than a ceylonese clerk.* »

(Rajakrishnan, 1986, pp. 86-87)

Les opportunités de travail et les salaires attractifs expliquent pour beaucoup la présence de Tamouls Jaffnais en Asie du Sud-Est. Ces derniers sont également préférés pour occuper, dans les plantations de Malaya, le rôle de superintendants afin de servir d'intermédiaire entre les propriétaires européens et les ouvriers tamouls originaires d'Inde. Le fait de partager la même langue maternelle que la grande majorité des travailleurs a constitué un avantage comparatif qui n'a été remis en cause que dans les années trente avec la concurrence de

Keralais, qui peuvent également parler tamoul et qui acceptent des salaires plus faibles. À partir des années vingt, l'afflux de migrants de Ceylan diminue à cause de différents facteurs. La décision du gouvernement en 1922 de donner la préférence, pour les futurs recrutements, aux personnes nées en Malaisie, aux Malais en particulier, rend plus difficile l'accès à l'emploi et ralentit l'afflux d'immigrés ceylanais. La réduction des postes dans l'administration coloniale pousse de nombreux Tamouls ceylanais à retourner dans leur île. À partir de 1930, le recrutement des Malais augmente considérablement dans les services gouvernementaux. La perte de son quasi monopole dans les emplois du service public représente un défi pour la population malaisienne d'origine tamoule ceylanaise. Avec la baisse de l'immigration, le profil de la communauté tamoule ceylanaise en Malaisie évolue. Depuis 1931, les Ceylanais déjà établis et qui ont réussi décident de rester faire leur vie. Ils amènent leur femme en Malaisie alors qu'auparavant elle restait dans leur île. Le découragement à posséder la double citoyenneté à partir de 1952 et la politique défavorable aux Tamouls à Ceylan les confortent dans leur choix. Suite au durcissement des conditions d'immigration pour les travailleurs venant du sous-continent indien, ce sont des migrations de travailleurs indiens à l'intérieur de la fédération de Malaisie qui se développent. Ainsi, de 1947 à 1957, les deux tiers des Indiens s'installant à Singapour, sont venus de la péninsule malaise, attirés par les opportunités de travail et les salaires plus attrayants.

Enfin, la politique libérale du gouvernement britannique favorise aussi jusque dans les années 1930 une immigration spontanée de Tamouls venus pour aider leur famille ou simplement s'enrichir. De nombreux marchands sont attirés par les perspectives commerciales. Des marchands venus de Madras s'installent à Colombo et contrôlent le commerce de gros international grâce à leurs réseaux familiaux présents à Ceylan, en Inde et dans les comptoirs britanniques d'Asie du Sud-Est. Cela permet aux Chettyar de contrôler l'importation et l'exportation des produits alimentaires de l'île Sud-asiatique. Les Nattukottai Chettyar, banquiers et financiers du Sud de l'Inde, fournissent aussi les capitaux nécessaires au développement de Colombo et des plantations de cocotiers de la côte méridionale de l'île. À Singapour, le fait que Raffles déclare le port comme lieu de libre-échange, devient très vite un important facteur d'attraction pour de nombreux commerçants déjà établis dans la région. Des marchands et commerçants de toutes origines quittent les comptoirs de Penang, Malacca ou des Indes Néerlandaises pour faire fortune à Singapour. C'est notamment le cas du marchand indien Naraina Pillai, qui quitte Penang avec Raffles pour Singapour, s'y enrichit dans le secteur du bâtiment et devient ainsi une des figures symboliques de la réussite dans

l'île. De nombreux Tamouls de Ceylan, entre 1885 et 1920, profitent aussi des solidarités familiales et communautaires des membres déjà présents en Asie du Sud-Est pour obtenir plus facilement un emploi.

Mais la crise économique des années 1930 et d'adoption par l'État colonial de mesures anti-indiennes, soutenues par les Malais en Asie du Sud-Est et par les Cingalais à Ceylan, rendent moins attractifs ces territoires pour les immigrants qui ne sont plus les bienvenus. À Colombo, l'État adopte des décrets réservant aux entrepreneurs ceylanais les activités financières et commerciales dans l'île au détriment des Indiens, comme le souligne Lamballe :

« Dans certains secteurs privés, l'État est cependant intervenu très tôt pour limiter le champ d'activité des Indiens. La création de banques et coopératives d'État, dans les années 1930 et 1940, qui supprime le monopole des Nattukottai Chettiar, jusqu'alors les seuls pourvoyeurs de fonds et dispensateurs de prêts.

La faillite de petits et moyens planteurs cinghalais provoquée par la crise de 1930 incita les banquiers indiens Chettyar à acquérir des terres et à se lancer dans des activités agricoles. La « *Land Development Ordinance* » n° 19 de 1935 limite l'ambition des Indiens en leur interdisant d'acquérir des terres de la couronne (appartenant à l'Etat). La « *Land Redemption Ordinance* » n°61 de novembre 1942 permet au gouvernement de récupérer les terres acquises par les marchands et les banquiers indiens, notamment les Nattukottai Chettiar. De plus la « *Fisheries Ordinance* » n° 24 de 1940 et l'« *Omnibus Service Licensing Ordinance* » n° 47 de 1942 réservent aux Cinghalais les pêcheries et les transports publics automobiles. La boulimie commerciale des Indiens ne peut désormais s'assouvir qu'avec de plus en plus de difficulté dans l'île, une page de l'histoire se tourne. »

(Lamballe, 1985, p. 32)

Ces mesures protectionnistes favorables aux communautés locales ferment le marché ceylanais aux entrepreneurs indiens qui se résignent à rentrer en Inde afin d'y réinvestir leurs capitaux.

Les Britanniques ont donc favorisé l'afflux de travailleurs tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour afin de servir leurs intérêts économiques. Le recrutement de cette population, considérée comme laborieuse et loyale par puissance coloniale, est privilégié pour occuper à la fois des travaux pénibles et répétitifs, ainsi que des postes nécessitant des qualifications. C'est donc une immigration tamoule de travail au niveau de qualification hétérogène qui arrive dans ces trois villes. En outre, les membres de cette communauté sont originaires de deux foyers géographiques distincts et la puissance coloniale n'a pas les mêmes desseins pour les Tamouls de Ceylan et d'Inde. La migration organisée de coolies concerne exclusivement les Tamouls indiens de basses castes alors que pour les emplois qualifiés nécessitant une bonne maîtrise de l'anglais pour travailler dans l'administration ou encadrer les ouvriers tamouls, les Britanniques encouragent des Tamouls de la classe moyenne ou supérieure ceylanaise ou indienne. Enfin, les bagnards venus de façon forcée à Singapour, les femmes venues rejoindre leur époux et les Tamouls venus spontanément pour profiter des opportunités commerciales ou tirer profit des liens de solidarités communautaires et familiales sont issus d'autant de trajectoires migratoires différentes qui expliquent l'éclatement de cette

communauté malgré le partage d'une langue maternelle commune. La dégradation de la conjoncture économique dans les années 1920 entraîne une contestation de la politique libérale en matière d'immigration de la part des populations qui se considèrent comme les habitants originels de ces trois colonies britanniques. Leur pression pour que les membres de leur communauté soient privilégiés pour les recrutements et le durcissement des politiques migratoires baisse l'attractivité et l'afflux de nouveaux immigrants tamouls étrangers dans ces trois villes. Au contraire, les Tamouls ceylanais, à Colombo, tirent profit de cette situation pour renforcer leur poids dans administration coloniale en profitant de l'éviction des personnes originaires d'Inde. Au final, l'afflux de Tamouls, venus servir les intérêts britanniques, aboutit, malgré tout, à une implantation de cette communauté dans leur terre d'accueil. Cette présence se matérialise notamment par la constitution d'ethno-territoires tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

2. L'implantation des Tamouls et l'évolution de leur répartition jusqu'à l'indépendance.

L'implantation de ces migrants de travail dans ces trois villes est conditionnée par l'activité professionnelle qu'ils occupent. La concentration de Tamouls à proximité de leur lieu de travail conduit à la constitution d'ethno-territoires. Si la ségrégation géographique des communautés asiatiques est parfois pensée par la puissance coloniale, comme c'est le cas à Singapour, elle est généralement aussi recherchée par les principaux intéressés. La concentration géographique de travailleurs tamouls est à l'origine de l'installation d'autres catégories socio-professionnelles tamoules venues vendre des produits ethniques ou proposer des services spécialisés destinés à la vie de la communauté, conférant ainsi à ces territoires une fonction de centralité minoritaire. Par la suite, les nouvelles vagues d'immigrants tamouls s'implantent souvent de préférence dans ces territoires où les membres de leur communauté sont majoritaires. En outre, les facteurs de segmentation intra-communautaire (origine géographique, ségrégation spatiale des castes pures et intouchables, origine religieuse) et les politiques migratoires adoptées par l'État colonial doivent être également pris en compte pour appréhender, dans leurs complexités, les logiques de la distribution des Tamouls dans ces villes.

A. La constitution de deux foyers de peuplement tamoul distincts à Colombo.

Le développement de la ville de Colombo est lié à l'activité croissante de son port qui est l'un des plus importants de l'empire britannique. La capitale ceylanaise se trouvant au carrefour de grandes routes maritimes (celle qui relie l'Europe à Madras en passant par Le Cap puis par le canal de Suez après son ouverture ou celle de Bombay à l'Extrême-Orient et à l'Australie, via Singapour), la ville devient le centre économique de l'île. Durant les premières années de la domination britannique, Colombo est marquée par le caractère dual de la ville coloniale avec une distinction entre la ville habitée par les Européens et sa périphérie qui abrite les communautés asiatiques comme l'explique Hulugalle :

« We are indebted to the Rev. James Cordiner and Captain Robert Percival for the best description of Colombo during the early British Period. Nine years after the Dutch were ousted the character of the city had no changed much. The fort was chiefly occupied by British residents ; the Pettah, the clean and airy residential district, by the Dutch and Portuguese and the suburbs by the Sinhalese, Tamil and Moorish population. « Including all these », writes Cordiner, « Colombo contains upwards of fifty thousand inhabitants ».

(Hulugalle, 1996, p. 25)

La description du peuplement de la cité portuaire distingue donc trois espaces : le Fort, Pettah et la périphérie de la ville européenne (« *Outer Pettah* ») qui ont des populations et des fonctions différentes. La ville coloniale regroupe les quartiers du Fort et de Pettah où vivent les populations européennes. Le Fort, depuis la conquête de Colombo par les Britanniques, est devenu le centre administratif et militaire des nouveaux maîtres de la ville qui y résident. Le quartier résidentiel de Pettah abrite les descendants des anciens colonisateurs portugais et hollandais restés sur place et qui ne sont plus autorisés à vivre dans le Fort. Enfin, ces deux quartiers européens contrastent avec la périphérie où vivent les populations asiatiques. Cette « *Outer Pettah* » est le cœur de la ville « indigène » avec ses bazars et ses quartiers spontanés.

Suite à la conquête du dernier royaume indépendant de Kandy en 1815, les Britanniques renforcent l'unification de leurs possessions dans l'île en créant un système administratif centralisé à partir de Colombo qui devient le centre politique à Ceylan. L'expansion de l'économie coloniale, l'industrialisation et l'intensification de l'activité du port au cours du XIX^{ème} siècle conduisent à une transformation de la taille de la ville et de la composition de ses habitants. En effet, le développement de la capitale est rendu possible grâce à l'arrivée de migrants venus du reste de l'île mais aussi d'Inde. Colombo, qui obtient le statut de *Municipal Council* en 1866, connaît différentes extensions au fur et à mesure de la

croissance de sa population⁹⁰. La distribution spatiale des différentes communautés dans cette ville cosmopolite évolue aussi au cours du temps comme l'attestent les cartes de la localisation des populations tamoules en 1921 (figure 5) et 1953 (figure 7).

En 1921⁹¹, la capitale compte 231 996 habitants, dont 114 600 Cingalais, 54 153 Tamouls, 39 692 Musulmans Sud asiatiques et 23 551 personnes appartiennent à une autre communauté. La part des populations considérées comme « ceylanaises⁹² » et les populations dites « immigrées⁹³ » est un autre facteur de segmentation au sein de cette société qu'il faut considérer (figure 6). La ville compte à cette date 62 523 immigrés, soit 26,9 % de la population totale. Ces immigrés représentent plus de 50 % de la population des quartiers de Pettah et Saint Paul's et plus du tiers de la population des quartiers du Fort et Galle Face, de San Sebastian et de Slave Island. Ces cinq quartiers témoignent de l'importante concentration de populations immigrées dans le nord de la ville à proximité du port (situé dans le quartier de Saint Paul's) et du principal Bazar de la capitale à Pettah. La prépondérance démographique des étrangers dans ces quartiers est indéniablement liée aux besoins de main-d'œuvre et au contrôle de ces derniers sur l'activité commerciale. La présence tamoule dans la ville est liée aux migrations économiques et explique l'hétérogénéité en termes de classe et d'origine géographique. En 1921, les Tamouls d'origine indienne sont de loin majoritaires⁹⁴. Sur les 54 153 Tamouls, 14 593 (26,9 %) sont d'origine ceylanaise alors que 39 560 (73,1 %) sont des personnes originaires d'Inde (annexe 19). L'immigration venue d'Inde concerne surtout une main-d'œuvre non qualifiée mais également des travailleurs qualifiés et des marchands alors que celle originaire du Nord de Ceylan est composée de commerçants et surtout de personnes qualifiées issues de la classe moyenne ou supérieure de Jaffna. L'analyse du poids démographique et de la répartition géographique de ces deux communautés dans les quartiers de la ville est riche d'enseignement. La communauté tamoule indienne supplante partout celle de Ceylan (figure 5). Elle représente plus d'un tiers de la population des quartiers de Saint Paul's (39,5 %) et de Pettah (32,4 %)⁹⁵ qui sont le poumon économique de la ville. Les quartiers riverains du centre économique de la ville (Kotahena South, San Sebastian et Slave Island) abritent également une importante population ouvrière tamoule indienne. Enfin, le

90. Le nombre d'habitants dans la capitale est multiplié par trois de 1881 à 1946 et passe de 110 502 à 362 074 (annexe 18).

91. Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

92. Les communautés qualifiées de « ceylanaises » : sont celles présentes avant l'arrivée des Européens dans l'île (Cingalais, Tamouls ceylanais, Musulmans ceylanais). On y ajoute les Burghers qui ont un des ancêtres appartenant à l'une des communautés précédemment citées.

93. Les communautés qualifiées d'« immigrés » en 1953 sont les Tamouls indiens, les Musulmans indiens, Malais, Européens et d'autres communautés qui ne sont pas considérées comme « fils du sol » ou Burgher.

94. Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

95. Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

quartier de Kollupitiya, dans la partie Sud de la ville, est démographiquement le deuxième foyer de peuplement des Tamouls indiens à Colombo après Saint Paul's. Il existe une grande différence dans la composition ethnique de ces deux quartiers. À Saint Paul's, les 8 862 Tamouls indiens vivent dans un environnement où ils sont majoritaires (39,5 % des habitants de Pettah) et dans lequel l'ensemble des communautés immigrées représentent plus de la moitié de la population du quartier (50,8 %)⁹⁶. Le poids prépondérant des Tamouls indiens dans ce quartier est donc lié à la proximité des docks du port et du bazar où ils sont employés pour occuper les emplois peu qualifiés. C'est donc avant tout un quartier populaire très différent du profil social de Kollupitiya. Les 4 635 Tamouls indiens vivant dans ce dernier ne représentent que 20,3 % des habitants du quartier et les communautés considérées comme ceylanaises y sont largement majoritaires (70,6 %)⁹⁷. Les Cingalais y représentent presque la moitié de la population (49,1 %) et c'est ce quartier qui abrite le plus d'Européens dans la ville (1 252 habitants) et une importante communauté burgher (1 660 habitants)⁹⁸. Situé en périphérie du centre économique de la ville, ce quartier ne favorise pas l'installation massive de populations ouvrières cingalaises ou immigrées. Au contraire, la densification de l'ancien centre historique et de sa périphérie immédiate a incité les classes moyennes et supérieures de la ville à s'en éloigner et à s'installer dans des nouveaux quartiers résidentiels où ils peuvent vivre dans un cadre plus aéré et des maisons plus spacieuses. Kollupityia semble être le quartier qui a le plus bénéficié de cet étalement urbain. La présence d'une importante communauté européenne et burgher est un indice permettant de confirmer que ce quartier est surtout habité par les classes supérieures et moyennes de la ville. Cela permet d'émettre l'hypothèse que le profil des Tamouls indiens qui vivent là est différent. Il doit être principalement composé d'Indiens travaillant dans la fonction publique coloniale et de personnels de maison ou offrant d'autres services à ces populations aisées. La prépondérance démographique des Tamouls indiens sur les Tamouls ceylanais dans le quartier peut s'expliquer par le fait qu'à cette date le poids des populations considérées comme étrangères n'est pas encore remis en cause par les Britanniques dans la fonction publique ou dans le secteur économique. Quant aux Tamouls ceylanais, ils se concentrent essentiellement dans les quartiers Nord de la ville (Saint Paul's, Kotahena South, New Bazaar ou encore Slave Island) mais leur poids démographique est supérieur à 10 % de la population du quartier que dans Saint Paul's et Kotahena South⁹⁹. Ainsi, la localisation de cette communauté semble aussi

96 Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

97 Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

98 Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

99 Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

Figure 5 : La distribution des populations tamoules à Colombo en 1921.

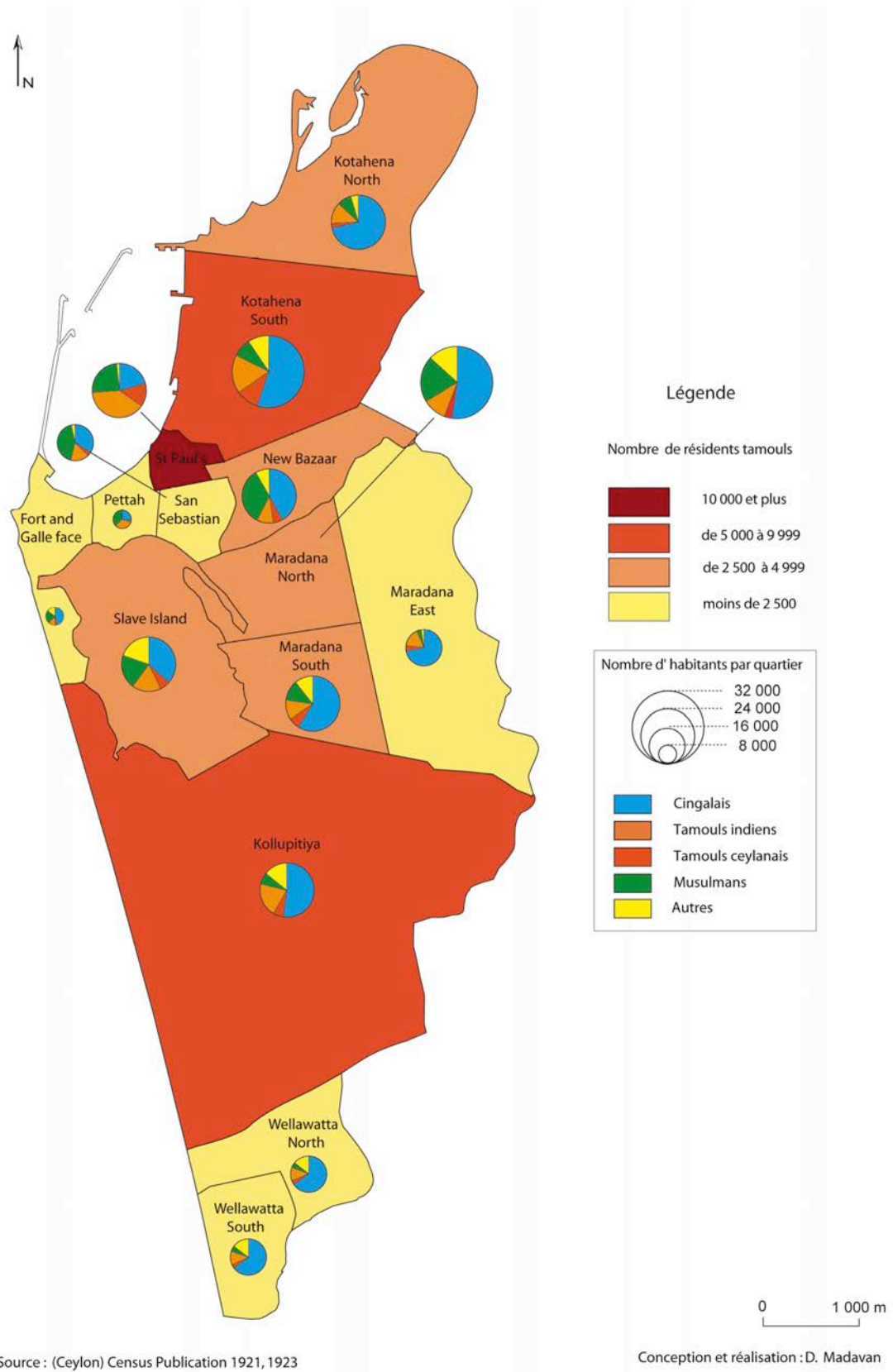
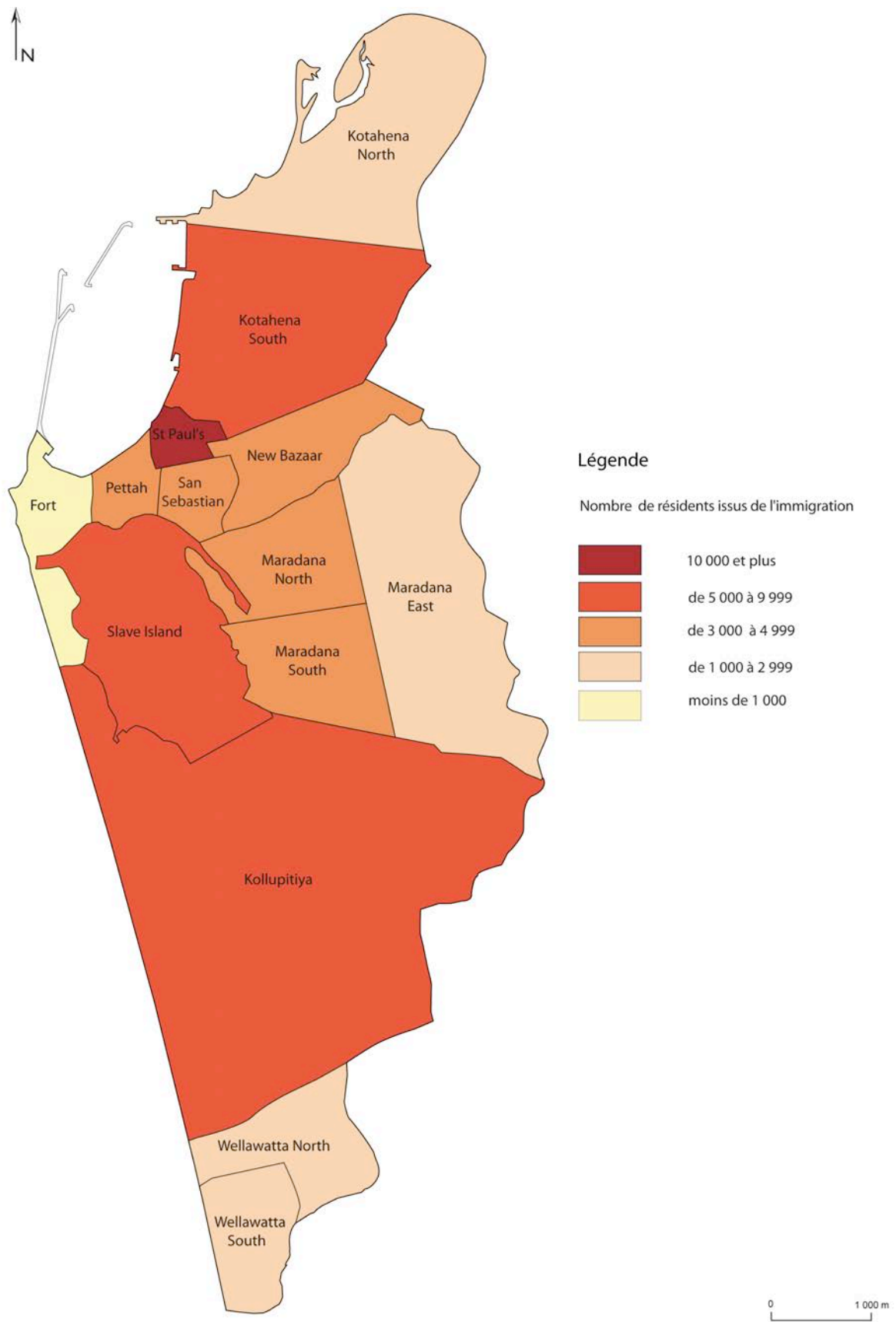


Figure 6 : La distribution des populations considérées comme immigrantes à Colombo en 1921.



Source : (Ceylon) Census Publication 1921, 1923

Conception et réalisation : D. Madavan

répondre à la nécessité de se loger près du cœur économique de la ville pour travailler comme marchands ou occuper des emplois nécessitant des compétences techniques. Dans les quartiers méridionaux de la ville, la part des Tamouls ceylanais représente en général autour de 6 % des habitants de ces quartiers. Kollupitiya, qui est le troisième quartier comptant le plus de Tamouls ceylanais (derrière Saint Paul's et Kotahena South) illustre la place particulière de cet espace dans lequel l'élite des différentes communautés s'établit de préférence. Enfin, il faut noter qu'en 1921, les deux quartiers de Wellawatta, qui viennent d'être intégrés dans le *Municipal Council*, sont des espaces qui se développent sur le modèle de Kollupitiya au vu de la composition ethnique de sa population. Si ces espaces plus récemment intégrés dans la municipalité comptent une majorité de cingalais dans sa population, l'importance démographique de la communauté burgher et celle plus relative des Européens nous révèle que la logique de peuplement de ces deux quartiers ne repose pas sur la proximité avec les centres économiques et de productions mais bien sur son éloignement. La volonté croissante chez les classes moyenne et supérieure ceylanaises de reproduire le modèle de vie des Européens explique l'attractivité de ces quartiers périphériques de Kollupitiya, où le prix du foncier est moins élevé. Enfin, il faut noter qu'à cette date, la présence des Tamouls ceylanais dans ces deux quartiers reste marginale. Ils ne représentent que 3,4 % des habitants de Wellawatta North (contre 12,1 % pour les Tamouls indiens) et 5,8 % à Wellawatta South (contre 12 % pour les Tamouls indiens)¹⁰⁰. En 1921, Wellawatta n'est donc pas encore le foyer de concentration de cette communauté qui lui vaudra par la suite le surnom de « *Little Jaffna* ».

L'analyse des premiers recensements de l'ère post-coloniale¹⁰¹ en 1953¹⁰², révèle que la situation a évolué au cours des dernières décennies de la domination britannique. En trois décennies, la ville gagne plus de 190 000 habitants. Pour faire face à cette croissance démographique la municipalité agrandit son territoire. La ville compte, en 1953, 31 quartiers alors qu'il n'en comptait que 14 en 1921. Avec l'indépendance, il est devenu plus difficile d'avoir une idée précise du poids et de la distribution de la communauté tamoule à Colombo. Le jeune État indépendant refuse de reconnaître comme ceylanaises les communautés qui ont immigré dans l'île suite à l'arrivée des Britanniques. Les autorités administratives en charge du recensement demandent à ces dernières de définir leur nationalité en fonction de la région dont sont originaires les premiers habitants de leur lignée dans l'île. Ainsi, ces étrangers se

100 . Source : Census Publication, 1923, p. 2-3.

101. Ceylan obtient son indépendance en 1948.

102. Source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.

définissent comme Européens, Indiens, Pakistanais ou comme originaires d'une autre nation. Leur appartenance ethnique n'ayant pas été demandée dans les recensements, il n'est pas possible de distinguer les Tamouls, des Malayalis ou des communautés Nord-indiennes dans le groupe ayant déclaré être de nationalité indienne.

En outre, la décision de l'État ceylanais de définir les communautés Sud-asiatiques qui ont immigré dans l'île, pendant la domination européenne, comme indiennes ou pakistanaises soulève une autre question. En effet, ne faudrait-il pas, à ce moment-là, respecter la définition de la communauté tamoule telle qu'elle est perçue dans leur pays d'origine ? Ainsi, la distinction entre Tamoul et Musulman n'a pas de sens en Inde. Dès lors, les musulmans originaires de la Présidence de Madras devraient également être intégrés dans la catégorie des Tamouls indiens et augmenter mécaniquement le poids démographique des Tamouls à Colombo. À l'inverse, les immigrants Malayalis ont souvent été assimilés et se sont assimilés aux Tamouls dans les précédents recensements. Une fois considérés comme ressortissants indiens, peut-on continuer à les classer dans la catégorie des Tamouls indiens ? Comme nous l'avons vu précédemment (chapitre 1), la catégorisation des populations par les États pose problème et il est difficile de définir qui appartient à la communauté tamoule étant donné que les critères de définitions diffèrent selon les pays et dans le temps. Il est donc difficile de comparer la distribution de la communauté tamoule dans son ensemble entre 1921 et 1953. Malgré ces limites, le poids écrasant des étrangers de nationalité indienne sur les autres¹⁰³ nous permet d'avoir des indices sur la localisation des Tamouls d'origine indienne (aussi bien hindouistes, chrétiens que musulmans) qui dominent déjà démographiquement les autres communautés Sud-asiatiques étrangères en 1921.

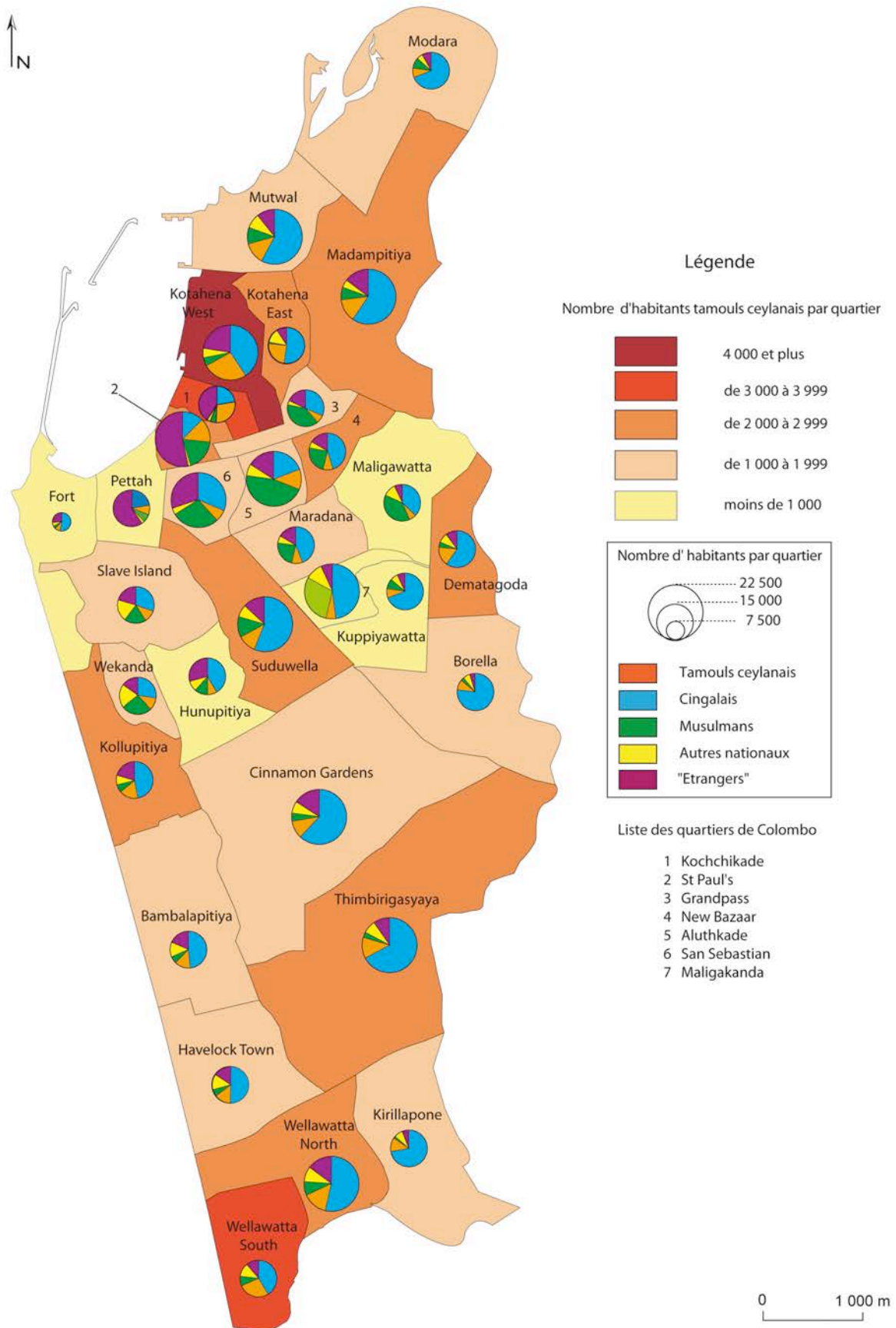
La carte de la localisation des « étrangers¹⁰⁴ » à Colombo en 1953¹⁰⁵ (figure 8) nous apprend que ces derniers sont en majorité absolue ou relative dans quatre quartiers : à Pettah (59,3 % des habitants du quartier), à Saint Paul's (53,6 % des habitants du quartier), Kochchikade (40,8 % des habitants du quartier) et San Sebastian (30,1 % des habitants du quartier). Le quartier du port et Pettah restent le principal foyer de concentration d'étrangers (en particulier de Tamouls quelle que soit leur religion) qui continuent, par leur travail, à contribuer au développement économique de la ville. Dans les quartiers périphériques du

103. Sur les 77 139 personnes recensées comme étrangères dans le *Municipal Council* de Colombo, 70 445 s'étaient déclarées comme Indiennes, 1903 comme Pakistanaises, 2 676 comme Européennes et 2 115 avaient d'autres origines (source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.)

104. Le groupe des étrangers comprend les communautés définies comme Tamouls indiens, Musulmans indiens, Européens ou d'autres communautés qui n'ont pas la nationalité ceylanaise. Par contre les Burghers et les Malais sont considérés comme Ceylanais par État.

105. Source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.

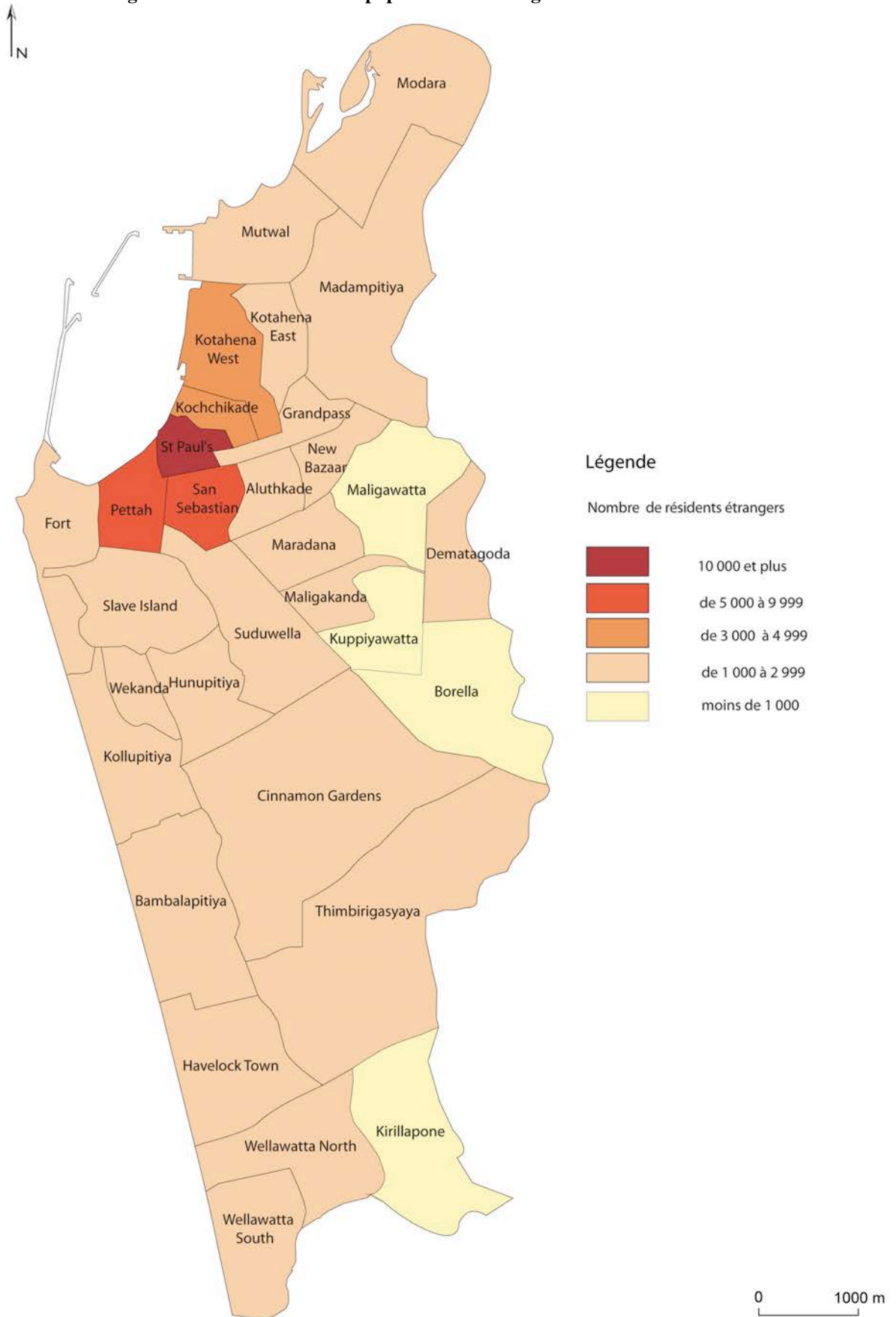
Figure 7 : La distribution des Tamouls ceylanais à Colombo en 1953.



Source : Census of Ceylon 1953, 1958

Conception et réalisation : D. Madavan

Figure 8 : La distribution des populations « étrangères » à Colombo en 1953.



Source : Census of Ceylon 1953, 1958

Conception et réalisation : D. Madavan

Nord et de l'Est, la part des étrangers est plus marginale et ne dépasse pas, à quelques exceptions, 11 % de la population totale du quartier. Dans les quartiers du Sud-Ouest, qui correspondent aux lieux de résidence des classes moyenne et supérieure de la ville, la part des étrangers dépasse au contraire assez largement les 11 %. Les recensements de 1953¹⁰⁶ révèlent surtout la ceylanisation de la capitale (tableau 2). Les communautés considérées comme « fils du sol » en 1921¹⁰⁷ représentent 73,1 % des habitants de la ville alors que les communautés ceylanaises¹⁰⁸ rassemblent 91,8 % des résidents de Colombo en 1953. Si l'on retire la part des Malais (2,9 %) et « Autres » (1 %) qui n'étaient pas comptabilisés « comme fils du sol » en 1921, afin de ne pas biaiser la comparaison entre ces deux dates, la part des communautés considérées comme « fils du sol » s'élève tout de même à 87,9 % en 1953. Si les quatre principaux groupes ceylanais voient leur population croître de 1921 à 1953, les Tamouls ceylanais sont les seuls dont la part par rapport à la population totale de la ville augmente significativement (annexes 18 et 19). En effet, alors que le pourcentage des Cingalais dans la population de Colombo baisse de 2,3 %, celui des Burghers diminue de 2,5 %, celui des Tamouls ceylanais augmente au contraire de 6,7 %, contre seulement 2,9 % pour les Musulmans ceylanais. La croissance démographique des Tamouls ceylanais à Colombo s'explique par la politique de l'État impérial puis celle de l'État post-colonial de privilégier un recrutement ceylanais dans la fonction publique et d'adopter des décrets réservant aux entrepreneurs ceylanais les activités financières et commerciales dans l'île au détriment des Indiens. Les Tamouls ceylanais bénéficient de ces mesures pour accéder aux emplois qualifiés dans l'administration coloniale.

Tableau 2 : Évolution des populations dites ceylanaises entre 1921 et 1953.

	Cingalais	Tamouls ceylanais	Musulmans ceylanais	Burghers	Malais	Autres
1921 (% de la population totale de la ville)	114 600 49,4 %	14 593 6,3 %	25 417 11 %	14 863 6,4 %	14 275 6,2 %	/
1953 (% de la population totale de la ville)	199 377 47,1 %	55 153 13 %	58 807 13,9 %	16 533 3,9 %	12 124 2,9 %	4 348 1 %

Sources : Census Publication, 1923, pp. 2-3 et Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-28.

106. Source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.

107. Les Malais ne sont pas inclus au contraire des Burghers.

108. Les Malais sont inclus dans cette catégorie.

La distribution des membres de cette communauté dans la ville et leur poids démographique dans ces quartiers ont également en partie évolué depuis 1921. En 1953¹⁰⁹, les quartiers Nord de Kotahena West, Kotahena East, Kochchikade, Madampitiya et Saint Paul's constituent le principal foyer de concentration de cette communauté (figure 7). Les Tamouls ceylanais supplantant même en nombre les Cingalais et les Musulmans ceylanais dans les quartiers de Kochchikade et de Saint Paul's. L'attractivité de ces espaces s'explique par la proximité avec le centre qui cumule les fonctions de centre administratif et commercial. Ils constituent aussi un carrefour d'échange pour les échanges nationaux et internationaux. Les quartiers Sud de la ville ont connu entre les deux recensements une forte croissance de la part des Tamouls ceylanais. Ces derniers représentent plus de 10 % des habitants dans ces quartiers. C'est dans cette partie de la ville, comme à Cinnamon Gardens, que l'élite tamoule jaffnaise s'installe, au coté des classes supérieures cingalaises et burghers, pour constituer un espace commun de vie pour les membres de la bourgeoisie de Colombo quelque soit leur appartenance ethnique. Parmi tous les quartiers du Sud, ceux de Wellawatta North et surtout de Wellawatta South (le deuxième quartier où se concentrent le plus de Tamouls ceylanais avec 3 894 individus) apparaissent comme un nouveau centre de concentration de cette communauté. Ces derniers représentant même 27,2 % des habitants de Wellawatta South. Ainsi, les quartiers Nord, autour du centre économique de Colombo (le port et Pettah), sont ceux dans lesquels la présence cingalaise est la plus faible dans la ville alors qu'au contraire les populations étrangères, en particulier tamoulophones, y sont encore très nombreuses. Si le poids des Musulmans ceylanais reste important dans certains quartiers de cet espace (Grandpass, New Bazaar, Aluthkade et San Sebastian), les migrants tamouls ceylanais ont continué à s'installer en nombre dans cette partie de la ville. Dans les quartiers du Sud qui sont majoritairement peuplés par des Cingalais, les Tamouls ceylanais constituent désormais la principale minorité. En outre, à la différence de 1921, un mouvement de concentration de Tamouls ceylanais s'opère en particulier à Wellawatta South où cette communauté représente plus d'un quart des habitants de la ville. Si Kotahena West demeure le quartier qui compte le plus de membres de cette communauté¹¹⁰, Wellawatta est par contre celui dans lequel le pourcentage de Tamouls ceylanais par rapport à la population totale du quartier est de loin le plus important¹¹¹. Le poids démographique ne suffit tout de même pas justifier à lui seul le fait que Wellawatta ait été adopté et reconnu comme l'espace vitrine de la culture tamoule jaffnaise à Colombo. La

109. Source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.

110. Kotahena compte 4 327 Tamouls ceylanais contre 3 894 à Wellawatta South.

111. Source : Ceylon Department of Census and Statistics, 1953, pp. 23-24 et pp. 27-28.

différence du profil socio-économique des habitants vivant à Wellawatta et à Kotahena West (ou encore à Kochchikade) est pour beaucoup dans le choix du premier comme le « *Little Jaffna* » de la ville. Dans les quartiers Nord, la communauté tamoule ceylanaise cohabite avec des Tamouls originaires d'Inde qui travaillent comme marchands mais surtout comme ouvriers ou hommes d'entretien. Les membres les plus populaires de cette communauté appartiennent à de basses castes et ont reçu peu d'éducation. À l'inverse, les Tamouls ceylanais, originaires de la région septentrionale de l'île (Jaffna) sont issus de classes moyenne ou supérieure et appartiennent notamment à la haute caste des Vellalar. L'absence de ces populations d'origine indienne, prolétaires et de basses castes, à Wellawatta à cause de sa localisation en périphérie du centre économique de Colombo est un facteur explicatif plus important de la valorisation de ce territoire comme Jaffnais. En effet, bien que Wellawatta soit à majorité peuplée de Cingalais, les Tamouls ceylanais souhaitent surtout marquer leur distanciation par rapport à la culture et à la situation socio-économique des Tamouls indiens les plus pauvres. À l'inverse, les quartiers du Nord (comme Kotahena, Kochchikade ou Saint Paul's) sont présentés de façon caricaturale comme un foyer de concentration tamoule indien et souvent déprécié à ce titre par les Tamouls ceylanais. Cette situation peut paraître quelque peu paradoxale car à l'inverse du Sud de la ville (Wellawatta South compris), dans la majorité des quartiers septentrionaux de Colombo les Cingalais sont minoritaires au profit des Tamouls (Ceylanais et Indiens confondus) et les locuteurs de langue maternelle tamoule, en incluant les Musulmans, sont largement majoritaires dans cette partie de la ville. D'ailleurs, le nombre de Tamouls ceylanais vivant dans le Nord est plus important que dans le Sud. C'est donc bien la volonté de distanciation avec une communauté jugée inférieure qui a amené les Tamouls ceylanais à qualifier Wellawatta comme leur « *Little Jaffna* » et à le distinguer des quartiers tamouls plus populaires mais dans lesquels de nombreux Jaffnais s'installent pourtant également.

L'hétérogénéité de la communauté tamoule à Colombo se retrouve dès l'époque coloniale dans la géographie de sa distribution avec l'émergence de différents quartiers avec une forte concentration de cette population. Les communautés tamoules, principalement indiennes dans les premiers temps, sont venues offrir leur force de travail à la puissance coloniale. Ces immigrants se sont d'abord concentrés dans le Nord près du centre économique de la ville, près du port et de Pettah, à proximité de leur lieu de travail. La croissance démographique de la ville et la densification du centre de Colombo poussent les Européens, suivis par les Burghers et les classes aisées des communautés asiatiques, à s'éloigner du centre et de s'installer dans la partie méridionale de la ville pour y avoir un meilleur cadre de

vie. Par la suite, la politique de l'État impérial d'arrêter le recrutement d'étrangers dans la fonction publique et de limiter le poids dans les activités financières et commerciales dans l'île joue en faveur des communautés ceylanaises à Colombo et tout particulièrement aux Tamouls ceylanais qui sont recrutés de façon privilégiée. Le poids démographique de cette minorité s'accroît dans la ville aussi bien au Nord qu'au Sud. L'affirmation de la présence de sa présence se traduit également par la constitution d'un « *Little Jaffna* » à Wellawatta qui est présenté comme le foyer de peuplement Tamoul ceylanais à Colombo, bien distinct du principal foyer de concentration Tamoul dans le Nord, près du port et de Pettah, dans lequel les Tamouls d'origine indienne de basses castes sont majoritaires. À la différence de Sri Lanka, dans les villes Sud-Est asiatiques les communautés tamoules, qu'elles soient ceylanaise ou indienne, sont toutes deux immigrés et évoluent dans un environnement allogène dans lequel les communautés sud asiatiques sont largement minoritaires. Dans le cas de Singapour, le gouvernement britannique favorise une ségrégation géographique des communautés culturelles asiatiques.

B. Ségrégation géographique des communautés à Singapour.

C'est la volonté d'un homme qui assure à la Grande-Bretagne un rôle éminent dans la région grâce à la création d'un nouveau comptoir commercial. Sir Stamford Raffles, agent de la compagnie des Indes orientales britannique et ancien gouverneur de Java, part en effet avec un détachement du 20^e régiment de *Sepoys* (artillerie du Bengale) à la recherche d'une meilleure escale pour les navires marchands britanniques dans le détroit de Malacca. Le 28 janvier 1819, il débarque sur l'île de Singapour, alors sous la domination du sultan de Johore. Le site présente aux yeux de Raffles un grand atout. L'île occupe une position abritée à l'extrémité méridionale de la péninsule malaise et du détroit de Malacca qui peut empêcher la pénétration hollandaise et assurer ainsi la libre circulation des navires britanniques. Raffles obtient du sultan de Johore le droit d'établir un comptoir commercial dans la plus grande île à la pointe de la péninsule malaise. Dès 1819, Raffles lance d'importants travaux d'aménagement des rives de l'estuaire de la rivière Singapour pour créer son port. En outre, il dresse un plan de la ville (figure 9) qui établit les directives de zonage des quartiers par fonction et activité. Raffles est très soucieux de la localisation des espaces administratifs et commerciaux. La partie centrale de cette ville, au nord de la rivière Singapour, est réservée aux édifices publics et aux besoins militaires. Le gouvernement réussit enfin à constituer un

centre marchand très dynamique avec une zone d'entrepôts à usage marchand à South Boat Quay et à Commercial Centre.

Singapour ne comptant qu'à peine mille¹¹² habitants à l'arrivée des Britanniques, son développement en tant que comptoir commercial n'est possible que par l'afflux de main-d'œuvre extérieure. Parmi les immigrants qui débarquèrent dans l'île, trois foyers d'émissions se distinguent particulièrement : un premier du Nord (des provinces chinoises), un deuxième de l'Ouest (du sous-continent indien) et un autre du Sud (des Indes néerlandaises). Dans son plan Raffles (figure 9) prend aussi grand soin d'attribuer pour chaque communauté un *kampung* (ou village) bien distinct. Pour le fondateur de la ville, la ségrégation géographique des communautés est le seul moyen d'éviter des tensions entre des populations trop différentes pour vivre ensemble et qui constitueraient une grande menace pour le bon déroulement des activités commerciales dans l'île. De plus, ces villages sont amenés pour Raffles à se développer grâce à l'arrivée de nouveaux immigrants asiatiques. Il réserve ainsi le site de la plaine de Rochor pour la ville européenne entre le secteur du gouvernement et le quartier arabe. Toute la rive Sud au delà de Boat Quay et de Commercial Square sont attribués au quartier chinois. Les gens du sultan de Johore (les Malais) reçoivent, après la cession de l'île, un terrain au nord-est de la ville européenne. Les Sud-asiatiques, qui sont à l'époque surtout des Tamouls musulmans du sud de l'Inde, se sont eux fixés sur un terrain nommé Chulia Kampung, sur la rive Sud, en amont de la rivière Singapour.

La carte de la distribution des Tamouls en 1957 à Singapour (figure 10), produite à partir du dernier recensement réalisé par la puissance coloniale¹¹³, permet de se faire une première idée de leur poids dans l'île avant son indépendance en 1965. Cette communauté de 81 682 individus ne représente alors que 5,6 % des habitants du comptoir commercial. Malgré la faible superficie du territoire, la répartition des Tamouls y est très inégale. La très grande majorité des Tamouls (69,1 %) vit en effet dans la ville de Singapour. Les districts de Serangoon (14,8 %) et celui de Katong (10,7 %) ont une population tamoule significative alors que leur présence est marginale dans les îles du Sud et dans les districts situés dans la partie orientale de l'île principale (Jurong et Bukit Pajang), avec moins de 4 % des membres de cette communauté qui y vivent. La carte de répartition de la population à Singapour en 1957 de De Koninck (2006) permet d'expliquer ces contrastes de peuplement (figure 11). En 1957, les trois quarts de la population de l'île, qui compte alors plus de 1,4 million

112. Source : De Koninck, 2006, p.22

113. Source : Singapore Department of Statistics, 1959. Primary release n° 3.

d'habitants, se concentrent au centre ville à moins de 8 kilomètres de l'embouchure de la rivière Singapour. Cette forte densité est liée à la concentration des activités économiques sur une faible portion du territoire. Il n'est donc pas étonnant que près de 70 % des Tamouls vivent dans la ville de Singapour.

Figure 9 : Le plan de Raffles de la ville de Singapour en 1922.

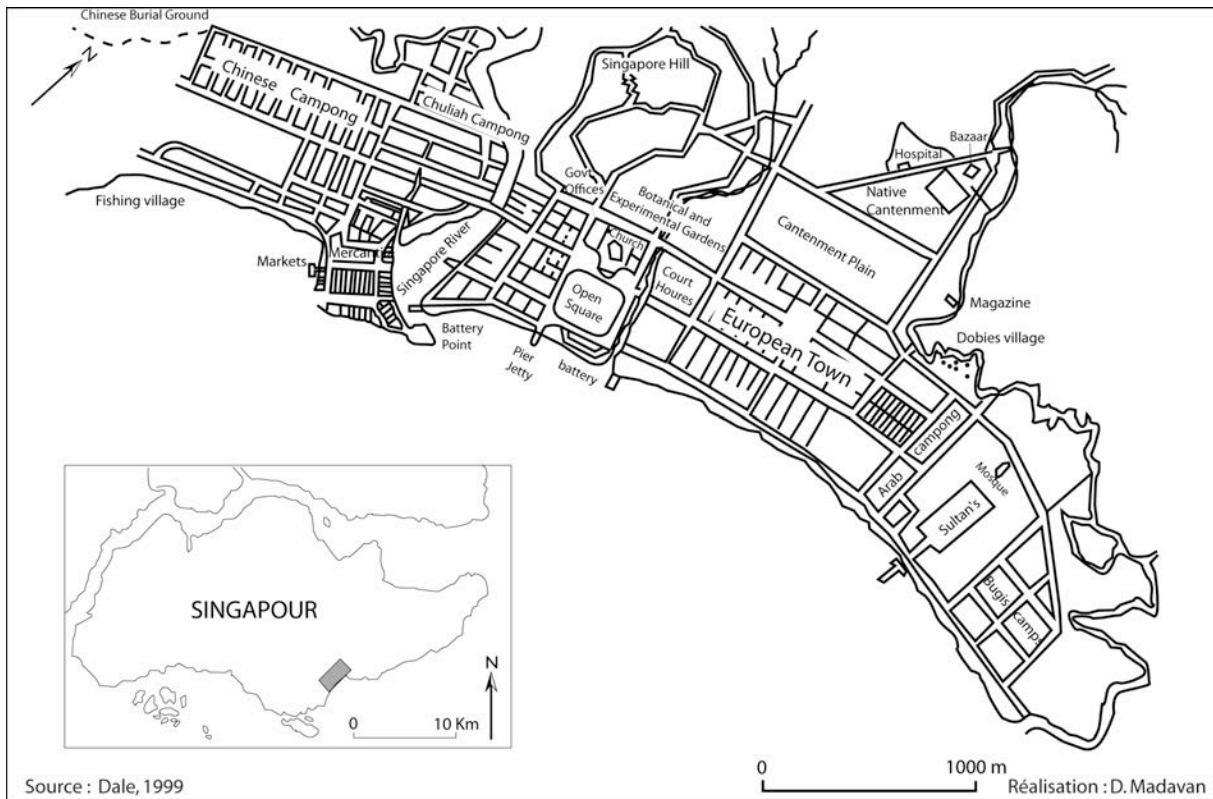


Figure 10 : La distribution des Tamouls à Singapour en 1957.

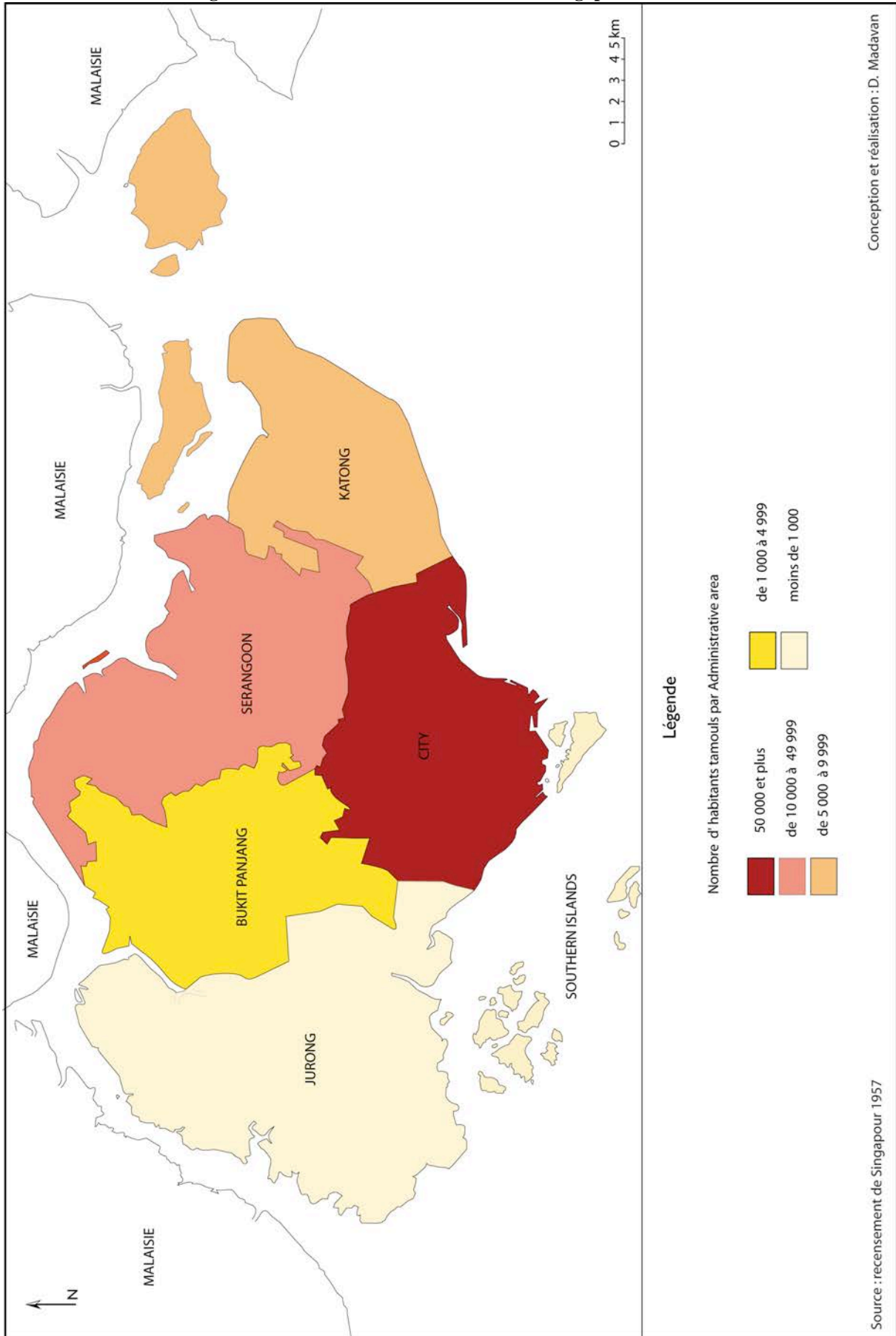
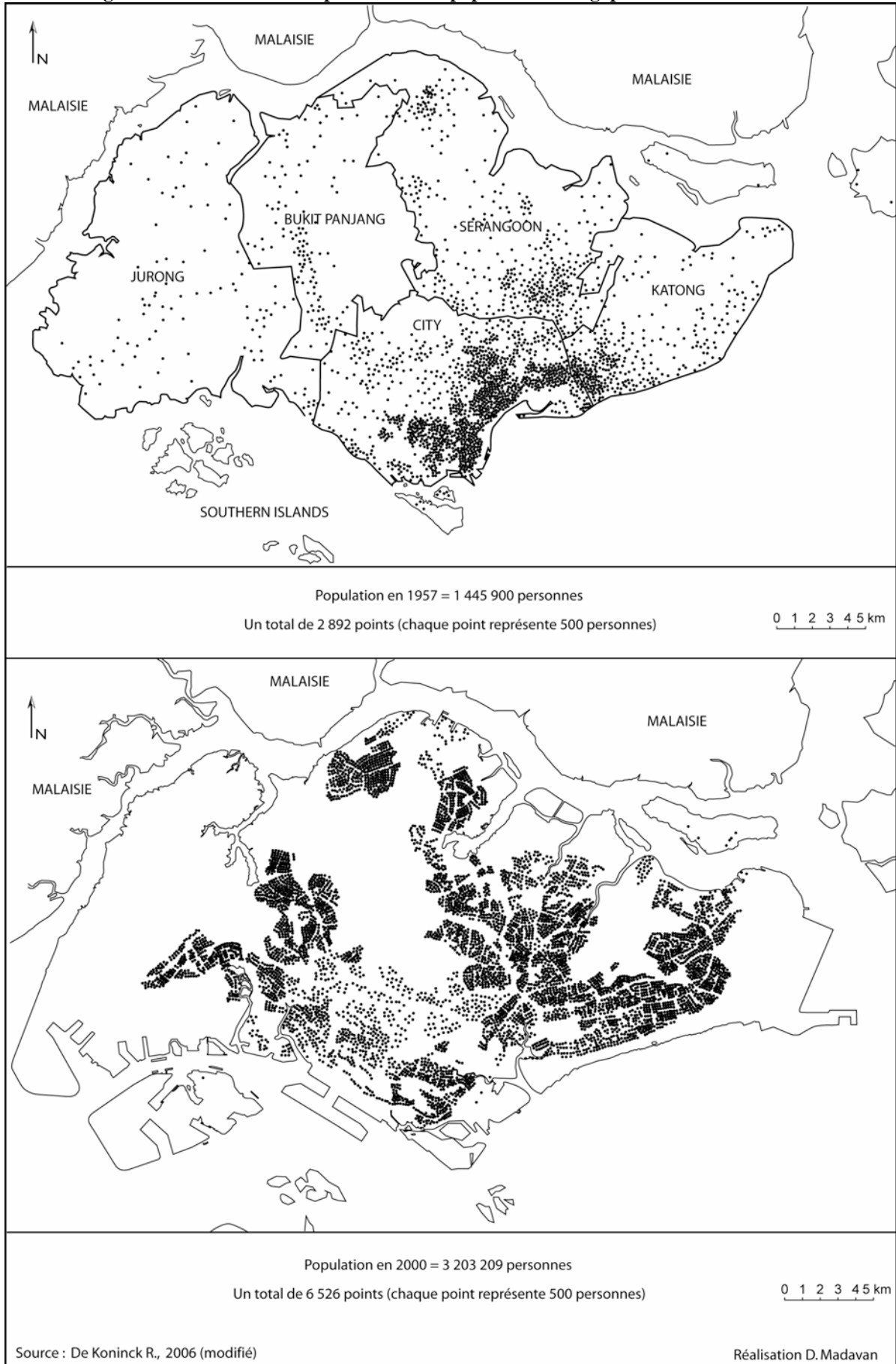


Figure 11 : La carte de la répartition de la population à Singapour en 1957 et en 2000.



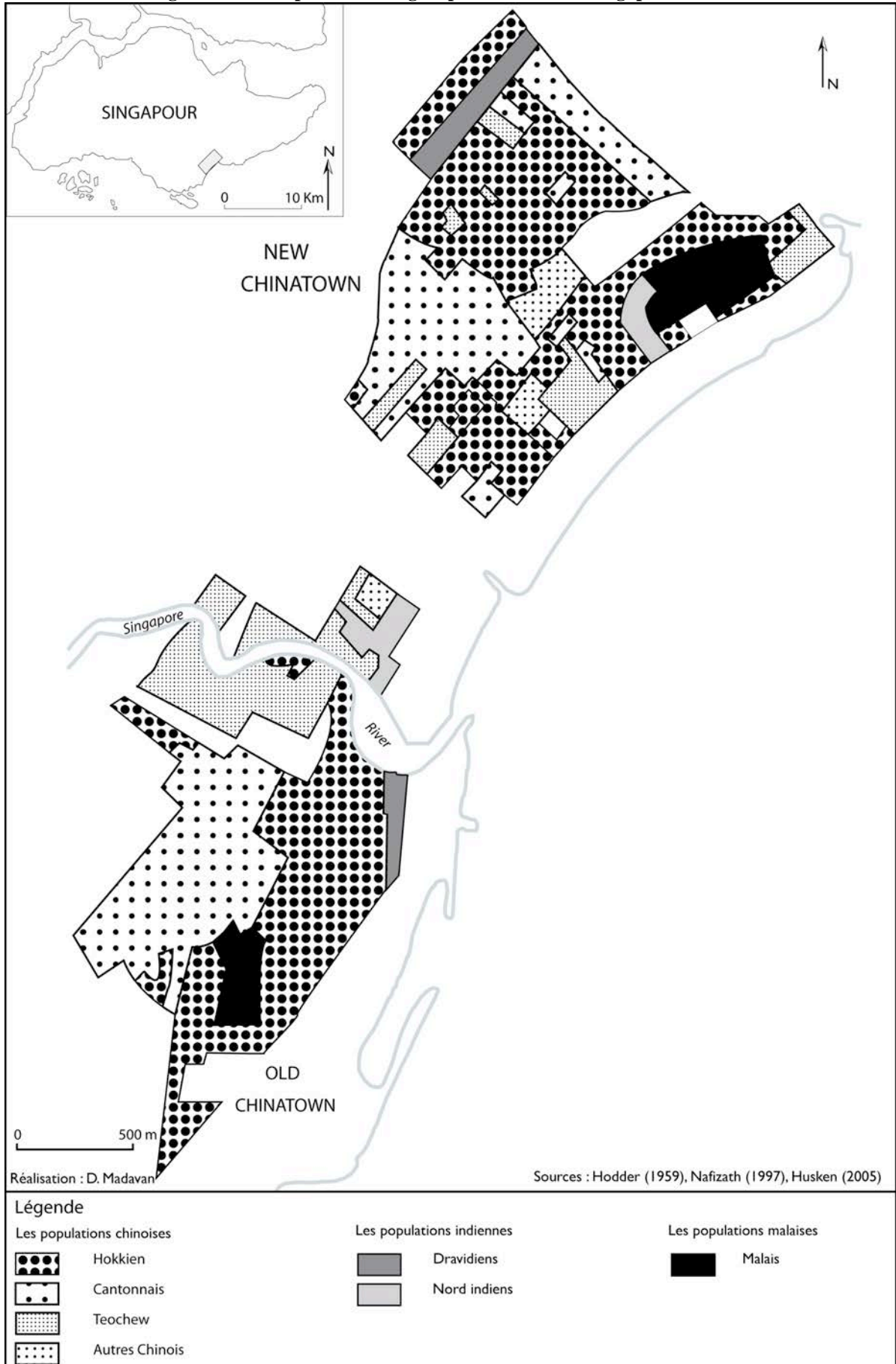
En outre, la spécialisation des différentes communautés sud-asiatiques dans certaines branches d'activités économiques et leur particularisme culturel favorise la dissémination de leur localisation (figure 12). Ainsi, si les marchands indiens se concentrent tous en centre ville, chaque communauté ethnique se distingue géographiquement. Les marchands Tamouls musulmans (ou *Chuliah*) à l'amont de la rivière Singapour, les autres marchands et financiers d'Inde du Sud dans les environs de Market street, les commerçants d'Inde du Nord se concentrant sur High Street alors que les Gujeratis musulmans se localisent à l'est de la rivière Singapour près de Arab Street. Le quartier de Serangoon Road rassemble surtout des Tamouls qui vivent de l'élevage bovin et de la vente de lait. Les autres concentrations indiennes, en dehors du centre (dans les districts de Serangoon et de Katong), sont liées à l'industrie du transport (gare de chemin de fer de Tanjong Pagar ou docks de Keppel) ou à la présence de bases militaires (Yew Tee, Nee Soon, Chang Pong, Jahan Kayu ou Kochu Keralam). Bien que le poids démographique des Tamouls soit faible comparé à la population totale vivant à Singapour, le choix des Britanniques d'employer les communautés issues de différents foyers géographiques dans des secteurs d'activités bien distincts favorise la concentration des Tamouls près des docks, des principales gares et les bases militaires qui les recrutent massivement.

L'inscription territoriale des Tamouls à Singapour est donc influencée à la fois par la volonté de l'État colonial de ségréguer les différentes communautés culturelles de l'île et la surreprésentation des membres de cette communauté dans certains secteurs d'activités qui favorisent leur concentration près des espaces d'implantation de ces dernières. Si les Britanniques n'organisent pas une ségrégation géographique des communautés à Kuala Lumpur, le recrutement massif d'ouvriers Tamouls indiens pour la construction des chemins de fer est à l'origine de la constitution de quartiers tamouls près des principaux ateliers ferroviaires.

C. Constitution des quartiers tamouls autour des ateliers de chemin de fer à Kuala Lumpur.

Kuala Lumpur est une ville née, au milieu du XIX^{ème} siècle, suite à l'exploitation par les immigrants chinois des gisements miniers. Les Chinois jouent un rôle important dans le développement de Kuala Lumpur. Dès le début de l'histoire de la ville, les dirigeants malais de l'État de Selangor accordent presque tous les pouvoirs administratifs au plus puissant chinois, Yap Ah Loy, et lui confèrent le titre de « *Kapitan China* ». Jusqu'à la fin du XIX^{ème}

Figure 12 : La répartition des groupes dialectaux à Singapour en 1952.



siècle, la ville est surtout peuplée par des mineurs chinois.

L'absence d'administration et donc de règle pour occuper les terrains, dans les premières années, permet aux ouvriers chinois d'ériger des logements de fortune près de leur lieu de travail. Ces installations sont souvent temporaires car les ouvriers déménagent en fonction des opportunités de travail qui se présentent. Lorsque que leur lieu de travail change, ils déménagent pour s'en rapprocher. Du coup, les premiers habitants sont plus des squatters qui rebâtissent leur logement au fil de leurs besoins. Le transfert de la capitale de l'État de Selangor, de Klang à Kuala Lumpur, en 1880 et la nomination d'un premier administrateur européen permanent assurent définitivement la pérennité de la ville indépendamment de l'activité minière.

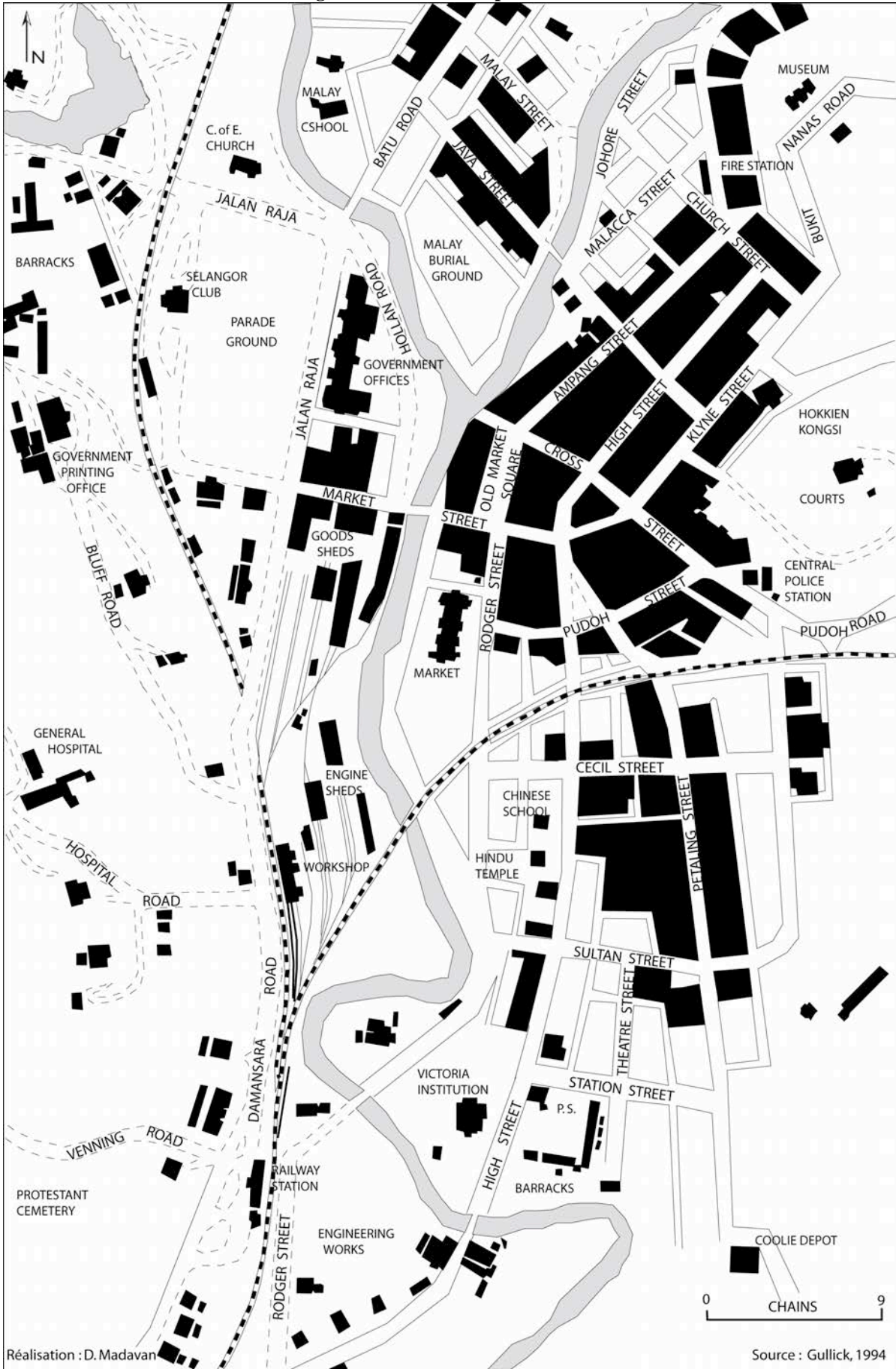
L'installation du pouvoir impérial est à l'origine de la présence tamoule dans la ville. Trente Tamouls ceylanais accompagnent les Britanniques pour les assister dans l'administration. Ces Ceylanais s'établissent autour de Scott Road (Jalan Tun Sambanthan 2) et leur concentration dans l'espace est à l'origine du surnom donné à cet espace de « *Sinnayalpanam* » (ou *Little Jaffna* en tamoul). La description par Pao-Chun de la localisation des différentes communautés dans Kuala Lumpur en 1884 (figure 13) souligne également que l'arrivée de cette nouvelle communauté se traduit spatialement par la constitution d'un petit quartier tamoul :

« A rough census, held in 1884, estimated the population of Kuala Lumpur to be 4,054. Much of the early development of the town occurred along the east bank of the Klang/Gombak rivers. While to the north of Jalan Tun Perak (originally known as Java Street and later as Mountbatten Road) lay the Sumatran Malay quarter of the town, the area to the south was the main Chinese quarter. An Indian quarter, modest in size, grew up to the south of Jalan bandar (High Street), where one can still find the recently rebuilt Sri Maha Mariamman temple, and the Madras Theatre. At a later date the early Malay and Indian quarters of the city were acquired by the economically sophisticated Chinese. »

(Pao-Chun, 1967, p. 1)

Mais c'est surtout avec le développement du chemin de fer et l'exploitation de l'hévéa après 1905 que la ville connaît un important afflux de populations indiennes. Pour assurer la construction des chemins de fer et des routes, la puissance coloniale fait appel à des travailleurs tamouls qui s'installent durablement dans la ville. Dès lors, il n'est pas étonnant que les fortes concentrations de populations indiennes (et surtout tamoules) correspondent aux principales gares et ateliers de chemin de fer dont les deux plus importants se trouvent à Brickfields et à Sentul. Par la suite, les nouvelles vagues d'immigrants tamouls s'implantent de préférence dans ces territoires où les membres de leur communauté se sont déjà établis. C'est ce qu'explique Sidhu :

Figure 13 : Kuala Lumpur en 1895.



« Two general factors appear to have strengthened ethnic segregation. First, near all the new arrivals had virtually no knowledge of the local language and could only understand their own mother tongues. They thus sought those areas within the city which housed people of the same ethnic group. This consequently led to a voluntary form of segregation. Secondly, there were others-employed in government service- who were brought mainly from India and Ceylon on contract, and as such had no choice whatsoever in selecting either the town or neighbourhood to which they were posted. They created an involuntary form of residential segregation on ethnic lines. »

(Sidhu, 1978, p. 10)

La recherche de repères culturels et de liens de solidarité communautaire par les néo-arrivants renforce la ségrégation ethnique des communautés à Kuala Lumpur. Dans le même temps, la présence d'une importante communauté tamoule dans ces territoires favorise l'afflux spontanée d'autres membres de la communauté comme l'explique Sandhu :

« Parralleling...[the] flow of labourers, there was also a comparatively smaller but continuous stream of Indian clerks, teachers, petty entrepreneurs, tradesmen, merchants and such like who found increase scope in Malaya catering for the special needs of their countrymen and in many other fields. This latter movement continued long after labour [e] migration was stopped by the Indian government just before World War II, but in a gradually decreasing volume following immigration restriction imposed by the Malayan government in the post-war period. »

(Walker, 1994, p. 12)

La concentration de Tamouls dans ces deux quartiers est à l'origine de l'installation d'autres catégories socio-professionnelles tamoules venues vendre des produits ethniques (marchands, bijoutiers) ou proposer des services spécialisés destinés à la personne (barbiers, laveurs de linge, etc.) et à la vie de la communauté (prêtres). Le développement de cette fonction commerciale et de service renforce le caractère ethnique de ces territoires.

En outre, à l'origine, l'installation des Tamouls dans ces quartiers n'est pas organisée et régulée. Cela a favorisé le développement d'habitats spontanés et de squats comme l'explique Pao-Chun :

« The arrival of Indians, associated with the railway development in the late nineteenth century, also contributed to the squatter problem. In the early stages of railroad construction, railway quarters were almost inexistent and most workers constructed temporary structures along the railway line. Even the construction of railway housing at a later date did not altogether solve the problem of squatting. Upon retirement, when forced to vacate their quarters in the 'railway coolie lines', many of them who did not return to India but chose to stay in the Peninsula usually became squatters. The largest of such squatter colonies sprang up in two areas in Kuala Lumpur where the main railway workshops were located, namely Brickfields and Sentul. »

(Pao-Chun, 1967, p. 64)

Le manque d'infrastructures pour héberger les ouvriers et l'arrivée continue de nouvelles vagues d'immigrants renforcent le problème de logement dans ces quartiers communautaires. Seule la construction de maisons avec des matériaux de récupération permet à ces populations de s'installer sans aucun titre dans ces quartiers, renforçant par la même leur caractère spontané. La volonté des cheminots tamouls retraités de rester à tout prix dans le quartier où

ils ont tissé des liens sociaux et de solidarité témoigne de l'ancrage territorial d'une partie de ces ouvriers indiens. Par ailleurs, la grande dépression des années 1930, qui entraîne la fermeture des plantations d'hévéas, pousse des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles tamouls des zones rurales à retourner en Inde alors que d'autres décident de venir s'installer dans les quartiers spontanés de Kuala Lumpur et de sa périphérie. Le même phénomène se répète lors de l'occupation japonaise lorsque la production d'étain et de caoutchouc devient presque invendable à cause de la guerre. L'élargissement des limites de Kuala Lumpur (figure 14) finit par intégrer plusieurs de ces colonies de squatters qui sont en périphérie dans la ville. Ces populations qui n'ont nulle part où aller sont tolérées par les autorités.

La répartition des populations indiennes dans les *divisional areas* de Kuala Lumpur en 1947 (figure 15) souligne l'existence de deux principales zones de concentration Sud-asiatique (dans lesquels les Tamouls sont majoritaires) : au Nord, autour des quartiers de Sentul Pasar et de Kasipillay, et au Sud-Ouest, autour des quartiers de Bangsar et Brickfields. Ces territoires qui ont acquis au fil du temps une fonction de centralité minoritaire, avec l'établissement des services communautaires (économiques, culturels ou religieux), sont ceux dans lesquels le poids démographique des Indiens (et des Tamouls en particulier) est le plus important.

Dans les trois cas étudiés, le choix des Britanniques d'employer les Tamouls dans des secteurs d'activité qui nécessitent une importante main-d'œuvre peu qualifiée favorise leur concentration dans ces villes près des docks, des principales gares ou encore les bases militaires. L'implantation des Tamouls à proximité de leur lieu de travail conduit à la constitution d'ethno-territoires grâce au développement de fonctions commerciales ou de services pour la communauté et l'établissement des nouvelles vagues d'immigrants tamouls dans ces quartiers. En outre, les facteurs de segmentation intra-communautaire comme l'origine socio-culturelle et les politiques migratoires adoptées par l'État colonial ont également une influence sur la distribution spatiale des Tamouls dans ces villes. À Colombo, la politique de l'État impérial d'arrêter le recrutement d'étrangers dans la fonction publique et de limiter leur poids dans les activités financières et commerciales joue en faveur des communautés de Tamouls ceylanais. L'affirmation de la présence de cette minorité est marquée par leur distanciation par rapport à la culture et à la situation socio-économique des Tamouls indiens les plus pauvres avec la constitution d'un nouveau quartier tamoul dans la ville. Le « *Little Jaffna* » de Wellawatta est présenté comme le foyer de peuplement tamoul

Figure 14 : Extension des limites de Kuala Lumpur depuis 1895.

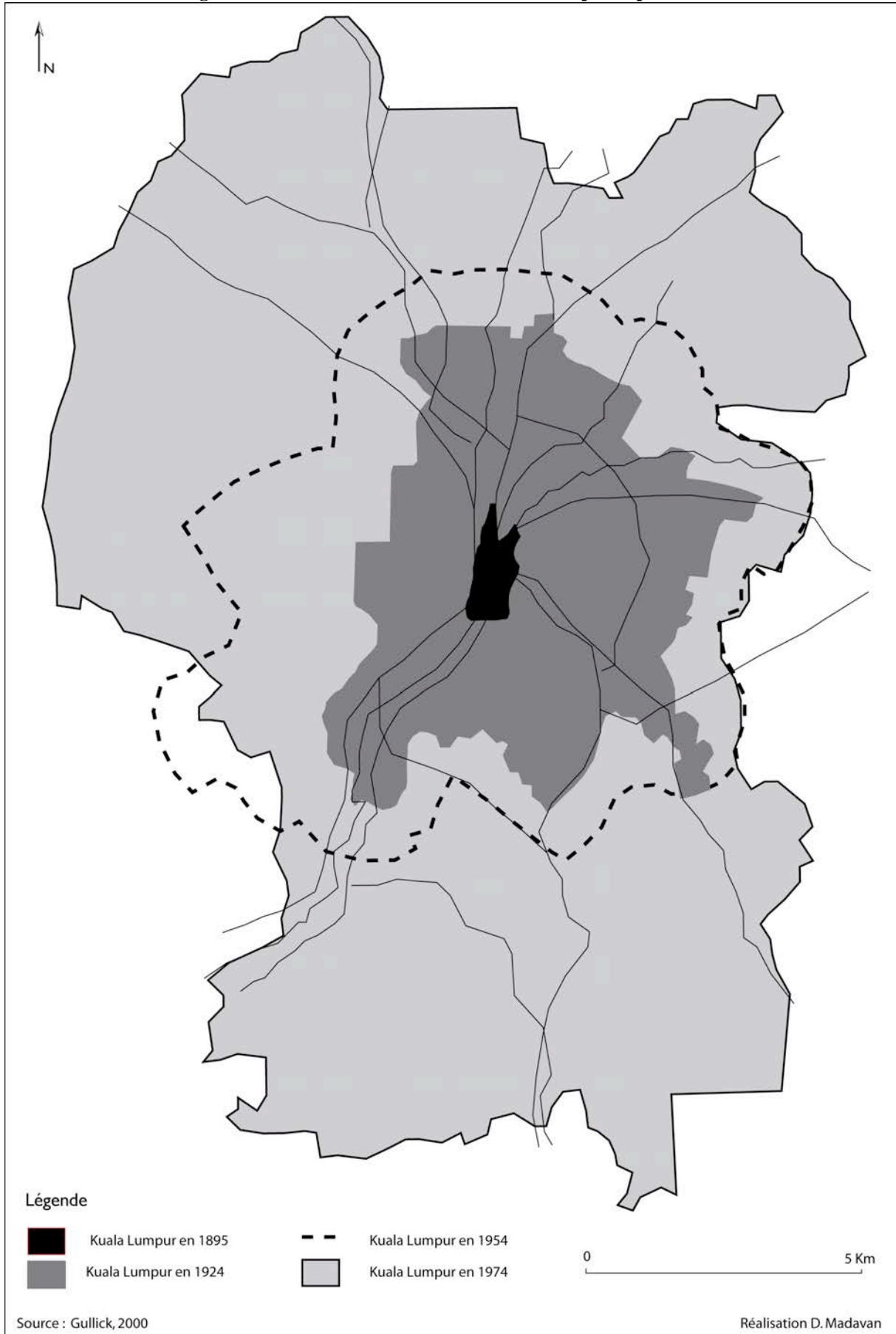
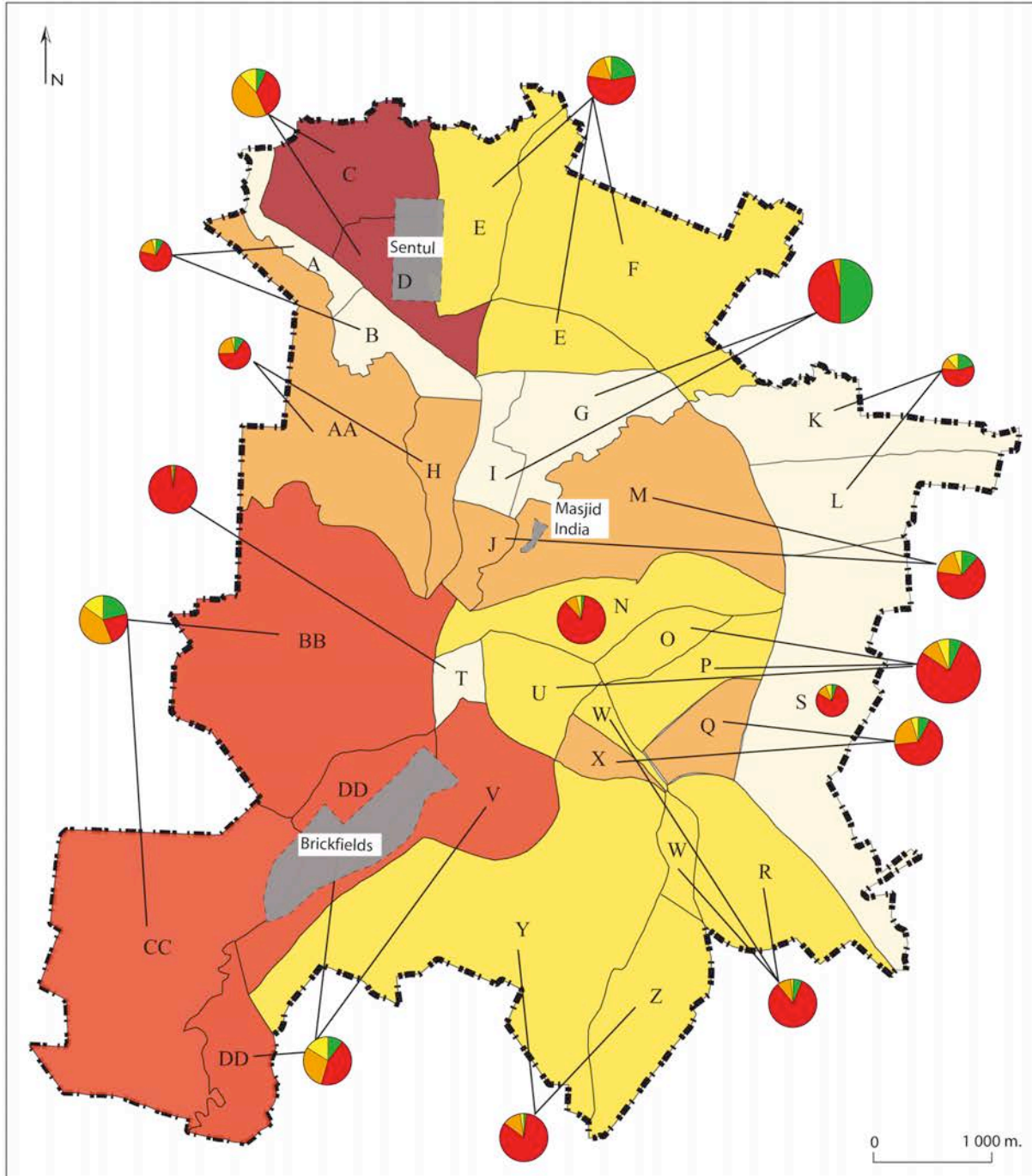


Figure 15 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique à Kuala Lumpur en 1947.



Légende

- Nombre d'habitants d'origine Sud-asiatique par Divisional areas
- de 5 000 et plus
 - de 3 000 à 4 999
 - de 2 000 à 2 999
 - de 1 000 à 1 999
 - de 0 à 999
 - CC, F Appellation des divisional areas
 - Terrain étudié

Nombre d'habitants par quartier

- 18 000
- 13 500
- 9 000
- Chinois
- Malais
- Sud-asiatiques
- Autres

Source : Del Tufo, 1949

Conception et réalisation : D. Madavan

ceylanais à Colombo, bien distinct du principal foyer de concentration Tamoul dans le Nord, dans lequel les Tamouls d'origine indienne de basses castes sont majoritaires. À Kuala Lumpur, l'extension des limites de la ville transforme la géographie de la population en intégrant des villages spontanés occupés par des Tamouls qui ont été forcés de quitter les plantations dans lesquels ils travaillent suite à leur fermeture dans les années 1930. La constitution de territoires tamouls dans les trois villes est une des conséquences de l'afflux de ces migrants de travail qui ont toutefois beaucoup de mal à s'identifier à leur terre d'accueil sous l'ère coloniale.

3. La difficile intégration des Tamouls.

Le caractère transitoire de la présence tamoule à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour constitue pendant longtemps un frein à l'intégration des Tamouls qui restent attachés à leur région d'origine. Ces migrants de travail, qui espèrent rentrer une fois avoir gagné assez d'argent, préservent les distinctions socio-culturelles, comme la hiérarchie des castes, héritées de leur société d'origine. Mais le durcissement des conditions de circulation des travailleurs tamouls entre les différentes possessions britanniques, après 1929, génère d'importantes transformations dans cette communauté. La fin du caractère transitoire de la présence tamoule a des conséquences sur le sex-ratio des communautés tamoules en Asie Sud-Est, sur le maintien des distinctions de castes et sur la perception qu'elles ont de leur place dans la société d'accueil.

A. Une immigration longtemps vécue comme transitoire.

Les Tamouls qui sont venus attirés par les opportunités d'emplois proposées par les Britanniques dans ces trois villes n'ont pas, au moins dans les premières décennies, l'intention de s'installer définitivement. La présence tamoule est très longtemps caractérisée par un mouvement transitoire de ses membres qui restent attachés à leur région d'origine. Le nombre d'arrivées et de départs d'Indiens à Penang (tableau 3) montre l'importance des flux de travailleurs indiens (pour la majorité des coolies tamouls) entre l'Inde et les possessions Sud-Est asiatiques des Britanniques.

Tableau 3 : Nombre d'arrivées et de départs d'Indiens à Penang de 1911 à 1920.

Années	Nombre d'Indiens immigrants arrivant à Penang	Nombre de départs d'Indiens à partir de Penang pour l'Inde
1911	108 471	48 103
1912	106 928	63 885
1913	118 583	70 090
1914	51 217	63 073
1915	75 323	50 320
1916	95 566	54 479
1917	90 077	57 583
1918	65 291	52 132
1919	101 433	46 767
1920	95 220	55 481
Total	908 109	561 913

Source : Nathan, 1922, p. 21

Ces immigrants travaillent et retournent plus ou moins rapidement chez eux, leur installation et fixation dans leur ville d'accueil dépendant des opportunités qu'ils trouvent sur place. Mais très souvent ils espèrent rentrer après avoir amassé assez d'argent. Ce mouvement transitoire est aussi important chez une partie des Jaffnais qui s'installent à Colombo. Les membres de cette communauté, venus travailler à Colombo, retournent chaque semaine ou pour les vacances auprès des leurs dans le nord de l'île, grâce à la mise en service de la ligne de trains reliant la capitale à Jaffna (Thiranagama, 2011).

La dégradation du contexte économique avec la grande dépression de 1929 et la décision du pouvoir colonial de privilégier les communautés locales pour le recrutement dans leur administration et dans la participation dans le secteur financier et commercial marque un tournant. Le durcissement des conditions de circulation des travailleurs entre les différentes possessions britanniques remet en cause le caractère transitoire de la présence tamoule étrangère dans ces trois villes. Cela est à l'origine d'une évolution du sex-ratio de la communauté Sud-asiatique qui témoigne de la fixation progressive des étrangers qui n'ont pas choisis (ou été obligés) de rentrer dans leur région d'origine. La transformation du sex-ratio des populations Sud-asiatiques à Kuala Lumpur en est un très bon exemple (tableau 4).

Tableau 4 : Sex-ratio de la population Sud-asiatique à Kuala Lumpur de 1921 à 1970.

Années	Sexe ratio (femmes pour 100 hommes)
1921	30
1931	42,1
1947	59,8
1957	67
1970	81,1

Source : Pao-Chun, 1967, p. 31

Pendant très longtemps la structure des populations venues du sous-continent indien est très déséquilibrée. En 1921, on compte 30 femmes pour 100 hommes. À cette époque, 90 %¹¹⁴ des Sud-asiatiques sont des migrants célibataires qui sont venus pour travailler. Ces personnes qui ont laissées leurs proches chez eux n'ont pas, pour la grande majorité, l'intention de s'installer définitivement en Malaya. Par la suite, le sex-ratio s'améliore avec une augmentation du nombre de femmes. Le durcissement des politiques migratoires n'y est pas étranger. Ainsi, à partir de 1931, les Ceylanais, déjà établis et qui ont réussi en Malaya, décident de rester faire leur vie dans leur terre d'accueil et font venir leurs femmes alors qu'auparavant elles restaient dans leur île. De même, nous l'avons évoqué auparavant, l'interdiction de recruter des coolies indiens en 1938 a incité les propriétaires des plantations dans les années qui précèdent l'entrée en vigueur de l'application à recruter de préférence des femmes. La dépression économique des années 1930 et la deuxième guerre mondiale poussent certaines familles à quitter les plantations où elles sont employées pour s'installer dans les quartiers spontanés de Kuala Lumpur contribuant par là même à augmenter le nombre des femmes indiennes dans la ville. Si avant la deuxième guerre mondiale la population Sud-asiatique est encore dans son ensemble une population d'immigrants, l'augmentation du nombre de femmes marque une mutation importante. La croissance des communautés indiennes est due de plus en plus à l'accroissement naturel et non l'immigration. Cette mutation marque un tournant dans la vie de ces communautés qui n'entretiennent plus l'espoir de rentrer dans leur région d'origine. Malgré cela les membres de ces communautés ont longtemps préservé les distinctions socio-culturelles héritées de leur société d'origine.

B. La préservation des distinctions sociales héritées de la société d'origine.

Le caractère transitoire de la présence tamoule, lors des premières décennies de la domination britannique, a conduit les membres de cette communauté à reproduire les distinctions et interdits culturels qui prévalaient dans leur société d'origine. Les distinctions traditionnelles entre les castes tamoules sont respectées dans les trois villes.

Le respect des interdits et de la ségrégation géographique entre castes pures et intouchables ont longtemps prévalu, comme l'évoque Walker pour Singapour :

« Serangoon road and the adjoining roads...[were] peopled by caste Hindus, whilst the area between Jalan Besar and the Rochor Canal was the adi Dravida area (untouchable)...Lorong Lolat was...the 'core' of this zone [and] even today, many Hindus refer to Lorong Labat as the Street of Pariahs. »

(Walker, 1994, p. 37)

114. Source : Pao-Chun, 1967.

La distribution spatiale des maisons respecte la hiérarchie des castes qui se fonde sur l'inégalité de pureté entre les membres. Pour éviter la contamination des membres de castes supérieures, une ségrégation à l'intérieur des principaux foyers de concentrations tamouls est imposée aux membres des communautés intouchables.

Pendant la période coloniale, les distinctions de castes sont également maintenues par un certain nombre d'interdits à l'encontre des basses castes, comme en témoigne Schooling :

« ...out castes were not allowed into homes of the people of caste. They were not invited to wedding and other social functions but they were allowed to watch and sometimes they were fed - but well away from the house ; I have seen parayas being served food on a banana leaf from which someone of caste had already eaten. It was also common to give the paraya the food that somebody had been unable to finish... »

(Schooling, 1959, p. 2)

L'interdiction faite aux intouchables d'entrer dans les grands temples hindouistes servis par des brahmanes et, à l'inverse, le refus des membres des hautes castes de participer aux grands festivals hindouistes (Tai pusam) organisés par les basses castes et dont les pratiques de cultes sont jugées non orthodoxes (entrée en transe des fidèles qui se disent possédés par des esprits ou des divinités, le fait d'offrir de l'alcool et des cigarettes aux divinités ou encore de servir des repas avec de la viande) renforcent la ségrégation socio-spatiale. Les intouchables sont ainsi stigmatisés, dans leur condition d'infériorité lors des célébrations et dans la vie quotidienne, participant par là même à la distanciation entre castes.

La pratique de mariage endogame et le refus de se mélanger avec les membres des autres castes ont aussi longtemps contribué à segmenter la société tamoule dans ces trois villes. L'exemple de l'attitude des Tamouls ceylanais à Malaya vis-à-vis des autres castes tamoules est très significatif de l'importance de ces distinctions sociales héritées de la société d'origine (Rajakrisnan, 1988). Jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle, les Tamouls ceylanais n'ont pas l'intention de s'installer et rentrent généralement à Jaffna quand ils sont retraités. La perspective du retour les incite à préserver leur « pureté culturelle » et leur identité ethnique distincte pour retourner avec dignité dans leur région d'origine. Pour cela, ils évitent de se mélanger avec les Tamouls originaires d'Inde. La différenciation se fonde sur des bases culturelles (lieu d'origine, langues, coutumes, etc.) et surtout de statut social. En effet, la communauté tamoule ceylanaise, venue comme main-d'œuvre qualifiée, est surtout composée de membres issus de la haute caste de Jaffna, les Vellalar (Pfaffenberger, 1982 ; Madavan 2011). À l'inverse, la majorité des Tamouls d'Inde est venue comme coolie et est issue de basses castes. Cela explique la distanciation sociale qui existe entre ces deux communautés et le sentiment de supériorité qui pousse les Ceylanais à éviter d'être associés aux Tamouls indiens. Ils reproduisent ainsi, à Kuala Lumpur, l'attitude existant à Ceylan vis-à-vis des

Tamouls d'origine indienne supposés être tous de basse caste (ce qui n'est en fait pas le cas, il n'y a pas que des parayar chez les coolies). Le repli communautaire des Tamouls ceylanais se traduit par une attitude puritaine qui se retrouve dans les unions matrimoniales. En effet, avant la Deuxième guerre mondiale les mariages intercommunautaires entre Tamouls de Ceylan et d'Inde sont exceptionnels. La distanciation avec les Tamouls Indiens se retrouve aussi par le développement d'associations et de lieux de prières distincts. Ainsi des temples, comme ceux de Kandasamy à Brickfields ou d'Aathi Eeswaran à Sentul, sont construits pour répondre aux besoins de la communauté. Ces édifices contribuent à renforcer la singularité des Tamouls de Ceylan par rapport à ceux de l'Inde à travers des cérémonies et des cultes qui leur sont propres et la présence de prêtres venus de Jaffna.

Si pendant longtemps les divisions de castes jouent un rôle important dans les relations entre les Tamouls, ces dernières sont progressivement remises en cause. En outre, les Tamouls se retrouvent dans un contexte dans lequel ils sont minoritaires et dans lequel ils cohabitent surtout avec des populations qui ne sont pas issues du sous-continent indien en Asie du Sud-Est. Dès lors, d'autres critères de segmentations comme les divisions socio-économiques (classe populaire, classe moyenne, classe supérieure) ou les divisions ethniques prennent le pas sur celui des castes. L'action du *Self-Respect Movement*¹¹⁵ dans les années 1930 joue un rôle déterminant dans la remise en cause des inégalités liées à l'appartenance de caste (Willford, 2006). À partir de 1929, des campagnes dans la presse locale tamoule (*Tamil Marasa* et *Dravida Marasa*) sont lancées en Asie du Sud-Est en faveur d'une réforme sociale contre la rigidité du système de caste afin d'améliorer des conditions de vie des intouchables. Pour cela, les *leaders* du mouvement s'opposent aux groupes des brahmanes, prônent l'amélioration de l'éducation des basses castes. En outre, ils les appellent aussi à être unis pour défendre leurs droits et leur dignité et enfin à participer à la prise de décision des choix politiques concernant leur communauté. Enfin, la distanciation sociale et identitaire entre les différentes castes s'est parfois atténuée lorsque, comme dans le cas des Ceylanais, les Tamouls prennent conscience que leur vie est désormais en Asie du Sud-Est et plus à Jaffna.

La fin du caractère transitoire de la présence tamoule et les réformes sociales sont à l'origine de l'affaiblissement du poids de la hiérarchie des castes dans ces trois villes. Si certaines réalités de castes (mauvaise image des coolies) persistent, les discriminations de castes disparaissent (interdiction d'entrer dans les temples pour les intouchables). L'identité

115. Le *Self-Respect Movement* est un mouvement créé en 1925 dans l'actuel Tamil Nadu en Inde par Periyar E. V. Ramasamy pour que les basses castes aient les mêmes droits que les autres. Ce mouvement réformiste eut une immense influence au Tamil Nadu, mais aussi dans les pays comptant une forte communauté tamoule comme la Malaisie et Singapour.

de castes finit par jouer un rôle marginal au profit de l'identité ethnique dans la vie des Tamouls dans ces espaces urbains multiculturels. Si la fin du caractère transitoire de la présence tamoule est à l'origine d'une remise en cause des distinctions sociales héritées de la société d'origine, cela n'a pas pour autant réglé la question de l'identification de cette communauté immigrée à sa terre d'accueil.

C. Une difficile identification à la terre d'accueil.

La relation des Tamouls vis-à-vis de leur terre d'accueil est ambiguë. Dans les premiers temps, beaucoup d'immigrants ne sont venus que pour gagner suffisamment d'argent et repartir retrouver la famille et les amis laissés dans leur région d'origine. Ainsi, n'ayant aucun attachement à cette terre nouvelle, ils n'ont pas non plus la nécessité de créer des relations, autres que professionnelles, avec des personnes d'autres cultures. Au contraire, la nostalgie de leur région natale favorise le rapprochement et une forte solidarité avec les personnes partageant les mêmes origines culturelles et sociales. De plus, la barrière linguistique renforce chez ces immigrants un ethnocentrisme qui s'ajoute à la séparation géographique des différentes communautés culturelles. Le manque d'échange entre les différentes populations est à l'origine du développement de stéréotypes et surtout d'une existence cloisonnée. Chaque groupe continue à évoluer dans un contexte spécifique, avec ses codes et ses interdits qui génèrent une incompréhension mutuelle et peu de liens matrimoniaux. Cela ne favorise pas l'identification des Tamouls à leur terre d'accueil, dans laquelle ils sont considérés à la fois par la puissance coloniale (dans ses recensements) et par les populations locales comme des immigrants, donc des étrangers. La demande des communautés locales d'être protégées et privilégiées vis-à-vis des communautés immigrantes est prise en compte par le pouvoir impérial. Les Britanniques adoptent, suite à la crise économique de 1929, des politiques en faveur des communautés autochtones aussi bien dans le secteur économique, foncier que pour l'accès à la fonction publique. Cette distinction entre communautés locales et communautés immigrantes est d'ailleurs un facteur d'identification et de solidarité plus important que l'ethnicité à Ceylan. En effet, les premiers bénéficiaires de la politique de ceylanisation de la fonction publique au détriment des immigrants indiens sont les Tamouls de Jaffna, massivement recrutés par les Britanniques.

En outre, les relations intercommunautaires sont influencées par la manière dont l'État traite les différentes populations. À Singapour, les Britanniques, qui craignent l'arrivée en

masse de Chinois, préfèrent s'appuyer sur les Sud-asiatiques pour l'administration et les Malais pour la police. La brève période durant laquelle l'île passe sous l'autorité japonaise est marquée par de fortes oppositions intercommunautaires suscitées par les Japonais, qui s'appuient sur les Malais, pour essayer de contrôler les populations chinoises et indiennes. Cette politique aboutit à la fin de la guerre par des conflits communautaires, comme l'explique Quah :

« During the Japanese Occupation of Malaya and Singapore (1942-45), the Japanese used the Malay police against the Chinese and Indians. The Japanese were fighting the Chinese in China and the Indians in India and Burma. When the Japanese surrendered in 1945, racial riots between the Malays and Chinese and then between the Malays and Indians broke out in both Malaya and Singapore before the returning British were able to control the tense situation... »

(J. S. T. Quah, 1990, p. 12)

Ces affrontements intercommunautaires constituent un important obstacle pour le dépassement du sentiment communaliste.

Par ailleurs, les populations qui se considèrent comme les habitants originels de ces colonies britanniques doutent également de la loyauté des populations allogènes dont font partie les Tamouls (excepté ceux d'origine ceylanaise à Colombo). Ainsi, l'attachement des populations indiennes à leur terre d'origine est souvent mal perçu par les populations qui se considèrent comme « fils du sol », comme l'évoque Arasaratnam dans le cas des Malais en Malaisie :

« The leaders of the United Malays National Organisation were alarmed at the enthusiasm shown by the local Indians for Indian national festival and celebrations. The Indian Independence day on 15th August 1947 was celebrated with such sincerity and whole-heartedness that it would have been comparable to celebrations in any part of India. The tri-colour Indian national flag was flown in every Indian home, office and association premise ; there were masses rallies, colourful processions through the streets of the city, receptions and dinner parties in the evening. This of course led the other races to doubt and question the loyalty of the domiciled Indians to the country of adoption. »

(Arasaratnam, 1966, pp. 213-214)

Ces manifestations de joie sont ressenties par les Malais comme un manque de loyauté des Indiens vis-à-vis à leur société d'accueil et remettent en cause, à leurs yeux, la légitimité de la présence de ces derniers en Malaisie. Cela nourrit un cercle vicieux dans lequel les immigrants qui, se sentant rejetés par les locaux, affirment d'autant plus leur amour pour leur terre d'origine, renforçant par la même le ressenti et la méfiance des populations originelles de ces territoires.

Enfin, la perspective de l'indépendance est aussi à l'origine d'un certain malaise au sein des communautés minoritaires ou immigrées qui craignent d'être discriminées au profit

des communautés indigènes ou majoritaire. Tant que le pouvoir est aux mains des Britanniques, les Tamouls n'ont pas d'intérêt politique à défendre. Étant indispensables au colonisateur dans de nombreux secteurs professionnels, les Tamouls présentent aussi l'avantage d'apparaître comme des sujets loyaux et appréciés. Ainsi, les Tamouls ceylanais, dont le rayonnement dans l'île et en Asie du Sud-Est n'a été possible que grâce à la puissance coloniale, sont très fiers de se présenter comme anglophiles. Mais avec la décolonisation qui se précise, les communautés tamoules, qu'elles soient immigrées ou non, s'inquiètent de la politique qui risque d'être adoptée par la communauté majoritaire vis-à-vis des minorités une fois au pouvoir. La question de la citoyenneté et de la participation au gouvernement des Tamouls se pose. Ces derniers craignent, dans le cas des immigrés, d'être expulsés dans la région d'origine de leur famille après l'indépendance ou d'être discriminés par les communautés majoritaires dans ces territoires. La peur de l'acculturation et le manque de confiance vis-à-vis des représentants des autres communautés n'encourage pas l'identification des Tamouls, particulièrement des immigrés, à leur terre d'accueil.

Au final, les migrants tamouls de travail qui considèrent généralement leur présence à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour comme temporaire tendent à préserver les distinctions socio culturelles héritées de leur société d'origine. Le durcissement des conditions de circulation et d'obtention d'emplois pour les migrants tamouls remet en cause le caractère transitoire de leur présence et modifie le profil de cette communauté. Ainsi, les personnes, qui n'ont pas voulu ou été obligées de retourner dans leur région d'origine, se font à l'idée que leur avenir est désormais dans leur terre d'accueil. De plus, avec le rééquilibrage du sex-ratio, la croissance de la communauté est due de plus en plus à l'accroissement naturel et non à l'immigration. Enfin, la ségrégation socio-spatiale liée à la hiérarchie de castes tend à perdre sens et à disparaître dans ces territoires au profit d'une hiérarchie socio-économique basée sur le capital et la profession. Malgré ces importantes transformations, les Tamouls ont du mal à s'identifier à leur terre d'accueil et à s'intégrer. Les tensions et la méfiance qui peuvent exister avec les autres communautés vivant dans ces villes, en particulier les populations majoritaires, sont à l'origine de craintes de la part de cette minorité d'être acculturée et marginalisée.

Dans le cadre de ce chapitre, l'étude des trajectoires migratoires des Tamouls dans ces trois villes a permis d'avoir une meilleure compréhension de leurs identités dans ces

territoires. En effet, pour répondre à leur besoin de main-d'œuvre, les Britanniques ont favorisé l'afflux de travailleurs tamouls au profil hétérogène. L'origine géographique (Tamouls ceylanais/Tamouls indiens), le statut socio-économique (migrants qualifiés, coolies, marchands, etc.) et le cadre dans lequel ces personnes ont immigré dans ces territoires (migration forcée, organisée, encadrée ou spontanée) sont autant de facteurs de segmentation intracommunautaire.

L'implantation de ces Tamouls à proximité de leur lieu de travail a conduit à la constitution d'ethno-territoires grâce au développement de fonctions commerciales ou de services communautaires et l'établissement des nouvelles vagues d'immigrants tamouls dans ces quartiers. Par ailleurs, les facteurs de segmentation intra-communautaire (origine géographique, ségrégation spatiale des castes, origine religieuse) sont d'autres facteurs déterminant la distribution des Tamouls dans ces villes. Dans le cas de Colombo, la volonté de distanciation des Tamouls ceylanais vis-à-vis des immigrants indiens a conduit à la constitution d'un nouveau quartier tamoul dans le Sud de la ville. Ce « *Little Jaffna* » de Wellawatta est présenté comme le foyer de peuplement tamoul ceylanais à Colombo, bien distinct du principal foyer de concentration tamoul dans le Nord, près du port et de Pettah, dans lequel les Tamouls d'origine indienne de basses castes sont majoritaires.

En outre, la dégradation de la conjoncture économique à partir des années 1920 entraîne un durcissement de la politique migratoire et des conditions de recrutement pour les immigrants tamouls, quelles que soient leurs qualifications. Cela génère d'importantes transformations dans cette communauté. La fin du caractère transitoire de la présence tamoule a des conséquences structurelles avec l'accroissement de cette population par l'accroissement naturel et non plus l'immigration en Asie Sud-Est. Avec le contrôle plus strict des mouvements migratoires entre les possessions britanniques et les réformes sociales pour éradiquer le poids de la hiérarchie des castes dans ces sociétés, cet élément de segmentation sociale finit par jouer un rôle marginal dans la distribution spatiale des membres de cette communauté.

Enfin, la perspective de l'indépendance est aussi à l'origine d'un certain malaise au sein des communautés minoritaires ou immigrées qui craignent d'être discriminées au profit des communautés indigènes ou majoritaires. La question de la citoyenneté et de la participation au gouvernement des Tamouls se pose. Ces derniers craignent, dans le cas des immigrants, d'être expulsés dans la région d'origine de leur famille après l'indépendance ou d'être discriminés par les Cingalais à Ceylan, les Chinois à Singapour et les Malais en Malaisie qui sont de loin majoritaires dans ces territoires. La peur de l'acculturation et le

manque de confiance vis-à-vis des représentants des autres communautés n'encouragent pas l'intégration des Tamouls, particulièrement des immigrants, dans leur terre d'accueil.

Chapitre 3 : L'intégration et la répartition des Tamouls depuis les indépendances.

Dans le cadre de ce chapitre, nous verrons que l'altérité d'une population est aussi due au processus d'identification du groupe opéré par les discours d'acteurs extérieurs à la communauté. Ainsi, la stigmatisation et la dévalorisation de l'identité ethnique d'un ou de plusieurs groupes minoritaires peut renforcer l'altérité de ces derniers vis-à-vis de la communauté majoritaire. En effet, l'instrumentalisation de la question identitaire par les États post-coloniaux pour assimiler, discriminer voire exclure de la société les minorités entraîne généralement une résistance de ces dernières pour défendre leur droit et surtout maintenir leurs différences culturelles et identitaires.

Le refus de certains États de reconnaître, à l'indépendance, les Tamouls issus de l'immigration comme citoyens et le durcissement de la politique d'immigration remettent en question l'appartenance de cette communauté à la Nation. Par ailleurs, selon que la politique de l'État est perçue comme impartiale ou non, celle-ci favorise l'identification et l'intégration de la minorité ou au contraire nourrit des tensions intercommunautaires. En Malaisie, les politiques de discriminations positives adoptées en faveur des Malais par l'État post-colonial renforcent la polarisation ethnique de la société et rendent plus difficile l'intégration de la minorité tamoule. Dans le cas sri lankais, les Tamouls ceylanais, qui se sentent menacés par l'État, développent un nationalisme encourageant à la sécession des régions considérées comme appartenant au foyer de peuplement historique de la communauté. Cette radicalisation conduit à la guerre. À l'inverse, l'État singapourien fait la promotion d'un multiculturalisme privilégiant la méritocratie. En préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation, l'État favorise leur adhésion à une identité plus large, qui est nationale, et donc leur intégration. Enfin, nous verrons que les politiques de ces trois États post-coloniaux vis-à-vis de leurs minorités ont également des conséquences sur la distribution des Tamouls dans ces villes capitales.

1. Les États post-coloniaux et la question de la citoyenneté des Tamouls

L'indépendance de Ceylan, de la fédération de Malaisie puis de Singapour amène les trois jeunes États post-coloniaux à adopter une législation pour définir quels sont les Tamouls,

d'origine immigrante, qui peuvent prétendre à la citoyenneté. Des accords passés avec l'Inde et un durcissement des règles d'immigration permettent de régler la question de la nationalité des Tamouls et d'accentuer la différenciation entre les citoyens du pays et les étrangers. Ces changements transforment profondément les communautés tamoules de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

A. La question de l'octroi de la citoyenneté aux Tamouls

Avec l'accession de ces trois anciennes colonies britanniques à l'indépendance, les responsables politiques doivent décider des critères permettant de définir, parmi les différentes populations vivant sur le territoire national, les personnes qui ont le droit d'être reconnues comme citoyennes. La question de l'octroi de la citoyenneté est particulièrement sensible pour les populations arrivées sous la domination coloniale. Ces communautés, venues pour occuper des emplois qualifiés ou non, étaient considérées par les Britanniques et les habitants originels de ces territoires comme des étrangers. Avec le départ des Britanniques, c'est le sort de millions de personnes, notamment des immigrants tamouls, qui doit être réglé. Faut-il les rapatrier dans leur foyer d'origine ou au contraire les considérer comme des citoyens à part entière. Les gouvernements des trois pays étudiés adoptent, vis-à-vis des Tamouls qui ont immigré, des politiques très différentes quant à leur appartenance à la Nation.

La situation ceylanaise est particulière du fait de la présence de deux communautés tamoules distinctes. L'appartenance des Tamouls ceylanais, présents dans l'île bien avant la domination britannique, à la Nation n'est pas objet à polémique. Par contre, celle des Tamouls indiens, qui ont immigré dans l'île depuis 1830, est sujette à débat. En effet, le choix d'accepter comme citoyens ceylanais tous les immigrants indiens, qui représentent 10 % de la population de l'île (environ 800 000 personnes¹¹⁶), doublerait le pourcentage de citoyens tamouls dans le pays. À l'inverse, limiter l'accès à la citoyenneté ceylanaise à cette communauté pour l'inciter à retourner dans son pays d'origine a le double avantage, pour la classe politique cingalaise, de ne pas renforcer démographiquement le poids de la principale minorité du pays et d'offrir de nouvelles opportunités de travail aux Ceylanais (surtout aux Cingalais).

L'État ceylanais adopte deux textes législatifs qui définissent le statut de citoyen

116. Source : Lamballe, 1985, p. 229

ceylanais. Le *Citizenship Act* n° 18 du 21 septembre 1948¹¹⁷ accorde la nationalité ceylanaise à toute personne née avant cette date si le père, le grand-père ou l'arrière grand-père est né dans l'île. Pour les personnes nées après cette date, elles peuvent prétendre à la nationalité si le père est ou était citoyen ceylanais. Ce texte législatif permet ainsi aux Cingalais, aux Tamouls ceylanais, aux Burghers, aux Malais et aux Veddas d'obtenir la citoyenneté par filiation. Le *Citizenship Act* permet également d'obtenir la citoyenneté par naturalisation si le postulant majeur est l'enfant ou le conjoint d'une femme ceylanaise, qu'il réside dans l'île et qu'il a l'intention d'y demeurer. Les conditions du *Citizenship Act* rendent par contre difficile l'éligibilité à la citoyenneté aux Tamouls et Musulmans d'origine indienne. De nombreux membres de cette communauté sont incapables de satisfaire aux conditions demandées. En effet, l'enregistrement des naissances dans l'île datant seulement de 1885, de nombreux descendants d'immigrants, bien que nés à Ceylan, ne sont pas en mesure de le prouver. Un autre texte l'*Indian and Pakistani Residents (Citizenship) Act*¹¹⁸ n°3 est voté le 5 août 1949 pour régler le cas des populations originaires du sous-continent. Pour être naturalisés ceylanais, les Tamouls d'origine indienne doivent s'être établis dans l'île avant le 1^{er} janvier 1946, au moins pendant 10 ans si la personne est célibataire et 7 si elle est mariée. Le postulant doit avoir également résidé dans l'île sans discontinuité depuis le 1^{er} janvier 1946, respecter les lois ceylanaises et renoncer à toute autre nationalité. Plus que les conditions posées, c'est la complexité de la procédure et la crainte de ne pas pouvoir voyager en Inde qui dissuade des centaines de milliers de candidats à la citoyenneté de s'engager dans des démarches aléatoires.

Le refus de l'État ceylanais d'accorder la nationalité à tous les Tamouls d'origine indienne présents sur son territoire l'oppose à l'Inde. Cette dernière n'est pas prête à accueillir ces populations sans avoir son mot à dire. L'Inde redoute les conséquences économiques et sociales qui pourraient découler de l'obligation d'accueillir les quelques centaines de milliers de Tamouls qui reviendraient de Ceylan. La question de l'octroi de la citoyenneté aux Tamouls d'origine indienne amène Ceylan et l'Inde à engager des négociations officielles bilatérales. En effet, l'État indien veut éviter de créer un précédent susceptible de déclencher un processus général de rapatriement des millions d'Indiens d'Outre-Mer qui se sont fixés au quatre coins du monde sous la domination des puissances européennes (Brij *et al.*, 2006). L'Inde adopte dans ce sens, en 1950, une législation rendant plus difficile l'octroi de la citoyenneté aux Indiens d'Outre-Mer comme l'explique Lamballe :

117. Source : Lamballe, 1985, p. 77.

118. Source : Lamballe, 1985, p. 231.

« La constitution indienne qui entre en vigueur le 26 janvier 1950 contient des clauses qui rendent difficiles la naturalisation des Indiens d’Outre-Mer. L’article 5 mentionne que seules les personnes nées en Inde ou dont l’un des parents est né en Inde et les personnes ayant résidé en Inde depuis plus de 5 ans antérieurement à la promulgation de la constitution seront considérés comme des citoyens. L’article 8 précise que les personnes d’origine indienne résidant à l’étranger ne pourront devenir des citoyens qu’après l’acceptation des missions diplomatiques de l’Union indienne. En 1955 une loi spéciale sur la citoyenneté rendra encore plus difficile la naturalisation des émigrés. La double nationalité n’est pas admise. »

(Lamballe, 1985, p. 239)

Le durcissement de la politique indienne est également une réponse à la position de l’État ceylanais qui considère que tous les Tamouls d’origine indienne qui n’obtiendraient pas la citoyenneté ceylanaise deviendraient automatiquement citoyens indiens et qu’ils devraient être rapatriés dans leur pays d’origine. Pour New-Delhi, les personnes qui n’obtiendraient pas la citoyenneté ceylanaise seraient des apatrides, dont la responsabilité incomberait à Colombo. L’étude des dossiers de naturalisation transmis à l’administration ceylanaise suite au vote de l’*Indian and Pakistani Resident (Citizenship) Act* de 1949 s’achève en 1962. Seulement 134 188 personnes obtiennent la nationalité ceylanaise sur un total initial de 825 000¹¹⁹ personnes présentes sur le territoire. L’Inde, déçue du faible pourcentage de candidatures retenues (inférieur à 20 %), continue de refuser d’accueillir tous les recalés qui se retrouvent de fait apatrides. Pour aplanir les différends sur la question de la citoyenneté et du rapatriement des Tamouls d’origine indienne de Ceylan, les deux États poursuivent leurs discussions. Les accords de 1964 et 1974 prévoient que Ceylan accorde la citoyenneté à 375 000 personnes en plus des 134 188 naturalisés en vertu des lois de 1948-1949, soit environ 510 000 Tamouls¹²⁰. L’Inde accepte, en échange, d’accueillir 600 000 Tamouls (et les enfants nés après la conclusion des accords) qui s’ajoutent aux 130 000 rapatriés avant la signature de 1964. En 1988, le *Grant of Citizenship (Special Provisions) No. 39* du gouvernement sri lankais permet de régler définitivement le problème des derniers 231 000 apatrides Tamouls en leur accordant la citoyenneté. L’accession à la citoyenneté pour les Tamouls d’origine indienne n’a pas été évidente et cette communauté a longtemps été traitée par l’État post-colonial comme une population étrangère encombrante qu’il fallait à tout prix rapatrier en Inde. Les discussions bilatérales avec l’Inde permettent à Ceylan de réduire le poids de cette communauté mais l’État insulaire doit tout de même se résoudre, à contre cœur, à intégrer plusieurs centaines de milliers de Tamouls d’origine indienne à la nation ceylanaise.

Après l’indépendance de l’Inde, de nombreuses communautés d’origines indiennes vivant en Asie du Sud-Est espèrent obtenir la double citoyenneté pour bénéficier des

119. Source: Lamballe, 1985

120. Source: Lamballe, 1985

avantages de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine. Mais cette idée est rejetée par Nehru et le gouvernement indien qui insistent sur fait que les Indiens d'Outre-Mer doivent choisir l'une des deux citoyennetés et de préférence celle du pays d'installation. Avec l'indépendance de la Malaisie, les communautés Sud-asiatiques ont peur de devenir des étrangers dans le pays où elles vivent. La nouvelle constitution adoptée par l'État post-colonial malaisien, en 1957, reconnaît le principe du droit du sol pour l'octroi de la nationalité aux personnes nées après cette date. La nationalité est également accordée aux personnes âgées de plus de 18 ans qui sont nées dans la péninsule à condition d'y avoir vécu au moins 5 ans sur les 7 dernières et d'avoir des notions élémentaires de malais. Les personnes nées à l'étranger peuvent être éligibles si elles ont résidé au moins 8 années sur les 12 dernières dans la péninsule. La double nationalité n'est pas admise. Comme à Ceylan, l'absence de documents officiels pour prouver leur présence sur le territoire, le manque de prise en compte par certains Tamouls de l'importance de la citoyenneté, la mauvaise ou non-maîtrise du malais empêchent de nombreux membres de cette minorité à faire valoir leurs droits. La décision du gouvernement malaisien d'introduire en 1969 un système obligatoire de permis de travail pour les non-citoyens contribue à rendre intenable la situation des Tamouls qui n'ont pas obtenu la nationalité malaisienne comme l'explique Manickam :

« The Government announced that all employment opportunities would in future be restricted only to Malaysia citizens...As a result, thousands of workers, particularly in the plantation sector were denied employment on the grounds that they did not possess Malaysian citizenship. About 60,000 of the 140,000 workers affected by the new rule were Indian plantation workers...80% were eligible for citizenship, but had failed to apply for or gain it for reasons of remoteness of the estate, illiteracy, errors in particulars or documents, lack of marriage certificates, bureaucratic obstruction, or failure to understand the importance of citizenship. »

(Manickam, 2009, p. 128)

Beaucoup de Tamouls qui n'ont pas réussi à obtenir la citoyenneté ou un permis de travail acceptent le programme de rapatriement en Inde proposé par l'État malaisien. De 1969 à 1970, ce dernier encourage les candidats au départ en leur proposant de l'argent et la gratuité des frais de transport pour l'Inde. Comparée aux deux principales communautés du pays (Tableau 5), la communauté Sud-asiatique est celle qui rencontre le plus de difficultés à obtenir la citoyenneté.

Tableau 5 : Pourcentage de citoyens par communauté en Malaisie (1970-1980).

	1970	1980
Malais	97,9%	98,2%
Chinois	91,3%	98,1%
Indiens	68,2%	95,7%

Source : Saw Swee-Hock, 1988, p. 81

C'est seulement en 1980 que plus de 95 % des membres de cette communauté sont détenteurs de la nationalité alors que dix ans plus tôt un tiers des Tamouls vivant en Malaisie est encore étranger. Dans le cas malaisien, l'octroi de la citoyenneté aux Tamouls, tout comme aux Chinois, n'a pas été facilité par l'État post-colonial dominé par la majorité malaise qui redoute que les communautés à l'origine immigrée ne la dépossèdent de ses droits. Les Tamouls qui décident de rester dans le pays doivent s'intégrer dans un pays dominé par les Malais et dans lequel la majorité des Sud-asiatiques appartient à la classe populaire.

Singapour se distingue des deux autres pays pour deux raisons. D'une part la population chinoise, majoritaire sur le territoire, est à l'origine immigrée. D'autre part, l'île après le retrait britannique intègre la fédération de Malaisie le 16 septembre 1963 avant d'en être « expulsée » et de devoir se résoudre à proclamer son indépendance deux ans plus tard. En 1959, lorsque l'île devient une colonie autonome dans le cadre du Commonwealth, le *Singapore Citizenship Ordinance* octroie la citoyenneté à toutes les personnes nées sur le territoire ou dans la fédération de Malaya et qui le désire. Les citoyens britanniques ayant résidé au moins deux ans et les autres étrangers ayant résidé au moins 10 ans peuvent également prétendre à la citoyenneté. Avec l'intégration de l'île dans la fédération de Malaisie, tous les Singapouriens deviennent automatiquement des citoyens malaisiens le 16 septembre 1963. Jusqu'à l'expulsion de Singapour, les dirigeants politiques de l'île développent un nationalisme malaisien et non singapourien. Mais avec la proclamation de l'indépendance le 9 août 1965, la nouvelle constitution¹²¹ du pays confirme que toutes les personnes qui étaient citoyennes singapouriennes avant l'intégration à la fédération retrouvent leur nationalité d'origine. Les personnes qui sont nées en Malaisie ou qui sont citoyennes britanniques et de ses colonies peuvent aussi devenir Singapouriennes à condition d'avoir résidé deux ans dans l'île. L'État singapourien post-colonial adopte ainsi des mesures favorisant la régularisation de la situation des Tamouls en facilitant l'octroi de la nationalité aux sujets de l'Empire britannique. Ainsi, les Tamouls originaires de Ceylan et d'Inde sont éligibles à condition d'avoir vécu deux ans dans l'île ou dans la péninsule malaise.

121. Source : http://www.wipo.int/wipolex/en/text.jsp?file_id=188428

Contrairement à la Malaisie, les Tamouls de Singapour cohabitent avec une communauté majoritaire également immigrante et qui ne voit pas la présence des Sud-Asiatiques comme un problème.

La question de la citoyenneté des Tamouls résidant dans ces trois pays au moment de l'indépendance n'est pas réglée de la même manière par les trois États. Singapour, qui présente la particularité d'avoir une population, en très grande majorité, issue de l'immigration adopte des mesures favorisant l'accès à la citoyenneté des Tamouls qui le souhaitent. Par contre, les États post-coloniaux sri lankais et malaisien ont longtemps traité les Tamouls d'origine indienne comme une population étrangère encombrante qu'il fallait rapatrier en Inde. Le durcissement des règles pour l'obtention de la nationalité et des accords bilatéraux conclus avec l'Inde permettent à ces deux pays de réduire le poids démographique de cette communauté sur leur territoire. Toutefois, ces États doivent se résoudre à intégrer plusieurs centaines de milliers de Tamouls d'origine indienne qui finissent par obtenir la citoyenneté de leur pays de résidence. En outre, la définition des conditions d'appartenance à la citoyenneté dans ces trois pays s'accompagne par un durcissement des règles d'immigration existantes et rend plus difficile l'entrée à ces territoires aux ressortissants étrangers.

B. Le durcissement des politiques d'immigration

Parallèlement à la politique de rapatriement de certains Tamouls en Inde et de l'intégration de ceux qui répondent aux critères d'éligibilité pour obtenir la citoyenneté des pays où ils vivent, les trois États post-coloniaux durcissent leur politique d'immigration afin de réduire les contacts des Tamouls avec leur foyer d'origine. Cette politique doit aussi permettre à ces États de se construire et de protéger les citoyens sur le marché professionnel de la concurrence étrangère.

Les trois États adoptent des politiques restrictives en matière d'immigration et de contrôle des frontières afin d'accentuer la différenciation entre les citoyens de leur pays et les étrangers. L'*Immigrant and Emigrants Act* n° 20¹²² promulgué par le Parlement ceylanais en 1948 permet de restreindre l'immigration tamoule. Avec l'adoption de cette loi, les voyageurs à destination de l'Inde ou souhaitant venir à Ceylan doivent posséder des documents en cours de validité établis par l'un des deux pays. Si dans un premier temps un document prouvant

122. Source : Lamballe, 1985

l'identité suffit pour franchir la frontière, après 1954 les conditions d'accès sur le sol ceylanais sont encore durcies. La Malaisie et Singapour partagent jusque dans les années 1960 des règles et des régulations communes en matière d'entrée et de circulation sur leur territoire. Dans les années 1950, le recrutement privilégié des Malais dans la péninsule baisse la demande en main d'œuvre étrangère. L'État colonial impose alors un contrôle plus strict de l'immigration. L'*Immigration Ordinance* de 1953 n'accorde plus d'entrée permanente qu'aux étrangers qui peuvent contribuer à l'expansion commerciale ou industrielle ou fournir des services spécialisés qui ne sont pas déjà disponibles localement. Avec l'indépendance du pays en 1957, l'immigration devient une question importante pour l'État post-colonial qui veut, comme à Ceylan, défendre les intérêts de ses citoyens en les protégeant de la concurrence des étrangers. L'*Immigration Act*¹²³, voté en 1959, durcit les conditions d'entrée dans le territoire aux femmes et aux enfants de résidents locaux. Cet acte interdit l'immigration des épouses qui ont vécu séparées de leur époux pendant 5 années consécutives après 1954, et aux enfants âgés de 6 ans et plus. Après son expulsion de la fédération, Singapour adopte aussi une politique favorisant l'arrivée de *foreign talents* mais veille, durant les deux premières décennies qui suivent son indépendance, à contrôler l'immigration de travailleurs non qualifiés. La principale préoccupation de la cité-État étant à cette époque de développer le pays et de lutter contre le fort taux de chômage (estimé à plus 10 %¹²⁴) afin de fournir des emplois à ses propres citoyens. Les trois États imposent ainsi un contrôle strict de la qualité et de la quantité des immigrants entrant sur leur territoire quelque soit leur origine.

Le durcissement de la politique d'immigration est accompagné par l'adoption de décrets protectionnistes rendant plus difficile l'emploi de travailleurs étrangers. Les États post-coloniaux souhaitent rendre moins attrayant leur marché du travail pour les étrangers tamouls qui ont pris pour habitude de venir occuper des emplois à Colombo, Kuala Lumpur et à Singapour dans les secteurs publics et privés grâce à leur connaissance de l'anglais et à leurs compétences techniques et professionnelles. En Malaisie, le gouvernement introduit un permis de travail obligatoire pour les non-citoyens qui permet de réduire drastiquement l'afflux de travailleurs indiens. Le refus d'accorder ces permis à certains ouvriers des plantations est à l'origine du rapatriement d'une partie de cette population qui ne peut plus être employée légalement par un employeur. Dans les trois pays, les États post-coloniaux réservent l'accès aux emplois de la fonction publique aux nationaux. Ainsi, à Colombo, les services publics ont pour ordre de ne recruter que du personnel ceylanais. Le secteur privé est

123. Source : <http://jpt.mohe.gov.my/RUJUKAN/akta/akta%20imigresen.pdf>

124. Source : <http://app.mti.gov.sg/default.asp?id=545#2>

également incité par le gouvernement à employer des nationaux, comme l'explique Lamballe:

« Lorsque les employeurs se prêtent de mauvaise grâce aux « conseils » du gouvernement en matière de recrutement, un train de mesures administratives plus contraignantes se met en place: interdiction pour une entreprise privée d'honorer un contrat d'État si elle utilise de la main-d'œuvre étrangère, retrait de permis de résidence, refus d'enregistrer des sociétés indiennes... »

(Lamballe, 1985, p. 81)

Le protectionnisme économique développé par ces États explique que ces pays deviennent moins attractifs pour les candidats indiens à l'émigration.

Durant les premières décennies qui suivent l'indépendance de ces pays, les trois États adoptent donc des politiques restrictives en matière d'immigration afin de protéger leurs citoyens sur le marché professionnel de la concurrence étrangère. Ce contrôle des flux migratoires finit par accentuer la différenciation entre les citoyens de leur pays et les étrangers. Cette politique migratoire permet d'ancrer définitivement les Tamouls dans les sociétés dans lesquelles ils vivent.

C. L'ancrage territorial des citoyens tamouls.

Le durcissement de la politique d'immigration par les trois États indépendants transforme profondément les communautés tamoules de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour. La politique de régulation des migrations de la part des deux États Sud-Est asiatiques entraîne des changements dans la structure de la communauté Sud-asiatique. Depuis l'indépendance, la croissance de la population tamoule, et Sud-asiatique en général, n'est plus due à l'immigration mais à l'accroissement naturel. En effet, la part des personnes d'origine Sud-asiatique nées à Singapour et en Malaisie ne cesse d'augmenter (tableaux 6 et 7).

Tableau 6 : Population née à Singapour, par communauté, 1921-80 (en pourcentage).

Année	Toute la population	Chinois	Malais	Indiens	Autres
1921	31 %	24 %	61 %	16 %	38 %
1931	39 %	35 %	71 %	18 %	39 %
1947	56 %	58 %	64 %	31 %	45 %
1957	64 %	68 %	63 %	38 %	50 %
1970	74 %	77 %	76 %	56 %	45 %
1980	77 %	79 %	81 %	60 %	32 %
1990*	84,8 %	84,8 %	90 %	74,7 %	/
2000*	82,5 %	82,4 %	91,5 %	69,1 %	/

* population résidente

Source: Ong Jin Hui, 2000, p. 92 et Saw 2007

Tableau 7 : Population née en Malaisie, par communauté, 1921-80 (en pourcentage).

Années	Toute la population	Malais	Chinois	Indiens
1921	57,1 %	89,7 %	20,3 %	11,9 %
1931	59,6 %	92,1 %	29,9 %	21,3 %
1947	77,9 %	95,8 %	62,5 %	51,2 %
1957	84,2 %	97,2 %	74,5 %	64,7 %
1970	92,6 %*	98,2 %	86,9 %	82,3 %
1980	95,4 %*	98,1 %	92,7 %	90,5 %

* personnes nées dans le Sarawak et à Sabah incluse

Source: Saw, S-H, 2007, p. 43 et p. 54

La part moins importante de personnes nées à Singapour chez les « Indiens » par rapport aux communautés chinoise et malaise s'explique notamment par le déséquilibre du sex-ratio de cette communauté. En effet, durant la période coloniale, cette communauté est principalement composée de travailleurs masculins qui retournent dans leur foyer d'origine pour se marier et y laissent leur femme et enfants. Avec l'indépendance, le processus de rééquilibrage du sex-ratio, déjà observé dans les dernières décennies de la domination britannique, s'accélère. Ainsi alors que le sex-ratio de la communauté Sud-asiatique à Singapour est de 5 372 hommes pour 1 000 femmes en 1931, il baisse à 2 259 hommes pour 1 000 femmes en 1957 et passe à 1 459 hommes pour 1 000 femmes en 1966 (Walker, 1994, p. 21). Pour la Malaisie, le sex-ratio des « Indiens » (Saw S.-H., 2007, p. 69) passe de 1 938 hommes pour 1 000 femmes en 1931 à 1 340 hommes pour 1 000 femmes en 1957 et baisse à 1 056 hommes pour 1 000 femmes en 1980. Le rééquilibrage du sex-ratio s'explique par le durcissement de la politique d'immigration qui force les communautés d'origine Sud-asiatique à abandonner définitivement l'idée d'un retour dans leur pays d'origine. Les contraintes administratives les amènent à reconsidérer leur stratégie de sélection du partenaire pour le mariage. Ils se résignent ainsi à trouver une femme sur place et non plus dans leur foyer d'origine. Dans le cas des Tamouls ceylanais en Asie du Sud-Est (Rajakrishnan, *in* Sandhu et Mani, 2006), la difficulté de marier leurs filles à des Tamouls ceylanais, du fait du coût de la dot devenu trop élevé, pousse de nombreuses familles à conclure des alliances matrimoniales avec des membres de la classe moyenne de la communauté tamoule d'origine indienne. L'impossibilité de retourner vivre dans leur foyer d'origine et l'acquisition de la nationalité de leur pays de résidence consolident l'ancrage des Tamouls.

Avec le durcissement des politiques migratoires par les États post-coloniaux, l'afflux de travailleurs tamouls étrangers diminue considérablement et favorise un rééquilibrage du sex-ratio de la communauté tamoule dans ces trois pays. Depuis l'indépendance, la part des

Tamouls nés à Singapour et en Malaisie dépasse progressivement celle des personnes nées en Asie du Sud. Cette nouvelle génération, qui n'a jamais connu le pays de ses ancêtres, est ainsi plus tournée vers la société locale contrairement à la première génération pour qui les valeurs de la société d'origine restent la norme. Les attentes de ces Tamouls nés dans ces trois pays, vis-à-vis de l'État, pour être reconnus et intégrés sont d'autant plus fortes qu'ils ne conçoivent pas leur vie ailleurs.

Les gouvernements des trois pays adoptent des politiques très différentes quant à l'intégration des Tamouls à la Nation. Singapour adopte des mesures favorisant l'accès à la citoyenneté aux Tamouls alors que les deux autres États ont longtemps considéré les Tamouls qui ont immigré d'Inde durant la période coloniale comme une population étrangère. Si des accords avec l'Inde permettent le rapatriement de nombreux Tamouls dans leur pays d'origine, Sri Lanka et la Malaisie doivent se résoudre à accorder la citoyenneté à plusieurs centaines de milliers de membres de cette communauté issus de l'immigration. En outre, le durcissement des politiques migratoires participe à la différenciation entre les citoyens et les étrangers en réservant de préférence les emplois aux nationaux. Cette politique transforme aussi le profil de la communauté tamoule en particulier en Asie du Sud-Est. Les contraintes migratoires poussent les Tamouls à choisir leur conjoint sur place, le nombre d'individus nés sur place surpasse celui de ceux nés en Asie du Sud, le sex-ratio se rééquilibre et la croissance démographique de la communauté n'est plus due à l'immigration mais à l'accroissement naturel. Si l'ancrage territorial de la minorité tamoule est incontestable, l'intégration et l'identification des Tamouls à leur pays de résidence est très différente dans ces trois pays en fonction des politiques menées par les États post-coloniaux vis-à-vis de leurs minorités.

2. Les politiques post-coloniales vis-à-vis des minorités et l'intégration des Tamouls.

Le contenu de l'idéologie nationale, son utilisation et l'attitude de la majorité vis-à-vis de la minorité ont des conséquences sur l'intégration des Tamouls dans ces trois pays. La perception d'un groupe minoritaire d'être menacé en tant que communauté par la majorité est un facteur important qui favorise le développement de conflits identitaires. C'est ce qu'explique Thual (1995, p.160) :

« Les conflits identitaires semblent pouvoir être définis non pas seulement comme des conflits de revendications d'un territoire, d'une population, d'une ressource mais bien plutôt par la perception collective d'une menace [...] ce qui donne un sens à la crise identitaire [...] c'est la certitude plus ou moins consciente de la "victimisation" du groupe. »

Les politiques discriminatoires adoptées par les États post-coloniaux malaisien et sri lankais renforcent la polarisation ethnique de ces sociétés et rend plus difficile l'intégration de la minorité tamoule. Dans le cas sri lankais, la radicalisation de la minorité tamoule face à ces discriminations donne naissance à un nationalisme prônant la création d'un Eelam indépendant. À l'inverse, l'État singapourien fait la promotion d'un multiculturalisme privilégiant la promotion de la méritocratie et préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation par les Chinois afin de favoriser leur adhésion à une identité plus large, qui est nationale, et donc leur intégration.

A. La politique discriminatoire de l'État Sri Lankais et la guerre avec la minorité tamoule.

L'exemple sri lankais est emblématique de la difficulté de certains États multiethniques à intégrer et à faire identifier les différentes communautés de leur population à une nation commune. Les politiques discriminatoires adoptées par l'État, dominé par les Cingalais, vis-à-vis des minorités sont à l'origine des tensions intercommunautaires et du problème de l'intégration tamoule dans le pays. L'échec de l'État post-colonial à construire une identité nationale qui sublimerait les différences ethniques favorise, au contraire, l'émergence de deux nationalismes ethniques antagonistes. Celui de la majorité cingalaise est soutenu et légitimé par l'État alors que celui de la minorité tamoule est incarné par les *leaders* parlementaires tamouls jusque dans les années 1970, puis par les séparatistes tamouls du LTTE. La remise en cause de l'intégrité territoriale par les Tigres est l'un des facteurs qui explique la violence qu'a connue l'île. La guerre renforce la polarisation ethnique de la société et rend plus difficile l'intégration de la minorité tamoule qui se retrouve prise en port-à-faux entre l'État sri lankais et le mouvement séparatiste du LTTE qui se prétendent chacun être le seul représentant légitime de cette minorité.

L'ère coloniale britannique est pour les Tamouls ceylanais une période d'épanouissement durant laquelle l'élite jaffnaise connaît un rayonnement grâce à la place prépondérante qu'elle occupe dans l'administration coloniale. Bien qu'étant très fière de son identité, il n'a jamais été question, à cette époque, pour les Tamouls de se distinguer des

autres populations de l'île et de revendiquer l'administration autonome des territoires dans lesquels ils sont majoritaires. L'indépendance de l'île est perçue par les membres de cette communauté comme une chance de s'émanciper du joug de la puissance coloniale et d'améliorer la situation économique de la communauté. Mais le déséquilibre démographique qui joue en faveur des Cingalais permet aux dirigeants de cette communauté d'être largement majoritaires au Parlement et d'adopter des mesures qui défavorisent la principale minorité du pays. L'une de leurs premières décisions significatives est de refuser de reconnaître comme citoyens les Tamouls et les musulmans originaires du sous-continent. Privées de droits civiques, ces communautés sont exclues de la vie politique et n'ont plus de représentant au Parlement à partir de 1952. En outre, le choix du cingalais comme seule langue officielle de Ceylan, deuxième décision significative, en 1956, est à l'origine d'une grande tension entre l'État et la minorité tamoule ceylanaise. Plusieurs hommes politiques dont l'ancien Président de la République de Ceylan J. R. Jayewardena et Dr Colvin R. de Silva, ancien ministre du cabinet des industries des plantations et des affaires constitutionnelles, mettent en garde les députés sur les conséquences de ne pas reconnaître aussi officiellement le tamoul en adoptant le *Sinhala Only Bill*.

Former President, J.R.Jayewardena, who demanded Sinhala Only Policy in 1944 had this to say during the debate on Sinhala Only Bill in 1956.

« No Government should and could make Sinhalese the official language by trampling down the language rights of over a million of the permanent residents of the country. It cannot thrust to the wilderness the cherished language of these people. The doors of the public services should not be closed to the thousands of youth who did not know Sinhalese for no fault of their own. Surely that was the way to sow the seeds of civil war [...] There was genuine fear in the minds of all minorities, Tamils, Muslims, Burghers and others with regard to the proposals of the Government. [...] Mr Bandaranaike had (sic) still time to shake off the shackles with which he had been bound and to save the country from long years of unnecessary strife and even bloodshed. »

[(Ceylon Daily News, 4 June 1956) in FONDATION FOR CO-EXISTENCE, 2006, p. 7]

After the Sinhala Only Act was passed, Dr Colvin R. de Silva made these prophetic remarks:

« Do you want two languages and one nation or one language and two nations ? Parity, Mr Speaker, we believe is the road to the freedom of our nation and the unity of its components. Otherwise two torn little bleeding states may arise of one little state, which has compelled a large section of itself to treason, ready for the imperialists to mop up that which imperialism only recently disgorged. »

[(Hansard vol. 24, col. 1917, 1956) in FONDATION FOR CO-EXISTENCE, 2006, p. 7]

Outre le manque de reconnaissance symbolique de la diversité culturelle du pays, cette décision est perçue comme la première d'une série de mesures défavorisant les Tamouls ceylanais au profit des Cingalais. En effet, au choix du seul cingalais, comme langue officielle du pays, s'ajoute le remplacement du système méritocratique pour l'entrée à l'université par un système de quotas très défavorable aux étudiants tamouls qui attise l'inquiétude de cette

minorité. Ce nouveau système pénalise ouvertement les étudiants tamouls qui doivent avoir des résultats supérieurs à leurs condisciples cingalais pour obtenir une place dans l'enseignement supérieur. Cette mesure contribue à baisser la part des étudiants tamouls admis à l'université et porte un coup important au principal « ascenseur social » des Jaffnais. Par ailleurs, le choix du cingalais comme seule langue officielle entraîne l'obligation pour les futurs fonctionnaires de la maîtriser, ce qui évince les jeunes Tamouls de Jaffna qui ignorent très souvent cette langue. Ainsi, alors que pendant longtemps l'élite de Jaffna est réputée pour son excellence dans la maîtrise du tamoul et surtout de l'anglais qui lui ouvre les portes de l'administration de l'île, pour la première fois la langue devient une barrière. L'adoption de ces mesures discriminatoires à l'encontre des Tamouls met à mal l'unité nationale et développe le sentiment communautariste dans l'île. La peur de l'élite tamoule de perdre ses privilèges et de voir l'ethnie majoritaire de l'île s'emparer de l'ensemble des institutions du pays, ainsi que la crainte de l'acculturation expliquent en partie la détérioration des relations intercommunautaires dans le pays.

Face aux tentatives de cingalisation du pays par le pouvoir central, les Tamouls ceylanais s'efforcent de défendre leur identité et leurs droits en réaffirmant qu'ils sont, tout comme la communauté majoritaire du pays, « des fils du sol ». Ce statut justifie, aux yeux des Jaffnais, leur droit à être traité en égaux. Face à cette menace d'acculturation, les intellectuels tamouls mettent en avant l'existence historique, avant l'arrivée des Européens, d'un territoire peuplé en majorité par les Tamouls, qu'ils appellent l'Eelam, et qui regroupe les provinces Nord et Est. Les Tamouls ceylanais dénoncent vivement la colonisation par des Cingalais, avec le soutien de l'État, de la province orientale qui remet en cause la prépondérance démographique de leur communauté.

Pour protester contre la politique discriminatoire du pouvoir central, les Tamouls organisent des manifestations pacifiques. À plusieurs reprises, les *leaders* politiques tamouls lancent des campagnes de désobéissance civile. Ainsi, en 1963, ceux-ci demandent à la population du Nord et de l'Est de n'utiliser que le tamoul dans les correspondances avec le gouvernement, en réaction au refus de l'État de reconnaître l'emploi de cette langue dans les deux régions à majorité tamoule. Les représentants Tamouls tentent également d'arriver à un compromis avec le gouvernement en place. À deux reprises, le leader du *Federal Party* (FP) Chelvanayakam arrive à un accord avec le gouvernement pour faire du tamoul la langue administrative du Nord et de l'Est du pays. Mais, à chaque fois, le Premier Ministre Bandaranaike (SLFP) en 1958, puis le Premier Ministre Senanayake (UNP) en 1965, cèdent aux pressions conjuguées de l'opposition et des extrémistes cingalais. Les Tamouls constatent

que, malgré les promesses des chefs des deux principaux partis politiques cingalais (*United National Party* et *Sri Lanka Freedom Party*), leurs doléances n'ont pas été entendues et que les dirigeants cingalais ont préféré ne pas perdre l'électorat extrémiste cingalais plutôt que de promouvoir l'harmonie sociale et intercommunautaire dans l'île. Les Tamouls doivent attendre l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1978 pour voir reconnaître au tamoul le statut de langue nationale et son utilisation au Parlement, dans l'enseignement, l'administration et les tribunaux, en particulier dans les provinces Nord et Est. Cette décision symbolique et si longtemps attendue atténue le mécontentement des Tamouls qui se voient officiellement reconnaître leur droit à la différence. Toutefois, on assiste dans le même temps à une certaine ségrégation des Tamouls. En effet, en faisant du tamoul la langue administrative et d'enseignement dans les provinces Nord et Est, le gouvernement assure aux Tamouls l'accès aux postes de fonctionnaires au niveau provincial mais au niveau national, la méconnaissance du cingalais par les Tamouls réduit leur chance de pouvoir prétendre à un poste plus important.

La radicalisation des positions tamoules semble inexorable aussi bien au niveau des dirigeants politiques que de la population. Les mesures discriminatoires adoptées par le gouvernement de Colombo conduisent le *Federal Party* à réclamer la création d'un État fédéral pour garantir les intérêts tamouls. Par la suite, les principaux partis politiques tamouls se réunissent dans le *Tamil United Liberation Front* et réclament, lors des résolutions de Vaddukodai de 1976, la création d'un État tamoul indépendant pour assurer leur sécurité, préserver leur identité et assurer une économie prospère et viable pour les territoires tamouls. Très vite, l'action des dirigeants tamouls au sein du Parlement est décrédibilisée: leurs demandes étant ignorées par le gouvernement. L'espoir d'arriver politiquement à une solution au problème intercommunautaire s'amenuise au sein de la communauté et, de plus en plus, la jeunesse jaffnaise penche pour des actions plus violentes. Au début des années 1970 naissent dans la péninsule du Jaffna de nombreux groupes militants armés tamouls qui choisissent l'action violente pour la création d'un Eelam indépendant. L'apparition de ces groupes militants marque le début des sabotages, en particulier du LTTE, dans la province Nord et surtout des attentats à l'encontre des forces gouvernementales ou d'hommes politiques et intellectuels tamouls considérés comme traîtres à la cause tamoule. Face à l'action violente des militants tamouls, le gouvernement décide d'interdire le groupe des Tigres en 1978 et, l'année suivante, il proclame l'état d'urgence dans la province Nord. L'attaque en 1983 d'une

unité de l'armée à Jaffna est à l'origine de pogroms anti-tamouls à Colombo¹²⁵ et dans le Sud de l'île, qui font plus d'un millier de morts. Ces violences entraînent des mouvements de population qui contribuent à éloigner dans de nombreuses villes les deux communautés qui cohabitaient ensemble. Ainsi, alors que 70 000 Tamouls fuient les régions à majorité cingalaise pour gagner les provinces du Nord et de l'Est de l'île, à Jaffna ce sont quelques milliers de Cingalais qui préfèrent quitter la province du Nord de peur de subir des représailles de Tamouls en colère.

Face à la multiplication des attentats dans le Nord et l'Est, la remise en cause de son autorité et de l'intégrité territoriale de l'île dans les années qui suivent, la classe politique cingalaise fait le choix de régler définitivement le problème tamoul par les armes, en lançant une opération militaire contre le Nord du pays. Le 26 mai 1987, cette grande offensive, qui mobilise les forces navales, aériennes et terrestres, doit permettre de venir définitivement à bout du mouvement séparatiste. Cette attaque marque une nouvelle étape dans le conflit intercommunautaire à Sri Lanka. En autorisant l'emploi de la force, qui met en danger la vie de civils, le gouvernement contribue à nourrir le sentiment d'oppression des Jaffnais, et confirme leur idée qu'ils ne comptent pas aux yeux de la classe politique cingalaise. Cette opération, qui doit anéantir les groupes militants tamouls, est pour le gouvernement une victoire militaire, car l'armée gouvernementale prend le dessus sur ses adversaires. Toutefois, cette victoire se transforme en défaite politique. En effet, cette opération, qui est ressentie comme une agression gratuite, consolide la position des militants tamouls et leur revendication d'un Eelam dans l'opinion publique tamoule et conduit l'Inde à intervenir dans les affaires de l'île.

À partir de cette opération militaire, Sri Lanka va connaître plus de deux décennies de conflits dans lequel l'île est en état de guerre déclarée. Le LTTE s'impose dès 1989 comme le principal mouvement séparatiste tamoul suite à l'échec de l'intervention indienne. Les Tigres qui refusent de remettre leurs armes à l'*Indian Peace Keeping Force*¹²⁶ (IPKF) entrent en

125. Il nous semble important de rappeler qu'au cours de ces terribles événements des Cingalais ont également abrité leurs voisins ou connaissances tamouls chez eux et que certains en ont payé de leur vie. Nous recommandons particulièrement l'article de V. Kanapathipillai, *July 1983*: « The Survivor's Expérience » paru dans un numéro spécial « *July '83 and After* » de la revue *Nethra* Volume 6 N°1 & 2. Dans cet article l'auteur rapporte les témoignages de quatre Tamouls victimes de ce pogrom à Colombo. Des horreurs qu'ils ont vécu mais également de la solidarité ou de la consternation de certains de leurs voisins et amis face à ce pogrom.

126. Suite à l'opération Libération menée par Colombo dans la région septentrionale en 1987, l'Inde, sous la pression des habitants du Tamil Nadu, fait parachuter des rations alimentaire sur Jaffna alors assiégée par l'armée sri lankaise. Sous la pression de son puissant voisin, le Premier Ministre sri lankais Jayewardene signe un accord avec son homologue indien, Rajiv Gandhi, le 29 juillet 1987. Cet accord prévoit que le gouvernement sri lankais fasse des concessions aux revendications tamoules, ce qui implique une décentralisation en faveur des provinces et un referendum sur le futur statut des provinces du Nord et de l'Est du pays. En échange, New Delhi accepte de rétablir l'ordre dans le Nord et l'Est de l'île, par l'intermédiaire d'une force d'intervention l'*Indian Peace Keeping Force* (IPKF) qui doit notamment désarmer les groupes séparatistes. Face au refus des combattants LTTE de déposer leurs armes, l'IPKF tente de les y contraindre par la force, ce qui conduit à un

conflit avec cette force de maintien de la paix. Mal préparées au terrain et à une confrontation de guérilla, les forces indiennes se rendent coupables d'exactions à l'encontre des civils et leur présence sur le sol sri lankais est de plus en plus dénoncée à la fois par les Cingalais et les Tamouls. En 1990, le Président de Sri Lanka Premadasa, nouvellement élu, demande à l'Inde de retirer ses troupes et laisse le LTTE occuper le Nord de l'île et y organiser un État parallèle après le retrait effectif des forces armées indiennes. Les Tigres en profitent pour éliminer les groupes tamouls concurrents qui ont collaboré avec la force de maintien de la paix. Les membres de ces groupes qui ont échappé à ce règlement de compte se rapprochent de l'armée gouvernementale et perdent tout crédit auprès de la population tamoule. Par la suite les séparatistes LTTE et l'État sri lankais s'affrontent militairement pour le contrôle de la péninsule de Jaffna. Les combats entre les belligérants sont à l'origine d'importants déplacements de population (Madavan, 2011b).

La guerre civile renforce la polarisation ethnique de la société qui est nourrie par les propagandes des belligérants. Ces dernières mettent l'accent sur l'opposition inévitable entre les Tamouls et les Cingalais. La propagande du LTTE diabolise l'État sri lankais et présente le mouvement séparatiste comme étant le seul représentant légitime capable de défendre les intérêts et la survie de la communauté contre la volonté de la majorité cingalaise de «commettre un génocide culturel» à l'encontre des Tamouls de Sri Lanka. Le mouvement séparatiste attise aussi le sentiment communautariste et la haine de l'autre en perpétrant des attentats visant deux Présidents en exercice (Premadasa en 1993 et Kumaratunga en 1999), ou encore un symbole cher aux Cingalais bouddhistes le temple de la dent de Bouddha à Kandy en janvier 1998. Les attentats suicide perpétrés dans la capitale ont pour but de terroriser les Cingalais et de détériorer les relations intercommunautaires afin de rendre aux yeux de l'opinion publique sri lankaise incontournable la création d'un État séparé pour les Tamouls. En outre, le LTTE impose le culte de la personnalité de son leader et insiste dans sa propagande sur le sang versé par les martyrs pour la cause. Le refus des Tigres de toute prise de position tamoule dissidente ou différente de la position officielle du mouvement est à l'origine d'une importante pression sur la liberté d'action et d'expression des hommes politiques modérés et des personnes de la société civile. Les séparatistes n'hésitent pas à tuer ces personnes qui remettent leur autorité en question (le maire de Jaffna Durraiappa en 1975

conflit avec les Tigres. Les troupes indiennes sont accusées d'atteintes aux Droits de l'Homme et font face à une hostilité croissante de la population tamoule (Hoole *et al.*, 1990). De leur côté, les nationalistes cingalais sont opposés à la présence prolongée de l'armée indienne sur le sol sri lankais. Cette situation amène le gouvernement sri lankais à demander le départ des troupes indiennes. Dans le même temps, il engage des négociations avec les LTTE, au point d'arriver avec eux à un accord de cessez-le-feu. Malgré cela, les LTTE et l'IPKF continuent à s'affronter. Constatant l'accumulation de pertes dans les rangs de son armée avec un total de 1 100 morts, le gouvernement indien décide d'évacuer ses troupes en mars 1990.

ou encore la chercheuse et militante des Droits de l'Homme Rajani Thiranagama¹²⁷ en 1989) en présentant ces derniers comme des traîtres.

Les atrocités commises par l'armée à l'encontre de civils durant les opérations militaires creusent aussi le fossé entre la population tamoule et l'État. L'instrumentalisation de chaque incident par la propagande des Tigres leur permet de se présenter comme les seuls protecteurs de la communauté et de légitimer leur projet de créer un État tamoul indépendant de Colombo qui considère les civils tamouls davantage comme des terroristes à éliminer que comme des citoyens sri lankais à protéger. En outre, l'attitude des forces de sécurité (police et armée), de la bureaucratie et des nationalistes cingalais (*Jathika Hela Urumaya*¹²⁸ et *Janatha Vimukhti Peramuna*¹²⁹) renforce le sentiment de la minorité que la guerre qui est menée par l'État n'est pas dirigée uniquement contre le LTTE mais contre l'ensemble des Tamouls. La guerre rend ainsi plus difficile l'intégration de la minorité tamoule qui se retrouve piégée entre les belligérants.

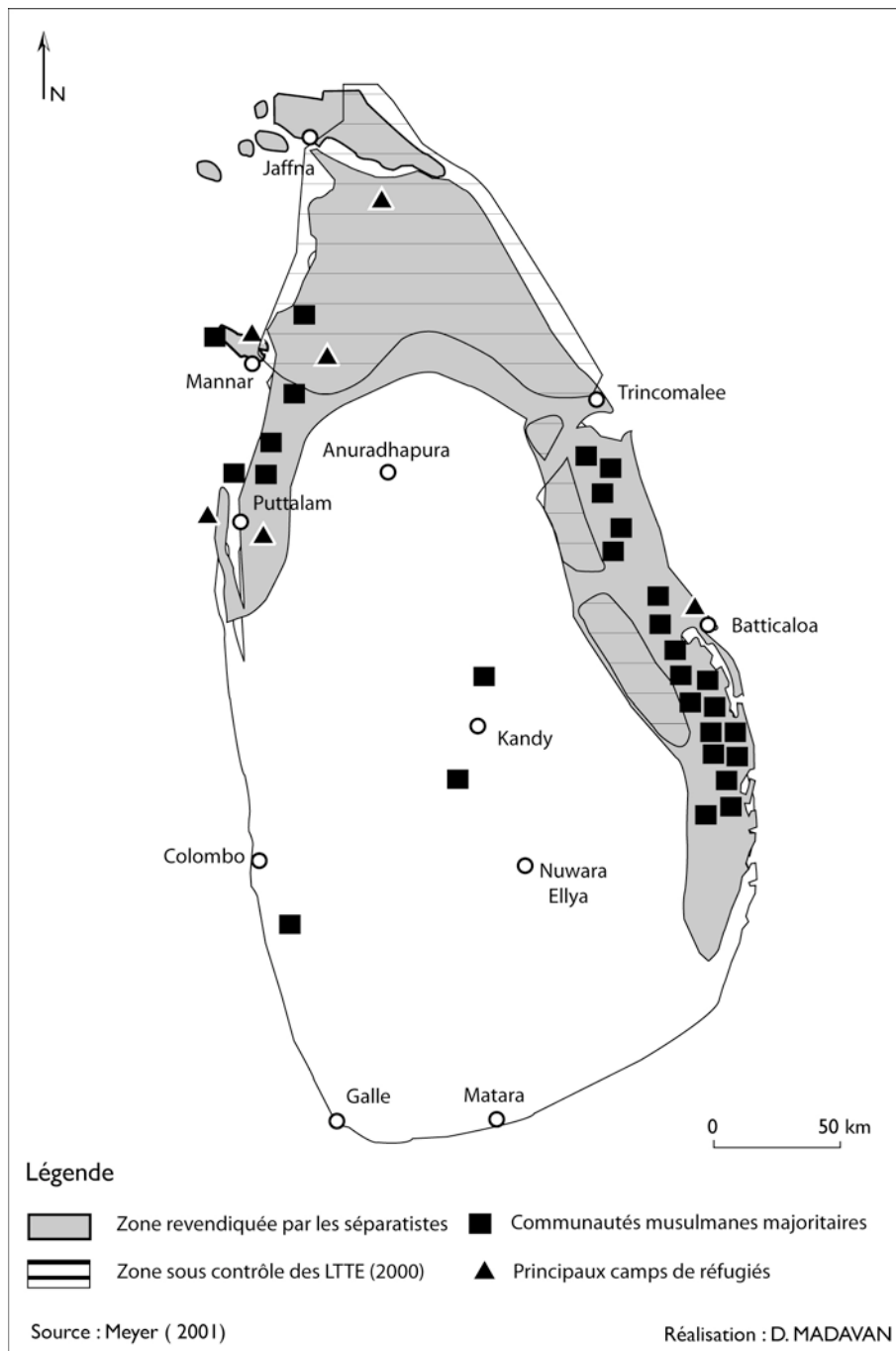
L'accord de cessez-le-feu de 2002, conclu grâce à la médiation de la Norvège, est pour la population civile une période d'accalmie qui favorise le retour d'une partie des déplacés dans leur région d'origine. Mais ce cessez-le-feu, qui a suscité beaucoup d'espoir chez les différentes communautés de l'île, ne résiste pas à la volonté des belligérants d'en découdre. Le Président Rajapakse est élu en novembre 2005 après avoir fait campagne en promettant de vaincre le LTTE et de mettre fin au rôle de médiateur de la Norvège. Le nouvel homme fort de Colombo n'est ainsi prêt à faire aucune concession aux Tigres. Dès lors, la stratégie du gouvernement est d'anéantir militairement le mouvement séparatiste pour résoudre le conflit. Pour cela, Rajapakse projette de reconquérir l'ensemble des territoires sous le contrôle du

127. Rajani Thiranagama est médecin et enseignante à l'université de Jaffna. Rajani est aussi une militante des Droits de l'Homme et une féministe qui après s'être engagée aux côtés du LTTE prend, à la fin des années 1980, ses distances du mouvement séparatiste dont elle critique les dérives totalitaires et la violence. Elle est l'un des membres fondateurs, avec des collègues universitaires, de l'*University Teachers for Human Rights* de Jaffna. Elle rédige avec ce collectif un ouvrage intitulé *The Broken Palmyra* (Hoole *et al.*, 1990) dans lequel sont dénoncées les atrocités commises par le LTTE, l'IPKF et l'armée sri lankaise à l'encontre des civils Tamouls de Jaffna. Quelques semaines après la publication de l'ouvrage, le 21 septembre 1989, elle est abattue près de chez elle par un militant Tigre.

128. Le *Jathika Hela Urumaya* (JHU) est lancé en 2004. Ce parti dirigé par des moines bouddhistes se présente comme garant des valeurs traditionnelles du pays. Le JHU exalte le nationalisme cingalais défendant la place du bouddhisme dans la société sri lankaise. Le parti s'allie avec le JVP pour s'opposer aux plans de Paix. Ces moines politisés défendent pendant le conflit la position de se débarrasser du problème terroriste par la force et militent pour le maintien d'un État centralisé à Sri Lanka.

129. Le *Janatha Vimukhti Peramuna* (JVP) est un mouvement révolutionnaire marxiste lancé dans les années 1960 par des admirateurs de Guevara afin de renverser le pouvoir en place. Ce parti est interdit à plusieurs reprises à cause des actions violentes qu'il a lancées pour déstabiliser les gouvernements en place (insurrections de 1971 et de 1987-89, assassinats politiques, attaques des forces de sécurité). Après l'échec de la rébellion 1971 dans le Sud de l'île, le parti évolue dans un sens ultra-nationaliste. Le parti veut protéger le pays de l'expansionnisme indien ou de l'influence de tout pays tiers. À ce titre, le JVP est très hostile aux Tamouls des plantations qu'il considère comme étant des éléments de cet expansionnisme. Le parti exploite également le sentiment anti tamoul en se présentant comme la force politique la plus hostile à la création d'un État tamoul indépendant. Ainsi, le JVP, qui est de nouveau autorisé depuis 1994, s'oppose à tout accord de Paix avec le LTTE. Il souhaite au contraire affaiblir militairement le mouvement rebelle tamoul et ne discuter avec ce dernier que s'il rend les armes, renonce à la demande d'un État indépendant.

Figure 16 : La situation géopolitique de Sri Lanka en 2000.



LTTE au Nord (Wanni) et à l'Est (figure 16), et si possible de déstabiliser le mouvement rebelle en essayant de capturer, voire d'assassiner le chef historique des Tigres. Ainsi, l'armée sri lankaise, qui s'empare des possessions orientales des Tigres en 2007, reconquiert la quasi-totalité de la région de Wanni, dans le Nord de l'île, faisant tomber successivement les villes de Killinochchi et Mullaitivu. L'armée sri lankaise finit par cantonner les rebelles en déroute sur une portion de 13 km² dans la région de Puthukkudiyirupu. Après plusieurs mois de bombardement, l'armée lance l'assaut final victorieux le 19 mai 2009. Le LTTE reconnaît sa défaite et son chef historique est retrouvé mort. Toutefois cette victoire militaire de Colombo, ne résout pas la question de l'intégration des Tamouls. Les revendications qui ont conduit une partie de la population tamoule de l'île à accorder son soutien au mouvement séparatiste n'ont pas trouvé la moindre reconnaissance de la part d'un gouvernement enfermé dans une logique triomphaliste et aucun processus de réconciliation n'est véritablement engagé.

Le refus de reconnaître les Tamouls d'origine indienne comme citoyens et les mesures discriminatoires adoptées par l'État à l'encontre de ceux du Nord et de l'Est sont à l'origine du problème tamoul à Sri Lanka. La radicalisation de la position des Jaffnais face à ces mesures discriminatoires se traduit par le développement d'un nationalisme tamoul prônant, pour les militants les plus radicaux, l'action violente pour la création d'un Eelam indépendant. La décision de l'État d'annihiler militairement les groupes paramilitaires séparatistes bascule le pays dans la guerre. Les atrocités commises par l'armée à l'encontre de civils tamouls et la propagande du LTTE creusent le fossé entre la population tamoule et l'État. L'attitude de certains membres des forces de sécurité, de la bureaucratie et des nationalistes cingalais durant les années de conflit à l'encontre des Tamouls renforce aussi le sentiment de la minorité que la guerre qui est menée par l'État n'est pas dirigée uniquement contre le LTTE mais contre l'ensemble des Tamouls, qui de fait payent le tribut des affrontements. Le contexte de guerre dans lequel évoluent les Tamouls de Sri Lanka explique la grande difficulté de l'État à intégrer cette minorité. Le conflit intercommunautaire a conduit à une stigmatisation des membres de cette communauté comme des terroristes et des anti patriotes au lieu d'insister sur leur appartenance à la nation commune sri lankaise. Sri Lanka n'est pas le seul pays pluriel dans lequel l'État privilégie la communauté majoritaire au détriment de ses minorités. Dans le cas de la Malaisie, l'État défend une politique de discrimination positive à l'égard des Malais. Toutefois, malgré le mécontentement suscité par l'adoption de ces mesures chez les Chinois et Tamouls du pays, cette politique n'est pas à l'origine d'affrontements armés avec le pouvoir central.

B. L'institutionnalisation de la discrimination positive en Malaisie et le mal-être tamoul.

Les partis politiques ethniques sont déjà à la veille de l'indépendance de la Malaisie les principaux acteurs de la vie politique. Avec l'indépendance, l'élite malaise accroît encore plus son ascendant sur le pays et développe une institutionnalisation des discriminations positives destinées à favoriser le rattrapage des Malais.

Pour préparer l'indépendance du pays, le gouvernement colonial envisage dans le *Malayan Union Proposal* de 1946 de créer une citoyenneté commune pour tous les Malaisiens quelle que soit leurs origines et de les laisser gouverner eux-même leur pays dans le cadre d'un État unitaire. Mais les Malais qui craignent d'être dépossédés de la terre de leurs ancêtres par les communautés immigrantes, en particulier les Chinois, créent la même année leur propre parti politique communautaire l'*United Malay National Organisation* (UMNO). Le dirigeant de ce parti, Dato Onn Bin Jaffar, engage un mouvement de protestation afin d'obtenir la création d'une fédération de Malaisie et non d'un État centralisé. Les Sud-Asiatiques en 1946, puis les Chinois en 1949 créent à leur tour leur propre association politique le *Malayan Indian Congress* (MIC) et le *Malayan Chinese Association* (MCA) pour défendre leurs intérêts. En 1953, l'UMNO, qui rencontre les problèmes de trésorerie, et le MCA, qui n'a pas assez poids électoral, coopèrent pour garantir un bénéfice mutuel. L'année suivante c'est le MIC qui rejoint les deux autres partis dans l'*Alliance* (qui sera renommée après l'indépendance le *Barisan National* (BN)). Le MIC abandonne alors son but de créer un système politique non communautariste afin de garantir, grâce à leur participation au BN, une représentation politique dans les futures institutions. Les partis politiques ethniques sont ainsi avant même l'indépendance du pays les principaux acteurs de la vie politique et la coalition reflète la domination politique et culturelle des Malais.

L'intégration en 1963 des États de Bornéo de Sabah et du Sarawak et surtout de Singapour à la fédération de Malaisie a des conséquences politiques importantes. Les Malais redoutent que les Chinois puissent avec le temps les supplanter démographiquement avec l'entrée de Singapour. En effet, si dans la péninsule les Malais représentent 55,3 % (Saw, 2007) de la population, leur poids est seulement de 50 % à l'échelle de la fédération. Les Chinois comptent pour 34 % de la population de la péninsule et 32 % au niveau de la fédération. Les Sud-Asiatiques représentent 10 % de la population de la péninsule et 8,5 % de celle du pays. Le reste de la population est composé de communautés non malaises vivant dans le Sarawak et à Sabah.

Politiquement le *Barisan National* doit aussi composer avec l'arrivée sur la scène politique nationale du *People's Action Party* (PAP) de Singapour. Ce parti politique fait campagne pour une Malaisie non communautaire appartenant à tous les Malaisiens sans distinction alors que le BN est favorable au maintien du *statu quo* et de l'harmonie grâce à une représentation communautaire. La crainte que les Chinois contrôlent la vie politique de la fédération et les émeutes anti-chinoises de l'été 1964, qui font 23 morts, aboutissent à l'expulsion de Singapour en 1965, comme nous le rapporte Regnier :

« La séparation, [...], trouve ses origines dans de multiples divisions opposant dès le départ Singapour et son hinterland malais réunis au sein de la fédération. Au-delà de la dichotomie entre une société urbaine et commerciale et un monde rural largement traditionnel, c'est le clivage irréconciliable entre Malais et Chinois, véritable catalyseur de toutes les oppositions, qui éclate au grand jour lorsque le PAP veut présenter aux élections fédérales de 1964, au nom de la pluriracialité et de l'anticommunisme, des candidats dans toute la péninsule face au parti de l'Alliance de Tunku Abdul Rahman (dominé par l' Union Nationale des Malais, UMNO, et soutenu par l'association des Chinois de Malaisie, la MCA, minoritaire). »

(Regnier, 1987, p. 20)

L'expulsion de Singapour conforte le système politique communautaire en Malaisie dans lequel l'UMNO joue un rôle prééminent. Seuls les principaux responsables du MIC et du MCA obtiennent, grâce au soutien de l'UMNO, quelques sièges au Parlement et dans le gouvernement. Quelques années plus tard, en 1969, la victoire d'un parti de l'opposition, le *Democratic Action Party* (DAP), lors d'élection à Penang et à Kuala Lumpur et leur célébration par la communauté chinoise est à l'origine d'émeutes contre cette minorité qui font 100 morts (Margolin, 1988). Suite à ces incidents, l'élite malaise accroît encore plus son ascendant sur le pays et développe une institutionnalisation des discriminations positives destinées à favoriser le rattrapage des Malais. L'État décide également de restructurer l'économie du pays. La NEP, qui est lancée en 1971 par le Premier Ministre Abdul Hussein Razak, doit permettre à la fois d'éradiquer la pauvreté et de restructurer la société afin de réduire la spécialisation professionnelle des ethnies. La NEP devient l'instrument principal de la promotion socio-économique des Malais comme l'explique Muzzaffar :

« *The post-1969 Malay middle class regarded its establishment in commerce, industry, and the professions as of supreme importance. Indeed, this is why one of the twin objectives of the New Economic Policy (NEP), which is in effect the magna carta of the Malay middle class, was to ensure that 30 per cent of commerce, industry, and the professions was in bumiputra hands by 1990. In order to achieve this goal, the state bestowed special privileges upon bumiputra in the award of contract and licences, it organized joint ventures with bumiputra in trade and investment...* »

(Sandhu and Mani 2006, p. 225)

La NEP favorise l'essor d'une classe moyenne malaise et permet d'augmenter la participation de cette communauté dans le secteur commercial et industriel.

L'État prône également la nécessité d'institutionnaliser davantage le malais comme langue nationale. Le malais devient ainsi la seule langue d'enseignement nationale à l'université et la langue de travail au sein du gouvernement et du système judiciaire. La maîtrise de cette langue devient indispensable pour occuper des emplois dans la fonction publique. En outre, un amendement de la constitution instaure des quotas d'admission très favorables à la communauté malaise pour l'entrée dans les établissements d'enseignement supérieur et l'emploi dans la fonction publique (Willford, 2006). Ainsi, quatre Malais sont recrutés pour un non-Malais choisi.

En outre, le *Barisan National* tente aussi d'éradiquer la pauvreté de la communauté malaise grâce au développement d'une politique d'assistance économique. Ainsi, les Malais obtiennent plus de subventions, de bourses d'étude, des licences ou des crédits par l'État qui présume que les non-Malais jouissent d'une meilleure situation. Le développement de la NEP a pour conséquence de baisser les opportunités professionnelles des minorités et de marginaliser encore plus les Sud-Asiatiques. Les Tamouls se sentent lésés par la décision du gouvernement de ne pas promouvoir un système méritocratique dans le pays. Ils dénoncent la partialité de l'État qui ne fait pas respecter l'équité des chances, pour toutes les communautés du pays, d'ascension sociale. Ainsi, l'établissement de quotas très favorables aux Bumiputras s'est réalisé au détriment des Sud-Asiatiques, dans des secteurs des emplois de la bureaucratie, de la santé ou encore de l'ingénierie dans lesquels ils occupaient traditionnellement une place importante.

La classe ouvrière tamoule est également anxieuse à l'encontre de la politique économique développée par l'État qui ne tient compte que des intérêts des Malais (Janakey Raman, 2009). Ainsi, la NEP accorde beaucoup d'importance à l'agriculture dans les deux premiers plans (1966-70 et 1971-75). L'État veille avant tout à assurer l'autosuffisance alimentaire, la diversification économique et le développement du monde rural. Pour cela l'État malaisien crée des institutions alternatives pour le crédit et encourage, avec le soutien de la banque mondiale, la révolution verte dans le pays. Cette dernière augmente considérablement la production de riz grâce à la mise au point de variétés à haut rendement qui enrichit les grands fermiers malais. La NEP permet une augmentation de la croissance et la diminution de la pauvreté des Malais dans les campagnes. La loyauté de la paysannerie malaise à l'UMNO est assurée comme en ville par les subventions qui leur est allouée. Par contre, les plantations, qui sont considérées comme des propriétés privées, et leurs ouvriers majoritairement Tamouls,

sont négligées par l'État qui ne prévoit aucun fond et programme pour lutter contre la pauvreté de cette communauté. Au contraire, le durcissement des conditions pour obtenir la nationalité malaisienne et l'imposition aux travailleurs n'étant pas citoyens du pays d'obtenir un permis de travail pour exercer une activité professionnelle détériorent leur condition de vie. Les ouvriers Sud-asiatiques, notamment les Tamouls des plantations, sont piégés par la politique communautaire et leur statut défavorable. Depuis l'indépendance, ces ouvriers sont encore plus marginalisés malgré la croissance économique que connaît le pays.

Par ailleurs, l'adoption d'un système de quotas ethnique pour l'admission à l'université pénalise les jeunes issus des minorités qui ne sont plus sûrs que leur mérite suffise pour assurer la poursuite leurs études dans le supérieur. À l'inverse, des étudiants malais moins méritants obtiennent une place à l'université grâce à leur ethnicité. De nombreux Tamouls sont alors obligés de s'expatrier pour étudier ou travailler faute d'opportunité sur place. La NEP a plus consolidé l'hégémonie de la majorité malaise que lutté contre les inégalités et les désavantages sociaux.

C'est seulement en 1991 que le *National Economic Consultative Council* (NECC) reconnaît que les Sud-Asiatiques n'ont pas bénéficié du NEP (Janakey Raman, 2009). Le NECC recommande au gouvernement d'adopter également des mesures de discriminations positives en faveur des couches populaires « indiennes » afin qu'elles puissent rattraper leur retard pendant le *National Development Policy* (1991-2000) qui succède à la NEP (Janakey Raman, 2009). L'État s'engage à améliorer le salaire des ouvriers des plantations, à soutenir les écoles primaires tamoules, à améliorer la formation des jeunes et des travailleurs ou encore à mettre en place des bourses spécifiques permettant aux meilleurs étudiants d'origine indienne de milieu défavorisé d'étudier dans le supérieur et à l'étranger.

Depuis 2001, l'État malaisien a adopté un nouveau programme de développement le *National Vision Policy*¹³⁰ (NVP) afin de renforcer l'unité de la nation et de lutter contre la pauvreté et les disparités inter-ethniques, surtout entre les Malais et les Chinois. Dans son dernier projet *Vision 2020*¹³¹, le gouvernement s'engage à faire de la Malaisie un pays totalement développé. Pour cela, l'État compte accélérer l'urbanisation, la croissance économique et la modernisation, tout en renforçant l'unité nationale. Suite aux bons résultats de l'opposition en 2007 et aux manifestations tamoules (Chapitre 1) qui les ont précédées, le *Barisan Nasional* affirme l'importance du maintien de la diversité religieuse et de l'harmonie interethnique pour apaiser les esprits. Le nouveau Premier Ministre Najib Abdul Razak

130. Source : http://www.epu.gov.my/html/themes/epu/images/common/pdf/8th_msia_plan_c1_cont.pdf

131. Source : <http://www.pmo.gov.my/?menu=page&page=1898>

promeut l'idéal du « *IMalaysia* » avec l'idée que dans le futur l'identité nationale devra transcender les différences ethniques.

Le choix de l'État malaisien de favoriser les Bumiputras est donc à l'origine d'un malaise qui a donné lieu ces dernières années à d'importantes contestations qui se sont traduites à la fois par des manifestations d'envergures de la communauté tamoule, en particulier hindouiste, et par un revers électoral du BN grâce à la coalition de l'ensemble des forces de l'opposition.

La crainte des Malais conservateurs de voir les Chinois s'emparer un jour des rênes du pouvoir les incite à mettre en place une coalition de partis communautaires dominée par l'UMNO. L'adoption par l'État d'une politique de discrimination positive en faveur des Malais favorise la promotion socio-économique des Malais et de leur culture. Dans le même temps, cette politique d'assistance réservée à la seule communauté majoritaire est mal vécue par la minorité tamoule qui se sent oubliée voire marginalisée. La promotion d'un système de quotas, et non méritocratique, pour l'entrée à l'université ou le recrutement dans la fonction publique et l'absence de programme d'assistance publique suffisant pour les classes populaires tamoules sont à l'origine du mécontentement de cette communauté à l'égard de l'État qui leur apparaît partial. La participation à des grandes manifestations (notamment celles de l'HINDRAF) et le vote pour les partis de l'opposition ont été l'occasion pour les Tamouls de montrer leur mécontentement face à cette politique étatique qui leur semble discriminatoire et de sanctionner le *Barisan Nasional* qui le symbolise.

La situation malaisienne tranche avec celle de Singapour. La promotion par la cité-État d'un multiculturalisme particulier reconnaissant quatre ensembles culturels (Les Chinois, les Malais, les Indiens et les « Autres ») empêche la résurgence de conflits inter-ethniques. En préservant les minorités du risque d'assimilation, l'État singapourien favorise l'intégration des Tamouls.

C. La promotion du Multiculturalisme CMIO à Singapour et l'intégration des Tamouls.

La situation d'urgence dans laquelle se trouve Singapour lors de la proclamation de son indépendance conduit les dirigeants de l'île à développer un multiculturalisme reconnaissant l'égalité entre les Chinois, les Malais, les Indiens et les « Autres » pour assurer l'unité nationale, indispensable pour la survie et le développement du pays. Au contraire des

deux précédents cas étudiés, l'État singapourien veut apparaître impartial en évitant d'adopter une politique ethnocentriste. Pour cela les dirigeants du pays privilégient la promotion de la méritocratie, les échanges interculturels notamment à l'école et encourage la population à apprendre l'anglais. En préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation, l'État favorise leur adhésion à une identité plus large, qui est nationale, et donc leur intégration.

Alors que beaucoup de dirigeants du *People's Action Party* (PAP) sont nés, ont étudié ou ont de la famille en Malaisie, ces derniers doivent se résoudre à développer auprès des communautés de l'île une nouvelle identité nationale. Cette mission s'avère d'autant plus compliquée que, lors de la période qui suit l'accession à l'autonomie en 1959, les responsables politiques ne développent pas un nationalisme singapourien mais malaisien dans le cadre de la participation à la fédération tant souhaitée. Mais les difficultés économiques, le fort taux de chômage du pays et les rapports encore tendus avec les États voisins rendent indispensable l'union nationale. Dépasser l'intérêt communautaire semble être la seule chance pour assurer la survie et le développement économique du pays. Pour cela, les hommes forts de ce nouvel État doivent à tout prix mettre fin aux tensions intercommunautaires pour assurer le développement du pays et surtout construire une identité nationale qui fédère l'ensemble des populations de l'île. Dans le même temps, la grande hétérogénéité des habitants du pays oblige les responsables politiques à ne pas donner l'impression de réaliser cette unité au détriment de l'une des diverses minorités culturelles. Le gouvernement ne veut surtout pas être accusé de favoriser les Chinois et risquer de voir les Malais et les Sud-Asiatiques se tourner vers des pays tiers. Lee Kuan Yew fait dès lors le choix de promouvoir un multiculturalisme dans lequel l'État reconnaît officiellement quatre ensembles communautaires: les Chinois, les Malais, les Indiens et les « Autres ¹³² ». Cette conceptualisation de la société de Singapour doit simplifier l'hétérogénéité culturelle des populations. Avec l'adoption du système CMIO (*Chinese, Malays, Indians and Others*), toute personne résidant sur l'île doit d'abord se définir par l'une de ces quatre catégories qui est inscrite sur sa pièce d'identité, et non par sa communauté « micro-ethnique ». Cette politique permet de valoriser une identité englobant différentes communautés ethniques qui, malgré leurs oppositions, ont conscience d'appartenir à une même civilisation. La mise en place de cette société CMIO permet au PAP de lancer une promotion égale des cultures de ces quatre ensembles, ce qui aurait été impensable pour les identités ethniques qui sont bien trop nombreuses. Ainsi, le gouvernement associe à chaque composante officielle une langue

132. La catégorie définit comme « Autres » est très hétérogène. On y retrouve les personnes de type caucasien, les Eurasiens et toutes les minorités qui n'appartiendraient pas aux communautés asiatiques chinoise, malaise ou indienne.

(mandarin, malais, tamoul et anglais), une religion (bouddhisme/taoïsme, islam, hindouisme ou christianisme) et une culture.

Le choix des langues officielles n'est pas anodin. Dans le contexte de Singapour, où plusieurs dialectes du Sud de la Chine sont employés, l'État impose le mandarin. Les dirigeants légitiment la promotion de ce dialecte peu parlé dans l'île par le fait que la Chine en a fait sa langue nationale. La maîtrise de cette langue devient alors un atout pour les échanges avec l'ancien empire du Milieu et facilite l'acceptation de ce choix parmi les Sino-singapouriens. La promotion du malais à la fois comme langue officielle des Malais et du pays est un moyen de prouver à la communauté internationale que le nouvel État singapourien, dont la population est majoritairement chinoise, n'a pas l'intention d'opprimer la minorité malaise. La supériorité démographique des Tamouls sur les autres groupes linguistiques du sous-continent indien favorise le choix de la langue de cette communauté pour représenter la population Sud-asiatique de Singapour. La promotion du tamoul comme langue officielle est déterminante pour le rayonnement de la culture tamoule malgré le faible poids démographique de la communauté dans l'île. Au niveau politique, la promotion du multiculturalisme CMIO se traduit par l'intégration de nombreux Sud-asiatiques, et surtout Tamouls, dans les sphères de prises de décision ou encore de représentation du pays à l'étranger (chapitre 1). Enfin, l'anglais, qui était la langue de l'ancienne puissance coloniale et des élites du pays, est reconnu comme étant la langue officielle des « Autres ». L'adoption du système CMIO entraîne la traduction de tous les actes officiels dans l'administration, les tribunaux ou le Parlement dans ces quatre langues. L'État s'applique à ce que les quatre communautés CMIO soient associées dans les représentations officielles. Ainsi, les timbres ou les billets de banques du pays comportent des inscriptions dans les quatre langues. Les chaînes de télévision nationales diffusent des programmes en mandarin, malais, tamoul et anglais. De même, l'État sur ses affiches officielles n'hésite pas à représenter des personnages, souvent stéréotypés, symbolisant l'unité de la population singapourienne. Cette politique de promotion des quatre communautés CMIO, reconnues comme séparées mais d'égale importance, installe les fondements d'une possible coexistence intercommunautaire à Singapour et de la naissance d'une identité nationale définie comme multiculturelle. En effet, un équilibre est trouvé pour permettre aux Singapouriens de développer une double identité. L'identité nationale n'étant pas définie selon l'idée de la supériorité de l'une des communautés du pays, elle est facilement intégrée par les différentes populations singapouriennes.

Pour favoriser les échanges intercommunautaires et la naissance d'une culture

nationale, Lee Kwan Yew insiste sur l'importance de l'école. Le parti au pouvoir nationalise le système scolaire, encourage la constitution d'écoles intégrées et de l'enseignement bilingue (en anglais et dans la langue maternelle assignée à chaque communauté par le système CMIO). Les établissements scolaires intégrés ont pour mission d'atténuer les stéréotypes entre les populations, en favorisant l'interaction des enfants de différentes cultures. La cour de récréation devient un lieu où les écoliers jouent ensemble et développent des valeurs communes. En outre, le ministère de l'Éducation s'efforce de procurer des ouvrages d'enseignement réalisés dans l'île et qui tiennent compte de la réalité de la société de Singapour. Ainsi, on retrouve dans ces ouvrages les symboles nationaux comme le caractère multiculturel du pays. Le programme d'histoire fait découvrir à tous les écoliers les différentes cultures du pays. Des sorties scolaires dans les musées ou dans les quartiers classés comme patrimoines ethniques (Chinatown, Little India et Kampung Glam) sont autant d'opportunités d'éveiller les jeunes générations à la culture de l'autre. L'école permet enfin de développer chez les plus jeunes le sentiment de patriotisme grâce au serment quotidien d'allégeance à Singapour. L'importance de cette cérémonie est très bien décrit par Puru Shotam :

« In a multiracially integrated Singaporean school, in which children were distinguished according to CMIO (Chinese, Malays, Indians, Others) and a related language-based school curriculum, one can hear the children start their school day by reciting a pledge, which all Singaporeans know something about "We the citizens of Singapore, pledge ourselves as one united people, regardless of race, language or religion, to build a democratic society, based on justice and equality, so as to achieve happiness, prosperity and progress for our nation »

(Puru Shotam, 2000, p. 13)

L'école réussit ainsi à devenir le creuset de l'identité singapourienne qui consacre le multiculturalisme CMIO.

Par ailleurs, Lee Kuan Yew est très préoccupé par le fait qu'il n'existe pas de langue commune entre les populations de l'île. C'est notamment ce qui le pousse à déclarer : *« ... a person who is a monolingual, competent in only one language, is a problem to him and to his society »* (Quah, 1990, p. 59). Pour favoriser la compréhension interethnique, le gouvernement développe une politique officielle de bilinguisme obligatoire à l'école à partir de 1966. Les parents sont ainsi libres de choisir deux langues officielles comme langues d'instruction. L'anglais, qui est présenté comme la langue de la technologie et de la science, semble plus utile dans le monde professionnel et est souvent choisi comme première langue. De plus, cette langue a l'avantage d'être neutre culturellement vis-à-vis des principales

communautés de l'île. Ainsi, l'anglais peut plus facilement servir de *lingua franca* sans donner l'impression aux minorités que le groupe majoritaire tente de l'assimiler. Le choix de la seconde langue vivante doit permettre aux différentes communautés asiatiques de retrouver leurs racines grâce à la pratique de la langue assignée par le gouvernement selon la catégorisation CMIO. Le choix du malais semble tout naturel pour les Malais alors que celui du mandarin s'impose par le fait que ce dialecte devient alors un atout pour les échanges avec la Chine. Par contre, le choix du tamoul pour les communautés Sud-asiatiques ne fait pas consensus. Si le tamoul est accepté comme langue d'enseignement par les populations dravidiennes non-tamoules, il n'en est pas de même pour les populations de cultures Nord-indiennes. Celles-ci préfèrent souvent apprendre le malais que le tamoul en deuxième langue pour manifester leur opposition. En 1990, face au mécontentement de ces communautés, dont les enfants n'arrivent pas entrer à l'université à cause de leurs notes insuffisantes dans l'épreuve de langue dite maternelle, le gouvernement accepte d'accorder au punjabi, à l'hindi, à l'urdu, au goujérati et au bengali le statut de langue maternelle sans pour autant qu'elles deviennent des langues officielles (Rai, 2006). Il est intéressant de noter que, pour ménager les Tamouls, l'État évite de reconnaître aux langues des populations dravidiennes non tamoules (malayalam et télougou) le statut de langue maternelle pour l'enseignement alors que ces populations sont bien plus importantes en nombre que les communautés Nord-indiennes¹³³. Les Tamouls de confession musulmane préfèrent, pour certains, inscrire leurs enfants en malais qui est considéré comme la langue des musulmans dans le pays. Le *lobby* tamoul s'est montré très mécontent que l'État n'ait pas véritablement imposé le tamoul à l'ensemble des communautés Sud-asiatiques du pays alors que le mandarin l'a été pour les Chinois. Par contre, avec la remise en cause du statut privilégié de leur langue, les Tamouls redoutent de ne plus être aux yeux de l'État qu'une communauté Sud-asiatique parmi tant d'autres. Le bilan de la politique du bilinguisme reste tout de même positif pour le gouvernement qui atteint ses deux principaux objectifs. L'anglais est définitivement considéré comme la langue commune des Singapouriens et la part de la population anglophone ne cesse d'augmenter (Singapore Department of Statistic, 2006b). Par ailleurs, le mandarin est devenu

133. L'État justifie notamment sa décision de ne pas accorder au télougou et au malayalam le statut de langue maternelle pour l'enseignement par le fait que les enfants des communautés dravidiennes, non-tamoules, réussissent à valider l'épreuve de tamoul. La proximité culturelle avec les Tamouls (linguistique, célébrations) ou les alliances matrimoniales passées entre les membres de ces communautés expliquent que le tamoul est plus facilement accepté par les autres communautés dravidiennes. En outre, au contraire des communautés Nord-indiennes, il n'y a pas eu de lobby télougou ou kéralais demandant au People's Action Party d'accorder à leur langue d'origine, le statut de langue d'enseignement officielle. Cette attitude peut s'expliquer par le poids politique prépondérant des Tamouls au sein de la communauté Sud-asiatique de l'île (chapitre 1). En s'alliant avec ces derniers, les Kéralais et les Télougous réussissent à obtenir des avantages plus facilement auprès de la principale communauté Sud-asiatique du pays.

la principale langue chinoise du pays aux détriments des autres dialectes.

En outre, pour pérenniser la coexistence pacifique à Singapour, l'État adopte un système méritocratique pour l'entrée à l'université et dans la fonction publique, afin de garantir l'égalité entre les citoyens et l'harmonie sociale. Pour cela, le gouvernement mène une lutte contre la corruption et prévoit des amendes allant jusqu'à 100 000 dollars singapouriens en 1989. Ainsi, l'État se présente comme impartial en assurant à chaque citoyen l'égalité de traitement quelque soit son appartenance communautaire ou son statut socio-économique. Cette position favorise l'ascension sociale de chacun au mérite. Les Singapouriens sont encouragés à travailler dur pour mériter leur salaire et à encourager leurs enfants à réussir leurs études. En insistant sur l'importance de la méritocratie, l'État singapourien évite de discriminer les minorités.

L'idéologie et les valeurs développées par le PAP permettent de faire accepter l'idée d'une société multiculturelle CMIO et d'unir les diverses communautés de l'île en faveur de l'intérêt commun. Le succès économique de Singapour qui passe en quelques décennies du statut de pays du tiers monde à celui de pays développé s'explique pour beaucoup par la capacité de l'État à réunir politiquement les différentes communautés de l'île tout en préservant leurs différences culturelles grâce au système CMIO. En évitant l'adoption d'une politique ethnocentriste et la stigmatisation des minorités grâce à la promotion de la méritocratie, l'État réussit à apparaître impartial et favorise la promotion des échanges intercommunautaires et l'unité dans la diversité.

La crainte de l'État post-colonial singapourien d'un retour des conflits intercommunautaires l'a conduit à promouvoir le multiculturalisme CMIO. Cette politique préserve les minorités de tout risque d'acculturation ou de marginalisation au profit des Chinois grâce à l'imposition de la méritocratie pour l'entrée dans la fonction publique et à l'université. L'égalité entre tous les citoyens est garantie et favorise l'intégration des minorités. Parmi ces dernières, les Tamouls tirent particulièrement profit du système CMIO. Leur prépondérance démographique sur les autres Sud-asiatiques décide l'État à privilégier le tamoul comme langue officielle pour les « Indiens ». La volonté du PAP d'associer les membres des principales minorités du pays le conduit à intégrer de nombreux Tamouls aux sphères de décisions ou de la représentation politique. Malgré le refus de l'État d'imposer de force le tamoul comme langue maternelle aux communautés d'origine Nord-indiennes, les Tamouls préservent une place de choix dans la société singapourienne. Cela explique que l'État est perçu par une majorité de Tamouls singapouriens comme une institution protectrice et qu'ils se sentent bien intégrés (chapitre 1). Au contraire de la Malaisie, les Tamouls de Singapour n'appartiennent pas en majorité à des

couches populaires défavorisées.

Les politiques menées par les États post-coloniaux vis-à-vis de leurs minorités conduisent à des contextes nationaux favorisant la plus ou moins grande identification des Tamouls à la Nation et leur intégration. Les mesures discriminatoires adoptées par l'État Sri lankais donne naissance à un nationalisme tamoul qui revendique la création d'un Eelam indépendant pour défendre l'identité et les intérêts de la principale minorité du pays. Cette remise en cause de l'intégrité territoriale aboutit à un conflit armé opposant l'État aux séparatistes du LTTE. Le contexte de guerre creuse le fossé entre la population tamoule et l'État et explique la difficile intégration de cette minorité. En Malaisie, la politique d'assistance socio-économique réservée à la seule communauté malaise est mal vécue par la minorité tamoule qui se considère marginalisée. La partialité de l'État alimente le malaise et le mécontentement des Tamouls qui ont le sentiment de n'être que des citoyens de seconde zone. À l'inverse, le choix de l'État singapourien de prendre le contre pieds de son voisin malaisien l'amène à développer le multiculturalisme CMIO. La promotion égale de ces quatre cultures, l'imposition de la méritocratie et l'association des principales minorités du pays au pouvoir préserve les minorités de tout risque d'acculturation. Cela explique qu'au contraire de Sri Lanka et de la Malaisie, l'État singapourien est perçu par une majorité de ses citoyens tamouls comme une institution protectrice et que les minorités se sentent bien intégrées. Les politiques de ces trois États vis-à-vis de leurs minorités ont aussi un impact sur l'évolution de la répartition des Tamouls dans ces villes capitales.

3. La répartition des Tamouls depuis les indépendances

La période post-coloniale est marquée par des changements de la distribution des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour suite à l'évolution politico-économique de ces pays. La capitale sri lankaise, qui accueille une migration économique de Tamouls du Nord et des plantations, devient également avec la guerre une ville refuge pour les Jaffnais. Cet afflux de déplacés de guerre transforme la géographie de la population dans la ville. Dans le cas de la capitale malaisienne, le changement d'orientation économique décidé par l'État pousse des centaines de milliers de Tamouls des plantations à s'installer dans les quartiers spontanés de la ville. La décision dans les années 1990 du gouvernement d'éradiquer des

quartiers spontanés de Kuala Lumpur pour en faire une ville moderne est mal acceptée par les Tamouls qui craignent d'être nouvelle fois déracinés et d'assister à la disparition des quartiers communautaires. À Singapour, les dirigeants de la cité-État imposent une politique de relogement des populations qui met fin à la ségrégation géographique des habitants et fait au contraire cohabiter les différentes communautés dans des mêmes espaces de vie. Cette déségrégation des communautés ethniques est l'instrument qui rend possible la révolution de la société favorisant la coexistence intercommunautaire.

A. La distribution post-coloniale des Tamouls à Colombo

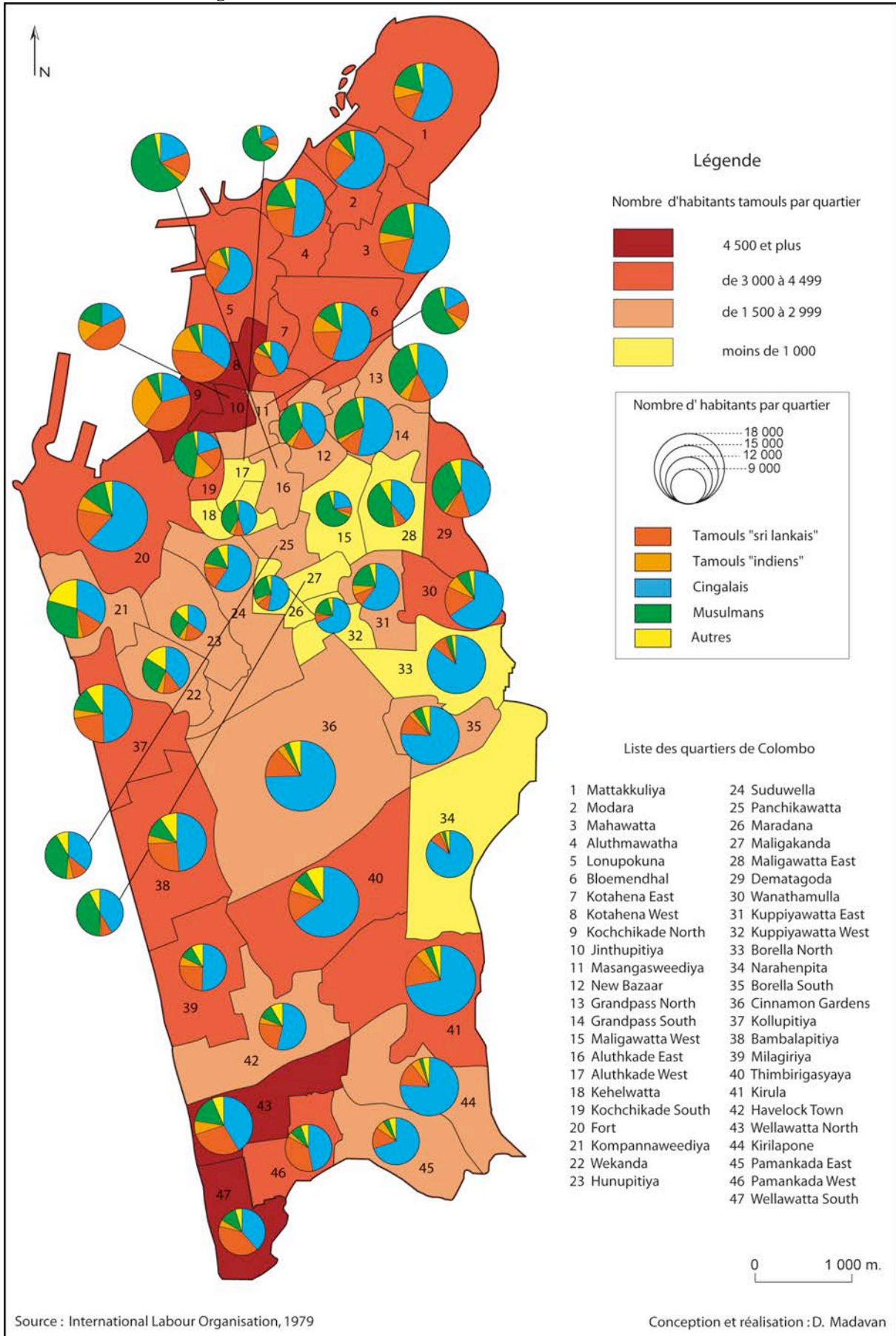
Durant la domination coloniale, la capitale ceylanaise a vu affluer de nombreux travailleurs des autres régions de l'île et des régions méridionales de l'Inde. C'est durant cette période que ce sont constitués dans la ville deux territoires marqués par la présence de Tamouls. Après la proclamation de l'indépendance, le sort des Tamouls originaires du sous-continent devient précaire avec une remise en cause par l'État de leur citoyenneté et de la légitimité de leur présence dans l'île. Si dans un premier temps les Tamouls ceylanais tirent bénéfice de la mise à l'écart des Tamouls d'origine indienne pour trouver des emplois dans le commerce et dans l'administration, cette situation ne dure pas. La cingalisation du secteur public sri lankais remet en cause le recrutement de l'élite tamoule ceylanaise dans l'administration et les emplois qualifiés. Les Tamouls des plantations sont, quant à eux, de plus en plus nombreux à venir dans la capitale faute de travail dans leur région d'origine. Par ailleurs, l'augmentation des attentats et sabotages perpétrés par des groupes paramilitaires séparatistes, à l'encontre des symboles de l'État dans les provinces Nord et Est tendent les relations intercommunautaires dans la ville. La capitale, qui a déjà connu plusieurs émeutes post-coloniales en 1956, 1958 et 1977, est de nouveau le théâtre d'incidents graves avec le pogrom anti-Tamoul de 1983. Par la suite, malgré la guerre opposant l'État sri lankais et le LTTE, Colombo devient le principal centre de convergence des flux migratoires qui transforment la géographie de la population dans la ville. La distribution géographique des Tamouls dans le *Municipal Council* de Colombo connaît d'importantes transformations depuis le recensement de 1953 suite à la dégradation des relations intercommunautaires. Déjà en 1971, le durcissement de la politique migratoire vis-à-vis des ressortissants indiens et les mesures défavorables aux Tamouls d'origine indienne affaiblissent le poids démographique de ce groupe qui ne représente plus que 6,2 % de la population de la cité contre 17 % en 1921 (International Labour Organisation, 1979). Malgré la diminution de la part des Tamouls

d'origine indienne dans la ville, le nombre total des Tamouls passe de 54 153 habitants à 138 083 entre 1921 et 1971. Cette augmentation est surtout due à l'afflux de Tamouls de la province septentrionale et dans une moindre mesure de celle de l'Est et que des Tamouls d'origine indienne se déclarent Tamouls sri lankais. En effet, durant la même période, le nombre de Tamouls ceylanais passe de 14 593 (6,3 % des habitants de la ville) à 103 071 (18,4 %). En 1971, le poids démographique des Tamouls ceylanais est supérieur à celui des Tamouls d'origine indienne dans tous les quartiers de la ville (figure 17). La présence de ces derniers n'est plus significative que dans trois quartiers du Nord de la ville : Kochchikade North (4 055 individus soit 31,5 % des habitants du quartier), Ginthupitiya (1 897 individus soit 16,7 % des habitants du quartier) et à Kotahena West (1 914 individus soit 15,4 % des habitants du quartier). Les Tamouls dans leur ensemble se concentrent principalement dans leurs deux centres de peuplement historique dans la ville. Dans le Nord, les Tamouls comptent pour plus de 50 % des habitants dans les quartiers de Kotahena West, Kochchikade North et Ginthupithiya et ont une majorité relative à Kotahena Est (42,5 %). L'afflux de migrants tamouls du Nord et de l'Est du pays dans ces quartiers est évident. Les Tamouls ceylanais sont devenus la principale communauté à Kotahena West (5 279 individus soit 42,6 % des habitants du quartier), Kochchikade North (4 972 individus soit 38,6 % des habitants du quartier) et Ginthupithiya (5 511 individus soit 45,1 % des habitants du quartier). Si la prépondérance démographique des Cingalais dans la partie méridionale de la ville est incontestable, le poids des Tamouls n'y est pas négligeable. La présence démographique des Tamouls ceylanais s'accroît en particulier autour du quartier de Wellawetta South dans lequel il supplante en nombre les Cingalais.

Avec la montée des tensions dans la province Est et les opérations armées dans celle du Nord dans les années 1980, la capitale, qui compte une part importante de Tamouls dans sa population, apparaît comme un espace relativement plus sûr. En effet, malgré les attentats suicides perpétrés dans la ville par les Tigres, elle accueille de nombreux Tamouls du Nord et de l'Est qui préfèrent quitter les zones de conflits et s'installer définitivement à Colombo ou, pour certains, tenter de gagner l'étranger à partir de la capitale. C'est ce qu'explique Thiranagama pour la période 1995 à 2002 :

« In the intense years of war between 1995 and 2002, Tamils fleeing to Colombo and its satellite suburbs moved into countless 'lodges', large often hazardous and over-crammed buildings that promised temporary accommodation on a monthly basis, providing for those who could not mobilise financial resources to buy or rent houses in Colombo or the social resources to stay with family and friends. Murugan and Thangamma lived in a lodge in the (historically Sri Lankan Tamil) Wellawatta neighbourhood in Colombo. They were renting a room, and were one of the many Tamil families and individuals packed together in their small rooms and shared

Figure 17 : La distribution des Tamouls à Colombo en 1971.



bathrooms. There was an odd assortment of people in the lodge that Murugan and Thangamma lived in, from the young women who had come to Colombo in order to wait for an overseas marriage with a diaspora Tamil to be arranged, to elderly people who were waiting for visas. Mainly Sri Lankan Tamil, in the Pettah area in central Colombo some also housed Malaiyaha/Hill country Tamils coming down from plantation areas to find work and marriage in Colombo too. These lodges often existed only just on the right side of the law, and stories abounded about unscrupulous landlords who had links to the police or underworld and were rumored to exploit female tenants. For those Tamils who had no family or established links in Colombo, lodges were the only places that they could move into. But they were dangerous and insecure, the first port of call for the Sri Lankan army and police after any hint of trouble. »

(Thiranagama, 2011)

L'arrivée des déplacés de guerre dans la ville se faisant dans une situation d'urgence, ces derniers s'installent très souvent, dans un premier temps, dans des logements temporaires, les *lodges*, qui se sont multipliés dans les quartiers de Colombo ayant déjà une importante population tamoule comme Wellawatta ou Pettah. Les personnes disposant de ressources financières suffisantes louent ou achètent par la suite un logement ou bien se font héberger par des amis ou de la famille déjà établis dans la ville. Le fait d'avoir un membre de la famille à Colombo est aussi vital économiquement pour de nombreux Jaffnais. Beaucoup de Tamouls envoient, en effet, l'un des leurs trouver un emploi et soutenir la famille grâce à l'argent gagné. Ce soutien financier est d'autant plus important que l'activité économique est paralysée par la guerre à Jaffna. À ces déplacés de guerre, il faut ajouter les nombreux Tamouls des plantations, des migrants économiques, qui quittent le haut pays pour trouver un emploi, souvent non qualifié, à Colombo. Ces mouvements migratoires en direction de la capitale changent le poids démographique des groupes ethniques dans la capitale. Entre 1971 et 2001, la part des Tamouls augmente considérablement alors que celle des Cingalais ne cesse de diminuer (tableau 8). En effet, les Cingalais qui comptent pour plus de la moitié des habitants de la ville en 1971, perdent 13 364 membres trente ans plus tard. Si les Cingalais demeurent le groupe ethnique le plus important démographiquement dans la ville, ils ne représentent plus que 41,9 % des habitants du *Municipal Council* en 2001. L'évolution démographique des deux principales minorités de la ville (les Tamouls¹³⁴ et les Musulmans) est tout autre.

134. Le recensement de 1971 permet de distinguer de nouveau les Tamouls d'origine indienne de ceux originaires du Nord et de l'Est du pays. Sur les 138 082 Tamouls dénombrés, 103 071 sont d'origine ceylanaise contre seulement 35 011 qui sont d'origine indienne. Alors qu'en 1921, les Tamouls indiens comptent pour les trois quart de la population tamoule de la ville, en 1971 ils n'en représentent même plus le quart de la communauté tamoule. En 2001, le recensement dénombre 186 974 Tamouls ceylanais et seulement 12 455 tamouls d'origine indienne. Ces dernières données doivent être relativisées car il semblerait que de nombreux Tamouls d'origine indienne semblent préférer se déclarer comme Tamouls sri lankais ou comme Bharatha dans le dernier recensement. Il est donc plus pertinent de considérer la communauté tamoule dans son ensemble étant donné que les statistiques ethniques ne permettent plus de réellement de distinguer les deux principaux groupes tamouls de la ville.

Tableau 8 : Le poids démographique des communautés ethniques à Colombo en 1971 et 2001.

Années	Cingalais	Tamouls	Musulmans	Autres	Total
1971	284 196 50,6 %	138 082 24,6 %	107 136 19,1 %	31 842 5,7 %	561 256 100 %
2001	270 932 41,9 %	199 429 30,8 %	150 697 23,3 %	26 042 4 %	647 100 100 %

Sources : International Labour Organisation, 1979 et Department of Census and Statistics, 2004a.

La communauté tamoule, qui compte pour un quart de la population totale de la ville en 1971, représente en 2001 près du tiers des habitants de Colombo. La population musulmane passe quant à elle de 107 136 (soit 19,1 % des habitants de la ville) en 1971 à 150 697 (23,3 %). Les autres groupes ethniques minoritaires ont perdu 5 800 individus au cours de ces trois décennies. La baisse du nombre d'habitants cingalais peut en partie s'expliquer par un phénomène d'étalement urbain qui conduit certains à emménager en périphérie de Colombo (notamment dans le *Municipal Council* de Mont Lavinia-Dehiwela) pour bénéficier de loyer ou du prix du foncier moins onéreux. L'arrivée de nombreux réfugiés tamouls dans la ville concourt également à ce phénomène. Certains propriétaires cingalais préférant louer leur logement à ces déplacés à des prix élevés et partir s'installer ailleurs dans le district de Colombo en vivant de leur rente. La baisse démographique des autres minorités (hors Tamouls et Musulmans d'origine Sud-asiatique) s'explique par la détérioration de la situation politique du pays qui pousse de nombreux Burghers à s'exiler alors que l'immigration dans l'île baisse aussi fortement dans le même temps. La croissance démographique des groupes tamoul et musulman est le fruit de l'arrivée de différentes vagues de population qui s'est accélérée avec l'affrontement armée qui oppose l'État aux séparatistes tamouls dans les régions septentrionales et orientales de l'île. En 2001, 31,9 % des 209 104¹³⁵ habitants du *Municipal Council* ne sont pas nés dans le district de Colombo¹³⁶. Le quart de ces arrivants (41 248 personnes) est originaire du district de Jaffna, l'un des principaux théâtres de la guerre. Kandy, avec 21 470 personnes, et Nuwara Eliya, avec 15 214 individus, sont les deux autres districts d'où sont originaires le plus de migrants venus s'installer à Colombo (tableau 9).

135. Source : Census of Population and Housing, Sri Lanka, 2001, p. 42.

136. Les personnes venant d'autres zones du district de Colombo ne sont pas comptabilisées.

**Tableau 9 : Population ayant migrée à Colombo
par district de résidence antérieure et par durée de résidence***

District de résidence Antérieure	Total	Durée of résidence (en années)				
		Moins de 1	1-4	5-9	10 et plus	Non déclaré
Total de la population migrante	206 310	26 944	48 132	33 234	78 351	19 649
Jaffna	41 248	5 834	8 599	10 218	14 937	1 660
Kandy	21 470	2 351	4 817	3 188	9 777	1 337
Nuwara Eliya	15 214	2 604	4 430	2 567	4 865	748
Batticaloa	3 382	441	843	567	1 336	195
Trincomalee	2 464	664	564	267	805	164
Killinochchi	555	49	198	150	120	38
Mullaitivu	349	55	99	70	95	30

* Le tableau n'inclut pas tous les districts d'origine et tous les migrants. Seuls les districts qui abritent une importante communauté tamoule apparaissent. La majorité des migrants (121 628 sur 206 310) vers Colombo sont issus des autres districts dans lesquels le poids démographique des Cingalais est prédominant.

Source : Census of Population and Housing, Sri Lanka, 2001, p. 43.

La crise dans les régions des plantations est à l'origine de l'arrivée de nombreux travailleurs non qualifiés, notamment des Tamouls d'origine indienne, dans la capitale. Il est à noter que si de nombreux Tamouls de Jaffna ont rejoint la capitale après que l'armée ait réussi à contrôler leur district, la situation des Tamouls des districts du Nord restés sous l'autorité du LTTE en 2001 est tout autre. En effet, la capitale n'accueille que 349 migrants originaires du district de Mullaitivu et 555 originaires de celui de la capitale du mouvement séparatiste à Killinochchi. Les déplacements des Tamouls vivant dans ces territoires vers Colombo ont été limités par les Tigres qui craignent un exode massif des habitants de la péninsule. Le LTTE a justifié sa décision de limiter les mouvements de population par la voix de son porte-parole politique Balasingham :

« ...depuis la guerre n° 2 de Eelam, nous avons dû imposer certaines restrictions sinon beaucoup de Tamouls partiraient à Colombo, iraient dans différentes ambassades se plaindre des atrocités commises par le LTTE et des conditions de vie à Jaffna. Nous ne voulons pas d'un exode massif sans raison concrète. »

(Paul, 1997, p. 220)

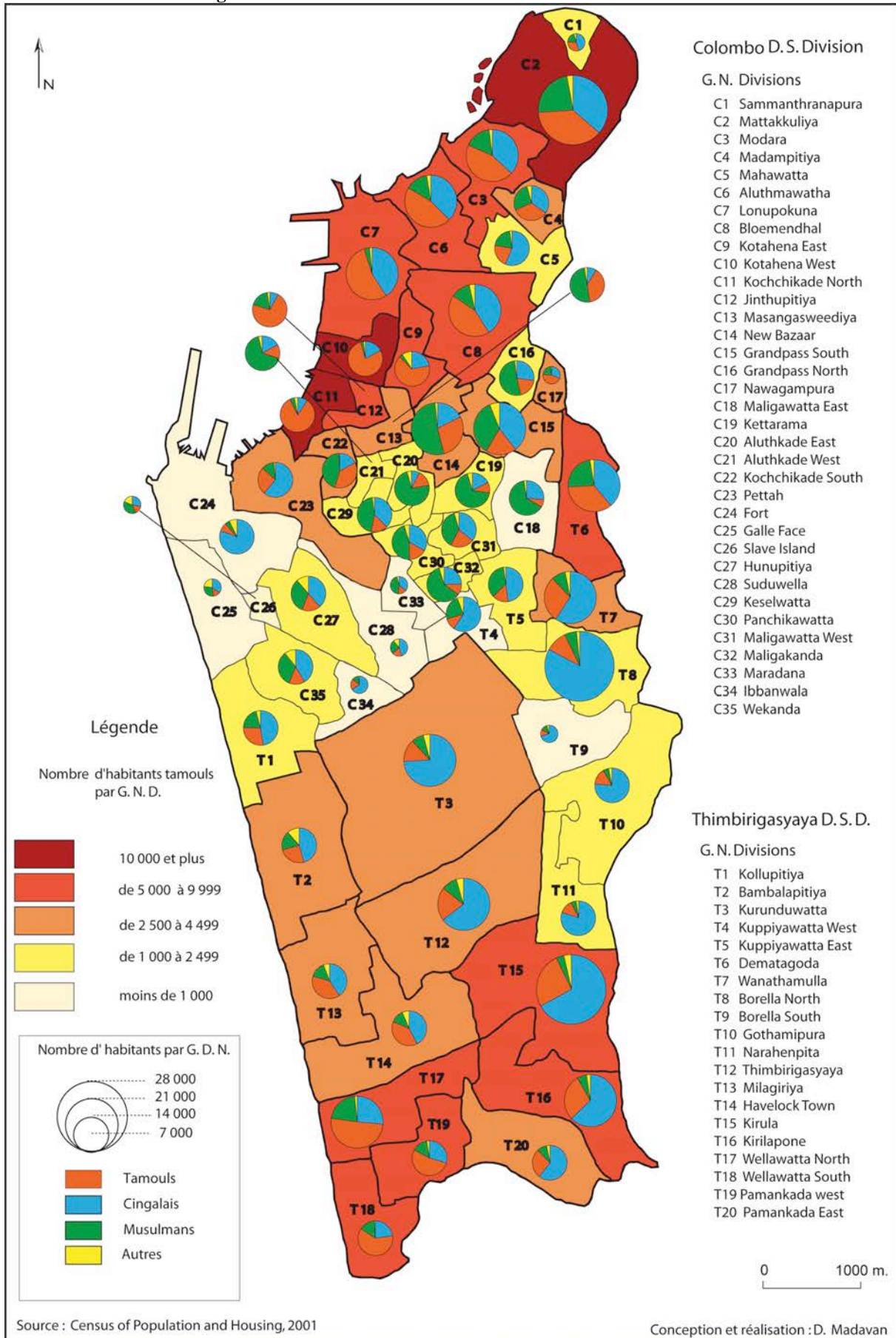
Les Tigres, pour préserver leur image et surtout leur statut de représentant des Tamouls, décident qu'un seul membre par famille peut quitter la province pour étudier ou travailler. Les

deux principaux districts de la province Est, Batticaloa et Trincomalee, également affectés par des affrontements armés entre les belligérants, n'ont pas pour autant été à l'origine d'importantes vagues de déplacements vers Colombo. Les civils tamouls de ces régions ont souvent préféré se mettre à l'abri dans des camps de réfugiés installés à proximité des deux grandes villes de la province ou dans la portion de la jungle contrôlée par le LTTE. Si de nombreux Tamouls se sont installés dans la capitale durant ces dernières décennies, les Tamouls de Jaffna qui fuient la guerre qui ravage leur région sont de loin majoritaires parmi ces déplacés. Cette forte migration des Jaffnais est liée à l'existence d'une ancienne mobilité et de réseaux bien rodés, qui n'existaient pas pour les Tamouls de l'Est (Chapitre 2).

La carte de la distribution de la population tamoule dans le *Municipal Council* de Colombo en 2001 (figure 18) souligne que les migrants tamouls se sont surtout établis dans les deux centres historiques de peuplement de la communauté. À cette date, la présence tamoule s'est accentuée dans la partie septentrionale de la municipalité. Ils représentent désormais plus de 50 % de la population dans les quartiers de Lunupokuna, Kotahena East, Kotahena West, Kochchikade North et Jinthupitiya. La difficulté de trouver un logement lié à l'augmentation du prix du foncier et de la location dans ces quartiers est à l'origine d'une extension de ce premier centre historique de peuplement tamoul dans sa périphérie Nord. Dans cinq quartiers de cet espace (Mattakkuliya, Modara, Aluthmawatha, Bloemendhal et Nawagampura) les Tamouls sont désormais le groupe majoritaire. L'arrivée des différentes vagues de migrants renforce aussi la place de cette communauté dans le centre méridional de peuplement tamoul de la ville. Les Tamouls représentent ainsi plus de la moitié de la population dans les quartiers de Wellawatta North, Wellawatta South et Pamankada West. Par ailleurs, dans les quartiers côtiers de la capitale, où l'on retrouve la grande artère de circulation de la ville, Galle Road, la part des Tamouls et des autres minorités nationales (Musulmans, Burghers, etc.) est assez importante pour que les Cingalais n'y aient qu'une majorité relative au contraire des quartiers de l'intérieur de la municipalité où ils représentent plus de 50 % de la population. Colombo est ainsi une ville dans laquelle les minorités nationales sont majoritaires et dans laquelle le poids démographique des Cingalais diminue au profit des Tamouls qui s'établissent de préférence dans leurs quartiers historiques de peuplement ou à leurs périphéries.

L'accord de cessez-le-feu de 2002 accorde à la population civile une accalmie qui favorise le retour d'une partie des déplacés dans leur région d'origine. Par contre, malgré le coût de la vie à Colombo, peu de déplacés installés dans la capitale la quittent. Ces derniers

Figure 18 : La distribution des Tamouls à Colombo en 2001.



préfèrent rester car ils considèrent que l'éducation pour leurs enfants y est meilleure qu'à Jaffna. Les personnes déjà salariées hésitent à abandonner leur emploi pour retourner dans le Nord de l'île où ils ne sont pas sûrs de retrouver un travail avec un salaire équivalent. Au contraire, les habitants de la province Nord appartenant à des groupes sociaux plus aisés, qui n'avaient pas voulu ou réussi à quitter Jaffna, saisissent l'opportunité de cette trêve pour s'exiler ou s'installer dans la capitale, où les conditions de vie sont plus attrayantes. En effet, l'incertitude quant à l'issue des négociations de paix entre les belligérants et la peur de se retrouver de nouveau au cœur d'affrontement armé explique leur décision. Par ailleurs, les salaires plus élevés et surtout le confort matériel disponibles à Colombo incitent beaucoup de Jaffnais à préférer y exercer leurs talents. Ce phénomène d'exode des travailleurs les plus qualifiés touche également les étudiants les plus brillants qui préfèrent poursuivre la fin de leurs études dans la capitale et s'y établir. Avec la reprise des conflits armés dans la province orientale de l'île en 2006, qui repasse sous le contrôle de l'armée sri lankaise en 2007, puis les opérations armées dans celle du Nord, la capitale apparaît de nouveau comme un espace relativement plus sûr. De nouvelles vagues de Tamouls venant de la péninsule de Jaffna augmentent le nombre de déplacés dans la capitale jusqu'à la victoire finale de l'armée sri lankaise sur le LTTE le 19 mai 2009.

Colombo est donc devenue une ville refuge pour les Tamouls fuyant la guerre. Cet afflux de déplacés de guerre est à l'origine de changements importants pour la capitale qui devient une cité dans laquelle les minorités nationales sont majoritaires. Si le poids de la communauté tamoule n'a cessé de s'accroître depuis l'indépendance, ce n'est plus grâce à l'arrivée d'immigrants venus d'Inde mais aux différentes vagues de réfugiés originaires principalement du district de Jaffna. Ces migrants, qui s'établissent de préférence dans leurs quartiers historiques de peuplement ou à leurs périphéries, dans lesquels ils peuvent bénéficier des réseaux de solidarité communautaire pour s'installer, consolident l'identité tamoule de Wellawatta et Kotahena.

Si les migrations post-coloniales renforcent le poids démographique et la constitution de territoires tamouls dans la capitale sri lankaise, à Kuala Lumpur, malgré l'afflux des Tamouls des plantations, l'existence des quartiers historiques tamouls (Sentul et Brickfields) et donc la concentration des membres de cette communauté sont remises en cause suite à la volonté de l'État d'éradiquer les quartiers spontanés de la ville.

B. La politique d'éradication des bidonvilles et la place des Tamouls à Kuala Lumpur.

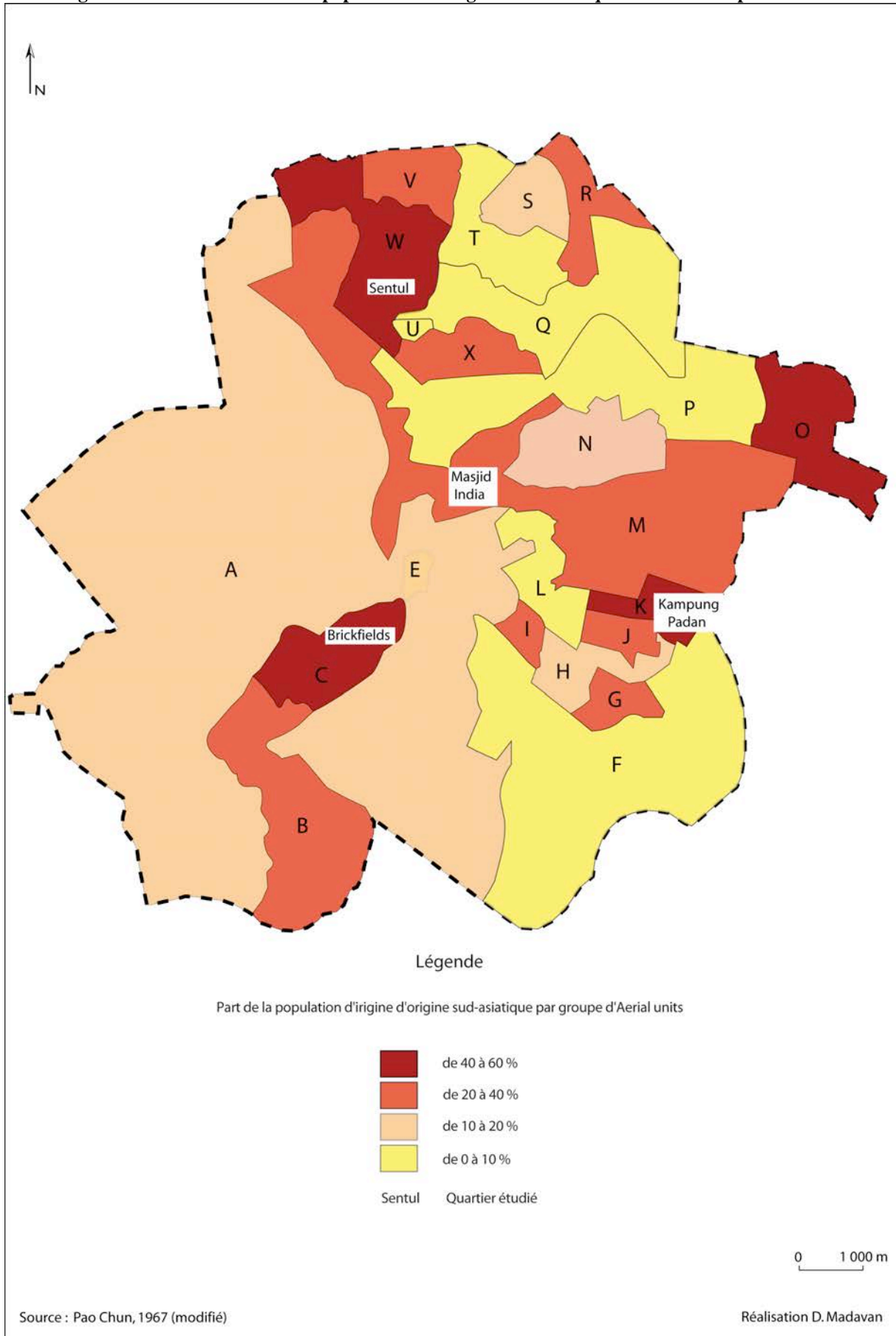
La politique économique de l'État post-colonial malaisien est à l'origine de l'arrivée massive de Tamouls des plantations à Kuala Lumpur. Ces derniers doivent s'adapter à un environnement urbain multiculturel dans lequel ils vivent pour la plupart dans des quartiers spontanés. La décision de l'État d'éradiquer les bidonvilles de Kuala Lumpur pour faire de la cité une capitale mondiale moderne suscite l'opposition des habitants de ces territoires. Cette politique de réaménagement urbain nourrit en particulier un sentiment d'insécurité chez la minorité tamoule qui craint de voir disparaître définitivement ses quartiers communautaires.

La construction nationale en Malaisie se réalise dans un contexte marqué par le déplacement en masse des Tamouls des plantations vers les centres urbains. En effet, les choix de l'État malaisien en matière d'orientation économique entraînent d'importants flux de population et une recomposition des territoires urbains. Dans les années 1960, le gouvernement veut réduire la dépendance du pays à l'exportation de l'étain et du caoutchouc et encourage les propriétaires des plantations à diversifier leur activité. Le mouvement de fragmentation des plantations, initié par les Britanniques dans les années 1950, est soutenu par l'État post-colonial. La fragmentation de 340 plantations de 1957 à 1967 a pour effet de faire perdre à près de 30 000 ouvriers indiens leur moyen de subsistance (Nagarajan, 2004). Dans les années 1970, le choix de privilégier la production de l'huile de palme à celle du caoutchouc se traduit par un besoin de main d'œuvre moins important qui diminue les opportunités d'emplois dans ce secteur d'activité. De nombreux Tamouls qui n'ont pas obtenu la nationalité malaisienne ou de permis de travail se retrouvent au chômage et sans domicile. Ceux qui n'acceptent pas le plan de rapatriement en Inde se trouvent dans la nécessité de trouver un emploi alternatif pour survivre et se rendent dans des zones urbaines. Les membres de cette communauté qui vivent, pour certains, depuis des générations dans les plantations, doivent se résoudre à abandonner un environnement familial sans aucun capital économique. À Kuala Lumpur, les migrants des plantations qui n'ont pas d'argent s'installent sur des terres d'État, sur le terrain d'anciennes mines ou le long de voies de chemin de fer, en y créant des quartiers spontanés, sans que le gouvernement ou les autorités locales n'engagent d'action contre leur installation. Cette tolérance s'explique par le développement par l'État d'une industrie de substitution des importations qui augmente le besoin d'une main d'œuvre bon marché dans les usines localisées dans les centres urbains ou leurs périphéries. Le croissance économique de Kuala Lumpur s'est ainsi réalisée grâce à l'arrivée de migrants venus des

autres régions de la péninsule. En 1970, un tiers des habitants du district de Kuala Lumpur sont des migrants. Les Malais, qui représentent alors un quart de la population du district, comptent pour 45 % des migrants s'installant dans la ville (Saw, 2007). Les Chinois, dont le poids démographique dans le district est de 56 %, ne comptent que 20 % de migrants. L'arrivée de migrants dans la capitale n'est donc pas sans incidence sur la composition ethnique de la ville. Elle est à l'origine du déclin du poids démographique des Chinois dans la ville alors que les Malais deviennent majoritaires. En outre, les migrants tamouls des plantations doivent s'adapter à un environnement urbain multiculturel et dans lequel ils vivent pour la plupart dans des quartiers spontanés. La carte de la répartition des Tamouls à Kuala Lumpur en 1970 (figure 19) souligne que leur distribution est très inégale. Cette communauté se concentre essentiellement autour des trois quartiers tamouls de Sentul, Brickfields et Kampung Pandan. C'est d'ailleurs à proximité de ces trois quartiers que l'on retrouve les principaux bidonvilles « indiens ». L'installation de nombreux migrants ayant quitté les plantations dans les espaces périphériques de la ville y explique la présence significative de la communauté. Ces derniers vivent le plus souvent dans des quartiers spontanés urbains surpeuplés, dépourvus des services élémentaires et délaissés par l'État. Si certains Tamouls constituent parfois de nouveaux bidonvilles dans lesquels ils sont largement majoritaires, d'autres s'installent dans des quartiers spontanés ou ils cohabitent avec d'autres communautés. En outre, dans cet environnement urbain, ils se retrouvent en compétition avec des Malais et des Indonésiens pour obtenir un emploi dans les usines, ou comme gardien, jardinier ou conducteur. Si des opportunités de promotion socio-économique existent, tous les Tamouls n'en bénéficient pas et la majorité vit dans un contexte précaire et au jour le jour. L'exode des Tamouls des plantations vers les villes se poursuit. Entre 1980 et 2000, 303 000 (Nagarajan, 2004) d'entre eux s'installent dans les périphéries des villes ou dans les quartiers spontanés existant déjà à Kuala Lumpur. Cela augmente du même coup la pression foncière et sociale dans ces territoires et renforce le poids démographique de cette communauté dans les quartiers historiques tamouls et dans certains espaces spontanés où ils se sont implantés.

L'ambition de l'État de faire de Kuala Lumpur une capitale mondiale moderne conduit ce dernier à mener, depuis les années 1990, une ambitieuse politique de réaménagement urbain visant à éradiquer les quartiers spontanés. Le gouvernement se heurte dans cette politique à la résistance des habitants. Dans le cas des quartiers spontanés avec une population majoritairement tamoule, la volonté de l'État de transformer la physionomie et la composition ethnique et sociale est ressentie comme un moyen d'affaiblir encore plus la minorité. La politique urbaine qui met en valeur des symboles islamiques est perçue comme un instrument

Figure 19 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique à Kuala Lumpur en 1970.



pour effacer de la ville les références tamoule et hindouiste (King, 2008 ; Willford, 2003). Les mesures d'expropriation des habitants de ces bidonvilles, la destruction des habitats et des temples hindouistes dans ces quartiers spontanés font l'objet de vives protestations de la part des habitants. Face à la position de l'État qui défend une politique permettant à la fois d'éradiquer des espaces de vie considérés comme dangereux et d'améliorer l'image de la ville « vitrine » du pays, les personnes concernées dénoncent les conséquences lourdes de ce choix. Les Tamouls, en particulier, dénoncent de ne pas recevoir de compensations suffisantes pour reconstruire leur vie. Ces derniers critiquent également la discrimination faite par les organismes publics de l'État dans l'attribution de logements sociaux pour les personnes qui sont victimes de la destruction des quartiers spontanés. En outre la remise en cause de l'existence de ces quartiers spontanés ethniques est perçue comme une volonté de disperser la minorité tamoule afin de l'affaiblir et de la forcer à s'assimiler ou se soumettre. La politique de réaménagement de la ville est ainsi également un important grief qui nourrit le ressenti des Tamouls de la classe populaire à l'encontre de l'État et leur sentiment d'être marginalisés et non intégrés.

La situation des Tamouls à Kuala Lumpur est originale à plus d'un titre. D'une part la ville voit s'implanter massivement des Tamouls originaires des plantations. Ces nouvelles vagues de migrants présentent ainsi la particularité d'avoir expérimenté un double déracinement. En effet, après l'expérience (personnelle ou familiale) de l'abandon de leur terre d'origine, l'Inde, pour les plantations malaisiennes, ces Tamouls doivent après l'indépendance de nouveau tout abandonner pour s'installer cette fois ci dans des quartiers spontanés de Kuala Lumpur. Ces migrants sont ainsi contraints de quitter le cadre de vie des plantations, dans lequel ils évoluaient dans un environnement paternaliste, en vase clos, avec peu d'échanges avec les autres communautés, pour la ville. Arrivés dans la capitale, ils doivent s'adapter à un environnement urbain multiculturel et reconstruire leur vie dans des quartiers spontanés. La politique d'éradication des quartiers spontanés est d'autant plus mal acceptée par les Tamouls qui craignent d'être une troisième fois déracinés. Le risque de voir disparaître les principaux quartiers communautaires (Sentul, Brickfields et Kampung Pandan), la destruction des temples hindouistes et de leur espace de vie expliquent la résistance de la minorité face à la politique de l'État. La destruction de ces espaces de vie signifie aussi pour ces populations la disparition de leur mode de vie et des liens de solidarité qui ne peuvent être préservés si la communauté est dispersée. La résistance des Tamouls face aux évictions qu'entraînent la destruction des anciens *kampung*s s'explique également par le manque de confiance de cette communauté vis-à-vis de l'État qui est perçu comme partial et servant les

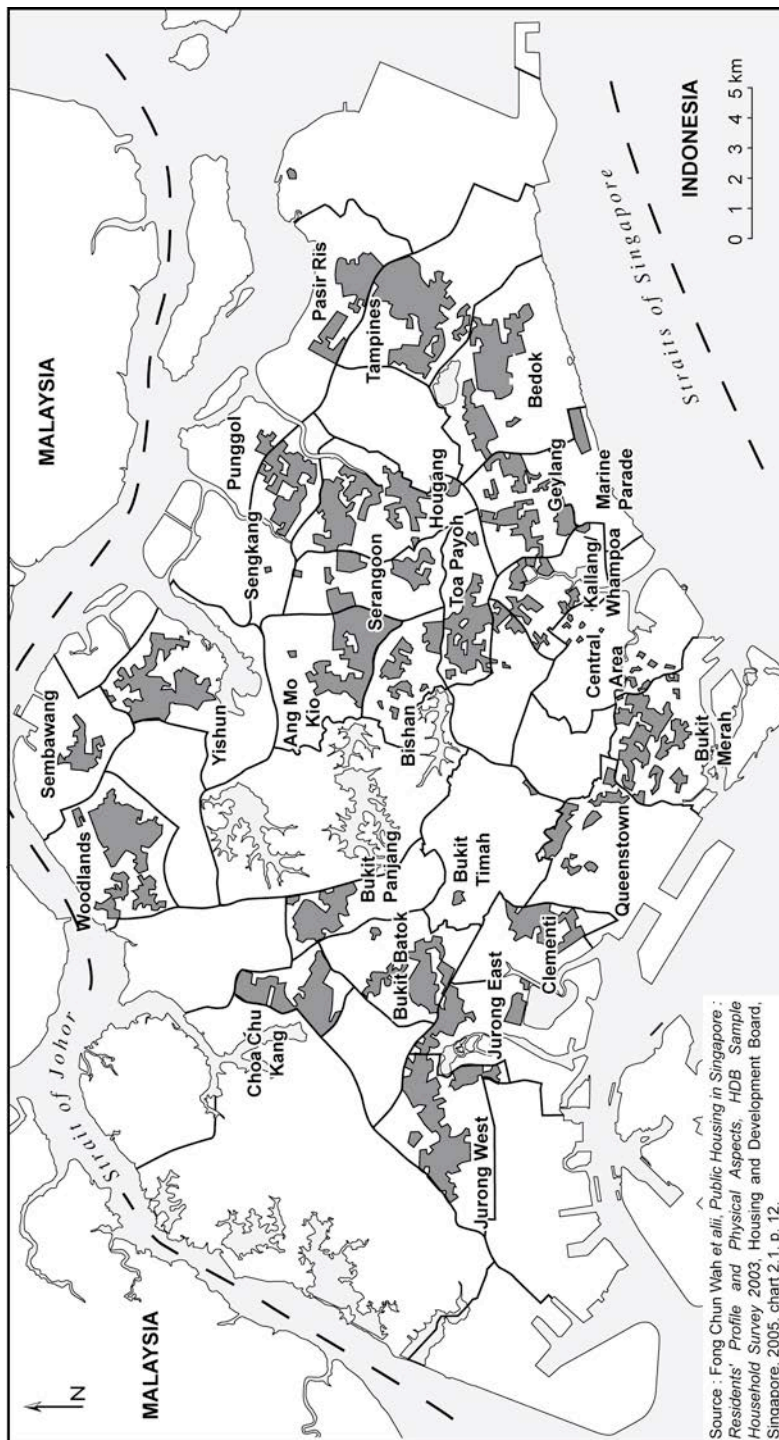
intérêts de la communauté majoritaire malaise. Cette politique de réaménagement urbain par l'éradication des bidonvilles a aussi été menée à Singapour sans que cela pose autant problème. Au contraire, la déségrégation des communautés ethniques de l'île a été l'instrument qui a permis une révolution de la société favorisant la coexistence intercommunautaire.

C. La révolution du territoire au service de la révolution de la société à Singapour.

Pour encourager le multiculturalisme, l'État impose dans ce pays un véritable brassage de la population. La révolution de la société singapourienne est ainsi précédée par une révolution du territoire (De Koninck, 2006). En effet, la cité du Lion engage depuis les années 1960 une politique de construction de logements sociaux qui nécessite au préalable de raser les anciens villages coloniaux, où les populations sont regroupées ethniquement. Les dirigeants singapouriens adoptent une politique de relogement des populations qui met fin à la ségrégation géographique des habitants et fait au contraire cohabiter les différentes communautés dans des mêmes espaces de vie.

En 1957, les trois quarts de la population de l'île, qui compte alors plus de 1,4 million d'habitants, se concentrent au centre ville à moins de 8 km de l'embouchure de la rivière Singapour. La pauvreté, l'insalubrité, l'insécurité et l'agitation politique dans cet espace surpeuplé présentent un grand danger pour la stabilité de l'île. La croissance démographique pose aussi des problèmes sanitaires qui sont à l'origine du taux important de mortalité parmi la population. C'est ce qui conduit l'État à redéployer les activités industrielles et à redistribuer la population sur l'ensemble du territoire afin de décongestionner le centre ville et de raser les quartiers devenus insalubres. Le *Housing and Development Board* (HDB) est créé en 1960 afin d'aménager des villes nouvelles autour du réservoir en eau douce du centre de l'île. Cet organisme d'État se lance dans la construction à très grande échelle de logements collectifs de très grandes tailles (les HDB) afin de réduire la crise du logement dans le pays. Singapour possédant un territoire très étroit, le choix de constructions verticales est privilégié pour optimiser l'occupation spatiale. Les cartes de De Koninck de la répartition de la population à Singapour entre 1957 et 2000 (figure 11) et la carte des villes nouvelles en 2000 (figure 20) permettent de réaliser comment dans le cadre de l'aménagement du territoire, l'État singapourien ne cesse d'organiser la distribution de sa population de façon très méthodique. Si la population de l'île reste encore très concentrée dans le centre ville en 1957, on constate tout de même un premier mouvement de déconcentration en périphérie immédiate

Figure 20 : Les villes nouvelles singapouriennes en 2000.



grâce à la création de villes nouvelles comme Queenstown, Marine Parade ou Bukit Merah. Ailleurs, l'occupation humaine assez lâche et désordonnée correspond aux pseudo-villages et aux *kampungs*. On distingue aussi des espaces totalement vides de population dans les îles méridionales ou près des réservoirs d'eau au centre et à l'est du pays. En 1980, l'aménagement du territoire, à partir des villes nouvelles situées autour du réservoir d'eau douce au centre de l'île, permet une meilleure répartition de la population sur le territoire. On peut constater sur la carte, des localisations en poche de peuplements qui correspondent à différentes villes nouvelles qui sont souvent associées à des zones industrielles pour fixer la population. La volonté du gouvernement de contrôler l'aménagement du territoire permet également de diminuer l'impression de désordre dans l'occupation du territoire et réduit les petites concentrations de communautés isolées malgré la croissance de la population nationale. En 1990, la croissance démographique et la redistribution de la population permettent le développement de deux corridors de peuplements. Le premier méridional relie les villes nouvelles à proximité de la zone franche industrielle de Jurong aux villes nouvelles de périphérie immédiate du centre ville et à celles qui se sont développées près de l'aéroport de Changi. Le deuxième corridor d'axe Sud-Nord relie l'agglomération du littoral Sud de l'île aux villes nouvelles de Bishan, Ang Mo Kio, Serangoon, Sengkang et Yishun. La déconcentration du centre est achevée. Ce dernier n'a plus qu'une fonction résidentielle minimale alors que la côte Est et le réservoir d'eau du centre de l'île sont vides d'habitants. En 2000, l'évolution de la croissance de la population laisse penser que le dynamisme démographique des villes nouvelles de Woodlands, Bukit Pajang et Chua Chukang tend à favoriser la création d'une ceinture de peuplement autour de la région du réservoir d'eau du centre de l'île. Par contre, la côte Ouest, qui comporte des réservoirs d'eau douce, est également protégée et réservée aux manœuvres militaires de l'armée nationale. La côte Sud-Ouest, près de l'aéroport de Changi, et du Sud-Est près de la zone franche de Jurong sont vidées de population et réservées au développement industriel. L'État réussit à mieux répartir la population sur le territoire national grâce à une bonne déconcentration des activités économiques. Le gouvernement a su être maître du développement urbain pour faciliter le développement économique et mieux répondre aux besoins en logement des Singapouriens. L'État profite aussi du réaménagement du territoire pour briser les enclaves ethniques qui se sont constituées pendant la période coloniale afin de consolider la société multiculturelle singapourienne en faisant cohabiter les différentes communautés dans des mêmes espaces de vie. En effet, le relogement des populations expropriées dans des logements sociaux à bas coûts modifie la répartition géographique des communautés comme l'explique Mani :

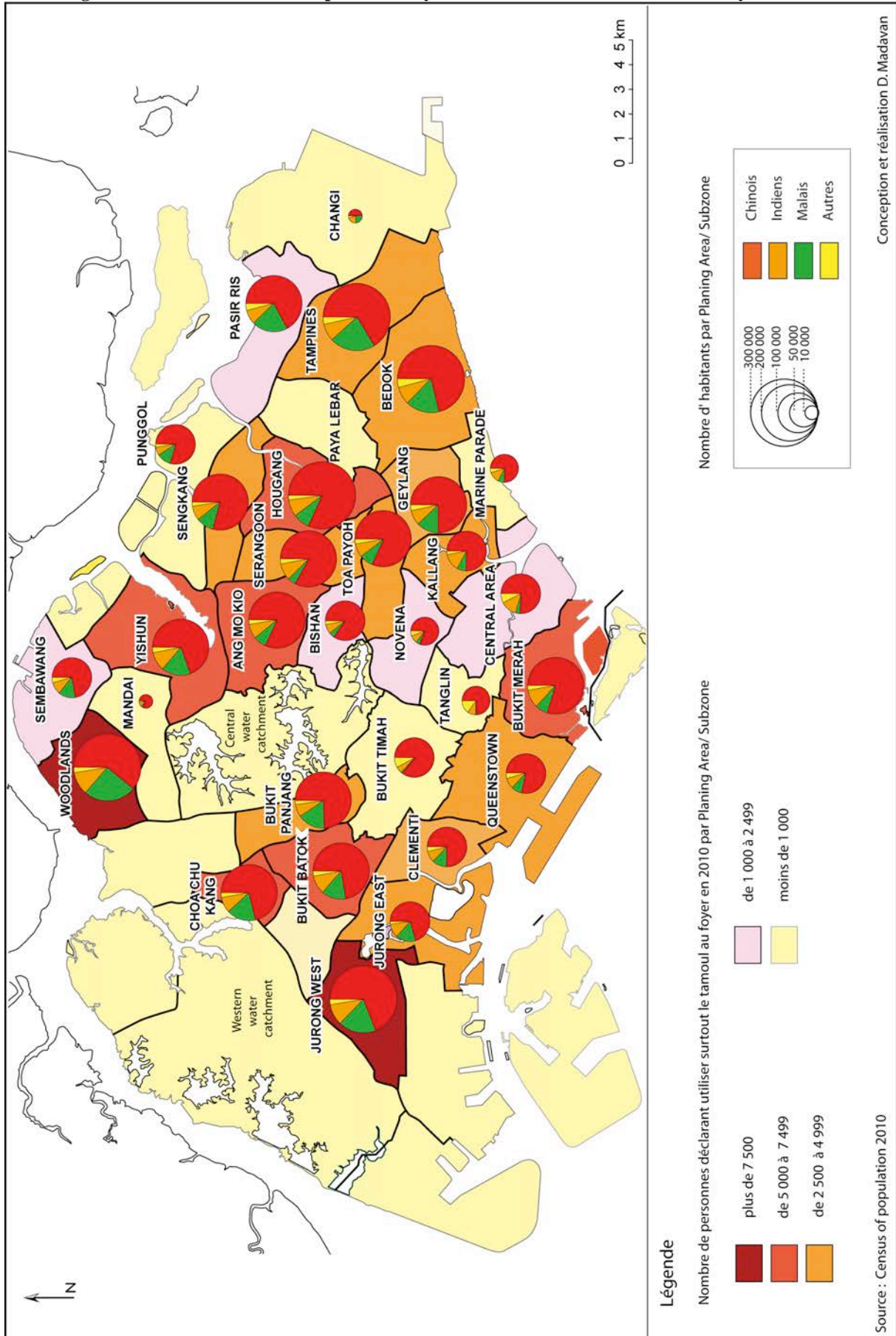
« ...the element of ethnicity was replaced by the ability to pay for the housing. The Housing and Development Board estates became the new areas of settlement. However, more Indians have tended to buy apartments in estates near their original homes. Thus Ang Mo Kio, Toa Payoh, Queenstown, Macpherson, and Woodlands new towns became focal points for Indian families to settle in the 1960s and 1970s. While out-migration was occurring, the earlier areas of Indian settlements, experienced a diminished Indian population size. Even the Serangoon Road area, referred to as Little India of Singapore, and the Arab Street locality appear to be depleted of families while retaining the Indian character in terms of businesses. »

Sandhu K.S. et A. Mani (eds.), 2006, pp. 793-94

Avec le réaménagement urbain du pays, les Tamouls tentent de développer une stratégie d'achat d'appartement dans les résidences HDB à proximité de leur ancien lieu de vie en espérant y retrouver les membres de leur communauté. Si cette stratégie permet dans un premier temps de préserver des poches de concentrations communautaires à l'intérieur de certaines villes nouvelles, l'augmentation du coût de l'acquisition d'un logement près de l'ancien centre ville avec le redéveloppement urbain conduit beaucoup d'entre eux à finalement faire le choix de s'installer dans des villes plus lointaines (Yishun, Tampines ou Jurong). Par ailleurs, comme l'explique Mani, les quartiers ethniques ont presque tous progressivement disparu ou ont changé de fonction. Le quartier de Serangoon road (*Little India*) devenant progressivement plus le centre commercial pour la communauté Sud-asiatique qu'un quartier de résidence. Dans les années 1970, les dirigeants singapouriens imposent que le pourcentage de chaque communauté dans chaque quartier et immeuble HDB soit semblable à celui de la part de chacune d'elles au niveau national, afin d'assurer une plus grande mixité.

Toutefois, la carte réalisée à partir du dernier recensement de la population de Singapour réalisé en 2010 (figure 21) montre que si la communauté chinoise est majoritaire sur tout le territoire, le poids des minorités (Malais, Indiens, « Autres ») varie à l'échelle des *planning areas*. Si la mixité intercommunautaire est une réalité indéniable, les Malais sont la principale communauté minoritaire derrière les Chinois dans les 17 *planning areas* périphériques qui correspondent aux villes nouvelles qui ont été aménagées dans les années 1980 autour des réservoirs en eau douce du centre du pays. Les Sud-Asiatiques représentent la principale minorité derrière les Chinois dans 13 des 35 *planning areas*. Ces derniers correspondent à la première couronne de villes nouvelles construite en périphérie immédiate de l'ancien centre ville. Les communautés « autres » sont quant à elles la principale minorité dans l'ancien centre ville et dans des *planning areas* comptant des zones résidentielles pavillonnaires, comme Bukit Timah, dans lesquels il n'y a pas de quota ethnique imposé. Il est difficile de se faire une idée précise du poids démographique et de la répartition des Tamouls lors de ce recensement. L'État demandant à sa population de se définir comme

Figure 21 : La distribution des personnes ayant déclarées utiliser le tamoul au foyer en 2010.



Chinois, Malais, Indien ou « Autres », il n'y a aucune possibilité d'appréhender la réalité de la présence tamoule à Singapour dans sa diversité et de tenir compte du critère d'auto-définition par les principaux concernés. Le seul indice qui permette d'avoir une idée, très imparfaite, de la localisation de cette communauté est celui de la langue la plus utilisée au foyer. En 2001, sur les 3 399 054 Singapouriens enquêtés 110 667 personnes (3,26 %) déclarent utiliser principalement le tamoul chez eux. La carte de la distribution géographique des personnes utilisant le tamoul dans leur foyer montre que si ces derniers sont présents dans l'ensemble de l'île, il existe tout de même quelques disparités. Dans la grande majorité des *planning areas* le pourcentage de la population utilisant le tamoul chez elle varie entre 2 et 6 %. Leur présence est marginale dans l'ancien centre ville, à Changi et dans les espaces réserves. Par contre, les *planning areas* de la périphérie immédiate de l'ancien centre ville sont ceux dans lesquels on trouve une importante concentration de Tamoulophones contribuant à faire de la communauté Sud-asiatique la principale minorité dans ces territoires. Enfin, il faut noter que les plus fortes concentrations démographiques de personnes utilisant le tamoul comme langue au foyer se retrouvent dans des *planning areas* plus périphériques (Woodland, Jurong East et Jurong North), dans lesquels des villes nouvelles ont été aménagées plus récemment. Les Tamouls évoluent donc à Singapour dans un cadre multiculturel imposé par l'État, même si nous l'avons vu, nous devons relativiser l'importance du respect du quota communautaire dont l'application n'est limitée qu'aux logements HDB. Toutefois, il faut noter que les Tamouls sont partout minoritaires et qu'il n'y a aucune poche de concentration résidentielle significative de cette communauté à Singapour.

Pour encourager le multiculturalisme, l'État impose dans ce pays un véritable brassage de la population. La révolution de la société singapourienne est ainsi précédée par une révolution du territoire. La fin à la ségrégation géographique des habitants fait cohabiter les différentes communautés dans des mêmes espaces de vie dans lesquels les Tamouls sont partout minoritaires.

La compréhension de l'histoire sociale et politique des différents pays est indispensable pour comprendre l'évolution des logiques d'ancrage spatiale de la communauté tamoule dans le cadre urbain de ces villes capitales. Si le poids de la communauté tamoule ne cesse de s'accroître depuis l'indépendance à Colombo, ce n'est plus grâce à l'arrivée d'immigrants venus d'Inde mais aux différentes vagues de réfugiés originaires principalement du district de Jaffna et dans une moindre mesure des plantations et de la province Est. La

capitale sri lankaise, qui accueille jusqu'en 1987, une migration économique de Tamouls du Nord et du centre, devient avec la guerre une ville refuge pour les Jaffnais. Ces migrants s'établissent de préférence dans leurs quartiers historiques de peuplement ou dans leurs périphéries afin de bénéficier des réseaux de solidarité communautaire pour s'installer. À Kuala Lumpur, la période post-coloniale est marquée par l'installation massive de Tamouls des plantations dans les quartiers spontanés de la ville. La politique de réaménagement urbain, avec l'éradication des quartiers spontanés de la capitale nourrit un sentiment d'insécurité chez la minorité tamoule qui craint d'être une nouvelle fois déracinée et de voir disparaître avec ses quartiers communautaires, son mode de vie et les liens de solidarité. Dans le cas de Singapour, le réaménagement urbain de l'île depuis son indépendance grâce à une politique de construction à grande échelle de logements sociaux (HDB) permet à l'État d'imposer un véritable brassage de la population et de mettre fin à la ségrégation géographique qui existe à l'époque coloniale.

Dans le cadre de ce chapitre, l'étude de l'instrumentalisation de la question identitaire par les États post-coloniaux a permis d'expliquer les différentes situations d'intégration dans lesquels évoluent les Tamouls dans ces pays. En effet, l'intégration et l'identification des Tamouls à la Nation est très différente dans ces trois pays en fonction des politiques menées par les États post-coloniaux vis-à-vis de leurs minorités. Dès l'indépendance, la question de l'octroi de la citoyenneté aux Tamouls issus de l'immigration et le durcissement de la politique d'immigration interroge l'appartenance de cette communauté à la Nation. Pour les Tamouls, qui obtiennent la citoyenneté de leur pays de résidence, la période post-coloniale est marquée par d'importantes transformations de la communauté (le rééquilibrage du sex-ratio, la croissance démographique de la communauté est due à la croissance naturelle et non plus à l'immigration, le choix d'un conjoint vivant déjà sur place).

Malgré l'octroi de la nationalité à des centaines de milliers de Tamouls, les politiques menées par les États post-coloniaux à l'égard des minorités sont, dans le cas de Sri Lanka et de la Malaisie, à l'origine de tensions intercommunautaires entre les Tamouls et la communauté majoritaire du pays. Les mesures discriminatoires adoptées par les dirigeants de ces deux pays en faveur des Cingalais et des Malais renforcent la perception tamoule d'être menacée en tant que communauté par la majorité. La partialité de l'État entraîne en réaction des protestations et une résistance des Tamouls pour défendre leurs droits et maintenir leurs différences culturelles et identitaires. Dans le cas sri lankais, la politique discriminatoire de l'État post-colonial à l'encontre des Tamouls ceylanais donne naissance à la revendication

séparatiste de certains hommes politiques et surtout des mouvements paramilitaires qui ont radicalisé leur position en décidant de mener une guerre contre Colombo. À l'inverse, la promotion d'un multiculturalisme privilégiant la méritocratie et préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation favorise l'intégration des Tamouls. Ainsi, selon que la politique de l'État est perçue comme impartiale ou non, celle-ci favorise ou non l'identification à la nation et l'intégration de la minorité tamoule dans ces trois pays.

Enfin, nous avons vu que les politiques de ces trois États post-coloniaux ont également des conséquences sur la distribution des Tamouls dans ces villes capitales. Avec la guerre, Colombo est devenue une ville refuge pour les Jaffnais qui s'établissent de préférence dans leurs quartiers historiques de peuplement ou dans leurs périphéries afin de bénéficier des réseaux de solidarité communautaire pour s'installer. L'arrivée de ces déplacés de guerre a contribué à renforcer le poids démographique des Tamouls dans la capitale, dans laquelle les minorités nationales sont devenues majoritaires. La période post-coloniale est marquée par deux événements importants à Kuala Lumpur : l'installation massive de Tamouls des plantations dans les quartiers spontanés de la ville et la politique d'éradication des quartiers spontanés de la capitale. Si le premier renforce la présence de cette communauté dans la ville, le second nourrit un sentiment d'insécurité chez cette minorité qui craint d'être une nouvelle fois déracinée et de voir disparaître avec ses quartiers communautaires, son mode de vie et les liens de solidarité. À Singapour, les dirigeants de la cité-État ont imposé une politique de relogement de la population qui a mis fin à la ségrégation géographique des habitants et les a fait cohabiter dans des mêmes espaces de vie. Cette déségrégation des communautés ethniques est l'instrument qui a rendu possible la révolution de la société en favorisant la coexistence intercommunautaire.

Conclusion partie 1

La démarche diachronique utilisée dans la première partie a permis d'expliquer la complexité du profil socio-culturel de la minorité tamoule dans ces trois villes et les contextes spécifiques dans lesquels elle évolue. L'étude des politiques de la puissance coloniale puis des trois États indépendant vis-à-vis de Tamouls a mis en lumière le processus de construction identitaire et l'évolution de la place de la minorité tamoule dans ces sociétés et dans ces villes.

Le choix britannique de faire appel à des Tamouls pour occuper des emplois non qualifiés (ouvriers dans les plantations, les ports, les chemins de fer) et qualifiés (administration coloniale) est à l'origine de l'afflux de travailleurs tamouls au profil socio-économique et culturel très hétérogène. L'implantation de ces Tamouls a conduit dès l'époque coloniale à la constitution d'ethno-territoires tamouls, concentrant des fonctions commerciales ou de services communautaires, et qui attirent les nouvelles vagues d'immigrants tamouls. Le durcissement de la politique migratoire marque la fin du caractère transitoire de la présence tamoule et génère d'importantes transformations dans cette communauté.

L'analyse, dans le troisième chapitre, des politiques menées par les trois États post-coloniaux à l'égard des minorités a permis de mieux comprendre leurs impacts sur le sentiment d'intégration, l'identification des Tamouls à la nation et sur leur distribution dans ces villes. À Sri Lanka, la politique discriminatoire de l'État est perçue comme une menace pour la survie de la culture et l'identité tamoule dans l'île. La détérioration des relations entre Colombo et la principale minorité du pays a conduit certains groupes tamouls radicalisés à prendre les armes pour créer leur propre pays indépendant. La guerre a notamment eu pour effet de transformer la géographie de la population de la capitale. Le poids démographique des Tamouls y augmente avec l'arrivée des déplacés de guerre qui fuient les fronts. Ces derniers s'établissent de préférence à Wellawatta et Kotahena ou dans des quartiers périphériques comme à Dehiwela. Le sentiment d'insécurité éprouvé par les Tamouls rend plus difficile leur identification et leur intégration à la nation sri lankaise. En Malaisie, la politique de discrimination positive adoptée en faveur des Malais par l'État renforcent la polarisation ethnique de la société. Dans ce contexte, la politique d'éradication des quartiers spontanés de Kuala Lumpur est perçue par certains Tamouls comme un instrument de l'État afin de détruire les quartiers communautaires et le mode de vie de la minorité dans l'espace urbain de la capitale. Les Tamouls malaisiens réaffirment, en réaction à la politique de l'UMNO, leur attachement à leurs différences culturelles et religieuses tout en clamant leur

attachement à leur pays. À Singapour, l'État fait la promotion d'un multiculturalisme privilégiant la méritocratie et préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation afin de favoriser leur intégration. Pour conforter la coexistence intercommunautaire, l'État a réaménagé son territoire afin de faire cohabiter les Singapouriens dans des immeubles et des quartiers dans lesquels le caractère multiethnique est imposé par des quotas à respecter. À la différence des deux précédents cas étudiés, les identités ethnique et nationale sont toutes deux porteuses de connotations positives pour les Tamouls singapouriens. Les rapports qu'entretiennent les Tamouls avec l'État et la communauté ethnique majoritaire du pays conditionnent donc fortement la manière dont ils perçoivent leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation.

Deuxième Partie :

Inscription de l'identité tamoule dans l'espace

Introduction partie 2

La deuxième partie de ce travail traite de la question de l'inscription de l'identité tamoule dans l'espace et des pratiques urbaines de cette minorité dans ces villes à l'échelle locale. Le rôle des Tamouls et celui des États seront tout deux analysés pour comprendre comment ils participent ou non à la territorialisation de l'identité tamoule.

Le quatrième chapitre est centré spécifiquement sur le rôle des Tamouls dans le processus de territorialisation de leur identité. L'étude du rapport qu'ils entretiennent avec leur domicile et différents espaces de vie à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour est essentiel pour comprendre leur attachement et la manière dont ils réussissent ou non à se les approprier. Nous verrons si certains de ces espaces de vie peuvent être apparentés à des ethnoterritoires tamouls et dans quelles mesures la plus ou moins grande présence communautaire dans un espace influence les pratiques urbaines des Tamouls.

Le cinquième chapitre met l'accent sur le rôle de l'État, à travers sa politique urbaine, dans le maintien ou non de la présence de l'identité tamoule dans la ville. Nous verrons que les politiques d'éradication des bidonvilles ou la préservation de certains ethnoterritoires minoritaires ne sont pas sans conséquences sur les représentations identitaires, le sentiment d'intégration et la citoyenneté des Tamouls dans ces trois villes.

Chapitre 4 : La territorialisation de l'identité tamoule à Colombo, KL et Singapour.

Dans le cadre de ce chapitre, nous verrons grâce à l'analyse des structures paysagères de dix quartiers habités ou fréquentés par les Tamouls que ces derniers vivent dans des environnements urbains très différents. Ces espaces de vie s'agencent en types de paysage qui reflètent la diversité sociale que l'on peut rencontrer à l'intérieur de ces quartiers. En outre, nous comparerons la présence et l'empreinte de cette minorité afin de déterminer s'il existe ou non un processus de territorialisation de l'identité tamoule dans ces villes. Pour cela nous verrons dans quelle mesure la maison et les équipements religieux, commerciaux ou associatifs contribuent ou non, selon les communautés et les espaces de vie considérées, à favoriser le marquage identitaire et l'appropriation de ces quartiers par les Tamouls. Enfin, nous proposerons une typologie des espaces de vie des Tamouls à partir de leurs pratiques de ces quartiers. Cela doit permettre de préciser les relations qu'ils entretiennent avec ces différents espaces de vie et si ces derniers peuvent ou non s'apparenter à des territoires tamouls.

1. Les espaces de vie des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

L'étude des espaces, habités ou fréquentés par les Tamouls, dans les trois capitales permet d'y analyser et d'y comparer la présence et l'empreinte tamoule. Leur choix repose sur plusieurs critères. Les quartiers historiques réputés pour avoir une importante concentration tamoule (ou de Sud-asiatiques) sont les premiers à avoir été choisis. D'autres ont été sélectionnés en prenant en compte le contexte particulier de ces villes. Ainsi, à Singapour, il est difficile de prétendre réaliser une étude sur cette communauté sans prendre en considération l'espace de vie le plus commun dans l'île, celui des villes nouvelles composées essentiellement de résidences sociales HDB. À l'inverse, l'étude d'un espace essentiellement pavillonnaire donne la possibilité de voir quelle est la place des Tamouls dans une zone où leur présence est marginale. À Kuala Lumpur, qui connaît depuis quelques décennies un important réaménagement urbain, le choix s'est porté sur des quartiers réputés pour avoir été d'importants centres de concentration tamoule et dans lesquels l'éradication des bidonvilles n'est pas au même stade.

L'enquête, au fil de la rue, réalisée en Asie du Sud-Est permet de réaliser la diversité

sociale que l'on peut rencontrer dans ces quartiers. En effet, ces espaces de vie s'agencent en types de paysage, c'est à dire en « quartiers-paysagers » (Gervais-Lambony, 1994) qui sont des ensembles de rues et de parcelles présentant un aspect similaire. Leur cartographie à Kuala Lumpur et à Singapour souligne la grande hétérogénéité des environnements urbains dans lesquels les Tamouls peuvent évoluer. L'impossibilité d'utiliser cette méthode de travail à Colombo, pour des raisons de sécurité, n'a pas rendu possible la description précise des « quartiers-paysagers ». Pour cette raison, seule une description très sommaire des trois quartiers étudiés de cette ville est faite dans le cadre de cette thèse.

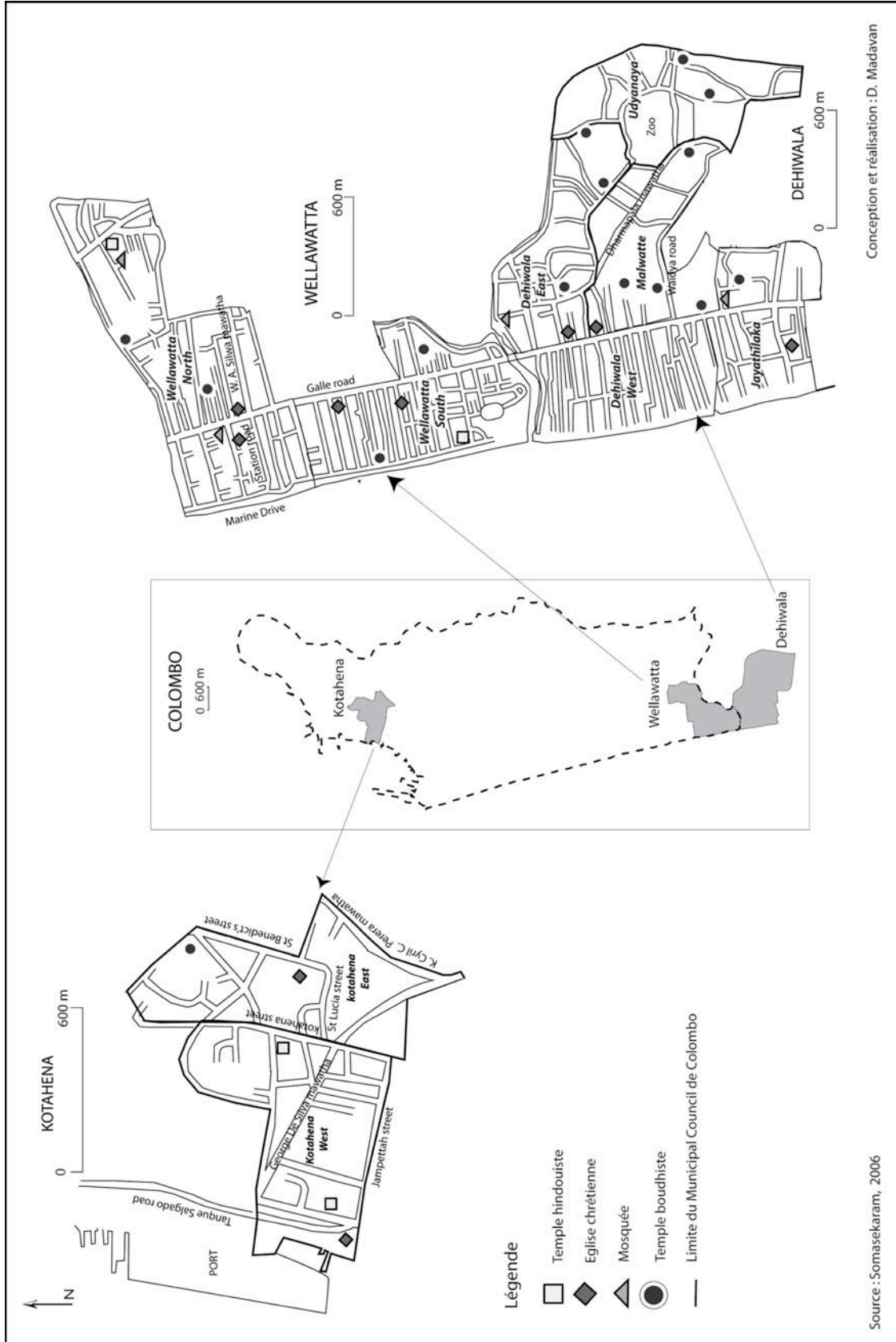
A. Les Tamouls à Kotahena, Wellawatta et Dehiwela à Colombo.

Trois des quatre quartiers les plus fréquemment cités par les habitants de la capitale comme étant tamouls (Annexe 3, question 4) ont été choisis pour analyser l'empreinte et la présence des Tamouls à Colombo. Outre le centre des deux foyers de peuplement historique tamouls de la capitale (chapitres 2 et 3) avec au nord Kotahena et au sud Wellawatta, le quartier de Dehiwela, qui dépend administrativement du *Municipal Council* de Dehiwela-Mont Lavinia, a aussi été sélectionné car il est devenu avec le conflit un nouvel espace où les Tamouls du Nord et de l'Est sont venus se réfugier.

Le premier quartier qui nous intéresse, celui de Kotahena (figure 22) est le plus ancien centre d'implantation tamoule dans la capitale. Les limites administratives de l'espace désigné comme Kotahena ont beaucoup évolué dans le temps et aujourd'hui la municipalité distingue la partie orientale (Kotahena East) et de la partie occidentale (Kotahena West) en leur conférant à chacune le statut de quartier à part entière de la capitale. Cette distinction administrative officielle n'est pas pour autant évidente pour tous les habitants de la ville (en particulier pour les dernières vagues de réfugiés originaires des provinces Nord et Est) qui considèrent ces deux espaces comme un quartier unique. Les limites de ce « grand Kotahena » sont au sud Jampettah street, à l'est K. Cyril C. Perera mawatha et St Benedict's street, au nord Pickering's road, Sri Gunananda mawatha et Alwis place et enfin les installations portuaires constituent la limite ouest du quartier. Lors du recensement de 2001, le « grand Kotahena » compte 15 324 habitants tamouls¹³⁷ soit 73,3 % de la population totale qui y vit.

137. Lors du recensement de 2001 le G.N.D. de Kotahena East compte 5 044 personnes qui se déclarent « Tamouls sri lankais » et 267 comme « Tamouls indiens » soit officiellement 5 311 Tamouls. Dans le G.N.D. de Kotahena West, 9 825 personnes se déclarent « Tamouls sri lankais » et 188 comme « Tamouls indiens » soit officiellement 10 013 Tamouls. Le nombre relativement faible de personnes se déclarant « Tamouls indiens » doit être relativisé car il est fort probable que de nombreux descendants de Tamouls ayant émigrés d'Inde ne se reconnaissent plus dans la désignation officielle de « Tamoul

Figure 22 : Les quartiers sri lankais de Kotahena, Wellawatta et Dehiwela.



indiens » et préfèrent se déclarer « Tamouls sri lankais » pour insister sur leur appartenance comme citoyens de l'île. D'autres descendants d'immigrants indiens ont certainement préféré se déclarer comme « Chetty Tamoul » ou « Baratha » (chapitre 1).

Ce dernier, marqué par le poids démographique prépondérant des Tamouls, est connu depuis l'époque coloniale comme le centre religieux catholique tamoule de la capitale (Somaratna, 1991). L'église de Saint Antony et la cathédrale de Saint Lucia sont de loin les deux centres catholiques les plus fréquentés par les pratiquants de la communauté tamoule. Kotahena compte aussi deux temples hindouistes : celui de Sri Ponnambalam Vanesar qui est un des plus anciens de la ville et celui de Mariamman. Kotahena est un important centre religieux tamoul aussi bien pour les catholiques que pour les hindouistes. Ce quartier populaire compte des bâtiments qui datent pour certains de la période coloniale alors que d'autres ont été érigés lors des deux dernières décennies. C'est un quartier très animé, avec une importante circulation de piétons, et dans lequel la langue la plus employée est le tamoul. La présence à Kotahena à la fois de Tamouls d'origine indienne et de Tamouls originaires de Jaffna est une particularité que l'on ne retrouve pas dans les deux autres quartiers sélectionnés. L'étude de ce terrain peut permettre de comprendre les différences qu'il existe entre ces deux communautés dans leur perception et leur rapport vis-à-vis de l'espace dans lequel ils évoluent.

Wellawatta (figure 22), surnommé *Little Jaffna*, est un quartier qui a accueilli une importante communauté tamoule originaire de la province Nord. Si ce sont d'abord des fonctionnaires et des hommes d'affaires jaffnais qui s'y sont installés (chapitre 2), avec la guerre, de nouvelles vagues de jaffnais, cette fois-ci réfugiés, s'y installent (chapitre 3). Wellawatta est devenu dans l'imaginaire de ces derniers un espace refuge dans lequel ils pensent pouvoir bénéficier plus facilement des réseaux de solidarités communautaires et des repères culturels. Tout comme pour Kotahena, la municipalité distingue la partie septentrionale (Wellawatta North) et la partie méridionale de cet espace (Wellawatta South) en leur conférant le statut de quartier bien que cela n'ait que très peu de sens pour les Tamouls de Colombo. Le « grand Wellawatta » a pour limite au sud le canal de Dehiwela qui est aussi la limite entre le *Municipal Council* de Colombo et celui de Dehiwela Mont-Lavinia. Au nord, c'est le canal de Kirillapone qui marque la limite avec le quartier de Bambalapitiya. Si à l'ouest la côte est une limite naturelle, à l'est le canal de Bolgoda, pour Wellawatta Sud, et Galle road ainsi que Havelock road marquent la limite du quartier. Ce « grand Wellawatta » compte 15 054 Tamouls¹³⁸, soit 55,7 % de la population totale. La communauté cingalaise ne représente que 24,7 % (soit 7 126 habitants) de la population totale du quartier alors que 18,1 % des résidents de Dehiwela (soit 5 213 personnes) sont Musulmans. Si les Tamouls sont

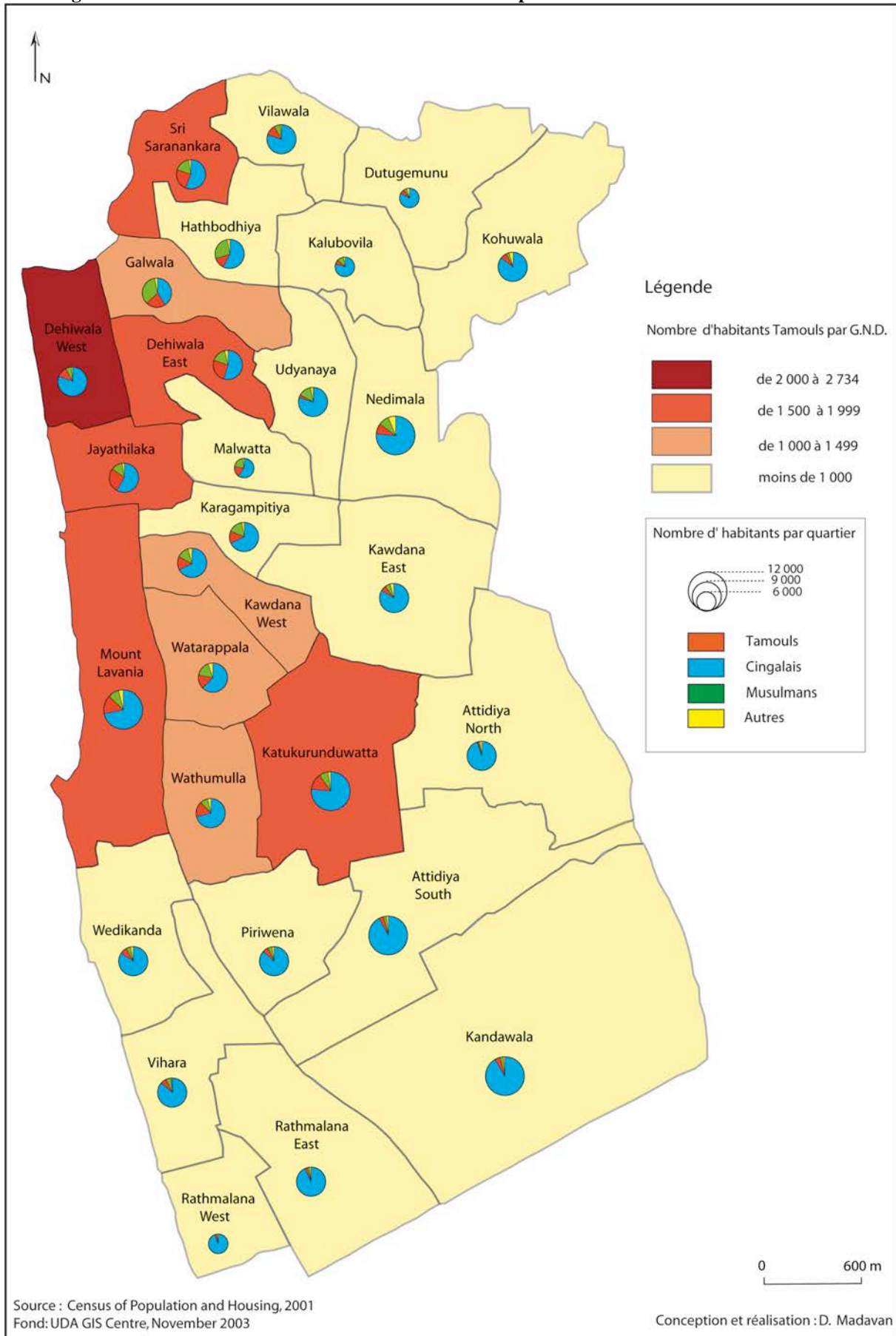
138. Lors du recensement de 2001, le G.N.D de Wellawatta North compte 7 469 personnes qui se déclarent « Tamouls sri lankais » et 346 comme « Tamouls indiens » soit officiellement 7 815 Tamouls. Dans le G.N.D. de Wellawatta South 7 899 personnes se déclarent « Tamouls sri lankais » alors que 335 personnes s'identifient comme « Tamouls indiens » soit 8 234 personnes.

majoritaires à Wellawatta, il n'en reste pas moins que la présence démographique des deux autres principales communautés de la capitale n'est pas négligeable au contraire de Kotahena. En outre, trois zones peuvent être distinguées à Wellawatta : la zone côtière (*sea side*) à l'ouest de Galle road, la partie intérieure du quartier (*land side*) située à l'est de cet axe de communication et enfin Galle road qui constitue un espace bien distinct. On retrouve dans la partie côtière du quartier, qui est une zone uniquement résidentielle, des pavillons avec des jardins et quelques immeubles privés souvent sécurisés. La composition du bâti dans la zone intérieure est bien plus hétérogène. On y retrouve des pavillons et des immeubles. Mais certaines zones de ce secteur du quartier comportent des habitations populaires bâties en dur mais qui n'apparaissent pas dans les plans de la ville. La composition socio-économique des habitants de cet espace semble plus hétérogène et l'observation sur le terrain révèle que les marqueurs indiquant la présence de la population tamoule disparaissent à mesure que l'on s'éloigne de Galle road. D'ailleurs, les différents commerces de cet espace, souvent une pièce de l'habitation transformé en magasin d'alimentation générale, sont quasiment tous tenus par des Cingalais. Enfin Galle road, la principale rue qui traverse la ville du nord au sud est une artère commerciale importante. La concentration de commerces tenus par des Tamouls renforce la visibilité de la présence de cette communauté dans le quartier. Par contre, l'espace étudié ne compte que deux édifices religieux hindouistes : le temple de Mayura et la Ramakrisna Mission. La zone intérieure du quartier est surtout marquée par la présence des temples bouddhistes. À la différence de Kotahena cet espace ne semble pas être un centre religieux majeur pour la communauté tamoule qui y vit.

Enfin, Dehiwela est devenu avec le conflit un nouvel espace où les Tamouls viennent se réfugier. La carte de la distribution des Tamouls dans le *Municipal Council* de Dehiwela-Mont Lavinia (figure 23) révèle combien sa situation est particulière. Être un quartier limitrophe de Wellawatta et donc de Colombo, est devenu un atout. En effet, la part relative de Tamouls par rapport à la population totale des *Grama Niladhari Divisions* (G.N.D)¹³⁹ appartenant au quartier de Dehiwela est bien supérieure aux autres G.N.D. du *Municipal Council* de Dehiwela-Mont Lavinia. Les 2 734 Tamouls qui habitent Dehiwela West représentent près de 45 % de la population totale de ce G.N.D. Plus on s'éloigne de Wellawatta et de Galle road, plus la présence tamoule s'estompe. Ainsi les G.N.D limitrophes de Wellawatta et Dehiwella West (Sri Saranankara, Galwala, Dehiwela East et Jayathilaka) comptent chacun entre 1 000 et 2 000 Tamouls qui représentent plus de 20 % de la population

139. Le *Grama Niladhari Division* est une division administrative.

Figure 23 : La distribution des Tamouls dans le Municipal Council de Dehiwela-Mont Lavinia.



totale de ces G.N.D. On retrouve à leur périphérie des G.N.D dans lesquels les Tamouls représentent entre 10 et 18 % de la population totale. Enfin les G.N.D. les plus méridionaux et orientaux du *Municipal Council* de Dehiwela-Mont Lavinia comptent une présence plus marginale de Tamouls dans leur population. Dans ces G.N.D., le nombre de Tamouls ne dépasse pas les 1 000 habitants et ils y représentent moins de 10 % de la population totale. Par ailleurs, l'analyse de la composition ethnique des G.N.D. de Dehiwela (figure 23) souligne une dichotomie entre les G.N.D. côtiers qui sont plus peuplés de Tamouls que ceux de l'intérieur. Ainsi, plus on s'éloigne de Wellawatta et de Galle road et plus la présence tamoule à tendance à baisser. Il est possible d'expliquer ce phénomène par la volonté des membres de cette minorité d'être à proximité de la rue principale (Galle road) qui est desservie par de nombreux bus qui relie Dehiwela à Wellawatta mais également à Kotahena. Les loyers, moins onéreux qu'à Wellawatta, expliquent que les vagues les plus récentes de déplacés s'y installent (tableau 10).

Tableau 10 : Facteurs ayant incités les Tamouls interrogés à s'y installer à Colombo

Raisons	Nombre de fois citées
Les loyers sont moins chers qu'à Wellawatta	18
Il y a beaucoup de Tamouls, ce qui en fait un quartier tamoul	12
C'est un quartier plus sûr pour les Tamouls	6
Les membres de la famille étaient déjà installés là	4
Dans l'urgence, on n'a trouvé que dans ce quartier	3
L'intérêt de la situation du quartier (transport, travail et école)	3
La présence de commerces tamouls à proximité	3

Source: enquête de terrain menée en février/mars 2008 et 2009 auprès de Tamouls 23 habitants Dehiwela.

Tout comme à Wellawatta, il est possible de distinguer trois différents secteurs à Dehiwela : la zone côtière à l'ouest, une partie intérieure à l'est et enfin Galle road. À la différence de Wellawatta, les commerces de Galle road sont surtout tenus par des Cingalais. La zone côtière compte de nombreux pavillons avec des jardins alors que la partie intérieure abrite aussi bien des immeubles très protégés et de haut standing que des immeubles sociaux construits notamment pour répondre aux besoins de logements après les ravages du tsunami de 2004. Si on y retrouve des logements de qualité très hétérogène selon les secteurs, la majorité des logements sont bâtis en dur. Ce sont le plus souvent les services publics (ramassage des ordures, éclairage public) et la taille des rues permettant ou non le passage de voitures qui donnent des indices sur l'intégration de ces secteurs par les services municipaux. Par ailleurs, l'arrivée des déplacés jaffnais est à l'origine d'une transformation du paysage du quartier. En effet, de nombreux travaux sont réalisés par les particuliers pour agrandir les habitations en

construisant de nouveaux étages afin de louer une chambre ou l'étage en entier à des déplacés tamouls. Le paysage du bâti est donc très hétérogène à Dehiwela.

La guerre, avec l'arrivée de nombreux déplacés dans la capitale, est le principal facteur de transformation de la géographie de la distribution des Tamouls dans la ville. Le conflit renforce le caractère jaffnais de Wellawatta, la mixité sociale de Kotahena où les déplacés vivent avec des Tamouls d'origine indienne, et crée de nouvelles implantations tamoules en périphérie de Colombo comme à Dehiwela. Cette situation diffère de Kuala Lumpur où c'est la politique d'éradication des bidonvilles qui entraîne une forte hétérogénéité de la structure paysagère des quartiers réputés être tamouls.

B. Les Tamouls à Masjid India, Sentul, Brickfields et Kampung Pandan à Kuala Lumpur.

À Kuala Lumpur, la politique de réaménagement urbain de la capitale provoque d'importantes transformations dans des quartiers réputés pour abriter une forte communauté tamoule. Quatre quartiers (Masjid India, Sentul, Brickfields, Kampung Pandan), qui ont été ou sont touchés par la volonté des autorités publiques d'éradiquer les zones de logements informels, sont retenus pour y étudier la présence tamoule. Les deux quartiers connus pour avoir été les principaux foyers de concentration de Tamouls à Kuala Lumpur (Sentul et Brickfields) sont les deux premiers à avoir été choisis. À Brickfields, les secteurs d'habitations informelles ont presque totalement été éradiqués alors qu'à Sentul ces espaces sont devenus largement minoritaires. Masjid India, souvent présenté comme le *Little India* de la ville par l'office de tourisme et les autorités, est aussi intéressant à étudier car c'est un quartier à l'origine Sud-asiatique musulman. Enfin, Kampung Pandan a été retenu car il y existait d'importantes tensions du fait des destructions de logements informels qui étaient en cours au moment de l'enquête (en juin/juillet 2009).

Brickfields, le premier espace d'étude, est situé dans le Sud de Kuala Lumpur, près de Chinatown et de Kampung Attap. Le quartier a pour limite à l'est la rivière Klang, jalan Tun Sambanthan au sud, jalan Bangsar à l'ouest et jalan Damansara au nord-ouest. La décision de l'État de construire en 1994 à l'emplacement de l'ancien dépôt de chemin de fer la nouvelle gare centrale de la ville (KL Sentral) donne une nouvelle importance au quartier. KL Sentral devient le grand noeud inter-modal de transport de la capitale qui est reliée à l'aéroport international de KLIA et à deux lignes de métro (Putra et Monorail). La construction de cette

gare est à l'origine de la transformation de Brickfields qui passe alors du statut de périphérie marginalisée à celui d'espace central (Baxstrom, 2008 ; Leclerc, 2012). L'ancien quartier ghetto indien (Moses, 2007) devient en quelques années la nouvelle vitrine de la communauté tamoule et un quartier à la mode. L'analyse de la structure paysagère de Brickfields (figure 24) confirme que ce n'est plus du tout un quartier spontané. Quatre secteurs (les installations de KL Sentral mises à part) peuvent y être distingués. Jalan Tun Sambantan et jalan Travers sont le coeur de l'activité commerciale du quartier avec des produits et des services destinés aux consommateurs sud-asiatiques ne résidant pas forcément dans le quartier ou aux touristes (figure 25) . Le deuxième secteur que l'on peut distinguer à Brickfields est celui qui se trouve à l'est de jalan Tun Sambanthan. Cet espace est marqué par l'importance de ses fonctions résidentielles et religieuses. Entre les condominiums, les immeubles privés et les immeubles sociaux ce sont bien les constructions résidentielles verticales qui dominent dans cette partie. La présence des deux condominiums soulignent la volonté des aménageurs de transformer le profil socio-économique des habitants du quartier en essayant d'attirer une population aisée à Brickfields¹⁴⁰. Par contre, ce secteur du quartier compte très peu de pavillons. Seuls les *government quarters* et quelques pavillons situés dans jalan Berhala tranchent avec le caractère vertical du reste de ce secteur. La présence de nombreux édifices religieux et d'écoles en fait aussi un espace de sociabilité non négligeable dans le quartier. Le troisième secteur se situe entre les rues de jalan Bangsar, jalan Travers, jalan Tun Sambanthan et jalan Ang Seng. Cet espace est presque exclusivement résidentiel. À la différence du secteur décrit précédemment, on y retrouve bien plus de pavillons, un condominium et plusieurs immeubles privés mais qui n'ont pas de commerces au rez-de-chaussée. L'absence d'activité commerciale ou de présence d'importants édifices religieux fait que cet espace est peu animé et que ce sont essentiellement les résidents qui le fréquentent. Enfin, le secteur le plus méridional de Brickfields est le dernier espace qui n'a pas encore été réaménagé et qui garde les dernières traces de l'époque durant laquelle le bâti du quartier était surtout composé de logements informels. Ainsi, on retrouve le long de jalan Ang Seng les derniers *kampung houses* (Planche photographique 1B). À proximité des logements de fonction des policiers se trouve une zone qui abritait des logements spontanés qui ont presque tous été détruits. Seuls quelques petits temples hindouistes non enregistrés restent encore debout. Cet espace, qui est en périphérie du quartier, ne compte aucune rue et est très peu fréquenté. L'analyse des

140. Le succès de cette politique doit tout de même être relativisé. Leclerc souligne que suite à la crise économique de 1997 de nombreux appartements de ces condominiums n'ont pas trouvé preneurs et que ce sont des informaticiens étrangers indiens qui ont loué à plusieurs certains de ces logements (Leclerc, 2012).

Figure 24 : La structure paysagère de Brickfields.

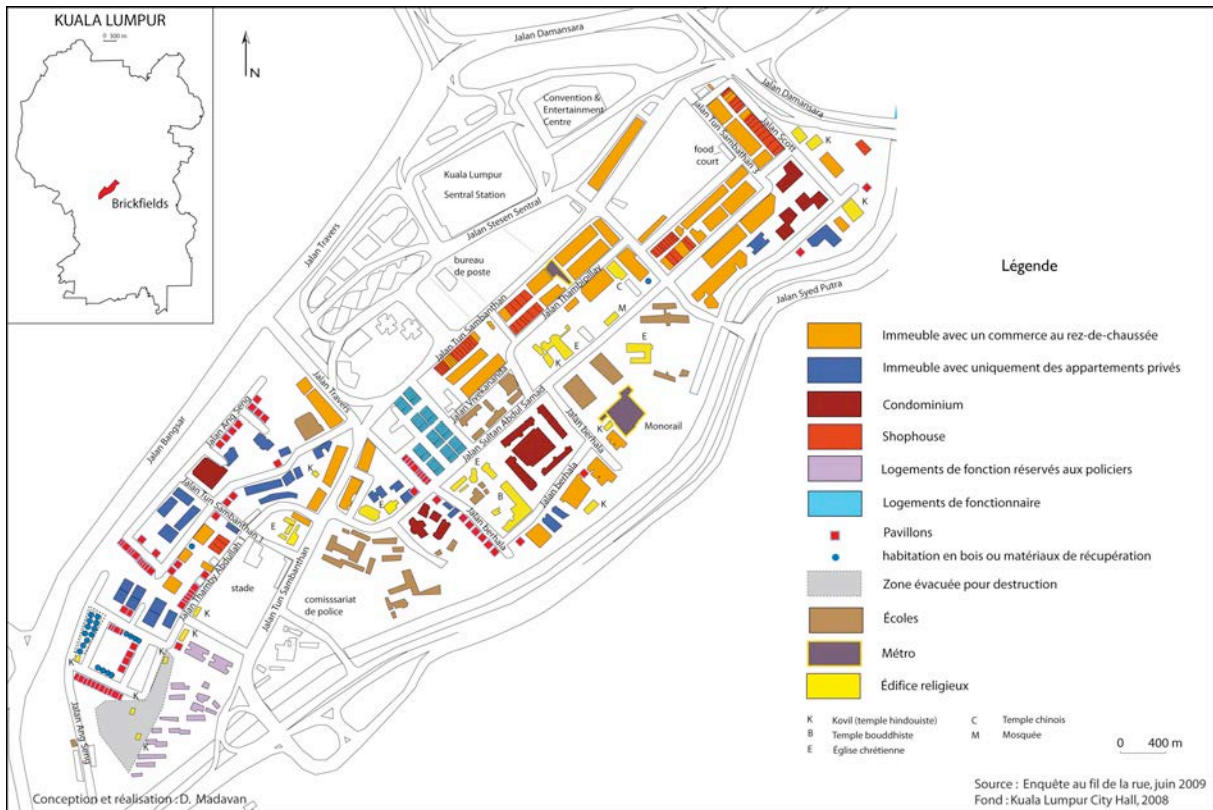


Figure 25 : Les commerces ethniques à Brickfields.

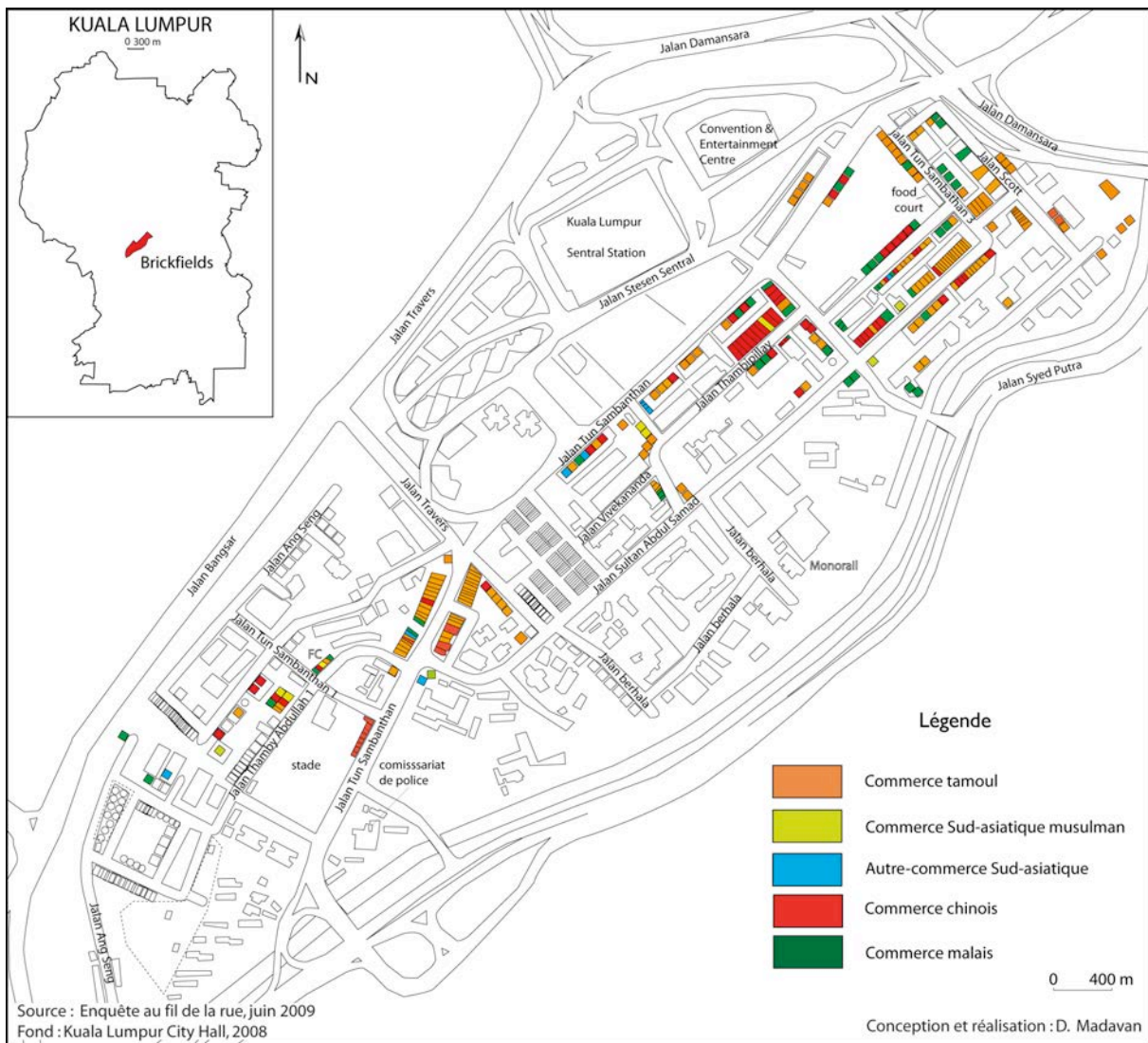


Planche photographique 1 : La structure paysagère de Brickfields.

A/ Brickfields et les buildings modernes érigés après la construction de KL Sentral Station



© Madavan, Brickfields (Malaisie), juin 2009.

B/ Un kampong house qui doit être détruit par la municipalité.



© Madavan, Brickfields (Malaisie), juin 2009.

La première photographie est une vue de jalan Tun Sambanthan, l'une des principale rue commerçante de Brickfields. On peut distinguer au premier plan les immeubles avec des commerces au rez de chaussée. En arrière plan, s'élèvent des constructions verticales plus récentes érigées près de la gare centrale de KL Sentral. La deuxième photographie représente un des derniers kampong houses du dernier espace informel du quartier.

paysages urbains montre qu'il existe des secteurs très distincts avec des fonctions différentes. Selon les cas, ces secteurs sont fréquentés uniquement par les résidents, ou à l'inverse, ils attirent des Tamouls de toute la ville.

Sentul, l'autre centre d'implantation historique des Tamouls, a également beaucoup changé depuis trois décennies. L'espace étudié est compris entre jalan Ipoh, jalan Sentul et jalan Perhentian. L'analyse de la structure paysagère de Sentul nous permet de distinguer cinq types d'espaces (figure 25). Les périphéries de ce quartier comportent surtout des constructions verticales de natures diverses. Les trois grandes rues qui bordent le quartier abritent des immeubles qui ont presque tous une activité commerciale au rez-de-chaussée (planche photographique 2 A). La majeure partie de l'activité commerciale s'y concentre (figure 26). On peut relever ensuite la présence de plusieurs immeubles privés, principalement occupés par des Chinois, qui ont une fonction uniquement résidentielle. Enfin, il faut signaler la présence de grands condominiums dans le nord du quartier. La construction de nouveaux condominiums à jalan Sentul et la destruction en cours d'immeubles sociaux pour permettre d'ériger d'autres condominiums témoignent du processus de gentrification qui s'opère dans ce quartier qui devient très prisé. Le centre du quartier est constitué d'habitations basses avec une différence entre des espaces d'habitations informelles et de celles qui sont légales et construites en dur. On retrouve ainsi de part et d'autre du canal et le long de jalan Kovil Hilir des pavillons avec des jardins. Cet espace est aéré et comporte des rues goudronnées (planche photographique 2 B). Dans le même temps, le quartier compte toujours plusieurs secteurs d'habitations spontanées plus ou moins importants. Certains sont de petites concentrations de squatteurs qui vivent dans des espaces interstitiels du quartier. C'est notamment le cas du squat que l'on retrouve à côté du temple chinois à jalan Union ou encore près des condominiums dans le nord. Dans le cas de ce dernier squat, certains logements informels ont été brûlés lors de la période durant laquelle l'enquête a été menée en 2009 (planche photographique 2 C). Enfin, deux zones d'habitations informelles plus importantes se localisent dans la partie méridionale du quartier. Dans ces deux cas, ces espaces ne comportent aucune rue et on y retrouve aussi bien des *kampung houses* construites en bois que des habitations bâties avec divers matériaux de récupérations. Le réaménagement urbain est à l'origine d'un phénomène de gentrification du quartier qui se vide des couches populaires qui y vivaient. Toutefois, il y existe encore une grande hétérogénéité de la structure paysagère du quartier et de la composition socio-économique de la population.

Le troisième quartier étudié, Masjid India, doit son nom à la seule mosquée érigée et dirigée par des Sud-Asiatiques dans le centre ville de Kuala Lumpur. Cette mosquée,

Figure 26 : La structure paysagère de Sentul.



Figure 27 : Les commerces ethniques à Sentul.



Légende

- Commerces tamouls
- Commerces tamouls musulmans
- Commerces sud-asiatiques (non tamoul)
- Commerces chinois
- Commerces malais
- Cours d'eau

Source : Enquête au fil de la rue, juin 2009
Fond : Kuala Lumpur City Hall, 2008

Conception et réalisation : D. Madavan

Planche photographique 2 : La structure paysagère de Sentul.

A/ Jalan Sentul



© Madavan, Sentul (Malaisie), juin 2009

Jalan Sentul, en périphérie du terrain étudié, comporte surtout des constructions verticales. On y retrouve des immeubles qui ont presque tous une activité commerciale au rez-de-chaussée. En arrière plan se trouvent les deux immeubles sociaux du terrain étudié. Ce quartier devenant très prisé des classes aisées et des expatriés, les aménageurs de la ville ont prévu de déplacer les habitants de ces immeubles sociaux pour ériger à la place des condominiums. L'un des deux immeubles sociaux était déjà totalement vidé de ses habitants en avril 2009. Les résidents du second ont eu des propositions de relogement dans des immeubles sociaux à Puchong.

B/ Le secteur pavillonnaire.



© Madavan, Sentul (Malaisie), juin 2009

Jalan Chempedak est l'une des rues du secteur pavillonnaire. Les habitations comptent toutes des jardins. Les rues sont goudronnées et bordées d'arbres et de pelouses bien entretenus.

C/ Un logement informel détruit après l'expulsion des squatteurs.



© Madavan, Sentul (Malaisie), juin 2009

Planche photographique 3 : La structure Paysagère de Masjid India.

A/ La mosquée et le bazar de Masjid India



© Madavan, Masjid India (Malaisie), mai 2009

La mosquée et le bazar adjacent constituent le cœur de Masjid India (Photographie A). Ce quartier, éminemment commercial, abrite de nombreux immeubles avec des commerces au rez-de-chaussée mais également des échoppes proposant principalement de la nourriture, des boissons ou des fleurs (Photographie B).

B/ L'activité commerciale à Masjid India



© Madavan, Masjid India (Malaisie), mai 2009

Figure 28 : La structure paysagère de Masjid India.

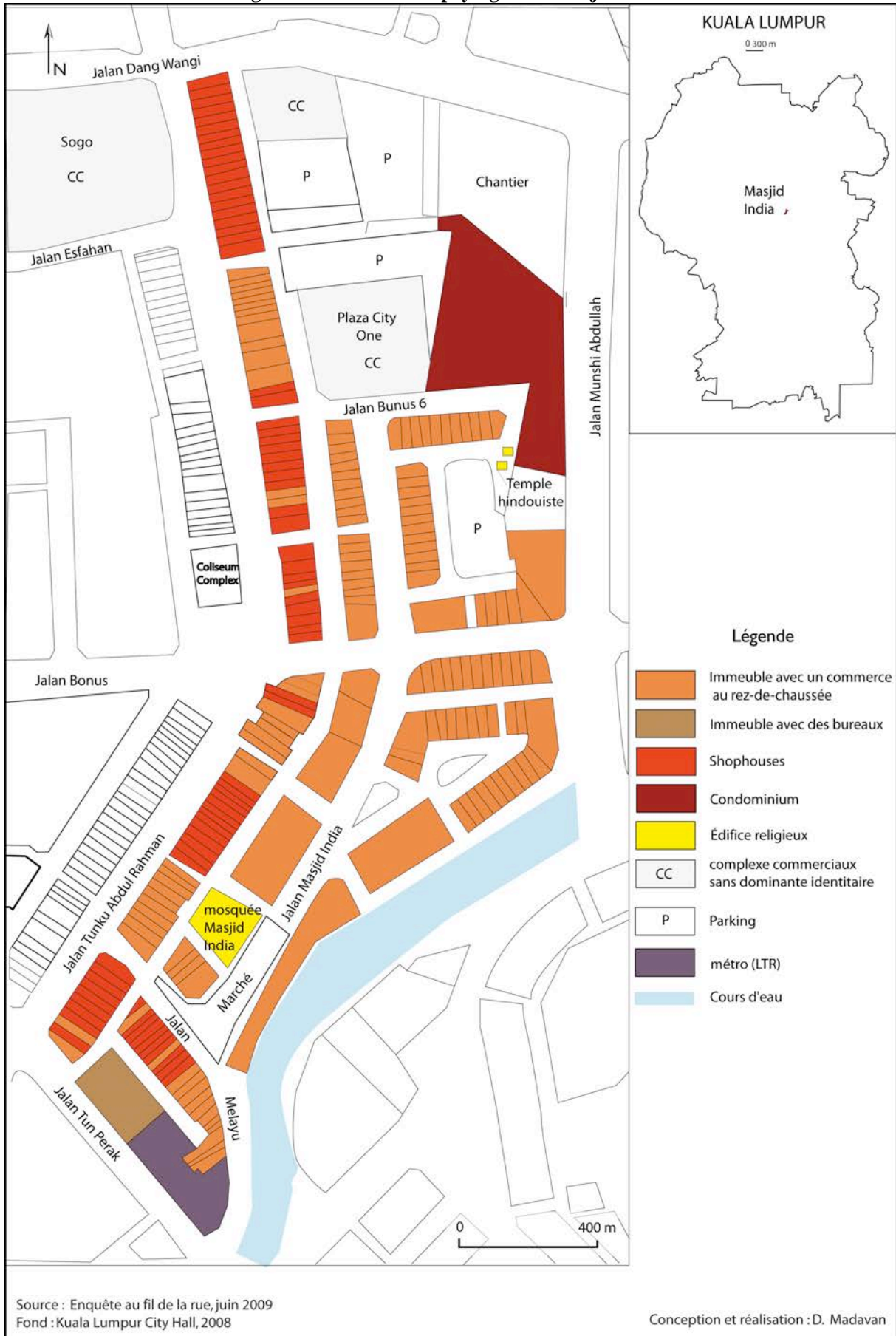
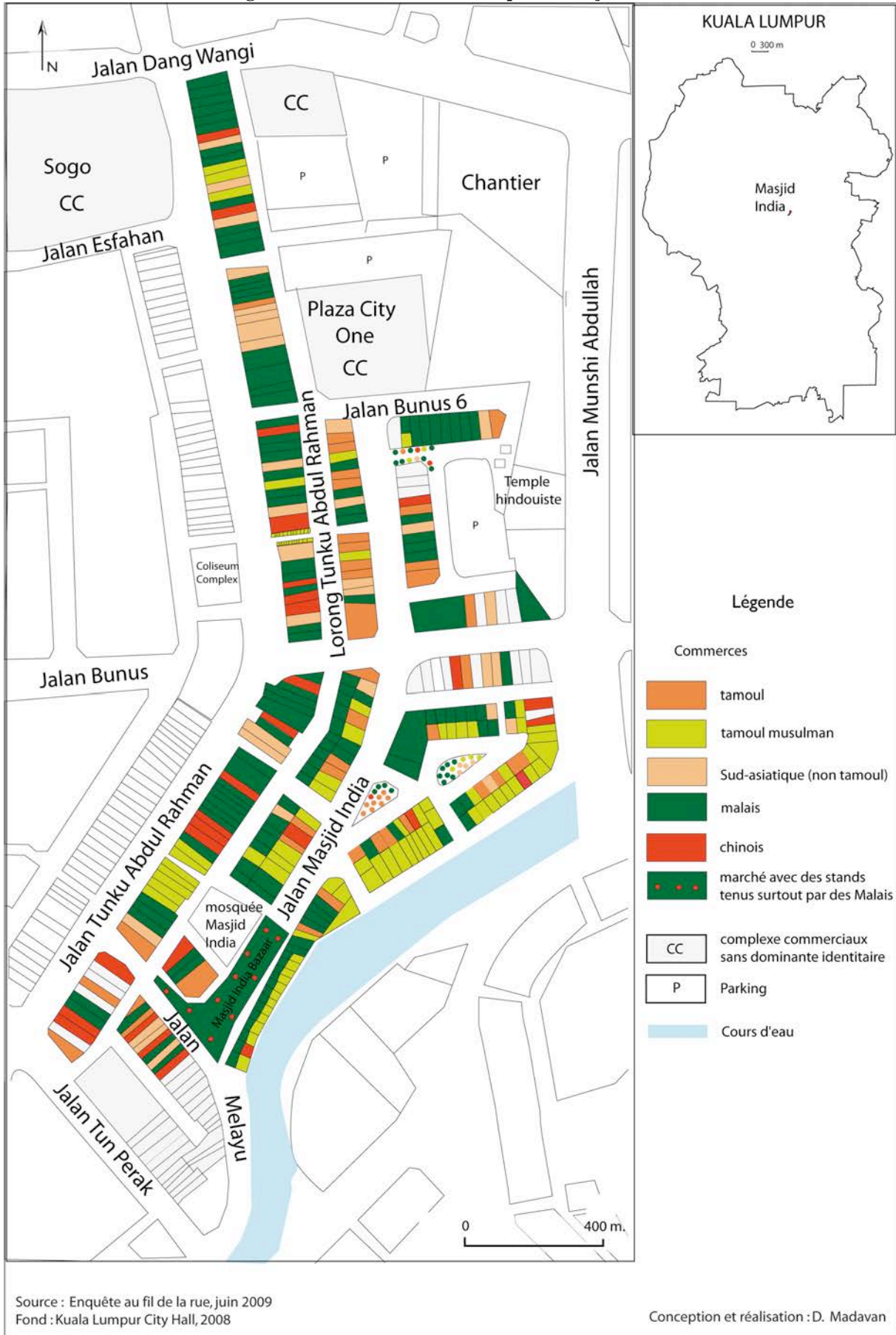


Figure 29 : Les commerces ethniques à Masjid India.



construite en 1863, attire pour cette raison des fidèles de cette communauté de l'ensemble de la ville. Les limites de Masjid India sont au nord jalan Dang Wangi, au sud jalan Tun Perak, à l'ouest jalan Tunku Abdul Rahman et à l'est Jalan Munshi Abdullah et le canal. Ce quartier, qui est présenté par les tour opérateurs comme le *Little India* de Kuala Lumpur, attire également de nombreux touristes pour le bazar qui se trouve près de la mosquée (planche photographique 3 A). En outre, la carte de la structure paysagère de Masjid India (figure 28) montre que la quasi totalité des bâtiments du quartier abrite une activité commerciale (figure 29). On retrouve ainsi des *shophouses* (notamment sur jalan Melayu et jalan Tunku Abdul Rahman), quelques centres commerciaux et surtout des immeubles dont le rez-de-chaussée, voire la totalité du bâtiment, héberge une activité commerciale ou de service. Au final, le condominium qui se trouve sur jalan Munshi Abdullah est le seul bâtiment avec uniquement une fonction résidentielle à Masjid India. Ailleurs, les étages supérieurs de certains *shophouses* ou immeubles avec des commerces au rez-de-chaussée sont parfois utilisés pour loger les employés de ces établissements. L'intérêt de l'étude de ce quartier réside dans la comparaison avec d'autres quartiers perçus comme tamouls (ou indiens) avec une fonction commerciale dominante mais dans lesquels c'est l'identité hindouiste et non musulmane qui est mise en avant.

Le dernier terrain d'étude Kampung Pandan (figure 30) est un quartier qui se trouve à 3 km du CBD de Kuala Lumpur. Les limites de Kampung Pandan sont au nord et à l'est jalan Kampung Padan et au sud jalan Perkasa. À l'ouest, la présence d'une zone d'habitations informelles qui déborde sur le territoire de la ville de banlieue Ampong rend plus difficile la définition de la limite occidentale du quartier. La présence indienne à Kampung Pandan est due au programme de relogement initié par les Britanniques durant l'insurrection communiste (*Malayan Emergency*¹⁴¹). Afin d'endiguer les sabotages des rebelles communistes, la

141. La mise en place d'une fédération de Malaya par les Britanniques en 1948 dans lequel le pouvoir est partagé entre onze États membres (les neuf sultanats, Penang et Malacca) et un gouvernement fédéral mais composé pour deux tiers de non-fonctionnaires. Cette formule permet le partage du pouvoir entre les sultans et les Anglais, ces derniers demeurant les garants de l'équilibre entre les communautés ethniques. Il est convenu par ailleurs que la citoyenneté fédérale ne pourrait être acquise par les non-Malais que sous de sévères conditions de résidence et de séjour. Ce projet se heurta à l'opposition résolue des Chinois qui avaient joué un rôle majeur dans la résistance lors de l'occupation japonaise de Malaya. Les protestations, manifestations et grèves se multiplient. En juin 1948, les communistes (pratiquement tous chinois) des syndicats et du *Malayan Communist Party* (MCP), dont le leader Chin Peng, déclenchent une grève générale. Les Britanniques soupçonnant le MCP de vouloir créer des zones "libérées" à fédérer ensuite en une « république démocratique de Malaya », proclame alors l'état d'urgence, étendu à l'ensemble de la fédération le 12 juillet 1948. Les communistes furent déclarés hors la loi et leur parti interdit. Ils se lancèrent alors dans la guérilla menée par le *Malayan National Liberation Army* (MNLA), bras armé du MCP. Ils espéraient, en créant un état d'insécurité général, amener Londres à composer. Pendant des années, ces guérilleros, qui trouvent des appuis parmi la population chinoise, parviennent à tenir tête aux Britanniques. Ceux-ci, après avoir refoulé les guérilleros dans la jungle, entreprirent, pour les isoler et les couper de tout ravitaillement, de regrouper systématiquement les populations chinoises rurales dans plus de 400 villages. L'armée et les milices malaises prennent progressivement le dessus sur les guérilleros jusqu'à ce que l'état d'urgence soit levé le 1^{er} août 1960.

puissance coloniale favorise la création de nouveaux villages en périphérie des villes afin de mieux contrôler le territoire et de couper tout ravitaillement aux rebelles. Les Britanniques encouragent l'installation d'anciens ouvriers des plantations à Kampung Pandan en leur accordant des titres de propriété. Par la suite d'autres migrants tamouls s'installent de façon spontanée dans des espaces périphériques renforçant le caractère indien de Kampung Pandan. La carte des structures paysagères du quartier révèle d'importants contrastes (figure 30). Dans la partie ouest et sud-ouest, on retrouve des établissements scolaires, un complexe sportif et quelques espaces en friche qui sont d'anciens espaces d'habitations informelles qui ont été détruits. Le long de jalan Kampung Pandan au nord se succèdent des immeubles sociaux et quelques immeubles privés avec une activité commerciale au rez-de-chaussée. Tout le reste de Kampung Padan est essentiellement un espace résidentiel mais avec une forte hétérogénéité au niveau du bâti (planches photographiques 4 A et B). On retrouve à l'ouest de jalan Wirati et au sud-est de jalan Pertiwi une zone résidentielle bien ordonnée avec uniquement des pavillons. Le condominium qui se trouve au Sud de lorong Tujuh complète cet espace marqué par l'organisation très structurée des secteurs sud et ouest de Kampung Pandan. La partie nord-ouest semble répondre à d'autres logiques. Entre jalan Wirati à l'ouest, jalan Lorong à l'est, lorong Tujuh au sud et jalan Kampung Pandan au nord, il existe un espace résidentiel qui compte aussi bien des maisons construites en dur que des *kampung houses*. Cet espace bien que moins bien ordonné que le précédent est une zone d'habitations formelles. Les habitants de ce secteur ont souvent reçu ou acheté la maison de quelqu'un ayant obtenu des autorités coloniales un titre de propriété. Cela leur a permis d'améliorer leurs habitations en les construisant en dur ou de préserver leur *kampung house* sans avoir peur d'être victimes d'une procédure d'expropriation. Enfin, il existe un dernier espace composé de logements informels à l'ouest de lorong Delapan qui est en quelque sorte la frontière entre les zones d'habitations formelles et informelles (planche photographique 4 C). Cet espace a la particularité de ne pas être desservi par des rues et d'être enclavé. Les services publics y sont peu présents (ramassage des ordures, accès à l'eau potable et à l'électricité) et les habitants vivent souvent dans des logements insalubres construits avec des matériaux de récupération (planche photographique 5 A et C). Le terrain occupé par ces squatters est la propriété de la compagnie nationale d'électricité, la *Tenaga Nasional Berhad* (TNB), et se situe à proximité de pylônes de câbles électriques à haute tension qui alimentent la ville en électricité (planche photographique 5 B). Les habitants de ces espaces informels vivent donc dans un contexte

Planche photographique 4 : Le secteur formel de Kampung Pandan.

A/ Pavillons et condominiums du secteur formel.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

B/ Un kampung house dans le secteur formel.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

C/ Limite entre le secteur formel et le secteur informel de Kampung Pandan.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

Planche photographique 5 : La zone informelle de Kampung Pandan.

A/ Une des entrées du secteur informel de Kampung Pandan.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

Cet espace informel n'est pas desservi par des rues goudronnées. Les services publics y sont peu présents. Le ramassage des ordures y étant irrégulier, les habitants entassent leurs déchets en pleine air dans différentes parties du bidonville. Les conditions sanitaires dans lesquelles vivent les squatteurs sont ainsi critiques.

B/ Les pylônes de câbles électriques à haute tension.



© Madavan, Kampung Pandan, (Malaisie) juin 2009.

Ce bidonville se situe sous des pylônes de câbles électriques à haute tension qui alimentent en électricité Kuala Lumpur. Les risques pour la santé et la sécurité des squatteurs sont des raisons mises en avant par les autorités publiques pour détruire ces logements informels et expulser les squatteurs.

C/ Des habitats insalubres.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

Les habitants vivent dans des logements insalubres construits avec des matériaux de récupération et ne sont pas connectés au réseau d'eau potable et électrique de la ville.

insalubre et précaire. Si les habitations informelles qui se trouvent en périphérie immédiate de jalan Dua ont été évacuées et en partie détruites, les choses sont plus compliquées pour les logements spontanés qui se trouvent à l'ouest de lorong Delapan. Cet espace qui est un terrain vague resté longtemps en marge des projets de réaménagement de la ville est, depuis 2009, au coeur d'un nouveau projet de développement qui nécessite de raser ces zones d'habitations informelles. Ce projet mené par le *Kuala Lumpur City Hall* rencontre une importante mobilisation des habitants et surtout des médias tamouls qui dénoncent la destruction à des fins de spéculations immobilières d'une des rares et des plus anciennes zones d'implantation tamoule dans la capitale. Malgré les protestations, la municipalité a imposé un ultimatum aux habitants de ces logements informels pour quitter en octobre 2009 la zone. Si certains ont cédé, beaucoup refusaient encore à cette date de quitter leur maison.

La politique d'éradication des quartiers spontanés transforme fortement la structure paysagère et l'image des quartiers réputés pour abriter une forte population tamoule. Les quartiers étudiés ont des paysages urbains très hétérogènes avec des secteurs d'habitations informels, vestiges du passé, et des secteurs formels dans lesquels il est possible de distinguer deux types d'espaces. Un premier dominé par l'activité commerciale et dans lesquels les pouvoirs publics préservent parfois certaines constructions anciennes comme les *shophouses*. D'autres espaces ont une fonction surtout résidentielle. Les bâtiments présents dans ces secteurs (condominiums ou pavillons) témoignent de la volonté des aménageurs de transformer la physionomie de ces quartiers et de changer la composition socio-économique de leurs habitants en essayant de remplacer les anciens squatteurs par des populations plus aisées. Si le processus d'éradication des bidonvilles est en encore en cours à Kuala Lumpur, Singapour l'a achevé depuis des décennies.

C. Les Tamouls à Serangoon, Adam road/ Coronation plaza et Yishun à Singapour.

Le contexte particulier de Singapour, qui a connu une importante politique de réaménagement de son territoire avec l'éradication des anciens quartiers spontanés et le relogement des habitants dans des villes nouvelles sous l'impulsion de l'État, a influencé le choix des espaces à étudier. Trois terrains emblématiques des principaux types d'espaces de vie qui existent dans la cité-État sont sélectionnés. Le choix du quartier de Serangoon, promu par l'État comme le *Little India* officiel du pays s'est imposé. C'est d'ailleurs le seul quartier dans l'île qui apparaît aux yeux d'une majorité de Tamouls interrogés (101 sur 124) comme

indien (Annexe 10, question 4). Par ailleurs, il semble aussi pertinent de prendre comme cas d'étude un de ces territoires marqués par la présence des logements sociaux (HDB) et dans lesquels les Tamouls vivent dans un environnement multiethnique et où ils sont minoritaires. Le choix s'est porté sur la ville nouvelle d'Yishun. Enfin, l'étude d'un des rares quartiers pavillonnaires de Singapour, avec Adam road/ Coronation plaza à Bukit Timah complète cette étude en analysant la place des Tamouls et de leur culture dans un espace où leur présence démographique est marginale.

Le quartier de Serangoon road, communément appelé *Little India*, est l'une des plus anciennes implantations indiennes de l'époque coloniale. L'établissement d'une prison pour les Indiens est à l'origine de l'installation dans le quartier d'une population Sud-asiatique venue assurer l'approvisionnement (nourriture et autres produits de première nécessité) et des services (blanchisseurs, employés de la prison) nécessaires pour le bon fonctionnement du centre carcéral. En outre, le choix de nombreux prisonniers de s'installer à Serangoon une fois libérés et l'arrivée à partir de 1930 des immigrants sud-asiatiques qui préfèrent quitter Chulia Kampoung, désigné à l'origine comme le quartier réservé pour les Indiens par Raffles et qui est devenu surpeuplé, contribuent à créer un nouveau peuplement Sud-asiatique. L'indépendance de l'île et la politique de réaménagement du territoire entraînent d'importantes transformations dans le quartier. La destruction des quartiers spontanés est à l'origine du relogement dans les années 1970 de nombreux Sud-Asiatiques dans les nouvelles résidences HDB construites par l'État. Si certains obtiennent un appartement dans *Little India*, les quotas CMIO pour l'attribution des appartements poussent de nombreux Tamouls à s'installer dans d'autres quartiers où ils ont obtenu un logement social. Ainsi, le quartier de Serangoon devient plus centre d'approvisionnement pour les communautés sud-asiatiques de l'île qu'un quartier résidentiel tamoul. L'étude de la structure paysagère de ce territoire renforce d'ailleurs cette idée (figure 31). Le quartier indien de Singapour est compris entre Race Course lane/Rowell road et Kitchener road dans son extension nord-sud, et entre Race Course road et jalan Basar road pour ses limites est-ouest. *Little India* est une zone de constructions basses héritées de la colonisation, une période marquée par le développement d'un urbanisme horizontal qui accompagnait la forte extension spatiale. Au contraire des villes nouvelles créées par l'État, la majeure partie du quartier préserve encore aujourd'hui son tissu urbain originel composé de *shophouses*, qui sont à l'origine des constructions standardisées pensées par Raffles, de 2 ou 3 étages et dont le rez-de-chaussée abrite une activité commerciale alors que l'étage supérieur est réservé comme espace d'habitation

Planche photographique 6 : La structure paysagère de *Little india* (Singapour).

A/ Vue de *Little India* à partir du dernier étage d'un HDB.



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2009.

B/ Les shophouses.



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2009.

La vue de *Little India* à partir du dernier étage d'un HDB permet de constater que le paysage urbain est essentiellement bas et horizontal. La prépondérance des shophouses, qui ont été préservé par les pouvoirs publics, explique cette physionomie urbaine assez atypique pour la cité-État.

Figure 31 : La structure paysagère du Little India de Singapour.

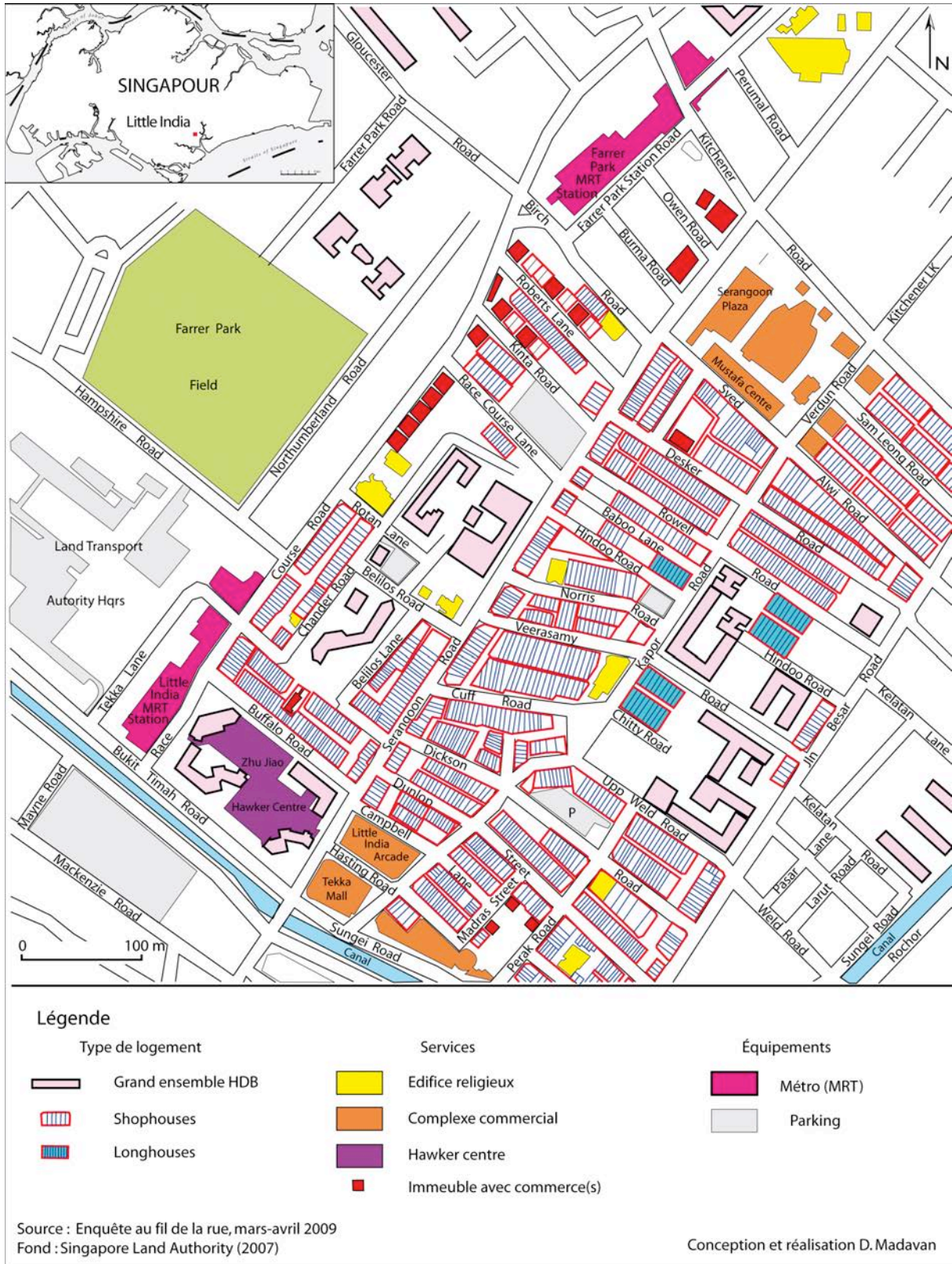
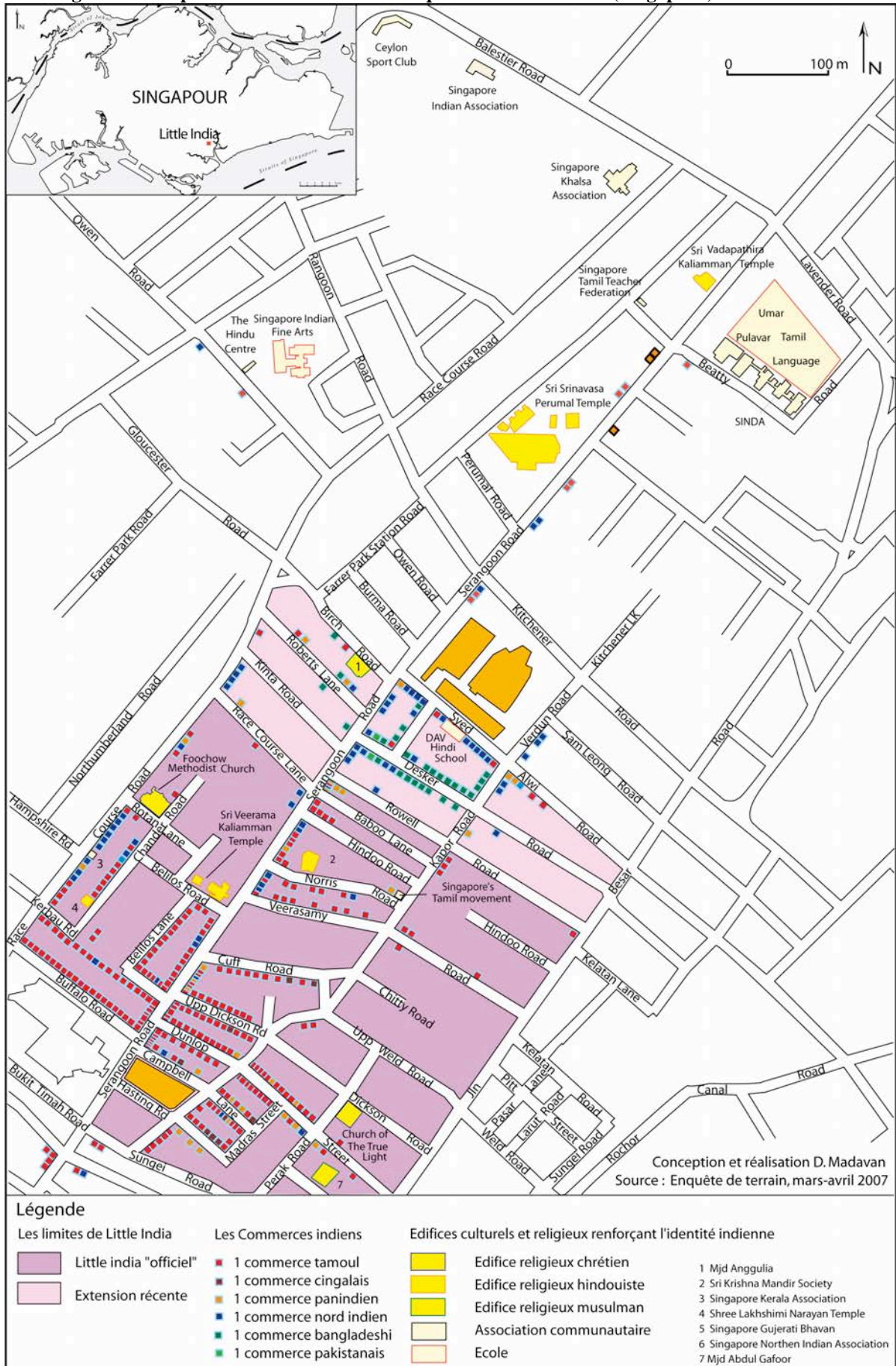


Figure 32 : La place des cultures Sud-asiatiques dans Little India (Singapour) et ses environs.










(Goldblum, 1986 et 1987) (planche photographique 6). Toutefois, ces constructions ont évolué pour faire face au manque de place. Les *shophouses* modernes comportent 4 à 6 étages et les étages supérieurs abritent souvent également des activités économiques. Lorsqu'ils continuent à servir de logement, ce n'est généralement plus pour les propriétaires du fonds de commerce mais pour leurs employés ou encore pour des travailleurs peu qualifiés étrangers qui sous-louent à plusieurs une pièce. Si l'on retrouve essentiellement des *shophouses* à *Little India*, c'est surtout Serangoon road, l'artère principale qui traverse le quartier du nord au sud, qui est le cœur de l'activité commerciale du quartier (figure 32). Cette rue concentre des établissements qui proposent des produits et des services ethniques principalement destinés aux communautés Sud-asiatiques. Seuls quelques petits ensembles d'immeubles sociaux HDB constituent en quelque sorte des enclaves résidentielles dans le quartier et rompent avec le caractère horizontal et bas du paysage urbain. La prépondérance du caractère commercial sur la fonction résidentielle du quartier indien de Serangoon tranche avec les paysages urbains que l'on retrouve dans les villes nouvelles du pays dans lesquelles les grands ensembles sociaux HDB sont omniprésents. Avec *Little India*, c'est un espace atypique que l'on observe. C'est le seul dans lequel les identités tamoule et sud-asiatique sont prépondérantes avec la bénédiction de l'État.

Yishun au contraire est emblématique de l'espace de vie dominé par l'omniprésence de résidences HDB (planche photographique 7). C'est en 1976 que l'État décide de créer de toutes pièces, dans le nord de Singapour, la ville nouvelle d'Yishun. La partie résidentielle de cette agglomération a pour limite Sembawang road à l'ouest et Yishun avenue au nord, sud et à l'est. Une zone industrielle dans le nord est également intégrée à la ville de façon à fixer une partie de population. La carte de la structure paysagère d'Yishun (figure 33) révèle les logiques qui ont guidé son aménagement. Un centre multifonctionnel, comprenant une station de métro, rassemble autour de lui des tours de logements sociaux HDB d'une vingtaine d'étages, qui sont regroupées autour de centres secondaires. L'État impose que le centre principal et les centres secondaires comptent les commerces nécessaires à la vie du quartier. La ville est également autonome au niveau des équipements sociaux de base comme les écoles primaires et secondaires, les édifices religieux, les cliniques médicales ou encore les équipements de loisir (piscines, espaces verts, stades, etc.). Les différents quartiers de la ville sont reliés grâce à des lignes d'autobus à la gare elle-même desservie par le métro (MRT) de façon à ce que tous les habitants d'Yishun puissent se rendre sans difficulté en transports en commun n'importe où dans l'île. Avec Yishun, c'est donc l'espace le plus commun dans l'île, celui d'un environnement, au bâti uniforme imposé par l'État, multiethnique, dans lequel les

Figure 33 : La structure paysagère d'Yishun.



Légende

- | | | | |
|---|------------------------|---|---|
|  | Immeubles HBD |  | Services publics (hopital, piscine, etc.) |
|  | Condominiums |  | Centres commerciaux, services privés |
|  | Institutions scolaires |  | Stations de métro (MRT) |
|  | Edifices religieux |  | Espaces verts |
| | |  | Cours d'eau, plan d'eau |

Source : Singapore Land Authority (2007) et google map

Conception et réalisation : D. Madavan

Planche photographique 7 : La structure urbaine d'Yishun.

A/ Vue aérienne d'Yishun.



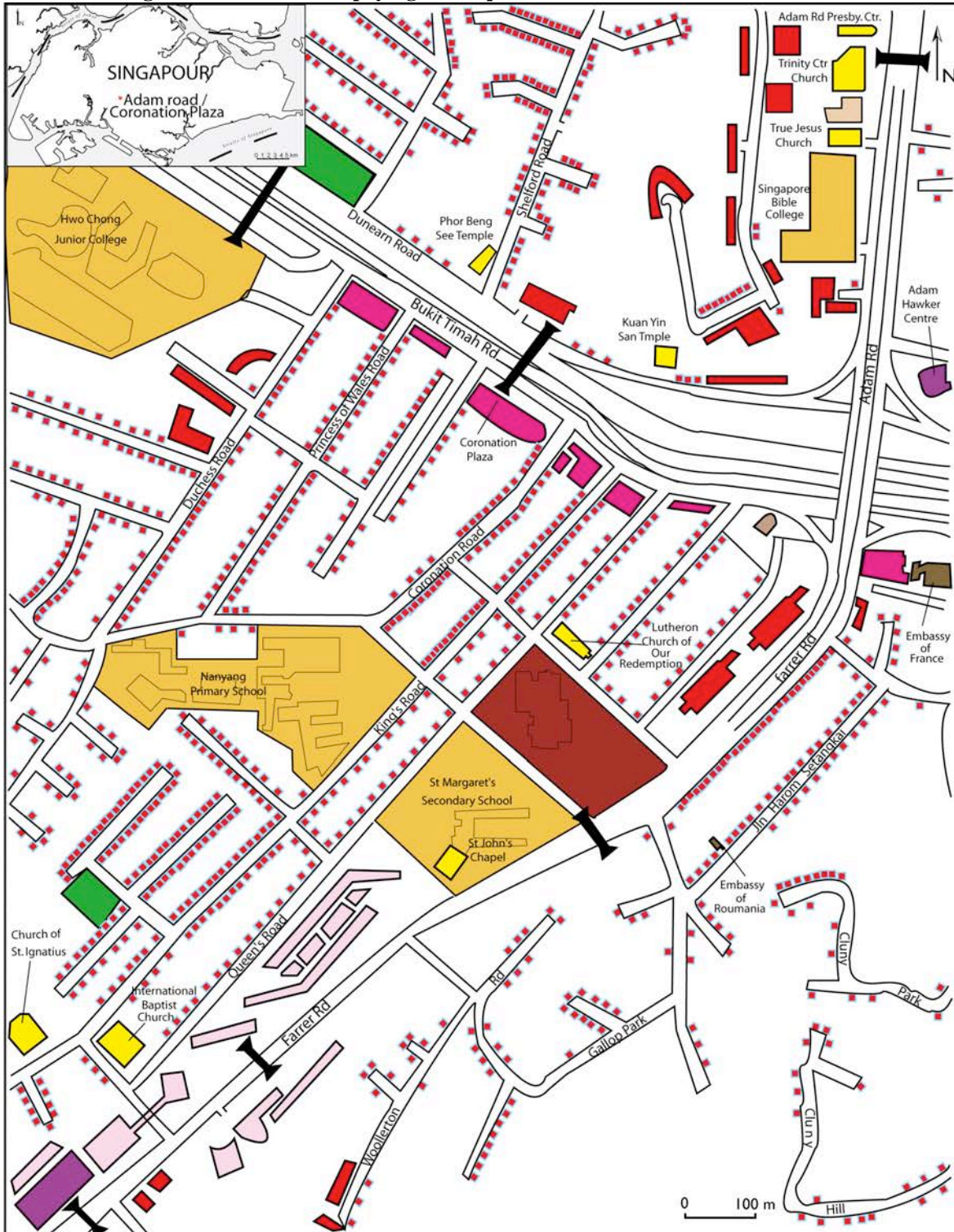
source : <http://www.straitstimes.com/sites/straitstimes.com/files/YishunAerial0804e.jpg>

B/ Blocs d'immeubles HDB omniprésents dans le paysage.



Source : <http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Yishun-SG.JPG>

Figure 34 : La structure paysagère du quartier d'Adam road/ Coronation Plaza.



Légende

Type de logement

- Grand ensemble HDB
- Immeuble privé
- Bungalow ou pavillon
- Résidence d'étudiants étrangers

Lieux d'interaction quotidien

- Batiment scolaire
- Edifice religieux
- Commerces
- Hawker centre

Services spéciaux

- Hopital
- Commissariat de police
- Ambassade

Equipement

- Espace vert
- Pont
- Route

Source : Enquête de terrain, mars 2007
Fond : Singapore Land Authority (2007)

Conception et réalisation: D. Madavan

Planche photographique 8 : La structure paysagère à Adam road/Coronation Plaza.

A/ La zone pavillonnaire.



© Madavan, Bukit Timah (Singapour), mars 2009.

B/ Les immeubles sociaux HDB d'Adam road.



© Madavan, Bukit Timah (Singapour), mars 2009.

Tamouls sont minoritaires qui est étudié.

Le dernier espace étudié à Singapour, celui d'Adam road/Coronation Plaza dépend du GDP de Bukit Timah-Holland. Toutefois, ce n'est pas une entité administrative reconnue et cet espace n'a pas de nom officiel. Le nom du quartier a été choisi car il est très évocateur pour les habitants du pays du fait de l'importance de l'axe d'Adam road, de la renommée de l'*hawker center* éponyme et du centre commercial de Coronation plaza. La zone étudiée est traversée par trois grands axes routiers de Singapour : Bukit Timah road, Farrer road et Adam road. Ce quartier, qui est réputé pour être l'un des espaces où les prix du foncier sont les plus élevés de Singapour, compte deux ambassades (France et Roumanie). Cette zone résidentielle est à ce titre surtout occupée par de riches singapouriens et des résidents étrangers avec des titres de séjour permanents. La carte de la structure paysagère du quartier (figure 35) révèle que cette zone résidentielle compte en majorité des maisons individuelles (bungalows et pavillons) et quelques immeubles privés (dont plusieurs condominiums) très bien surveillés. À l'inverse des résidences HDB dont l'accès en transport en commun est facile, les maisons individuelles et surtout les bungalows ont une logique inverse. Les habitants de ces maisons individuelles optent pour des logements éloignés des principaux axes routiers. Ce choix s'explique par le fait que les commerces étant situés sur Bukit Timah Road, aucune raison ne peut pousser quelqu'un d'extérieur au voisinage à venir jusque-là à pied. De plus, l'éloignement de la circulation donne l'impression de se retrouver dans de petits hameaux isolés où l'on se retrouve entre semblables. Les bungalows luxueux situés au sud dans Cluny Road Park et Cluny Hill road, qui sont quasi inaccessibles à pied, sont certainement les exemples les plus frappants de cette volonté d'isolement et de tranquillité. La partie pavillonnaire est essentiellement habitée par des Chinois et dans certains espaces par des Occidentaux. La part des Tamouls y est très réduite (7 familles recensées). C'est finalement dans les résidences HDB grâce aux quotas CMIO imposés par l'État que la présence de Tamouls dans cet espace semble assurée. Néanmoins, comme les autres habitants des logements HDB, ils vivent en quelque sorte en vase clos par rapport au reste de leur quartier. En effet, ils disposent à proximité de tout de ce qui leur est nécessaire : des magasins d'alimentation générale, des restaurants, un fleuriste, un dispensaire de santé, ... Le *hawker center* du HDB évite aux habitants de se déplacer. Ainsi, à la différence de *hawker center* d'Adam Road qui a une réputation nationale et une clientèle très hétéroclite et de passage, celui des immeubles sociaux attire uniquement ses résidents. L'étude de cet espace atypique pour Singapour donne l'opportunité de prendre en compte un terrain dans lequel la présence des Tamouls est marginale, afin de voir si on y retrouve tout de même quelques éléments

identitaires tamouls et voir comment les Tamouls vivent dans cet espace. Ce sont donc trois espaces de vie aux fonctions et à la physionomie très différentes qui sont choisis à Singapour pour analyser la place des Tamouls dans ces quartiers.

La structure paysagère des quartiers étudiés est donc très hétérogène. Les politiques urbaines développées à Kuala Lumpur et Singapour ne sont pas étrangères à la diversité du type de bâtiments que l'on retrouve dans ces quartiers. La forte différenciation sociale qui existe à l'intérieur de ces quartiers se manifeste dans le paysage. Cela crée des espaces successifs et différenciés. La cartographie de ces « quartiers-paysagers » est une étape préalable indispensable pour tenter de comprendre la manière dont les Tamouls s'approprient ces quartiers et comment se territorialise l'identité tamoule dans ces espaces de vie très différents.

2. Les processus de territorialisation de l'identité tamoule.

Bien que minoritaire dans ces villes multi-ethniques, la présence tamoule n'est pas sans conséquence sur les espaces urbains qui ont été présentés précédemment. Leur manière d'habiter, de transformer ces quartiers ou encore de participer à leur vie peut être à l'origine d'une certaine appropriation de l'espace. Cette dernière peut même conduire dans certains cas à un processus de territorialisation de l'identité tamoule, qui s'entend comme l'appropriation signifiante de l'espace, avec l'idée de propriété sur un espace, mais d'une propriété comprise au sens large : comme un bien possédé et qui du coup fait que le territoire qui en découle fait sens pour un ou plusieurs groupes. La maison est le premier cadre d'expression de l'identité tamoule qui favorise généralement l'ancrage territorial des individus. Toutefois, plusieurs facteurs (la durée de présence dans la maison et le quartier, le fait que l'installation dans le logement ait été choisie ou non, la tenure, etc.) remettent en question l'attachement au logement et donc l'intégration de certains groupes de Tamouls. En outre, différents lieux de sociabilité communautaire peuvent aussi contribuer à la territorialisation de l'identité tamoule. Les édifices religieux, les commerces et les associations constituent des points de repères ethniques dans le paysage et marquent l'espace avec des significations diverses, de natures et de valeurs variées, reconnues par ce groupe. Ces lieux d'expression et de défense de l'identité ethnique permettent de développer et de rendre visible une vie sociale tamoule en tant que

communauté. En fonction de l'importance de leur concentration dans les quartiers, ces lieux de sociabilité influencent la pratique de ces espaces par les Tamouls. Les édifices religieux, les commerces et les associations déterminent en partie la relation plus ou moins privilégiée qu'entretiennent les membres de cette communauté avec certains de leurs espaces de vie qu'ils reconnaissent ou non comme des territoires tamouls.

A. La fonction territoriale de la maison.

Quel que soit le quartier d'étude considéré, la maison est généralement le premier cadre dans lequel s'opère le processus de territorialisation. Comme l'a souligné Gervais-Lambony dans ses travaux sur Harare et Lomé, habiter un espace, c'est « participer à la vie du lieu, le modifier et lui donner sens et âme en s'en appropriant l'usage » (Gervais-Lambony, 1994, p. 147). La compréhension de cet « habiter » n'est alors possible que par l'analyse des rapports tissés entre les hommes et l'espace. Pour cela, il est important d'étudier l'attachement à la maison et aux quartiers dans lesquels vivent les Tamouls, les pratiques, c'est-à-dire la manière dont ils vivent, ainsi que la façon dont ils utilisent et transforment l'espace.

La maison présente une importante fonction territoriale du fait qu'elle est le premier lieu d'expression de l'identité tamoule. En effet, la « maison est aussi un espace dont la pratique est codifiée selon un ensemble de règles et de coutumes : les « manières d'habiter », caractérisées culturellement et socialement » (Gervais-Lambony, 1994, p.147). Ainsi, dans le cas des Tamouls des trois villes étudiées, le logement est souvent un espace religieux primordial. L'observation des logements au cours des enquêtes sur le terrain a permis de constater que les Tamouls, quelle que soit leur confession, possèdent souvent des signes révélant l'importance de la pratique religieuse dans l'espace privé (bible ou coran placé en évidence, représentations iconographiques de divinités). Un espace du domicile est très souvent réservé pour accueillir un autel domestique. Selon les ressources des occupants cet espace peut aller d'une petite pièce du domicile réservé à l'autel, qui abrite une ou plusieurs statues, à une petite étagère avec quelques photographies de divinités religieuses (planche photographique 9 B). Ces autels font l'objet de rituels quotidiens de dévotion avec des prières, des chants et l'allumage de lampes et d'encens. Cet espace confère une dimension sacrée à la maison et relie également les fidèles avec leur(s) dieu(x). Les célébrations des principales

Planche photographique 9 : La fonction territoriale de la maison.

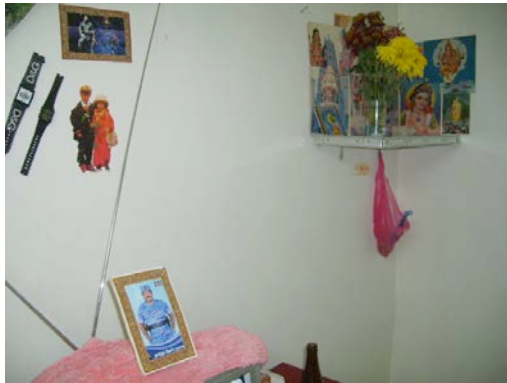
A/ La protection divine.



© Madavan, Kampung Pandan (Malaisie), juin 2009.

Comme dans ce kampung house, les Tamouls accrochent souvent une représentation de la divinité qu'ils vénèrent au dessus de leur porte d'entrée et des feuilles de bananiers pour protéger leur demeure contre les mauvais esprits. Cela leur permet également de mettre en avant leurs identités culturelles (ethnique et religieuse).

B/ L'autel domestique.



© Madavan, Sentul (Malaisie), mai 2008.

On retrouve dans cette chambre d'un clandestin tamoul sri lankais un autel religieux composé d'une étagère sur laquelle les représentations de plusieurs divinités hindouistes sont installées. Le jeune homme allume tous les jours de l'encens et dépose des fleurs en offrande. Les deux photographies représentant le chef des LTTE, Prabhakaran, est un autre marqueur identitaire et politique qui permet d'affirmer que l'occupant de la pièce est un Tamoul pro Tigres. Toutefois, le portrait du chef séparatiste n'est pas pour autant suffisant pour affirmer que l'on se trouve chez un Tamoul sri lankais. En effet, au cours de notre terrain, nous avons eu l'occasion de constater que de nombreux Tamouls malaisiens ont également un portrait de Prabhakaran chez eux ou comme fond d'écran de leur téléphone portable.

C/ Les kollams.



© Madavan, Yishun (Singapour), avril 2009.

Les kollams sont des dessins que l'on retrouve sur le sol devant les portes de certaines maisons de Tamouls en signe de bienvenue pour les visiteurs.

fêtes dans le lieu de résidence (Pâques, Tai Pusam) et le respect de certains interdits (pratique du jeûne, pratique de rite funéraires¹⁴²) font que les pratiques religieuses marquent spatialement mais aussi temporellement cet espace et créent un lien entre la maison, ses habitants et le divin.

Par ailleurs, la fonction territoriale de la maison se traduit aussi par son rôle de médiation entre l'individu, la famille et le monde extérieur. En effet, les aménagements opérés expriment l'image que les habitants veulent donner de leur logement. Les indices révélant les identités culturelles (ethnique et religieuse) des habitants sont présents aussi bien à l'intérieur qu'à l'entrée de la demeure. La présence de l'alphabet tamoul sur des autocollants, les feuilles de bananiers ou la musique tamoule sont autant de marqueurs ethno-religieux qui permettent d'embellir et de délimiter son espace. En faisant cela, ces personnes agissent et transforment leur habitat en espace vécu et polarisé par leurs choix sociaux et religieux. En outre, la maison devient aussi le support dialectique entre l'espace imposé et l'espace assumé. L'entrée en particulier devient un intermédiaire entre deux espaces. Les indices religieux et culturels constituent à la fois une barrière contre les mauvais esprits mais aussi une frontière symbolique entre l'espace privé, qui est approprié en le personnalisant, et l'espace public extérieur qui est commun à tous et imposé (planche photographique 9 A). Ceci est d'autant plus frappant dans le cas des résidences HDB. Malgré le caractère homogène et monotone de ces bâtiments les marqueurs religieux et ethniques sont presque omniprésents sur les portes et les paliers. Les Tamouls, comme les autres communautés qui vivent dans ces bâtiments, agissent sur le paysage et se l'approprient ainsi. Toutefois ce marquage de l'espace privé n'est pas toujours synonyme d'enracinement.

La durée de présence des Tamouls dans la maison et le quartier où ils vivent est un facteur important d'attachement et donc d'appropriation non négligeable d'un espace. L'histoire résidentielle des Tamouls est à ce titre différente selon les villes étudiées. À Colombo, l'enquête auprès des résidents des trois quartiers choisis¹⁴³ montre que la moitié des Tamouls interrogés à Wellawatta et les deux tiers de ceux de Kotahena occupent leur domicile depuis moins de 5 ans. À Dehiwela¹⁴⁴, 21 des 23 personnes interrogées occupent leur logement depuis moins de 10 ans et 12 d'entre elles y vivent depuis moins de 5 ans. La guerre qui se déroule alors dans les provinces septentrionale et orientale n'est bien entendu pas

142. Dans la pratique traditionnelle des rites funéraires tamouls, les membres de la famille élargie respectent un deuil de 30 jours durant lesquels ils ne peuvent rendre de visites à des tiers, participer à des célébrations ou encore aller dans des temples pour les hindouistes. Le 31^{ème} jour suivant le décès, une cérémonie de prière à la mémoire du défunt est organisée dans la maison avec les amis et la famille.

143. Voir les résultats de la question 3 des annexes 8 et 9.

144. Voir les résultats de la question 3 de l'annexe 7.

étrangère à l'arrivée de nombreux Tamouls du Nord venus se réfugier dans la capitale. D'ailleurs la moitié des personnes interrogées dans les trois quartiers est directement arrivée de la province Nord pour s'installer dans leur logement actuel¹⁴⁵. La proportion des personnes nées dans leur quartier de résidence n'est significative qu'à Kotahena¹⁴⁶, alors que dans les deux autres quartiers étudiés toutes les personnes sont des migrantes originaires surtout de la province de Jaffna. Dès lors, la relation qu'entretiennent ces déplacés, du moins pour ceux installés depuis seulement quelques années, voire quelques mois, avec leur logement est moins affective pour plusieurs raisons. La première réside dans leur expérience de déplacement. En effet, beaucoup de Jaffnais installés dans la capitale sont le plus souvent venus à cause de l'insécurité ou des affrontements armés qui se déroulent dans leur région d'origine. Cette expérience de déplacement contraint joue sur la manière dont ils considèrent leur lieu d'accueil comme l'explique Catherine Brun au sujet des Musulmans jaffnais réfugiés à Puttalam suite à l'expulsion dont ils ont été victimes par le LTTE :

« For many displaced persons, displacement is experienced as being physically present at one place, but at the same time having a feeling of belonging somewhere else. It is argued that through attempts to be de-naturalize the relation between people and places have been important for how the refugee experience is conceptualized... »
(Brun, 2001, p. 15)

Ainsi, le déracinement se traduit par une certaine nostalgie de leur région d'origine. Avec l'abandon de leur maison, ce n'est pas qu'un toit qu'ils ont laissé derrière eux mais aussi une partie de leur identité, de leur histoire, de leur cercle de sociabilité et de solidarité. En effet, la maison familiale a souvent été construite par un des ancêtres et il arrive, notamment dans la ville de Jaffna, que plusieurs membres de la famille élargie habitent la même rue. La maison est ainsi un lieu de bonheur, de souvenir et de contacts avec les amis et les semblables. La pratique de leur ville d'origine, qui est aussi pour beaucoup celle où ils sont nés, fait qu'ils y ont un attachement et le sentiment d'être chez eux. Par ailleurs, la distribution de la population dans les villes du Nord étant régie par une logique de ségrégation des communautés de castes et de religions par quartier (Madavan, 2011), leur poids dans la vie des individus n'est pas négligeable. Les déplacés jaffnais avaient ainsi l'habitude d'évoluer dans un environnement familial dans lequel le poids et la solidarité des communautés traditionnelles étaient omniprésentes. À Colombo, il n'est pas évident pour ces personnes, qui

145. Voir les résultats de la question 4 des annexes 7, 8 et 9.

146. La méthode d'enquête par réseau utilisée, qui consistait à demander à chaque personne répondant au questionnaire de me présenter à une de ses connaissances, introduit un biais. Les solidarités et les affinités communautaires ne doivent pas être sous estimées. Le fait d'avoir eu comme premiers contacts des Tamouls originaires de la ville de Jaffna explique que la part des membres de cette communauté est surreprésentée par rapport aux Tamouls d'origine indienne dans notre échantillon.

ont du se résoudre à quitter leur région d'origine, de se faire une place dans la capitale multiethnique, c'est à dire de s'approprier l'espace en commençant par leur lieu de résidence. Arrivés plus ou moins dans l'urgence, ils peuvent parfois compter sur la solidarité de membres de la famille qui les hébergent ou les aident à trouver un logement. Les jeunes hommes seuls habitent souvent des *lodges*. Mais les contrôles et les réglementations tentant de limiter l'installation de ces Tamouls accentuent les difficultés de ces migrants. D'ailleurs, l'expulsion ordonnée le 31 mai 2007 par Gotabhaya¹⁴⁷ de 5 000 Tamouls originaires des régions du Nord, de l'Est ou des plantations vivant dans des *lodges* de Pettah¹⁴⁸ renforcent le sentiment de ces communautés d'être indésirables dans la ville. L'obligation faite aux Tamouls de s'enregistrer dans un commissariat afin d'obtenir un *Police report* et de devoir systématiquement le présenter lors des contrôles réalisés par les forces de sécurité pour justifier de leur droit à résider dans la ville stigmatise cette minorité qui est la seule concernée par cette mesure. Cette dernière s'est aussi avérée être une contrainte supplémentaire en obligeant les déplacés tamouls à trouver au plus vite un lieu de résidence pour ne pas risquer d'être arrêtés. Dans ce contexte, le logement est surtout perçu par ces Tamouls comme une adresse, un lieu légal de résidence.

En outre, l'appropriation du lieu de résidence est également rendu difficile par le contexte politique. Durant les dernières années de la guerre, les perquisitions nocturnes dans les quartiers qui abritent une importante communauté tamoule sont réalisées afin de trouver des membres ou des sympathisants des LTTE. Ainsi, même sous leur toit, les Tamouls ne se sentent plus en sécurité : le harcèlement dû à d'ethnicité leur donne le sentiment d'être vulnérables et en danger. Dès lors le lieu de résidence n'est plus un habitat au sens fort du terme, c'est-à-dire un « lieu d'intimité, de bonheur et un espace refuge » (Gervais-Lambony, 1994). Le logement n'est alors qu'un espace vide de sens qui ne sert qu'à abriter l'être humain sous un toit. Tout ceci renforce, surtout chez les Tamouls arrivés pendant ou après le cessez-le-feu de 2001, l'idée qu'ils sont à Colombo mais pas de Colombo. Ils ne ressentent donc pas d'attachement envers cette ville. Le futur incertain quant à un retour possible dans la maison d'origine ou encore l'éventualité de s'exiler limitent l'appropriation de l'habitat. Il convient tout de même de distinguer la situation des Jaffnais installés depuis plusieurs générations dans la ville ou celle de ceux arrivés dans la capitale avant le cessez-le-feu. Dans le cas des premiers, ils se considèrent, du fait de leur naissance et la durée de présence de la famille dans

147. Gotabhaya Rajapakse est le frère cadet du Président sri lankais Mahindra Rajapakse. Officier retraité de l'armée sri lankaise, il est nommé secrétaire d'Etat à la Défense en 2005. Il a été l'un des principaux artisans dans la guerre menée contre les séparatistes tamouls et la victoire finale de l'armée.

148. Source : <http://transcurrents.com/news-views/archives/9715>

la ville, être des citoyens de Colombo. Ils sont pour beaucoup propriétaires de leur logement et ne comptent plus retourner vivre dans la région d'origine de leur famille. La situation des vagues des Jaffnais arrivés avant le cessez-le-feu est plus complexe. Si elles n'ont pas forcément renoncé à l'idée de rentrer un jour dans leur région d'origine, ces personnes se sont avec le temps appropriées l'espace et elles se sont d'une certaine façon intégrées à la ville. Elles ne se sentent plus étrangères et certaines ont acheté leur maison à Colombo. À la différence des vagues de Tamouls arrivées plus récemment, ces Jaffnais ont une meilleure maîtrise du cingalais et ont une bonne connaissance de la pratique urbaine de la ville. Ces Tamouls, qui ont d'ailleurs fait le choix pendant la période de cessez-le-feu de rester à Colombo (Madavan, 2007), s'y sont en quelque sorte adaptés en reconstruisant leur vie sur place et en y recréant des points de repères. La situation des deux autres groupes de Tamouls, cette fois-ci d'origine indienne, est très différente. Les Tamouls venus des régions centrales du pays pour occuper des emplois non qualifiés (couturières ou employés de restauration ou de magasins de sari), qui sont donc des migrants économiques, sont généralement logés par leurs employeurs à l'étage du lieu de travail ou à proximité de ce dernier. L'espace de résidence de ces Tamouls n'est dès lors pas un foyer. Ces travailleurs restent sous le contrôle de leurs employeurs et à leur disposition. Ces personnes, qui partagent des chambres à plusieurs, évoluent ainsi dans un espace avec peu d'intimité et de liberté. Leur pratique de la ville, en particulier pour les jeunes couturières originaires des plantations, est très faible. Ces dernières ne sont en effet autorisées à sortir qu'une fois par semaine pour se rendre à l'église ou dans un temple hindouiste. Ainsi, pour ces travailleurs tamouls peu qualifiés, qui sont souvent recrutés pour une période déterminée reconductible, il n'y a pas du tout de processus d'intégration et de sentiment d'attachement à leur lieu de résidence et à la ville qu'ils connaissent finalement peu. Le dernier groupe tamoul à considérer est celui des Tamouls d'origine indienne à Kotahena. Dans le cas de cette communauté, la présence de la famille depuis plusieurs générations dans la maison augmente l'attachement à leur lieu de résidence et à leur quartier. Ces derniers ne peuvent ainsi imaginer de quitter leur domicile et Kotahena qui sont devenus le support de leur identité qui est enraciné dans « leur » territoire.

La durée de la présence des personnes interrogées dans les quartiers de Kuala Lumpur et de Singapour est, en particulier, conditionnée par la politique de réaménagement urbain de ces deux villes. Les réponses des habitants malaisiens permettent de constater que les parts des résidents installés avant et après 1997 sont égales. Près d'un tiers des nationaux de l'échantillon de Sentul, près de la moitié de celui de Kampung Pandan et un septième de celui

de Brickfields déclarent être nés dans le quartier¹⁴⁹. La politique d'éradication des habitations informelles et le réaménagement de ces quartiers peut expliquer l'hétérogénéité de la durée de présence des habitants malaisiens de ces territoires. À Brickfields, près des deux tiers des nationaux affirment que leur précédent logement était déjà dans ce quartier¹⁵⁰. À Kampung Pandan, un quart de résidents Tamouls malaisiens vivait déjà dans un autre logement du quartier et s'ajoute aux 10 personnes qui y sont nées (soit près de la moitié de l'échantillon total de nationaux)¹⁵¹. Dans les trois cas, la mobilité à l'intérieur du quartier des résidents malaisiens n'est pas négligeable et laisse à penser que lorsqu'ils ont choisi de déménager ou été forcé de quitter leur logement, ces derniers ont préféré, lorsque cela était possible, trouver un logement à Brickfields. Cela souligne un attachement de ces Tamouls à demeurer dans leur quartier. Dans le même temps, les cartes des structures paysagères de ces quartiers (figures 24, 26, 28 et 30) témoignent de l'hétérogénéité des « quartiers-paysagers » qui rappelle que ces territoires connaissent une importante transformation depuis quelques décennies qui changent totalement sa physionomie et le profil de ses habitants. Dès lors, il faut également tenir compte du fait que le sentiment d'appropriation d'un logement et de son environnement est aussi conditionné par le fait que celui-ci soit choisi ou imposé. Le cas des logements informels est assez emblématique. Ces lieux de résidence sont souvent insalubres et les résidents qui n'ont pas de titre de propriété vivent dans l'illégalité et risquent à tout moment d'être expulsés et de voir leur logement détruit (Baxstrom, 2008). Pourtant, le fait que ce bâtiment, aussi précaire soit-il, ait été construit (et donc choisi) par la personne elle-même, ou par un ancêtre, consolide leur idée qu'il existe un lien qui relie ces personnes à leur lieu de vie même si celui-ci est illégal. Cet investissement personnel ou familial dans le cadre de la construction du logement explique que les occupants supportent les mauvaises conditions de vie ou plutôt s'y habituent. Le fait que les habitants de ces logements informels s'y sentent chez eux renforce leur sentiment d'avoir le droit d'y demeurer de façon permanente.

À l'inverse, dans le cas d'anciens habitants de logements spontanés qui ont été relogés dans des appartements sociaux, malgré l'amélioration du cadre de vie sanitaire, ces personnes ne ressentent pas forcément d'attachement à leur nouveau lieu de vie. En effet, elles doivent s'approprier cet espace et reconstruire un environnement familial. Mais c'est avant tout le fait de devenir locataire et de devoir payer des charges (eau et électricité) qui est mal perçu par ces anciens habitants de logements informels qui survivaient sans avoir à payer pour avoir un

149. Voir les résultats de la question 3 des annexes 13, 14 et 15.

150. Voir les résultats de la question 4 de l'annexe 15.

151. Voir les résultats de la question 4 de l'annexe 14.

toit ou des services. Le sentiment d'avoir été contraint de vivre dans ces immeubles qui semblent sans âme et de ne pas posséder leur logement renforcent leur perception de ne pas être chez eux.

La situation des habitants des immeubles privés, des condominiums ou encore des pavillons est différente. En effet, si les personnes habitant ces logements ont souvent investi leur logement suite au réaménagement urbain, elles ont à la différence des anciens squatteurs occupant les logements sociaux, choisi leur logement. L'appropriation du lieu de résidence est aussi favorisée par l'acquisition de ces derniers par leurs occupants qui dénote une volonté de se projeter dans le futur en faisant le choix de construire sa vie dans le quartier.

À Singapour, la moitié des nationaux interrogés à Yishun et *Little India*, ainsi que les trois quarts de ceux d'Adam road/Coronation Plaza occupent leur logement depuis plus de dix ans¹⁵². Si aucune personne n'a passé toute sa vie dans le même logement à cause du réaménagement urbain initié par l'État post-colonial, certains individus qui sont nés ou qui vivaient déjà dans les anciens kampungs de ces quartiers ont été relogés dans les résidences HDB qui les ont remplacés. Malgré le changement du cadre de vie, la durée de présence dans le quartier et notamment la nostalgie de vie dans les *kampungs* consolident l'attachement sentimental des anciennes générations vis-à-vis de leur quartier. En outre, les facilités accordées par l'État aux résidents des HDB pour acquérir leur logement confortent l'ancrage territorial et la cidadinité de la population par la propriété. En effet, la cidadinité suppose un attachement à la ville et un désir d'y vivre définitivement ce qui est plus facile lorsque l'on est propriétaire. À cela s'ajoute le sentiment des habitants d'avoir vu la qualité de leur vie améliorée malgré le caractère monotone des constructions des tours HDB. Les parcs, les installations sportives, la propreté et la réussite économique du pays leur fait accepter le passage de la vie dans les bidonvilles à celle dans les tours HDB. Dans le cas des habitants des condominiums ou des secteurs pavillonnaires, le fait de vivre dans un cadre de vie envié par les résidents des HDB devient un signe de richesse extérieure et consolide l'attachement des occupants à leur logement. Enfin, il faut souligner que les quartiers des deux villes Sud-Est asiatiques ont également accueilli depuis 1997 des immigrants étrangers pour répondre aux besoins de main-d'oeuvre (ingénieurs informatiques, employés de restauration mais aussi des clandestins) nés du développement économique de la capitale. L'immigration renforce l'hétérogénéité de la communauté tamoule dans ces quartiers. Le rapport au logement et aux quartiers dans lequel ces étrangers vivent varie en fonction de leur statut (travailleurs qualifiés

152. Voir les résultats de la question 3 de l'annexe 10, 11 et 12.

ou non, clandestins) comme nous le verrons dans le dernier chapitre.

De façon générale, il est possible de dire que l'attachement des Tamouls à leur lieu de résidence varie en fonction du groupe considéré, de la durée de présence de l'individu et sa famille dans le logement, du fait que l'installation dans le logement ait été choisi ou non et du statut d'occupation de la maison (propriétaire, locataire, squatteur). Ces facteurs influencent l'ancrage territorial différencié des Tamouls dans ces terrains. Les pratiques à l'échelle de la maison contribuent à mieux comprendre la différence qui peut exister dans l'appropriation de leur lieu de vie. Toutefois, si la maison peut avoir une fonction d'ancrage territorial, il ne faut pas pour autant négliger l'influence des échanges que les Tamouls entretiennent avec leur communauté dans différents lieux de sociabilité qui contribuent également, à différents degrés, à la territorialisation de leur identité culturelle et à leur sentiment d'appartenance et d'attachement à certains quartiers de la ville.

B. Les espaces de sociabilité tamoule.

Si l'espace privé du lieu de résidence ancre chaque individu physiquement dans la ville et qu'il est le premier lieu d'expression de l'identité tamoule, l'étude de l'attachement et de la pratique des quartiers dans lesquels les Tamouls résident ou qu'ils fréquentent est également important afin de mieux appréhender la manière dont ces derniers vivent, la façon dont ils utilisent et transforment l'espace. La territorialisation de l'identité tamoule, c'est-à-dire l'extension spatiale et la démarcation des relations sociales, ne va pas de soi dans ces villes multiethniques dans lesquels les Tamouls sont minoritaires. La manière dont les membres de cette communauté tentent de contrôler une zone géographique pour la transformer ou interagir entre eux est essentielle dans le processus d'appropriation d'un quartier. Le degré de polarisation d'un espace par le social, avec une série de réseaux identitaires et de points de repères fondés sur l'appartenance identitaire, explique le rôle plus ou moins important des différents quartiers dans la vie sociale des Tamouls en tant que communauté. Le rôle des lieux de sociabilité (religieux, commerciaux, culturels) dans les quartiers étudiés est donc déterminant pour comprendre la relation privilégiée qu'entretiennent les membres de cette communauté avec certains espaces et ainsi les raisons pour lesquels ces quartiers sont reconnus ou non comme tamouls.

Les édifices religieux sont des lieux sacrés emblématiques qui participent à la fois à la matérialisation dans le paysage de la présence tamoule et jouent un rôle éminent de sociabilité pour leurs fidèles. En effet, les grands temples hindouistes des trois villes contribuent au marquage territorial de la présence tamoule par l'architecture de ces bâtiments de style dravidien. Le gopuram dont la forme pyramidale étagée marque l'entrée du temple est une manifestation ostentatoire de la religion associée aux Tamouls dans le paysage (planche photographique 10 A). Les statues et l'iconographie honorant les dieux du panthéon hindouiste les plus adorés par les Tamouls, comme Murugan et Ganesh (Trouillet, 2010), et l'utilisation du tamoul pour la liturgie favorisent l'ethnisation de ces lieux qui n'est pas sans conséquence sur la fréquentation de ces bâtiments. Dans le quartier de Serangoon à Singapour, les deux temples patronnés par des Tamouls (le temple de Sri Veeramakaliamman et celui de Sri Srinivasa Perumal) attirent des fidèles de cette communauté alors que les hindouistes d'origine nord-indienne préfèrent se rendre au temple Shree Lakshmi Naraya dans lesquels ce sont les rites nord-indiens qui prévalent.

Par ailleurs, il faut également garder à l'esprit que les édifices religieux n'ont pas tous le même statut et la même attractivité auprès des Tamouls. En effet, pour beaucoup d'hindouistes, les temples les plus anciens sont perçus comme les plus sacrés et les divinités tutélaires de ces temples sont considérées comme plus puissantes que celles des autres temples de la ville. Les temples de Sri Veeramakaliamman et celui de Sri Srinivasa Perumal à Singapour, le temple de Sri Kandasamy et celui de Sri Sakti Karpaga Vinayagar à Brickfields, le temple de Sri Thandayuthapani à Sentul ou encore celui de Sri Ponnambalawaneswaram à Kotahena peuvent être classés dans cette catégorie. Ces édifices religieux attirent des fidèles de toute la ville et ce sont souvent des prêtres formés en Inde qui y assurent les rituels. À l'inverse, il existe d'autres temples qui ne sont fréquentés que par les résidents du quartier pour sa proximité. Les deux temples hindouistes d'Yishun, Holy Tree Sri Balasubramaniyar et celui de Sree Maha Mariamman, ont été conservés par l'État lors de l'aménagement de ville nouvelle afin de répondre au besoin des habitants hindouistes d'avoir un lieu de prière à proximité. Le temple de Dehiwela est peu fréquenté du fait de sa situation excentrée dans la partie intérieure du quartier. Les hindouistes du quartier, principalement des déplacés jaffnais, préfèrent le plus souvent se rendre dans d'autres temples se trouvant sur Galle road comme dans ceux de Wellawatta ou de Bambalapitiya. À Kuala Lumpur, il existe également une distinction entre les temples des secteurs formels des quartiers et ceux des espaces informels qui ne sont pas enregistrés. Ces derniers ne sont pas toujours construits en dur et marquent donc différemment l'espace. La pratique de la religion y est plus « populaire » (*folk deities*)

avec des rites et des croyances qui ne sont pas jugés orthodoxes (sacrifices d'animaux, pratique de la possession, percements corporels) et sont méprisés par les hindouistes de la « Grande tradition » brahmanique et sanskrite (Baxstrom, 2008 ; Trouillet, 2010). Ces temples sont tenus par des fidèles qui ne maîtrisent pas tous les rites. Seuls les habitants du secteur informel fréquentent tel ou tel temple non enregistré en fonction de leur lignage ou de la divinité à laquelle est dédié l'édifice. L'espace informel compte également des arbres consacrés à la déesse Kali qui contribuent à conférer une dimension religieuse à ces espaces (planche photographique 10 C).

Il existe également une différence d'attractivité entre les églises de Kotahena et celles des autres quartiers. L'église de Saint Antony à Kotahena, dont le culte est très populaire à Jaffna, y compris chez les membres de la communauté hindouiste, attire également des Tamouls vivant dans le Sud de la ville. Les messes y étant données en tamoul cela permet aux déplacés Jaffnais de suivre la cérémonie dans leur langue. L'église de Saint Antony est un important lieu de sociabilité dans lequel les Tamouls jaffnais côtoient ceux d'origine indienne favorisant leur intégration dans le quartier. C'est aussi un lieu dans lequel les différents membres de la famille qui sont éparpillés dans la ville peuvent se retrouver et communier ensemble. Dans la partie méridionale de la ville la situation est tout autre. À la différence de l'église de Saint Antony, celle de Dehiwela n'attire que des Tamouls vivant dans le quartier. Ainsi, la paroisse catholique de Saint Mary, composée à l'origine de Cingalais et Burghers, tente d'accueillir et d'intégrer les déplacés jaffnais catholiques dans l'assemblée des fidèles. Toutefois, les messes, à part lors de grandes fêtes (Pâques, Noël), sont, en fonction de l'horaire, uniquement en cingalais ou en anglais. Malgré la barrière de la langue, les Tamouls catholiques de Dehiwela s'y rendent et profitent de la messe dominicale pour se retrouver et échanger des nouvelles de leurs proches restés à Jaffna ou dans les territoires contrôlés par les Tigres. Cet édifice a ainsi un rôle social pour les Jaffnais mais n'apparaît pas pour autant comme un lieu tamoul.

En Asie du Sud-Est, la langue dans laquelle est réalisée l'office diffère en fonction de l'assemblée des fidèles. À Yishun et Bukit Timah, les paroisses catholiques ne proposent pas de messes en tamoul. Les résidents tamouls catholiques suivent l'office en anglais avec des membres d'autres communautés. À l'inverse, les églises protestantes préfèrent plutôt que ces dernières soient réalisées dans la langue maternelle des fidèles de façon à ce qu'ils comprennent au mieux leur livre saint. Dans le cas de la paroisse de Lutheran Church à Bukit Timah, la messe organisée regroupe de façon hebdomadaire une dizaine de familles vivant dans le quartier (planche photographique 10 B). À la différence des églises catholiques, celles

Planche photographique 10 : La fonction territoriale des lieux de culte.

A/ Le temple de Sri Veeramalikaliamman à *Little India* (Singapour).



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2008.

B/ Messe tamoule dans la Lutheran Church.



© Madavan, Bukit Timah (Singapour), avril 2008.

C/ Arbre consacré à une divinité hindouiste.



© Madavan, Sentul (Malaisie), juillet 2009.

des protestants est un lieu de sociabilité religieux mono-ethnique dans lequel les cercles de solidarité religieux et ethniques s'entremêlent. L'attractivité des édifices religieux diffèrent donc en fonction de leur notoriété, de leur ancienneté et de la langue utilisée pour les cérémonies.

En outre, la présence des édifices religieux influence la manière dont les Tamouls pratiquent l'espace. Certains jours (le vendredi pour les hindouistes et le dimanche pour les chrétiens) attirent plus de pratiquants dans les édifices religieux. L'expression confessionnelle y est plus visible et les édifices religieux deviennent de véritables centres de sociabilité pour la communauté qui s'y retrouve. Les fêtes religieuses (Thaipusam, Deepavali, Paques, Carême, etc.) sont des repères temporels importants dans le calendrier et dans la vie des Tamouls qui se rassemblent lors des cérémonies réalisées pour honorer leur(s) divinité(s). Les processions hindouistes, par exemple, qui parcourent les rues du quartier sont pour les membres de cette communauté une occasion de sacrifier l'espace environnant le temple et de se l'approprier symboliquement en légitimant leur droit à y vivre. Ces processions permettent aussi aux hindouistes de s'affirmer par rapport aux autres communautés du pays comme l'explique Willford à propos de la célébration d'Adi Puram en Malaisie :

« Adi Puram est un autre festival auquel les Hindous de Malaisie accordent une importance croissante. Parce qu'il n'a pas lieu à l'échelle nationale et que, contrairement au Thaipusam, les médias ne s'en font guère l'écho, il jette un éclairage local sur le ritualisme tamoul. Son importance tient au rôle qu'il joue dans la démarcation de l'espace « indien » au sein d'une topographie ethnique.

Pendant l'Adi (juillet-août), lorsque l'étoile de Puram occupe une place particulière dans le ciel, Sakti, l'épouse du seigneur Shiva, descend sur terre. Le festival célèbre sa fertilité et a toujours été lié à la fécondité de la déesse.

Sakti doit être adorée dans tous les temples qui lui sont consacrés. La veille du festival, l'image de la déesse est promenée soit dans la cour du temple soit dans les rues avoisinantes. Cette procession qui fait le tour du royaume de la déesse s'appelle l'urvalam ou le ratham. Le trajet suivi autour du temple est circulaire pour que la déesse voie dans toutes les directions. Cet acte de « voir » permet à ceux qui voient d'être bénis et, symboliquement, la déesse bénit tous les coins de la terre. Il représente aussi la revendication territoriale d'un souverain divin, et reproduit les rituels des processions royales en Asie du Sud qui permettent de revendiquer des territoires et de prendre possession spirituellement de l'espace. Cela n'est peut-être pas sans importance en Malaisie où les enclaves indiennes urbaines subissent la pression du développement. »

(Willford, 2003, pp. 111-112)

La pratique des lieux de sociabilité religieux est incontestablement un vecteur de marquage et d'appropriation de l'espace.

Les équipements commerciaux contribuent également à marquer ethniquement un paysage et participent au processus de territorialisation à travers les échanges commerciaux et sociaux qui s'y opèrent. Plusieurs éléments visuels, olfactifs ou encore sonores sont à l'origine de l'association de l'identité tamoule à certains établissements commerciaux. La

concentration de commerces détenus ou comptant principalement des employés de cette communauté est un facteur qui favorise la constitution d'un paysage et d'un environnement social tamoul. Les noms des boutiques faisant référence aux dieux du panthéon hindouiste, à l'Inde ou aux stars du cinéma Kollywood¹⁵³ et les enseignes des établissements commerciaux rédigés en alphabet tamoul ou dans leur translittération anglaise sont de premiers signes visuels de la présence de cette communauté dans un espace (planche photographique 11 A). En outre, les produits et les services ethniques proposés aux clients, les odeurs de cuisine ou de jasmin et les musiques en tamoul de chansons religieuses ou du cinéma tamoul qui sont diffusées dans ces établissements renforcent l'identification de ces établissements à la communauté.

Si ces éléments culturels marquent ethniquement certains établissements commerciaux comme tamouls, cela n'induit pas forcément que l'espace dans lequel ils se trouvent soit considéré comme tel. Le degré de concentration de commerces tamouls, les produits proposés ou la clientèle qui les fréquentent sont autant de facteurs qui favorisent ou non le processus de territorialisation de l'identité tamoule dans ces villes. Il est possible de distinguer trois types de situations en fonction desquels les établissements détenus par des Tamouls participent, grâce aux échanges économiques et sociaux à marquer plus ou moins certains espaces comme tamouls.

Les quartiers de Serangoon, Masjid India, Brickfields ou encore Wellawatta ont pour point commun d'avoir une importante concentration commerciale. Les cartes de la distribution des commerces à Brickfields et à Serangoon (figures 25 et 32) révèlent que ces deux quartiers comportent des secteurs avec d'importantes concentrations d'établissements tamouls. Celle de Masjid India (figure 29) compte également dans sa partie méridionale autour de jalan Masjid India une concentration d'établissements commerciaux mais dans laquelle la présence des musulmans tamoulophones est la plus significative. Le caractère très ethnique des produits ou services proposés dans les différents établissements renforce l'indianité de ces quartiers qui comptent pourtant de nombreux *shophouses* à Singapour ou à Masjid India. Les magasins de saris, les agences de la banque nationale indienne, les stands des magasins proposant des revues liées aux cinémas indiens, les colliers de jasmin qui doivent servir d'offrandes aux dieux hindouistes, les restaurants, les voyants qui lisent les lignes de la main ou les cartes tirées par un perroquet, participent à donner l'illusion que l'on se trouve dans un quartier du sous-continent indien. Les produits et les services proposés dans ces quartiers sont

153. Kollywood est le nom donné au cinéma en langue tamoule produit à Chennai dans l'Etat du Tamil Nadu en Inde.

principalement destinés à la population sud-asiatique vivant dans l'ensemble de la ville, et même sa banlieue dans le cas des deux quartiers de Kuala Lumpur. Ces populations viennent s'approvisionner en produits ethniques dans ces espaces. Ces trois quartiers ont donc avant tout une fonction de centralité minoritaire. Les services et les produits que l'on y trouve correspondent ainsi aux pratiques et aux goûts de cette minorité et peu d'efforts sont faits pour élargir la clientèle en proposant des produits non tamouls. Ces rues commerçantes attirent de façon privilégiée les Tamouls non-résidents de ces quartiers qui y fréquentent les restaurants ou y achètent des vêtements indiens ou s'approvisionnent en denrées alimentaires. Il y a même une certaine mise en scène de la tamoulité dans ces espaces commerciaux afin de renforcer autant que possible une impression d'authenticité et d'exotisme de façon à séduire dans un second temps des touristes. En outre, ces quartiers sont des espaces dans lesquels l'utilisation de la langue tamoule est bienvenue et a une fonction économique. D'ailleurs, l'importance de cette langue est aussi renforcée par le fait que les bijoutiers chinois de Serangoon, que l'on appelle les *goldsmith*, n'hésitent pas à utiliser l'alphabet tamoul sur leurs enseignes et à employer quelques mots en tamoul pour attirer les clients. La valorisation de l'utilisation de cette langue, qui a une fonction économique incontestable dans ces espaces, est un élément qui contribue chez de nombreux habitants de ces villes à identifier ces quartiers comme indiens et même plus précisément comme tamouls. La concentration d'établissements commerciaux marqués par l'identité tamoule et la mise en scène accentuant le marquage culturel de cet espace fait de Serangoon, Brickfields et dans une moindre mesure de Masjid India des quartiers vitrines de l'identité tamoule et de sa promotion. L'exemple de ce dernier quartier nous amène à préciser le poids de ces équipements commerciaux dans la territorialisation de l'identité tamoule. L'analyse de la distribution des commerces ethniques à Masjid India (figure 29) permet de relativiser l'importance de la présence tamoule. Si on retrouve de nombreux établissements sud-asiatiques dans ce quartier, c'est principalement la partie méridionale du quartier qui concentre l'essentiel des commerces de cette communauté. Toutefois, à la différence des autres quartiers vitrines (Brickfields et Serangoon) qui seront présentés ultérieurement, ce sont les Tamouls musulmans qui sont de loin les plus visibles. La présence des commerçants tamouls hindouistes ou chrétiens est finalement assez marginale et n'est significative que dans la partie méridionale du quartier près de jalan Masjid India avec quelques bijouteries, restaurants, magasins de saris ou les stands de nourriture. La partie septentrionale abrite plutôt des commerces nord-indiens musulmans (pakistanaï, gujaratis). Enfin, le nombre non négligeable d'établissements malais dans l'ensemble du quartier et en particulier dans le bazar témoigne de leur importance dans la vie économique de Masjid India.

Au final, ce sont plus les marqueurs identitaires religieux musulmans que tamouls qui dominent dans le paysage. De nombreux produits proposés ont un lien avec la pratique de cette religion (colliers et vêtements de prière, voiles, etc) et si l'on retrouve l'alphabet tamoul dans certains établissements des musulmans tamoulophones, la décoration est surtout dominée par des textes en caractères arabes ou des références qui renvoient à l'appartenance religieuse. Les commerçants musulmans tamoulophones emploient également des Malais soulignant ainsi la proximité socio-culturelle avec le groupe majoritaire du pays et l'ouverture à une clientèle plus hétérogène que dans les deux autres quartiers vitrines. D'ailleurs, les magasins vendant les vêtements traditionnels malais, notamment de mariage, ou des articles destinés à la pratique musulmane n'ont que peu d'intérêt pour les Tamouls non musulmans. Ainsi, la population qui fréquente le quartier est loin d'être majoritairement d'origine sud-asiatique. Si le secteur méridional du quartier, près de jalan Masjid India, attire plus de Tamouls du fait qu'on y retrouve l'essentiel des restaurants et commerces de cette communauté (musulmans et hindouistes compris), ailleurs, les Malais et les Nord-Indiens sont plus visibles. Ce quartier n'a finalement pas une fonction de centralité pour la grande majorité des Tamouls de la ville qui est hindouiste. Dès lors il est difficile de parler dans le cas de Masjid India d'un quartier tamoul car finalement les Tamouls n'y sont qu'une communauté Sud-asiatiques parmi d'autres.

La situation de Brickfields et de Serangoon ou encore Wellawatta est différente. Les commerces musulmans y ont une moindre importance. L'identité tamoule qui est mise en avant dans ces espaces est plus associée à l'hindouisme et à Jaffna ou au Tamil Nadu. Toutefois, si les équipements commerciaux tamouls semblent plus nombreux dans ces deux quartiers, l'hétérogénéité de leur distribution invite à relativiser l'importance de leur rôle dans la territorialisation de l'identité tamoule qui n'est finalement vrai que pour certains secteurs de ces quartiers. Ainsi, la distribution des commerces ethniques à Serangoon (figure 32) souligne la coexistence de deux principales zones culturelles dans le quartier. La première correspond au *Little India* historique qui forme un espace rectangulaire compris entre les axes de Bukit Timah road/Sungei road, Race Course lane, Race road/Rowel road et Basar road. Cette première zone, qui cumule les fonctions commerciale, religieuse et culturelle, est marquée par l'importance de l'identité tamoule. La traduction des noms de rue dans cette langue en est d'ailleurs l'un des symboles. Au niveau commercial, l'essentiel des magasins de cet espace appartient à cette communauté. Toutefois, à l'intérieur de cette zone associée aux Tamouls, c'est surtout la partie située à l'ouest de Kapoor road qui abrite la majorité des magasins tamouls. La fonction commerciale communautaire est doublée d'une fonction

sociale qui est au coeur du processus de la territorialisation de l'identité tamoule. La forte présence déambulatoire de Tamouls dans les rues de cette partie du quartier accentue l'identification de cet espace à cette communauté. En outre, cet espace ethnicisé devient aussi un centre social communautaire. Le quartier devient un espace refuge dans lequel l'utilisation de la langue maternelle est valorisée aussi bien pour les transactions financières que pour les échanges sociaux. Cela permet aux Tamouls de se reconnaître et de se sentir valorisés en tant que membres d'une communauté. Serangoon road est en quelque sorte l'épicentre de l'activité commerciale et sociale tamoule qui tend à se diluer au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. Ainsi, l'espace situé à l'est de Kapoor road ne compte qu'une présence marginale d'établissements tamouls et abrite surtout des commerces détenus par les Chinois. La présence déambulatoire des Tamouls dans cette partie du quartier est limitée. Ces derniers se contentent le plus souvent de le traverser. Par ailleurs un second espace commercial, dominé cette fois-ci par les Nord-indiens, s'est développé au nord du *Little India* officiel. Cette partie du quartier est comprise entre Race Course lane/Rowell road et Kitchener road dans son extension nord-sud, et entre Race Course road à Basar road pour ses limites est-ouest. À la différence de la partie tamoule, ce sont les alphabets des langues nord-indiennes qui dominent. La population qui fréquente cet espace est d'ailleurs à majorité issue de ces communautés. Le tamoul n'est plus roi et laisse place au hindi, au bengali ou à l'ourdou. Ce ne sont plus les musiques des films tamouls mais hindis qui sont diffusés dans les magasins, alors que les revues et journaux sont destinés à une clientèle nord-indienne. Le centre commercial de Mustafa Centre, qui propose une très grande variété de produits indiens, est une petite exception du fait qu'il attire toutes les communautés sud-asiatiques. D'ailleurs les employés sont aussi bien Tamouls que Nord-indiens, et le tamoul est très utilisé dans l'enceinte du centre commercial. Les magasins tenus par des Bangladeshis sont de loin prédominants dans cette nouvelle partie de Little India, bien que les établissements des communautés originaires des régions de l'Inde du Nord soient bien représentés à Syed Alwi Road. L'arrivée depuis les années 1990 d'un important flux de travailleurs peu qualifiés du Bangladesh a favorisé la création de magasins qui répondent aux besoins de cette communauté. On assiste à la naissance d'un nouveau territoire identitaire qui reflète l'hétérogénéisation de la population de l'île. Le fort sentiment de nationalisme qui habite ces immigrants se traduit par le fait que de nombreux membres de cette communauté appellent ce nouvel espace « *Little Bangladesh* » (Habibal, 2003). D'ailleurs, toutes les autres communautés sud-asiatiques associent également Desker road et la petite place adjacente comme un territoire identitaire bangladeshi. D'ailleurs, la mosquée d'Anggulia renforce

l'identification de cet espace à la communauté bangladeshie qui est musulmane. Les équipements commerciaux ethniques, par leurs fonctions de marquage identitaire du territoire et sociale, sont donc à l'origine de la constitution de zones culturelles distinctes qui influencent une présence déambulatoire différenciée des populations qui fréquentent le quartier et créée par la même des frontières invisibles entre des territoires pratiqués et appropriés par différentes communautés. Ces espaces de fortes concentrations de commerces tamoules sont finalement bien circonscrits dans le quartier. L'importante présence déambulatoire de Tamouls qui évoluent dans un paysage très fortement ethnicisé augmente la visibilité de la communauté et le caractère vitrine de ce type d'espace. C'est ce qui explique que malgré l'hétérogénéité des structures paysagères à Brickfields ou à Wellawatta, ce sont les deux artères commerciales (Galle road et jalan Tun Sanbathan) qui marquent l'imaginaire des habitants de Colombo et de Kuala Lumpur comme des territoires tamouls.

Dans d'autres quartiers (Sentul, Dehiwela), les commerces tamouls cherchent à répondre avant tout aux besoins des membres de la communauté qui y résident. Les établissements tamouls sont de loin minoritaires dans ces espaces et doivent faire face à la concurrence commerciale des autres communautés. Dans le cas de Sentul (figure 27), les deux principales rues (jalan Sentul et jalan Ipoh), qui sont les deux grandes artères commerciales du quartier, sont contrôlées par les Chinois qui y sont majoritaires. Les Tamouls ont surtout développé une activité de niche afin de répondre aux besoins spécifiques de leur communauté. On retrouve ainsi des commerces liés à la pratique religieuse hindouiste avec la vente de colliers de jasmin près du temple de Sri Thandayuthapani (planche photographique 11 B). Les restaurants, les échoppes de thé, quelques magasins proposant des vêtements, des produits alimentaires ou des services destinés à la clientèle tamoule vivant dans le quartier sont également présents. Ces établissements permettent ainsi à la minorité tamoule de répondre à ses besoins culturels et alimentaires alors que les restaurants et les échoppes de thé sont des espaces privilégiés pour se retrouver entre soi. Le cas de Dehiwela est un peu particulier. Les Tamouls de ce quartier étant surtout des déplacés originaires de la province Nord, ces personnes préfèrent dans la mesure du possible faire leurs achats chez un membre de leur communauté afin de ne pas être confronté à la barrière de la langue et de retrouver une certaine familiarité perdue. Ainsi, les Tamouls qui vivent dans la zone intérieure du quartier ne consomment finalement que très peu dans les petites boutiques tenues par les Cingalais dans leur voisinage. Pour faire leurs courses ils se rendent à Galle road dans une des épiceries tenues par un autre Tamoul. À la différence des quartiers vitrines, les produits proposés sont moins diversifiés et répondent principalement aux besoins quotidiens des résidents tamouls.

Planche photographique 11 : La fonction territoriale des commerces.

A/ Marqueurs ethniques du paysage.



© Madavan, Sentul (Malaisie), juillet 2009.

Les commerces contribuent à marquer ethniquement un paysage par le biais d'éléments visuels, olfactifs ou encore sonores. L'utilisation de l'alphabet tamoul, de noms d'enseignes faisant référence à des villes du Tamil Nadu (ex. Madurai) participe à la constitution d'un paysage tamoul.

B/ Les échoppes.



© Madavan, Sentul (Malaisie), juillet 2009.

La présence d'échoppes de fleurs, de thé ou de restauration, qui s'alignent le long de Jalan Kovil Hilir près du temple de Sri Thandayuthapani, répondent à des besoins religieux et alimentaires tamouls et sont aussi d'importants lieux d'entre soi communautaires.

C/ La fonction sociale d'un commerce pour les immigrants tamouls peu qualifiés.



© Madavan, Little India (Singapour), avril 2007.

Ce restaurant sur la petite place près de Kerbau road attire surtout des travailleurs tamouls étrangers peu qualifiés qui viennent pour manger ou pour boire des bières entre amis en fin de journée ou le dimanche lors de leur jour de congé. La projection de films tamouls sur un télévision par le restaurateur est une des raisons qui assurent le succès de l'établissement.

En outre, ces établissements sont aussi des lieux de rencontre et d'échanges sociaux. Ils contribuent à une certaine appropriation de l'espace du quartier dans le cas de Dehiwela. Par contre, la pratique du quartier est différente de celle des habitants cingalais et musulmans. S'ils côtoient dans leur espace de vie d'autres communautés, les Tamouls limitent les échanges avec ces derniers et donc leur intégration.

Enfin, il est aussi possible de distinguer les établissements commerciaux tamouls de quartiers comme à Adam road/Coronation plaza où le poids démographique de cette communauté est faible. Dans ces cas, peu d'établissements proposent des produits ou des services s'adressant spécifiquement aux Tamouls du fait qu'ils ne sont pas assez nombreux pour assurer la viabilité d'un commerce communautaire. Au contraire, les propriétaires tentent autant que possible d'élargir leur clientèle parmi les habitants du quartier. Ainsi, les équipements commerciaux marquent souvent ethniquement le paysage sans pour autant systématiquement participer au processus de territorialisation de l'identité tamoule. Le degré de concentration d'établissements tamouls, les produits proposés et la population qui les fréquentent sont autant de facteurs qui déterminent l'ancrage de la communauté et la place de l'identité tamoule dans l'espace.

Par ailleurs, la présence d'associations communautaires (politiques, culturelles, artistiques, caritatives) joue aussi un rôle majeur dans la territorialisation de l'identité tamoule. Ce sont des lieux qui sont par excellence des « milieux tamouls », c'est-à-dire des lieux de sociabilité d'entre soi où les Tamouls se retrouvent et développent réseaux communautaires. D'ailleurs, l'individu est parfois même intégré dans plusieurs réseaux associatifs qui ne sont pas par conséquent exclusifs (religieux, artistiques, politiques). La participation à la vie de ces associations développe une identification commune des personnes qui les fréquentent et crée ainsi un lieu d'entre soi communautaire. Ces lieux participent à l'expression et à la défense de l'exception culturelle de la communauté. L'utilisation de la langue maternelle est souvent célébrée dans ces lieux qui contribuent à la transmission de la culture tamoule aux jeunes générations. L'organisation d'évènements culturels avec la participation de grands écrivains tamouls locaux ou étrangers au Tamil Sangam de Colombo ou d'évènements religieux par le Hindu Samgam de Singapour sont autant d'occasions de fédérer les membres de la communauté autour de la culture ou de la foi. L'existence de ces associations est à l'origine d'une pratique urbaine différente des Tamouls par rapport aux autres communautés avec lesquels ils vivent. Les associations sont donc des lieux de culture tamoule et d'ancrage de l'identité communautaire dans espace urbain. La concentration de

nombreuses associations communautaires à Serangoon (Singai Tamil Sangam, SINDA), Wellawatta (Tamil Sangam, Ramakrishna Mission) et Brickfields (Malaysia Hindu Sangam, Vivekananda Ashram, The Temple of Fine Arts) renforcent un attachement sentimental particulier des Tamouls de ces villes vis-à-vis de ces quartiers. À l'inverse, dans les quartiers où la présence tamoule est marginale, les quelques associations communautaires qui s'y trouvent accueillent surtout des riverains et ont un rayonnement moins important.

Les équipements religieux, commerciaux et associatifs ont un rôle majeur dans le processus de territorialisation de l'identité tamoule. Ils constituent des repères d'appartenance identitaire qui participent au marquage ethnique du paysage et à l'appropriation de l'espace par les Tamouls. Ces lieux de sociabilité sont surtout des milieux tamouls dont la plus ou moins forte concentration a des conséquences sur la visibilité et le rôle du quartier dans la vie des Tamouls en tant que communauté. La présence ou l'absence de ces lieux de sociabilité déterminent la relation entretenue par les Tamouls avec les espaces qu'ils habitent ou fréquentent. Selon l'importance de ces équipements sociaux dans les quartiers, les Tamouls les reconnaissent ou non comme étant tamouls.

La maison et les lieux de sociabilité communautaire ont une place importante dans le processus de territorialisation de l'identité tamoule dans ces trois villes. La maison est incontestablement le premier cadre d'expression de l'identité tamoule dans l'espace privé du foyer. La durée de la présence dans le logement, l'investissement personnel ou familial dans la construction du bâtiment ou encore sa possession légale sont autant d'éléments créant l'attachement sentimental et l'ancrage territorial des individus. Dans le même temps, plusieurs facteurs limitent l'attachement au logement et donc l'intégration de certains groupes de Tamouls. À Sri Lanka, les dernières vagues de déplacés jaffnais vivent leur présence dans la capitale comme un déracinement. À ce mal être, s'ajoute les contrôles, la situation de précarité et le sentiment de vulnérabilité avec la dégradation du contexte politique. Les Tamouls des plantations qui viennent occuper des emplois peu qualifiés dans la capitale sont très souvent logés sur leur lieu de travail et ils ont peu d'opportunité d'en sortir. Ces deux groupes ressentent peu d'attachement à leur logement qui n'est perçu que comme un toit. Pour ces raisons, ils ne se considèrent pas comme des citoyens de Colombo. À Kuala Lumpur, c'est la politique d'éradication des logements informels qui questionne la place de leurs occupants dans la ville. Outre, le traumatisme d'abandonner leur maison, le statut de locataire d'un appartement social et la nécessité de devoir s'approprier un nouvel

environnement totalement étranger freinent l'identification et l'ancrage territorial de ces populations. Ainsi, le lien que les Tamouls entretiennent avec leur logement explique l'attachement que ces derniers peuvent éprouver ou non. En outre, les lieux de sociabilité communautaire participent aussi à la territorialisation de l'identité tamoule. Les édifices religieux, les commerces et les associations constituent des points de repères ethniques dans le paysage et marquent l'espace avec des significations diverses, de natures et de valeurs variées, reconnues par ce groupe. Ces équipements communautaires peuvent constituer dans certains cas des milieux tamouls qui accentuent la visibilité des Tamouls en tant que communauté. En fonction de l'importance de leur concentration ces lieux de sociabilité influencent la pratique des quartiers par les Tamouls. Ainsi, les membres de cette communauté vivent et fréquentent différents types d'espace de vie qu'il convient de définir afin de mieux appréhender la relation qu'ils entretiennent avec ces espaces et si ces espaces de vie peuvent s'apparenter à des territoires tamouls.

3. Typologie des espaces de vie des Tamouls.

Les Tamouls vivent dans des cadres de vie très différents. Cinq grands types d'espaces de vie dans lesquels évoluent les Tamouls peuvent être distingués : les espaces peuplés à près des trois quarts par des membres de cette communauté, les espaces dominés par l'activité commerciale ethnique, les espaces concentrant plusieurs équipements religieux et associatifs communautaires, des espaces résidentiels informels et enfin des espaces dans lesquels la présence tamoule est marginale. En fonction de l'espace de vie considéré, les pratiques des Tamouls et leurs perceptions sont très différentes.

Kotahena, avec ses trois quarts de population tamoule, est représentatif des espaces de la première catégorie. La prépondérance démographique des Tamouls s'accompagne d'une forte concentration d'équipements commerciaux, religieux ou encore associatifs communautaire. La présence du grand bazar de la ville à Pettah limite l'attractivité des commerces qu'on y trouve. Ces dernières répondent principalement aux besoins des résidents. Les bâtiments religieux, qui font partie des plus anciens de la ville, attirent par contre à l'image de l'église de Saint Antony des non résidents tamoul dans le quartier. Le tamoul est de loin la langue la plus utilisée dans les rues de Kotahena. L'association de l'identité tamoule

à cet espace s'explique donc principalement par le poids des Tamouls dans la population résidentielle et l'importance des échanges sociaux communautaires qui dominent à la fois l'espace collectif (associations, temples hindouistes et églises) et public (rues). Cet espace de vie est incontestablement un territoire tamoul résidentiel.

Les espaces dominés par une forte concentration de l'activité commerciale ethnique ont généralement une fonction de centralité minoritaire et donc un important rôle d'approvisionnement en produits et services communautaires. L'activité commerciale y est mise en scène. Les enseignes rédigées en tamoul et les produits proposés accentuent le caractère tamoul du paysage. À la différence de Kotahena, ce sont surtout des populations tamoules qui ne résident pas dans le quartier qui fréquentent ces espaces. La forte présence déambulatoire de Tamouls dans ces rues participe à l'appropriation de l'espace. Galle road à Wellawatta, Serangoon road et quelques rues qui lui sont périphériques à Singapour, jalan Tun Sanbantan et jalan Travers à Brickfields ou, dans une moindre mesure, jalan Masjid India appartiennent à ce type d'espace avec néanmoins quelques différences. Les grandes rues commerçantes de Serangoon et Brickfields attirent des Tamouls de l'ensemble de la ville. Celles de Wellawatta attirent principalement les membres de la communauté résidant dans la partie méridionale de la ville. Le quartier est concurrencé par le grand bazar de la ville à Pettah qui propose une plus grande offre de produits et à meilleur marché. Cela explique que les Tamouls habitant le Nord de la ville ne se rendent pas Wellawatta pour réaliser leurs achats et que pour certains produits (saris, bijoux) ceux du Sud préfèrent également se rendre à Pettah. Le cas de Masjid India est enfin à distinguer car le quartier occupe plus une fonction de centralité minoritaire pour les Sud-asiatiques musulmans que pour les Tamouls. La forte concentration d'établissements commerciaux communautaires renforce la visibilité des Tamouls dans les paysages urbains.

D'autres espaces sont principalement caractérisés par la concentration d'équipements religieux et associatifs. Leur présence marque visuellement l'espace (en particulier les temples hindouistes) et socialement la vie du quartier grâce à la fréquentation de ces lieux communautaire. Dans certains cas, ces équipements religieux et associatifs se juxtaposent au secteur commercial comme sur Serangoon road et Galle road qui abritent également des temples et des églises très fréquentés par les membres de cette minorité. Brickfields présente la particularité de posséder un secteur, distinct de l'espace commercial, qui compte les principaux équipements religieux et associatifs du quartier. Leur concentration est à l'origine d'une présence déambulatoire tamoule différente, mais qui peut être associée, à celle qui est créée par la présence des commerces ethniques. Ces espaces attirent des Tamouls qui viennent

aux heures de prières ou pour les activités associatives le week-end. La concentration d'une population tamoule déambulatoire et d'équipements associatifs et religieux dans un secteur commercial possédant une fonction de centralité minoritaire accentue la construction identitaire et l'idée que la communauté forme un groupe à part. La fréquentation de ces espaces par une population tamoule essentiellement non résidente et la mise en scène de l'exotisme du quartier afin d'attirer les touristes donne à ces espaces un caractère de territoire vitrine. Ce sont d'ailleurs ces quartiers qui sont souvent qualifiés de *Little India* ou *Little Jaffna* par les Tamouls bien que le poids démographique de la population résidente de la communauté n'y soit pas écrasante.

L'exemple de Sentul permet de distinguer le cas d'espaces résidentiels, sans fonction de centralité minoritaire, possédant un ensemble d'associations et des édifices religieux servant la communauté tamoule. À la différence des quartiers décrits précédemment, les commerces et la majorité des temples hindouistes et des églises (les zones d'habitations informelles exclues) ne servent que la population résidente. Seul le grand temple de Sri Thandayuthapani possède un rayonnement qui attire les fidèles vivant dans le nord de la ville. Si ces équipements ethniques marquent le paysage et permettent la préservation d'un « milieu tamoul » grâce aux édifices religieux et aux associations, dont le rayonnement limité à la population résidente ne confère pas à ce quartier la fonction de vitrine de l'identité tamoule. Nous avons dans ce cas à faire à un territoire tamoul résidentiel mais dans lequel cette communauté est démographiquement minoritaire.

Les secteurs d'habitations informelles constituent un type d'espace de vie bien à part. Dans les cas étudiés, ces derniers ne comptent aucun commerce ou association du moins de façon institutionnalisée. Les habitants des espaces informels de Kampung Pandan ou de Sentul sont ainsi obligés de se rendre dans les secteurs formels du quartier pour faire leurs achats. Les temples hindouistes non enregistrés qui s'y trouvent sont dès lors les seuls lieux dans lesquels les Tamouls peuvent se retrouver pour former une communauté religieuse, souvent de voisinage, dans ces espaces. Ces édifices religieux abritent un « milieu tamoul » particulier qui est celui d'une population marginalisée par ceux des secteurs formels. Ces zones d'habitations illégales sont en effet des espaces fermés sur eux-même et dans lesquels les étrangers (les non résidents) évitent de se rendre. D'ailleurs, si malgré le caractère informel des habitations, Brickfields, Sentul et Kampung Pandan étaient considérés depuis la période coloniale comme des quartiers indiens du fait de la prépondérance démographique et l'implantation historique des Tamouls, depuis les opérations de réaménagement urbain et la constitution d'espaces vitrines offrant une image moderne et vernie de la communauté

tamoule, les bidonvilles sont de moins en moins associés à l'identité indienne. Les Tamouls qui n'y vivent plus préfèrent prendre leur distance de ces espaces qui sont traditionnellement associés à la délinquance et aux problèmes sociaux. Ces espaces de vie sont en quelques sortes des territoires tamouls marginalisés même lorsqu'ils abritent une importante concentration de résidents issus de cette communauté.

Enfin, il est possible de distinguer des espaces de vie dans lesquels la présence tamoule est marginale comme à Adam Road/Coronation plaza ou à Yishun. Dans ces deux cas les Tamouls vivent dans espaces résidentiels multiethniques. Ces espaces comptent très peu d'équipements commerciaux (un cinéma diffusant des films tamouls à Yishun), associatifs (*Indian activity groups* dans les logements HDB) et religieux (messe en tamoul à la Lutheran church et les temples hindouistes). L'empreinte de l'identité tamoule dans l'espace public de ces quartiers est très limitée et se retrouve surtout dans la sphère privée. Ces espaces ne peuvent par conséquent être considérés comme des territoires tamouls.

C'est surtout la concentration d'une population résidente ou déambulatoire tamoule et la présence d'équipements communautaires (religieux, commerciaux et associatifs) qui favorisent l'association de leur identité à l'espace. Ces espaces constituent les territoires tamouls du fait que les membres de cette communauté s'y sont appropriés l'espace en lui donnant du sens et en le marquant. Pourtant, il n'existe pas qu'une seule configuration de l'urbanité tamoule et la présence de cette communauté n'est d'ailleurs pas toujours visible dans le paysage. Il est donc important de tenir compte de la diversité des cadres dans lesquels vivent les Tamouls pour ne pas réduire les espaces de vie tamoule aux seuls espaces vitrines. Il faut bien avoir conscience de leur hétérogénéité qui peut d'ailleurs se retrouver à l'intérieur du quartier. Ainsi, à Kampung Pandan, le fait de résider dans la zone formelle ou informelle a des conséquences sur les pratiques et les représentations des Tamouls qui y vivent.

Dans le cadre de ce chapitre, l'étude des structures paysagères des quartiers étudiés a permis de souligner que les Tamouls évoluent dans des environnements urbains très hétérogènes. Leur manière d'habiter la maison et le quartier, de les transformer ou encore de participer à leur vie peut être à l'origine d'une certaine territorialisation de l'identité tamoule. En effet, la maison ancre généralement l'individu dans l'espace même si dans le cas des dernières vagues de déplacés Jaffnais, des migrants économiques peu qualifiés venus des plantations à Colombo ou des Tamouls qui ont été relogés de force dans certains immeubles sociaux à Kuala Lumpur, l'attachement de ces groupes à leur logement et leur intégration

dans la ville est limité. Néanmoins, le degré de concentration d'équipements commerciaux, religieux ou encore associatifs marquent ethniquement ces quartiers et peuvent participer à l'appropriation de certains espaces par la communauté. Ces « milieux tamouls » influencent notamment les relations individuelles et sociales à l'espace urbain résultant de l'expérience et des usages des individus et de la projection de leur identification spatiale. Ces lieux de sociabilité peuvent permettre à la fois de rendre visible une vie sociale tamoule en tant que communauté et de se différencier par rapport aux autres (les non-Tamouls). La pratique de ces quartiers et les relations que les membres de cette minorité entretiennent avec l'espace sont différentes en fonction de l'importance des lieux de sociabilité communautaires qui s'y trouvent. Les ethnoterritoires tamouls sont par excellence des espaces sociaux où se mêlent le culturel, le religieux et les échanges économiques. Il est possible d'en distinguer trois types : les territoires tamouls résidentiels où ils sont majoritaires, les territoires vitrines de l'identité tamoule, les territoires tamouls résidentiels où ils sont minoritaires. Enfin, les Tamouls vivent également dans des quartiers où la présence de la communauté et les équipements sociaux communautaires sont trop faibles pour constituer un territoire. D'ailleurs, il faut souligner que ces différents espaces de vie peuvent cohabiter à l'intérieur d'un même quartier. Il convient dès lors, y compris dans le cas des quartiers surnommés « *Little India* », de ne pas les réduire à l'espace de vie dominée par la présence des commerces communautaires et des temples hindouistes. L'image que les Tamouls ont de leur ville et de leurs espaces de vie influencent leurs pratiques spatiales et l'idée qu'ils se font de tel ou tel espace. Le rôle de l'État, à travers sa politique urbaine, n'est pas négligeable dans le maintien ou non de l'identité tamoule dans la ville. Les politiques d'éradication des bidonvilles ou la préservation de certains ethnoterritoires minoritaires ont des conséquences sur les représentations identitaires, le sentiment d'intégration et les pratiques de la ville des Tamouls.

Chapitre 5 : Les politiques urbaines et les ethnoterritoires tamouls.

Dans le cadre de ce chapitre nous verrons, à travers de l'exemple principalement de Kuala Lumpur, que la politique urbaine d'un État peut selon les cas remettre en cause l'inscription spatiale de l'identité tamoule ou à l'inverse la renforcer. En effet, l'éradication des bidonvilles, le processus de gentrification ou la politique de préservation de certains ethnoterritoires sont différentes dynamiques territoriales qui ont des conséquences sur la présence tamoule dans la ville. En outre, nous verrons que l'attitude des Tamouls vis-à-vis de ces politiques urbaines varie en fonction de la classe socio-économique. Les squatteurs, qui sont victimes des politiques de destruction des bidonvilles, y sont généralement très hostiles. Ces Tamouls y voient un moyen pour les pouvoirs publics de faire disparaître leur empreinte urbaine afin de la remplacer par celle de la communauté malaise. Cette perception négative du rôle de l'État participe à freiner leur intégration. À l'inverse, les classes sociales tamoules plus aisées, qui ont des intérêts différents de la classe populaire, ont plutôt tendance à soutenir la politique de destruction des bidonvilles. Le processus de gentrification et la promotion de quartiers vitrines sont surtout perçus par ces derniers comme des éléments améliorant l'image de la communauté grâce à l'expulsion des plus pauvres. Enfin, nous verrons que la dispersion des Tamouls a des conséquences sur leur vie, leurs pratiques urbaines et leur représentation identitaire.

1. Les dynamiques territoriales et l'inscription spatiale de l'identité tamoule.

L'hétérogénéité des paysages urbains à Kuala Lumpur et Singapour s'explique en partie par l'histoire de ces villes et les politiques urbaines qui y ont été menées. Le paysage est en effet le cadre dans lequel s'exercent les forces, parfois contradictoires, des pouvoirs urbains et des citoyens. Les restructurations des espaces de ces capitales ont des conséquences sur les pratiques et les représentations des habitants. La volonté des États de promouvoir ces deux villes au statut de métropoles internationales se réalise au détriment des bidonvilles qui sont démolis. Dans le contexte de pays multiethniques, cette politique urbaine n'est pas anodine pour les minorités. Ces dernières redoutent souvent que le réaménagement de la ville ne soit qu'un instrument permettant aux pouvoirs publics de faire disparaître leur inscription

urbaine. À travers l'exemple principalement de Kuala Lumpur, nous verrons que cette politique de nettoyage urbain et les opérations de relogement qui l'accompagne influencent la production sociale de l'espace avec des processus simultanés de territorialisation et de déterritorialisation qui ne sont d'ailleurs pas toujours complets. Dans le cas des Tamouls, les dynamiques territoriales (éradication des bidonvilles et gentrification) contribuent dans certains espaces de la ville à l'effacement de leur empreinte urbaine alors que dans d'autres, elles favorisent l'amélioration de l'image du quartier ethnique et sa préservation.

A. La politique d'éradication des bidonvilles : un danger pour l'inscription spatiale tamoule ?

Le processus de métropolisation et de transformation du centre-ville qui s'opère dans les deux cités Sud-Est asiatiques est à l'origine de profondes mutations de l'inscription spatiale de l'identité tamoule. La politique d'éradication des bidonvilles est souvent soupçonnée par les communautés minoritaires d'être un moyen pour l'État de faire disparaître de la ville les espaces où elles ont traditionnellement de fortes concentrations démographiques. La remise en cause de l'inscription spatiale tamoule doit tout de même être nuancée. En fonction des cas, la destruction des logements informels peut fortement baisser le caractère tamoul ou simplement transformer la physionomie et le profil socio-économique des habitants du quartier sans pour autant affecter le poids démographique de la minorité.

De 1970 à 1990, Singapour et la Malaisie mènent de grands projets d'aménagement. L'*urban development authority* (UDA) à Kuala Lumpur se voit confier en 1971 la mission de redévelopper le centre-ville en construisant des gratte-ciel et des centres commerciaux. Cette agence gouvernementale élargit aussi les voies routières et lance de grands chantiers immobiliers. Face au succès de la révolution du territoire de la cité-État et de sa prospérité (Dale, 1999; De Koninck, 2006), Mahatir, alors Premier Ministre de la fédération de Malaisie, lance en 1991 un plan économique et social sur 29 ans (*Vision 2020*) dont l'objectif est d'atteindre, comme son voisin, le stade de pays développé avant 2020. L'État confie à la mairie de Kuala Lumpur (DBKL) la mission de faire passer la capitale de la fédération du stade de pôle d'envergure national et régional à celui de ville intégrée au processus de métropolisation. Cette décision est à l'origine de la transformation de la physionomie du centre-ville. La politique de développement et de modernisation de la ville entraîne une verticalisation et une revitalisation du paysage urbain. Kuala Lumpur doit devenir le symbole de l'identité nationale à travers le monde et la vitrine du développement économique du pays.

C'est la vision d'une capitale moderne, avec les grattes-ciel les plus modernes (Petronas Towers) et musulmane, avec la présence de bâtiments aux motifs décoratifs de l'Islam (la gare de Kuala Lumpur, Masjid Negara, etc.), qui est valorisée.

Pour changer l'image de la ville, l'État malaisien doit, comme son voisin quelques décennies plus tôt (chapitre 3), adopter une politique d'éradication des logements informels afin de changer le paysage et la composition socio-économique de ses « marges urbaines¹⁵⁴ » (V. Baby-Collin et F. Bouillon, 2008) qui se sont multipliés. Les bidonvilles congestionnés et insalubres sont perçus comme inappropriés dans le paysage moderne que l'État veut pour sa capitale. En 1980, la population de squatters est estimée à 243 200 personnes. 48 709 foyers vivent alors dans 40 934 dwelling units. 32,9 % de ces squatters étaient Malais, 52,2 % Chinois et 14,9 % étaient catégorisés comme Indiens ou « Autres » (DBKL, 1982, pp. 117-118).

Deux plans d'aménagements de la ville (KL Draft 2008 puis KL 2020) affichent l'ambition de régler la crise du logement. L'État affirme sa volonté d'éradiquer la surpopulation dans les slums, d'empêcher l'édification de nouveaux bâtiments informels et de construire des logements sociaux afin d'améliorer les conditions de vie des squatters en fournissant à chaque famille nucléaire un toit. L'objectif affiché par l'État du Territoire fédéral de Kuala Lumpur de ne plus avoir de squatters sur son territoire en 2005 permet de réduire de près d'un tiers le nombre de foyers de squatters dans la ville entre 1990 et 2003 (tableau 11). Si l'objectif n'a pas été atteint à cette date, le processus se poursuit et la capitale ne compte plus en 2009 que 8 176 foyers de squatters contre 36 168 foyers en 1990.

Tableau 11 : Nombre de foyers de squatters vivant dans l'État de Kuala Lumpur (1990-2009).

Années	Nombre de foyers de squatters
1990	36 168
1998	29 970
2003	25 000
2005	14 947
2007	11 181
2009	8 176

Sources : Sufian et Mohamad, 2009, p. 109 ; United Nations Country Team Malaysia, 2011, p. 117.

154. La marge urbaine est définie par Baby-Collin et Bouillon comme « une entité spatiale et sociale déterminée par l'illégalité du statut des logements, la précarité du confort et de l'accès aux services urbains, la pauvreté des résidents, l'accessibilité réduite à la ville, la non-reconnaissance de ces espaces par les autorités, le difficile accès au travail, l'absence de droits et de protections et enfin la stigmatisation et/ou l'invisibilisation » (V. Baby-Collin et F. Bouillon, 2008)

Le réaménagement des quartiers spontanés ont été réalisé sous couvert de mesures sanitaires ou de la nécessité de mettre fin au désordre qui y régnait (délinquance, alcoolisme, prostitution, mal développement). Cette intervention de l'État transforme le paysage et la composition socio-économique de ces quartiers spontanés. L'éradication des slums et l'éviction de leur population rend possible la construction de différents types d'habitations de façon à proposer une offre capable d'attirer une population de classe moyenne voire aisée. La diversité actuelle des structures paysagères de Sentul et de Brickfields (figures 26 et 24) résulte de ce processus de gentrification. En effet, les secteurs d'habitats informels cèdent inéluctablement du terrain au profit de secteurs résidentiels comportant des condominiums, des immeubles ou des zones pavillonnaires, ainsi que des commerces et services. Le profil socio-économique des habitants est dès lors très différent de ceux qui occupaient ces terrains avant l'éradication des slums comme l'explique Baxstrom à propos de Brickfields.

« ... these relocations have dramatically transformed the neighborhood, as more than 1,500 families were relocated between 2000 and 2002. By my own estimate, fewer than 100 unregistered dwellings remained in Brickfields as of September 2002 ».

(Baxstrom, 2008, p. 108)

L'analyse des tableaux statistiques concernant le poids démographique des groupes ethniques à Brickfields de 1980 à 2000 (tableau 12) confirme que la destruction des bidonvilles a transformé le profil socio-économique du quartier sans pour autant entraîner une baisse de la part relative de la population tamoule.

Tableau 12 : Le poids démographique des communautés à Brickfields de 1980 à 2000.

Année	Malais*		Chinois		Indiens		Autres		Étrangers		Total
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
1980	3 779	25 %	5 521	36 %	5 888	38 %	184	1 %	/	/	15 372
1991	4 081	29 %	4 096	29 %	5 142	37 %	122	1 %	617	4 %	14 058
2000	2 726	23 %	2 885	25 %	4 371	38 %	156	1 %	1521	13 %	11 659

Source : Baxstrom, 2008, p. 17

*En 1991 et 2000 la catégorie Malais est distinguée de celle des « Autres Bumiputra ». Ces derniers sont alors reversés dans la catégorie « Autres » qui regroupent les citoyens malaisiens qui ne sont pas d'origine malaise, chinoise ou indienne. Les ressortissants étrangers sont classés dans la catégorie « non citoyens ».

En effet, si le nombre de Tamouls chute, comme c'est d'ailleurs également le cas des Malais et des Chinois, le pourcentage de Tamouls par rapport à la population totale de Brickfields n'a pas changé et est restée à 38 %. Nous pouvons émettre l'hypothèse que le pourcentage de résidents tamouls se maintient grâce à l'installation d'autres Tamouls dans les différentes résidences privées. D'ailleurs, il est possible d'affirmer que le nombre d'habitants d'origine Sud-asiatique est même supérieur grâce aux observations de Leclerc qui confirme que de nombreux informaticiens indiens expatriés résident dans les condominiums de Brickfields (Leclerc, 2012). La politique d'éradication des bidonvilles a donc incontestablement des conséquences sur la présence spatiale de l'identité tamoule. Toutefois, le départ de squatters tamouls n'est pas forcément à l'origine d'une déterritorialisation de l'identité tamoule. Au contraire, l'exemple de Brickfields montre que le processus de gentrification ne s'est pas toujours accompagné d'une chute du poids démographique de la population tamoule. L'évolution des paysages change l'image du quartier qui attire désormais des Tamouls des classes moyennes désirant vivre dans un espace du centre-ville marqué par l'identité communautaire mais qui, à la différence des bidonvilles, leur apparaît plus fréquentable. À l'inverse, la réhabilitation du quartier informel de Sentul, qui a commencé au début des années 1980, a remis en cause le caractère tamoul du quartier comme l'explique Faizham Ahmad :

« A similar scenerario prevails in Bandar Baru Sentul, a project initiated by the state. The ethnic Malays also dominated the samples surveyed. More than three fifth (60,5 %) claimed they were Malays followed by more than a fifth (22,5 %) declared they were Chinese. This also suggests that politically the strategy to reside more Malays and Chinese into Sentul area, which previously is an Indian dominance parliamentary area has to some degree were achieved. It also suggested that the provision of low-cost housing initiated by the state has enabled the state to meet the social cohesion policy in which a harmony and balance of races is being met »

(Ahmad, 2012, p. 18)

Dans ce dernier cas, le processus de gentrification a totalement bouleversé la composition ethnique du quartier en faveur de la communauté majoritaire du pays.

La remise en cause de l'existence des bidonvilles connus pour abriter une forte concentration tamoule peut nourrir chez les squatters tamouls le sentiments que les pouvoirs publics tentent de les expulser et de détruire leur quartier spontané. L'État est surtout soupçonné de vouloir faire disparaître les territoires tamouls de la ville afin d'imposer une image de la capitale musulmano-malaise. Néanmoins si les opérations de nettoyage des bidonvilles remettent en question ou transforment l'identité tamoule dans l'espace, il arrive également que les pouvoirs publics favorisent officiellement la pérenité d'un ethnoterritoire tamoul.

B. La politique de promotion de territoire « vitrine » de l'identité tamoule.

La modernisation du paysage des deux villes Sud-Est asiatiques s'est réalisée au détriment des formes de batis basses et anciennes. Le shophouse, la forme d'habitat typique la plus répandue en 1948 dans les centres-ville de Kuala Lumpur et Singapour, est le plus affecté. La volonté des États de donner un rayonnement mondial à leur capitale les conduit à détruire les shophouses dégradés du centre-ville afin de construire à la place des grattes-ciel pour héberger des bureaux, d'élargir les voies circulations ou de réaliser d'autres travaux de modernisation. C'est seulement après 1980, qu'un changement dans la politique d'aménagement de ces deux villes est adopté avec l'apparition d'agences gouvernementales en charge de la revitalisation et de la conservation du patrimoine de certains quartiers traditionnels ou de shophouses du centre-ville.

À Singapour, la vision politique de l'État de la patrimonialisation conduit le *People's Action Party* à préserver pour les trois principales communautés du pays (les Chinois, les Malais et les Indiens) un espace urbain qui leur est associé et qui doit matérialiser dans le territoire le multiculturalisme CMIO. Le quartier de Serangoon (*Little India*) est ainsi l'exemple emblématique de l'action de l'État en faveur de la préservation et la promotion d'un ethnoterritoire sud-asiatique, dominé par l'empreinte tamoule (planche photographique 12). L'*Urban Redevelopment Authority* (URA) à Singapour est chargé de préserver les dernières bribes du patrimoine urbain afin que l'identité de la cité-État ne soit pas totalement effacée à cause de la pression foncière. Ainsi, l'URA, qui est l'agence nationale responsable à la fois de l'aménagement urbain et de la conservation du patrimoine du territoire, joue un rôle important dans la préservation de Serangoon comme le cœur officiel de la culture et de l'identité sud-asiatique. La décision de classer le quartier comme un patrimoine d'intérêt historique national à protéger est à l'origine de nombreuses mutations. La décision de conserver en 1982 un secteur de shophouses à Little India Arcade puis surtout la définition d'une aire de 13 hectares de conservation, promue officiellement comme le *Little India Historic District*, influence l'évolution du paysage du quartier.

« In July 1989, an area of 13 hectares around Serangoon Road encompassing 900 shophouses was gazetted as the Little India Historic District. The URA stipulated that any structure to be removed, renovated or built had to be granted prior approval. The URA's vision was to develop Little India as a "distinct historic district within which dwells the heart of the Singaporean Indian heritage. Although the whole of Little India was designated a conservation area, only a¹⁵⁵ select zone will actually undergo an intensive process of adaptive reuse which

155. L'aire de conservation à l'intérieur de laquelle le vieux tissu urbain est protégé s'étend aujourd'hui à 23 hectares.

Planche photographique 12 : Valorisation de l'identité indienne à Little India par l'État singapourien

A/ Le nom de la rue écrit en tamoul à *Little India*



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2008

B/ La fonction touristique de *Little India*



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2007

Little India Arcade est devenu l'un des bâtiments devant lequel les étrangers posent à Serangoon road pour immortaliser leur passage devant l'un des hauts lieux touristique de Singapour.

C/ La fonction pédagogique de *Little India*



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2007

De nombreux groupes scolaires organisent des sorties pédagogiques dans le quartier indien pour faire découvrir aux écoliers l'une des quatre cultures officielles du pays

includes eviction of former tenants, conservation of façades, renovation of interior areas and resale through a public tendering process. This is the « core of Little India which the URA described as « the area containing the greatest density of Indian trades » and where the « distinctive characteristics of Little India will be defined ». »
(Chang T. C., 2000, p. 351)

La patrimonialisation du quartier s'accompagne d'un processus de réhabilitation de gros œuvres et de la conservation architecturale des shophouses. Les bâtiments détruits sont souvent remplacés par des shophouses modernes de 4 à 6 étages. Ces derniers permettent de recréer un local pour le commerce mais aussi de loger plus de personnes dans les étages supplémentaires. C'est ce qui donne à Little India son caractère atypique avec un paysage de bâtis bas et relativement anciens. Si les façades des shophouses sont conservées, il en est autrement de l'intérieur des bâtiments qui est détruit et rénové grâce à l'utilisation de matériaux plus modernes améliorant le confort et les normes de sécurité de ces édifices. Le processus de patrimonialisation de l'identité tamoule passe aussi par la promotion des temples hindouistes de Sri Srinivasa Perumal et de Sri Mariamman au statut de monuments nationaux ou par l'installation dans la partie définie comme *Little India Historic District* de panneaux indiquant les noms de rue en tamoul, ce qui n'est pas la norme dans le reste du pays.

En outre, le profil économique du quartier évolue également suite à la décision de l'État d'en faire la vitrine de l'identité des communautés Sud-asiatiques. Les travaux d'aménagement, avec notamment la construction de deux stations de métro, ainsi que le contrôle de l'implantation et de l'esthétique des bâtiments améliorent l'image de Serangoon et lui confèrent un nouveau rayonnement. Si le quartier conserve toujours sa fonction commerciale, cette dernière n'est plus destinée à la même clientèle. Le réaménagement urbain du quartier entraîne une augmentation du prix du foncier qui pousse les résidents traditionnels et de nombreux petits commerçants à quitter *Little India*. Avec la politique d'éradication des bidonvilles et le brassage des populations dans les villes nouvelles, Serangoon devient le centre d'approvisionnement de la communauté sud-asiatique de toute l'île et non plus seulement à une clientèle populaire résidant sur place. En outre, la dynamique commerciale de Serangoon repose également sur le développement de l'activité touristique. Le caractère historique et ethnique du quartier est exploité par l'office de tourisme qui présente *Little India* comme un des lieux incontournables à voir à Singapour afin d'inciter les touristes à s'y rendre. Little India Arcade, un shophouse restauré dans un style Art déco et qui abrite de nombreux stands vendant du textile et des produits artisanaux indiens, devient ainsi l'un des établissements devant lequel les touristes immortalisent leur passage dans le quartier. Les

magasins de souvenirs, les produits artisanaux ou les statuettes de dieux hindouistes importés d'Inde et les restaurants ou les hôtels sont autant d'établissements qui comptent sur cette clientèle étrangère pour vivre.

Enfin, la promotion de Serangoon comme un quartier indien a aussi une importance sociale indéniable. Le quartier a une fonction éducative précieuse. En effet, les établissements scolaires du pays y organisent des sorties pédagogiques afin de permettre aux élèves de découvrir la culture indienne et de contribuer ainsi à l'harmonie interculturelle. D'autre part, ce territoire, qui cumule les fonctions de centre social, culturel, religieux et d'approvisionnement, est le carrefour qui attire toutes les communautés Sud-asiatiques du pays (chapitre 4). Étant le seul territoire marqué par l'importance de l'identité Sud-asiatique (et en particulier tamoule) dans le pays, c'est l'unique endroit à Singapour où ils peuvent célébrer et affirmer leur différence culturelle en tant que communauté. Ceci explique l'attachement sentimental qu'éprouvent les Indo-Singapouriens envers Little India.

L'État peut donc être à l'origine de la patrimonialisation de l'identité tamoule dans certains quartiers malgré la politique d'éradication des bidonvilles qu'il mène en parallèle ailleurs. À Kuala Lumpur, Brickfields semble suivre la même évolution que le *Little India* de Singapour, même si l'État malaisien ne patronise pas officiellement ce quartier comme le quartier indien de la capitale.

Les politiques urbaines menées par les États ne sont donc pas sans conséquence sur la présence tamoule dans la ville. L'éradication des bidonvilles transforme souvent la physionomie, la composition socio-économique et l'image de ces espaces grâce à l'expulsion des populations pauvres et à l'installation, grâce au processus de gentrification, de classes sociales plus aisées. La baisse, voire la disparition, du caractère ethnique de ces quartiers perçus jusque là comme tamouls aboutit à une déterritorialisation forcée par l'État. À l'inverse, dans d'autres cas, la politique urbaine menée par les pouvoirs publics favorise la patrimonialisation de l'identité tamoule et assure ainsi la préservation d'un ethnoterritoire tamoul dans la ville. La promotion de ces Little India, amenées à jouer la fonction de quartiers vitrines, crée une forte identification de la communauté tamoule, et Sud-asiatique de façon générale, envers ces territoires qui subsistent malgré la politique de modernisation et de réaménagement de la ville. Dans le même temps, les conséquences de la politique d'éradication des bidonvilles ne laissent pas insensibles les membres de la communauté tamoule qui sont partagés sur le sujet.

2. Les Tamouls et la politique de « nettoyage urbain ».

La politique d'éradication des bidonvilles est à l'origine de conflits entre les squatteurs et les pouvoirs publics. La menace de destruction des bidonvilles est perçue comme une remise en cause du lien qui unit les squatteurs à leurs habitations et à leurs quartiers spontanés. Cela amène ces derniers à dénoncer le refus de l'État de reconnaître leur droit à la ville. Dans le cas plus spécifique des squatteurs tamouls, plusieurs autres craintes s'ajoutent à la peur de perdre leurs logements et cela attise leur sentiment d'insécurité. Pour les membres de cette minorité, qui se sent déjà marginalisée par l'État, la politique de nettoyage urbain constitue surtout une menace pour l'existence des territoires historiques tamouls de la ville et donc de leur refuge. Le caractère légal des destructions et l'impossibilité de pouvoir réellement peser sur les décisions des pouvoirs publics se traduisent par le développement chez les squatteurs tamouls d'un sentiment d'injustice et d'impuissance. La situation de ces squatteurs est d'autant plus critique que les Tamouls sont partagés vis-à-vis de la politique d'éradication des bidonvilles. Si certains médias et ONG tamouls se mobilisent pour défendre les Tamouls pauvres face à l'État, il en est autrement des classes moyennes et aisées qui tendent à soutenir la politique urbaine de l'État.

L'étude de la perception par les squatteurs tamouls de la politique de « nettoyage urbain » à l'échelle des quartiers s'est avérée quelque peu compliquée. En effet, l'éradication des bidonvilles était déjà presque achevée à Brickfields et bien entamée à Sentul et à Kampung Padan lorsque nous avons mené les enquêtes de terrain (mai-juillet 2008 et 2009). Si plusieurs entretiens avec des résidents du secteur informel de Kampung Padan, ayant reçu un avis d'expulsion, ont été menés, nous nous sommes également appuyé sur les recherches, très empiriques, de Baxtrom (2008), réalisées pendant la destruction des bidonvilles de Brickfields. Les témoignages, à vif, recueillis auprès des squatteurs tamouls par cet anthropologue ont constitué une précieuse source d'informations. L'ouvrage de Moses (2007), un ancien résident de Brickfields qui souhaitait laisser aux générations futures une mémoire de la vie de son quartier avant les grands travaux de réaménagement urbain, a également été très utile pour appréhender l'importance de géosymboles alors marquants (édifices religieux, logements, etc.).

A. L'attachement des squatteurs à « leur territoire ».

À bien des égards, il est difficile pour des squatteurs d'accepter de devoir quitter leur bidonville malgré la précarité de leurs conditions de vie. La maison, bien qu'insalubre, forge leur sentiment d'appartenir à la ville et les ancre dans le milieu urbain (chapitre 4). D'autres éléments tout aussi importants contribuent également à créer un lien émotionnel entre ces populations pauvres et le territoire dans lequel ils vivent.

L'origine commune et l'expérience de déterritorialisation suite à l'expulsion des plantations malaisiennes dans le cas des squatteurs de Kampung Pandan ou du déracinement des campagnes indiennes pour ceux de Brickfields et Sentul, ainsi que la précarité dans laquelle ils se trouvent, nourrissent le sentiment qu'ils n'ont pas d'autre solution que de rester unis afin d'avoir une chance de survivre et de rester vivre dans leur habitation informelle. Mais la fragilité de la tenure ne suffit pas à expliquer l'attachement des squatteurs à leur lieu de vie. Ce dernier repose notamment sur le patrimoine culturel immatériel (religieux, chants, danses, croyances, interdits sociaux) transmis de génération en génération et qui renforce l'impression d'une certaine permanence de la communauté tamoule dans ces espaces. L'association de la pratique, de la représentation ou de l'expression des connaissances et des savoirs-faire avec le milieu qui les entoure facilitent l'assimilation du bidonville où ils vivent comme un espace culturel tamoul appartenant à leur patrimoine. Ces bidonvilles sont alors porteurs d'identités et deviennent à ce titre des « territoires-racines ». « L'espace est ainsi un langage qui peut véhiculer une mémoire collective et donner forme à l'identité » (Di Méo, 2004). L'identification des Tamouls aux bidonvilles est donc pour partie due à la territorialisation de leur identité qui leur permet de se sentir « chez eux ». D'une certaine façon, l'appartenance à ces bidonvilles est associée dans l'esprit des Tamouls qui y résident à l'appartenance ethnique.

À cela s'ajoute également l'ensemble des relations sociales construites autour du logement et qui y prennent place (lieu de réunion, lieu de solidarité et lieu de pratiques religieuses) (chapitre 4). Pour ces personnes qui sortent relativement peu de leur bidonville (Baxstrom, 2008 ; Moses, 2007), les temples, les échoppes de thé ou d'alcool sont différents lieux de sociabilité dont la fréquentation est limitée aux résidents de ces quartiers spontanés voire à certaines groupes de population y vivant (distinction de genre pour les débits d'alcool) et qui ne sont pas fréquentés par les étrangers (non-résidents). La pratique sociale et spatiale de la ville par les populations pauvres, souvent limitée à leur bidonville, participe à consolider

leur attachement à ce qu'ils considèrent être leur territoire. Leurs réticences à quitter leur maison et changer de quartier se nourrit de la peur de ne plus retrouver ailleurs cette spatialité et leur milieu tamoul, connus et rassurants.

Par ailleurs, dans le cas des squatteurs tamouls, le sentiment d'appartenir à une minorité marginalisée par l'État est un autre facteur qui incite ces derniers à ne pas quitter leur quartier. En effet, la politique d'éradication des bidonvilles est perçue comme un nouvel instrument de marginalisation des Tamouls par l'État. Les membres de cette minorité suspectent ainsi le gouvernement de vouloir détruire les enclaves tamoules et disperser ses habitants afin d'imposer à l'ensemble du paysage urbain de la capitale une image malaise et islamique. La destruction des bidonvilles est du coup vécu comme une menace au caractère unique de ces quartiers dans lesquels les Tamouls ne se sentent pas étrangers grâce à la présence d'espaces communautaires familiers (Baxstrom, 2008). Ces quartiers sont pour les Tamouls le support spatial d'un symbole identitaire qui permet de se faire une place dans la ville et la société malaisienne tout en préservant leur cohésion communautaire.

Les bidonvilles tamouls, qui sont des espaces de distinction vis-à-vis de la culture de la communauté majoritaire omniprésente, ont une fonction refuge pour la minorité. Lorsque l'intégrité de ces territoires est remise en cause par le développement urbain, c'est le socle symbolique sur lequel repose la reproduction socioculturelle de l'identité tamoule qui est considéré comme menacé. La politique d'éradication des bidonvilles est pour toutes ces raisons à l'origine de conflits entre l'État et les squatteurs.

B. Les squatters tamouls face aux pouvoirs publics

L'ambition de la capitale malaisienne de devenir au plus vite une ville sans bidonville est à l'origine de la destruction de nombreux quartiers informels de Kuala Lumpur. Cette politique est perçue à plusieurs titres comme injuste par les squatteurs. La durée de leur présence dans le bidonville, l'impossibilité de négocier avec les autorités publiques ou encore les critères d'éligibilité pour bénéficier de compensations et les solutions de relogement proposées attisent le mécontentement des squatteurs alors que les classes moyennes et aisées tamoules tendent à soutenir la politique urbaine de l'État.

a. La fragilité de tenure : élément clé dans les rapports de force entre les squatteurs et l'État.

Le « déficit de citoyenneté » qui correspond au fait de ne pas pouvoir vivre dans des conditions décentes, mais aussi à une absence de droits et à une insécurité quant au lieu de résidence rend légitime pour les États l'éradication des quartiers spontanés et le déplacement des squatteurs (Baby-Collin et Bouillon, 2008 ; Zerah *et al.*, 2011). Malgré le caractère légal de ces destructions, ces dernières sont tout même temps perçues comme injustes par les habitants des bidonvilles. En effet, l'existence depuis plusieurs décennies des kampungs urbains à Kuala Lumpur, qui ont été tolérés malgré leur illégalité par les autorités publiques, nourrit chez les squatteurs la conviction que leur présence a été presque reconnue. Ce droit à la ville et la volonté d'être reconnus comme des citoyens légitimes, malgré l'illégalité de la tenure, est notamment perceptible dans le vocabulaire choisi par certains militants défendant les droits des habitants de zones informelles pour les qualifier (Hashim, 1995). Ce n'est pas le terme de squatteurs mais celui de « pionniers urbains » qui est privilégié afin de souligner le rôle actif et positif des hommes et des femmes qui ont, malgré leurs faibles moyens, investi et aménagé des espaces en marge de la capitale. Cet investissement et la durée de leur présence, qui renforcent d'autant plus le lien entre ces territoires et ces personnes, doivent être, à leurs yeux, pris en compte par l'État dans le cadre du réaménagement urbain.

Cette vision tranche avec celle de l'État qui a le pouvoir de décréter des actes et de s'appuyer sur la justice afin d'imposer sa volonté et de remettre ainsi en cause les croyances des squatteurs et la survie de leur espace de vie (Sufian A. et N.A. Mohamad, 2009). Le *Land Acquisition Act* de 1960, amendé en 1991, est le principal instrument légal utilisé par l'État malaisien afin d'exercer son autorité et entreprendre une réorganisation systématique des espaces urbains de sa capitale. Cet acte permet à l'UDA de réquisitionner des terres ou d'expulser des squatteurs des terrains appartenant à l'État afin de développer des projets jugés d'intérêts publics, sans disposition prévoyant un examen juridique (Baxstrom, 2008). Les habitants de ces secteurs informels se retrouvent ainsi impuissants face à la puissance des autorités publiques.

Par ailleurs, les squatteurs ont d'autant plus de mal à accepter les politiques d'éradication de leur lieu de vie que la définition des zones de logements informels et formels leur apparaît, comme dans le cas de Kampung Pandan (figure 31), arbitraire. La distinction dans la partie orientale du quartier entre une zone mixte composée de pavillons et de kampungs houses séparés par une rue d'un secteur d'habitations informelles avec des kampung houses et des taudis n'est due qu'à l'histoire et à la décision des Britanniques

d'accorder dans la première zone des titres de propriété aux Indiens. Cette différence juridique dans la propriété de la terre a favorisé une meilleure intégration des habitants de la première zone qui ont réalisé des travaux pour améliorer la qualité de leur logement et disposent des services publics (ramassage des ordures, eau, électricité) alors que la partie informelle est restée longtemps à l'écart des projets de développement. Le destin contrasté de ces deux zones pourtant limitrophes et la différence de traitement des habitants par les autorités nourrissent le sentiment d'injustice des squatteurs qui sont confrontés à la volonté de la ville de les faire déguerpir.

Malgré l'illégalité de leur installation, ces habitants considèrent appartenir au quartier et à la ville. C'est ce qui explique que l'État, avec sa politique de destruction des bidonvilles, entre très souvent en conflit avec les squatteurs qui ne veulent pas perdre le contrôle de l'espace dans lequel ils vivent. Le manque d'échanges de la part des pouvoirs publics avec les populations affectées par les éradications participent à nourrir le malaise de ces personnes.

b. Les squatteurs mis à l'écart des prises de décisions.

Le sentiment d'injustice et le malaise des populations victimes des politiques de nettoyage des slums sont amplifiés par le manque d'informations et de consultation de la part des pouvoirs publics. Baxstrom, dans le cadre de sa thèse portant sur les conséquences du redéveloppement urbain du quartier de Brickfields, a eu l'opportunité de rencontrer Dr Lim, un haut responsable de la mairie de Kuala Lumpur en charge des questions de la politique d'aménagement de la capitale. L'entretien retranscrit par l'auteur illustre le manque de considération des décideurs politiques vis-à-vis des habitants des bidonvilles qui doivent être détruites.

RB: « So you are saying that it is the vision of the developers that counts the more here ? It's not the local communities or DBKL... »

Dr L: [Interrupting] « Local communities do not, frankly, have much say in what is happening or is going to happen, in their neighborhoods. »

RB: « But there seems to be quite a lot of concern in DBKL documents like the Draft Structure Plans that the public doesn't really participate in this process. »

Dr L.: « Well...there isn't really a process for communities to voice their opinions or complaints. Sure, sometimes there are public hearings, but this isn't really effective. Most people don't know what is going on »

(Baxstrom, 2008, p. 105)

L'absence de dialogue avec les populations directement concernées par les politiques d'éradication des bidonvilles nourrit l'incompréhension et le sentiment d'injustice des habitants. La mémoire de précédents exemples d'expulsions autoritaires est un autre facteur qui tend les relations entre l'État et les personnes directement affectées par sa politique. Plusieurs cas de destructions de logements informels au bulldozer (Baxstrom, 2009 ; Hashim, 1995), sans que les résidents ne soient préalablement suffisamment informés de la date de la démolition¹⁵⁶, ont laissé traumatisés des squatteurs qui perdent leurs effets personnels et le faible capital foncier du ménage.

Le non-respect des promesses formulées par les représentants politiques ou des agences en charge du développement urbain détériore aussi la confiance des Tamouls vis-à-vis des pouvoirs publics. Le sort réservé aux Tamouls lors du réaménagement des bidonvilles de Petaling Jaya symbolise, pour les membres de cette minorité, la volonté de l'État de les marginaliser malgré les discours officiels.

« Resentment and tensions had built up after PKNS¹⁵⁷ venture to develop the taman. The local UMNO leaders denied Tamils in the squatter area their promised allocation of cheap terrace houses in Taman Medan. Later, PKNS bypassed Kampung Gandhi and developed the Malay squatter areas into taman. Such actions defy the commitment of stated government economic policies « to eradicate poverty irrespective of race ». It shows weakness in the implementation of state policies and the depth of ethnic prejudices in a bureaucracy dominated by one ethnic group. The bureaucrats seem unable to distinguish between ethnic prejudices, poverty eradication programmes and affirmative action for Malays. »

(Nagarajan, 2004, p. 370)

Les exemples de Taman Medan et Kampung Gandhi sont d'autant plus emblématiques que ce sont dans ces deux grands bidonvilles, majoritairement peuplés par des Tamouls, que s'étaient déroulés, du 4 au 12 mars 2001, la dernière grande émeute intercommunautaire opposant les Malais aux Tamouls (Nagarajan, 2004). L'attitude des responsables politiques contribue à faire assimiler, chez la communauté minoritaire, ce programme comme un moyen d'éradiquer les bidonvilles tamouls jugés comme étant de potentiels foyers de résistance à la domination malaise. La partialité de l'État, telle qu'elle est ressentie par les Tamouls les plus pauvres, accentue leur malaise et leur impression de ne pas être traités équitablement par rapport aux squatteurs malais. Ce sentiment d'être abandonné par les pouvoirs publics est également attisé par l'attitude des forces de l'ordre, composées essentiellement de Malais. L'utilisation de la

156. Sufian A. et Mohamad N.A. (2009, p.116) explique dans leur article que le Federal Capital Act de 1960 et le Federal (Squatter Clearance) de 1963 accorde au Commissioner du Territoire fédéral de Kuala Lumpur de démolir toutes constructions illégales en donnant un préavis d'au moins 7 jours à l'occupant avant la destruction. Mais ces textes de loi ne précisent pas si la notification doit être écrite ou orale, ce qui introduit de possibles sources de tension. Par ailleurs, le délai assez court de 7 jours est souvent d'ailleurs trop court pour que les squatteurs puissent déménager leurs biens qu'ils ont parfois accumulés depuis des dizaines d'années.

157. *Perbadanan Kemajuan Negri Selangor (PKNS) ou Selangor State Economic Development Corporation.*

police dans le cadre des destructions des logements informels incarne pour les squatteurs tamouls l'utilisation de la force par la majorité malaise contre la minorité. C'est d'ailleurs très souvent ainsi que les médias¹⁵⁸ ou ONG tamouls dépeignent ces opérations de nettoyage urbain afin de mobiliser le soutien de la communauté. Le fait que la police locale ignore les plaintes des squatters lorsqu'ils sont agressés par des hommes de main engagés par les promoteurs immobiliers ou lorsque que leurs logements ont été détruits par des incendies douteux interrogent sur d'éventuelles complicités existant entre les auteurs de ces faits et les forces de l'ordre. Cette situation a conduit des squatteurs de Kampung Pandan, qui subissaient des menaces par des personnes extérieures au bidonville pour leur logement, à déposer une plainte officielle au quartier général du *Disciplinary Division of National Police* à Bukit Aman et non auprès des policiers locaux auxquels ils ne faisaient pas confiance (Hashim, 1995).

Si des manifestations ou des actions symboliques sont organisées pour défendre les droits et surtout tenter de négocier de meilleures conditions de départ, les squatteurs ne peuvent pas refuser de partir sous peine d'être expulsés de force. Face à la puissance et la volonté des pouvoirs publics, c'est souvent le fatalisme qui l'emporte et l'éviction apparaît inéluctable. Dans ce contexte, la majorité des squatteurs finit généralement par accepter les conditions de compensation de l'État pour éviter l'éviction par la force et tout perdre. Si les pouvoirs publics se montrent intransigeants quant à l'éradication des bidonvilles et à l'expulsion de leur population, leur attitude est différente lorsqu'il est question des temples hindouistes informels.

c. Le sort des temples informels dans le cadre de la politique de réaménagement des slums.

Dans le cadre de la politique de réaménagement des bidonvilles, l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des temples hindouistes informels est plus à la recherche d'un consensus. L'importante dimension géosymbolique de ces lieux religieux et culturels pour les Tamouls des bidonvilles explique la prudence des agents de l'État qui cherchent à négocier leur destruction ou leur déplacement auprès des responsables de ces édifices. Ainsi, malgré l'absence de titre de propriété, les principes et les croyances des squatteurs sont pris en compte par l'État. Des négociations sont menées entre les agents de l'État et les comités de

158. Nous souhaitons signaler deux sites tamouls malaisiens qui publient essentiellement des articles dénonçant les différentes discriminations que subissent les membres de cette communauté : www.humanrightspartymalaysia.com et <http://poobalan.com/blog/>.

direction des temples. Outre les compensations financières, l'impact de la démolition ou du déplacement sur la vie du temple sont pris en compte. Les agents de l'État veillent à ne pas provoquer la colère des divinités ou porter atteinte à la sainteté du temple. Pour cela, ils respectent le calendrier recommandé par les astrologues, ainsi que les obligations et les rites hindouistes qui accompagnent le processus de désacralisation d'un édifice religieux. Sur les recommandations du comité de direction du temple, les agents de l'État choisissent le moment le plus auspiceux ou font faire des pénitences pour se faire pardonner auprès des dieux, de la destruction ou du déplacement du temple. La reconstruction d'un nouvel édifice, près du site originel, est également très souvent convenu. Tout ce processus est très bien décrit par Baxstrom à travers l'exemple de trois temples hindouistes de Brickfiels : ceux de Murugan et Hanuman qui existent depuis plus de trois décennies et celui de Krishna qui a été érigé 10 ans plus tôt dans le quartier.

« Yet, once the plan to move the Murugan and Hanuman temples to another site was settled, it became clear that KL Monorail and local government officials felt that moving the Krishna temple to the same site would solve an impending problem for them. The temple did not agree, however, raising objections based on spiritual considerations. The major points of contention were two: (1) the temple priest judged that the proposed new site was not suitable for a third temple, and (2) the astrological considerations showed that the time was not advantageous for moving the temple. Also, the Krishna temple had only occupied its current site for a little time over a decade. Because certain rites of consecration take place throughout the first twelve years of the temple's existence, this temple was barely considered fully functional by devotees. To disrupt this process yet again by moving could prove to be disastrous ... Although the temple committee did not reject the monorail plan outright, it raised serious objections to moving and flatly refused to relocate until the astrological configurations were more suitable ... The blueprints for the park provided to me in September 2002 by KL Monorail officials indicated that temple, rather than being moved, would ultimately become part of the "entertainment" planned for visitors. »

(Baxstrom, 2008, p. 203)

L'exemple des négociations engagées entre les représentants des pouvoirs publics et les membres des comités de direction des temples souligne aussi l'enjeu politique pour l'État d'éviter la confrontation dans le domaine religieux avec une des minorités du pays. C'est ce qui explique les précautions prises afin de ne pas donner l'impression de commettre un outrage envers les croyances religieuses des Tamouls. Cette préoccupation est d'ailleurs si importante que l'État arrive même à faire des compromis malgré les enjeux économiques liés à la construction de la ligne de métro KL Monorail. L'État peut, malgré l'éradication des bidonvilles, se prévaloir de respecter les pratiques religieuses de cette minorité et montrer que les Tamouls ne sont pas stigmatisés en tant que communauté ethnique. C'est un moyen pour la puissance publique de légitimer son action et de montrer qu'elle agit dans l'intérêt général. Ainsi, au contraire des squatteurs tamouls qui sont expulsés afin de permettre le

réaménagement des bidonvilles, un certain nombre de leurs temples informels qu'ils servaient demeurent malgré leur départ. Si la négociation sur le sort de ces édifices religieux permet de limiter les tensions entre les squatteurs et les représentants de l'État, les conditions de relogement des personnes affectées par la politique de destruction des bidonvilles constituent une autre source de griefs.

d. La question du relogement des anciens squatteurs.

Si les squatteurs sont souvent prêts à quitter leur logement informel, ils demandent toutefois à obtenir des conditions de relogement acceptables et de ne pas être lésés par le déplacement. Mais comme dans de nombreux autres pays du Sud (Dupont, 2010b ; Blot¹⁵⁹), les critères d'éligibilité fixés par les autorités publiques pour l'attribution d'un appartement social ou d'une parcelle en périphérie de la ville posent problème. Ces derniers reposent notamment sur la date d'installation dans le bidonville. Ce critère a pour conséquence de distinguer deux groupes parmi les squatteurs. Selon que ces personnes soient arrivées avant ou après la date butoir, ils sont ou non éligibles pour obtenir des compensations ou des alternatives de relogements. Mais ce critère pose deux principaux problèmes. D'une part, les squatteurs ne sont pas toujours en mesure de prouver leur identité et leur éligibilité au programme de relogement. En effet, certains ont tout perdu lors de précédents incendies ayant affecté le bidonville. D'autres n'ont jamais eu de documents attestant de leur identité. Ces personnes se retrouvent dans l'impossibilité matérielle de faire valoir leurs droits. Dans le même temps, les opérations d'éradication des bidonvilles sont aussi perçues comme des opportunités pour obtenir un logement public par certains. Ainsi, lors de l'enquête sur le terrain à Kampung Pandan, une des squatteuses accueillait sa fille, qui s'était installée à Klang après son mariage, et tentait de la faire reconnaître comme une des résidentes du logement. Les autorités publiques proposant des relogements à l'échelle des familles nucléaires, cette stratégie, si elle réussissait, permettrait à la famille de recevoir deux logements sociaux. Pouvoir prouver son éligibilité est donc capital pour les squatteurs dans la perspective de recevoir des compensations pour leur expulsion. Toutefois, la méfiance des pouvoirs publics et leurs réticences à accorder à tous les squatteurs des solutions de relogement se traduit par la contestation de la validité administrative de certaines pièces qui sont fournies. Les personnes qui se retrouvent exclues des programmes de relogement sont affectées psychologiquement et

159. Nous souhaitons inviter nos lecteurs à consulter la thèse de Julie Blot qui porte sur « les déguerpissement à Phnom Penh (Cambodge) : des bidonvilles aux nouveaux villages ». Cette thèse doit être soutenue en 2013.

matériellement. En plus de voir leur logement être détruit et d'être expulsées, elles se voient refuser le statut de victimes et se retrouvent abandonnées et plus précaires qu'elles ne l'étaient à l'origine. Les difficultés rencontrées par les personnes déboutées dans leurs démarches administratives nourrissent leur sentiment d'impuissance et de marginalisation par l'appareil d'État.

Par contre, les squatteurs qui répondent aux critères d'éligibilité sont, selon les cas, relogés dans des appartements sociaux dans la capitale ou réinstallés dans une zone d'accueil hors de la ville. Ces relogements dans des immeubles sociaux permettent aux anciens squatteurs d'accéder à un habitat formel. Pour soutenir les foyers en extrême précarité (gagnant moins de 500 RM par mois), l'État instaure pour ces familles un loyer bloqué, à environ 120 RM durant les cinq premières années. Malgré le plafonnement du loyer, les surcoûts engendrés par l'occupation de ce type d'habitat, comme les frais d'entretien et les charges, pèsent sur le budget de ces ménages très pauvres qui ne peuvent pas toujours les supporter. Malgré l'amélioration de la qualité du cadre de vie par rapport à celui qu'ils avaient dans les *kampungs*, leur situation financière n'en reste pas moins précaire. En effet, bien qu'insalubres et précaires, les logements informels présentaient l'avantage de répondre aux besoins spécifiques de ces populations pauvres : avoir un toit gratuit et bénéficier d'une solidarité communautaire qu'ils ont perdu en emménageant dans les immeubles sociaux avec des voisins inconnus. L'installation dans un appartement social est même considéré par certains comme une dégradation car le squatteur passe du statut de « possesseur » à celui de locataire. Dès lors, ces personnes doivent faire face à une nouvelle pression, celle de devoir payer chaque mois son loyer pour ne pas perdre son logement, en plus de se nourrir, sans que pour autant leurs revenus aient augmenté entre temps. Si tous les squatteurs relogés dans des logements sociaux sont confrontés aux mêmes problèmes quelle que soit leur identité culturelle, les aides sociales dont bénéficient les populations malaises et que les Tamouls n'obtiennent que très difficilement induisent un sentiment d'injustice et de discrimination insupportable pour ces derniers. L'imposition de quotas ethniques est aussi particulièrement mal vécu par les squatteurs de cette minorité qui trouvent injustes que la grande majorité des logements sociaux soient réservés à des Malais dans des quartiers réputés à l'origine pour être tamouls.

Par ailleurs, l'État s'est également efforcé de favoriser la construction d'appartements abordables pour les foyers à faible revenus afin de garantir leur acquisition. À partir de 1981, un système subventionné de location/acquisition permet à certains squatteurs d'acheter leur appartement social pour un coût adapté aux revenus du ménage et grâce à la compensation

financière reçue suite à l'expulsion du bidonville. Si ces mesures ne permettent pas à tous les relogés de devenir propriétaires, elles ont tout de même permis à certains d'acquérir un logement, ce qui n'aurait jamais été envisageable au prix du marché. Ainsi, les foyers dont les revenus sont compris entre 500 et 750 RM par mois ont la possibilité d'acheter pour 25 000 RM maximum certains logements (*Low Cost Houses*) qui leur sont réservés (Syafiee Shuid, sans date). Pendant 17 années, les pouvoirs publics maintiennent les prix inchangés malgré l'inflation. Face aux plaintes des promoteurs privés, l'État accepte d'instituer une nouvelle structure de prix en juin 1998 (tableau 13) et impose que tout projet immobilier de plus de 5 acres développés par des entrepreneurs privés réserve 30 % de la zone pour la construction de logements sociaux. Les nouveaux prix fixés par l'État prévoient que les familles dont les revenus sont compris entre 750 et 1 000 RM soient éligibles pour devenir propriétaires d'un appartement pour 25 000 RM alors que les foyers gagnant de 1 200 et 1 500 RM mensuel peuvent prétendre quant à eux à des appartements (*Medium Cost Houses*) plus grands pour un prix de vente maximum fixé à 42 000 RM.

Tableau 13 : Le système prix fixé par l'État pour l'achat d'un appartement social depuis 1998.

Prix du logement	Revenus du foyer pour être éligible
42 000	1 200 à 1 500
35 000	1 000 à 1350
30 000	850 à 1200
25 000	750 à 1 000

Source: Noraliah et Ho, 2008, p. 11

Ces appartements sont proposés en vente par les agences publiques et les promoteurs immobiliers aux personnes inscrites sur une liste d'éligibilité pour l'achat d'un logement social. Le *Federal Territory Housing Agency* identifie 9 critères pour déterminer l'éligibilité. Le candidat doit être Malaisien, marié (divorcé ou veuf), le revenu total du foyer ne doit pas dépasser les 2 000 RM par mois, il doit être enregistré sur l'*Open Registration System*¹⁶⁰, vivre ou travailler dans le territoire fédéral de Kuala Lumpur, ne pas déjà posséder de propriété à moins de 35 km du centre-ville et être éligible pour obtenir un crédit pour l'achat du logement par le gouvernement ou des institutions financières. Malgré les efforts de l'État pour apparaître transparent dans l'allocation des logements, de nombreux squatteurs,

160. L'*Open Registration System* est la mise en ligne de la liste des personnes éligibles pour l'achat d'un logement social. Ce système doit assurer que la vente des appartements, aussi bien par les agences publiques et les promoteurs privés, est juste et qu'elle se fait dans la transparence afin d'éviter les soupçons de corruption et de favoritisme.

particulièrement les Tamouls, continuent de dénoncer la corruption et la lourdeur de la procédure administrative qui ne garantissent pas l'équité des chances.

En outre, la baisse de qualité des conditions de vie dans ces immeubles sociaux est à l'origine d'une dépréciation de ce type d'habitat. L'utilisation de matériaux de mauvaise qualité pour construire ces immeubles et le manque d'entretien contribuent à une dégradation rapide de ces immeubles collectifs. Ces habitats, où se concentrent une forte densité de population pauvre, sont également de plus en plus associés dans l'imaginaire collectif à des lieux de violence, de vandalisme et à des terreaux pour le développement de la criminalité (Jayasooria, 2008 ; Nagarajan, 2004). L'image négative de ces immeubles sociaux est à l'origine d'une ségrégation au sein même des squatteurs confrontés à la destruction programmée de leur bidonville. Les familles les plus aisées préfèrent en effet acquérir un pavillon plutôt que s'installer dans les logements sociaux proposés par l'État (Nagarajan, 2004). La perception de ces immeubles comme des espaces dangereux pousse donc cette frange de la population des anciens squatteurs à choisir un logement individuel alors qu'ils ne ressentaient pas de malaise lorsqu'ils vivaient dans les bidonvilles. Ainsi, bien que les anciens squatteurs aient changé de cadre physique de vie en intégrant un appartement social, ils n'en demeurent pas moins stigmatisés du fait de vivre dans un espace de vie perçu comme dangereux. S'il existe un certain malaise chez les habitants de ces appartements sociaux, ils se considèrent néanmoins plus chanceux que les squatteurs qui ont du accepter une solution de relogement hors de Kuala Lumpur.

En effet, avec le réaménagement urbain de la capitale et le processus de gentrification de Kuala Lumpur, il est devenu de moins en moins intéressant pour les promoteurs immobiliers de construire des immeubles sociaux face à la concurrence de projets plus rentables et internationaux (Tan Teck-Hong, 2011). Pour continuer l'éradication des slums, la ville préfère désormais reloger les squatteurs dans des immeubles sociaux qui se trouvent hors des limites de la ville. Cette solution est généralement peu plébiscitée par les squatteurs qui la considèrent comme leur étant défavorable. À Kampung Pandan, le *City Hall* propose aux habitants, dont les logements informels doivent être détruits, de louer des appartements sociaux dans Kampung Muhibbah à Puchong qui se trouve à 20 km de leur domicile. La municipalité promet aux squatteurs que leur déplacement ne sera que temporaire et que leurs dossiers seront jugés prioritairement lors de l'attribution des appartements sociaux qui doivent être érigés dans le quartier. Pour inciter les squatteurs à déménager à Puchong, le *City Hall* met gratuitement à leur disposition des camions et leur propose un dédommagement de 1 000 RM. Malgré les promesses des pouvoirs publics, certains habitants restent réticents à l'idée de

s'installer si loin de leur quartier. La description¹⁶¹ des conditions de vie d'une famille qui occupe un taudis à Kampung Pandan est à ce sens très significatif :

« ...Letchumi Krishnan, 45, shares a house with her husband, mother and four children. The dark and dingy abode looks gloomy and depressing. The floor boards are broken and damp in many places and the window panes are missing... The poverty line income based on 9th Malaysia Plan condises a family to be poor if it earns below RM 720. In the case of Letchumi, the sole bread winner in the family, she works in a garment factoty earning RM 700 a month.... The only reason she is able to survive is because she does not have to pay for rent or transportation... »

Le coût socio-économique qu'entraîne le relogement en périphérie de la ville remet en question les moyens de subsistance de la famille. Les populations des bidonvilles occupent souvent des emplois peu qualifiés (ouvriers, conducteurs, gardiens, maids, activités informelles, etc.) qui n'existent souvent pas sur le site de relogement. Les revenus du ménage risquent aussi d'être amputés suite à la perte de l'emploi. La scolarité des enfants est également perturbée. Les enfants qui suivaient un enseignement dans des écoles tamoules sont souvent obligés d'intégrer une école avec un enseignement malais. La moins bonne maîtrise de cette langue par rapport à leurs camarades malais est à l'origine de l'échec scolaire et de la déscolarisation des adolescents. En outre, le relogement dans des périphéries mal adaptées aux besoins des Tamouls et mal desservies en transports est perçue comme une manifestation visible de leur exclusion socio-spatiale de la capitale. C'est ce qui explique que ces Tamouls pauvres perçoivent la politique urbaine de l'État comme un nettoyage des bidonvilles visant à faire déguerpir les populations les plus pauvres et plus particulièrement les Tamouls. Si cette destruction des logements informels est mal vécue par les squatteurs tamouls, il en est tout autrement des Tamouls occupant les secteurs formels du quartier ou ceux qui souhaitent profiter du réaménagement urbain pour s'y installer.

e. Tous les Tamouls ne sont pas mécontents de la politique d'éradication des slums.

L'hétérogénéité de la communauté tamoule se retrouve dans la différence de perception face à la politique d'éradication des bidonvilles conduite par les pouvoirs publics. Plus que la conscience ethnique, c'est la conscience de classes qui est déterminante pour comprendre le positionnement des classes moyennes et aisées tamoules.

161. Source : <http://poobalan.com/blog/indian/2009/09/26/kg-pandan-indian-settlement-temple-and-school-to-remain/>

La destruction des bidonvilles abritant une forte communauté de Tamouls pauvres est souvent encouragée par les classes moyennes et supérieures pour différentes raisons. Cette politique est notamment soutenue afin de mettre fin à l'image négative que les squatteurs donnent de la communauté. Comme le signale Mosses, c'est l'association de l'identité tamoule aux gangs et à la criminalité dans ces bidonvilles qui pose problème.

« ...Police sometimes scoured the area for the more notorious ones [gangsters after a particularly gruesome gang clash in Brickfields or other Indian settlements in Kuala Lumpur. There were numerous squatter settlements scattered across the face of Brickfields which supplied a steady stream of young and impressionable members to these gangs. Just like football, there were home and away matches between gangs. A Brickfields gang sometimes crossed over to the Sang Peng Road Flats for a fight with a gang from that area, the latter returning the favour some time later. The Sentul and Kampung Pandan Indians were also in on the arrangement by mutual consent. »

(Moses, 2007, p. 95)

L'éradication des bidonvilles et le déplacement des Tamouls pauvres hors des limites de la ville sont pour cette raison jugés comme étant des mesures indispensables pour mettre fin aux activités illicites et répréhensibles. Cela leur apparaît être le meilleur moyen pour imposer une nouvelle image de la communauté qui serait celle des classes moyennes et cultivées. En ce sens, l'aspiration de ces Tamouls rejoint en partie celle de l'État d'imposer un nouvel environnement qui se veut propre et moderne. Le changement de physionomie de Brickfields (chapitre 4) est certainement l'exemple le plus emblématique. La disparition progressive des zones d'habitations informelles permettant la création d'un quartier vitrine participe à l'amélioration de l'image de la communauté.

En outre, cette politique d'éradication des slums est également bien accueillie par les Tamouls vivant dans les secteurs formels de ces quartiers ou encore ceux qui comptent profiter du réaménagement urbain pour s'y installer. La proximité physique de squatteurs est souvent perçue péjorativement par les habitants de certains secteurs formels. Le témoignage d'une ingénieure tamoule, vivant dans le secteur légal de Kampung Pandan, non loin des bidonvilles, souligne la difficile cohabitation entre les différentes classes socio-économiques tamoules du quartier.

Interviewer : « Quels sont les problèmes que vous rencontrez à Kampung Pandan ? »

Interviewée : « La vie dans le quartier est déplorable à cause de la présence des bidonvilles. Il y a beaucoup de criminalité et plusieurs gangs qui se battent entre eux pour contrôler les trafics. Nous vivons quotidiennement dans l'insécurité avec la peur d'être volé ou agressé. Nous ne sortons jamais de chez nous après 20h pour éviter les problèmes car c'est le moment où les gangs deviennent actifs. La décision de la municipalité de nettoyer ce bidonville et de reloger ces personnes loin afin de redévelopper le quartier est une excellente chose. Par contre, la mairie n'aurait pas dû arrêter d'assurer les services publics comme le ramassage des ordures pour inciter les squatteurs à partir. Le problème c'est que les résidents des secteurs formels sont également indirectement

affectés. Les habitants des slums continuent à jeter leurs ordures et ne sont pas pour autant décidés à partir. Cela ne règle pas le problème mais pour nous l'odeur est totalement insupportable et nous sommes pris au piège. »

Interviewer : « Mais pourquoi continuez-vous d'habiter ce quartier malgré tous ces problèmes ? »

Interviewé : « J'aurais bien aimé partir mais je suis obligée de rester à cause de la famille. Mes parents sont attachés à cette maison. C'est mon grand-père qui l'a construite. Du coup, j'espère que les taudis seront évacués et rasés au plus vite pour avoir enfin un meilleur cadre de vie. »

Femme de 30 ans, ingénieure, enquête réalisée à Kampung Pandan, juin 2009

La proximité du bidonville est donc mal vécue par certains habitants des secteurs formels qui y voient une source de dégradation du cadre de vie et d'insécurité. Il n'est donc pas étonnant que ces personnes ne s'opposent pas à la politique urbaine développée par l'État. Le changement de physionomie de ces quartiers avec la disparition progressive des zones d'habitations informelles, la création de commerces, de services et de résidences privées sont à l'origine d'un changement de la composition socio-économique. La sécurité, la qualité du logement et de son environnement immédiat deviennent des conditions importantes pour attirer et inciter ces classes sociales aisées, et notamment des Tamouls, à s'installer voire à y acheter des logements. La construction de résidences fermées et sécurisées de haut standing (condominium) symbolise cette transformation. Une fois le processus de gentrification engagé, la demande logements neufs et modernes par les classes aisées augmente. Cela attise la pression foncière et la concurrence pour les terrains. Les intérêts des classes moyennes et aisées diffèrent alors de ceux des classes populaires des bidonvilles. Ainsi, malgré les déclarations de certains médias tamouls, la solidarité communautaire doit être relativisée car les différentes classes socio-économiques qui vivent dans ces territoires n'ont pas les mêmes aspirations pour leur quartier. D'une certaine façon, nous avons à faire à deux mondes qui s'ignorent voire se méprisent. L'attitude des Tamouls hindouistes des classes moyenne et supérieure vis-à-vis des projets de déplacements ou de destructions des temples informels est significative. Alors que les agents de l'État prennent soin de ne pas donner l'impression de profaner les lieux de culte des squatteurs, les Tamouls des classes aisées ne semblent pas concernés par cette question (Baxstrom, 2008, p. 204). La non identification à ces temples et à leurs fidèles explique cette prise de distance. Au contraire, le manque de sympathie pour les pratiques religieuses jugées non orthodoxes et condamnables amène ces classes sociales hindouistes à voir d'un bon oeil la disparition de ces temples hindouistes. Les différences socio-économiques intracommunautaires ne doivent donc pas être sous-estimées. Tous les Tamouls ne s'opposent pas à la politique d'éradication des bidonvilles menée par l'État et les classes les plus aisées y trouvent même leur intérêt.

L'éradication des bidonvilles est à l'origine de conflits entre l'État et les squatteurs tamouls. Pour les membres de cette minorité, l'État menace à la fois individuellement leur droit à vivre dans leur maison mais aussi l'existence même de territoires historiques tamouls. Face à la détermination des pouvoirs publics de vouloir détruire les bidonvilles, les squatteurs tamouls se retrouvent totalement impuissants. Le caractère légal de ces destructions leur laisse peu de marge de manœuvre pour infléchir les décisions de l'État. En outre, les critères d'éligibilité pour bénéficier de compensations et les alternatives de relogement, qui ne tiennent pas toujours compte de l'intérêt des habitants expulsés, attisent leur mécontentement. Si les squatteurs vivent difficilement leur expulsion et le redéveloppement de leur quartier, les autres Tamouls sont souvent indifférents voire favorables aux déguerpissements des plus pauvres. La politique d'éradication des bidonvilles favorise ainsi, chez les Tamouls les plus précaires, le sentiment qu'ils sont une nouvelle fois marginalisés et indésirables. Cette perception négative du rôle de l'État participe à freiner leur intégration. À l'inverse, la politique urbaine menée par les pouvoirs publics est perçue par les classes tamoules les plus aisées comme une opportunité d'améliorer l'image de la communauté grâce notamment au processus de gentrification qui s'opère dans ces territoires. Dans leur cas, la destruction des bidonvilles ne constitue pas un facteur pesant sur leur sentiment d'être plus ou moins bien intégré. Cette métamorphose urbaine qu'a connu Kuala Lumpur et la dispersion des Tamouls a fortement transformé leur pratique de la ville et la société tamoule de la capitale s'est transformée elle aussi.

3. Les transformations sociales et la citoyenneté des Tamouls depuis le réaménagement urbain.

La destruction des bidonvilles concentrant une importante population de squatteurs tamouls et le relogement de ces derniers dans les immeubles sociaux sont à l'origine d'importantes transformations. Ces Tamouls doivent ainsi reconstruire leur vie dans un espace urbain concentrant une forte densité de pauvres, où ils sont largement minoritaires, alors qu'ils ne peuvent plus compter sur le soutien de la famille élargie et d'un réseau de voisinage connu. Les nombreuses difficultés (délinquance, déscolarisation, crise identitaire, « désavantage » comparatif, etc.) rencontrées par les Tamouls résidant dans ces immeubles sociaux renforcent la stigmatisation des membres de cette communauté qui se sentent marginalisés. Par ailleurs, le réaménagement de la ville a également modifié la citoyenneté des

Tamouls. Leur pratique ethnique de la ville devient réticulaire et ils sont surtout amenés à fréquenter des espaces communs où ils cotoient les membres des autres communautés. Cette expérience et les parcours de vie ne sont pas sans conséquence sur la façon dont ils perçoivent leur identité.

A. Les Tamouls et la pratique des espaces de nostalgie.

Les quartiers informels détruits par la politique urbaine de l'État préservent souvent une place à part dans la mémoire des anciens habitants. Bien que ces espaces aient été parfois entièrement vidés de leurs habitants d'origine, la pratique du quartier, individuelle et collective, par ces Tamouls perdure. Le lien qu'entretiennent les anciens squatteurs avec l'endroit où ils ont vécu n'est donc pas totalement rompu mais le risque, qu'avec le temps, les générations qui n'ont pas connu la vie dans ces kampungs s'en détournent est réel.

Les temples hindouistes informels, préservés malgré la destruction des bidonvilles, demeurent pour les anciens squatteurs d'importants géosymboles dans lesquels restent ancrés le sentiment d'appartenir à un territoire qui a été pendant des années investi. Le caractère sacré de ces bâtiments, où les fidèles ont eu pour habitude de se rendre pour obtenir une aide divine et leur rôle dans la constitution d'une communauté socio-culturelle, leur donnent une importance particulière aux yeux des anciens squatteurs tamouls. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la sacralité conférée à un espace, due à la présence d'un bâtiment religieux, peut subsister malgré la démolition du temple. En effet, Baxstrom évoque dans son ouvrage consacré à Brickfields le cas d'un Tamoul qui, malgré le déplacement d'un temple hindouiste pour permettre la construction des condominiums de Palm Court, continue de se rendre à l'emplacement originel de l'édifice religieux (où un arbre a été planté) pour y déposer des offrandes et y faire des prières (Baxstrom, 2008). Bien que le temple ait été déplacé à quelques centaines de mètres de l'arbre, pour cet homme, c'est bien le site originel qui conserve le caractère sacré et qui continue à abriter la protection et la puissance divine. Malgré les gardiens du condominium qui tentent de lui interdire l'accès à cet espace devenu privé, ce dernier, accompagné par d'autres fidèles, continue à venir discrètement honorer cet espace qu'il considère comme sacré. Cette relation spirituelle qui relie les croyants à certains lieux ayant ou abritant des temples est également vrai dans le cas des populations qui ont été chassées du quartier. À Brickfields, dans le dernier secteur d'habitations informels, deux

temples hindouistes sont encore entretenus par quelques fidèles au moment de l'enquête de terrain (juin/juillet 2009). Des prières et des offrandes continuent à y être réalisées par les personnes restées vivre près du bâtiment religieux. Dans le cas du temple de Sri Padapathira Kaliyamman, les fidèles sont arrivés, après plusieurs mobilisations, à obtenir un accord avec la ville pour légaliser la situation du bâtiment et garantir son existence malgré le projet de réaménagement de cette partie du quartier. Dans le second cas, les membres du comité de direction du temple de Muniswaran ont accepté sa démolition après négociation. Dans les deux cas, les anciens fidèles, qui ont été presque tous expulsés, sont revenus célébrer la fête annuelle de leur temple (planche photographique 13). Les fidèles interrogés sur la raison pour laquelle ils continuent de revenir dans le temple alors qu'ils ne vivent plus dans le quartier, voire dans la ville (certains vivent désormais à Klang), ont souvent mis en avant l'attachement à un lieu sacré qui a été le centre de leur vie pendant des années et qui a été la maison de leur dieu protecteur. Cet espace religieux a aussi une fonction de ressourcement identitaire. La pratique d'un hindouisme populaire, si elle est dépréciée par les classes moyenne et supérieure, rassemble les membres de ces petites communautés dont les croyances, les rites et les pratiques peuvent diverger d'un temple informel à l'autre à l'intérieur d'un même bidonville. En outre, ces temples demeurent des espaces de vie primordiaux. C'est là que la communauté a l'habitude de se retrouver pour la fête du temple et partage ensemble l'expérience de la pratique de la possession ou de la scarification. Les temples conservent ainsi leur fonction de haut lieu de sociabilité communautaire. Enfin, ces édifices religieux sont souvent les derniers à être détruits ou déplacés au contraire des autres bâtiments informels. Ces temples sont ainsi les derniers édifices de l'époque du bidonville à être conservés. Dès lors, ces édifices deviennent les derniers lieux de mémoire et donc le dernier lien avec le passé pour la communauté qui l'a occupée. L'attachement à ces géosymboles se traduit donc par une pratique de ces édifices qui ont été préservés et qui permettent de maintenir un lien avec le territoire et une certaine solidarité des fidèles malgré leur éparpillement géographique.

Toutefois, nous pouvons nous interroger sur la pérennité de cette pratique liée à la mémoire et se demander si ces temples malaisiens ne risquent pas à terme de connaître la même évolution que les temples informels de la cité-État suite à l'éradication des bidonvilles. Le relogement massif des Singapouriens a eu des conséquences sur les pratiques religieuses. Ainsi, alors que les temples hindouistes étaient fréquentés par une communauté de castes qui y vénérât le dieu de leur village d'origine, le bouleversement de la répartition spatiale des communautés a transformé le profil des fidèles fréquentant les édifices religieux de ces quartiers devenus multiculturels. C'est ce que nous rapporte Babb :

« An example is provided by the case of Munisworan Temple located near the railway tracks, in the southern part of the island, the temple was built in the 1930^s to serve hindu railway workers living near by subsequently, the character of the area changed completely and by the early 1960^s, the neighbourhood was dominated by a large public housing complex and the temple itself has reached a state of advanced dilapidation. Feeling the need for a temple near by, some Hindu residents of the housing complex took the temple in hand and by 1967, it had been rebuilt on a considerable larger scale, the temple flourishes today, but no longer as a temple, serving a small, ethnically homogeneous residential community. Rather, it has become a source for all Hindus who live in an interethnically heterogeneous neighbourhood, just as there are churches, mosques and temples serving other ethnic and religious groups in the same area. The deity it houses is no longer in any sense a territorial god but has become simply a deity who may be worshipped by those who happen to live near by. »

(Babb, 2000, p. 169)

La relocalisation des populations a ainsi permis, dans ces nouveaux quartiers multicommunautaires, de rassembler dans les mêmes lieux de culte les membres d'une communauté religieuse au-delà des distinctions ethniques ou de castes. Le changement de profil de la population qui fréquente ces édifices est à l'origine d'une transformation de la pratique religieuse. Le brassage de la population et le départ des fidèles originels de ces temples a favorisé une brahmanisation de la liturgie. La pratique des rites hindouistes populaires est réduite au profit d'un hindouisme plus orthodoxe et socialement plus prestigieux et dans lesquels les prêtres brahmanes ont toute leur importance. Malgré les liens encore préservés par les anciens squatteurs de Brickfields avec leur temple informel, il n'est pas improbable que ces temples soient, comme à Singapour, réinvestis par d'autres communautés hindouistes tamoules, d'autant que le lien des descendants des squatteurs avec le quartier et les temples n'est pas assuré d'être préservé. La pratique religieuse dans ces édifices risque dès lors d'être modifiée avec une volonté des nouveaux fidèles de prier « dans les règles ».

Au final, en continuant à fréquenter ces géosymboles marquants dans leur vie, les anciens résidents de Brickfields tentent maintenir un lien avec leur passé en parcourant des espaces de nostalgie comme l'évoque Moses :

« What they say about your first love is true. I have ever quite forgotten Brickfields nor have I got over leaving the place I once called home...I still look for familiar faces whenever I walk about the old neighbourhood and I am seldom disappointed. I still attend service at the Zion Church every Sunday. And my weekly visits to the church are never complete without a glance at the Hundred Quarters¹⁶². How can a mere place have such an effect on me ? I guess I left my heart in Brickfields. »

(Moses, 2007, p. 204)

162. *Hundred Quarters* est le nom donné aux logements de fonctionnaires situés dans les rues jalan Rozario et jalan C. A. Thong. L'auteur du livre a vécu dans le quartier et y a notamment passé toute son enfance. À travers son livre, Balan Moses espère laisser une trace, un témoignage de ce qu'était la vie de son quartier avant la politique de réaménagement initiée par les pouvoirs publics qui a totalement transformé Brickfields en un quartier vitrine.

Planche photographique 13 : Festivals de temples informels à Brickfields.

A/ Fête annuelle du temple de Muniswaran.



© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

Cette photographie à été prise à l'occasion de la fête annuelle du temple informel de Muniswaran à Brickfields. Bien que les dévots du temple ont presque tous été expulsés, ils sont spécialement revenus pour célébrer Muniswaran. Ce temple continue de conserver malgré la destruction du bidonville sa fonction de haut lieu de sociabilité communautaire.

B/ Offrandes au dieu Muniswaran.



© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

La pratique de la religion dans les temples informels est plus « populaire » (folk deities) comme en témoigne les offrandes présentées à Muniswaran. Les fidèles lui présentent des fleurs, des fruits, du lait mais également de la bière, un cigare et un plat cuisiné comportant des œufs et de la viande. Le sacrifice d'animaux ou l'offrande d'alcool et de tabac, qui seraient jugés déviantes par des hindouistes orthodoxes, sont au contraire jugés être plus appropriées par les fidèles pour satisfaire Muniswaran.

C/ La pratique de possession lors de la fête annuelle du temple de Sri Padapathira.



© Madavan, Brickfields (Malaisie), 2009.

Cette photographie a été prise lors de la fête annuelle du temple de Sri Padapathira Kaliyamman de Brickfields. Au cours de cette célébration l'homme assis sur la chaise est possédé par la divinité. Les autres dévôts viennent, un par un, l'honorer et lui demander la bénédiction divine.

Les anciens squatteurs cherchent ainsi à retrouver par la fréquentation, plus ou moins régulière, de leurs lieux de cultes, leur ancien quartier « leur Brickfields » perdu. Cette citadinité particulière peut être qualifiée de pratique urbaine de nostalgie car la recherche du passé de ces personnes se heurte à la nouvelle réalité du quartier dont la physionomie, l'image, les fonctions et la population ont été transformées. Ce sont finalement des lieux à forte charge émotionnelle mais également de déception de ne plus se sentir chez soi dans son ancien lieu de vie.

Les Tamouls qui ont dû quitter Brickfields, Sentul ou encore Kampung Pandan suite à la politique de réaménagement de l'État préservent malgré les années une blessure due à la perte d'un lieu de vie où ils avaient leurs repères spatiaux, sociaux et culturels qu'ils savent ne plus jamais pouvoir retrouver. À ce mal être s'ajoute la nécessité pour ces personnes de devoir réinvestir un nouveau logement, un nouveau quartier et adapter leur pratique de la ville du fait de son réaménagement.

B. Les Tamouls expulsés face au défi de la reterritorialisation dans les immeubles sociaux.

Les squatteurs tamouls qui ont été relogés dans des appartements sociaux doivent s'adapter à un nouvel environnement urbain vertical multiculturel et dans lequel se concentre une forte densité de population pauvre. Ce changement de lieu de vie n'est pas anodin. L'aménagement dans les immeubles sociaux entraîne aussi une transformation de la structure familiale et une perte de la solidarité du réseau de voisinage qui participaient tous deux à encadrer les jeunes. Les difficultés rencontrées par les résidents tamouls de ces immeubles sociaux (délinquance, déscolarisation, crise identitaire, « désavantage » comparatif, etc.) participent à la dégradation de l'image de la vie dans les immeubles sociaux et à la stigmatisation des Tamouls qui y résident.

Les anciens habitants des bidonvilles qui sont relogés dans des immeubles sociaux standardisés se retrouvent face à la nécessité de s'approprier leur nouveau logement et un environnement totalement étranger. Pour cela, ils doivent transformer le cadre de vie pour l'adapter à leur « manière d'habiter » (Gervais-Lambony, 1994) tamoule. La pratique d'un ensemble de règles et de coutumes, caractérisées socialement et culturellement, leur permet de s'approprier progressivement leur nouveau toit comme leur maison. Mais cette pratique de la

maison est néanmoins très différente de celle qu'ils avaient dans leur bidonville. Les résidents de ces appartements doivent adapter les comportements familiaux au nouvel environnement. Le relogement des squatteurs dans des appartements sociaux est à l'origine de la transformation des liens de solidarité familiale traditionnelle. L'attribution des logements à des familles nucléaires entraîne une recomposition familiale avec l'abandon de la structure étendue. Cette mesure entraîne l'éclatement des familles avec l'autonomisation de chaque famille nucléaire. La distance physique réduit les échanges de services qui existaient entre les membres de la famille étendue. Ces personnes qui avaient l'habitude de se fréquenter quotidiennement à l'époque du bidonville ne se voient plus qu'à l'occasion de visites au domicile des proches dont la fréquence varie en fonction de la distance qui les sépare.

En outre, le changement de cadre de vie est aussi à l'origine de la perte des réseaux de voisinage qui assurait les fonctions de soutien et de contrôle de la structure sociale. Le témoignage de Moses sur le rôle joué par le voisinage à Brickfields sur la supervision des jeunes est à ce titre éloquent :

« Another aspect of good neighbourliness at that time was reflected in most of the parents being the « eyes and the ears » for one another. The result: The safety of children was never a concern. One could never really be out of the sight of the ubiquitous neighbour who « informed » parents on the activities of the more adventurous children in the area. For example, if a teenager was seen with friends who smoked, news would filter back to the relevant parents, with a word of caution that the boy was mixing with questionable company. It was even worse for the girls. If one of them was seen, however innocently, chatting with a boy, word go back and a permanent curfew would be declared by the parents wanting to protect the virtue of their daughter. Henceforth, she would be chaperoned wherever she went... While they may have seemed cruel at that time, it was just a case of parents doing what they thought was best for their children. »

(Moses, 2007, p. 37)

C'est cette supervision, qui permettait à un voisinage qui se connaissait de veiller à ce que les plus jeunes ne tournent pas mal, qui disparaît lorsque les squatteurs se retrouvent relogés dans les immeubles sociaux. La perte des repères physiques et du rôle d'encadrement que jouaient à des degrés divers les membres de la famille étendue et du voisinage fait évoluer les enfants des anciens squatteurs dans un environnement caractérisé par une faible supervision. Ces changements sont souvent présentés comme des facteurs explicatifs de l'important taux de criminalité de la jeunesse tamoule habitant ces immeubles sociaux. Un révérend, qui s'occupe d'un centre de réinsertion de jeunes descolarisés et qui ont été mêlés à des activités de délinquance, déclare ainsi :

« Le développement urbain a créé de nouveaux problèmes pour les Tamouls. Les jeunes qui habitent dans les logements sociaux vivent dans un voisinage multiculturel à haut risque. Ils évoluent dans un environnement socio-économique déshérité. Les immeubles sociaux sont en quelque sorte les nouveaux territoires de la

marginalisation des Tamouls. Les membres de la communauté y sont marginalisés parmi les marginalisés. En effet, à la marginalisation économique s'ajoute la discrimination ethnique. Les jeunes tamouls de ces quartiers sont perdus, ils n'ont pas de repères et les parents sont souvent défaits ou dépassés. Ces jeunes sont aussi confrontés à une crise identitaire. Ils ne connaissent pas leurs racines. Ils s'interrogent sur leur place dans la société en tant que malaisien et sur leur futur. Beaucoup sont en échec scolaire. Ils ont peu de personnes dans leur entourage capables de jouer un rôle de modèle positif. Dans ces conditions, ils valorisent souvent de grandes figures contestataires comme le leader des Tigres Prebhakaran qui se bat pour le droit des Tamouls de Eelam, Periyar (E.V. Ramasamy Naiker) qui a mené la lutte contre les discriminations de caste, l'HINDRAF qui combat l'État pour défendre les droits des hindouistes et même plus généralement des Indiens ou encore Gandhi pour sa lutte pour l'indépendance de l'Inde. Ces jeunes qui sont abandonnés par la société sont facilement impressionnables par les gangs qui apparaissent pour beaucoup comme le modèle de réussite à suivre. Ils ont l'impression que les gangsters les nourrissent, les défendent et surtout leur permettent d'être quelqu'un. C'est ce qui explique que tant de jeunes tamouls de ces quartiers se laissent tenter par les activités criminelles. Ils considèrent pour beaucoup qu'ils n'ont guère d'autre choix pour s'en sortir. L'État a sa part de responsabilité. Au lieu de criminaliser ces jeunes en les marginalisant, il devrait tout faire pour les intégrer et mettre les moyens pour les aider à réussir leur études, les former et leur assurer plus de débouchés en matière d'emplois. »

Interview réalisée à Petaling Jaya, juillet 2009

La difficile adaptation au changement d'environnement urbain et socio-culturel semble être à l'origine de nouveaux problèmes pour ces populations précaires et notamment d'une crise de la jeunesse tamoule. Toutefois, il est bon de rappeler que la stigmatisation des Tamouls pauvres, leur association aux comportements anti sociaux (alcoolisme, violence conjugale, etc.) et à l'activité criminelle étaient déjà vraies lorsqu'ils habitaient les bidonvilles. Les habitants de ces bâtiments sont pris au piège du même cercle vicieux. Leur retard socio-économique et la marginalisation qui en découle sont des facteurs expliquant le fort taux de délinquance de ces quartiers déshérités. Le souvenir du déplacement forcé reste présent et la nostalgie du bidonville explique l'idéalisation que font parfois certains anciens squatteurs tamouls de la vie qu'ils y avaient.

En outre, pour s'approprier leur nouvel espace de vie, les Tamouls ont du s'adapter à leur nouveau voisinage. Le voisinage constituant la première sphère autour de la maison, c'est l'espace dont la pratique est incontournable. C'est là que les Tamouls partagent une certaine proximité physique et une sociabilité avec les membres des autres communautés. Malgré les premières inquiétudes, cette proximité intercommunautaire favorise le développement d'une certaine tolérance de l'autre par le fait que les différentes communautés se cotoient quotidiennement. Par ailleurs, l'échange de cadeaux, de nourriture ou de discussions entre certains voisins permet de garantir une certaine concorde. Mais cette proximité ne signifie pas forcément qu'un nouveau réseau social se tisse entre les voisins. Le changement brutal d'environnement, avec un nouveau cadre de vie vertical et pluriethnique, est souvent ressenti comme un choc pour les anciens habitants tamouls des kampungs qui tentent de privilégier les liens avec les membres de leur communauté.

Par ailleurs, les Tamouls ont souvent tendance à se comparer aux Malais alors que

dans les kampungs c'était plutôt la comparaison intracommunautaire qui primait (Jayasooria, 2008). Étant minoritaires dans ces immeubles sociaux, les Tamouls évoluent dans un environnement multilinguistique dans lequel ils sont souvent amenés à parler malais. L'inscription des enfants dans des écoles publiques, dont l'enseignement est prodigué en malais, est à l'origine de tensions avec des jeunes qui n'emploient plus que cette langue y compris au foyer. Cette évolution nourrit l'inquiétude, de certains membres de cette minorité, que le relogement des Tamouls dans ces logements sociaux favorise une certaine acculturation. En outre, la perception que les Malais bénéficient de plus d'avantages sociaux de la part de l'État, du fait de leur appartenance à la communauté des Bumiputras, renforce leur sentiment d'injustice. À cela s'ajoute les difficultés qu'éprouvent les résidents tamouls avoir à disposition une salle commune pour accomplir les rites funéraires hindouistes alors que les Malais obtiennent plus facilement une salle commune pour réaliser les derniers rites religieux au défunt¹⁶³. Cette situation est vécue comme une discrimination supplémentaire de la part de la majorité. Cela explique qu'un certain nombre de Tamouls vivant dans ces logements sociaux a l'impression de n'être toléré qu'à condition de rester transparents et ne pas poser de problèmes.

Si certains médias tamouls tentent d'alerter l'opinion publique de la communauté sur l'inégalité de traitement entre les Malais et les Sud-asiatiques malaisiens dans ces logements sociaux, ces derniers n'ont que peu d'échos auprès des autres communautés et surtout des autorités publiques. À cela s'ajoute le fait qu'ils ne constituent pas une communauté territoriale culturelle solidaire pour se faire entendre. À la différence des kampungs dans lesquels les Tamouls connaissaient parfois leurs voisins depuis plusieurs générations et où ils existaient des liens de solidarité, dans les immeubles sociaux il existe moins d'interactions entre les membres de cette communauté. Ils se cotoient sans forcément se connaître ou développer de liens sociaux forts. La mobilisation ethnique est d'autant plus difficile que l'expérience du délogement des bidonvilles leur reste en mémoire. L'impuissance face à l'action publique est d'une certaine façon intériorisée.

Si l'appropriation de leur nouveau logement social est réelle, il existe tout de même une certaine nostalgie des *kampungs*. La comparaison avec la situation des voisins malais, la crise identitaire ou la précarité des membres de la communauté qui y résident, et dont certains tombent dans la délinquance, entraînent une dégradation de l'image de la vie dans les

163. Source : <http://www.humanrightspartymalaysia.com/2010/01/27/poor-indian-denied-funeral-rites-hall-low-cost-flats/>

immeubles sociaux. Le souvenir du relogement forcé et le sentiment d'être marginalisé nécessitent du temps et une meilleure prise en charge des problèmes de cette minorité pour favoriser sa réelle intégration afin qu'elle ne se sente plus mise à l'écart. Le réaménagement urbain de Kuala Lumpur et la redistribution géographique des Tamouls dans la capitale a entraîné une transformation de leur citoyenneté. Leur pratique de la ville s'en est trouvée souvent modifiée.

C. Les Tamouls face au défi de recréer une nouvelle citoyenneté.

La transformation urbaine de la capitale et le relogement des populations, qui s'en est suivi, ont des conséquences sur l'ancrage des Tamouls et sur leur rapport au territoire. L'éclatement des anciens *kampungs* tamouls est à l'origine d'une dispersion de la population tamoule qui évolue désormais, le plus souvent, dans des environnements où elle est largement minoritaire. Cette évolution entraîne une transformation de la pratique ethnique de la ville des Tamouls, qui devient plus réticulaire. Dans le même temps, les membres de cette minorité sont surtout amenés à pratiquer des espaces communs où ils côtoient les membres des autres communautés. Cette expérience n'est pas sans conséquence sur la façon dont ils perçoivent leur identité.

La destruction des anciens bidonvilles tamouls met fin à une pratique urbaine qui se concentre surtout dans le quartier de résidence où les Tamouls habitent avec de nombreux membres de leur famille et des amis dans le voisinage. Ils disposaient à proximité de leur maison des lieux d'« entre soi communautaire ». La situation qui émerge après la destruction des espaces d'habitations informelles est bien différente. La politique de quota dans l'attribution des logements sociaux ne permet pas de maintenir la proximité géographique des membres de la famille étendue et des anciens voisins. Il en est d'ailleurs de même pour les Tamouls des classes moyennes qui s'installent dans les logements privés (condominiums, pavillons, bungalows) qui ont été érigés suite à la destruction des *kampungs*. Dans ce dernier cas, le choix du logement est réalisé en fonction de la qualité de ce dernier, de son environnement, de la sécurité et non de la proximité du réseau familial ou communautaire.

Bien que plusieurs facteurs (l'âge, le sexe, la configuration familiale, la classe sociale, la nature et le temps passé dans son logement, le fait d'avoir un emploi, etc.) conditionnent une pratique urbaine différenciée entre les Tamouls, l'éradication des bidonvilles a

généralement augmenté leur connaissance des espaces de la capitale. Avec la dispersion géographique des anciens squatteurs, les Tamouls doivent souvent se déplacer hors de leur voisinage, dans différents quartiers de la ville, pour entretenir les relations familiales ou les échanges sociaux avec les autres membres de leur communauté, que ce soit de manière informelle (visite à des amis) ou bien dans le cadre d'activités associatives ou politiques.

Par ailleurs, la promotion de quartiers vitrines, comme Brickfields, abritant une forte concentration d'équipements commerciaux, associatifs et religieux tamouls sont devenus de principaux nœuds où se concentrent la vie communautaire. Cette pratique permet aux Tamouls, malgré la disparition de leurs anciens bidonvilles, de se sentir chez eux dans la ville en y redéveloppant des pratiques sociales et en y recréant des lieux tamouls au rayonnement plus ou moins important selon le cas.

Dans le même temps, les Tamouls, qui habitent pour beaucoup dans des zones résidentielles où ils sont minoritaires, sont surtout amenés à évoluer dans des espaces communs aux différentes communautés. Qu'il s'agisse du lieu de travail, des parcs, des aires de jeux dans les immeubles sociaux, des commerces de proximité ou encore de l'école, les Tamouls y cohabitent ou fréquentent les membres des autres communautés. Ces lieux d'échanges intercommunautaires participent aussi à la construction d'une identité qui est plurielle du fait qu'un individu appartient à plusieurs groupes sociaux (ethnique, religieux, classe sociale, profession, âge, etc.) qui sont autant de marqueurs identitaires dans lesquels il peut se reconnaître et dont l'importance évolue en fonction du lieu, des personnes avec qui il se trouve ou du contexte socio-politique. L'individu est amené à arbitrer en permanence entre ses identités. Ainsi, la classe sociale peut constituer un marqueur identitaire bien plus important que l'ethnicité pour l'individu. La pratique urbaine des Tamouls de lieux à la fois communautaires et d'espaces communs intercommunautaires participe à une hybridation culturelle qui est particulièrement visible dans le cas des jeunes comme le souligne Quah en évoquant l'exemple de Singapour.

« ...the young Chinese Singaporeans are still recognizably culturally as Chinese but they are also recognizably different from their parents and grand parents culturally as the latter are « very Chinese ». The younger Chinese Singaporeans now habitually speak Singlish and enjoy Malay, Indian and European food and are quite at home with their Malay, Indian, Eurasian or European colleagues or friends. However, their « very Chinese » parents or grand parents would feel awkward in behaving in the same way as they tend to be more prejudiced, less knowledgeable about non Chinese cultures and have less in common with them. In the long process of cultural fusion, the Chinese have become Chinese-Singaporeans, Indians have become Indian-Singaporeans and Malays have become malay-Singaporeans. »

(Quah J.S.T., 1990, p. 17)

Les jeunes générations singapouriennes, qui n'ont connu que l'environnement urbain moderne et multiculturel, tendent à partager plus de choses en commun malgré leurs différences culturelles que les générations précédentes. Le rôle de l'école, comme lieu privilégié où se développe des passerelles d'échanges et d'acceptation intercommunautaire, favorise cette évolution. Pour autant, le parcours de vie personnel doit être pris en compte pour comprendre les différences de représentation identitaire et des pratiques individuelles de la ville. Le témoignage d'un pasteur rencontré à Brickfields souligne cette importance de l'expérience personnelle qui peut être à l'origine de différences au sein d'une même fratrie.

« Est ce que je suis Tamoul ? Oui, mes parents le sont mais ce n'est pas si important pour moi. J'ai longtemps vécu aux États-Unis et ma femme est Américaine. J'ai dû revenir car la santé de ma mère s'est dégradée. L'identité tamoule n'a pas de sens pour moi. Mes amis sont de toutes les origines. Ce n'est pas moi que vous auriez dû interviewer mais mon frère. Lui, c'est mon opposé. Il revendique fièrement sa tamoulité. Tous ses amis sont Tamouls et il passe tout son temps à Serangoon. Il est comme obsédé. Il pense que nous devons être fiers de notre héritage, de la langue et de la culture tamoule et la défendre. »

Interviewé en mai 2009, à Little India (Singapour)

Le repli identitaire de certains membres de cette minorité s'explique souvent par la volonté de défendre son exception culturelle ou encore au fait d'avoir le sentiment d'être marginalisé. La pratique urbaine des Tamouls dépend donc aussi des parcours de vie, de la manière dont chacun perçoit son identité et de sa place dans la société.

S'il est indéniable qu'il existe des différences dans la perception identitaire des Tamouls, il faut tout de même se méfier du caractère souvent caricatural et artificiel de l'opposition qui est faite entre l'identité nationale et l'identité ethnique. Les marches Bersih¹⁶⁴ organisées en 2007 contre la corruption en Malaisie en sont un bon exemple. Ces manifestations ont été l'occasion pour les Indo-Malaisiens, Sino-Malaisiens et les Malais du pays de se retrouver pour lutter ensemble pour leurs droits. D'ailleurs, les militants Hindraf, présents à ces manifestations et qui se présentent comme des défenseurs des droits des Indo-Malaisiens, ont toujours veillé à affirmer leur identité malaisienne. Les dirigeants de ce mouvement contestataire prennent soin de préciser que leur combat n'est pas dirigé contre le pays mais bien contre le pouvoir en place : l'UMNO et ses alliés. Ainsi, même s'ils se sentent marginalisés par l'État, ces Tamouls affirment faire partie à part entière de la société.

Si le relogement des anciens squatteurs dans des logements sociaux constitue une amélioration de leurs conditions sanitaires de vie, il ne résoud pas pour autant leurs problèmes. Ce cadre de vie, qui concentre une forte densité de population défavorisée, est stigmatisé comme un espace de criminalité et de maux sociaux (violences domestiques,

164. *Bersih* signifie "propre" en malais.

alcoolisme, etc.). Les résidents tamouls, qui ne peuvent plus s'appuyer sur la solidarité de la famille élargie et d'un voisinage, sont confrontés à des difficultés supplémentaires. Ces derniers ont l'impression d'être doublement discriminés, du fait de leur statut socio-économique et de leur ethnicité. L'impression que leurs voisins malais sont plus soutenus par les pouvoirs publics, la peur d'une possible acculturation de la jeunesse dans un environnement dominé par les Malais ou encore le manque de poids politique pour défendre leurs droits renforcent leur sentiment d'être marginalisé.

Par ailleurs, la destruction des bidonvilles, connus pour avoir une importante population tamoule et la dispersion de cette dernière dans la capitale et dans sa périphérie, les conduit à adopter une pratique ethnique réticulaire de la ville. Les visites à la famille et aux amis, la fréquentation des espaces religieux, d'associations et de commerces communautaires ou encore la pratique nostalgique des anciens quartiers de résidence augmente la connaissance de la ville par les Tamouls. Mais tous ces points n'ont pas la même fonction et capacité d'attractivité. Brickfields qui compte une importante concentration d'associations, de commerces et de services tamouls et des lieux de cultes très renommés et fréquentés devient le centre de ce réseau et le cœur de l'activité communautaire. Mais la pratique de la ville par les Tamouls est loin de se limiter à ces lieux ethniques. Au contraire, dans un environnement urbain dans lequel ils sont largement minoritaires ce sont les espaces communs, où ils côtoient les membres des autres communautés, qui dominent dans leur vie de tous les jours. Les parcours de vie et le sentiment d'être plus ou moins bien intégré par la majorité ont des conséquences sur les pratiques des Tamouls et leur représentation identitaire. Néanmoins, malgré les différences de perception qui peuvent exister, les revendications ethniques des Tamouls de Kuala Lumpur se sont toujours accompagnées d'une affirmation de l'appartenance à la nation malaisienne.

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons vu que la politique urbaine de l'État n'est pas sans conséquence sur l'inscription spatiale de l'identité tamoule, sur la vie et la pratique de la ville des membres de cette minorité mais également sur leur représentation identitaire et leur intégration.

Nous avons ainsi vu que les squatteurs tamouls de Kuala Lumpur sont très hostiles à la politique d'éradication des bidonvilles. Leur opposition s'explique à la fois par la remise en cause de leur ancrage territorial personnel à la ville mais également par la crainte que l'État tente de faire disparaître l'empreinte urbaine tamoule. L'action de l'État, malgré son caractère légal, est perçue comme injuste. L'impuissance de ces Tamouls face aux pouvoirs publics

participe à freiner leur intégration. D'ailleurs, le manque de négociations pour déterminer le montant des compensations et les solutions de relogement, jugées souvent pénalisantes, et parfois hors des limites de la ville, renforcent la conviction des squatteurs d'être laissés pour compte. Pour ceux qui ont été relogés dans des immeubles sociaux de la capitale, ils doivent essayer de s'intégrer dans un nouvel environnement multiculturel. Malgré le changement d'habitat, les Tamouls sont confrontés à de nombreux problèmes sociaux. En outre, à la marginalisation économique, s'ajoute le sentiment d'être discriminé en faveur des Malais. Le relogement dans un environnement où ils sont largement minoritaires est à l'origine de nouvelles tensions. La peur d'une possible acculturation et le fait que leur poids démographique ne leur permet pas de se faire entendre contribuent à les marginaliser d'autant plus. À l'inverse, les classes sociales tamoules plus aisées, qui ont des intérêts différents de ceux de la classe populaire, ont plutôt tendance à soutenir la politique de destruction des bidonvilles. L'expulsion des populations pauvres et la destruction de leurs taudis constituent pour ces classes tamoules une opportunité de transformer la physionomie, la composition socio-économique des quartiers historiques tamouls afin d'en faire des ethnoterritoires vitrines et améliorer ainsi l'image de la communauté.

Par ailleurs, le réaménagement de la ville et la dispersion des Tamouls modifient leur citadinité. En effet, la pratique ethnique de la ville, que ce soit pour des raisons sociales (visites amicales et familiales, fréquentation d'associations et de lieux de culte), des raisons pratiques (approvisionnement dans des commerces ethniques) ou pour la fréquentation nostalgique des anciens espaces de vie, prend un caractère réticulaire. Les quartiers vitrines, comme Brickfields, qui cumulent les fonctions économiques, sociales, religieuses et culturelles deviennent des centres de ce réseau et le cœur de l'activité communautaire. Néanmoins, la pratique urbaine des Tamouls ne se limite pas aux lieux ethniques et ces derniers sont surtout amenés à pratiquer des espaces communs où ils cotoient les membres des autres communautés. Si les parcours de vie ont des conséquences sur les pratiques urbaines de chaque Tamoul et leur sentiment d'être ou non marginalisés, il n'en reste pas moins que le partage de nombreux espaces et de lieux communs avec les membres des autres communautés nourrit leur sentiment d'appartenir à la nation malaisienne malgré leurs revendications ethniques.

Conclusion partie 2

Dans cette partie nous avons vu que l'inscription de l'identité tamoule dans l'espace et les pratiques urbaines de cette minorités sont le fruit de l'action des Tamouls mais également de l'État. Le chapitre 4 a montré le rôle des Tamouls dans le processus de territorialisation de leur identité. Le rapport que ces derniers entretiennent avec l'espace, qu'il s'agisse de leur logement ou des différents quartiers étudiés à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour, est très hétérogène. Pour certains Tamouls (issus des vagues récentes de déplacés de guerre ou de migrants économique), l'identification et l'intégration à la ville demeure difficile et le lieu de résidence est surtout perçu comme un toit. Dans les autres cas, la maison est au contraire essentiel dans l'ancrage de l'individu dans l'espace et est le premier lieu d'expression de son identité. À l'échelle des quartiers, le marquage ethnique et l'appropriation des quartiers par les Tamouls varie en fonction du degré de concentration de la population résidente tamoule ou d'équipements servant les besoins de la communauté (commerciaux, religieux, associatifs). Il est ainsi possible de distinguer trois types d'ethno-territoires tamouls à partir de la pratique et des relations que les membres de cette minorité entretiennent avec l'espace de ces quartiers : les territoires où ils sont majoritaires, les territoires vitrines de l'identité tamoule et les territoires tamouls résidentiels où ils sont minoritaires.

Le cinquième chapitre a mis l'accent sur le rôle de l'État sur l'inscription spatiale de l'identité tamoule et les pratiques urbaines des membres de cette communauté. Les politiques d'éradication des bidonvilles, le processus de gentrification ou la préservation de certains ethnoterritoires modifient l'empreinte urbaine tamoule et la distribution géographique de cette minorité dans la ville. Ces transformations, qui sont accueillies différemment par les Tamouls en fonction de la classe socio-économique à laquelle ils appartiennent et de leurs intérêts, ont également des conséquences sur les représentations identitaires et le sentiment d'intégration des Tamouls dans ces trois villes. En outre, le réaménagement urbain et la dispersion des Tamouls transforme leur pratique ethnique de la ville qui prend un caractère réticulaire dans lequel les quartiers vitrines s'imposent comme le cœur de l'activité communautaire. Dans un environnement urbain où les Tamouls sont surtout amenés à pratiquer des espaces communs où ils côtoient les membres des autres communautés, les ethno-territoires sont des géosymboles aux fonctions vitales (culturelle, sociale, économique) pour la communauté et qui la rend visible dans l'espace urbain de la ville. Cela explique les tensions qui peuvent surgir lorsque l'État entreprend de les transformer.

Troisième partie :

**Transnationalités et l'intégration
des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.**

Introduction de la troisième partie.

La troisième partie de ce travail considère les échanges transnationaux qui peuvent exister entre Tamouls et les dynamiques migratoires internationales contemporaines des Tamouls dans ces trois pays afin de comprendre leurs effets sur l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Le chapitre 6 prend en compte le rôle de l'existence d'une communauté tamoule mondiale et des échanges avec les deux principaux foyers d'origine tamouls (Tamil Nadu et le Nord et l'Est de Sri Lanka) dans la préservation de l'identité culturelle de cette minorité dans ces trois villes et dans le développement de liens de solidarité socio-politique transnationaux. Nous verrons ainsi comment les flux d'informations (cinéma, télévision par satellite, internet, propagande LTTE) influencent l'imaginaire des Tamouls d'Asie du Sud Est et la perception que ces derniers ont du Tamil Nadu et de l'Eelam. En outre, nous verrons si les liens transnationaux (réels ou imaginaires) que conservent les Tamouls avec les différents foyers d'origine constituent un frein à l'intégration des minorités tamoules de Malaisie et de Singapour ?

Le chapitre 7 est centré sur les migrations internationales de Tamouls en Malaisie, à Singapour et à Sri Lanka et leur conséquence sur l'identification voire l'intégration des citoyens tamouls des trois pays étudiés. La volonté de nombreux Tamouls sri lankais de quitter leur île et à l'inverse l'immigration à Kuala Lumpur et dans la cité-État de Tamouls d'Asie du Sud sont des facteurs qui redéfinissent le sentiment d'appartenance à la nation sri lankaise, malaisienne ou singapourienne de la part des membres de cette minorité.

Chapitre 6 : La perception des foyers d'origine par les Tamouls d'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de ce chapitre, nous verrons que la conscience d'appartenir à une communauté tamoule mondiale, qui comprend les Tamouls résidant dans les trois foyers de peuplement d'origine (Tamil Nadu et Pondichéry en Inde, ainsi que le nord et l'est de Sri Lanka) (figure 35) et les diasporas qui en sont issues (comprenant les émigrés tamouls et leurs descendants), favorise souvent le maintien de l'héritage culturel tamoul dans les pays d'installation. En outre, nous verrons que le Tamil Nadu, qui est perçu comme le berceau de cette civilisation, influence culturellement l'imaginaire de la communauté mondiale tamoule. Si ce foyer de peuplement d'origine tamoul est la principale référence culturelle pour les membres de cette communauté éparpillés à travers le monde, son rayonnement politique auprès de sa diaspora est limité par New Delhi, qui contrôle les relations internationales du pays, et dont les intérêts sont différents de ceux de Chennai. Enfin, nous verrons que la situation de Sri Lanka, qui abrite le deuxième foyer de peuplement tamoul, est perçue à travers le prisme de l'Eelam. En effet, les Tigres tentent avec leur propagande de mobiliser politiquement les membres de la communauté tamoule mondiale afin de soutenir leur combat pour l'établissement d'un Eelam indépendant, présenté comme indispensable pour la survie du foyer de peuplement tamoul sri lankais.

1. La communauté tamoule mondiale : un facteur de maintien identitaire.

La communauté tamoule mondiale est hétérogène du fait de la diversité des origines géographiques ou des trajectoires migratoires des membres des diasporas tamoules. Malgré ces différences, la conscience d'appartenir à une communauté transnationale favorise le maintien de l'héritage culturel tamoul chez ces derniers.

Les conditions historiques qui ont conduit à la présence tamoule dans le monde sont forts variées. Il est possible de distinguer les trajectoires migratoires qui résultent de la colonisation et ceux des migrations post-coloniales. Nous reprendrons dans le cadre des deux derniers chapitres de ce travail la distinction des auteurs de l'*Encyclopédie de la Diaspora indienne* (Brij *et al.*, 2008 ; Mishra, 2006) qui qualifient d'ancienne diaspora les populations

Figure 35 : Les foyers d'origines tamouls.



Design and execution: P.Y. Trouillet, 2012 (CEIAS UMR 8564)
 Source: http://d-maps.com/carte.php?lib=inde_carte&num_car=4184&lang=fr

qui se sont fixées dans leur pays d'installation sous l'ère coloniale alors que les Tamouls qui ont quitté l'Inde et Sri Lanka dans le cadre de migrations internationales post-coloniales constituent à leurs yeux une nouvelle diaspora.

Dans le premier cas, l'abolition de l'esclavage au cours du XIX^{ème} siècle amène les puissances impériales européennes à organiser à grande échelle le recrutement d'engagés sud-asiatiques, notamment tamouls, pour développer des cultures de plantations spéculatives (sucre, hévéa ou encore thé) en Asie du Sud-Est, dans le Pacifique, dans les Mascareignes, en Afrique ou encore dans les Antilles (Brij *et al.*, 2006). Il convient de compter à l'intérieur de cette ancienne diaspora les Tamouls recrutés pour travailler dans l'administration coloniale, dans les chemins de fer ou encore les marchands et les prêtres hindouistes ou missionnaires chrétiens d'origine tamoule.

D'autres formes d'émigration se sont mises en place depuis l'indépendance de l'Inde (1947) et de Ceylan (1948) et sont à l'origine de la naissance d'une nouvelle diaspora. Les migrations internationales post-coloniales de Tamouls sont marquées par une forte diversification des conditions de migration et des destinations. Il est ainsi possible de distinguer des migrations professionnelles ou encore politiques.

Parmi les migrations professionnelles, celle des Tamouls du sous-continent indien vers les pays du Golfe est notable depuis les années 1970. Le boom pétrolier amène dans ces pays un afflux de capitaux que ces États arabes entendent utiliser pour se développer. Le manque de main d'œuvre locale et de cadres moyens conduit les dirigeants de ces pays à se tourner vers l'Asie du Sud afin d'y recruter des hommes pour travailler dans leur chantiers de construction, dans la restauration et des ingénieurs, ou encore des femmes comme *maids*. La rapide croissance économique d'autres pays asiatiques, notamment en Asie du Sud-Est, depuis les années 1980, favorise la tertiarisation de leur économie. Le développement du secteur des services est à l'origine de l'arrivée de travailleurs immigrés tamoul Sud-asiatiques faiblement qualifiés. Ces derniers occupent des emplois considérés comme pénibles, dangereux ou dégradants (domestiques, ouvriers dans le bâtiment, éboueurs, etc.). Des accords bilatéraux avec l'Inde facilitent notamment le recrutement d'une main d'œuvre à faible coût. Ainsi, les employeurs singapouriens choisissent des Indiens (surtout des Tamouls) pour les travaux liés au bâtiment ou à la collecte des ordures, alors que les femmes tamoules indiennes ou sri lankaises sont préférées pour être employées de maison. Ces immigrants peu qualifiés ne peuvent rester dans leur pays d'accueil que pendant la durée de leur contrat de travail.

Les années 1990 marquent le développement d'une émigration de Tamouls qualifiés avec le

début de la fuite des cerveaux (hommes d'affaires, techniciens, informaticiens, universitaires, médecins, etc.) vers l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie et l'Asie du Sud-Est.

Parmi les migrations internationales post-coloniales de Tamouls, il convient de distinguer celle qui résulte du rattachement des Établissements français des Indes (Pondichéry et Karikal) à l'Union indienne qui prend effet en 1962 (Goreau-Ponceaud, 2008). Les Tamouls qui ont opté pour la nationalité française¹⁶⁵ lors du rattachement des comptoirs français à l'Inde indépendante ont profité de leur citoyenneté pour s'installer en France.

Par ailleurs, la dégradation des relations intercommunautaires à Sri Lanka et l'émigration massive de Tamouls, principalement de la province Nord, est à l'origine de la constitution d'une diaspora (Meyer, 2011). En effet, les deux caractéristiques significatives requises par Lacoste (Lacoste, 1989) pour définir une communauté de diaspora (au sens fort) sont présentes dans le cas étudié. Les exilés ont subi des facteurs de déracinement particulièrement puissants (pogrom anti tamoul de 1983 puis la guerre de 1987 à 2009) qui les ont décidés à quitter leur patrie afin de garantir leur sécurité physique et celle de leurs proches. En outre, ces réfugiés, qui considèrent appartenir à un peuple opprimé, gardent en mémoire leur territoire d'origine (ou patrie) et les événements qui les ont forcés à fuir. Les conditions de la dispersion géographique du « peuple de l'Eelam » sont mobilisées par différentes organisations politiques séparatistes (LTTE, PLOTE, etc.) afin d'assurer l'unité et la solidarité malgré l'exil et l'éclatement de la diaspora dans différents pays d'installation à travers le monde. L'importance de la conscience identitaire de ces populations, malgré leur dispersion au sein de diverses nations, leur permet de conserver et d'entretenir le sentiment d'appartenir à un même ensemble. La situation de la diaspora tamoule sri lankaise est également particulière du fait que les exilés et certains de leurs descendants sont préoccupés par le destin géopolitique du territoire d'origine (Bruland, 2012 ; Dequirez, 2011a ; Fuglerud, 1999 ; McDowell, 1996). Les membres de cette diaspora, ou du moins les plus politisés, se considèrent, malgré leur situation d'extraterritorialité, comme partie intégrante du peuple de l'Eelam. Leur conviction que leurs compatriotes tamouls à Sri Lanka partagent, en majorité, leur opinion les conduit à profiter de leur liberté d'action, pour multiplier les revendications

165. Le traité de cession des Établissements français des Indes, signé le 28 mai 1956, entre la République française et l'Union indienne, prévoit en faveur des habitants des comptoirs une possibilité d'option à exercer dans les six mois pour la conservation de la nationalité française. Le traité n'a été ratifié par le Parlement français qu'en 1962. Le jour où l'Inde prend *de jure* possession des anciens comptoirs français, la France ouvre un nouveau registre, celui de l'option de la nationalité, permise par le traité de cession. L'article 4 prévoit que « les nationaux français nés sur le territoire des Établissements et qui y seront domiciliés lors de l'entrée en vigueur du traité de cession deviendront des nationaux et des citoyens de l'Union indienne ». Mais l'article 5 prévoit que ces personnes « pourront, par déclaration écrite faite dans les six mois [...] opter pour la conservation de leur nationalité ». La déclaration du père (ou en cas de décès, de la mère ou du tuteur) déterminera la nationalité des enfants non mariés âgés de moins de 18 ans (Goreau-Ponceaud, 2008).

diasporiques en faveur de la création d'un nouvel État indépendant. Ce positionnement oppose clairement la diaspora tamoule sri lankaise à Colombo.

Malgré son hétérogénéité, l'existence d'une communauté mondiale tamoule est un facteur non négligeable de maintien de la conscience identitaire des Tamouls ne vivant plus dans leur pays d'origine et de leurs descendants. Le maintien de liens sociaux, économiques, politiques, culturels ou imaginaires des communautés d'origine tamoule dispersées à travers le monde avec l'Inde et Sri Lanka pérennise l'existence de la diaspora tamoule. Les foyers d'origine demeurent les références et les espaces centraux de concentration démographique, politique et les berceaux culturels et identitaires pour les populations s'identifiant comme tamoules ou leurs descendants. Par ailleurs, la représentation d'être un groupe détenant une culture particulière et d'être originaire d'un autre territoire consolide un sentiment communautaire fort. Cette revendication d'une identité ethnique commune favorise la sympathie et la solidarité avec les membres de la communauté tamoule globale présents dans d'autres pays. D'ailleurs, à l'image de ce que Ma Mung observe à propos de la diaspora chinoise (Ma Mung, 2000), la dispersion des Tamouls d'origine indienne et sri lankaise à l'échelle de plusieurs pays conduit à une multipolarisation de leur migration alors que les liens (migratoires, économiques, politiques, culturels, matrimoniaux, etc.) entretenus entre les membres des différents pôles de l'espace migratoire de ce groupe favorisent l'interpolarisation des relations.

La conscience d'appartenir à une communauté tamoule mondiale, les échanges avec les foyers d'origines et les liens développés entre chaque pôle de migration participent grandement à aider les membres de la diaspora à cultiver leur tamoulité malgré le fait d'être une minorité culturelle qui, dans certains cas, ne maîtrise d'ailleurs plus la langue de leurs ancêtres (Réunion, Île Maurice, Guadeloupe). Parmi les différents foyers d'origine tamoule, celui du Tamil Nadu, qui est perçu comme le berceau de la civilisation, a une place particulière aux yeux des membres de cette communauté tamoule transnationale.

2. Les Tamouls de Malaisie et de Singapour et le foyer tamoul indien.

Pour les groupes tamouls dispersés à travers le monde, le principal foyer tamoul indien constitue le centre historique et culturel de leur communauté transnationale. La capacité du

Tamil Nadu à diffuser très largement ses films, sa littérature, sa musique ou encore les liens tissés par l'État du Tamil Nadu avec sa diaspora lui permet de façonner un imaginaire collectif tamoul dans lequel dominant ses propres références culturelles. Si le rayonnement culturel du Tamil Nadu au sein de la communauté tamoule mondiale est incontestable, son poids politique est limité par la position de l'État central de l'Union indienne vis-à-vis de ses diasporas. Cette dernière demeure réticente à l'idée de compromettre ses relations diplomatiques et commerciales avec un autre État en tentant de défendre les intérêts des communautés d'origine indienne à l'étranger.

A. La fierté de l'affiliation à la civilisation tamoule.

Comme dans toute diaspora, l'affiliation à la « petite patrie », la terre des ancêtres, alimente la mémoire collective des Tamouls dispersés à travers le monde et le sentiment de partager un héritage commun. La référence au Tamil Nadu, à Pondichéry ou à l'Eelam enracine les différentes diasporas tamoules à leur foyer d'origine en cultivant la mémoire de ces territoires. Cela permet aux populations diasporées de maintenir un lien affectif qui les relie à leur patrie malgré leur situation d'extra territorialité. Dans le cas des Tamouls, la fierté de l'affiliation à la petite patrie se double de la fierté d'appartenir à une grande civilisation, surtout associé au foyer de peuplement du Tamil Nadu, qui transcende les différences d'origine géographique intra communautaire.

Cette perception d'appartenir à une grande civilisation s'appuie sur la conscience des Tamouls d'avoir une longue et riche histoire (Meyer, 2007). L'existence de puissants royaumes tamouls (dynasties Pallava, Chola, Pandya), qui ont régné sur le Sud la péninsule indienne et même imposé leur autorité à Ceylan et constitué des principautés hindouistes en Asie du Sud-Est (Sri Vijaya), nourrit l'orgueil des Tamouls à travers le monde .

En outre, la langue tamoule est un autre élément de fierté pour la communauté. En effet, cette dernière présente la particularité d'être la seule de la région à avoir le statut de langue classique et à posséder une riche littérature de plus de 2 millénaires comme l'explique Madame Sethupathy :

« Il [Le tamoul] est « la seule langue régionale de l'Inde moderne qui puisse revendiquer une histoire littéraire dont les débuts connus se situent aux alentours de la naissance de l'ère du chrétienne, et, surtout, qui possède à sa source une littérature classique, la littérature dite du Sangam »

(Sethupathy, 1997, p. 656)

Si le statut particulier du tamoul comme langue classique lui confère un certain prestige, la dévotion de certains locuteurs pour la langue est également due au rôle joué par les mouvements revivalistes tamouls qui ont développé le nationalisme linguistique au sein même de l'Union indienne. Le mouvement dravidien¹⁶⁶, initié au Tamil Nadu dans les années 1930 et qui connaît son apogée dans les années 1960, insiste sur l'affirmation de la culture tamoule et le rejet de l'influence de l'Inde du Nord aryanisée, héritière du sanscrit et foyer de la culture brahmanique. La création en 1944 du parti *Dravidar Kajagam* (DK ou Association des Dravidiens) par Ramaswamy Naicker¹⁶⁷ en fait un mouvement politique et idéologique qui milite pour la défense des basses castes et de l'identité dravidienne (figure 36) et, à partir de 1946, pour la création d'un *Dravida Nadu* (pays dravidien) indépendant, rassemblant toute l'Inde du Sud. Le projet de Dravinadu n'étant pas soutenu par les autres communautés dravidiennes (Télougous, Kéralais, Karnatakais) qui le jugent irréaliste, C.N. Annadurai quitte le DK en 1949 pour créer *Dravida Munnetra Kazhagam* (DMK ou Association Dravidienne du Progrès) et défendre l'établissement d'un État au sein de l'Union indienne qu'il nomme Tamilnadu (pays tamoul). En 1953, le redécoupage de l'Inde, par le pouvoir central, en États linguistiques recentre la question dravidienne sur le champ de la défense du tamoul. Au milieu des années 1960, plusieurs protestations anti-hindi sont organisées au Tamil Nadu pour dénoncer le souhait du gouvernement central de l'imposer comme « lingua franca » de l'Union indienne. Ce mouvement politique régionaliste prône l'exaltation de la culture et de la langue tamoule, célèbre le tamoul ancien comme une langue sacrée et insiste sur la nécessité de résister à la volonté de suprématie nord-indienne en véhiculant une image forte de l'identité tamoule. La victoire du DMK sur le parti du Congrès en 1967 dans l'État de Madras permet à C.N. Annadurai de devenir le chef du gouvernement de cet État qu'il s'empresse de rebaptiser Tamil Nadu. Depuis cette date les partis régionalistes dravidiens (DMK, *All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam*) y sont restés au pouvoir.

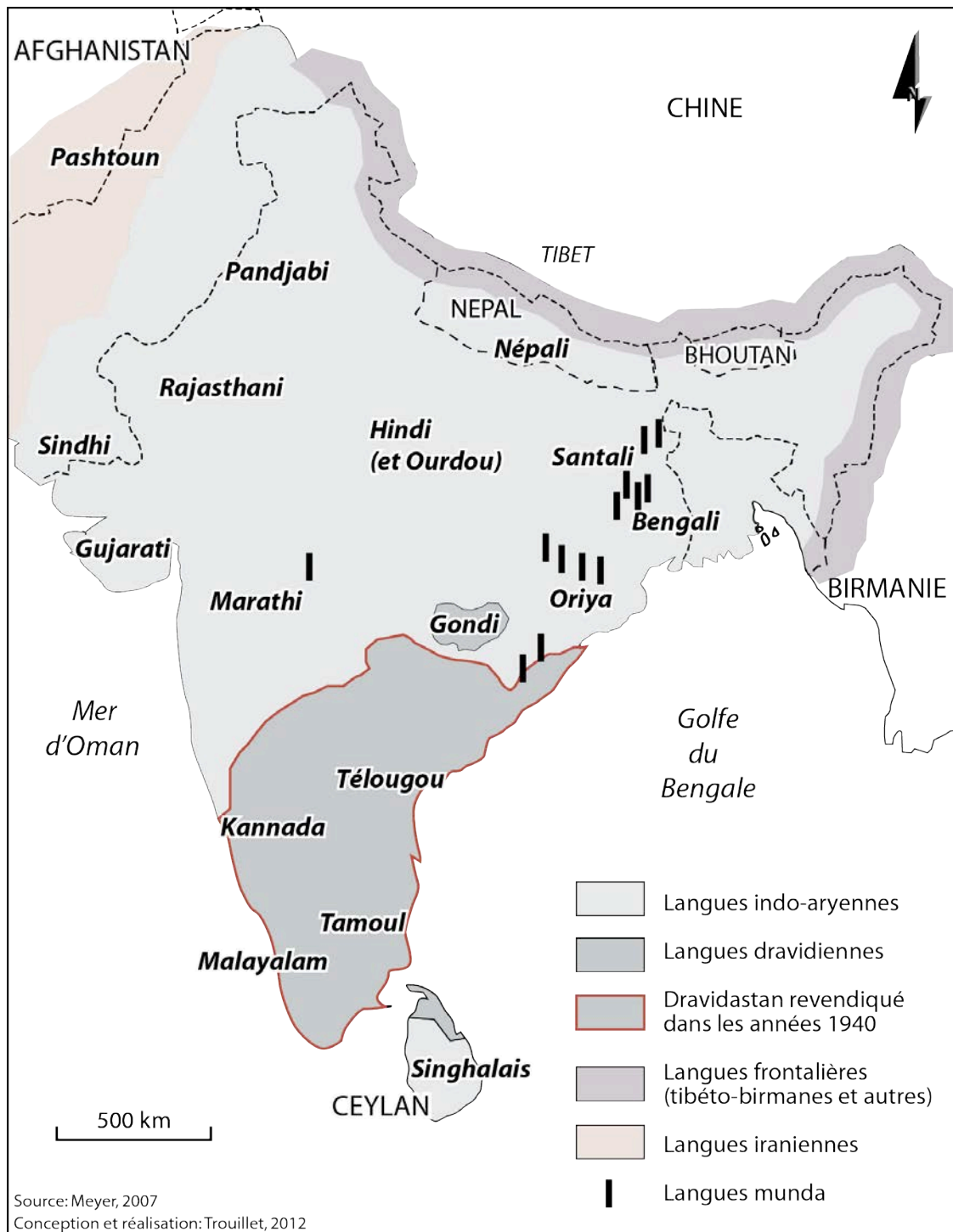
Le mouvement dravidien a également eu beaucoup d'influence dans les possessions britanniques d'Asie du Sud-Est qui comptaient une importante population tamoule descendant de coolies de basses castes et donc défavorisée. Le voyage de Ramasamy Naicker à Malaya en 1929 afin d'inaugurer le *Malayan Tamil Congress* lui a permis de gagner le soutien des leaders indiens locaux qui se retrouvent dans l'idéologie du dravidianisme. De nombreux

166. Le terme « dravidien » qualifie ainsi une famille de langues, regroupant les langues de l'Inde du Sud et quelques autres langues disséminées dans toute l'Inde et l'actuel Pakistan. Le terme a progressivement servi à désigner les peuples parlant les langues dravidiennes (tamoul au Tamil Nadu, le kanada au Karnataka, le malayalam au Kerala et le télougou en Andhra Pradesh), même si cet usage est impropre. Les dravidiens sont ainsi devenus dans certaines hypothèses un peuple autochtone s'étant opposé aux invasions aryennes. (Dequierez, 2011a, p.136)

167. Ramaswamy Naicker est un activiste tamoul et grande figure de la lutte contre le principe de l'intouchabilité.

groupes de réformes socio-religieux tamouls se constituent à Singapour et dans l'ensemble de la péninsule (*Malayan Adi Dravida Sangam*, *Ahampadiyar Sangam* [qui se rebaptise *Tamil Reform Association*], *Singapore Dravida Kazhagam*, *Singapore Dravida Munnetra Kazhagam*) et une conférence annuelle consacrée à la réforme tamoule se tient en Malaya de 1929 à 1941. Le rejet par le mouvement dravidien du système des castes et des discriminations sociales qui pèsent sur les intouchables lui assure beaucoup de succès parmi la classe ouvrière tamoule aussi bien des plantations que des zones urbaines. En outre, l'importance qu'accorde le mouvement dravidien au respect de la dignité des Tamouls, à l'amélioration du niveau d'éducation de la classe populaire et à la préservation de la langue des ancêtres suscite un grand engouement populaire au sein de la communauté tamoule dont la majorité des membres est encore défavorisée. Par contre, le positionnement anti brahmanique du mouvement et l'encouragement à privilégier l'enseignement en tamoul sur l'anglais empêchent l'adhésion des classes moyennes et supérieures éduquées dans la langue du colonisateur et qui restent fidèles aux pratiques liturgiques traditionnelles. À l'indépendance des deux États Sud-Est asiatiques, les mouvements dravidiens malaisien et singapourien tentent d'unir la communauté autour de la langue et d'obtenir pour le tamoul un statut officiel de langue nationale. Si à Singapour, l'État post-colonial fait du tamoul une des quatre langues officielles de l'île et favorise l'enseignement de cette langue à l'école pour les Sud-asiatiques (chapitre 3), en Malaisie le choix de l'État de ne reconnaître que le malais comme langue officielle et langue d'instruction dans l'enseignement public soulève de vifs débats sur l'utilité de faire suivre un enseignement en tamoul. En effet, les classes supérieures et une partie de la classe moyenne tamoule préfèrent inscrire leurs enfants dans des établissements privés où l'enseignement se fait en anglais, la langue qui offre les meilleures perspectives professionnelles. Une partie de la classe moyenne et de la classe populaire inscrivent leurs enfants dans un cursus malais dont la maîtrise est indispensable pour pouvoir accéder à des postes de la fonction publique. Finalement ce sont les Tamouls les plus défavorisés qui envoient leurs enfants dans des écoles tamoules. Mais ces écoles bénéficient de peu de fonds publics et les élèves obtiennent souvent de moins bons résultats dans les examens nationaux qui sont en malais. De nombreuses ONG tamoules malaisiennes (*Malaysian Tamil Foundation*, *Educational, Wealthfare & Research Fondation*, etc.), qui restent encore fortement marquées par cet esprit dravidien, insistent sur l'importance de promouvoir l'éducation et la lutte contre les maux sociaux des classes tamoules défavorisées. Elles tentent d'accompagner les jeunes tamouls défavorisés en accordant des bourses et en assurant des cours de soutien scolaire ou encore des formations afin de réinsérer ceux qui sont

Figure 36 : Les langues en Asie du Sud vers 1930.



en échec scolaire. Ces associations tamoules tentent également de défendre la pratique de la langue et de son enseignement à l'école en organisant des manifestations culturelles ou scientifiques communautaires et en soutenant financièrement ou matériellement ces établissements. L'attachement à la langue et à son enseignement en Malaisie et à Singapour a une importante dimension politique et culturelle. La pratique du tamoul, dans une société où

ce groupe culturel est minoritaire, peut être vécue comme une manifestation symbolique permettant d'affirmer qu'ils n'appartiennent pas à une culture inférieure et qu'il ne se laisseront pas assimiler.

La référence historique aux puissants royaumes tamouls indiens, la dévotion à la langue et l'influence des mouvements revivalistes, en particulier du mouvement dravidien, confortent le sentiment des Tamouls à travers le monde d'être les héritiers d'une grande civilisation. La nation tamoule, par delà l'appartenance étatique, est ainsi unie et consciente de sa supériorité culturelle. Cette perception est souvent mise en avant afin de limiter l'acculturation et la perte de l'utilisation de la langue en situation de diaspora. Le principal foyer d'origine tamoule, celui du Tamil Nadu, joue un rôle important dans le maintien de la conscience identitaire des membres des diasporas tamoules grâce à sa capacité de création et de diffusion de productions culturelles et à la volonté de Chennai de nouer des liens avec les Tamouls de l'étranger.

B. La communauté transnationale tamoule façonnée culturellement par le Tamil Nadu.

Malgré la dispersion géographique des personnes d'origine tamoule dans le monde, les échanges d'informations et de productions culturelles, à l'échelle individuelle ou associative, entre les membres des différents pôles de la diaspora et avec les foyers d'origine permettent de constituer une communauté imaginée transnationale tamoule (Anderson, 1992). Les échanges privés qu'ils soient épistolaires, téléphoniques ou encore des visites (familiales, amicales, vacances, d'affaires) à d'autres membres de la communauté dans le pays d'origine ou un pays tiers (autre que celui de résidence de la personne) favorisent le maintien et une identification plus ou moins forte de ces individus à la culture tamoule. Cette conscience identitaire doit également beaucoup à l'explosion des médias communautaires, principalement basés au Tamil Nadu, qui constituent des « sphères publiques transnationales » (Appadurai, 2001) et alimentent un imaginaire collectif tamoul. Cette dernière permet aux Tamouls de se percevoir comme une communauté transnationale. Ainsi, le Tamil Nadu, par la politique de son gouvernement et la diffusion de ses productions culturelles, notamment celle de l'industrie de cinéma de Kollywood¹⁶⁸, façonne la communauté transnationale en offrant des

168. Kollywood est le surnom donné à l'industrie de cinéma en langue tamoule. Cette dernière est basée dans le quartier de Kodambakkam, à Chennai, qui a donné son initiale au cinéma tamoul. 185 films tamouls sont sortis en salle en 2011. Cela fait de Kollywood la troisième industrie de cinéma indienne après les films hindis de Bollywood (206 films) et les films

références communes.

La diffusion de musique (traditionnelle, religieuse ou des films Kollywood), de la littérature, des représentations de danse bharatanatyam¹⁶⁹ grâce aux chaînes satellites, à la presse ou aux DVD sont autant de vecteurs culturels qui permettent de nouer un lien imaginaire avec l'un des foyers d'origine ou un autre pôle de la diaspora. Toutefois, le foyer d'origine du Tamil Nadu, dont les capacités financières et de productions culturelles dépassent très largement celles de Sri Lanka et de Pondichéry, demeure la principale référence qui nourrit l'imaginaire collectif. Les bouquets satellites, comme Astro en Malaisie, proposent aux Tamouls la possibilité de s'abonner aux grandes chaînes tamoules émises du Tamil Nadu. Cela permet aux Tamouls, quelque soit leur lieu de résidence dans le monde, de pouvoir suivre en direct les mêmes programmes que ceux d'Inde (les séries tamoules, les jeux télévisés, les émissions de cuisine et bien sûr le journal qui est centré sur l'actualité du Tamil Nadu). Les progrès technologiques des médias, notamment avec Internet, permettent de s'affranchir de la contrainte de la distance et de créer un trait d'union culturel imaginaire et une référence commune, centrée sur le Tamil Nadu, et qui unit à travers les frontières les Tamouls.

L'industrie de cinéma Kollywood est sans aucun doute l'instrument qui permet au Tamil Nadu de consolider le plus son rayonnement culturel au sein de la communauté mondiale tamoule et d'intégrer symboliquement les membres de la diaspora, notamment ceux d'Asie du Sud-Est, à son univers. La projection des films tamouls dans de nombreuses salles singapouriennes et malaisiennes¹⁷⁰ et la place de choix qui leur est accordée dans la grille de programmation des chaînes tamoules nourrissent l'imaginaire des Tamouls de cette diaspora à partir de références culturelles et sociales du Tamil Nadu. Les campagnes et les villes du Tamil Nadu (Chennai, Madurai, Kanchipuram) ont ainsi une existence dans l'imaginaire des spectateurs de la diaspora. Ces derniers peuvent par l'intermédiaire de ces films se faire une

télougous de Tollywood (192 films)

source: <http://www.thehindu.com/news/cities/Hyderabad/article3343155.ece>

169. Le bharatanatyam est une forme de danse classique du Tamil Nadu. L'origine du nom bharatanatyam provient de *Bharata*, le nom indien de l'Inde et de *natyam*, le mot tamoul pour danse. C'est l'une des plus anciennes danses indiennes. Jadis dansé dans les temples par les Devadasis (jeunes filles attachées aux rituels) le bharatanatyam y est pratiqué, aujourd'hui encore, lors de fêtes religieuses et de festivals, et largement représenté dans les salles de spectacles en Inde et à l'étranger. Le bharatanatyam comporte deux aspects: un aspect technique (dit *Nritta*) danse abstraite composée de rythmes et de mouvements, un aspect narratif (dit *Nritya*) où la danse devient pantomime par les expressions du visage et la gestuelle. Toutes les parties du corps participent à la danse: les pieds pour le rythme, le corps pour le mouvement, les mains, le visage et les yeux pour la narration et l'émotion. Le bharatanatyam est une discipline artistique globale associant la concentration à la danse.

170. Il existe dans ces pays des cinémas qui ne projettent que des films indiens. Les grands centres commerciaux, comme Mid Valley à Kuala Lumpur, diffusent ponctuellement certaines super productions indiennes. Enfin, il faut signaler, dans le cas de Singapour, la projection, gratuite et en pleine air, à Little India d'un film Kollywood les dimanches soirs à l'attention des travailleurs peu qualifiés tamouls indiens.

représentation de la vie socio-économique, de la ferveur religieuse ou encore politique des habitants du Tamil Nadu. À l'inverse, Pondichéry, Jaffna, Mannar, où ne se déroule que très rarement l'histoire de ces films, sont quasi inexistantes de l'imaginaire des Tamouls de la diaspora. Si le cinéma Kollywood participe à relier socio culturellement les diasporas tamoules au foyer indien du Tamil Nadu, il permet aussi d'associer les Tamouls vivant hors d'Asie du Sud en les intégrant à l'oekoumène du cinéma tamoul. Le tournage de nombreux films tamouls dont l'histoire se déroule, en partie ou totalement, en Asie du Sud-Est permet d'intégrer ces territoires à l'univers tamoul. L'intérêt des cinéastes tamouls pour cette région du monde n'est pas nouveau. Deux monuments du cinéma tamoul Rajanikhan et Sri Devi partagent déjà en 1976 l'affiche de « Priya¹⁷¹ », un film dont l'histoire se déroule presque entièrement dans la cité-État. Mais depuis les années 2000, le nombre de films tamouls tournés en Asie du Sud-Est n'a cessé d'augmenter. « Billa¹⁷² » dépeint l'histoire d'un Tamoul indien qui devient un parrain du crime organisé en Malaisie. « Ayan¹⁷³ » confronte les spectateurs à la réalité du trafic de drogue en mettant en scène le passage de « mules » d'Inde en Malaisie. Les réalisateurs de ces films tournent des scènes notamment à Brickfields et font découvrir au public indien la société multiculturelle dans laquelle évoluent les Tamouls de Kuala Lumpur. Dans ces films, les Tamouls d'Asie du Sud-Est sont souvent soit dépeints comme des riches ayant réussi dans les affaires soit associés au milieu de la criminalité. Si les réalisateurs accentuent souvent des différences dues à leur situation de diaspora (la façon de parler tamoul et l'intégration de vocabulaire malais ou chinois, leurs habitudes alimentaires, la tenue vestimentaire), ils insistent aussi particulièrement sur l'attachement des migrants à la mère patrie. Le cinéma crée ainsi un véritable lien entre les Tamouls d'Asie du Sud-Est et ceux du Tamil Nadu en renforçant l'interconnaissance entre ces communautés grâce à ces fictions. Kollywood est ainsi un des instruments qui nourrit l'imaginaire permettant à la communauté transnationale tamoule de prendre corps. D'ailleurs, l'organisation à Singapour (photographie) et à Kuala Lumpur de festivals honorant les stars Kollywood et leur retransmission en direct en Inde renforcent le caractère transnational de la communauté tamoule. Singapour et Kuala Lumpur deviennent dès lors, dans l'imaginaire collectif, des villes tamoules manifestant le rayonnement international de la communauté.

Par ailleurs, le rôle du gouvernement du Tamil Nadu dans cette prééminence culturelle ne doit pas être négligé. Ce dernier favorise depuis 1966 l'organisation d'une conférence

171. Source : *Priya*, 1978, Dir. SP. Muthuraman.

172. Source : *Billa*, 2007, Dir. Vishnuvardhan et *Billa 2*, 2012, Dir. Chakri Toleti

173. Source : *Ayan*, 2009, Dir. Anand K.V.

tamoule mondiale. L'État du Tamil Nadu crée également en 1999 la *World Tamil Confederation* dans le but de développer chez les Tamouls dispersés à travers le monde le sentiment d'appartenance à un même peuple comme l'explique Anthony Goreau-Ponceaud :

« À terme, le but de cette organisation est de garantir une unité, créer un corps homogène qui peut rassembler en son sein l'ensemble des Tamouls émigrés à la fois du Tamil Nadu et du Sri Lanka. Pour garantir cette unité, la confédération s'appuie elle aussi sur un marketing identitaire bien rodé qui structure par la combinaison de différents principes les communautés tamoules émigrées. En effet, la World Tamil Confederation a su concevoir divers artefacts nationaux : un hymne, un costume et un drapeau. Ce sont là des attributs qui génèrent au moins de l'affect, au mieux de l'identité, et de l'identité que l'on pourrait qualifier de nationale. Ce qui de suite peut paraître paradoxal. Mais cette production d'attributs ayant un grand pouvoir sur l'idéal est selon la World Tamil Confederation essentielle pour éveiller une conscience nationale à distance et produire un nationalisme tamil in situ. »

(Goreau-Ponceaud, 2008, pp. 159-160)

Si les dirigeants tamouls indiens comptent favoriser la conscience identitaire et la solidarité transnationale des Tamouls, il n'en reste pas moins qu'ils la conçoivent comme un moyen de consolider l'image et le prestige du Tamil Nadu. L'analyse du clip de « *Semmozhiyaana Thamizh Mozhiyaam*¹⁷⁴ » (ou *Tamil Meet Anthem*) qui est présenté comme l'hymne de la nation tamoule mondiale en est un bon exemple. Cette chanson a été créée pour introduire la World Classical Tamil Conference qui s'est tenue du 23 au 27 juin 2010 à Coimbatore (Tamil Nadu). Les paroles de cette chanson ont été écrites par l'ancien *Chief Minister* du Tamil Nadu et homme de lettre Karunanidhi et la musique a été composée par A.R. Rahman. Le message central de la chanson est de célébrer l'amour de la langue et de la civilisation tamoule en rappelant sa longue et riche histoire littéraire. Le clip video est marqué par l'omniprésence de l'alphabet tamoul et des symboles renvoyant à la culture tamoule dans sa diversité (danses, chants, peinture, etc.). La capacité de la langue classique à s'adapter au monde moderne est soulignée à travers son utilisation sur Internet ou encore sur les téléphones portables. Enfin, le monde rural et urbain du Tamil Nadu sont mis en scène. Au final, aucune image du clip ne fait référence aux autres foyers tamouls (Sri Lanka et Pondichéry) ou aux diasporas. L'État du Tamil Nadu participe à façonner une communauté transnationale tamoule dans laquelle il se positionne comme le centre historique et culturel.

Si le principal foyer indien du Tamil Nadu polarise culturellement la communauté tamoule mondiale, la position de l'État central de l'Union indienne vis-à-vis de ses diasporas limite le rayonnement politique de Chennai.

174. Source : http://www.youtube.com/watch?v=iJ5ECDNiO_g&feature=fvwrel

C. L'État indien et l'ancienne diaspora sud-est asiatique.

Depuis plus de deux décennies, l'État indien développe des liens socio-culturels avec sa diaspora et multiplie les initiatives pour l'intégrer symboliquement à la Nation afin d'en tirer des avantages économiques. La reconnaissance officielle de la diaspora par l'État central indien place néanmoins ce dernier dans une situation délicate. En effet, l'Inde doit désormais faire face aux pressions conjuguées de Chennai et de certains groupes de la diaspora qui lui demandent d'intervenir politiquement auprès de pays tiers afin de défendre les intérêts des communautés d'origine tamoule à l'étranger.

La politique de l'État indien vis-à-vis des populations d'origine indienne résidant hors de son territoire a beaucoup évolué. Pendant très longtemps New Delhi ne les considère pas comme faisant partie de la nation indienne. L'Inde adopte à ce titre une définition très restrictive de la citoyenneté basée sur le droit du sol et encourage les émigrés indiens établis dans les anciennes possessions coloniales britanniques et françaises soit à revenir pour participer à l'effort de construction nationale soit à s'intégrer à la société de leur pays d'installation. Au nom de la lutte anti-impérialiste et dans l'objectif de construire une troisième voie dans les relations internationales par le non-alignement, l'Inde refuse de défendre les intérêts de ses communautés expatriées. Pendant un demi siècle, l'Inde n'a que des liens réduits au minimum avec les populations indiennes d'Outre-mer qu'elle ne considère pas comme une diaspora (Leclerc, 2004 ; Kudaisya, 2006 ; Carsignol, 2011).

C'est seulement en 1991, avec la politique de libéralisation économique, que l'attitude de New Delhi à l'égard des communautés d'origine indienne résidant à l'étranger change. Dans le cadre du plan d'ajustement structurel, l'État indien tente de développer les exportations et d'attirer des investissements directs étrangers au profit du développement économique du pays (Landy, 2003). C'est alors que l'Inde commence à considérer les communautés d'origine indienne comme un atout économique pour se développer, en s'inspirant de l'exemple chinois, comme l'explique Leclerc :

« Pour renforcer ce processus de développement, l'Inde tente depuis peu de copier le modèle chinois en s'appuyant sur ses ressortissants expatriés dont le revenu annuel est estimé à 160 milliards de dollars soit 35 % du PIB de l'Inde, pour moins de 2 % de sa population. »

(Leclerc, 2004, p. 1)

Depuis cette date, New Delhi s'efforce de renouer les liens avec les communautés d'origine indienne vivant à l'étranger et met l'accent sur les liens socio-culturels qui unissent la mère

Patrie et ces populations qu'elle reconnaît officiellement comme sa diaspora. Les nationalistes hindouistes du BJP, qui ont une vision plus culturelle et religieuse du territoire de l'Union indienne, développent à partir de 1998 une politique visant à tisser des liens économiques et culturels avec la diaspora. L'objectif est d'ouvrir de nouveaux marchés à l'économie du pays et d'inciter les Indiens de l'étranger à investir pour soutenir le développement de l'Inde.

Au sein de cette diaspora, l'État indien distingue les citoyens indiens résidant pour une période indéterminée à l'étranger qu'elle qualifie de NRI (*Non Resident Indian*) et les PIO, (*People of Indian Origin*) les citoyens étrangers d'origine ou d'ascendance indienne¹⁷⁵. En 1999, l'Inde crée une carte PIO pour que les membres de l'ancienne diaspora bénéficient des mêmes avantages que les NRI dans le domaine de la propriété de biens immobiliers, l'accès au système éducatif indien ou encore par l'octroi d'un visa de longue durée (20 ans).

Un Haut comité de la diaspora indienne est créé en 2000 pour évaluer la situation des PIO et des NRI, leurs aspirations et le rôle qu'ils pourraient jouer dans le développement de l'Inde pour définir la nouvelle politique du pays à leur égard. À partir des recommandations formulées dans le rapport du comité, le gouvernement retient six domaines d'intervention (Leclerc, 2004) :

- Faciliter les investissements, les transferts technologiques et de connaissance de la diaspora en Inde
- Créer des institutions pour renforcer les liens culturels avec l'Inde
- Renforcer les mécanismes de protection des citoyens indiens expatriés
- Développer une politique pour lutter contre les discriminations subies par la diaspora.
- Transformer les membres de la diaspora en ambassadeurs de l'Inde.
- Reconnaître la contribution de la diaspora envers l'Inde

L'État indien crée également des cérémonies et des distinctions honorifiques réservées aux membres de la diaspora afin de reconnaître leur contribution à l'histoire du pays. Depuis le 9 janvier 2003, l'État rend officiellement hommage à la diaspora en organisant une journée célébrant les expatriés indiens (*Pravasi Bharatiya Divas*) qui réunit chaque année des figures éminentes de la diaspora indienne. Le choix de la date est un symbole. C'est tout simplement le jour commémorant le retour définitif de Gandhi de l'Afrique du Sud en Inde, en 1915, qui est choisi. Le gouvernement crée aussi une citoyenneté d'Outre-mer¹⁷⁶ afin de permettre aux membres de la diaspora d'obtenir une double citoyenneté (sans le droit de vote). Cette mesure

175. Il existe trois cas de figure pour qu'une personne soit reconnue officiellement comme PIO : la personne a été détentrice d'un passeport indien, les ascendants de la personne jusqu'à la troisième génération (arrière grand parents) sont nés ou ont résidé de façon permanente sur le territoire de l'Inde indépendante ou encore la personne est l'épouse d'un citoyen indien ou d'un PIO. (Leclerc, 2004)

176. source : <http://www.nricommunity.com/india/oci-card.html>

doit favoriser le retour physique ou des investissements directs des membres les plus influents de la diaspora. Pour être éligibles les candidats doivent satisfaire à l'un de ces trois critères :

- La personne pouvait prétendre à la citoyenneté indienne au moment de l'application de la constitution indienne.
- La personne appartenait à un territoire inclus dans l'Inde à la date de l'indépendance.
- Les descendants sur deux générations de personnes ayant acquis la citoyenneté de pays comme Pakistan et Bangladesh.

Les efforts du gouvernement central indien pour renouer les liens avec ses diasporas ont un résultat pour le moins mitigé en Asie du Sud-Est. Deux représentants du *Malaysian Indian Congress* (Dato Seri Samy Vellu en 2003 et Tan Sri Vadiveloo en 2009)¹⁷⁷ ont été décorés du *Pravasi Bharatiya Samman Awards* à l'occasion de la journée célébrant les expatriés indiens afin de promouvoir les investissements des Indo-Malaisiens. Mais beaucoup de Tamouls d'Asie du Sud-Est ne sont pas éligibles ou n'ont pas les moyens pour postuler à une carte PIO. Ces cartes ont d'ailleurs peu d'intérêt pour les personnes issues de l'ancienne diaspora à Singapour et en Malaisie si elles n'ont aucune intention d'investir en Inde.

En outre, l'État indien, dans sa volonté de renouer les liens avec sa diaspora, s'est retrouvé dans certains cas pressé de se positionner politiquement pour défendre les intérêts de communautés d'origine indienne à l'étranger. Les manifestations de 2007 menées par l'HINDRAF pour dénoncer la marginalisation des populations d'origine indienne par l'État Malaisien et la destruction de temples hindouistes est un cas exemplaire. Le 25 novembre 2007, 30 000 Indo-malaisiens se retrouvent à l'appel de l'HINDRAF pour manifester leur mécontentement. Les manifestants sont brutalement maîtrisés par la police à coups de gaz lacrymogène et de canon à eau. Plus d'une centaine de sympathisants et de membres de l'HINDRAF sont arrêtés. Suite à la répression policière, l'HINDRAF tente d'internationaliser¹⁷⁸ son combat. En novembre 2007, Waytha Moorthy¹⁷⁹ se rend en Inde pour faire entendre la cause défendue par son mouvement. Les politiciens du Tamil Nadu expriment très vite leur solidarité envers les Tamouls de Malaisie. Le leader du parti tamoul DMK, alors dirigeant de l'État du Tamil Nadu, M. Karunanidhi, presse le Premier Ministre indien Manmohan Singh d'intervenir pour aider la minorité indienne. Karunanidhi justifie sa

177. source : http://www.indianhighcommission.com.my/pio_commu.php

178. Waytha Moorthy (voir note 13) quitte la Malaisie le 26 novembre 2007 pour obtenir un soutien international en faveur des manifestations menées par l'HINDRAF. Le porte parole du mouvement se rend en Inde, à Londres, Genève, Bruxelles, Washington, New York et à Atlanta.

179. Waytha Moorthy est un avocat malaisien d'origine tamoule. Il est l'un des meneurs de l' HINDRAF lors des manifestations de 2007 dénonçant les discriminations dont sont victimes les hindouistes en Malaisie.

prise de position par le fait que plus de 80 % des Malaisiens d'origine indienne sont d'origine tamoule¹⁸⁰. Face au mécontentement des Tamouls d'Inde, Manmohan Singh exprime sa préoccupation au gouvernement malaisien quant à la situation des populations d'origine indienne. Ce dernier dénonce alors l'ingérence indienne et rappelle par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Syed Hamid Albar, que « ce qui s'est passé concerne des Malaisiens, pas des citoyens indiens¹⁸¹ ». En mesure de rétorsion, le gouvernement malaisien menace d'instaurer des quotas pour bloquer l'immigration de travailleurs en provenance d'Inde. L'interdiction d'immigration qui devait prendre effet le 31 décembre 2007 n'a finalement pas vu le jour. Les tensions nées des manifestations HINDRAF n'ont pas remis en cause les relations commerciales et diplomatiques entre les deux pays¹⁸². L'Inde a protesté pour calmer le mécontentement de ses citoyens tamouls, tout en évitant de pousser trop loin ses réactions diplomatiques afin d'éviter de dégrader ses relations avec l'un de ses principaux partenaires commerciaux en Asie du Sud-Est (après Singapour).

S'il est clair que la diaspora indienne ne doit être, pour New Delhi, qu'un instrument servant les intérêts économiques et le rayonnement culturel du pays, il n'en reste pas moins que l'Inde doit de plus en plus faire face à la volonté de certains groupes étrangers d'instrumentaliser la diaspora pour défendre leurs doléances politiques. L'HINDRAF profite de la célébration du *Pravasi Bharatiya Divas* de 2010 pour distribuer 1 500 copies du « *Malaysian Indian Minority & Human Rights Violations Annual Report 2009: Malaysia Truly Asia* » aux 53 délégations de pays présents¹⁸³. L'HINDRAF fait ainsi du lobbying politique auprès des représentants de la diaspora et exerce des pressions sur New Delhi afin qu'il prenne des sanctions contre la Malaisie. Les représentants de l'organisation préconisent que l'Inde n'achète plus l'huile de palme malaisienne et qu'elle interrompe l'émigration des informaticiens vers ce pays. L'HINDRAF demande aussi au gouvernement indien de ne plus accorder de licences aux compagnies malaisiennes souhaitant travailler en Inde¹⁸⁴. Là encore, les officiels indiens sont obligés de se prononcer sur la situation en Malaisie. Le Ministre des affaires étrangères se déclare ému par la situation des Indiens de Malaisie. Mais comme en 2007, l'Inde se contente de protestations diplomatiques. Outre les pressions d'État régionaux comme le Tamil Nadu, l'Inde constate que le *Pravasi Bharatiya Divas* peut être détourné de sa fonction par des groupes d'indiens étrangers pour y faire du lobbying auprès de la diaspora,

180. Source : <http://inde.aujourdhuilemonde.com/linde-preoccupee-par-la-situation-des-malaisiens-dorigine-indienne>

181. Source : <http://inde.aujourdhuilemonde.com/linde-preoccupee-par-la-situation-des-malaisiens-dorigine-indienne>

182. Source : http://www.academia.edu/636282/Etre_Hindou_en_Malaisie

183. Source : <http://malaysianindian1.blogspot.fr/2010/01/hindraf-set-to-raise-temperature-of.html>

184. Source : <http://malaysianindian1.blogspot.fr/2010/01/hindraf-set-to-raise-temperature-of.html>

allant contre les intérêts du pays hôte. S'il paraît peu probable que l'Inde accepte de compromettre ses intérêts économiques auprès de pays tiers, elle doit dans le même temps veiller à ne pas donner l'impression de se désintéresser des problèmes des Indiens de l'ancienne diaspora au risque de se l'aliéner.

Le Tamil Nadu, qui est perçu comme le berceau de la civilisation tamoule, a une place particulière aux yeux des membres de la communauté tamoule mondiale. L'influence du mouvement dravidien, notamment en Asie du Sud-Est, contribue, à travers la promotion de la dévotion à la langue et l'exaltation de la fierté d'être Tamoul, à limiter l'acculturation et la perte de l'utilisation de la langue tamoule en situation de diaspora. En outre, la plus grande facilité à diffuser les films Kollywood et d'autres productions socio-culturelles par le biais de divers médias (presse, télévision par satellite, Internet) au quatre coins de la planète est à l'origine de la constitution d'une communauté imaginée transnationale tamoule façonnée culturellement par le Tamil Nadu. La volonté des dirigeants politiques de cet État de développer des liens avec les Tamouls de l'étranger est un autre facteur participant au maintien de la conscience identitaire des membres des diasporas tamoules. Malgré cette influence culturelle du Tamil Nadu sur la communauté tamoule mondiale, son rayonnement politique au sein de sa diaspora est considérablement limité par New Delhi. Ainsi, malgré les pressions conjuguées de Chennai et de certains groupes de la diaspora en faveur des manifestations conduites par l'HINDRAF, le gouvernement central indien préfère préserver ses intérêts économiques avec la Malaisie. L'Inde se contente de quelques protestations afin de ne pas dégrader ses relations avec l'État malaisien. Le respect du principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers et les intérêts économiques indiens prévalent sur la solidarité politique transnationale avec les membres de la diaspora. Dans ce contexte, le foyer d'origine tamoul indien polarise surtout culturellement la communauté mondiale tamoule alors que les Tigres tentent de mobiliser politiquement cette dernière pour soutenir son combat dans la défense son *homeland* tamoul.

3. Sri Lanka perçu à travers le prisme de l'Eelam.

Le mouvement séparatiste LTTE tente d'instrumentaliser la diaspora tamoule sri lankaise et d'autres groupes tamouls afin de légitimer et d'internationaliser son combat. Pour

cela, il développe une propagande dont la large diffusion lui permet de construire une communauté transnationale pro eelam ne se limitant d'ailleurs pas aux seuls membres de la diaspora tamoule sri lankaise¹⁸⁵. En effet, les Tamouls de Malaisie et de Singapour, bien que n'étant pas dans leur immense majorité originaire de Sri Lanka, ont beaucoup de sympathie pour le nationalisme eelamiste LTTE. Toutefois, les Tamouls de ces deux pays ne se mobilisent pas de la même manière et n'ont pas la même importance stratégique pour les séparatistes. Le malaise des Tamouls de Malaisie favorise une plus grande identification à la souffrance de ceux de Sri Lanka et se traduit par un soutien très actif en faveur des Tigres. Par contre à Singapour, les mobilisations politiques en faveur du LTTE sont plus discrètes dans l'espace public du fait du contrôle de l'État.

A. Le développement du nationalisme eelamiste LTTE en diaspora.

L'exil de centaines de milliers de Tamouls de Sri Lanka à cause de la guerre devient un atout pour le LTTE. Dans chaque pays d'installation, le mouvement séparatiste tente de gagner le soutien et de contrôler la diaspora tamoule sri lankaise afin de servir ses intérêts. Le mouvement séparatiste compte sur cette dernière pour légitimer et internationaliser son combat.

Le conflit entre le LTTE et Colombo est à l'origine de la fuite de centaines de milliers de Tamouls sri lankais à travers le monde (Meyer, 2011). Ces exilés ont constitué au fil du temps une puissante diaspora qui dénonce la présence cingalaise dans le *homeland* tamoul de l'île comme une occupation étrangère. Le LTTE, qui s'impose comme le principal mouvement séparatiste, développe un nationalisme tamoul qui remet en cause la légitimité de l'autorité de l'État sri lankais sur les provinces septentrionale et orientale de l'île et affirme sa volonté de constituer l'Eelam, un État indépendant tamoul qu'il dirigerait. Pour promouvoir leur nationalisme eelamiste et gagner le soutien de la diaspora tamoule sri lankaise à leur cause, les Tigres développent un discours centré sur la persécution ethnique dont sont victimes les membres de la communauté à Sri Lanka et sur le traumatisme du déracinement des exilés.

Par ailleurs, le LTTE réussit au fil du temps à organiser ces exilés éparpillés, voire leurs

185. L'analyse ne se limite pas à la situation pré-2009. En effet, malgré leur défaite militaire, nous avons pu observer sur Internet que les Tigres n'ont pas modifié leur stratégie de victimisation et de dédramatisation. Ils s'efforcent également de mobiliser le soutien d'autres groupes tamouls à travers le monde.

descendants, de façon à devenir un mouvement transnational séparatiste tamoul. Le LTTE instrumentalise cette diaspora politisée pour affirmer sa légitimité comme unique représentant des Tamouls sri lankais (aussi bien sur la scène sri lankaise que dans les pays d'installation). En outre, les Tigres internationalisent aussi leur combat en développant des actions destinées à gagner le soutien de l'État et de la société d'installation à leur cause en présentant les Tamouls comme des victimes de l'oppression cingalaise. Si le LTTE a obtenu le soutien de certains citoyens et partis politiques de ces pays, l'organisation séparatiste n'a jamais réussi à convaincre des gouvernements étrangers à prendre position contre l'État sri lankais comme l'explique Gaëlle Dequirez :

« Les entrepreneurs eelamistes cherchent à défendre leur « nationalisme à distance » sur la scène internationale, à laquelle ils n'ont qu'un accès limité. En dépit de moyens financiers importants, d'une élite anglophone très diplômée, et d'une organisation réputée pour son efficacité, les dirigeants LTTE n'ont pas réussi à convaincre la « communauté internationale » de soutenir leur demande séparatiste. Leur absence de respect des normes internationales démocratiques et humanitaires et leur délégitimation progressive ont crédibilisé les successifs gouvernements sri lankais, dont les pratiques n'ont pourtant rien à envier à celles des Tigres. »

(Dequirez, 2011a, p. 228)

Le LTTE est connu internationalement pour ses attentats suicides, pour avoir assassiné des hommes politiques de premier rang, pour le recrutement d'enfants dans ses troupes, pour ses violations des droits de l'Homme ou encore les exactions perpétrées contre des populations civiles : autant d'éléments à charge contre le mouvement séparatiste. Dès lors, il devient inenvisageable pour des pays tiers de risquer de détériorer les relations diplomatiques avec l'État sri lankais en remettant en question l'intégrité territoriale de l'île Sud-asiatique pour soutenir la revendication séparatiste d'un mouvement jugé, par ses actions, comme terroriste. Malgré cet échec, les séparatistes développent un nationalisme à longue distance à la fois très ancré dans la référence à un territoire, l'hypothétique État du Tamil Eelam, et dans l'éloignement géographique des Tamouls sri lankais de la diaspora à ce territoire (Dequirez, 2011a). Pour faire face aux critiques de Colombo et des organisations de défense des droits de l'Homme (*Amnesty International*, *Human Rights Watch*), les Tigres développent une propagande dans laquelle ils se présentent comme un mouvement de libération nationale qui serait reconnu par le peuple d'Eelam comme son seul représentant légitime sur la scène internationale.

Mais en 2006, Colombo sort vainqueur de la guerre de propagande sur la scène internationale. L'État sri lankais réussit grâce à son lobbying à faire pression pour pousser les gouvernements de plusieurs pays d'installation à inscrire le mouvement séparatiste LTTE

dans la liste des organisations terroristes (figure 37). La reconnaissance du LTTE comme un mouvement terroriste par l'Inde, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Union Européenne déstabilise considérablement le mouvement transnational eelamiste LTTE.

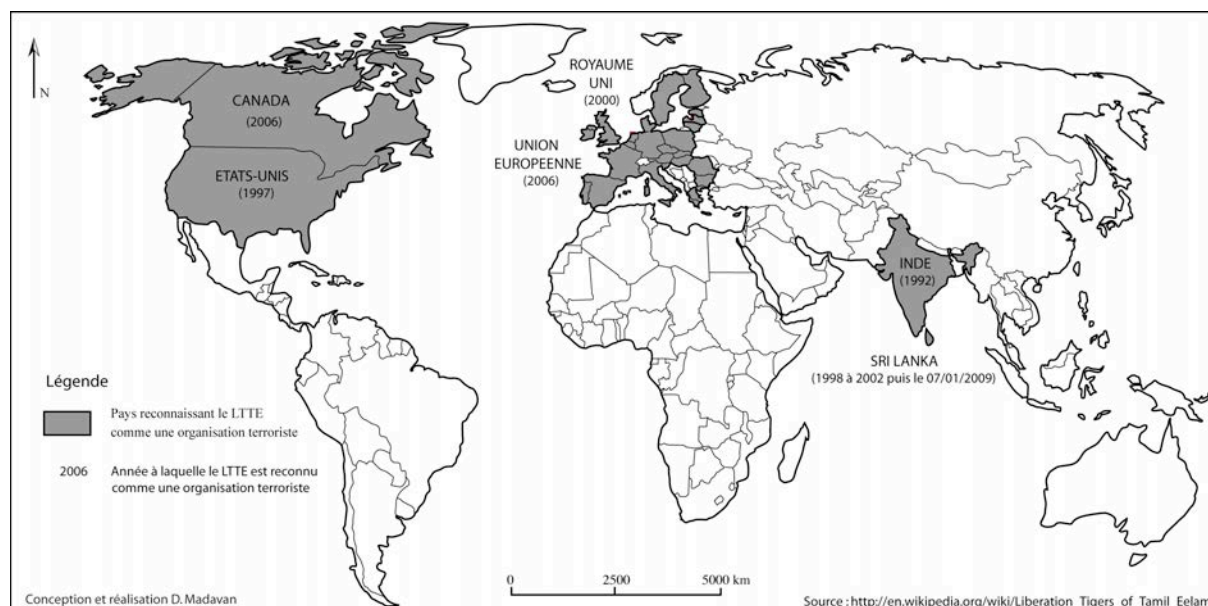
Malgré ce revers puis la défaite militaire de 2009, les Tigres tentent grâce à leur propagande de préserver le soutien des membres de la diaspora tamoule sri lankaise et, dans la mesure du possible, des autres groupes tamouls (malaisien, singapourien réunionnais, pondichérien, du Tamil Nadu, etc.).

La diaspora eelamiste LTTE est devenue un acteur important du conflit sri lankais. Le mouvement séparatiste instrumentalise cette dernière afin de légitimer son combat et se présenter comme l'unique représentant d'un peuple qui se soulève pour son indépendance. Malgré la multiplication de manifestations pro LTTE dans les pays d'installation de la diaspora, l'image sulfureuse du mouvement et son inscription sur la liste des organisations terroristes par de nombreux pays occidentaux lui font perdre toute crédibilité sur la scène internationale. Le LTTE compte alors sur sa propagande pour préserver le soutien de la communauté tamoule mondiale.

B. La propagande des LTTE et sa diffusion dans la communauté tamoule mondiale.

Le LTTE a très tôt compris l'importance de développer une propagande afin de contrer celle du gouvernement, des nationalistes cingalais ou encore d'autres groupes paramilitaires tamouls refusant l'autorité des Tigres. L'organisation séparatiste compte à travers sa communication imposer, aussi bien dans l'île qu'à l'étranger, son point de vue en décrédibilisant les dissidents modérés tamouls, les défenseurs des droits de l'homme ou encore les travaux académiques qui ne vont pas dans leur sens. Le LTTE s'efforce pour cela de s'affirmer comme la seule source d'information fiable aux yeux des Tamouls et de décrédibiliser celles de ses opposants ou celles de Tamouls qui n'épousent pas toutes ses positions et qu'il ne contrôle pas. Cela doit permettre aux Tigres de constituer, hors de Sri Lanka, un public de sympathisants ou militants enfermés dans leur bulle et qui façonnent leur jugement sans croiser les informations à partir de différentes sources. Ce contrôle de la pensée des Tamouls vivant hors de l'Eelam est d'autant plus important que le coût élevé de la guerre (achat d'armes, frais entretien des troupes, frais de propagande, frais liés à l'administration dans les territoires contrôlés par les séparatistes, etc.) et les ressources financières limitées des Tigres dans l'île les amènent à se tourner vers la communauté tamoule globale pour financer

Figure 37 : Liste des pays qui reconnaissent le LTTE comme une organisation terroriste en 2009.



leur lutte contre l'État sri lankais. Pour s'assurer le soutien de la communauté tamoule mondiale, le LTTE développe différents arguments pour légitimer son combat. La mobilisation d'intellectuels ou artistes acquis à la cause et la diffusion de leur message, notamment par Internet, permet aux séparatistes de constituer une communauté imaginée transnationale pro eelam.

Les Tigres s'efforcent dans leur propagande de politiser et d'instrumentaliser l'identité tamoule. Ils cherchent à lui donner une signification particulière favorisant leur obtention du pouvoir politique. À l'image des nationalistes cingalais, le LTTE interprète lui aussi l'histoire à son profit en tentant de prouver que les Tamouls sont les premiers habitants de l'île. Par ailleurs, la propagande eelamiste LTTE élude la coexistence et la coopération qui ont uni les différentes communautés de l'île. Il insiste au contraire sur le prétendu long passé d'antagonisme entre les deux principales communautés du pays qui rendrait le conflit interethnique inéluctable (Dequirez, 2011b).

En outre, la propagande eelamiste présente les Tamouls comme des victimes de l'oppression de la majorité cingalaise qui contrôle l'État. Pour étayer cet argument le LTTE rappelle les discriminations (l'adoption de quotas ethniques défavorables aux Tamouls pour l'entrée à l'université, le choix du seul cingalais comme langue officielle, la décision de faire du bouddhisme la seule religion d'État) et les exactions (émeutes de 1983, l'exode de 1995) dont ont été victimes les Tamouls. Cette victimisation de la communauté permet aux Tigres d'affirmer que ces deux peuples ne pourront jamais plus vivre en paix dans le même pays. La

création d'un État indépendant dirigé par LTTE est ainsi présentée par les séparatistes comme indispensable pour éviter la disparition de l'identité tamoule dans le foyer de peuplement de la communauté dans l'île. Le nationalisme eelamiste LTTE est ainsi décrit comme une réaction défensive légitime de la minorité face à l'oppression cingalaise. Cela permet aux Tigres de se poser dans leur propagande en défenseurs et libérateurs de la communauté. Le LTTE utilise aussi sa propagande pour systématiquement nier les accusations d'exactions perpétrées à l'encontre de civils.

En outre, la constante référence à l'Eelam dans la propagande LTTE crée un lien imaginaire entre l'identité tamoule sri lankaise et ce territoire. L'organisation séparatiste prend ainsi soin de faire apparaître bien en évidence une représentation iconographique du contour géographique de cet État désiré (planche photographique 14) dans ses sites Internet, ses documents officiels et lors de ses manifestations. La référence à l'Eelam dans les discours Tigres ou dans ses médias est un autre moyen pour le LTTE de créer dans la mémoire collective de la communauté tamoule mondiale une valeur symbolique et sacrée à ce territoire/patrie en danger.

Enfin, les Tigres utilisent leur propagande afin de dédramatiser leur image et de gagner la sympathie des membres de la diaspora tamoule sri lankaise et des autres groupes tamouls. Ainsi, ils soulignent le courage et le sacrifice de ses militants morts pour créer l'Eelam. Le culte des martyrs LTTE (Natali, 2011 et 2004) et celui de leur leader historique Vellupillai Prabhakaran, présenté comme le sauveur du peuple opprimé et père fondateur de l'Eelam, sont mis en avant pour attirer la sympathie, l'identification et la mobilisation des Tamouls à travers le monde en faveur du combat du LTTE.

L'organisation séparatiste peut aussi compter sur le soutien d'intellectuels ou encore de chanteurs de la propagande qui mettent leurs talents au service de la cause nationaliste eelamiste. Ainsi, Vellupillai Thangavelu, Président de l'association mondiale des écrivains tamouls (*World Tamil Creative Writers Association*), est également porte parole du LTTE et milite ardemment pour la libération du peuple tamoul. Les chanteurs de la propagande des Tigres¹⁸⁶ ont quant à eux réalisé pendant la période de cessez-le-feu plusieurs tournées internationales afin de resouder la diaspora tamoule sri lankaise derrière le LTTE en rappelant son sacrifice pour la cause eelamiste.

L'utilisation des médias par le groupe séparatiste, comme principale arme de propagande et

186. Ce lien permet de visionner sur Youtube quelques une de ces chansons de la propagande LTTE : http://www.youtube.com/results?search_query=tamil+eelam+songs&oq=Tamil+eelam+song&gs_l=youtube.1.0.0l2.48371.48371.0.51419.1.1.0.0.0.118.118.0j1.1.0...0.0...1ac.2.II7nAVQAuaQ

de résistance, lui permet de construire un véritable imaginaire national pro eelam de dimension transnationale (Anderson, 1992 ; Appadurai, 2001) et de rassembler dans le monde virtuel les sympathisants de la diaspora tamoule sri lankaise et les autres groupes tamouls pro eelamistes éclatés entre plusieurs pays. Internet en particulier offre une meilleure accessibilité, gratuite et rapide, à la propagande LTTE à un plus grand nombre. Cette nouvelle forme de diffusion et de mobilisation permet aux séparatistes d'établir une communauté imaginaire transnationale avec des sphères publiques diasporiques qui renforcent les Tigres (Appadurai, 2001 ; Dequirez, 2011a). En effet, les sites du LTTE et de leurs sympathisants (TamilNet.com, Eelam.com, Tamilnation.org, TamilObs média) ou encore les sites de partage en ligne comme Youtube et Dailymotion sont des cyber espaces qui permettent aux séparatistes de faire circuler leur message afin d'imposer leur point de vue, de se poser en porte parole des Tamouls de l'Eelam, de diaboliser l'État sri lankais¹⁸⁷ et de décrédibiliser les opposants tamouls ou encore les critiques des ONG. Cette propagande influence clairement la perception que les Tamouls d'Asie du Sud-Est ont de la situation dans laquelle se trouvent ceux de Sri Lanka. Qu'il s'agisse de Singapour¹⁸⁸ ou de Kuala Lumpur¹⁸⁹ les personnes interrogées partagent à peu de choses près la même vision qui correspond dans les grandes lignes aux arguments diffusés par le LTTE. Pour eux, les Tamouls sont les victimes d'un État sri lankais/cingalais qui les discrimine et les marginalise. De nombreuses personnes n'hésitent d'ailleurs pas à accuser Colombo de racisme et de génocide¹⁹⁰. Le LTTE est quant à lui présenté comme le défenseur des Tamouls opprimés. Enfin, en Malaisie de nombreuses personnes insistent sur le soutien de la communauté tamoule mondiale à ceux de Sri Lanka.

187. Le LTTE diabolise l'État et l'armée sri lankaise en rappelant les exactions commises à l'encontre des civils (massacres, viols, tortures). Le mouvement séparatiste fait notamment appel à l'imagination afin de produire l'indignation des communautés tamoules à travers le monde en diffusant des photographies ou des vidéos crues. Les cadavres de civils, notamment de femmes et d'enfants sont souvent représentés pour souligner l'inhumanité de l'adversaire. Ces images sont souvent accompagnées de témoignages de survivants ou de représentants du LTTE (des combattants ou des responsables des droits de l'Homme au sein du mouvement séparatiste) afin de souligner le manque de préoccupation de l'État sri lankais pour la sécurité des Tamouls et son illégitimité à prétendre les représenter. Ce lien permet de visionner sur Youtube quelques une de ces vidéos dénonçant le massacre de civils tamouls commis par l'armée sri lankaise :

http://www.youtube.com/results?search_query=massacre+of+tamils+by+sru+lankan+army&oq=massacre+of+tamils+by+sru+lankan+army&gs_l=youtube.3...5563.19245.0.19499.39.35.1.3.3.0.145.2560.33j2.35.0...0.0...1ac.1.64to3XDeWPE

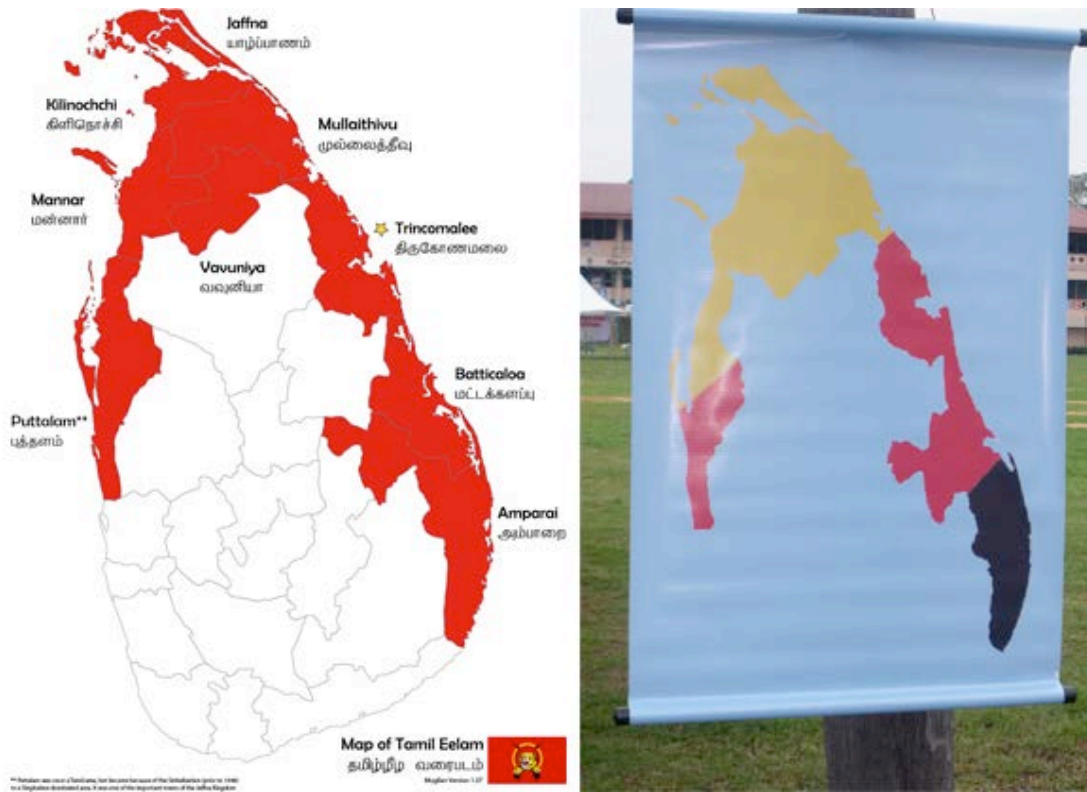
188. Voir les résultat de la question 12 de l'annexe 5.

189. Voir les résultat de la question 12 de l'annexe 4.

190. Voir les résultat de la question 12 des annexes 4 et 5.

Planche photographique 14 : Iconographies mise en avant par le LTTE.

A/ La carte du Tamil Eelam.



Sources : La photographie de droite : © Madavan, Batu Caves (Malaisie), 24 mai 2009.
 Pour la carte de gauche: http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/9/93/Tamil_eelam_map.svg.

B/ Le drapeau LTTE.



© Madavan, Batu Caves (Malaisie), 24 mai 2009.

La représentation iconographique du contour géographique de de l'Eelam et le drapeau des Tigres (devenu officiellement le drapeau du Tamil Eelam en 1990) sont les principaux symboles que le LTTE mobilise, aussi bien sur Internet que lors de ses manifestations comme ce fut le cas à Batu Caves en mai 2009. La constante référence à l'Eelam et au drapeau dans la propagande LTTE crée un lien imaginaire entre l'identité tamoule de l'Eelam, ce territoire revendiqué et le mouvement séparatiste. C'est notamment ce qui permet aux Tigres de se présenter comme les seuls défenseurs légitimes des intérêts Tamouls de l'Eelam.

Ces cyber espaces pro eelamistes sont ainsi des espaces virtuels de sociabilisation qui donnent corps à une communauté imaginée transnationale solidaire et favorable à la naissance de l'Eelam.

La propagande est l'instrument sur lequel s'appuie le LTTE pour décrédibiliser ses adversaires et persuader les Tamouls que ses médias sont les seules sources d'informations fiables. C'est donc une vision manichéenne du conflit qui est développée par les Tigres. L'histoire et la langue y sont instrumentalisées afin de diaboliser les adversaires alors que les séparatistes sont présentés comme des libérateurs. La victimisation de la minorité doit légitimer l'établissement d'un État Eelam pour sanctuariser le foyer d'origine des Tamouls de l'île et garantir la survie du peuple en danger. Grâce à ses médias (et ceux de ses sympathisants), le mouvement séparatiste construit un véritable imaginaire national pro eelam de dimension transnationale qui ne se limite pas à la seule diaspora tamoule sri lankaise. Parmi les autres groupes de la communauté tamoule mondiale, ceux de Singapour et surtout de Malaisie se montrent particulièrement préoccupés par la situation sri lankaise.

C. Les Tamouls de Malaisie et de Singapour et le nationalisme eelamiste LTTE.

Si le LTTE s'est confronté dans plusieurs pays à la nécessité de positionner sa revendication identitaire face à des groupes proches culturellement (des groupes tamouls qui ne sont pas originaires de Sri Lanka) qu'ils ont considérés comme des potentiels concurrents, comme c'est notamment le cas en France avec les Pondichériens (Dequirez, 2011a ; Goreau-Ponceaud, 2008), la situation en Asie du Sud-Est est tout autre.

Les Tamouls malaisiens, qui sont pourtant surtout des descendants de coolies originaires de l'actuel Tamil Nadu, soutiennent très activement le nationalisme eelamiste. La politique discriminatoire des dirigeants cingalais à l'encontre de la minorité tamoule rappelle aux Tamouls malaisiens leur propre marginalisation au bénéfice des Malais. En outre, la propagande des Tigres, qui présente le combat des Tamouls de Sri Lanka comme celui du peuple, tranche avec l'image élitiste que cultivaient les Tamouls ceylanais et qui avait contribué à créer une distanciation avec les coolies tamouls. Ainsi, le rejet officiel de la hiérarchie des castes par le LTTE et l'utilisation du tamoul comme un instrument politique¹⁹¹,

191. La politique de nationalisme linguistique a conduit le mouvement séparatiste à bannir l'utilisation de mots étrangers, en

afin de s'opposer à la prétendue supériorité culturelle des Cingalais et affirmer au contraire la grandeur de la civilisation tamoule, favorisent l'identification des descendants des anciens coolies de Malaisie au combat des Tigres¹⁹². Le prestige du LTTE est tel auprès des Tamouls de Malaisie que Prabhakaran y est vu par beaucoup comme un leader nationaliste pan tamoul et un modèle. C'est d'ailleurs ce que souligne P. Ramasamy¹⁹³ lorsqu'il évoque la manifestation du 25 novembre 2007 des Indiens de Malaisie qui protestent contre les discriminations ethniques dont ils sont victimes en portant des portraits du Mahatma Gandhi comme symbole de leur combat non violent.

« But if their genuine grievance continue to be ignored (Sri Lankan Tamil Tigers Leader) Velupillai Prabhakaran could soon replace Gandhi as their inspiration »¹⁹⁴

Cette identification de nombreux Tamouls malaisiens à la cause eelamiste s'explique également par l'implantation du mouvement séparatiste dans le pays. La Malaisie, qui est le pays comptant le plus de population tamoule hors d'Asie du Sud, a une place privilégiée dans le réseau pro LTTE dispersé à travers le monde et dans le combat pour la création d'un État séparé pour les Tamouls de Sri Lanka. La Malaisie fait partie des douze pays reconnus par les Tigres comme étant des « *top level contribution* » (Dequirez, 2011a). Ce pays est à ce titre très important pour alimenter les caisses du mouvement séparatiste afin de s'armer ou encore financer les opérations de reconstruction ou humanitaire provoquées par la guerre ou encore le tsunami de 2004. Dans un contexte d'urgence, les Tamouls de Malaisie sont capables de soutenir politiquement et financièrement le LTTE pour aider ceux de Sri Lanka comme l'explique Nagarajan :

« In 1995, some Tamil plantation workers travelled to Kuala Lumpur to join demonstrations outside the Sri Lankan High Commission and the United Nation office to protest against the Sri Lankan army's assault on Jaffna. At the height of the bombings in Jaffna, plantation workers and other working class Tamils, through impoverished themselves, donated about RM6 million to the World Tamil Relief Fund (WTRF) to aid Sri Lankan Tamil displaced by the war. (The amount is from working class Indian Tamils. The middle class « Ceylonese » Tamils in Malaysia raise funds separately through another organisation, the Tamil Relief Fund... »

(Nagarajan, 2004, p. 380)

particulier anglais, afin de remplacer par des termes tamouls. Dans le contexte malaisien, cette dévotion, quasi sacrée, du mouvement séparatiste pour le tamoul tranche avec l'importance accordée par les Ceylanais à l'anglais et qui a longtemps été un marqueur de distinctions socio-culturelles avec les Tamouls d'origine indienne.

192. Ce qui n'est pas vraiment le cas pour les descendants de coolies tamouls de Sri Lanka (chapitre 1).

193. P. Ramasamy est un homme politique malaisien d'origine tamoule. Il est membre du *Democratic Action Party* (DAP), un parti de l'opposition. Ramasamy est élu au Parlement lors des élections de 2008 dans l'État de Penang.

194. Source : <http://www.dnaindia.com/report.asp?newsid=1136140&pageid=0> (consulté le 14 octobre 2008).

La solidarité des Tamouls malaisiens avec le combat du LTTE et leur forte contribution financière donnent une importance stratégique particulière à ce pays. Le « secrétariat international » du mouvement séparatiste y envoyait pour cette raison un représentant de Killinochchi, souvent un ancien combattant, afin de prendre en charge sur place le développement du soutien à l'organisation à l'échelle du pays (collecte de fond, mobilisation d'hommes politiques locaux, organisations de manifestation pro LTTE) en s'appuyant sur des associations qui soutiennent la cause eelamiste (HINDRAF). L'importance de la Malaisie comme centre de financement ou d'approvisionnement en armes¹⁹⁵ pour le LTTE n'a pas échappé aux responsables politiques sri lankais. Colombo demande régulièrement à Kuala Lumpur de surveiller et de réprimer les activités des éléments pro Tigres sur son sol¹⁹⁶.

Si les Tamouls de Singapour se montrent aussi préoccupés par la situation sri lankaise, la politique de la Cité-État qui encourage le développement des identités communautaires à l'échelle nationale et au niveau uniquement culturel limite la mobilisation massive et ostensible en faveur de la cause eelamiste. En effet, le *People's Action Party* se montre particulièrement préoccupé par les revendications de solidarités politiques des principales minorités de l'île avec les populations de pays qui partagent la même langue ou la même religion. La question de la loyauté des Malais envers la nation et de leur allégeance vis-à-vis de la communauté musulmane mondiale est ainsi régulièrement soulevée (Metzer, 2003). L'État singapourien craint notamment que les solidarités transnationales ne favorisent un soutien à des mouvements terroristes, qu'il s'agisse des Tigres dans le cas des Tamouls ou bien de la *Jemah Islamiyah* et *Al Qaida* pour les musulmans. L'élite tamoule, qui est politiquement associée au *People's Action Party*, réussit à faire respecter aux membres de la communauté la prééminence des intérêts nationaux à ceux de la communauté tamoule transnationale imagée.

En se présentant dans sa propagande comme un défenseur du peuple tamoul, de sa culture et en abolissant le système des castes, le LTTE favorise l'identification des descendants des anciens coolies de Malaisie, et dans une moindre mesure ceux de Singapour, à son combat. Les contextes politiques locaux dans lesquels évoluent les Tamouls de ces deux pays ne sont pas sans conséquence sur la manière dont ces derniers soutiennent les Tigres et le

195. Source : Sri Lanka reminds Malaysia of its request on LTTE'2008, lankanewspapers.com, 9 april 2008
<http://www.lankanewspapers.com/news/2008/4/26579.html> (consulté le 9 oct 2008).

196. Source : Malaysia, Singapore 'cleaning house' for LTTE ?, Mangala Saraweera, 2006, The Lanka Newspaper, 1^{er} juin
<http://www.lankanewspaper.com/news/2006/5/7138.html> (consulté le 9 oct 2008).

rôle joué par ces pays dans le dispositif international du mouvement séparatiste. Le mal être des Tamouls de Malaisie explique leur plus grande identification à la souffrance de ceux de Sri Lanka et leur soutien très actif au nationalisme eelamiste. La Malaisie est ainsi devenue une place forte stratégique pour les séparatistes. Ces derniers y ont envoyé des émissaires afin de se servir de ce pays comme une importante base arrière dans leur combat pour la création d'un État séparé. À l'inverse, l'influence eelamiste auprès de la population tamoule locale conduit Colombo à faire part de son inquiétude auprès des responsables politiques malaisiens. À Singapour, le strict contrôle de la société par l'État est un élément non négligeable qui empêche le LTTE d'instrumentaliser ses sympathisants dans le pays. Au contraire de la Malaisie, des mobilisations politiques publiques d'envergure en soutien de la cause eelamiste y sont impossibles.

D. La manifestation de Batu Caves : un instrument de mobilisation transnationale.

L'état-major des Tigres organise à travers le monde de nombreuses manifestations afin de déplacer la guerre dans l'espace transnational du mouvement pro LTTE dans deux buts. Ces mobilisations politiques, qui se tiennent dans des lieux symboliques (New York, Genève, Bruxelles, La Chapelle, etc.), doivent accentuer la pression sur Colombo et les acteurs internationaux (Inde, USA, UE, ONU). Mais le mouvement séparatiste espère également que cette « transnationalisation des revendications, et des modes d'action contribue par l'homogénéisation à la formation et au maintien d'une communauté « imaginée » transnationale nourrissant ainsi le « nationalisme à longue distance ». (Dequirez, 2011a) ». La grande manifestation de soutien organisée en faveur du LTTE en déroute, le 24 mai 2009 à Batu Caves en Malaisie, est un excellent exemple de la manière dont les Tigres instrumentalisent ce type d'action politique pour peser sur la scène internationale et conserver le soutien des Tamouls afin de préserver son rôle d'interlocuteur légitime.

Le choix du lieu de la mobilisation n'est d'ailleurs pas anodin. Batu Caves, avec sa grande statue en or du dieu Murugan, est l'un des plus grands temples hindouistes en dehors de l'Inde. C'est de ce lieu sacré, situé à 13 km de Kuala Lumpur, que les Tamouls pro Eelam de Malaisie se mobilisent pour dénoncer le génocide dont sont victimes ceux de Sri Lanka (planche photographique 15). Ainsi, des photographies d'enfants et de femmes victimes des bombardements font écho aux banderoles explicites dénonçant, en tamoul ou en anglais, les

atrocités qui ont été délibérément commises à l'encontre des civils (« *Stop genocide of Tamils in Sri Lanka* », « *Punish Sri Lankan State Terrorism* », « *Your silence smacks of approval of genocide* »). Les organisateurs souhaitent attirer l'attention de l'opinion publique malaisienne et internationale sur la catastrophe humanitaire qui frappe la principale minorité de ce pays. En effet, la dernière phase du conflit, qui a opposé l'armée sri lankaise aux séparatistes du LTTE, a coûté la vie à 20 000 civils. Par ailleurs, malgré la proclamation de la victoire de Colombo, 280 000¹⁹⁷ civils se retrouvent, après plusieurs mois de combats, enfermés dans des camps d'internement surpeuplés et sans la moindre présence d'observateurs internationaux. La communauté tamoule pro LTTE de Malaisie entend également faire pression pour que son gouvernement retire son soutien à l'État sri lankais qui cherche l'appui de pays tiers pour présenter un projet de résolution empêchant l'ONU d'ouvrir une enquête sur de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis durant les derniers mois du conflit.

Les portraits du défunt leader historique des Tigres, Prabhakaran et les drapeaux des Tigres arborés par les manifestants ne laissent aucun doute quant à leur engagement en faveur de la création d'un État indépendant pour les Tamouls à Sri Lanka : l'Eelam. À l'inverse, les dirigeants de certains États sont clairement présentés comme des ennemis objectifs de la cause séparatiste. Plusieurs banderoles caricaturent comme des démons les leaders politiques sri lankais (le Président Rajapakse) et indiens (le Premier Ministre indien Singh et Sonia Gandhi, Présidente du Parti du Congrès et femme de l'ancien Premier Ministre Rajiv Gandhi assassiné par les LTTE). Le chef de l'État sri lankais est comparé à Hitler et est présenté comme le principal responsable du génocide tamoul alors que les manifestants reprochent aux dirigeants indiens le soutien apporté à Colombo pour son projet de résolution, empêchant ainsi l'ouverture d'une enquête internationale et indépendante contre Rajapakse et son état-major. Les pancartes appelant au boycott des produits fabriqués dans ces deux pays expriment également la colère des manifestants (« *Boycott ! Boycott !! Boycott !!! Air travels to India by Indian air lines, Tours to India, Relationship and Dealings with Indian High Commission* »). Pour compenser l'absence du soutien d'un État souverain, les militants pro Eelam insistent sur la mobilisation de la communauté tamoule transnationale. Plusieurs pancartes la présentent comme une entité unique et solidaire. Mais l'observation de certaines banderoles met vite en lumière son caractère artificiel. On peut ainsi lire sur certaines d'entre elles « *N°1 Tamil enemy traitors* » avec les portraits de deux personnages. Le premier représente Karuna, ancien responsable militaire du LTTE pour la province Est de Sri Lanka qui a fait scission et a rejoint

197. Source : http://www.msf.ch/fileadmin/user_upload/uploads/communiqués/images_2009/pdf/2009_top_ten_fr_72dpi.pdf

Planche photographique 15 : Manifestation pro LTTE de Batu Caves (Malaisie).

A/ Une mobilisation eelamiste au cœur d'un géosymbole tamoul sacré.



© Madavan, Batu Caves (Malaisie), 24 mai 2009.

B/ La dénonciation d'un génocide.



© Madavan, Batu Caves (Malaisie), 24 mai 2009.

le gouvernement Sri Lankais. Le second portrait représente Karunanidhi, *Chief Minister* de l'État du Tamil Nadu (Inde), qui est accusé de n'avoir rien fait pour forcer l'Etat Central indien à intervenir pour arrêter l'offensive militaire de l'armée sri lankaise et avoir ainsi permis le massacre des Tamouls et favorisé la défaite des Tigres. Ainsi malgré le discours des manifestants, la communauté transnationale tamoule est bien diverse et les militants présents à Batu Caves n'en sont pas les porte-parole.

Si cette mobilisation est présentée comme une réaction spontanée de défense des Droits de l'Homme en faveur d'une population civile en détresse, la manifestation n'en reste pas moins un instrument politique pour le LTTE qui veut faire valoir ses positions. Pour preuve, de nombreuses manifestations se sont déroulées à travers le monde avec les mêmes slogans et la même mise en scène. À Batu Caves, le mouvement transnational tamoul pro LTTE donne une dimension religieuse à son combat politique. En organisant leur protestation dans ce temple sacré, les Tigres font également appel à la foi des fidèles pour croire, malgré la défaite militaire, à la naissance future d'un autre territoire qui a été sacralisé, celui du Tamil Eelam. Ainsi le LTTE présente l'obtention d'un État indépendant, non pas comme l'aboutissement du rêve des seuls Tamouls sri lankais mais comme celui de la nation tamoule dispersée à travers le monde.

La politisation de la question identitaire et la peur de voir disparaître sa culture minoritaire sont des expériences communes aux Tamouls de Sri Lanka et de Malaisie. Ces expériences partagées favorisent l'aide des Tamouls de Malaisie à ceux de Sri Lanka dans la défense de leur identité tamoule. Mais finalement c'est moins l'identité tamoule sri lankaise que l'identité tamoule « eelamiste » qui est souvent valorisée.

Cette mobilisation souligne que le local et le transnational sont liés pour le LTTE. Les séparatistes s'appuient sur la frustration de la communauté tamoule locale pour se donner une stature internationale auprès de la diaspora tamoule sri lankaise notamment occidentale. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les Tigres dans leur communication ne tentent pas de sensibiliser les Malais et les Chinois à leur combat. Aucun panneau ou banderole n'a été réalisé dans la langue de ces communautés. Le soutien apporté par Beijing et Kuala Lumpur à Colombo dans sa lutte contre les Tigres n'est certainement pas étranger à cette décision. À l'inverse, les médias pro LTTE sont bien présents et assurent la couverture et la circulation transnationale de l'information dans les réseaux eelamistes (presse écrite, chaînes de télévision, Internet). L'enjeu pour les Tigres est bien de renforcer l'image d'unité des Tamouls et du soutien inconditionnel de la communauté tamoule mondiale malgré son caractère très artificiel. Malgré la défaite militaire des Tigres, le mouvement eelamiste se

reconfigure et se recentre en diaspora. Le soutien de la diaspora devient dès lors indispensable pour se reconstruire et légitimer la volonté des Tigres de continuer leur lutte en faveur de la création de l'Eelam alors même que les Tamouls de l'île ne sont plus prêts à les suivre. La mobilisation de certains Tamouls de Malaisie, et de la communauté tamoule mondiale pro eelamiste de façon plus générale, constitue ainsi un frein à l'intégration de ceux qui vivent à Sri Lanka. Le gouvernement de Rajapaksa profite des positions eelamistes d'une partie de la diaspora tamoule pour mettre en question la loyauté des Tamouls de l'île à la nation sri lankaise malgré la fin de la guerre.

Le LTTE instrumentalise la diaspora tamoule sri lankaise et d'autres groupes tamouls afin de légitimer et d'internationaliser son combat. Bien que son inscription sur la liste des organisations terroristes lui ait fait perdre toute crédibilité sur la scène internationale, le mouvement séparatiste réussit grâce à sa propagande à préserver le soutien d'une partie de la communauté tamoule mondiale. La diabolisation de l'ennemi cingalais et la victimisation de la communauté confèrent dans l'imaginaire de la communauté transnationale pro eelam un statut de libérateur au LTTE. En outre, sa propagande lui permet de développer un nationalisme à longue distance qui est également largement soutenu par les Tamouls de Singapour et de Malaisie. Toutefois, les Tamouls de ces deux pays ne se mobilisent pas de la même manière et n'ont pas la même importance stratégique pour les séparatistes. Alors que dans la cité-État les Tamouls affichent rarement publiquement leur soutien au mouvement séparatiste, en Malaisie, les Tigres peuvent compter sur la mobilisation des Tamouls locaux pour défendre leurs intérêts.

Dans le cadre de ce chapitre, l'étude de la place de la communauté tamoule mondiale et surtout des deux principaux foyers de peuplement d'origine, le Tamil Nadu et l'Eelam, dans l'imaginaire et les échanges avec les Tamouls de Singapour et de Malaisie a permis de comprendre leurs conséquences sur la perception identitaire de ces derniers. En effet, les échanges réels ou imaginaires avec les foyers d'origines et les liens développés entre chaque pôle d'installation de la diaspora nourrissent le sentiment d'appartenir à une communauté tamoule mondiale et participent au maintien de l'héritage culturel tamoul dans les pays d'installation. La fierté des membres de cette communauté d'être les héritiers d'une grande civilisation explique que, malgré leur statut de minorité culturelle, les Tamouls de Malaisie et de Singapour cultivent leur exception culturelle.

En outre, les relations qu'entretiennent les Tamouls de ces deux pays Sud-Est

asiatiques avec les deux principaux foyers de peuplement d'origine tamouls sont riches d'enseignements. Le Tamil Nadu, qui est le centre historique de la civilisation tamoule, a une grande influence socio-culturelle sur la communauté mondiale tamoule. Ainsi, le succès du mouvement dravidien à Singapour et en Malaisie et les progrès des médias, qui rendent faciles d'accès les journaux télévisés ou encore des films Kollywood, préservent un lien culturel imaginaire transnational entre les Tamouls de cette partie du monde et le Tamil Nadu. La volonté de Chennai de développer des relations privilégiées avec sa diaspora limite également l'acculturation et la perte de l'utilisation de la langue en situation de diaspora. En revanche, d'un point de vue politique, l'État du Tamil Nadu ne peut apporter qu'un soutien symbolique aux revendications des communautés étrangères d'origine tamoule, étant donné que la conduite de la politique étrangère est la prérogative de l'État central indien qui privilégie les intérêts économiques du pays.

Les relations des Tamouls de Singapour et de Malaisie avec le foyer de peuplement tamoul sri lankais sont marquées par la guerre qui se déroule dans l'île et surtout par la propagande des Tigres. Cette dernière présente l'Eelam comme un foyer de peuplement historique tamoul menacé par l'État cingalais. En dépeignant les souffrances du peuple tamoul de l'Eelam, le LTTE réussit à gagner la sympathie des Tamouls de ces deux pays à leur cause. Toutefois, le mouvement séparatiste LTTE, qui tente de mobiliser et d'instrumentaliser les groupes tamouls sud est asiatiques pour défendre sa cause, doit composer avec le contexte politique des deux pays. En effet, les Tamouls de Malaisie, qui se sentent également discriminés par leur État, s'identifient facilement à la souffrance de ceux de Sri Lanka et soutiennent activement le LTTE. À l'inverse, ceux de Singapour, qui sont associés au pouvoir, évitent d'afficher publiquement leur soutien pour ne pas déplaire à leur gouvernement. Enfin, la mobilisation des Tamouls de Malaisie, et de la communauté transnationale pro eelamiste de façon plus générale, constitue un frein à l'intégration de ceux qui vivent à Sri Lanka dans leur pays. En effet, les mobilisations pro eelamistes organisées à travers le monde alimentent la remise en cause de la loyauté des Tamouls de l'île par les nationalistes cingalais.

Chapitre 7 : Les migrations internationales contemporaines et l'intégration des Tamouls.

Dans le cadre de ce chapitre, nous verrons que les migrations internationales contemporaines de Tamouls en Malaisie, à Singapour et à Sri Lanka influencent différemment l'identification voire l'intégration des citoyens tamouls de ces trois pays.

La situation de l'île Sud-asiatique se distingue des deux autres pays. La guerre et les politiques discriminatoires à l'encontre de la principale minorité du pays sont à l'origine d'une émigration tamoule massive. Toutefois les stratégies d'émigration des Tamouls originaires du centre du pays et celles des Jaffnais diffèrent. Les premiers partent dans le cadre d'une migration professionnelle temporaire au Moyen-Orient alors que les seconds tentent, légalement ou non, de s'exiler définitivement en Occident. Cette émigration de refuge des Jaffnais marque leur volonté de s'émanciper de l'autorité de l'État sri lankais.

Nous verrons ensuite que le développement économique des deux pays Sud-Est asiatiques attire de nouvelles vagues d'immigration tamoule (professionnels qualifiés, non qualifiés et clandestins) d'Asie du Sud. Cette nouvelle diaspora tamoule n'est pas acceptée de la même manière par les Tamouls singapouriens et ceux de Malaisie du fait du contexte socio-politique et de la politique migratoire propre à chaque pays. La présence des Tamouls étrangers renforce l'identification des Tamouls de l'ancienne diaspora à leur pays d'accueil et est, dans le cas de Singapour, source de tensions entre locaux et immigrants. Nous verrons notamment, à travers l'étude de cas de Serangoon le dimanche, comment l'appropriation de ce quartier par les travailleurs peu qualifiés Sud-asiatiques étrangers crée des tensions.

1. L'émigration des Tamouls sri lankais comme solution pour un avenir meilleur.

Avec la reprise des affrontements entre les belligérants de 2006 à 2009, les Tamouls à Colombo ont de nouveau peur pour leur sécurité. Ajouté à cela les difficultés économiques, beaucoup sont tentés de quitter le pays. Toutefois les stratégies d'émigration des Tamouls varient selon qu'ils sont originaires des plantations ou du Nord du pays. Les Tamouls de Jaffna, qui ont souvent des membres de leur famille installés en Occident, aspirent à les rejoindre alors que les Tamouls peu qualifiés du Centre de l'île espèrent trouver un emploi au Moyen-Orient.

A. La volonté des Tamouls de quitter Sri Lanka.

Longtemps pays d'immigration (Meyer, 2012), Sri Lanka a vu depuis les années cinquante nombre de ses habitants, en particulier des Tamouls, quitter l'île pour des raisons politiques ou économiques. La politique du jeune État post-colonial de renvoyer les travailleurs tamouls d'origine indienne marque le début de ce changement migratoire (chapitre 3). Par la suite, les discriminations envers les minorités entraînent l'émigration des élites anglophones vers les pays du Commonwealth. Le pogrom anti Tamoul de 1983 puis la guerre opposant le gouvernement aux séparatistes tamouls provoquent une émigration de refuge des membres de la principale minorité du pays.

L'enquête réalisée entre 2007 et 2009 auprès d'habitants tamouls de Colombo révèle qu'à une écrasante majorité ces derniers souhaitent émigrer. Sur les 74 personnes interrogées, 62 ont envie de quitter leur pays¹⁹⁸. Les deux tiers de ces Tamouls sont d'ailleurs prêts à envoyer leurs enfants à l'étranger si l'occasion se présente. Deux personnes ont déclaré que l'un de leurs enfants s'était déjà exilé (tableau 14).

Tableau 14 : Les Tamouls interviewés à Colombo et l'hypothèse de l'émigration de leurs enfants.

Réponses	Effectif
Oui	53
C'est son choix	9
Non	6
Ne sait pas	3
C'est déjà fait	2
Ca dépendra du contexte politique	1
Total	74

Source : synthèse des résultats de la question 18 des annexes 7, 8 et 9.

L'incertitude de l'avenir politique, la peur pour sa sécurité et la difficulté de trouver un emploi (chapitre 1) expliquent pour beaucoup la volonté des Tamouls interrogés de vouloir émigrer ou d'au moins envoyer leurs enfants à l'étranger.

En outre, la rencontre, durant le cessez-le-feu, avec la diaspora a également contribué à alimenter le rêve d'Occident chez les Tamouls. En effet, le retour pour les vacances, pour un mariage ou encore un deuil des membres de la famille résidant à l'étranger, disposant d'un grand pouvoir d'achat, a consolidé la volonté des Jaffnais de tenter leur chance hors d'un pays où ils se sentent lésés. Bien que les raisons politiques restent présentes dans le choix des

198. Source : synthèse des résultats de la question 17 des annexes 7, 8 et 9.

Tamouls d'émigrer, c'est aussi de plus en plus pour des questions économiques qu'ils veulent s'exiler. Quitter l'île pour l'Occident est, pour de nombreux Jaffnais, le meilleur moyen de mettre à l'abri du besoin la famille restée au pays.

Cette envie d'émigrer en Occident est également alimentée par le témoignage de Tamouls qui ont été reconduits dans l'île après avoir tenté d'obtenir le statut de réfugié dans un pays occidental. Le parcours de vie d'un candidat à l'exil de 35 ans qui a été expulsé de France en 2007 est significatif :

Interviewer : « Pourriez-vous me raconter votre parcours de vie ? »

Interviewé : « Je suis originaire de Manipay. Je suis arrivé à Colombo en 1987 avec ma famille à l'âge de 14 ans. Mes parents ont préféré quitter notre région natale pour se réfugier dans une ville plus sûre. Nous nous sommes installés à Wellawatta et nous avons tissé de bons rapports avec nos voisins cingalais et musulmans. J'ai eu une jeunesse plutôt heureuse et j'avais des amis issus de toutes les communautés. J'ai suivi ma scolarité à l'Hindu college de Bambalapatiya et j'ai validé une formation d'un an en acupuncture à l'Open University de Colombo en 1996. À l'issue de cette formation, j'ai voulu suivre une formation en ostéopathie à Londres où un de mes oncles dirige une clinique. L'ambassade d'Angleterre, qui redoutait que je ne rentre pas à Sri Lanka, a refusé de m'octroyer un visa. Cet événement a fait basculer ma vie. J'ai décidé d'aller clandestinement à Londres. Après avoir traversé l'Europe¹⁹⁹, j'ai passé 6 ans (1998 à 2003) en Angleterre et 4 ans (2003 à 2007) en France comme sans papier. Suite au rejet de ma demande d'asile par l'OFPPA en 2006, j'ai essayé de retourner clandestinement à Londres. Les contrôles de papiers y sont très rares et surtout je n'étais pas confronté au problème de la langue. Malheureusement, j'ai été arrêté à Calais et on m'a expulsé. »

Interviewer : « Comment s'est passé votre retour ? Avez-vous réussi à vous réhabituer à la vie à Colombo ? »

Interviewer : « Je suis retourné chez mes parents à Wellawatta. Ils étaient contents de me revoir sain et sauf mais ils étaient tristes que les choses n'aient pas bien tourné pour moi. Le retour à Colombo a été un peu bizarre. Pendant 10 ans ma vie était ailleurs. J'étais bien sûr heureux de retrouver mes parents et mes proches mais c'est quand même un sentiment d'échec qui domine. Tout cet argent dépensé et toutes ces années perdues pour rien ! En plus, il n'y a rien pour moi ici. Je sais que je ne trouverai pas de travail et il faut avouer que la situation politique du pays reste tendue. Il faut faire attention quand on est Tamoul. On a pas la même liberté pour s'exprimer ou simplement se déplacer dans la ville ... Avant de partir je fréquentais beaucoup des Cingalais mais après toutes ces années d'exil, je n'ai plus de contact avec eux. En plus, beaucoup de mes amis tamouls vivent à l'étranger. Je ne vois qu'un petit groupe d'amis tamouls qui n'aspirent tous qu'à quitter Sri Lanka par n'importe quel moyen. Pour ma part, je leur conseille d'essayer de partir mais pas clandestinement. La vie est trop dure en Occident quand on est sans papier. Mais comme les Tamouls n'ont aucune perspective de réussite économique et donc sociale ici, ils se disent que malgré les difficultés cela ne peut pas être pire qu'à Sri Lanka. »

Interviewer : « Comptez-vous désormais faire votre vie à Sri Lanka ou alors émigrer ? »

Interviewé : « Je compte bien sûr partir. Ma fiancée a obtenu la nationalité canadienne. Nous nous sommes mariés l'année dernière. J'ai commencé la procédure administrative auprès de l'ambassade du Canada pour obtenir un visa. J'espère l'obtenir au plus vite afin de pouvoir enfin quitter Sri Lanka et reconstruire ma vie au Canada... »

Tamoul de Manipay, 35 ans, Mars 2008, Wellawatta

Malgré l'échec de l'aventure en Europe et l'expérience des difficultés d'une vie de sans

199. Cette personne a mis un an pour arriver à Londres. Les passeurs lui ont d'abord fait prendre l'avion jusqu'à Moscou en novembre 1997. Par la suite, cet homme passe, par voies terrestres, en Ukraine, en Slovaquie, en République Tchèque, en Pologne où il est arrêté puis réexpédié en République Tchèque. De là, il gagne l'Allemagne, traverse la France et arrive enfin à Londres. Pour gagner l'Angleterre, ce Tamoul a dû payer 900 000 roupies sri lankaise (nourriture, logement et transports compris) aux passeurs.

papier en France et en Angleterre, la situation à Sri Lanka est telle que cet homme n'espère qu'une chose : quitter au plus vite son pays mais cette fois-ci légalement.

L'incertitude de l'avenir politique de l'île et la difficulté de trouver un emploi poussent les Tamouls à envisager de quitter leur pays dans l'espoir de trouver une vie meilleure. En outre, l'interaction avec les membres de la diaspora et le discours de ceux qui ont échoué dans leur tentative à s'exiler nourrissent également l'imaginaire des Tamouls de Sri Lanka et leur volonté de vivre en Occident. Colombo, qui est la principale porte de sortie de l'île pour les candidats à l'exil, concentre une importante « diaspora de l'ombre » (Thirunagama, 2012), c'est à dire ces Tamouls qui rêvent, parfois depuis des années, d'émigration mais qui n'y arrivent pas. Si quelques possibilités d'émigrer légalement existent, de nombreux Tamouls sri lankais prennent le risque de quitter clandestinement le pays pour rejoindre leur famille en diaspora.

B. Les différentes stratégies d'émigration des Tamouls sri lankais.

Les Tamouls qui souhaitent émigrer ont finalement peu de possibilités qui se présentent à eux. Si l'émigration professionnelle temporaire dans le Moyen-Orient est une option, c'est surtout le départ, par le biais du regroupement familial ou illégalement, pour un pays occidental, qui est le plus souvent privilégié par les Tamouls originaire du Nord.

Parmi les différentes alternatives dont disposent les Tamouls pour quitter le pays, l'émigration professionnelle pourrait sembler la plus logique. En effet, entre 2007 et 2010 plus de 200 000 Sri lankais²⁰⁰, principalement peu qualifiés, ont obtenu chaque année un visa pour travailler dans un pays étranger (tableau 15). Cette migration internationale de travail se développe surtout en direction des pays du Moyen-Orient qui ont accueilli, en 2010, 91,5 % des Sri lankais quittant leur île pour occuper un emploi (tableau 16).

200. La majorité des sri lankais qui émigrent dans les pays du Golfe sont des femmes non-tamoules.

Tableau 15 : Les émigrations professionnels sri lankais entre 2007 et 2010.

	2007	2008	2009	2010
Nombre total d'émigrants professionnels	218 459	250 499	247 126	267 507
Migrant par compétence (en %)	/	/	/	/
Professionnel	0,8 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
Niveau intermédiaire	1,8 %	3,5 %	2,6 %	2,6 %
Secrétariat	2,1 %	2,7 %	2,7 %	3 %
Travailleurs qualifiés	24,6 %	25,9 %	27,2 %	28,5 %
Travailleurs non qualifiés	23,9 %	24 %	20,3 %	22,6 %
maids	46,9 %	43,1 %	46 %	42,1 %

Source : Central Bank of Sri Lanka, 2012, p. 21

Tableau 16 : Régions de destination des émigrants professionnels sri lankais en 2010.

Région	Nombre	Pourcentage
Moyen-Orient	244 832	91,5 %
Asie de l'Est et du Sud-Est	10 315	3,9 %
Europe	2 898	1,1 %
Autres	9 462	3,5 %
Total	267 507	100 %

Source : Central Bank of Sri Lanka, 2012, p. 21

Malgré les possibilités de travail qu'offrent les pays du Moyen-Orient, les Tamouls qui ont répondu au questionnaire à Colombo ont, à une très grande majorité, déclaré désirer émigrer dans un pays occidental (tableau 17). La prépondérance des Tamouls originaires de la province Nord dans l'échantillon des personnes interrogées explique pour beaucoup cette préférence. Les Tamouls originaires de cette région ont souvent des membres de leur famille déjà implantés en Europe, en Amérique du Nord ou en Australie (tableau 18). Les Tamouls jaffnais candidats à l'exil peuvent compter sur la solidarité familiale transnationale. Les membres de la diaspora aident souvent financièrement leurs proches à quitter le pays. Le choix du pays d'immigration est d'ailleurs souvent lié à la présence de membres de la famille capable de les héberger. Ces derniers sont souvent d'une aide indispensable pour favoriser l'adaptation des néo-arrivants ou les guider dans leurs démarches administratives auprès des autorités du pays d'accueil. Il est par ailleurs intéressant de noter que la seule personne qui a déclaré souhaiter émigrer dans un pays du Moyen-Orient est une Tamoule originaire de la région de Kandy. Cette couturière âgée de 19 ans justifie son choix en expliquant vouloir faire comme sa grande sœur, afin de gagner beaucoup d'argent pour sa famille, en passant quelques

années comme maid au Liban. Malgré le faible nombre de Tamouls interrogés originaires des régions des plantations, il est intéressant de noter qu'aucune d'elles n'a déclaré avoir un membre de sa famille installé dans un pays occidental. Par contre, plusieurs ont confirmé que l'un de leurs proches est employé dans un pays du Moyen-Orient. À la différence des Tamouls originaires du Nord, qui désirent émigrer définitivement dans un pays occidental, ceux originaires du Centre de l'île n'envisagent de partir que dans le cadre d'une migration professionnelle, souvent au Moyen-Orient, avec l'obligation de revenir au pays une fois le contrat achevé. Il semble que l'horizon et les aspirations des Tamouls des plantations, dont très peu de membres de la communauté se sont expatriés en Occident, soient très différents de ceux des Tamouls du Nord qui bénéficient du soutien de leur diaspora.

Tableau 17 : Les destinations où les Tamouls interrogés à Colombo souhaiteraient émigrer.

Pays	Nombre de fois cité
Grande-Bretagne	19
Canada	16
Australie	10
N'importe ou	9
Suisse	8
France	5
Un pays occidental	4
Allemagne	2
Inde	2
Singapour	2
Malaisie	1
Liban	1
État Unis	1
Italie	1

Source : synthèse des résultats de la question 16 des annexes 7, 8 et 9.

Tableau 18 : Pays dans lesquels les Tamouls de Colombo interrogés ont de la famille.

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant un membre de sa famille dans ce pays
Canada	34
Grande-Bretagne	33
France	28
Allemagne	15
Suisse	12
Australie	10
Inde	8
Pays-Bas	6
Norvège	5
USA	3
Malaisie	3
Italie	3
Qatar	3
Liban	1
Bahreïn	1
Singapour	1
Soudan	1

Source : synthèse des résultats de la question 16 des annexes 7, 8 et 9.

En outre, les Tamouls originaires du Nord sont préoccupés par leur sécurité. De nombreux parents espèrent envoyer leurs enfants en Occident afin de les mettre définitivement à l'abri. La conclusion d'union matrimoniale avec un membre de la diaspora est devenue une opportunité pour émigrer légalement grâce au dispositif de regroupement familial mise en place par de nombreux pays occidentaux. Les mariages transnationaux présentent aussi le double avantage que les jeunes hommes de la diaspora ne demandent en général pas ou peu de dot alors la future mariée pourra financièrement aider sa famille avec plus de facilité en cas de besoin. S'il est difficile d'avoir des statistiques officielles sur le nombre total de mariages transnationaux impliquant un Tamoul, la consultation du registre de mariage tenu par Madame Waneja Somaskandha (tableau 19), agent assermenté pour célébrer les unions civiles à Colombo, permet de se faire une idée de leur importance. Madame Somaskandha célèbre également les mariages en tamoul. Cela explique que de nombreux Tamouls préfèrent s'adresser à elle pour leur union. Son registre de mariage ne comportait pas la nationalité des mariés mais l'origine ethnique des parents. C'est Madame Somaskandha qui nous a précisé dans quel pays résidaient les personnes dont elle a célébré l'union. 46 des 91 mariages enregistrés par cet agent entre le 1^{er} mai 2008 et le 21 mars 2009 ont uni un résident sri lankais tamoul avec une personne vivant à l'étranger. Trois mariages ont consacré l'union de deux Tamouls vivant à l'étranger. L'analyse des mariages transnationaux célébrés par Madame Somaskandha souligne que ce sont surtout des Tamouls de la diaspora qui viennent chercher une épouse tamoule dans leur pays d'origine. En outre, dans la grande majorité des cas, le conjoint ne résidant pas à Sri Lanka vit dans un pays occidental et en est certainement ressortissant. En effet, les membres de la diaspora tamoule ayant le statut de réfugié ne sont pas autorisés à se rendre dans leur pays d'origine et vont plutôt au Tamil Nadu ou encore à Singapour pour se marier avec un conjoint résidant à Sri Lanka. Le mariage est devenu pour les Tamouls du Nord, la solution la plus sûre pour émigrer légalement en Occident.

Mais pour beaucoup de Tamouls, les portes de l'eldorado occidental semblent verrouillées par les ambassades et l'émigration clandestine apparaît comme la seule solution pour quitter le pays. Dès lors, la capitale sri lankaise est le point de passage incontournable pour tous les candidats au passage clandestin à l'étranger. Toutes les formalités administratives sont réalisées à Colombo. Avant de pouvoir prendre l'avion, les Tamouls, qui comptent quitter illégalement l'île, doivent souvent patienter plusieurs semaines voire plusieurs mois que leurs faux documents soient prêts et attendre ensuite l'appel téléphonique des passeurs pour le départ. Ils ne connaissent généralement que quelques jours avant leur départ la route que les passeurs vont leur faire emprunter. Celle-ci peut aussi bien passer par

**Tableau 19 : Mariages célébrés du 1^{er} mai au 21 mars 2009
à Colombo par Madame Somaskandha.**

Unions entre deux personnes résidant à Sri Lanka			
	Homme	Femmes	Total
Entre deux Tamouls	/	/	41
Entre un Tamoul et une Cingalaise	/	/	2
Entre une Tamoule et un Musulman	/	/	1
Entre un Burgher et une Cingalaise	/	/	1
<i>Total</i>	/	/	45
Mariages dont un des conjoints est tamoul et réside à l'étranger			
Pays de résidence de la personne ne résidant pas à Sri Lanka	Marié ne résidant pas à Sri Lanka	Mariée ne résidant pas à Sri Lanka	Total
Canada	10	3	13
Angleterre	13	0	13
Allemagne	5	0	5
France	3	0	3
Australie	0	2	2
Suisse	1	1	2
Italie	1	0	1
Norvège	0	1	1
Qatar	1	0	1
Singapour	1	0	1
<i>Total</i>	35	7	42
Mariages dont les deux mariés sont des Tamouls résidant à l'étranger			
Les époux vivent en Angleterre	/	/	1
Les deux mariés vivent au Qatar	/	/	1
Un des époux vit au Qatar et l'autre en Angleterre	/	/	1
<i>Total</i>	/	/	3
Autre			
Mariage entre un Tamoule vivant à Sri Lanka et un Allemand qui n'est pas originaire de l'île	/	/	1
Total de tous les mariages célébrés	/	/	91

Source : Registre de mariage de Madame Somaskandha consulté le 21 mars 2009 à Colombo

l'Europe de l'Est, Madagascar, l'Afrique de l'Ouest ou encore l'Asie du Sud-Est. Dans certains cas les clandestins sont placés dans un vol direct pour le pays de destination²⁰¹. Il arrive également que les passeurs utilisent des voies légales pour amener leurs clients en Europe comme l'illustre le témoignage d'une Tamoule arrivée en France en 2009 :

Interviewer : « Quand et comment êtes vous arrivée en France ? »

Interviewée : « Je suis arrivée en 2009 à Paris. J'ai pris l'avion de Colombo pour Rome avec un visa professionnel de 8 mois pour travailler comme maid en Italie. Arrivée à Rome, un de mes oncles, qui habite à Naples, est venu me chercher et m'a accompagné à la gare ferroviaire pour prendre un train pour Milan. À Milan, un de mes cousins qui habite ici (Paris) est venu me chercher et pour me conduire chez mon oncle à Paris.»

Interviewer : « Mais est ce que la personne qui vous a recruté pour le travail savait que vous n'alliez pas rester en Italie ? »

Interviewée : « Oui, c'est un ami de la famille. Il m'a dit que si je voulais il pourrait s'arranger pour m'obtenir un visa de travail pour l'Italie pour 8 000€. Il était au courant que je souhaitais venir en France. »

Interviewer : «Quelle est votre situation actuellement ? »

Interviewée : «J'ai obtenu le statut de réfugiée en 2010. Cela m'a permis de faire venir légalement mes enfants qui étaient restés à Colombo. »

Entretien réalisé en août 2012 à Paris

Malgré les risques qu'implique l'émigration clandestine, de nombreux Tamouls originaires du Nord sont prêts à tenter leur chance dans l'espoir d'avoir un avenir meilleur. La présence de membres de la famille élargie en diaspora est un atout comme nous l'avons vu dans le dernier cas. La solidarité du réseau familial transnational a permis à cette Tamoule de payer le coût du passage et surtout d'être prise en charge par ses proches dès son arrivée en Europe.

La carte illustrant la progression de la demande d'asile sri lankaise de 2006 à 2010 dans les principaux pays occidentaux de destination (figure 38) permet de se faire une idée de l'importance de ces migrations clandestines. La reprise de la guerre s'est traduite par une augmentation des dossiers de requête du statut de réfugié dans les principaux pays receveurs occidentaux jusqu'en 2008. Par contre la victoire finale de l'armée sri lankaise en 2009 a entraîné une chute des demandes d'asile dans la majorité des pays occidentaux à l'exception notoire du Canada, du Royaume-Uni et de l'Australie. En 2010, les pays qui comptent le plus de demandeurs d'asile sri lankais (France, Royaume-Uni, Canada, Suisse, Allemagne) (figure 39) sont sans surprise ceux qui abritent les plus fortes concentrations de membres de la diaspora tamoule sri lankaise. La présence de membres de la famille capable de les aider sur place et l'évolution des politiques plus ou moins sévères d'octroi du statut de réfugié aux Tamouls sri lankais dans les différents pays occidentaux influencent le choix des candidats à l'exil quant à leur pays de destination. Cette volonté des Tamouls originaires du Nord de quitter définitivement leur pays entérine l'échec de l'État sri lankais à intégrer cette minorité

201. Ces affirmations s'appuient sur les témoignages de 15 Tamouls sri lankais qui sont arrivés illégalement en France. Ces personnes ont été interrogées au cours du mois d'août 2012 à Paris.

Figure 38 : La progression de la demande d'asile sri lankaise de 2006 à 2010 dans les principaux pays occidentaux de destination.

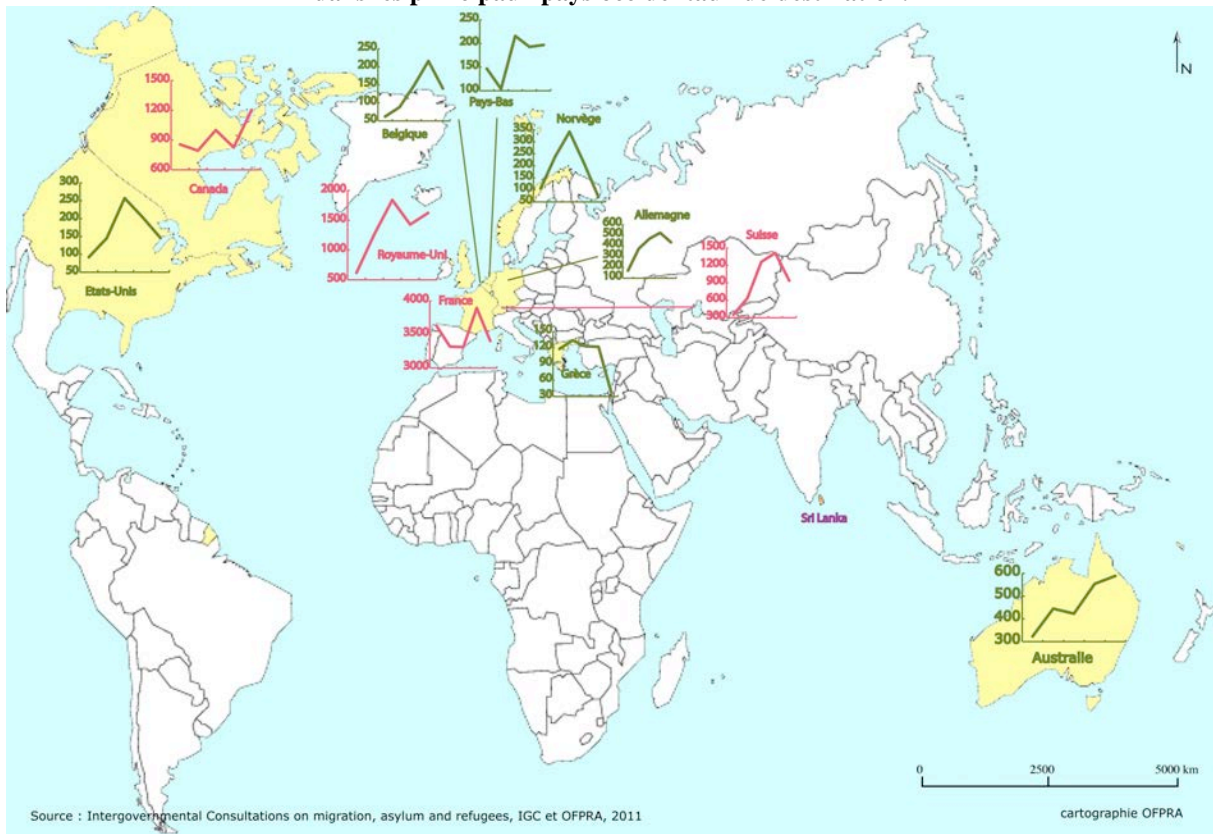
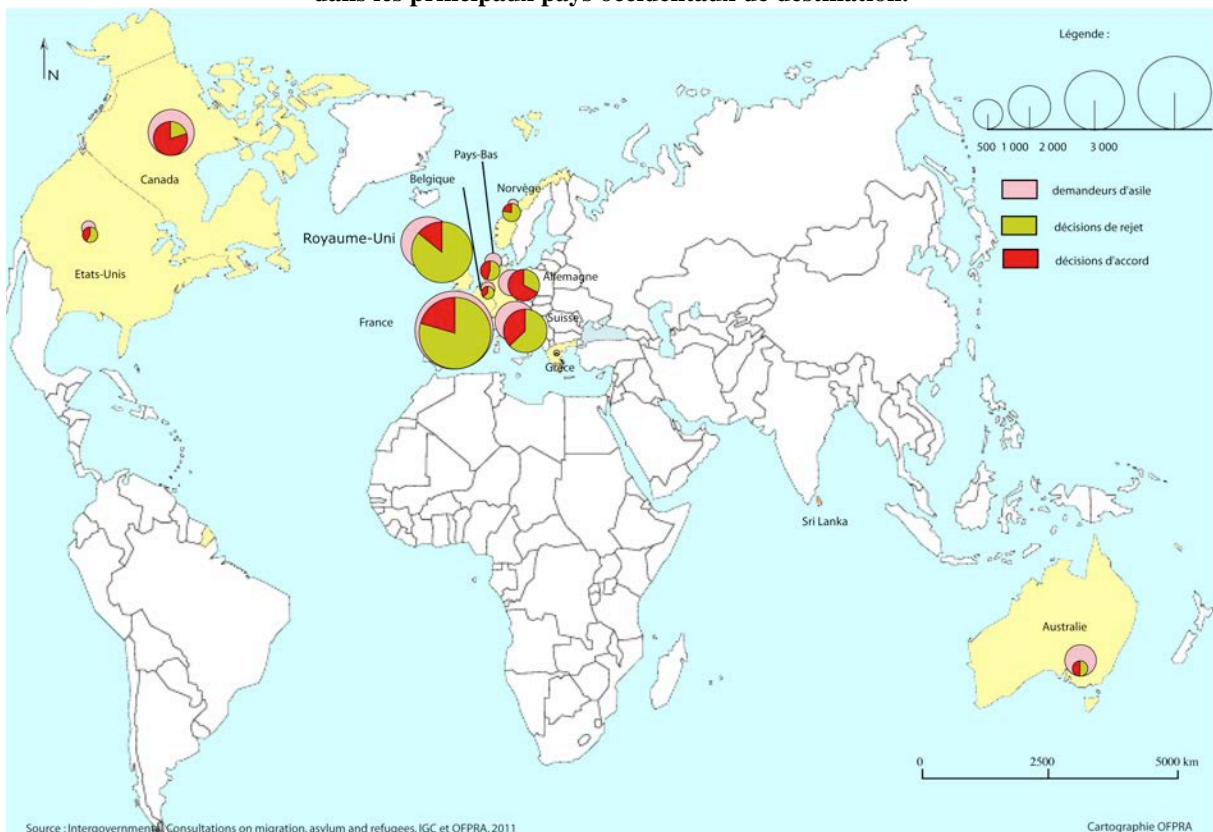


Figure 39 : Demande d'asile sri lankaise et décisions des premières instances en 2010 dans les principaux pays occidentaux de destination.



et à l'identifier à la Nation.

Cette volonté de gagner à tout prix l'Occident, perçu par les Tamouls du Nord comme l'espace refuge par excellence, est finalement l'ultime manifestation du mal être de cette communauté dans leur propre pays. Tout cela a pour effet de produire un cercle vicieux dans lequel la marginalisation de la minorité tamoule empêche l'intégration et l'identification de ce groupe à la nation et entraîne au final l'émigration définitive de certains membres de cette communauté. Dans le même temps, la réussite de la diaspora pousse d'autres Tamouls à tenter à leur tour leur chance et à imaginer de moins en moins leur vie dans leur propre pays. Dans ces conditions, l'émigration des Jaffnais participe à singulariser encore plus leur communauté des autres populations du pays et entretient également l'espoir de pouvoir s'émanciper définitivement de l'autorité de l'État sri lankais. Contrairement à Sri Lanka où l'émigration des Tamouls du Nord contribue à freiner en quelque sorte leur identification à l'État, dans les deux pays Sud-Est asiatiques qui nous intéressent, l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants tamouls d'Asie du Sud tend au contraire à renforcer l'identification des Tamouls locaux à leur pays.

2. L'ancienne diaspora et l'immigration de Tamouls d'Asie du Sud à Singapour et à KL.

Le développement économique de Singapour et de la Malaisie attire depuis plus de trois décennies de nouvelles vagues d'immigration tamoules dans ces pays. Cette nouvelle diaspora tamoule est très hétérogène tant par la nationalité et le niveau de qualification de ses membres que par la situation administrative dans laquelle ils se trouvent (visa de résident permanent, visa professionnel ou clandestinité). Ces différences déterminent souvent l'implantation résidentielle de ces étrangers, leur cercle de solidarité et leurs échanges avec les Tamouls locaux. En outre, la présence de ces étrangers a également des conséquences sur la construction identitaire de l'ancienne diaspora tamoule à travers la distinction qui émerge entre Tamouls locaux et immigrés. Le contexte socio-politique national dans lequel évoluent les Tamouls singapouriens et malaisiens, ainsi que l'adoption par les deux États de politiques d'accueil très différentes des immigrants professionnels, participent à la plus ou moins bonne acceptation de la présence de la nouvelle diaspora tamoule par l'ancienne.

A. Les migrations tamoules internationales contemporaines en Asie du Sud-Est.

La baisse du pourcentage de part la minorité d'origine Sud-asiatique dans la population nationale dans les deux pays Sud-Est asiatiques, qui a commencé dans le milieu des années 1950, est endiguée à Singapour par l'arrivée, depuis le début des 1990, d'immigrants professionnels tamouls indiens et sri lankais (Annexes 20 et 23). En effet, pour accélérer leur développement les deux pays adoptent de nouvelles politiques économiques en vue de s'imposer comme de nouveaux centres de services internationaux en attirant pour cela des travailleurs étrangers hautement qualifiés dans les secteurs de la technologie l'informatique, des affaires ou encore de la finance. À cela s'ajoute une immigration de travailleurs peu qualifiés qui vient offrir ses services dans les secteurs du bâtiment ou encore du service à domicile. Malgré la volonté de ces deux États d'attirer une main d'œuvre étrangère, l'adoption de politiques d'accueil très différentes des immigrants professionnels venant d'Asie du Sud a des conséquences sur les relations de ces derniers avec les Tamouls locaux et l'intégration des nouveaux arrivants dans la société.

La cité-État, qui accueille une immigration de travailleurs tamouls au profil très hétérogène, développe une politique favorisant l'installation dans l'île des *foreign talents* et le retour des moins qualifiés dans leur pays à la fin de leur contrat. En 2004, le nombre de résidents d'origine sud-asiatique à Singapour s'élève à 293 100 personnes sur un total de 3,487 millions (Rai, 2006). Cette communauté, qui comprend à la fois les citoyens indo-singapouriens et les Sud-Asiatiques étrangers détenant le statut de résident permanent, représente 8,4 % de la population résidente totale en 2004. Le statut de résident permanent est accordé à des personnes possédant des compétences recherchées par Singapour ou qui y ont déjà passé un certain nombre d'années comme immigrant qualifié. Ce statut facilite l'installation de la famille de cette personne dans le pays et l'accès à l'école pour ses enfants. Un résident permanent peut par la suite faire une demande pour obtenir la citoyenneté. En 2005, le pays comptait plus de 290 000 résidents permanents et 13 000 personnes ont été naturalisées.

Par ailleurs, en 2004, 90 à 100 000 (Rai, 2006) travailleurs étrangers du sous-continent indien employés comme ingénieurs en informatique, ouvriers du bâtiment ou encore domestiques, vivent aussi dans le pays avec un titre de séjour temporaire. De nombreux Sud-Asiatiques qualifiés préfèrent venir travailler à Singapour où les salaires sont plus importants que dans leur pays d'origine. À l'issue des deux ans de contrat, ces personnes peuvent

demander à le renouveler ou faire une demande pour devenir un résident permanent. Les travailleurs peu qualifiés occupent des emplois considérés comme pénibles, dangereux ou dégradants (domestiques, ouvriers dans le bâtiment, éboueurs, etc.). Les accords bilatéraux²⁰² facilitent le recrutement en Inde de main d'œuvre très corvéable à faible coût pour le secteur du bâtiment et à Sri Lanka pour les maids. Ces travailleurs étrangers à faible qualification n'ont pas la possibilité de devenir des résidents permanents et sont recrutés dans des conditions très strictes. Ils ne peuvent rester dans l'île que pendant la durée de leur contrat de travail. Par ailleurs, ces personnes ne sont autorisées à exercer que le travail pour lequel elles sont venues. De par leur emploi, ces immigrants ont, en quelque sorte, un statut inférieur au reste de la population de l'île bien que leur travail soit indispensable à la bonne marche de l'économie du pays. D'une certaine façon ces travailleurs rappellent les premiers immigrants de Singapour qui ne venaient qu'amasser suffisamment d'argent pour une certaine durée avant de regagner leur pays d'origine. Le parallèle ne s'arrête d'ailleurs pas là. Comme les immigrants de la période coloniale, ces nouveaux immigrants peu qualifiés se caractérisent également par leur statut de célibataire. En effet, l'État singapourien prend soin dans sa politique de recrutement de ne sélectionner soit que les femmes ou des hommes d'un dans les pays avec lesquels il a conclu des contrats bilatéraux d'immigration. Ainsi, le *People's Action Party* refuse que ces immigrants peu qualifiés puissent s'installer avec leur famille et évite à priori toute possibilité de voir se former des couples de travailleurs non qualifiés sur son territoire. D'ailleurs le contrat des maids précise que si elles tombent enceintes, elles seront expulsées du pays. Nous verrons que la présence de ces immigrants, qualifiés ou non, dans un pays dont le tiers de la population est étrangère, n'est pas sans conséquence sur la perception des Singapouriens.

Kuala Lumpur développe une politique migratoire différente de son voisin. Si les compétences des *foreign talents* sont les bienvenues, l'État n'encourage pas l'immigration d'une main d'œuvre peu qualifiée tamoule et lutte contre la présence des clandestins dans le pays. L'État malaisien tente d'attirer les travailleurs qualifiés²⁰³ étrangers (notamment les ingénieurs en télécommunication) afin de s'affirmer comme un nouveau « hub » international de services. Pour cela, Kuala Lumpur recourt à une immigration de professionnels indiens. Ces derniers représentent ainsi 51 % des travailleurs étrangers du secteur des technologies de l'information et de la communication en 2004 (Leclerc, 2012b). En mars 2005, l'État

202. En 2005 Singapour et l'Inde ont signé un accord de coopération (*Comprehensive Economic Cooperation Agreement* ou CECA) pour faciliter la migration d'ouvriers indiens, de biens, de services et d'investissements entre les deux pays.

203. Les étrangers sont considérés en Malaisie comme des travailleurs qualifiés s'ils gagnent plus de 2 500 RM par mois. (Kassim 2005, p.267).

malaisien signe le *Memorandum of Understanding* avec l'Inde pour fixer les conditions d'un recrutement de main d'œuvre qualifiée indienne. Ces travailleurs étrangers, qui peuvent être employés ou auto-entrepreneurs, ont l'autorisation de venir s'installer en Malaisie avec leur famille. Toutefois, à la différence de Singapour, leur présence demeure le plus souvent temporaire à cause de la difficulté d'obtenir la citoyenneté ou même un visa de résident permanent.

En outre, la croissance économique rapide du pays depuis les années 1980 a également favorisé l'arrivée de travailleurs immigrés faiblement qualifiés²⁰⁴. Le gouvernement a notamment négocié des accords bilatéraux pour encadrer, dans des conditions très strictes, l'immigration d'une main d'œuvre peu qualifiée qui augmente la présence de travailleurs étrangers sur son sol. En effet, 2,8 des 12 millions de travailleurs en 2007 sont des étrangers d'après les rapports officiels et des médias (Kaur, 2006a). Mais à la différence de Singapour, la Malaisie ne fait pas appel à une main œuvre tamoule indienne peu qualifiée privilégiant plutôt un recrutement de travailleurs d'Asie du Sud-Est (en particulier des Indonésiens) ou musulmans d'Asie du Sud (Bangladesh) (tableau 20).

Enfin, le gouvernement malaisien estime également qu'il y aurait plus de 2 millions d'étrangers sans papiers dans le territoire, soit environ 7 % de population totale du pays. Dans ces conditions, il est impossible d'ignorer la présence des Tamouls clandestins originaires de Sri Lanka et du Tamil Nadu. Dans le cas des premiers, la Malaisie est, depuis le début du conflit armé en 1987, un des points de transit pour les candidats à l'exil avant de rejoindre l'Australie, l'Europe ou l'Amérique du Nord. Certains ont été abusés par des passeurs ou ont été arrêtés par la police malaisienne et relâchés en échange d'une certaine somme d'argent. Ils vivent en clandestinité dans le pays en essayant de se fondre dans la communauté tamoule malaisienne. Dans le cas des seconds, il s'agit souvent de personnes qui ont été trompées par de faux agents de recrutement basés en Inde. Ces Indiens ont souvent payé ces escrocs en croyant trouver un emploi en règle avec un permis travail. Ces clandestins survivent le plus souvent en travaillant au noir dans le bâtiment, dans les plantations ou dans la restauration.

Pour limiter la pression démographique de cette immigration clandestine, le gouvernement malaisien a mis en place de 2004 un programme d'amnistie afin d'accélérer le rapatriement de ceux qui souhaitent rentrer dans leur pays. Ce programme permet aux

204. Des titres de travail temporaires (*The Visit Pass for Temporary employment*) sont accordés aux immigrés professionnels gagnant moins de 2 500 RM par mois et qui sont employés dans le secteur de la manufacture, du Bâtiment, comme ouvriers dans les plantations ou encore comme employés de maison. Ces personnes obtiennent un titre de séjour d'un an renouvelable 5 fois. Ces immigrés peu qualifiés ne sont pas autorisés à faire venir les membres de leur famille dans le pays.

Tableau 20 : Malaysia: sectors permitted to recruit foreign workers, 2006²⁰⁵.

Sector	Source country
Construction	Philippines (male), Indonesia, Cambodia, Kazakhstan, Laos, Myanmar, Nepal, Thailand, Turkmenistan, Uzbekistan, Vietnam and Bangladesh (Effective 1 August 2006).
Manufacturing	Philippines (male), Indonesia (female), Cambodia, Kazakhstan, Laos, Myanmar, Nepal, Thailand, Turkmenistan, Uzbekistan, Vietnam and Bangladesh (Effective 1 August 2006).
Plantation/Agriculture	Philippines (male), Indonesia, India, Cambodia, Kazakhstan, Laos, Myanmar, Nepal, Thailand, Turkmenistan, Uzbekistan, Vietnam and Bangladesh (Effective 1 August 2006).
SERVICES	
Restaurant	All source countries for general worker posts (except India-cook only). Restaurants in major towns in Peninsular Malaysia.
Laundry	All source countries except India.
Cleaning/Sanitation	All source countries except India.
Caddy	All source countries except India.
Resort islands	All source countries except India.
Welfare homes	All source countries except India.
Cargo	All source countries except India.
High tension cable	India only.
Domestic workers	Sri Lanka, Indonesia, Thailand, Philippines and Cambodia.
Foreign nurses	Albania, India, Bangladesh, Philippines, Pakistan, Indonesia and Myanmar.

clandestins qui y participent de ne pas être emprisonnés et lourdement sanctionnés financièrement. Les volontaires n'ont besoin de présenter qu'un document de voyage ou un passeport valide et de payer 400 RM (dont 100 RM pour l'octroi d'un pass spécial) pour retourner dans leur pays. 132 424²⁰⁶ clandestins ont bénéficié de cette amnistie. Avec 10 091 volontaires, l'Inde est le deuxième pays d'où sont originaires ces clandestins derrière l'Indonésie dont 82 253 ressortissants ont fait part de leur souhait de bénéficier de cette mesure²⁰⁷. En parallèle à cette mesure incitant les clandestins à rentrer chez eux, le gouvernement Malaisien multiplie également les opérations pour arrêter des personnes se trouvant illégalement sur son territoire et adopte une législation répressive vis-à-vis des employeurs de clandestins. Depuis 2008, la Malaisie n'octroie également plus de visa à l'arrivée à l'aéroport pour les ressortissants indiens. Ces derniers doivent présenter à leur arrivée un visa social de 2 semaines et un billet de retour valide pour visiter le pays. Malgré ces mesures, la demande de main d'œuvre dans les secteurs du Bâtiment, de la restauration ou des plantations, qui n'attirent plus les locaux, favorise l'immigration de travailleurs peu qualifiés.

Pour se développer, les deux pays Sud-Est asiatiques ont fait appel à des travailleurs

205. Source: Ministry of Home Affairs, Malaysia: www.moha.gov.my/opencms/export/KHEDN/bhgB/dasarpekerja.html (consulté le 4 septembre 2007)

206. Source : <http://www.indianexpress.com/news/malaysia-grants-amnesty-to-10091-indian-illegal-immigrants/937923>

207. Source : <http://www.indianexpress.com/news/malaysia-grants-amnesty-to-10091-indian-illegal-immigrants/937923>

étrangers. Singapour et Kuala Lumpur ont toutefois adopté des stratégies différentes vis-à-vis de ces immigrants professionnels. Si les deux pays ouvrent leurs portes aux travailleurs étrangers qualifiés quelque soit leur nationalité, Singapour favorise leur installation en offrant aux meilleurs d'entre eux la possibilité de devenir résident permanent et même par la suite citoyen. À l'inverse, Kuala Lumpur octroie plus difficilement le statut de résident permanent et apparaît pour cette raison comme une étape avant le retour dans le pays d'origine ou l'émigration professionnelle vers un autre pays. Les deux pays font également appel à une main d'œuvre peu qualifiée étrangère mais seul Singapour a conclu un accord bilatéral avec l'Inde pour recruter des travailleurs issus principalement du Tamil Nadu. Par contre les conditions d'immigrations imposées par la cité-État prévoient le retour obligatoire de ces derniers une fois leur contrat terminé. La Malaisie quant à elle n'encourage pas l'immigration d'une main d'œuvre peu qualifiée tamoule et tente de lutter quand la présence des clandestins dans le pays. L'arrivée de cette nouvelle diaspora tamoule, de nature très hétérogène, dans ces deux pays n'est pas sans conséquence sur l'identification et l'intégration de l'ancienne diaspora tamoule.

B. La nouvelle diaspora et l'intégration de l'ancienne diaspora.

La présence à Singapour et en Malaisie de Tamouls étrangers influence la construction identitaire des citoyens tamouls de ces deux pays. La confrontation avec cette nouvelle diaspora permet souvent à l'ancienne diaspora tamoule de prendre conscience de sa différence culturelle. Par ailleurs, les intérêts souvent différents de ces deux communautés entraînent une certaine distanciation et, dans le cas de Singapour, une compétition entre Tamouls locaux et immigrants. En outre, la naturalisation par la cité-État de certains étrangers est une autre source de tensions et pose la question de l'intégration la nouvelle diaspora dans la société singapourienne. À Kuala Lumpur, le contexte est différent. Les étrangers tamouls ne sont généralement pas perçus comme des concurrents par les Indo-Malaisiens. Par ailleurs, la discrimination de l'État Malaisien envers ses minorités et le manque de considération pour immigrants professionnels Sud-Asiatiques n'incitent généralement pas la nouvelle diaspora tamoule à s'y établir définitivement.

L'arrivée des nouvelles vagues d'immigration n'est pas sans incidence sur la façon dont les citoyens de Malaisie et de Singapour perçoivent leur propre identité. C'est ce que révèle le témoignage de Rajesh Rai, Maître de conférences à la National University of Singapore :

« Jusqu'à mes douze ans, je ne pensais pas être particulièrement Indien, à part peut être pendant les réunions familiales et communautaires. C'est seulement quand on a commencé à jouer au football avec les amis que j'ai commencé à réaliser que j'étais Indien. On n'était jamais assez d'Indiens pour former une équipe, du coup on se partageait entre l'équipe chinoise et l'équipe malaise. Ce n'était pas plus mal, au moins cela avait l'avantage que l'on se mélange avec les autres. C'est à partir de là que j'ai commencé à me sentir de plus en plus Indien. Mais avec la globalisation et la rencontre des personnes de la nouvelle diaspora indienne venue dans le pays, j'ai réalisé que j'étais différent des Indiens d'Inde, je me suis rendu compte que j'étais un Indien de Singapour. »

National University of Singapore, 2007

Bien que n'étant pas Tamoul, les propos de ce chercheur sont représentatifs de l'expérience de nombreux Sino et Indo-singapouriens. Si dans le cadre du système CMIO (chapitre 3) les Tamouls construisent leur identité dans un jeu permanent d'opposition entre soi et l'autre (c'est-à-dire avec les Singapouriens d'origine chinoise, malaise, « Autres » et dans une moindre mesure ceux issus d'autres communautés Sud-asiatiques), la rencontre avec la nouvelle diaspora permet à de nombreux Tamouls singapouriens de réaliser les différences de mentalité et de perception du monde qui les séparent des immigrants venus d'Asie du Sud. L'embarras de ne pas pouvoir utiliser couramment sa « langue maternelle » face aux nouvelles vagues d'immigration tamoule est pour certains un premier élément de différenciation entre les deux diasporas. Par ailleurs, les Tamouls singapouriens réalisent grâce à cette rencontre qu'ils ont plus de liens sociaux et culturels avec leurs compatriotes chinois et malais qu'avec les Tamouls venus de l'étranger. Leur vision du monde est marquée par leur cadre de vie (celui d'un pays développé), un patriotisme singapourien développé dès les bancs de l'école par l'État (chapitre 3) et par les échanges interculturels avec les autres communautés ethniques qui renforcent la prise de conscience de leur spécificité identitaire vis-à-vis des Tamouls d'Asie du Sud. L'arrivée de ces nouvelles vagues d'immigration tamoule augmente donc l'hétérogénéité culturelle et sociale de la société tamoule dans ces deux villes et favorise une plus grande identification des Tamouls malaisiens et singapouriens à leur pays respectif.

En outre, le fait que la nouvelle et l'ancienne diaspora tamoule à Singapour ne partagent pas les mêmes intérêts et les mêmes problèmes explique également une certaine distanciation entre les membres de ces communautés. En effet, la présence des immigrants qualifiés est à l'origine d'une frustration des Singapouriens. Certains citoyens tamouls de l'île dénoncent ce qu'ils considèrent être une compétition déloyale des étrangers indiens comme l'illustre le témoignage recueilli par Arumugam auprès d'un citoyen d'origine Sud-asiatique de l'île :

« *We Singaporeans are born and bred here and go through the grueling education system, and national service... We study so hard just to set the required paper qualifications. But those guys from India, who probably bribed universities in India to get their degrees, snatch our jobs because they ask for lower pay... We go to*

support our aged parents, wife and children and the standard of living is damn high here, just a three-room flat cost S\$ 250,000. Those fellows from India meanwhile, come as singles and the exchange rate favors them...the worst thing is how they try to pick up Singaporeans girls, as if we don't know what they're thinking ! Marry a Singaporean girl and easier to get PR here. »

(Arumugam, 2002, pp. 57-58)

La concurrence des travailleurs qualifiés Sud-asiatiques dans de nombreux secteurs professionnels remet en cause l'idéal de la méritocratie comme principal instrument de l'ascension sociale des Singapouriens. Les Tamouls singapouriens s'inquiètent quant à la sécurité de leur emploi face à une population étrangère au moins aussi qualifiée et qui a des prétentions salariales moins élevées. La crainte de devenir une force de travail moins intéressante économiquement pour les employeurs explique la rivalité professionnelle qui peut exister entre la nouvelle et l'ancienne diaspora.

Par ailleurs, la distanciation entre les deux diasporas se retrouve également dans le rapport qu'elles entretiennent avec Singapour. En effet, alors que le multiculturalisme CMIO développé par l'État a favorisé l'intégration et l'identification à la nation de l'ancienne diaspora, les nouvelles vagues d'immigration tamoules préservent des liens très forts avec le pays d'origine. Le manque d'attachement de la nouvelle diaspora envers la cité-État s'explique par le caractère souvent temporaire de leur présence dans l'île. Les immigrants peu qualifiés ne peuvent rester dans l'île que durant la durée de leur contrat. Quant aux Tamouls étrangers qui viennent en tant que travailleurs qualifiés, ils ont certes la possibilité d'obtenir le statut de résident permanent mais ce statut n'est pas automatique. En outre, les migrations professionnelles internationales prennent de plus en plus aujourd'hui un caractère circulaire dans le monde (Leclerc, 2012b). Dans ce contexte, Singapour n'apparaît pour beaucoup d'expatriés tamouls indiens ou sri lankais que comme une étape dans leur parcours comme l'illustre le témoignage d'un informaticien originaire de Chennai travaillant depuis deux ans à Singapour :

Interviewer : « Souhaitez-vous faire une demande pour devenir résident permanent (PR) ? »

Interviewé : « J'ai déjà fait une demande cette année mais elle a été refusée. Mes amis m'ont dit que c'est normal. Généralement c'est seulement après la deuxième ou troisième demande qu'ils accordent le statut si l'employeur est toujours content de vos services. »

Interviewer : « Pourquoi avoir fait cette demande ? Comptez-vous vous établir définitivement à Singapour ? »

Interviewé : « Non, je ne compte pas rester à Singapour. J'ai envie d'aller en Europe, aux États-Unis ou encore en Australie. Avoir le statut de PR à Singapour me garantit à court terme une sécurité pour travailler ici. Je n'aurai plus cette peur d'être obligé de retourner en Inde à la fin de mon contrat et de tout devoir recommencer. Le PR me permettra de retrouver plus facilement du travail ici. Mais le PR c'est également un visa d'entrée pour l'Occident. Si vous avez une expérience professionnelle à Singapour et en plus un PR, c'est une gage de qualité et de sérieux pour beaucoup d'employeurs des pays développés. C'est bien plus facile d'émigrer dans ces pays avec un statut de PR singapourien qu'avec un passeport indien. »

Interviewer : « Mais du coup, si vous en avez l'opportunité, feriez-vous une demande de naturalisation pour devenir Singapourien ? »

Interviewé : « Non pas du tout ! Je suis très fier d'être Indien et puis la citoyenneté singapourienne ne présente pas beaucoup plus d'avantage que le statut de PR... »

Interview réalisée en avril 2008 à Serangoon.

Les Tamouls étrangers gardent un lien fort avec leur pays d'origine. Ces immigrants tamouls conservent leur patriotisme et n'ont pas forcément l'intention de s'ancrer dans les pays où ils se sont établis pour travailler.

Si la cité-État tente d'attirer des travailleurs qualifiés étrangers en leur offrant l'opportunité de devenir des résidents permanents, les Singapouriens semblent plus réservés quant à cette politique qui ne les protège pas. Les nouvelles vagues d'immigration professionnelle exacerbent l'expression de l'identité nationale des Singapouriens. Cette différenciation entre locaux et immigrants est perceptible à travers la manière dont sont perçues les personnes ayant obtenu la citoyenneté par naturalisation²⁰⁸. Les réactions d'internautes²⁰⁹ suite à l'obtention d'une médaille de bronze aux Jeux Olympiques de Londres par la pongiste Feng Tianwei, une chinoise naturalisée, sont significatives.

My GrandMOTHER's Road !: August 4, 2012 at 8:04 am

Another BLATANT LIE ! ! ! ! !

8 out of 10 Singaporeans are not proud of the win and find it silly of the authorities to import, groomed and pay foreigner and faked citizens to win medals for SG ! It is plain stupid to me.

<http://sg.news.yahoo.com/almost-8-in-10-not-proud-of-medal-won-by-foreign-import-yahoo-poll.html>

We are not against the foreign players who just did their job and got paid very well. But is it necessary?

We are against such silly policies of importation and grooming of foreigners and fake citizens to win medals for us.

We can train and groom our own true citizens to play in such games and if we are not good enough to win medals. So be it.

Invictus: August 4, 2012 at 1:43 pm

The Singapore government treats this, and Singapore in general, like a corporation. Talents within a corporation, either local or imported, is still part of the corporation and hence a win by a staff is regarded as a win for the corporation. Unfortunately, a nation is not a corporation. National pride must be earned, through blood, sweat and sacrifice, and not through finding loopholes in the system. Just because other countries might do it, it does not make it right. If this is the right thing to do, why is this victory so hollow for Singaporeans in general ?

208. De 2005 à 2010, Singapour a naturalisé entre 17 334 et 20 513 personnes. En 2011, 15 777 individus ont acquis la nationalité singapourienne.

Source:http://www.pmo.gov.sg/content/pmosite/mediacentre/inthenews/primeminister/2012/July/pm_to_new_citizensmakemoreefforttointegrate.html

209. Source : <http://www.tremeritus.com/2012/08/03/singapore-hails-china-born-table-tennis-medalist/>

La loyauté des naturalisés à Singapour est fréquemment remise en cause. Ces néo-Singapouriens sont perçus par leurs nouveaux compatriotes comme des opportunistes qui ne sont que des « citoyens de papiers ». Leur cœur et leur patriotisme restent fidèles à leur pays de naissance. Le mécontentement des citoyens locaux a conduit le Premier Ministre de la cité-État, Lee Hsien Loong, lors de la *Citizenship Ceremony* du 8 juillet 2012²¹⁰ à inviter les 200 nouveaux naturalisés à faire des efforts pour s'intégrer à la société locale afin d'éviter les tensions avec les « locaux ».

« I hope that now you have become a citizen, you will integrate more closely into society,' he said. 'Do not just mix among yourselves, or with recent immigrants. Make friends with Singaporeans - your neighbours, colleagues - and with your children's schoolmates, and pick up Singaporean customs, lifestyles, norms and social rules²¹¹. »

Les dirigeants de la cité-État sont confrontés au défi de maintenir la cohésion de la société singapourienne malgré les différents flux d'immigration qui la rendent de plus en plus hétérogène. Alors que le *People's Action Party* s'est efforcé depuis l'indépendance à développer son multiculturalisme CMIO pour unir les habitants de l'île malgré leurs différences culturelles afin d'assurer la survie du pays et de créer une nation, le parti au pouvoir doit désormais relever le défi d'intégrer les vagues récentes d'immigration. L'octroi de la citoyenneté singapourienne concrétise l'intégration juridique et symbolique de certains immigrants dans le pays mais il ne garantit pas le maintien de la cohésion de la société singapourienne. En effet, à la différence des citoyens « locaux », les naturalisés conservent des liens forts avec leur pays d'origine (familiaux, économiques, affectifs, etc.). Malgré leur naturalisation, ils restent marqués par les valeurs, les codes socio-culturels et le sentiment d'appartenance à leur pays de naissance. Ils conservent pour cette raison leur attachement et leur patriotisme envers leur pays de naissance, ce qui aux yeux de certains « locaux » remet en cause leur patriotisme et leur fidélité envers Singapour. La naturalisation d'étrangers qui n'apparaissent pas profondément intégrés est perçue comme un risque pour le maintien de l'unité nationale et pour la définition d'une identité singapourienne. Le manque d'échanges sociaux entre Singapouriens locaux et naturalisés associé à la peur de la concurrence étrangère est à l'origine, chez certains, du développement d'une xénophobie, qui existe également entre Tamouls, et qui renforce l'identification de l'ancienne diaspora tamoule à leur pays.

À Kuala Lumpur, les rapports entre les Tamouls malaisiens et ceux qui ont immigré

210.Source:http://www.pmo.gov.sg/content/pmosite/mediacentre/inthenews/primeminister/2012/July/pm_to_new_citizensmakemoreefforttointegrate.html

211 source:http://www.pmo.gov.sg/content/pmosite/mediacentre/inthenews/primeminister/2012/July/pm_to_new_citizensmakemoreefforttointegrate.html

depuis les années 1990 d'Asie du Sud sont différents. L'arrivée des récentes vagues de migrations qualifiées est perçue positivement par les classes moyenne et supérieure de l'ancienne diaspora qui y voient une opportunité d'améliorer l'image de la communauté tamoule dans le pays. En effet, la Malaisie n'accordant des visas professionnels que pour des travailleurs tamouls qualifiés cela contribue, pour les classes moyennes et supérieures tamoules locales, à faire contre poids à l'image populaire de la violence qui est généralement associée aux Tamouls des bidonvilles ou des logements sociaux. Les clandestins tamouls, qu'ils s'agisse des sri lankais qui se retrouvent bloqués dans le pays ou des indiens qui ont été trompés par un agent, sont quant à eux généralement perçus avec bienveillance par les Tamouls malaisiens. La solidarité avec le combat des LTTE explique en grande partie la sympathie dont bénéficient les clandestins sri lankais qui sont souvent recrutés par les Tamouls de Malaisie pour occuper des emplois peu qualifiés. Parmi les clandestins indiens, il convient de distinguer ceux qui occupent des emplois peu qualifiés, des informaticiens dont le cas est différent. Les Tamouls malaisiens qui sont issus de classes sociales populaires ont souvent beaucoup de compassion pour les premiers qui survivent difficilement dans la ville en occupant des emplois informels, dans le bâtiment ou encore dans la restauration. La précarité dans laquelle se retrouvent ces immigrants fait écho pour de nombreux Tamouls malaisiens à la situation de détresse socio-économique qu'ils partagent avec eux, la peur d'être à tout moment arrêté et expulsé en moins. Le cas des informaticiens Sud-asiatiques diffèrent du fait qu'ils entrent généralement avec un permis de travail dans le pays mais qu'ils peuvent, comme l'explique Éric Leclerc (2012b), se retrouver momentanément en situation d'illégalité sur le territoire Malaisien :

« Théoriquement, une entreprise enregistrée auprès du MSC, ne peut recruter qu'en fonction de ses besoins, mais comme je l'ai décrit précédemment, elles recrutent en surnombre. En conséquence, les informaticiens ne sont pas toujours en activité, ce qui les place alors dans l'illégalité. Bien que recrutés sur des visas de travail valides, les périodes d'inter-contrat imposées par les variations de l'activité les mettent en porte-à-faux avec les autorités malaisiennes. L'immense majorité des informaticiens indiens présents appartient à la seconde catégorie. Ils ne vivent pas dans un entre-deux, mais ils naviguent constamment d'un monde à l'autre. »

(Leclerc, 2012b, p. 95)

À l'inverse des clandestins peu qualifiés, ils sont rarement identifiés par les Tamouls locaux comme des clandestins et demeurent à leurs yeux des immigrants professionnels qualifiés. Contrairement à Singapour, les immigrants tamouls d'Asie du Sud ne sont pas perçus comme des concurrents par les locaux. Cela peut s'expliquer par le fait que les Tamouls malaisiens se considèrent discriminés économiquement et n'ont pas à ce titre le sentiment d'avoir

d'éventuels avantages ou postes à défendre. Au contraire, la venue d'immigrants des deux principaux foyers d'origine tamoule est perçue, comme à Singapour aussi, comme une opportunité de régénérer et maintenir la passion pour la culture et la langue tamoule.

S'il n'existe pas de tensions notables entre les Tamouls malaisiens et les immigrants tamouls, la politique de l'État à l'encontre de sa minorité indienne et la manière dont il traite les étrangers tamouls n'incitent généralement pas ces derniers à s'installer définitivement en Malaisie. En effet, la politique de discrimination positive en faveur de la communauté malaise est mal perçue par les Tamouls indiens ou sri lankais. Le système de quotas ethniques pour l'attribution des places à l'université²¹² est ainsi perçu comme un handicap qui limite les perspectives des enfants et ne les incite pas à s'installer.

En outre, dans le cadre de la politique de lutte contre l'immigration illégale, les forces de sécurité malaisiennes ont commis des abus qui ont été assimilés à du harcèlement par les Tamouls étrangers. En mars 2003, 270 étrangers indiens, soupçonnés d'être des clandestins, sont interpellés à Brickfields par les forces de police comme le rapporte la presse indienne²¹³ :

« Under the garb for search of illegal immigrants, the Malaysian police carried out a raid on a high-rise apartment in Brickfields, an area predominantly occupied by the Malaysian citizens of Indian origin. They rounded up 270 including many IT professionals and allegedly defaced their passports, slapped and kicked several of them. They were lined up and paraded for all public to see their humiliation. Some reports indicate that they were hand cuffed and detained for at least eight hours. All of them had valid visas and some were working for companies connected with the Malaysian multi media super corridor project. « This has been a black day for all of us » said Veena Sikri, the High Commissioner for India in Kuala Lumpur. The police had initially denied to the Indian officials access to the detainees but relented later. »

La brutalité policière à l'encontre de ces immigrés indiens, pour la grande majorité en règle et qualifiés, a détérioré l'image de la Malaisie dont la politique est perçue comme hostile non seulement envers la minorité nationale indienne mais également défavorable aux immigrants du sous-continent indien quelle que soit leur qualification. Cela conduit les immigrants qualifiés à plutôt chercher des opportunités dans des pays comme l'Australie ou Singapour dans lesquels ils peuvent plus facilement s'installer et construire une vie de famille (tableau 21).

212. Cela leur rappelle évidemment aux Tamouls sri lankais la politique de quotas en vigueur dans leur pays.

213. Source : <http://india.indymedia.org/en/2003/03/3762.html>

Tableau 21 : La position des Tamouls étrangers interrogés quant à la possibilité de s'établir définitivement en Malaisie.

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	13
La personne souhaite s'établir en Malaisie	5
La personne souhaite rentrer dans son pays de naissance	10
Total	28

Source: Synthèse des résultats de la question 17 des annexes 13, 14 et 15.

Dans les deux pays étudiés, la rencontre avec la nouvelle diaspora est à l'origine d'une prise de conscience de la part de l'ancienne diaspora de son particularisme culturel. La différenciation qui en découle entre locaux et immigrants favorise une plus grande identification des Tamouls malaisiens et singapouriens à leur pays. Par contre, l'arrivée des immigrants du sous-continent indien est perçue très différemment par les citoyens tamouls de ces deux pays Sud-Est asiatiques du fait du contexte national très différent dans lequel ils évoluent. À Kuala Lumpur, la présence des immigrants qualifiés ou des clandestins du Tamil Nadu et de Sri Lanka n'est pas à l'origine de tension avec les Tamouls malaisiens. C'est bien l'État qui cristallise, par sa politique jugée discriminatoire, (chapitre 1) la colère de ses citoyens Tamouls. Par ailleurs, à la différence de Singapour, il est très difficile pour les Tamouls étrangers d'obtenir un statut de résident permanent en Malaisie. Dans ces conditions la présence d'immigrants qualifiés n'est souvent que provisoire alors que les clandestins jugés indésirables tentent de survivre en espérant ne pas être arrêtés par les autorités puis expulsés. À Singapour, l'immigration tamoule est souvent une nouvelle source d'inquiétude pour les Tamouls locaux. La concurrence pour les emplois, les places à l'université ou encore le logement est à l'origine d'une plus grande identification à la nation singapourienne mais également du développement, par certains, de xénophobie à l'égard de ces néo-arrivants. En outre, l'intégration voire la naturalisation de ces néo arrivants, dont la loyauté envers leur pays d'installation est souvent remise en cause, sont perçues par certains membres de l'ancienne diaspora comme un danger pour la société singapourienne et donc l'unité nationale. L'analyse de l'inscription spatiale de la nouvelle diaspora dans les deux pays Sud-Est asiatiques peut permettre de mieux comprendre les échanges qui existent entre locaux et immigrés mais également la manière dont la distanciation entre ces deux communautés se traduit spatialement.

C. L'inscription spatiale de la nouvelle diaspora à Singapour et à Kuala Lumpur.

Le parcours migratoire et le statut des Tamouls arrivés depuis les années 1990 à Singapour et à Kuala Lumpur sont très variés. L'implantation résidentielle des travailleurs étrangers qualifiés, de ceux qui ne le sont pas et celle des clandestins sont différentes. Ces groupes d'immigrants tamouls ne disposent pas non plus des mêmes réseaux de solidarité sur lesquels s'appuyer dans le pays d'installation. Malgré ces différences tous les immigrants tamouls perçoivent, comme les Tamouls locaux, les Little India de ces deux villes comme leur territoire. Brickfields et Serangoon sont pour cette raison des quartiers dans lesquels la nouvelle et l'ancienne diaspora se côtoient sans nécessairement interagir. Cette distanciation sociale entre les différents groupes crée même, dans le cas de Serangoon, des rivalités pour l'espace entre différents usagers du quartier. Celles-ci se manifestent tous les dimanches lors de l'afflux en masse de travailleurs immigrés peu qualifiés qui s'approprient Little India.

a. L'implantation résidentielle des nouvelles vagues d'immigration tamoules.

Le cadre de migration dans lequel arrivent les immigrants tamouls influence leur implantation résidentielle à Singapour et à Kuala Lumpur. En effet, les immigrants qualifiés, peu qualifiés et les clandestins logent dans des conditions très différentes et cela n'est pas sans conséquence sur le rapport qu'ils entretiennent avec les Tamouls locaux.

Dans le cas des immigrants qualifiés, il est possible de distinguer la situation des personnes qui ont déjà de la famille sur place et qui sont souvent hébergés par ces derniers. Ces néo arrivants ont l'avantage de bénéficier des réseaux sociaux et de solidarité de leurs proches pour les introduire dans société locale. Les femmes et les enfants qui rejoignent les étrangers ayant obtenus le statut de PR à Singapour sont dans le même cas. Le cercle de sociabilité des conjointes, qui arrivent comme femmes au foyer, est par contre souvent limité aux personnes qui leur ont été présentées par le mari et au voisinage. Dans la cité-État la majorité des PR vit dans des logements HDB ou dans des condominiums. Les immigrants qualifiés, qui ne bénéficient pas de la présence sur place de membres de leur famille, font souvent le choix de cohabiter à plusieurs compatriotes dans un appartement comme l'explique Leclerc à propos des informaticiens indiens qui occupent les appartements des condominiums de Brickfields.

« Nous avons pu observer les conditions de vie des informaticiens indiens dans les condominiums. Ils vivent par groupe de quatre, cinq ou six dans des appartements au confort rudimentaire... Cette organisation en collocation leur permet d'économiser sur leurs dépenses de vie courante à Kuala Lumpur. Cependant, cette organisation collective tire surtout son origine de leur mode de recrutement en réseau. Le sponsor les fait venir sur place dans ces logements au fur et à mesure de leur arrivée. Ils y retrouvent souvent des connaissances, car les agents sollicitent les informaticiens lorsqu'un poste est à pouvoir pour trouver un candidat adéquat en Inde. »

(Leclerc, 2012b, p. 12-13)

L'exemple des informaticiens indiens à Brickfields montre que le choix du logement répond à une logique de regroupement de type communautaire. La dimension réticulaire de la migration, par la constitution de chaîne migratoire dans laquelle un individu fait venir un parent, un ami ou une connaissance de son lieu de vie d'origine fait que ce n'est pas qu'un individu mais un réseau de personnes qui migrent (Leclerc, 2012b), cohabitent et se succèdent dans les appartements des condominiums de Brickfields. Dans le cas des informaticiens indiens, leur réseau de sociabilité s'appuie essentiellement sur leurs confrères et ils ne développent que peu de contacts avec les autres Tamouls.

La situation des immigrés de travail peu qualifiés à Singapour est très différente. Ces derniers sont logés par les employeurs. Les personnes travaillant dans le secteur de la restauration ou de la vente sont souvent hébergées dans une pièce à l'étage du lieu de travail. Les ouvriers du Bâtiment sont logés dans des baraques ou dans des longhouses dispersés à travers Singapour. Ces derniers ont peu d'interactions sociales avec les autres groupes tamouls du pays. Les maids sont logés chez leur employeur. Du coup, leur réseau de connaissance est lié à celui de leurs employeurs. Le statut socio-économique des immigrants tamouls conditionne beaucoup leur implantation et la nature des relations qu'ils entretiennent avec les autres groupes tamouls, dans le cas des clandestins tamouls sri lankais et indiens. Les premiers sont amenés par les passeurs en Asie du Sud-Est. La Malaisie et Singapour sont des points de transit pour l'émigration des Sri Lankais vers les pays occidentaux. Les candidats à l'exil sont ainsi généralement logés par les passeurs dans des hôtels ou des appartements et le plus souvent dans des quartiers avec une importante concentration de population Sud-asiatique (Serangoon, Sentul, Brickfields). De nombreux Tamouls sri lankais, qui ont été arrêtés par la police ou les agents de l'immigration²¹⁴ ou abusés par les passeurs, se retrouvent bloqués en Malaisie. Parmi ces derniers certains continuent de payer un loyer pour continuer d'occuper un lit dans l'appartement dans lequel ils ont été logés par leur passeur. D'autres ont réussi à trouver un travail peu qualifié et sont logés par leur employeur. L'interaction des

214. Plusieurs clandestins sri lankais dans le cadre d'entretiens réalisés en 2008 à Kuala Lumpur ont affirmé avoir été arrêtés par des agents de l'immigration mais avoir été libérés en échange d'une certaine somme d'argent.

clandestins avec les Tamouls malaisien est plutôt bonne à première vue mais les Sri lankais ont tendance à rester entre eux. Il semblerait que les différences culturelles et la mauvaise image associée aux Tamouls malaisiens expliquent cette distanciation. Les clandestins du Tamil Nadu survivent en occupant des emplois peu qualifiés clandestinement (restauration, construction, vente de fleur). Si certains réussissent à être logé par leur employeur, d'autres sous-louent un logement dans les quartiers spontanés au milieu de Tamouls locaux. Là encore, il n'y a pas de tensions avec les locaux même s'ils demeurent aux yeux des Tamouls malaisiens des immigrants.

Le statut des dernières vagues d'immigration tamoules dans les deux pays Sud-Est asiatiques influence leur implantation résidentielle et leurs échanges avec les autres groupes tamouls du pays. Les travailleurs étrangers qualifiés bénéficient selon les cas du soutien soit d'un réseau familial déjà présent dans le pays d'installation ou bien d'un réseau professionnel qui leur permettent de trouver un logement. Leurs interactions avec les Tamouls locaux varient beaucoup en fonction de leurs parcours personnels. Les travailleurs peu qualifiés sont généralement logés par leurs employeurs ou habitent dans des taudis dans des secteurs de logements informels restant de Kuala Lumpur. S'il existe une certaine interaction sociale avec les Tamouls malaisiens de la classe populaire, à Singapour ces derniers n'ont presque aucun échange avec les autres groupes tamouls. Les ouvriers du Bâtiment, qui sont logés ensemble par l'employeur, passent l'essentiel de leur temps entre eux : au travail le matin et dans leur logement collectif le soir. Le sort des clandestins sri lankais à Kuala Lumpur est différent. Malgré la sympathie des Tamouls malaisiens à leur égard, ils préfèrent souvent rester entre eux et se faire discrets pour éviter les problèmes. Les *Little India* de ces deux villes sont finalement le seul endroit dans lequel la nouvelle et l'ancienne diasporas se côtoient sans pour autant interagir.

b. La nouvelle diaspora et les Little India de Kuala Lumpur et Singapour.

Pour les Tamouls étrangers qui vivent dispersés à Kuala Lumpur et à Singapour, Brickfields et Serangoon, les principaux quartiers vitrines de la culture tamoule dans ces deux villes, ont un rôle de centralité pour ces populations immigrantes.

Pour ces étrangers qui se retrouvent dans un cadre de vie très différent de celui de leur pays d'origine, la fréquentation de ces Little India leur permet d'être dans un territoire dans lequel ils retrouvent des repères culturels qui leur sont plus familiers. Le témoignage recueilli par Nafizath Bharzana Begam auprès d'un ouvrier du Bâtiment en est une parfaite illustration :

« When I stepped into the Changi Airport, I was very amazed. It looked like the place was celebrating Deepavali...so many lights. When I stepped out I felt even more strange... work at the construction site was terribly hard...emotionally depressed...Sunday came and my friend brought me to a place [Little India], that was the first time I smiled since my arrival to Singapore »

(Bharzana Begam, 1997, p. 81)

Le témoignage de cet ouvrier originaire du Tamil Nadu souligne la nostalgie du pays natal qui peut gagner ces hommes qui doivent supporter le déracinement et la pénibilité d'un travail ingrat. Dans ce contexte, la possibilité de retrouver un cadre plus familier dans lequel sa langue maternelle, les personnes de sa communauté et les références à sa culture d'origine dominant (cuisines, musiques et journaux) (chapitre 4) sont de précieux soutiens pour supporter la séparation de la famille et les conditions de vie difficiles. Dans le cas des travailleurs étrangers peu qualifiés à Singapour, la fréquentation de Serangoon leur permet de rencontrer d'autres compatriotes en dehors du cadre du travail. Cela les réinsère dans des réseaux de sociabilité plus classiques d'amitié. Ils peuvent rire et parler du pays, de leur famille et éventuellement s'entraider si besoin.

Par ailleurs, si Serangoon est un territoire où les Tamouls, qu'ils soient Singapouriens, résidents permanents ou encore immigrants de travail qualifiés ou non, coexistent, cela ne se traduit pas par des échanges sociaux entre ces groupes. Ainsi, pendant les six premiers jours de la semaine, les quelques immigrés peu qualifiés qui viennent après leur travail se retrouvent avec leurs amis près de la petite place à côté de Kerbau road ou dans des petits restaurants du quartier. Leurs interactions avec les autres groupes tamouls se limitent souvent aux échanges avec les commerçants. Les Tamouls singapouriens et les PR viennent quand à eux faire leur course et se restaurer mais la différence socio-économique avec les travailleurs peu qualifiés ne les incitent pas à développer de liens avec ces derniers. Les échanges entre les PR et les Singapouriens dépendent plus des parcours personnels des individus.

Le cas de Brickfields diffère de celui de Serangoon pour plusieurs raisons. Contrairement à Singapour où il n'existe plus qu'un seul quartier indien, Kuala Lumpur possède en plus de Brickfields plusieurs autres espaces tamouls (Sentul, Masjid India, Kampung Pandan, etc.) qui jouent le rôle de centres secondaires dans lesquels il est possible

pour les Tamouls de trouver un certain nombre produits et services communautaires. Les travailleurs qualifiés et les clandestins ont d'autres alternatives pour se retrouver entre eux bien que Brickfields demeure pour eux le quartier tamoul de la ville par excellence.

Qu'il s'agisse de Singapour ou de Kuala Lumpur, la fréquentation de ces Little India par les Tamouls étrangers participe aussi à l'ancrage territorial de l'identité tamoule dans ces quartiers sans toutefois être synonyme d'interaction entre les locaux et les immigrants. Cette distanciation sociale entre les différents groupes crée même, dans le cas de Serangoon, des rivalités pour l'espace entre différents usagers du quartier qui se manifestent tous les dimanches.

c. La présence des immigrants Sud-asiatiques peu qualifiés le dimanche à Serangoon.

Le dimanche, le Little India de Singapour prend un tout autre visage et la place des différentes communautés dans le quartier est totalement bouleversée. Les immigrants professionnels peu qualifiés, qui sont d'ordinaire ignorés, attirent durant leur jour de congé l'attention par leur nombre impressionnant. D'ailleurs, le taux de masculinité ne cesse d'augmenter au fil des heures ce jour-là. Alors que les autres jours, la présence féminine est importante, le dimanche très peu de femmes s'aventurent dans le quartier après 18 heures. Les quelques femmes qui se rendent à Little India vont surtout aux temples hindouistes et aux messes des différentes églises. L'appropriation de ce quartier par les ouvriers Sud-asiatiques étrangers met en lumière la difficile cohabitation entre des différentes populations aux attentes légitimes, mais qui s'opposent.

Au cours de la journée, le nombre de travailleurs immigrés tamouls indiens et bangladeshis ne cesse d'augmenter. Les premiers commencent à s'installer par petits groupes le long des trottoirs de la zone commerciale tamoule (figure 33), sur la pelouse près de Farrer Park, ou sur la place près de Kerbau road (Planche photographique 16 C). Les Bangladeshis se regroupent surtout sur les pelouses situées entre Birch road et Owen road ainsi que sur la place près de Desker road. Les flux de personnes dans les différentes rues du quartier ne cessent de s'intensifier.

C'est seulement après 19 heures que le nombre d'immigrants devient très conséquent (figure 40). Les immigrants de travail peu qualifiés tamouls et bangladeshis se concentrent

chacun dans leur zone respective avec quelques nuances tout de même. Les Bangaladeshis et autres Nord indiens se retrouvent surtout dans leur zone commerciale de Little India et dans un parking au sud du *hawker center*²¹⁵ de Zhu Jiao de l'autre côté de Bukit Timah Road. La présence de cette communauté se caractérise par l'occupation d'espaces ouverts comme les larges pelouses ou de parkings. Les abords de Mustafa Centre et de Serangoon Plaza sont d'autres lieux où ce groupe s'installe. La place bangladeshi est très vivante avec la vente de légumes frais et l'utilisation d'une partie de l'espace pour jouer au carrom²¹⁶. Seules Roberts lane et une partie de Syed Alwi road et de Desker road sont totalement envahies par la foule qui gêne la circulation.

Les Tamouls, quant à eux, ont une répartition totalement différente. Ces derniers se concentrent en importantes poches dans les différents parkings du Little India officiel, dans Little India Arcade, la place de Kerbau road, le long des immeubles sociaux HDB. Ils s'installent aussi sur l'une des parcelles du marché aux puces entre Weld road et Kelatan road. Quelques petits groupes de Tamouls s'éparpillent aussi sur la pelouse près de Race Course Road. Cette communauté a surtout tendance à s'installer sur les trottoirs et les petits passages²¹⁷ du Little India officiel. Le flux des piétons se fait alors au centre de la rue et gêne fortement la circulation des automobilistes (planche 16 photographique B). Plusieurs transversales de Serangoon road sont ainsi paralysées par cette marée humaine. À l'inverse des Nord-indiens, les Tamouls s'approprient et se répartissent sur l'ensemble de leur zone commerciale.

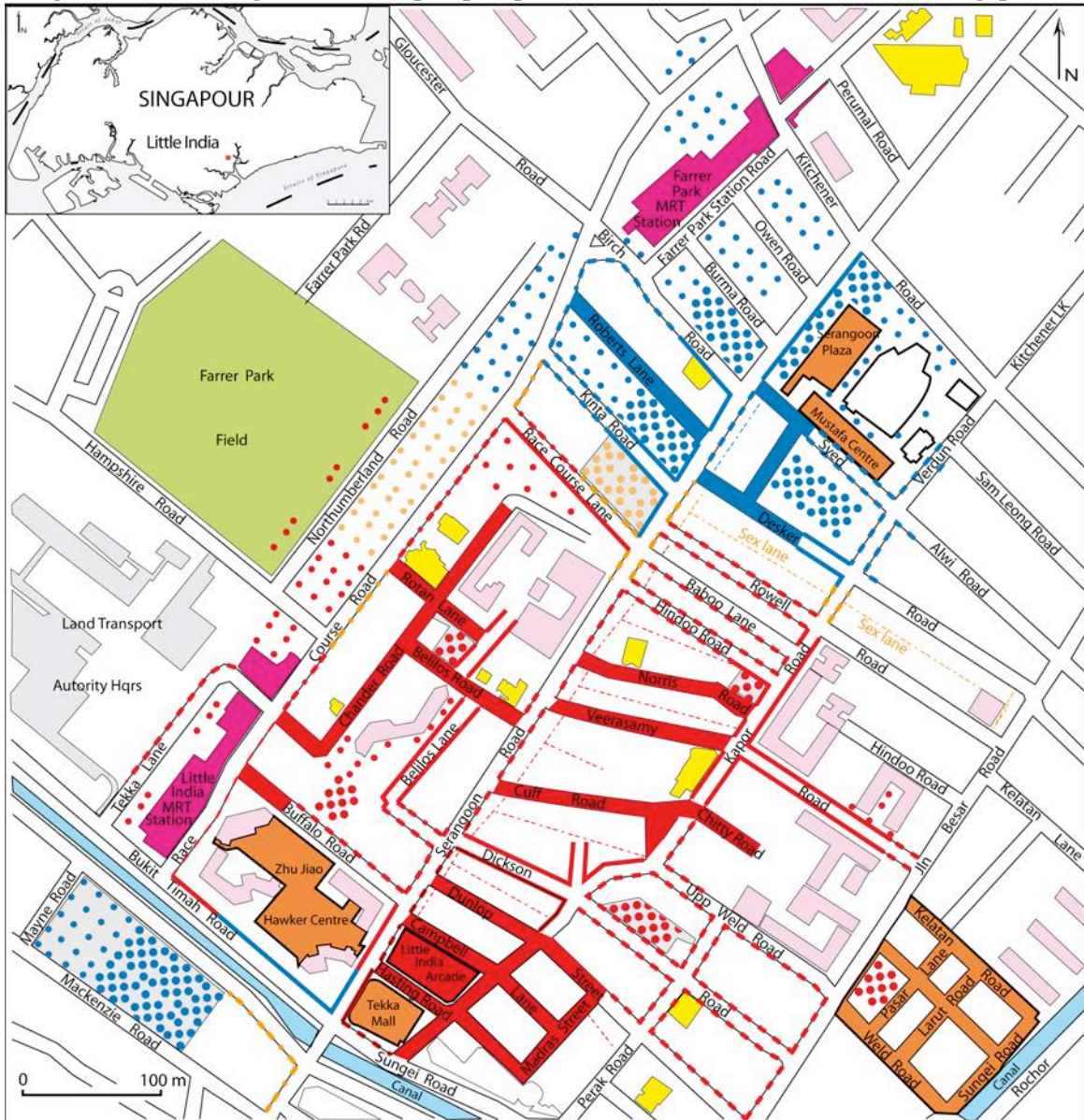
Les espaces mixtes, dans lesquels ces deux communautés se mélangent, sont très rares. Le Hawker center de Zhu Jia, les différents centres commerciaux (Mustafa center, Serangoon Plaza) et le marché aux puces, qui sont d'importants lieux de commerce, en font partie. Le parking entre Race Course lane et Kinta road où sont garés des véhicules de sociétés employant des membres des deux communautés en est un autre. Enfin la pelouse entre Race Course road et Northumberland road située près du lieu de stationnement des bus spéciaux Express Little India, qui relie gratuitement le dimanche ce quartier aux principales villes du pays, est encore un site où les communautés se mélangent. Pour finir, le *sex lane*, qui n'apparaît pas sur les plans touristiques, est un passage où l'on trouve des hommes de ces deux communautés attirés par les maisons de passes et des stands de *sex toys*. Les édifices

215. Un *hawker center* est un regroupement de petites échoppes qui vendent de la nourriture et des boissons, mais où les tables, les couverts, et le service en général sont mutualisés entre les différentes échoppes.

216. Jeu traditionnel indien qui peut s'apparenter à un mélange entre le billard et les billes. Chaque participant doit faire tomber les jetons dans les trous grâce à un disque qu'il doit lancer avec le doigt.

217. Ces passages servent en principe d'arrière cour au magasin.

Figure 40 : Les immigrants Sud-asiatiques peu qualifiés le dimanche soir à Little India (Singapour).



Légende

1/ Présence des immigrants dans les rues

A/ Les Tamouls

- Rue dont la circulation est perturbée par l'occupation d'immigrants Tamouls
- Trottoir totalement occupé par les immigrants Tamouls
- Trottoir avec petits groupes de Tamouls
- Passage occupé par des Tamouls

B/ Les nord-Indiens (Bangladeshis, pakistanais, hindis)

- Rue dont la circulation est perturbée par l'occupation d'immigrants nord Indiens
- Trottoir totalement occupé par immigrants nord Indiens
- Trottoir avec de petits groupes de nord Indiens
- Passage occupé par des nord Indiens

C/ Tamouls et nord-Indiens réunis

- Rue piétonne occupée par une population mixte
- Trottoir occupé par de petits groupes tamouls et nord indiens
- Passage occupé par les deux communautés

2/ Présence des immigrants dans des espaces ouverts (parkings, pelouses,...)

- Espace avec une forte densité de Tamouls
- Espace avec de petits groupes de Tamouls
- Espace avec une forte densité de nord Indiens
- Espace avec de petits groupes de nord Indiens
- Espace avec de petits groupes des deux communautés

3/ Autres espaces de concentration

- Centre commercial avec une forte concentration de Tamouls
- Centre commercial avec une forte concentration mixte
- Edifice religieux
- Immeuble HDB
- Station de métro (MRT)
- Parking

Source : Enquête de terrain, mars-avril 2007

Conception et réalisation D. Madavan

Planche photographique 16 : La présence des travailleurs étrangers Sud-asiatiques à *Little India* (Singapour) le dimanche.

A/ Traverser hors des clous.



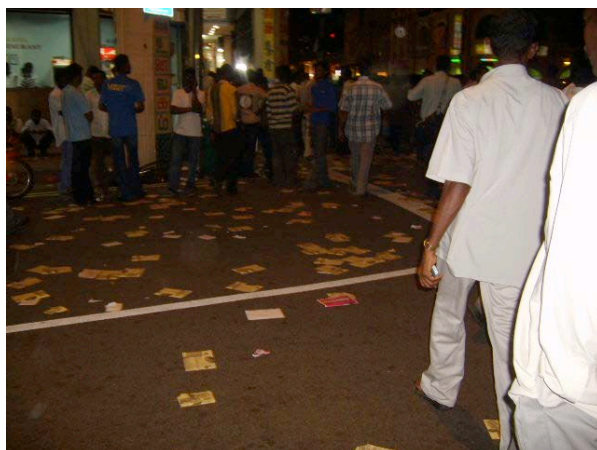
© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2007.

B/ Les problèmes de circulation le soir.



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2007.

C/ La cité des amendes ? (*Fine city* ?)



© Madavan, *Little India* (Singapour), avril 2007.

religieux sont d'autres endroits qui jouent un rôle important pour ces deux communautés. Ainsi, la mosquée Anggulia connaît une très forte fréquentation le dimanche. L'église méthodiste de Fochow organise quant à elle une messe spécialement en tamoul pour ces migrants, leur offre un repas et leur propose une assistance médicale à faible coût.

L'afflux de cette masse de travailleurs immigrés dans Little India le dimanche est source de tensions avec d'autres usagers de Serangoon. Bien qu'un certain nombre de résidents du quartier trouve que l'on peut « accepter la concentration de travailleurs étrangers peu qualifiés une fois par semaine » et que d'autres affirment même que c'est « plutôt bien pour Singapour, que d'avoir un peu de désordre et de spontanéité, c'est ce qui manque dans ce pays où tout est interdit », leur présence est surtout vécue comme un problème. Le conflit pour l'espace est évident. Ces populations immigrées, d'habitude ignorées, souhaitent pouvoir se détendre dans un espace qu'elles considèrent comme le leur et qu'elles se sont appropriées. Les nombreuses nuisances causées par la sur-occupation d'un quartier, qui n'est pas conçu pour recevoir autant de personnes, sont à l'origine de réactions hostiles.

Les habitants des résidences HDB de la partie tamoule de *Little India* sont les premiers à se sentir importunés. En effet, ils sont confrontés aux bruits causés par l'attroupement de centaines d'hommes et considèrent cette présence comme une source d'insécurité. Ces résidents sont d'autant plus inquiets que les immigrants vont souvent jusqu'à investir les espaces communs des immeubles HDB, qui sont en principe privés et interdits aux non-résidents. C'est pourquoi, beaucoup évitent de sortir et de se mêler à cette masse d'hommes dont certains sont saouls. La crainte de ces habitants est d'autant plus importante que l'agitation dominicale tranche avec le calme et le sentiment de sécurité qui règne d'ordinaire dans le quartier.

Par ailleurs, l'important flux d'immigrants qui empêche les automobilistes de circuler normalement dans les rues de Little India est une autre source de mécontentement. Certains automobilistes ne passent tout simplement plus par ce quartier pour éviter le problème. Néanmoins, l'agacement de ceux qui sont obligés d'emprunter les rues du quartier est très perceptible. Certains vont simplement klaxonner, d'autres au contraire tentent de forcer le passage. Les tensions entre les usagers du quartier sont donc bien réelles.

Le rôle de l'État à travers la police mérite d'être étudié. Dans un pays connu mondialement pour sa capacité à assurer l'ordre, la sécurité et à contrôler la population, on ne peut être que surpris par la présence relativement marginale des forces de l'ordre. En effet, le seul dispositif adopté le dimanche est la mise en place d'un tour de surveillance dans la rue de Serangoon road, et de quelques voitures qui patrouillent. L'effectif étonnamment

insuffisant laisse à penser que l'État a fait le choix d'adopter une approche compréhensive vis-à-vis des besoins des immigrés. D'ailleurs, cette idée est confirmée par l'autorisation accordée à un gérant, dans la place tamoule près de Kerbau road, de passer gratuitement des films tamouls sur sa télévision. Sur la place bangladeshie près de Desker road, c'est cette fois-ci un établissement de la communauté nord indienne qui a reçu, en 2007, le droit de retransmettre en direct les matchs de la coupe du monde de cricket, qui est le sport préféré en Asie du Sud. Enfin, la démonstration la plus indiscutable est l'ouverture d'une des parcelles de pelouse à l'intérieur de la zone des marchés aux puces, pour diffuser gratuitement chaque dimanche soir un film tamoul sur grand écran. Cette stratégie essaie de fixer une partie des populations immigrantes et de tenter de satisfaire certains de leurs besoins. Néanmoins, cette attitude des autorités du pays ne résout pas le problème de la cohabitation entre des populations aux attentes légitimes, mais qui s'opposent. Little India est pour les immigrés un *homeland* indispensable, où il est naturel et vital de se retrouver. De l'autre côté, les résidents des HDB et les Singapouriens veulent pouvoir, comme dans le reste du pays et de la semaine, vivre en toute quiétude et circuler sans problème dans les rues du quartier.

La présence massive d'immigrés peu qualifiés est à l'origine d'un nouveau problème de cohabitation avec les autres usagers. La difficulté des autorités à résoudre ces problèmes entraîne une remise en cause des traits de la société singapourienne qui étaient jusque-là considérés comme acquis. En effet, Little India qui doit représenter les racines de la communauté sud-asiatique ne semble plus l'être le dimanche. La non-intégration des étrangers sans qualification favorise au contraire la formation d'un ghetto hebdomadaire. Chaque dimanche soir, Little India régresse à l'époque coloniale lorsque les rues des quartiers ethniques, occupées par des sociétés d'hommes célibataires, étaient surencombrées et insalubres. Le quartier indien semble alors appartenir plus à un pays du Tiers Monde qu'à un pays développé. En effet, alors qu'en temps normal Singapour est connue pour être la ville de tous les interdits, ces immigrés du sous-continent indien semblent avoir presque le droit de tout enfreindre ce jour-là. Ainsi, jeter des papiers par terre, traverser sans respecter aucune règle ou se soulager dans les arrière-cours, sont choses possibles sans risquer de sanctions (planche photographique 16 A et C). Le conflit entre les différentes communautés pour l'utilisation de l'espace est à l'origine d'une mauvaise image des étrangers qui sont caricaturés comme ivrognes et non-civilisés. Certaines personnes finissent par développer l'idée que ces étrangers sont des sauvages et les déprécient de fait. Les problèmes de cohabitation favorisent au final une montée de la xénophobie chez une partie de la population singapourienne. Les dirigeants du *People's Action Party* sont ainsi confrontés à un nouveau

défi : répondre au mieux aux besoins des différentes populations vivant dans le pays, afin d'assurer une meilleure cohabitation entre elles dans une ville qui se veut de plus en plus globale.

Si les deux capitales Sud-Est asiatiques comptent des Tamouls étrangers dans leur population, le profil de ces derniers dans ces deux pays est différent du fait des politiques d'immigration adoptées par chaque État. Singapour tente en effet d'attirer et de conserver les travailleurs qualifiés étrangers en leur offrant l'opportunité d'obtenir le statut de résident permanent voire de citoyen. L'île recrute aussi une importante masse de travailleurs peu qualifiés du Tamil Nadu dans le cadre de contrat travail temporaire qui stipule l'obligation de retourner dans son pays. La Malaisie quant à elle n'accorde officiellement de permis de travail qu'aux professionnels indiens qualifiés. Toutefois, le gouvernement est amené à lutter contre la présence d'une immigration clandestine, notamment de Tamouls venus de Sri Lanka et d'Inde, et qui occupent des emplois dans le Bâtiment, la restauration ou encore la vente.

La présence de ces immigrants tamouls n'est perçue de la même manière par les Tamouls singapouriens et ceux de Malaisie du fait du contexte socio-politique propre à chaque pays. À Kuala Lumpur, les étrangers tamouls ne sont généralement pas considérés comme des concurrents par les Indo-Malaisiens. En outre, l'État n'octroyant pas facilement le statut de résident permanent aux étrangers non musulmans, les immigrants tamouls n'envisagent souvent leur séjour dans la capitale malaisienne que comme une étape. Par contre, dans la cité-État, l'immigration tamoule est perçue comme une nouvelle source d'inquiétude et de tensions par les Tamouls Singapouriens. Les travailleurs étrangers tamouls qualifiés sont vus comme des concurrents pour les emplois ou encore les logements par Tamouls singapouriens. Par ailleurs, la volonté du gouvernement de naturaliser des étrangers, dont la loyauté envers leur pays d'installation est souvent remis en cause par les locaux, est jugée par certains membres de l'ancienne diaspora comme un danger pour la société singapourienne et donc l'unité nationale. Dans le cas des immigrants professionnels tamouls peu qualifiés, certains Tamouls singapouriens craignent que ces étrangers ternissent l'image de la communauté dans le pays et voient d'un mauvais œil l'appropriation dominical par une masse d'ouvrier étrangers de « leur » Little India. Les rivalités entre les deux diasporas à Singapour est à l'origine du développement chez certains d'une xénophobie à l'égard des immigrés.

Au final, la distinction entre Tamouls locaux et Tamouls immigrés se traduit par une certaine distanciation sociale entre ces groupes dans les deux pays. La rencontre avec cette

nouvelle diaspora a permis aux membres de l'ancienne diaspora tamoule de prendre conscience de leur différence culturelle et de consolider leur identification à leur pays.

Dans le cadre de ce chapitre, nous avons pu voir que les dynamiques des migrations internationales tamoules à Sri Lanka, Singapour et en Malaisie ont des conséquences sur la perception identitaire et l'intégration des citoyens tamouls de ces trois pays. À Colombo, les déplacés Tamouls originaire du Nord ont souvent du mal à trouver un emploi et ne se sentent plus en sécurité depuis la reprise du conflit armé dans l'île. Dans ces conditions, de nombreux membres de cette communauté sont prêts à quitter définitivement leur pays pour s'affranchir de l'autorité de l'État sri lankais. À la différence des Tamouls des plantations pour qui l'émigration professionnelle est jugée comme une réussite sociale, les Tamouls originaire du Nord préfèrent rejoindre les membres de leur famille en Occident. La présence de proches en diaspora constitue un modèle de réussite à suivre mais également un soutien qui les incite à franchir le pas pour les rejoindre légalement ou non. Cet émigration de refuge et le rêve des membres de la « diaspora de l'ombre » de quitter l'île pour refaire leur vie ailleurs contribuent à creuser un fossé entre l'État et cette minorité qui se considère discriminée et persécutée.

À Singapour et à Kuala Lumpur, l'arrivée de nouvelles vagues d'immigration tamoules d'Asie du Sud participe à la construction identitaire de l'ancienne diaspora tamoule à travers la distinction entre Tamouls locaux et immigrés. Cette présence d'étrangers tamouls a surtout consolidé l'identification des locaux à leur pays. En effet, outre les particularismes culturels qui les distinguent des Tamouls venus récemment d'Inde ou de Sri Lanka, les Tamouls locaux ont également des intérêts différents des immigrants qui sont à l'origine d'une distanciation sociale entre les deux groupes voire de tensions à Singapour. Cette présence des Tamouls étrangers conduit l'ancienne diaspora à affirmer son appartenance à la nation singapourienne ou malaisienne et à réclamer soit une protection vis-à-vis de la concurrence étrangère à Singapour, soit un traitement sans discrimination par l'État en Malaisie.

Conclusion partie 3

Dans cette partie nous avons vu que les échanges transnationaux et les dynamiques migratoires internationales contemporaines des Tamouls dans ces trois pays influencent l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Le chapitre 6 a montré le rôle joué par les échanges transnationaux tamouls (réels ou imaginaires) dans la préservation de l'identité culturelle de cette minorité et le développement de liens de solidarité socio-politique transnationaux. Le Tamil Nadu, par le biais de ses médias, ses productions culturelles et la volonté de son gouvernement maintient un lien imaginaire transnational entre les membres de la communauté mondiale tamoule. La conscience d'appartenir à une communauté transnationale héritière d'une grande civilisation est un facteur confortant les Tamouls dans leur volonté de cultiver leur exception culturelle malgré leur statut de minorité. En outre, différents acteurs (HINDRAF, LTTE) tentent de mobiliser les membres de la communauté tamoule mondiale afin de défendre leurs revendications socio-politiques. Cette stratégie n'est pas sans conséquence dans le cadre des relations des différents groupes tamouls avec leur État. Le combat des Tigres pour la création de l'Eelam et les mobilisations transnationales eelamistes sont ainsi à la fois une source d'inspiration pour les militants de l'HINDRAF et constituent un frein à l'intégration de ceux qui vivent à Sri Lanka. Par contre, à Singapour, les Tamouls, qui souhaitent ne pas déplaire à leur gouvernement, évitent d'afficher publiquement leur soutien aux combats des Tigres. Le développement de manifestation de solidarité tamoule transnationale est ainsi un véritable sujet de préoccupation de politique intérieure mais également internationale pour les États d'installation et d'origine.

Le chapitre 7 a mis l'accent sur le rôle des dynamiques des migrations internationales tamoules à Sri Lanka, Singapour et en Malaisie sur la perception identitaire et l'intégration des citoyens tamouls de ces trois pays. Les stratégies d'émigration des Jaffnais et des Tamouls des Plantations diffèrent clairement. Alors que les premiers espèrent s'émanciper de l'autorité de l'État sri lankais en rejoignant leurs proches en diaspora, les seconds n'ont que l'émigration professionnelle temporaire au Moyen-Orient comme perspective pour améliorer leur situation. À ce titre, les Tamouls originaires du centre de l'île doivent composer avec l'État sri lankais et l'exil ne constitue pas une option pour échapper aux discriminations dont ils sont victimes. En Asie du Sud-Est, l'arrivée de nouvelles vagues d'immigration tamoules est un nouveau facteur de segmentation qui consolide l'identification des Tamouls locaux à

leur pays. Les conflits d'intérêts, qui peuvent opposés la nouvelle et l'ancienne diaspora, poussant même les Tamouls singapouriens à demander à leur État une plus grande protection vis-à-vis des nouveaux immigrants.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans le cadre de ce travail, nous avons pris le parti d'étudier la situation des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour, afin de comprendre comment cette minorité diasporique réussit ou non à maintenir la particularité de son identité ethnique et en même temps à être intégrée à la nation dans le cadre spatial de ces villes. Dans cette conclusion, je résumerai d'abord brièvement les développements de la thèse, puis je dégagerai quelques constats plus généraux. Enfin, j'évoquerai plus particulièrement la situation post guerre à Colombo qui semble offrir une nouvelle piste de recherche pour le futur.

La démarche diachronique utilisée dans la première partie a permis d'expliquer la complexité du profil socio-culturel de la minorité tamoule dans les trois villes et les contextes spécifiques dans lesquels elle évolue. L'étude des trajectoires migratoires des Tamouls au sein de ces trois terrains a permis d'avoir une meilleure compréhension de la pluralité de leurs identités dans ces territoires. Les Britanniques sont à l'origine de l'afflux de travailleurs tamouls au profil socio-économique et culturel très hétérogène. Dès l'époque coloniale, l'implantation de cette communauté à proximité de leur lieu de travail conduit à la constitution d'ethno-territoires. Nous avons également vu que les politiques de la puissance coloniale, puis des trois États indépendants vis-à-vis de Tamouls, ont également pesé dans le processus de construction identitaire et dans l'intégration de cette minorité dans les villes étudiées. Le durcissement de la politique migratoire par la puissance coloniale et la perspective de l'indépendance marquent la fin du caractère transitoire de la présence tamoule, et soulève la question de la place à accorder à ces derniers dans les nations post-coloniales qui doivent être construites avec les indépendances.

L'analyse des politiques menées par les trois États post-coloniaux à l'égard des minorités a permis de mieux comprendre leurs impacts sur le sentiment d'intégration, l'identification des Tamouls à la nation et sur leur distribution dans l'espace urbain.

À Sri Lanka, la politique discriminatoire de l'État est perçue comme une menace pour la survie de la culture et l'identité tamoule dans l'île. La détérioration des relations entre Colombo et la principale minorité du pays a conduit certains groupes tamouls radicalisés à prendre les armes pour créer leur propre État indépendant. La guerre a notamment eu pour effet de transformer la géographie de la population de la capitale. Le poids démographique des Tamouls y augmente avec l'arrivée des déplacés de guerre qui fuient les fronts. Ces

derniers s'établissent de préférence à Wellawatta et Kotahena ou dans des quartiers périphériques comme à Dehiwela. Le sentiment d'insécurité éprouvé par les Tamouls rend plus difficile leur identification et leur intégration à la nation sri lankaise.

En Malaisie, la politique de discrimination positive adoptée en faveur des Malais par l'État renforce la polarisation ethnique de la société. Dans ce contexte, l'éradication des quartiers spontanés de Kuala Lumpur est perçue par certains Tamouls comme un instrument de l'État afin de détruire les quartiers communautaires et le mode de vie de la minorité dans l'espace urbain de la capitale. Les Tamouls malaisiens réaffirment, en réaction à la politique de l'UMNO, leurs différences culturelles et religieuses, tout en clamant leur attachement à leur pays.

À Singapour, l'État fait la promotion d'un multiculturalisme privilégiant la méritocratie et préservant les minorités culturelles du risque d'assimilation, afin de favoriser leur intégration. Pour conforter la coexistence intercommunautaire, l'État a réaménagé son territoire pour briser les enclaves ethniques de la période coloniale, afin de faire cohabiter les Singapouriens dans des immeubles et des quartiers dans lesquels le caractère multiethnique est imposé par des quotas à respecter. Le quartier de Serangoon road demeure le seul espace de l'île où la présence de l'identité indienne dans l'espace urbain est préservée avec le soutien des dirigeants du pays.

La connaissance de l'histoire sociale et politique des différents pays est donc indispensable pour comprendre l'évolution des logiques d'ancrage spatiale de la communauté tamoule dans le cadre urbain de ces villes capitales. Les rapports qu'entretiennent les Tamouls avec l'État et la communauté ethnique majoritaire du pays conditionnent donc fortement la manière dont ils perçoivent leur intégration, la place de leur culture dans la société et leur identification à la nation.

On a examiné dans un deuxième temps, à l'échelle locale, les fondements territoriaux de l'identité tamoule dans ces villes, afin de voir ce que l'espace apprend du maintien ou de l'évolution de l'inscription urbaine de ce groupe minoritaire. Nous avons vu que les pratiques citadines des Tamouls, notamment celles qui ont trait à la maison et à la fréquentation des lieux de sociabilité communautaires (les édifices religieux, les commerces et les associations), peuvent être à l'origine d'une territorialisation de l'identité tamoule dans ces villes. En effet, La maison est incontestablement le premier cadre d'expression de l'identité tamoule dans l'espace privé du foyer. La durée de la présence dans le logement, l'investissement personnel ou familial dans la construction du bâtiment, ou encore sa possession légale sont autant d'éléments créant l'ancrage territorial des individus et le sentiment d'appartenance à la ville.

Néanmoins, nous avons aussi vu que plusieurs facteurs (le fait que l'installation dans le logement ait été choisie ou non, la tenure, etc.) remettent en question l'attachement au logement et donc l'intégration de certains groupes de Tamouls (dernières vagues de déplacés Jaffnais, migrants économiques peu qualifiés venus des plantations à Colombo, ou Tamouls qui ont été relogés de force dans certains immeubles sociaux à Kuala Lumpur). Les équipements religieux, commerciaux et associatifs peuvent également concourir au processus de territorialisation de l'identité tamoule. Ces lieux de sociabilité sont surtout des milieux tamouls dont la plus ou moins forte concentration a des conséquences sur la visibilité tamoule, et sur le rôle du quartier dans la vie des Tamouls en tant que communauté. Selon l'importance de ces équipements sociaux dans les quartiers, les Tamouls les reconnaissent ou non comme étant tamouls.

En outre, nous avons vu que des politiques urbaines (éradication des bidonvilles et promotion de *Little India*) adoptées par les deux États Sud-Est asiatiques ont des conséquences sur l'empreinte urbaine tamoule, sur le sentiment d'intégration des membres de cette minorité et leurs pratiques urbaines. La politique dite de nettoyage urbain à Kuala Lumpur et les opérations de relogement qui l'accompagnent, influencent la production sociale de l'espace, avec des processus simultanés de territorialisation et de déterritorialisation qui ne sont d'ailleurs pas toujours complets. Cette politique d'éradication des bidonvilles menée par les pouvoirs publics est perçue très différemment par les Tamouls. Les squatteurs tamouls y voient le refus de l'État de reconnaître leur droit à la ville et sa volonté de faire disparaître leur empreinte urbaine de la capitale. À l'inverse, les classes tamoules les plus aisées perçoivent l'éradication des bidonvilles comme une opportunité d'améliorer l'image de la communauté, notamment grâce au processus de gentrification qui s'opère dans ces territoires. La remise en cause de l'ancrage territorial est donc un facteur qui peut nourrir chez certains Tamouls le sentiment de ne pas être considérés par l'État, et donc de ne pas être intégrés. Par ailleurs, le réaménagement urbain a aussi entraîné une transformation de la cidadinité tamoule. Leur pratique ethnique de la ville a en effet pris un caractère réticulaire dans lequel les quartiers vitrines s'imposent comme des centres aux fonctions vitales (culturelle, sociale, économique) pour la communauté et la rend visible dans l'espace urbain de la ville. Mais la pratique de la ville par les Tamouls est loin de se limiter à ces lieux ethniques et ce sont les espaces communs, où ils côtoient les membres des autres communautés, qu'ils fréquentent essentiellement dans leur vie de tous les jours. Cette réalité n'est pas sans conséquence sur la façon dont ils perçoivent leur identité et leur appartenance à la nation.

Enfin, la troisième partie a permis de montrer l'impact des échanges transnationaux et

les dynamiques migratoires internationales contemporaines des Tamouls dans les trois pays retenus sur l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Les échanges transnationaux culturels (films, littérature, musique, médias) avec les foyers d'origines favorisent le maintien de l'identité culturelle tamoule, malgré le contexte d'extraterritorialité et minoritaire dans lequel se trouvent les Tamouls d'Asie du Sud-Est.

En outre, nous avons constaté que différents acteurs (HINDRAF, LTTE) tentent de mobiliser les membres de la communauté tamoule mondiale afin de défendre leurs revendications socio-politiques et d'internationaliser leur combat. Cette stratégie est lourde de conséquences dans le cadre des relations des différents groupes tamouls avec leurs États respectifs. Les mobilisations transnationales, pro-eelamiste ou le lobbying de l'HINDRAF en Inde, soulèvent la question de la loyauté des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour envers leur pays. La propagande et les manifestations pro LTTE organisées à travers le monde constituent un frein à l'intégration de ceux qui vivent à Sri Lanka. À Singapour, les Tamouls évitent d'afficher trop ostensiblement leur soutien au mouvement séparatiste eelamiste, pour renforcer leur image de minorité modèle et loyale à Singapour. Par contre, en Malaisie, les Tamouls n'hésitent pas à se mobiliser pour soutenir le mouvement séparatiste LTTE, qui est considéré comme une véritable source d'inspiration dans la lutte pour la défense des droits des Tamouls. Les manifestations de solidarité tamoule transnationale sont ainsi un véritable sujet de préoccupation en matière de politique intérieure, mais également internationale pour les États d'installation et d'origine.

Enfin, nous avons vu que l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants tamouls dans les deux pays Sud-Est asiatiques ou encore que l'émigration de ceux de Sri Lanka ne sont pas sans conséquences sur l'identification et l'intégration des citoyens tamouls de ces trois pays. L'émigration, légale ou clandestine, des Tamouls originaires de la province Nord de Sri Lanka en Occident - pour rejoindre leurs proches de la diaspora - manifeste la volonté de ces derniers de s'émanciper définitivement de l'autorité de l'État sri lankais. Contrairement à Sri Lanka où l'émigration des Jaffnais contribue à freiner en quelque sorte leur identification à la nation, dans les deux pays Sud-Est asiatiques qui nous intéressent, l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants tamouls d'Asie du Sud tend au contraire à renforcer la prise de conscience de la part de l'ancienne diaspora de son particularisme culturel. Le contexte socio-politique national dans lequel évoluent les Tamouls singapouriens et malaisiens, ainsi que l'adoption par les deux États de politiques d'accueil très différentes des immigrants professionnels, participent à la plus ou moins bonne acceptation de la présence de la nouvelle diaspora tamoule par l'ancienne. Les intérêts souvent différents de ces deux communautés

conduisent à une certaine distanciation et, dans le cas de Singapour, à des rivalités entre Tamouls locaux et immigrés. En outre, la naturalisation par la cité-État de certains étrangers est une autre source de tensions et pose la question de l'intégration la nouvelle diaspora dans la société singapourienne. Le manque d'échanges sociaux entre Singapouriens locaux et immigrants, associé à la peur de la concurrence étrangère est à l'origine, chez certains, du développement d'une xénophobie, qui existe également entre Tamouls, et qui renforce l'identification de l'ancienne diaspora tamoule à leur pays.

L'étude des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour démontre donc l'intérêt d'adopter une perspective comparative et multiscalaire pour saisir dans toute leur complexité les différents facteurs agissant sur l'identification et l'intégration socio-spatiale d'un groupe minoritaire. Dans le cas de minorités ethniques d'origine diasporique telle que celle des Tamouls, la politique d'intégration de l'État d'installation, l'inscription spatiale de leur identité, les pratiques au sein de l'environnement urbain, les liens officiels ou informels qui sont préservés avec le pays d'origine, et les solidarités ethnique infra et transnationales, participent à des degrés différents à la construction d'une identité communautaire qui peut, selon le contexte historique, économique et l'environnement socio politique, cohabiter ou concurrencer l'identité nationale.

En outre, il faut noter que la question de l'intégration des minorités ethniques est difficile à appréhender, car les personnes qui en sont issues ont souvent de multiples identifications (socio-économique, ethnique, religieuse, nationale, diasporique) et des loyautés qui peuvent d'ailleurs varier d'un groupe à l'autre, voire d'une personne à l'autre et évoluer en fonction du contexte et de l'interlocuteur. Les facteurs de segmentation intracommunautaire (la classe socio-économique, la région d'origine, le facteur de génération à Singapour, etc.) doivent ainsi être également considérés pour éviter de dépeindre de façon caricaturale l'intégration d'une minorité.

Par ailleurs, cette thèse a également souligné l'importance d'évaluer les conséquences des flux contemporains de migrations internationales dans l'évolution de l'identification et l'intégration de minorités ethniques. L'arrivée de vagues d'immigrants est à l'origine de l'émergence d'un nouveau facteur de segmentation distinguant les locaux et les étrangers. Les différences culturelles et les rivalités entre locaux et immigrés peuvent ainsi prendre le pas sur les solidarités ethniques. L'exemple de l'octroi de la citoyenneté singapourienne à des immigrants chinois ou sud-asiatiques en est exemplaire. Le manque d'allégeance et d'identification des néo-naturalisés à Singapour est en effet dénoncé par certains citoyens locaux d'origine indienne ou chinoise qui craignent pour la cohésion de la société

singapourienne. Ainsi, dans le cas de la Cité-État, les communautés locales d'origine diasporique, même si elles revendiquent leurs différences culturelles, réaffirment leur allégeance et leur appartenance à la nation au contraire des récents immigrants. Ces dernières contribuent ainsi, par leur simple présence, à transformer la société de leur pays d'installation.

Enfin, j'évoquerai plus particulièrement la situation post-guerre à Colombo qui semble offrir une nouvelle piste de recherche pour le futur. En effet, nous avons, dans le cadre de cette thèse (chapitre 4), vu que l'expérience de la mobilité forcée constituait une discontinuité radicale avec un avant et un après déplacement pour les Jaffnais. Ces migrations coercitives ont transformé et recomposé les liens de ces Tamouls avec leur territoire d'origine et la capitale devenue leur territoire refuge. La guerre a entraîné une déterritorialisation de cette population de sa région d'origine, alors que sa présence à Colombo est longtemps perçue comme une présence temporaire à cause d'un facteur conjoncturel : la guerre. La capitale est pour cette raison considérée par les dernières vagues de déplacés comme un lieu d'exil et non un lieu de vie.

La fin de la guerre, avec la victoire de l'armée sri lankaise, marque une nouvelle discontinuité radicale pour les déplacés jaffnais en leur offrant l'opportunité de regagner le Nord de l'île. Il serait intéressant d'étudier les dynamiques de mobilités post-conflit des Jaffnais qui se sont abrités à Colombo. En effet, il semblerait que tous les anciens déplacés n'aient pas fait le choix de rentrer dans leur territoire d'origine. On peut dès lors s'interroger sur les raisons qui les poussent à rester dans la capitale malgré la fin de la guerre, et des liens qu'ils préservent ou non avec le Nord de l'île. D'ailleurs, est-ce que la durée de présence à Colombo est un facteur qui influence le choix des anciens déplacés de s'installer définitivement dans la ville ? Est-ce que la décision de projeter leur futur dans la capitale transforme leur pratique socio spatiale et leur citoyenneté ? Les Jaffnais bénéficient-ils depuis la fin du conflit d'une meilleure insertion socio-économique et résidentielle dans la ville et surtout se sentent-ils de Colombo ? Comment considèrent-ils et quels liens préservent-ils avec leur région d'origine (souvenirs, visites, échanges) ?

À l'inverse, on peut se demander comment s'est réalisé le retour des Jaffnais dans le Nord ? Quelles sont les raisons qui les ont décidés à rentrer ? Est-ce par choix ou par contrainte ? Est-ce que tous les membres de la famille sont concernés par le retour, ou existe-t-il des stratégies familiales qui incitent à avoir des membres de la famille à la fois dans la ville d'origine et dans la ville d'installation ? Par ailleurs, dans quelles conditions s'est réalisée la réinstallation dans la ville ou le village d'origine ? Comment les anciens déplacés réussissent-

ils à faire face aux transformations sociales ou physiques qui se sont opérées dans le Nord sous l'effet de la guerre ? Est-ce que leur expérience de vie à Colombo a provoqué une transformation de leurs pratiques socio-spatiales ? Sont-ils nostalgiques de la vie dans la capitale et se sentent-ils toujours chez eux dans le Nord ? Enfin, on peut se demander si les mécanismes de solidarités familiales (notamment avec les proches installés à Colombo ou en diaspora) et d'entraides communautaires (castes et religions) ont pu se reconstituer, pour aider ces anciens déplacés à reconstruire leur vie.

Bibliographie

A

- ACKERMANN A., 1997, *Ethnic identity by Design or by Default ? A Comparative Study of Multiculturalism in Singapore and Frankfort am Main*, IKO, Frankfort, 220 p.
- ADAICKALAM J., 2008, *Neighbourhood Based Social Work: A Strategy for Community Empowerment*, Yayasan Strategik Sosial, Kuala Lumpur, 148 p.
- AHMAD F. *et al.*, 2012, « Home Owning Democracy for the Urban Poor : A case study of Kuala Lumpur, Malaysia », in *Journal of Sustainable Development*, Vol.5 n°1, January 2012, pp. 13-22.
- ALI A., 2001, *Plural Identities and Political Choices of the Muslim Community*, Marga Institute, Colombo, 16 p.
- AMBALAVANAR S., 1996, *Politics of Tamil Nationalism in Sri Lanka*, South Asian Publishers, New Delhi, 233 p.
- AMIRAUX V., 1999, « Les limites transnationales comme espace de mobilisation », dans *Cultures & Conflits*, 33-34, Printemps-été 1999
<http://conflits.revue.org/167> (consulté le 16 avril 2013)
- ANJOMANI et F. B. AHMAD, 1992, « Squatter settlement in Kuala Lumpur : Evaluation and alternatives », in *Ekistics Double Issue : The problems and science of Human Settlement*, Vol.59, N°354/355 may/june-July/august 1992, pp. 159-165.
- ANNADHURAI K. D/O, 2005, *Creating Transformative's Space for Foreign Domestic Workers in Singapore*, Academic Exercice for the Degree of Bachelor of Social Sciences, Departement of Geography, National University of Singapore, 105 p.
- ANTEBY-YEMINI L. et BERTHOMIERE W., 2005, « Les diasporas : retour sur un concept », dans *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, 16 | 2005, pp. 139-145.
- APPADURAI A., 2007, *Géographie de la colère : La violence à l'âge de la globalisation*, Payot, Paris, 208 p.
- APPADURAI A., 2001, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot-Rivages, Paris, 322 p.
- APPUDURAI J. et DAVID DASS G. A., 2008, *Malaysian Indians: looking forward*, Strategic Information and Research Centre, Petaling Jaya, 51 p.
- ARASARATNAM S., 1979, *Indians in Malaysia and Singapore*, Oxford University Press, Kuala Lumpur, 239 p.
- ARASARATNAM S., 1966, « Social and Political Ferment in the Malayan Indian Community 1945-1955 », in International Association of Tamil Studies, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, pp. 141-155.
- ARUDPRAGASAM R., 1996, *The Traditionnal Homeland of the Tamils: The missing pages of Sri Lankan History*, Kanal Publications, Kotte Sri Jayawaedenapura, 410 p.
- ARUMUGAM J. D/O, 2002, *From « Kalapani » to « Swarnabumi »: Diasporic Consciousness and the Making of « Indians in Singapore »*, Academic Exercice for the Degree of Bachelor of Social Sciences, Departement of Sociology, National University of Singapore, Singapour, 74 p.

B

- BAAB L. A., 2000, « Patterns of Hinduism », in Ong Jin Hui *et al.* (eds.), *Understanding Singapore Society*, Times Academics Press, Singapore, pp. 163-177.

- BABY-COLLIN V. et D. MERCIER (dir.), 2008a, *Dynamiques sociales et spatiales Amérique Latine/Méditerranée*, Publications de l'université d'Aix-en-Provence, Aix-en-Provence, 314 p.
- BABY-COLLIN V. et F. BOUILLON, 2008b, « Marges urbaines et constructions citadines, Caracas-Marseille » in BABY-COLLIN V. et D. MERCIER (dir.), *Dynamiques sociales et spatiales Amérique Latine/Méditerranée*, Publications de l'université d'Aix-en-Provence, Aix-en-Provence, pp. 277-297.
- BAN KAH C. *et al.*, 2004, *Imaging Singapore*, Eastern University Press, Singapore, 366 p.
- BAXSTROM R., 2008, *Houses in Motion: The Experience of the Place and the Problem of Belief in Urban Malaysia*, Stanford University Press, Stanford, 283 p.
- BENJAMIN G., 2000, « The cultural logic of Singapore's « Multiculturalism » », in ONG JIN H. *et al.* (eds.), *Understanding Singapore Society*, Times Academic Press, Singapore, pp. 67-85.
- BENJAMIN S. et B. RAMAN, 2011, « Claiming Land: Rights, Contestations and the urban poor in Globalized Times », in ZERAH M.-H. *et al.* (eds.), *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, pp. 63-75.
- BEUMER, W. G. M. et R. K. de SILVA, 1988, *Illustrations and Views of Dutch Ceylon 1602-1796*, Serendib Publication London, London, 495 p.
- BHARZANA BEGAM N., 1997, *The Making of a Place: History, Community and Identity of Little India*, Academic exercise for the Degree of Bachelor of Arts Honours, National University of Singapore, 140 p.
- BIZRI F., 2005, « Le Pidgin Madam un nouveau pidgin arabe », dans *La Linguistique*, Vol. 41 Plurilinguisme, Fasc. 2/2005, pp. 54-66.
- BLANADET R., 1993, *Singapour et la Malaisie*, Nathan, Paris, pp. 130-165.
- BLANADET R., 1992, *L'Asie du Sud-Est : nouvelle puissance économique*, Presses Universitaires de Nancy, Nancy, pp. 303-318.
- BLOT, J., 2010, « Politique de lutte contre la pauvreté ou nettoyage urbain ? Les opérations de relogement dans la périphérie phnom-pennoise », dans *Péninsule* n°61, 2010/2, pp. 221-247.
- BOLZMAN C., 2002, « De l'exil à la diaspora : l'exemple de la migration chilienne », dans *Autrepart*, n°22, pp. 91-107.
- BONNETT A. et A. NAYAK, 2003, « Cultural Geographies of Racialization _The Territory of Race », in KAY A. *et al.* (eds.), *Handbook for Cultural Geography*, London, SAGE Publications, pp. 300-312.
- BORDES-BENAYOUN C., 2002, « Les diasporas, dispersion spatiale, expérience sociale », dans *Autrepart*, n°22, pp. 23-36.
- BOSE, S., 1994, *States, Nations, Sovereignty: Sri Lanka, India and the Tamil Eelam movement*, Sage Publications, New Delhi, 236 p.
- BOUCHON F., 2012, *Kuala Lumpur, Métropolisation et mobilisation au risque du tourisme : enjeux et perspectives*. Thèse de doctorat en géographie, Université Toulouse II Le Mirail, 427 p.
- BOUDON R. *et al.*, 1999, *Dictionnaire de la Sociologie*, Larousse, Paris, 279 p.
- BOUTET F., 2007, *Les mutations du centre-ville de Kuala Lumpur : Étude du quartier de Chinatown*. Mémoire de Master en géographie, Université Panthéon-Sorbonne Paris 1, 132 p.
- BRADLEY M., 2007, *La Transmission de l'identité religieuse dans un contexte d'immigration. Le cas des réfugiés Tamouls hindous d'origine sri-lankaise à Montréal*. Mémoire de Maîtrise en sciences des religions, Université du Québec à Montréal, Montréal, 138 p.

- BRET B. *et al.* (dir.), 2010, *Justice et Injustice spatiales*, Press Universitaires de Paris-Ouest, Paris, 315 p.
- BRETON R., 2008, *Atlas des minorités dans le monde : Panorama des identités ethniques et culturelles*, Éditions Autrement, Paris, 79 p.
- BRETON R. J.-L., 1997, *Atlas of the languages and ethnic communities of South Asia*, Sage Publication, New Delhi, 230 p.
- BRIJ V. L. *et al.* (dir.), 2008, *Encyclopédie de la Diaspora indienne*, Les éditions du Pacifique, Paris, 415 p.
- BRIJ V. L. *et al.* (eds.), 2006, *Encyclopedia of the Indian Diaspora*, Editions Didier Millet, Singapore, 416 p.
- BROHIER R. L., 2000, *Changing Face of Colombo (1505-1772)*, A Visidunu Publication, Boralesgamuwa (Sri Lanka), 80 p.
- BROWN M. E. et S. GANGULY (eds.), 1997, *Government Policies and Ethnic Relations in Asia and the Pacific*, The MIT Press, Cambridge, 607 p.
- BRULAND S., 2012, « Nationalism as meaningful life project: identity construction among politically active Tamil families in Norway », in *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 35, Issue 12, pp. 2134-2152.
- BRUN C., 2003 « Local Citizens or Internally Displaced Persons ? Dilemmas of Long Term Displacement in Sri Lanka », in *Journal of Refugee Studies*, Dec. 2003 Vol.16, N°4, pp. 376-397.
- BRUN C., 2001, « Reterritorializing the relationship between people and place in refugee studies », in *Geografiska Annaler*, (2001), 83B (1), pp. 15-25.
- BRUNEAU M., 2006, « Les territoires de l'identité et la mémoire collective en diaspora », dans *L'Espace géographique*, vol. 35, n°4, pp. 328-333.
- BRUNEAU M., 2004, *Diasporas et Espaces Transnationaux*, Anthropos, Paris, 250 p.
- BRUNEAU M., 2001, « Peuples-monde de la longue durée : Grecs, Indiens, Chinois », dans *L'Espace géographique*, vol. 30, n°3, pp. 193-212.
- BRUNEAU M., 1995, *Diasporas*, Editions GIP-Reclus, Paris, 190 p.
- BRUNEAU M., 1994, « Espaces et territoires de diasporas », dans *L'Espace géographique*, n°1-1994, pp. 5-18.
- BRUNET R. *et al.* (dir.), 1993, *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*, Reclus / Documentation Française, Paris, 518 p.
- BUNNELL T. and A. M. NAH, 2004, « Counter-global Cases for Place: Contesting Displacement in Globalising Kuala Lumpur Metropolitan Area », in *Urban Studies*, Volume 41, n°12, Novembre 2004, pp. 2447-2467.
- BUNNELL T. *et al.*, 2002, « City Profile: Kuala Lumpur metropolitan area Paris », in *Cities*, Vol 19, N°5, pp. 357-370.

C

- CARSIGNOL A., 2011, *L'Inde et sa diaspora : Influences et intérêts croisés à l'île Maurice et au monde*, PUF, Paris, 300 p.
- CARSIGNOL A., 2009, « La diaspora, instrument de la politique de puissance et de rayonnement de l'Inde à l'île Maurice et dans le monde », dans *Echogéo*, n°10|2009 <http://echogeo.revues.org/11329> (consulté le 13/04/2013).
- CENSUS PUBLICATIONS, 1923, *Ceylon 1921: Town and village statistics* (Vol. II), Turner L J B, Government Printer, Colombo, p. 650.
- CENTRAL BANK OF SRI LANKA, 2012, *Economic and Social Statistics of Sri Lanka 2012*, Colombo, Statistics Department, p.180.
- CEYLON DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS, 1953, *Census of Ceylon, 1953, Volume 2, Partie 1*, the Ceylon Government Press, Colombo, p. 128.

- CHALEARD J.-L. et R. POURTIER, 2000, *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, Publications de la Sorbonne, Paris, 256 p.
- CHALIAND G. et J.-P. RAGEAU, 1997, *Atlas de l'Asie orientale : Histoire et stratégies*, Éditions du Seuil, Paris, 223 p.
- CHALIAND G. et J.-P. RAGEAU, 1991, *Atlas des diasporas*, Éditions Odile Jacob, Paris, 182 p.
- CHANDERBALI D., 2008, *Indian Indenture in the Straits Settlements*, Peepal Tree Press, Leeds, 232 p.
- CHANG T.C., 2000, « Singapore's Little India: A Tourist Attraction as a Contested Landscape », in *Urban Studies*, Vol.37, N°2, pp. 343-366.
- CHEE S. J., 2005, *The Power of Courage: Effecting Political Change in Singapore through Nonviolence*, Melodies Press Co., Singapore, 135 p.
- CHEN P.S.J. (eds.), 1983, *Singapore Development Policies and Trends*, Oxford University Press, Singapore, 384 p.
- CHENG H. C., 1982, *Singapore: Early Town Development 1819-1836*, Academic Exercise for the Degree of Bachelor of Arts Honours, Departement of History, National University of Singapore, Singapour, 86 p.
- CHENG M-H, 2011, *The Impact of Ethnicity on Regional Economic Development in Malaysia*, Hiroshima University
http://www.academia.edu/745998/The_Impact_of_Ethnicity_on_Regional_Economic_Development_in_Malaysia
 (consulté le 16 avril 2013)
- CHERAN R., 2007, « Citizens of Many Worlds : Theorizing Tamil DiasporiCity » in
 CHERAN R. et al. (eds.), *History and Imagination. Tamil Culture in the Global Context*, TSAR Publications, Toronto, pp. 150-168.
- CHERAN R., 2003, *Diaspora Circulation and Transnationalism as Agents for Change in the Post Conflict Zones of Sri Lanka*, papier soumis à la Berghof Foundation for Conflict Studies, Berlin.
http://scholar.google.fr/scholar?cluster=3379915870242847473&hl=fr&as_sdt=0,5 (consulté le 16 avril 2013)
- CHEW S. F., 1987, *Ethnicity and Nationality in Singapore*, Ohio University Press, Ohio, 229 p.
- CHIN Y. et N. VASU, 2007, *The Ties that Bind and Blind: A report on Inter-racial and Inter-religious relations in Singapore*, Centre of Excellence for National Security and S. Rajaratnam School of International Studies, Singapore, 47 p.
- CHUA B. H., 1995, *Communitarian Ideology and Democracy in Singapore*, London, Routledge, 237 p.
- CLAMMER J., 1998, *Race and State in independant Singapore 1965-1990*, Ashgate, Aldershot, 291 p.
- CLAVAL P., 2001, « Champs et perspectives de la géographie culturelle dix ans après », dans *Géographie et Cultures*, n°40 hiver 2001, pp. 5-28.
- CLAVAL P., 1998, « Villes et pluralité des cultures : Problèmes et contextes », dans *Géographie et Cultures*, n°26, pp. 11-24.
- CORDINER J., 1983, *A Description of Ceylon*, Tisara Press, Dehiwala, 504 p.
- COREA I., 1988, *Glimpses of Colombo*, Colombo Municipal Council, Colombo, 185 p.

D

- DA CUNHA D., 2005, « Political Change and Continuity: The Near-Term Outlook », in
 KOH G. (ed.), *Singapore Perspectives 2005*, Marshall Cavendish Academic, Singapore, pp. 3-19.
- DA CUNHA D. (ed.), 1994, *Debating Singapore: Reflective Essays*, Institut of Southeast Asian Studies (ISEAS), Singapore, 173 p.

- DALE O. J., 1999, *Urban Planning in Singapore: The Transformation of a City*, Oxford University Press, London, 278 p.
- DAVIS M., 2006, *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*, Éditions La Découverte, Paris, 249 p.
- DE KONINCK R., 2007, *Malaysia La dualité du territoire*, Éditions Belin, Paris, 190 p.
- DE KONINCK R., 2006, *Singapour : La cité-Etat ambitieuse*, Éditions Belin, Paris, 176 p.
- DE KONINCK R., 1995, « Singapour, une cité-Etat insulaire », dans Brunet R. (dir.), *Géographie Universelle : Asie du Sud-Est, Océanie*, Belin/ Reclus, Paris, pp. 114-123
- DE KONINCK R., 1994, *L'Asie du Sud-Est*, Masson Géographie, Paris, 304 p.
- DE KONINCK R., 1992, *Singapour : un atlas de la révolution du territoire*, GIP Reclus, Montpellier, 128 p.
- DENNIS E. S., 1983, *Tamils in Malaysia: Problems in socio-economic development for an immigrant minority group*, these for the degree of Doctor of Philosophy, Rice University, Houston, 244 p.
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Sri Lanka), 2006, *Statistical Abstract 2006*, Department of Census and Statistics, Colombo, p.455.
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Sri Lanka), 2004a, *Census Population and Housing 2001: Population and Housing Data City of Colombo*, Department of Census and Statistics, Colombo, p. 257
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Sri Lanka), 2004b, *Census Population and Housing 2001: Colombo District Report*, Department of Census and Statistics, Colombo, p. 749
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Ceylon), 1953, *Census of Ceylon 1953*, Vol. 2 Part 1, The Ceylon Government Press, Colombo, p. 128.
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Ceylon), 1952a, *Census of Ceylon 1946*, Volume IV, The Ceylon Government Press, Colombo, p. 815.
- DEPARTMENT OF CENSUS AND STATISTICS (Ceylon), 1952b, *Census of Ceylon 1946*, Volume 1 Part 2_ Statistical digest, The Ceylon Government Press, Colombo, p. 424.
- DEPARTMENT OF GEOGRAPHY FACULTY OF ART AND SOCIAL SCIENCES, 2002, *Bibliography of unpublished geography research works (1953-2001)*, National University of Singapore, Singapore, 136 p.
- DEQUIREZ G., MADAVAN D. et E. MEYER, à paraître, « Sri Lankans in France », in REEVES P. et al. (eds.), *The Encyclopedia of the Sri Lankan Diaspora*, Editions Didier Millet, Singapore.
- DEQUIREZ G., 2011a, *Nationalisme à longue distance et mobilisations politiques en diaspora. Le mouvement séparatiste tamoul sri lankais en France (1980-2009)*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Lille 2, 378 p.
- DEQUIREZ G., 2011b, « L'histoire de Sri Lanka vue par les associations nationalistes tamoules en France », dans *Hommes & Migrations*, dossier Diasporas sri lankaises entre guerre et paix, n°1291, pp. 72-81.
- DEQUIREZ G., 2011c, « Les mobilisations politiques transnationales de la diaspora tamoule » dans MADAVAN et al. (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 153-171.
- DEQUIREZ G., 2010, « Processus d'appropriation et luttes de représentation autour du Little Jaffna parisien », dans *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 26, n°2, pp. 95-116.
- DEQUIREZ G., 2007, « Tamouls sri lankais : le Little Jaffna de La Chapelle », dans *Hommes & Migrations*, dossier Diasporas indiennes dans la ville, n°1268-1269, pp.82-91.
- DEQUIREZ G., 2002, *Situations urbaines d'interethnicité : le cas du quartier de La*

- Chapelle. *Les Tamouls face à la population locale*, mémoire de DEA de sciences politiques, Université Lille 2/IEP Lille.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/469> (consulté le 16 avril 2013)
- DE SILVA K.M., 2005, *A History of Sri Lanka*, Penguin, New Delhi, 782 p.
- DE SILVA R. K. et BEUMER W.G.M., 1988, *Illustrations and views of Dutch Ceylon 1602-1789*, Serendib Publication London, London, 495 p.
- DI MEO G., 2004, « Composante spatiales, formes et processus géographiques des identités », dans *Annales de Géographie*, n°638-639, pp. 337-362.
- DOBBS S., 2003, *The Singapore River : A Social History 1819-2002*, Singapore University Press, Singapore, 200 p.
- DORIER-APPRILL E. et A. KOUVOUAMA, 1998b, « Pluralisme religieux et société urbaine à Brazzaville », dans *Afrique contemporaine*, n°186, pp. 58-76.
- DOYTCHEVA M., 2005, *Le multiculturalisme*, Éditions La Découverte, Paris, 123 p.
- DUFOIX S., 2003, *Les diasporas*, Paris, PUF, 127 p.
- DUPONT V., 2011, « The Challenge of Slums and Forced Evictions », in ZERAH M.-H. et al. (eds.), in *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, pp. 76-97.
- DUPONT V. et F. LANDY (dir.), 2010a, *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Purusartha, Paris, 340 p.
- DUPONT V., 2010b, « Création de nomades urbains et appauvrissement : Impact des politiques d'éradication des camps de squatters à Delhi », dans la *Revue Tiers Monde*, N°201 janvier-mars, pp. 25-45.
- DUPONT V., 2008, « Slum Demolitions in Delhi since the 1990s : An Appraisal », in *Economic & Political Weekly*, July 12 2008, pp. 79-87.
- DUPONT V. et D. G. HEUZE, 2007, *La ville en Asie du Sud : Analyse et mise en perspective*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales/ Collection Purusartha, Paris, 435 p.
- DUPONT V. et F. LANDY, 2003, « Ségrégation et territoire. De quoi parle-t-on? Réflexions à partir des expériences indiennes et sud-africaines », dans GERVAIS-LAMBONY P. et al. (sous dir.), *Espaces arc-en-ciel : Identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, pp. 41-60.
- DUPONT V., 2000, « Delhi : Dispersion globale et micro-ségrégation », dans DUREAU F. et al. (dir.), *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale*, IRD/ Collection Villes, Paris, pp. 257-268.
- DUPUIS J., 1972, *Singapour et la Malaisie*, Paris, Que Sais Je ?, 128 p.

F

- FEE L. K. et T. C. KIONG (dir.), 2002, *The making of Singapore Sociology*, Times Academic Press, Singapore, 467 p.
- FONDATION FOR CO-EXISTENCE, 2006, *Language Discrimination to Language Equality*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, 66 p.
- FONDATION FOR CO-EXISTENCE, pas de date, *Human Security in the hill country*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, Colombo, 82 p.
- FONDATION FOR COMMUNITY TRANSFORMATION, 2006, *Rights and Power sharing issues in Sri Lanka with special focus on Indian origin Tamil community*, FCT, Colombo, 81 p.
- FONG C. W. et al. (eds.), 2005a, *Public Housing in Singapore: Social Aspects & The Elderly (HDB Sample Household Survey 2003)*, HDB, Singapore, 133 p.
- FONG C. W. et al. (sous dir.), 2005b, *Housing in Singapore: Residents' Profile & Physical Aspects (HDB Sample Household Survey 2003)*, HDB, Singapore, 111 p.

- FONSEKA B., 2010, *Commentary on Returns, Resettlement and Land Issues in the North of Sri Lanka*, Centre for Policy Alternative, Colombo, 28 p.
- FOURNET-GUERIN C., 2007, *Vivre à Tananarive : Géographie du changement dans la capitale malgache*, Karthala, Paris, 427 p.
- FUGLERUD O., 1999, *Life on the Outside: Tamil Diaspora and Long Distance Nationalism*, Pluto Press, London, 203 p.

G

- GANGULY S., 1997, « Ethnic Policies and Political Quiescence in Malaysia and Singapour », in BROWN M. E. et S. GANGULY (eds.), *Government Policies and Ethnic Relations in Asia and the Pacific*, The MIT Press, Cambridge, pp. 233-272.
- GAZAGNE P., 2011, « Les Tamouls de La Chapelle. Entre solidarité et dépendance », dans *Hommes & Migrations*, n°1291, pp. 82-93.
- GERBAUT S., 2009, *L'organisation des Tigres de Libération de l'Eelam Tamoul : Naissance, vie et mort d'une insurrection identitaire*, mémoire de Master en Sécurité Internationale et Défense, Université Jean Moulin Lyon III, 86 p.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/527> (consulté le 16 avril 2013)
- GERVAIS-LAMBONY P., LANDY F. et S. OLFIELD, 2003a, *Espaces arc-en-ciel : Identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, 369 p.
- GERVAIS-LAMBONY P., 2003b, « Discussion autour des notions de ségrégation et de fragmentation dans les métropoles sud-africaines », dans GERVAIS-LAMBONY P. *et al.* (dir.), *Espaces arc-en-ciel: Identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, pp. 257-270
- GERVAIS-LAMBONY P., 2003c, *Territoires citadins 4 villes africaines*, Belin, Paris, 272 p.
- GERVAIS-LAMBONY P., 1994, *De Lomé à Harare : Le fait citadin*, Paris, Karthala, 472 p.
- GHOSE J., 2011, « Muslim Neighbourhoods and segregation in the City », in ZERAH M.-H. *et al.* (eds.), *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, pp. 43-47.
- GIRAUT F., HOUSSAY-HOLZSCHUSCH M. et S. GUYOT, 2008, « Au nom des territoires! Enjeux géographiques de la toponymie », dans *L'espace géographique*, n°2-2008, pp. 95-105.
- GLICK C. E., 1966, « Leaders of Indian origin in KL: a study of minority group leadership and trends towards national cohesion », in INTERNATIONAL ASSOCIATION OF TAMIL STUDIES, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, pp. 227-241.
- GO A. T. et AHMAD Y., 2011, « Public Low-cost housing in Malaysia: Case studies on PR Low-cost flats in Kuala Lumpur », in *Journal of Design and Built Environment*, Vol.8, No°1, June 2011
<http://fbe.um.edu.my/images/fab/Files/jdbevol8/vol8-01.pdf> (Consulté le 15 avril 2013)
- GOH C. L., 1970, *Certificate Regional Geography: South East Asia*, Oxford University Press, Kuala Lumpur & Singapour, 117 p.
- GOLDBLUM C., 1995, « Figures pionnières de la ville sino-coloniale en Asie du Sud-Est Malacca, Penang, Singapour », dans Clement P. *et al.* (dir.), *Cités d'Asie*, Parenthèse, Marseille, 257 p.
- GOLDBLUM C., 1987, *Métropoles de l'Asie du Sud-Est : stratégies urbaines et politiques du logement*, L'Harmattan, Paris, 276 p.
- GOLDBLUM C., 1986, *Singapour : une Cité-Etat moderne à l'épreuve de la fondation urbaine*, Thèse doctorale d'État en urbanisme, Université Paris VIII et Institut d'urbanisme de l'académie de Paris, 996 p.
- GOONETILEKE H. A. I., 1983, *A Bibliography of Ceylon: Volume IV*, Inter Documentation

- Company, Switzerland, 562 p.
- GOONETILEKE H. A. I., 1976, *A Bibliography of Ceylon: Volume III*, Inter Documentation Company, Switzerland, 506 p.
- GOONETILEKE H. A. I., 1970a, *A Bibliography of Ceylon: Volume II*, Inter Documentation Company, Switzerland, 865 p.
- GOONETILEKE H. A. I., 1970b, *A Bibliography of Ceylon: Volume I*, Inter Documentation Company, Switzerland, 468 p.
- GOREAU-PONCEAUD A. et D. MADAVAN, 2013, *Dictionnaire insolite de Sri Lanka*, Cosmopole, Paris, 159 p.
- GOREAU-PONCEAUD A., 2012a, « Ganesha Caturthi in France », in *Sri Lanka & Diaspora* <http://slkdiaspo.hypotheses.org/485> (consulté le 15/04/2013)
- GOREAU-PONCEAUD A., 2012b, « Routes et anti route de l'immigration tamoule sri-lankaise des camps du Tamil Nadu à la Chapelle », dans *E-migrinter*, n°8, pp. 26-44 http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/201208/e-migrinter2012_08_026.pdf
- GOREAU-PONCEAUD A., 2011a, « Visibilité et mobilisation politique : quand la diaspora rime avec reconnaissance » dans MADAVAN D. *et al.* (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 127-152.
- GOREAU-PONCEAUD A. (ed.), 2011b, « dossier Diasporas sri lankaises entre guerre et paix », dans *Hommes & Migrations*, n°1291, 167 p.
- GOREAU-PONCEAUD A., 2009, « La diaspora tamoule en France : entre visibilité et politisation », dans *EchoGéo*, sur le vif 2009. <http://echogeo.revues.org/11157> (consulté le 15/04/ 2013)
- GOREAU-PONCEAUD A., 2008a, *La diaspora tamoule : trajectoires spatio-temporelles et inscriptions territoriales en Ile de France*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Bordeaux 3, 426 p.
- GOREAU-PONCEAUD A., 2008b, « La diaspora tamoule : lieux et territoires en Île-de-France », dans *L'Espace Politique*, N°4 | 2008-1 , pp. 21-35
- GUEGUEN C., 2011a, « What kind of Chinese settlements in megacities like Manila and Kolkata ? », in *International Journal of Current Chinese Studies*, n°2, Lu Xun Center for Chinese Studies, Bilbao university, pp. 43-57.
- GUEGUEN C., 2011b, « Territory and centrality among the Chinese in Kolkata (India) », in Suryadinata L. (ed.), *Migration, Indigenization and Interaction: Chinese Overseas and Globalization*, World Scientific Publishing Company and the Chinese Heritage Center, Singapore, pp. 151-169.
- GUEGUEN C., 2007, *Les Chinois de Manille (Ancrage et Évolutions socio-spatiales)*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris IV-Sorbonne, 392 p.
- GUEGUEN C., 2006, « Les Chinois de Ouezon City : Quelle intégration dans le cadre de Metro-Manila ? » in HUETZ de LEMPS C. et O. SEVIN (dir.), *L'Asie-Pacifique des crises et des violences*, Paris, PUPS, pp. 79-92.
- GUILLAUD D., HUETZ de LEMPS C. et O. SEVIN (dir.), 2003, *Iles révéées : territoires et identités en crise dans le Pacifique insulaire*, Presse de l'université de Paris-Sorbonne, Paris, 375 p.
- GULLICK J.M., 2000, *A History of Kuala Lumpur 1857-1939*, Academe Art & Printing Services Sfn. Bhd., Selangor, 359 p.
- GULLICK J. M., 1994, *Old Kuala Lumpur*, Oxford University Press, Kuala Lumpur, 80 p.
- GULLICK J. M., 1988, *Kuala Lumpur 1880-1895: A City in the Making*, Pelanduk Publications, Petaling Jaya, 172 p.
- GUNARATNA R., 2003, « Sri Lanka: Feeding the Tamil Tigers », in BALLENTINE K. et J. SHERMAN (eds.), *The Political Economy of Armed Conflict: Beyond Greed and Grievance*, Lynne Rienner Publishers, London, pp.197-223.
- GUNASEKARA S.L., 1996, *Tigers, 'moderates' and pandora's package*, SLFP, 233 p.

GUNASINGAM M., 1999, *Sri Lankan Tamil Nationalism : A Study of its origins*, MV Publications, Sydney, 246 p.

GUNGWU W., 1978, *The Chinese minority in Southeast Asia*, Southeast Asian Studies Programme Nanyang University, Singapore, 16 p.

H

HABIBAL H. K., 2003, « A Tale of Two Communities: Bangladeshis in Singapore », in YEOH B. S. A. et al. (eds.), *Approaching Transnationalisms: Studies on Transnational Societies, Multicultural Contacts, and Imaginings of Home*, Kluwer Academic Publishers, Boston, pp. 321-336.

HAMONIC G., 2005, « L'invention du patrimoine urbain à Singapour entre « fantômes ancestraux » et « ville mondiale » », dans *Autrepart*, n°33, pp. 157-170.

HASBULLAH S.H., P. BALASUNDARAMPILLAI et K.T. DE SILVA, 2005, *addressing root causes of the conflict: land problems in north-east sri lanka*, FCE et UNHCR, Colombo, p.106.

HASBULLAH S.H., 2001, *Muslim refugees The Forgotten en People in Sri Lanka's ethnic conflict Volume 1*, Research and action forum for social development, Colombo, 101 p.

HASHIM M. N., 1995, *Urban Pioneers: The Struggle for Justice*, Daya Komunikasi, Kuala Lumpur, p.63

HEFNER R. W. (ed.), 2001a, *The Politics of Multiculturalism*, University of Hawai' I Press, Honolulu, 319 p.

HEFNER R. W., 2001b, « Multiculturalism and Citizenship in Malaysia, Singapore, and Indonesia », in Hefner R. W. (ed.), *The Politics of Multiculturalism*, University of Hawai' I Press, Honolulu, pp. 1-58.

HELLMANN-RAJANAYAGAM D., 1994, *The Tamil Tigers armed struggle for Identity*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 164 p.

HILL M. et L. K. FEE, 1995, *The Politics of Nation Building and Citizenship in Singapore*, Routledge, London & New York, 285 p.

HODDER B.W., 1959, *Man in Malaya*, University of London Press, London, 144 p.

HOVANESSIAN M., 1998, « La notion de diaspora. Usage et champ sémantique », dans *Journal des anthropologues*, n°72-73, pp. 11-30.

HRDLICKOVA Z., 2011, « The impact of the sri lankan conflict on the social status of Tamil women », in MADAVAN D. et al. (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 73-103.

HUAT C. B. et K. KIAN-WOON, 2001, « Social Pluralism in Singapore », in HEFNER R. W. (ed.), *The Politics of Multiculturalism*, University of Hawai' I Press, Honolulu, pp. 86-118

HUAT C. B., 2000, « Modernism and the Vernacular: Transformation of Public Spaces and Social Life in Singapore », in Ong Jin Hui et al. (eds.), *Understanding Singapore Society*, Times Academic Press, Singapore, pp. 423-442.

HUETZ de LEMPS C. et O. SEVIN (dir.), 2006a, *L'Asie-Pacifique des crises et des violences*, Paris, PUPS, 412 p.

HEUTZ de LEMPS C., 2006b, « Rivalités et tensions ethniques aux îles Hawai », dans HUETZ de LEMPS C. et O. SEVIN (dir.), *L'Asie-Pacifique des crises et des violences*, Paris, PUPS, pp. 363-377.

HOOLE, R. et al., 1990, *The Broken Palmyra*, Sri Lanka Studies Institute, Claremont, 464 p.

HULUGALLE, H. A. J., 1965, *Centenary volume of Colombo Municipal Council 1865-1965*, Ceylon Governmental Press, Colombo, 261 p.

HUSIN ALI S., 2008, *Ethnic Relation in Malaysia: Harmony & Conflict*, Strategic Information and Research Development Centre, Petaling Jaya, 167 p.

HUSKEN D., 2005, *Les territoires chinois à Singapour : une approche de géographie*

historique et culturelle d'une identité, Mémoire de DEA de géographie, Université Paris-Sorbonne (Paris IV), p.90

I

- INSTITUTE OF SOCIAL ANALYSIS (INSAN), 1989, *Sucked Oranges: The Indian poor in Malaysia*, Kuala Lumpur, INSAN, 75 p.
- INTERNATIONAL ASSOCIATION OF TAMIL STUDIES, 1966, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, 764 p.
- INTERNATIONAL CENTRE FOR ETHNIC STUDIES, 1995, *The Bo-Atte massacre and the Kebetigollawa refugee camps*, ICES, Colombo, 31 p.
- INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION, 1978, *The Informal Sector of Colombo City (Sri Lanka)*, Marga Institute, Colombo, 155 p.
- IREDALE R. et al. (dir.), 2003, *Migration in the Asia Pacific: Population, Settlement and Citizenship Issues*, Edward Elgard Publishing Limited, London, 401 p.

J

- JAFFRELOT C. (dir.), 1997, *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Fayard, Paris, 742 p.
- JAFFRELOT C., 1993, *Les nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990*, Presses de la FNSP, Paris, 527 p.
- JANAKEY RAMAN M., 2009, *The Malaysian Indian Dilemma*, Nationwide Human development and Research centre, Klang, 399 p.
- JANSZ F., 2006, *The consequences of Another War in Sri Lanka*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, 64 p.
- JAUZE J. M., 2004, « La pluriethnicité dans les villes mauriciennes, avec 4 figures dans le texte », dans *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°225-57^e, pp.7-32.
- JAYASEKARA S., 2007, *LTTE Fundraising and Money Transfer Operations*, Papier présenté à l'International Conference on Countering Terrorism, Colombo, 18-20 octobre 2007.
<http://transcurrents.com/tamiliana/archives/399> (Consulté le 15 avril 2013).
- JAYASOORIA D., 2008, *Social Development & Indians in Malaysia*, Yayasan Strategik Social, Kuala Lumpur, 467 p.
- JAYAWARDENA K., 2003, *Nobodies to somebodies: The Rise of the Colonial Bourgeoisie in Sri Lanka*, Zed Books, London, p. 416.
- JAYAWARDENA K., 1986, *Ethnic and Class conflict in Sri Lanka*, Centre for Social Analysis, Dehiwala, 142 p.
- JAYAWARDENA V.K., 1972, *The rise of labor movement in Ceylon*, Duke University Press, Durham, p.382.
- JEGATHESAN M., 2011, « Negotiating History and Attending to the Future: Perceptions among and of Malaiyaha Tamils in Sri Lanka », in MADAVAN D. et al. (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 45-71.
- JOEY A., 1979, *Singapore: its Past, Present and Future*, Eastern Universities Press, Singapore, 218 p.
- JONES G., 2007, « Le trésor caché du quartier indien : esquisse ethnographique d'une centralité minoritaire parisienne », dans *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Vol.19, N°1, pp. 233-243

K

- KAHAWITA R., 2002a, « Tamil-speaking Peoples' Problems », in Duraisingam T. (ed.),

- Politics and Life in Our Times (Volume II)*, Duraisingam T, Colombo, pp. 1540-1544.
- KAHAWITA R., 2002b, « Religious Leaders Appeal for Communal Amity », in Duraisingam T. (sous dir.), *Politics and Life in Our Times (Volume II)*, Colombo, pp. 1545-1550.
- KALAM M. A., 2003, « Identité, espace et territoire en Inde : une perspective anthropologique », dans GERVAIS-LAMBONY P. *et al.* (dir.), *Espaces arc-en-ciel : Identités et territoires en Afrique du Sud et en Inde*, Karthala, Paris, pp. 69-81.
- KANAPATHIPILLAI V., 2009, *Citizenship and Statelessness in Sri Lanka: The Case of the Tamil Estate Workers*, Anthem Press, London & New York, 225 p.
- KANNANGARA I., 1954, *Demographic study of the city of Colombo*, Department of census and statistic, Colombo, p. 52
- KARTHIGESU T., 2006, *Discover Singapore Heritage Trail*, National Heritage Board, Singapore, 159 p.
- KAU A. K. *et al.*, 2004, *Understanding Singaporeans: Values, Lifestyles, Aspirations and Consumption Behaviors*, World Scientific Publishing, Singapore, 247 p.
- KAY A. *et al.* (eds.), 2003, *Handbook for Cultural Geography*, London, SAGE Publications, 580 p.
- KEE BENG O., SARAVANAMUTTU J. et L. HOCK GUAN., 2008, *March 8 Eclipsing May 13*, ISEAS, Singapore, 131 p.
- KORF B., 2006, « Who is the rogue ? Discourse, power and spatial politics in post-war Sri Lanka », in *Political Geography*, 25 (2006), pp. 279-297.
- KORTTEINEN T., 2007, « Embedded Ethnicity: On the Narratives of Identity in Malaysia and Sri Lanka », in *Suomo Anthropologi, Journal of the Finnish Antropological Society*, Vol. 32, N°3, Autumn 2007, pp. 62-74.
- KRISHNAN M., 2008, *Development of Tamil School Education in Malaysia*, Yayasan Strategik Social, Kuala Lumpur, 148 p.
- KUALA LUMPUR CITY HALL, 2008a, *Draft KL 2020 City Plan: Foward a world class city Volume 2 Part 1 KL development control plan 2008*, KLCH, Kula Lumpur, pas de pagination.
- KUALA LUMPUR CITY HALL, 2008b, *Draft KL 2020 City Plan: Foward a world class city Volume 2 Part 2 Land use and intensity maps*, KLCH, Kula Lumpur, pas de pagination.
- KUALA LUMPUR DRAFT STUCTURE PLAN, 1982, *Draft structure plan*, Bewan Bandaraya Kuala Lumpur, Kuala Lumpur, pp. 228.
- KUALA LUMPUR MUNICIPAL COUNCIL, (pas de date) *100 Years (Century 1859-1959)*, Kuala Lumpur Municipal Council, Kuala Lumpur, 119 p.
- KUDAISYA G., 2008, « Le gouvernement indien et la Diaspora », dans BRIJ V. *et al.* (dir.), *Encyclopédie de la Diapora indienne*, Les Éditions du Pacifique, Paris, pp. 82-89
- KUMARAGE E., 2011, « Mothers, Militants, Martyrs: Tamil Women in Film », in MADAVAN D. *et al.* (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 105-126.
- KOH T. (ed.), 2006, *Singapore: The Encyclopedia*, Editions Didier Millet, Singapour, 639 p.
- KONG L. et B. S. A. YEOH, 2003, *The Politics of Landscapes in Singapore: Construction of « Nation »*, Syracuse University Press, New York, 254 p.

L

- LACOSTE Y., 1989, « Géopolitique des diasporas », *Hérodote*, n°53, pp. 3-12.
- LAI A. E., 1995, *Meanings of multiethnicity: A Case-Study of Ethnicity and Ethnic Relations in Singapore*, Oxford University Press, Singapore, 233 p.
- LAMBALLE A., 1985, *Le Problème Tamoul à Sri Lanka*, L'Harmattan, Paris, 515 p.
- LANDY F. (dir.), 2010a, *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, Arman Colin, Paris, 559 p.

- LANDY F., 2010b, « Circulation et territoire: freins, frictions et affinités », dans Dupont V. et F. LANDY (dir.), *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Paris, Purusartha, pp. 311-334.
- LANDY F., 2003, « Diaspora et économie internationale : le cas des Sud-Africains d'origine indienne », *Mappemonde*, n°69, n°1/2003, pp. 27-32.
- LANDY F., 2002, *L'Union indienne*, Éditions du Temps, Paris, 287 p.
- LECLERC E., 2012a, Le cyberspace de la diaspora indienne, in *e-Diasporas Atlas*, <http://www.e-diasporas.fr/working-papers/Leclerc-IndiansGeneral-FR.pdf> (consulté le 15/04/2013)
- LECLERC E., 2012b, « Brickfields (KL) : une ancienne enclave ethnique pour les nouvelles stratégies trans-étatiques des informaticiens indiens », in *E-migrinter*, n°8-2012, p.87-103
http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/201208/e-migrinter2012_08_087.pdf (consulté le 15/04/2013)
- LECLERC E., 2010, « Le territoire recentré : L'Inde dans la circulation mondialisée de ces Informaticiens », dans Dupont V. et F. Landy (dir.), *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Purusartha, Paris, pp. 267-281.
- LECLERC E., 2008, « Peut-on parler d'une diaspora indienne ? » dans *L'information géographique*, 72 (1), pp. 70-83.
- LECLERC E., 2006, « Mapping the Diaspora », in B.V. Lal *et al.* (eds.), *The Encyclopedia of Indian Diaspora*, Singapore, Didier Millet, pp. 142-143.
- LECLERC E., 2005, « La Diaspora indienne : combien de division ? », dans *Le monde en réseaux : lieux visibles, liens invisibles*, Actes du Festival international de géographie. http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2005/leclerc/article.htm (consulté le 15/04/2013)
- LECLERC E., 2004, « L'invention d'une diaspora indienne : enjeux politiques et sociaux », communication présentée au colloque *La géographie sociale dans l'espace et dans l'action*.
<http://eso.cnrs.fr/spip.php?article329> (consulté le 15/04/2013)
- LEVY J. et M. LUSSAULT (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris, 1 034 p.

M

- MACK W., 2002, *Needs Cessessment 2000: An Analysis of the Profile & Needs of Residents in Queenstown*, Care Corner Family Service Centre (Queenstown), Singapore, 20 p.
- MADAVAN D., 2012, « 2009 pro LTTE demonstration at Batu Caves (Malaysia) », in *Sri Lanka & Diaspora*
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/499> (consulté le 15/04/2013)
- MADAVAN D., DEQUIREZ G., MEYER E. (dir.), 2011a, *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan/Collection Géographie et Cultures, Paris, 214 p.
- MADAVAN D., 2011b, « Géographie des « espaces refuges » des Tamouls jaffnais depuis le début de la guerre à Sri Lanka », dans Madavan D. *et al.* (dir.), *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan/ Collection Géographie et Cultures, Paris, pp.15-44.
- MADAVAN D., 2011c, « Geography of « Refuge Spaces » of Jaffnese Since the Beginning of the War in Sri Lanka », in *Géographie de la ville en guerre*
<http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.com/2011/07/geographie-des-espaces-refuges-des.html> (consulté le 15/04/2013)
- MADAVAN D., 2011d, « Déségrégation socio-religieuse d'une ville dans l'immédiat après guerre : Jaffna, Sri Lanka » dans *Carnets de géographes*, n°2, mars 2011, Rubrique Carnets de recherches
http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_02_04_Madavan.php (consulté le 15/04/2013)

- MADAVAN D., 2011e, « Socio-Religious Desegregation in an Immediate Postwar Town Jaffna, Sri Lanka » in *Carnets de géographes*, n°2, mars 2011, Rubrique Carnets de recherches
http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_02_04_Madavan_eng.php (consulté le 15/04/2013)
- MADAVAN D., 2011f, « La diaspora tamoule sri lankaise en Malaisie : Migrations plurielles et développement de deux identités distinctes », dans *Hommes & Migrations* n°1291-mai-juin 2011, pp. 128-136
- MADAVAN D., 2010, « Constitution d'un nouvel espace communautaire par les maids philippines à Orchard », dans *Cafégéo*
http://www.cafe-geo.net/article.php?id_article=2069 (consulté le 15/04/2013)
- MADAVAN D., 2009, « Sri Lanka : De la lutte contre le terrorisme à la catastrophe humanitaire », dans *EchoGéo*, dans la rubrique sur le vif 2009.
<http://echogeo.revues.org/index11130.html>. (consulté le 07/04/2013)
- MADAVAN D., 2008, « Sri Lanka : un pays qui s'enfoncé de nouveau dans la guerre », dans *Echogéo*, Sur le vif 2008
<http://echogeo.revues.org/index2543.html>. (consulté le 07/04/2013)
- MADAVAN D., 2007a, *Jaffna et le conflit intercommunautaire à Sri Lanka*, PRODIG/Collection Grafigéo, Paris, 88 p.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/477> (consulté le 15/04/2013)
- MADAVAN D., 2007b, *Le Multiculturalisme à Singapour : les populations de l'île et le système CMIO*, Mémoire de master 2 recherche de géographie, Université Paris-IV Sorbonne , 163 p.
- MAINET-VALLEIX H., 2002, *Durban Les Indiens, leurs territoires, leur identité*, Karthala, Paris, 269 p.
- MA MUNG E., 2012, « La dispersion comme ressource », *Cultures & Conflits*, 33-34 | printemps-été 1999
<http://conflits.revues.org/225> (consulté le 26 septembre 2012)
- MA MUNG E., 2000, *La diaspora chinoise : géographie d'une migration* , Ophrys, Paris, 175 p.
- MANI A., 1993, « Indians in Singapore Society », in SANDHU K.S. et A. MANI (dir.), *Indian Communities in Southeast Asia*, Times Academic Press, Singapore, pp. 788-809
- MANIKKALINGAM R., 1995, *Tigerism and other essays*, Ethnic Studies Group, Colombo, 54 p.
- MARGOLIN J. L., 1988, *Singapour 1959-1987 : genèse d'un nouveau pays industriel*, L'Harmattan, Paris, 315 p.
- MARTINI F., 2000, *Les restaurants de Little India à Singapour*, Mémoire de Maîtrise de géographie, Université de Paris-Sorbonne (Paris IV), p.131
- MASRAM H., 2007, « Institutional Challenges for flexible Pricing Policy: The case of Kuala Lumpur ». *ALAM CIPTA, International Journal on Sustainable Tropical Design Research & Practice*, 2 (1), pp. 33-40.
- MATTERN B., 2010, « Impact des décisions politiques sur la population civile à Sri Lanka », Mémoire de Master de sciences politiques, Paris, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 113 p.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/551> (consulté le 15/04/2013)
- MAYA KHEMLANI D., 2006, *Language Choice and Discourse of Malaysian Families: case studies of families in Kuala Lumpur, Malaysia*, Strategic Information and Research Development Centre, Petaling Jaya, 194 p.
- MCDOWELL C., 1996, *A Tamil Asylum Diaspora: Sri Lankan migration, Settlement and Politics in Switzerland*, Berghahn Books, Providence, 308 p.
- MEDAM A., 1993, « Diaspora/ Diasporas. Archétype et typologie », dans *Revue Européenne*

- des Migrations Internationales*, vol. 9, n°1, pp. 59-66.
- MEKDJIAN S., 2008, «Tension entre centralité et fragmentation : les quartiers arméniens à Los Angeles », dans *Diversité urbaine*, vol. 8, n°1, pp. 45-61.
- MERAH D., 2011, « Urban Spatial Exclusion : A Historical Perspective », in ZERAH M.-H. *et al.* (eds.), *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, pp. 59-62.
- METZER L., 2003, *La minorité musulmane de Singapour*, L'Harmattan, Paris, 293 p.
- MEYER E., 2012, « Les fantômes du passé », dans *Sri Lanka & Diasporas*
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/407> (consulté le 15/06/2013)
- MEYER E., 2011, « Migrations sri lankaises. Origines et étapes », dans *Hommes & Migrations*, dossier Diasporas sri lankaies entre guerre et paix, n°1291-mai-juin 2011, pp. 12-21.
- MEYER E., 2007, *Une Histoire de l'Inde : les Indiens face à leur passé*, Albin-Michel, Paris, 357 p.
- MEYER E., 2006, *Sri Lanka: Biography of an Island: Between local & global*, Viator Publications, Negombo, 229 p.
- MEYER E., 2001a, *Sri Lanka, entre particularisme et mondialisation*, La Documentation Française/ Collection Asie Plurielle, Paris, 183 p.
- MEYER E., 2001b, « Des usages de l'histoire et de la linguistique dans le débat sur les identités à Sri Lanka », in *Purusartha*, n°22, pp. 91-123.
- MISHRA V., 2008, « Les voix de la diaspora », dans BRIJ V. *et al.* (dir.), *Encyclopédie de la Diapora indienne*, Éditions du Pacifique, Paris, pp. 120-139.
- MOEY-KHOO et HSIAO PI, 2000, *Social Aspects of Public Housing in Singapore: Kingship Ties and Neighbourly Relations (HDB Sample Household Survey 1998)*, Singapore, HDB, p.111.
- MOHAMED IDRIS BIN MOHAMED HANIFFA, 2002, *Foreign Construction Labour: An Ethno-historique Study of Tamil Construction Workers in Singapore*, Academic Exercice for the Degree of Bachelor of Social Sciences, National University of Singapore, Singapore, 48 p.
- MOHAMMAD-ARIF A. et C. MOLINER, 2007, « Introduction. Migration and Constructions of the Other: Inter-Communal Relationships amongst South Asian Diasporas », in *South Asian Multidisciplinary Academic Journal*, 1 | 2007
 URL: <http://samaj.revues.org/document136.html> (consulté le 15/04/2013)
- MOSES B., 2007, *Brickfields: A place, A time, A memory*, BN Communications Sdn Bhd, Kuala Lumpur, 207 p.
- MUTALIB H., 2004, « Singapore's Quest for a National Identity: The Triumphs and Trials of Government Policies », in Ban Kah Choon *et al.* (eds.), *Imaging Singapore*, Easter University Press, Singapour, pp. 54-80.
- MUTHARASAN, 2008, *Winning Strategies of Anwar Ibrahim*, Focus Media Enterprise, Kuala Lumpur, 237 p.
- MUZZ AFFAR D.S. Tate, 1987, *Kuala Lumpur in Postcards 1900-1930*, Édition Penerbit Fajar Bakti Sdn. Bhd., Petaling Jaya, 114 p.

N

- NADARAJAN M., 1966, « The Nattukkottai Chettiar Community and South East Asia », in International Association of Tamil Studies, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, pp. 251-260.
- NADESAN S., 1993, *A History of the up-country Tamil people in Sri Lanka*, A Nandalala Publication, Colombo, 360 p.
- NAGARAJAN S., 2004, *A Commnauty in Transition: Tamil Displacements in Malaysia*,

- PhD thesis, University Malaya , Kuala Lumpur, 433 p.
- NATALI C., 2011, « Coping with further absences: Maveerar Naal ceremonies in the post-war age », in MADAVAN D. *et al.* (dir.), dans *Les communautés tamoules et le conflit sri lankais*, L'Harmattan, Paris, pp. 173-181.
- NATALI C., 2004, *Sabbia sugli Dei. Pratiche commemorative tra le Tigri Tamil (Sri Lanka)*, Il Segnalibro, Torino, 218 p.
- NEDELCO M., 2003, « Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ? », dans *Balkanologie*, Vol. VII, n° 1 | juin 2003 <http://balkanologie.revues.org/index468.html>. (consulté le 27 septembre 2012)
- NISSAN E. et R.T. STIRRAT, 1990, « The generation of communal identities », in SPENCER J.(ed.), *Sri Lanka, History of conflict*, London, Routledge, 253 p.
- NORALIAH I. et HO C. S., 2008, « Affordable and quality housing through the low cost housing provision in Malaysia », papier présenté lors du séminaire sur le développement durable qui s'est tenu à la Toyohashi Universiti of Technologi, le 26 Juin 2008.
https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:n989y98DkbIJ:eprints.utm.my/6624/1/NoraliahIdrus_HCSiong2008_AffordableAndQualityHousingThrough.pdf (consulté le 15/04/2013)
- NUHMAN M.A., 2007, *Sri Lankan Muslims Ethnic identity within cultural diversity*, ICES, Colombo, 236 p.
- NUHMAN M.A., 2004, *Understanding Sri Lankan Muslim Identity*, ICES, Colombo, 32 p.

O

- OFPRA, 2011, *Rapport de mission en République démocratique et socialiste de Sri Lanka*, Paris, OFPRA, 161 p.
- ONG J. H. *et al.* (eds.), 2000, *Understanding Singapore Society*, Times Academics Press, Singapore, 608 p.
- OOI G. L., 1995, « Ang Mo Kio: The Making of Place and Community in a New Town. », in YEOH B. S. A et L. KONG (eds.), *Portraits of Places: History, community and Identity in Singapore*, Times Editions, Singapore, pp. 158-179.
- ORJUELA C., 2008, « Distant warriors, distant peace workers ? Multiple diaspora roles in Sri Lanka's violent conflict » in *Global networks*, vol.8, n°4, pp. 346-452.

P

- PALANITHURAI, G., 2005, *Ethnic Identity and National loyalty of an ethnic group: a case study of Tamil Nadu*, Concept publishing Company, New Delhi, 127 p.
- PALANITHURAI, G. et K. MOHANASUNDARAM, 1993, *Dynamics of Tamil Nadu Politics in Sri lankan ethnicity*, Northern Book Centre, New Delhi, 117 p.
- PANDITHARATNE B. L., 1966, « The geographical distribution, demographic characteristics and mobility trends of the Ceylon-Tamil community with special reference to the urban areas in Ceylon », in INTERNATIONAL ASSOCIATION OF TAMIL STUDIES, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, pp. 726-745.
- PANDITHARATNE B. L., 1961, « The colombo townscape: some aspects of its morphology », in *University of Ceylon Review*, vol. XIX, avril 1961, pp. 45-60.
- PAO-CHUN T., 1967, *Urban Landscape of KL: A geographical survey*, Malaysia Printers Limited, Singapore, 68 p.
- PARTI GERAKAN RUKYAT MALAYSIA, 1982, *Comments on the KL Draft Sturcture Plan*, Parti Gerakan Rukyat Malaysia, 106 p.
- PAUL L., 1997, *La question tamoule à Sri Lanka*, L'Harmattan, Paris, 271 p.
- PAVEY E., 2006, « Les kamikazes sri lankais », dans *Cultures & Conflits*, n°63, pp. 135-154.

- PERERA N., 2008, « The planner's city: the construction of a town planning perception of Colombo », in *Environment and Planning*, 2008, vol. 40, pp. 57-73.
- PERERA N., 2002, « Indigenising the Colonial City: Late 19th-century Colombo and its landscape. », in *Urban Studies*, vol. 39, n°9, august 2002, p.1703-1721.
- PERRY M. *et al.*, 1997, *Singapore: A Development City State*, John Willey & Sons, Chichester, 339 p.
- PURU SHOTAM N., 2000, *Negotiating Multiculturalism: Discipline Difference in Singapore*, Mouton de Gruyter, Berlin & New York, 294 p.
- PURU SHOTAM N., 1995, « Disciplining Differences : "Race in Singapore" », in *Working Papers*, n°126, 31 p.
- PURU SHOTAM N. S., 1998, *Negotiating Language, Constructing Race : Disciplining Difference in Singapore*, Mouton de Gruyter, Berlin et New York, 294 p.

Q

- QUAH J. S. T. (ed.), 1990, *In Search of Singapore's National Values*, Institute of Policy studies & Times Academic Press, Singapore, 105 p.

R

- RACINE J-L, 1997, « Chapitre X. La question dravidienne ou le régionalisme bien tempéré » dans JAFFRELOT C. (dir.), *L'Inde Contemporaine de 1950 à nos jours*, Paris, Fayard, pp. 220-234.
- RAGHAVAN, M. D., 1962, *Ceylon: A Pictorial Survey of the Peoples and Arts*, Gunasena, Colombo, 260 p.
- RAI R. *et al.* (eds.), 2009, *nationalism in South Asia*, Ashwin-Anoka Press, New Delhi/ Kuala Lumpur, 146 p.
- RAI R., 2006, *Singapore*, in Brij V. L. *et al.* (eds.), *Encyclopedia of the Indian Diaspora*, Editions Didier Millet, Singapore, pp. 176-188.
- RAI R. et REEVES P., 2005, *The South Asian Diaspora: Transnational network and changing identity*, Routledge Contemporary South Asia Series, London, 215 p.
- RAJAKRISHNAN R., 1988, *Sejourners to Citizens: Sri Lankan Tamils in Malaysia 1885-1965*, RAJAKRISHNAN R, Kuala Lumpur, p. 251.
- RAJAKRISHNAN R. et J. R. DANIEL, 1984, *Indians in Peninsular Malaysia: A study and Bibliography*, University Malaya Library, 62 p.
- RAJOO R., 1985, *Politics, Ethnicity and Strategies of Adaptation in urban Indian squatter settlement in Peninsular Malaysia*, Unpublished PhD thesis, University Malaya.
- RASANAGAIAM D. M., (pas de date), *Jaffna Tamils*, Kalai Nilayam Limited Shantham, Colombo, 316 p.
- RAULIN A., 1991, « Minorités intermédiaires et diasporas », dans *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 7, n°1, pp. 163-169.
- RAVI A. S., 2001, *Tamil Muslims in Tamil Nadu, Malaysia and Singapore: Historical Identity, problems of adjustment, and change in the twentieth Century*, Percetakan M.K. Enterprise, Kuala Lumpur, 147 p.
- REGNIER P. T., 1987, *Singapour et son environnement régional : étude d'une Cité-Etat au sein du monde malais*, PUF, Paris, 280 p.
- REITH G. M., 1986, *1907 Handbook to Singapour*, Oxford University Press, Oxford & Singapore, 133 p.
- RUPESINGHE K. et Fernando G.(eds.), 2007, *Non violent Coexistence : Moving Communities Beyond Fear Suspicion and the Weapons of War*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, 305 p.

- RUPESINGHE K. (ed.), 2006a, *Negotiating Peace in Sri Lanka : Efforts, Failures & Lessons (Volume One)*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, 398 p.
- RUPESINGHE K. (ed.), 2006b, *Negotiating Peace in Sri Lanka : Efforts, Failures & Lessons (Volume Two)*, IMPULSE Printer and Publishers, Maharagama, 462 p.
- RUPESINGHE K. and B. VERSTAPPEN, 1989a, *Ethnic conflict and human rights in Sri Lanka: un annotated bibliography Volume 1*, Hans Zell Publishers, London, 565 p.
- RUPESINGHE K. and B. VERSTAPPEN, 1989b, *Ethnic conflict and human rights in Sri Lanka: un annotated bibliography Volume 2*, Hans Zell Publishers, London, 298 p.

S

- SAAD I., 1980, « Competing Identities in a Plurial Society », in *ISEAS Occasional Paper*, n°63, 48 p.
- SADOUBI S., 2004, *Minorités religieuses, intégrations, transnationalités : Les « Indiens » musulmans de Durban, Afrique du Sud (1860-1994)*, Thèse de sciences politiques, Université Montesquieu Bordeaux IV, 548 p.
- SAHADEVAN P., 1995, *India and overseas Indians: The case of Sri Lanka*, Kalinga Publications, Delhi, 319 p.
- SANDHU K.S. et A. Mani (eds.), 1993a, *Indian Communities in Southeast Asia*, Times Academic Press, Singapore, 983 p.
- SANDHU K.S., 1993b, « Indian immigration and settlement in Singapore », in SANDHU K.S. et A. MANI (eds.), *Indian Communities in Southeast Asia*, Times Academic Press, Singapore, pp. 774-787.
- SANDHU K.S., 1969, *Indians in Malaya, Some aspects of their immigration and settlement (1786-1957)*, Cambridge University Press, Cambridge, 346 p.
- SANDHU K.S., 1966, « Tamil and Other Indian Convicts in the Straits Settlements, A. D. 1790-1873 », in International Association of Tamil Studies, *Proceedings of the First International Conference Seminar of Tamil Studies*, Rajiv Printers, Kuala Lumpur, pp.197-208.
- SANDHU K. S., 1962, « Some Preliminary Observations of the origins and characteristics of Indian migration to Malaya 1786-1957 », in TREGONNING K.G. (ed.), *Papers on Malayan History*, Malaya Publishing House LTD, Petaling Jaya, pp. 40-72.
- SANGARAPPILAI P., 2004, *We Tamils: A Short story of Tamils up to British Period*, Editions Dr. S. Manoharan, Anaheim (USA), 219 p.
- SANMUGATHASAN N., 1984, « The story of the holocaust », in *Race & Class*, Vol. XXVI summer 1984, n°1, p.63-82
- SARKAR N. K., 1957, *The Demography of Ceylon*, Ceylon Government Press, Colombo, 288 p.
- SAVAGE V. et B. S. A. YEOH, 2004, *Toponymics: a Study of Singapore Street Names*, Eastern Universities Press, Singapore, 436 p.
- SAW S.-H., 2007, *The Population of Singapore*, ISEAS, Singapore, 370 p.
- SCHNAPPER D., COSTA-LASCOUX J. et M-A HILLY, 2001, « De l'Etat-nation au monde transnational. Du sens et de l'utilité du concept de diaspore », dans *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 17, n°2, pp. 9-36
- SCHOOLING N., 1959, *A Study of Caste Practices and Attitudes Towards Caste among Tamil Hindu Labourers in Singapore*, Singapore, Academic Exercise for the Degree of Bachelor of Arts, University of Malaya, Department of Social Studies, 111 p.
- SEEN-KONG C., 1983, « Ethnicity and National Integration: the Evolution of a multi-ethnic Society », in CHEN P.S.D. (eds.), *Singapore Development Policies and Trends*, Oxford University Press, Singapore, pp. 29-64.
- SELVARATNAM T. et S. APPUTHURAI, 2006, *Legacy of the pioneers: 125 years of*

- Jaffna Tamils in Malaysia*, Percetakan Printpack Sdn, Kuala Lumpur, 654 p.
- SENARATNE J.P., 1997, *Political violence in Sri Lanka, 1977-1990: Riot, insurrections, counterinsurgencies, foreign interventions*, VU University Press, Amsterdam, 169 p.
- SENEVIRATNA A., 2001, *The Lions and Tigers: Religious & cultural background of sinhala-tamil relations*, Sarasavi Publishers, Rallanapitiya, 88 p.
- SENEVIRATNE M., 1995, *Search for a Tamil homeland*, Swatika Ltd, Colombo, 57 p.
- SERVAN-SCHREIBER C. et V. VUDDAMALAY (dir.), 2007, « Diaspora indienne dans la ville », dans *Hommes & Migrations*, n° 1268-1269, 243 p.
- SETHUPATHY E., 1997, « La littérature tamoule » in JAFFRELOT C. (dir.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Fayard, Paris, pp. 656-664.
- SEVANATHA, 2003, *The Urban Slums Report: The case of Colombo, Sri Lanka*, Raban Ressource Centre, Rajagiriya, 27 p.
- SEVIN O., 2000, « Les métropoles d'Asie du Sud-Est », dans (dir.) DORRIEL-APPRILL E., *Les très grandes villes dans le monde*, Editions du Temps, Paris, pp. 255-288
- SHAMSUDDIN S. et N. UJANG, 2008, « Making places: the role of attachment in creating the sense of place for traditional streets in Malaysia », in *Habitat International*, Vol.32 issue 3 septembre 2008, pp. 399-409.
- SHANKAR R. A., 2001, *Tamil Muslims in Tamil Nadu, Malaysia and Singapore: Historical Identity, problems of adjustment, and changes in the Twentieth century*, Percetakan M.K. Segar Enterprise, Kuala Lumpur, 147 p.
- SHANTAKUMAR G., 1993, « The Indian Population of Singapore: Some Implications for Development », in SANDHU K.S. et A. MANI, *Indian Communities in Southeast Asia*, Times Academic Press, Singapore, pp. 866-909.
- SHASTRI A., 1997, « Government Policy and the Ethnic Crisis in Sri Lanka », in BROWN M. E. et S. GANGULY (eds.), *Government Policies and Ethnic Relations in Asia and the Pacific*, The MIT Press, Cambridge, pp.129-163.
- SIDDIQUE S., 2001, « Islam and Civil Society: A case study Singapore », in MITSUO N. et al. (eds.), *Islam & civil society in Southeast Asia*, ISEAS, Singapore, pp. 135-148
- SIDDIQUE S., 2000, « The Phenomenology of Ethnicity: A Singapore Case Study », in HUI O. J. et al. (eds.), *Understanding Singapore Society, Singapore*, Times Academics Press, Singapore, pp. 107-124.
- SIDDIQUE S. et N. PURU SHOTAM, 1993, « Spouse Selection Patterns in the Singapore Indian Community », in SANDHU K.S. et A. MANI, *Indian Communities in Southeast Asia*, Times Academic Press, Singapore, pp. 810-825.
- SIDDIQUE S. et N. PURU SHOTAM, 1990, *Singapore's Little India: Past, Present and Future*, ISEAS, Singapore, 184 p.
- SIDDIQUE S. et N. PURU SHOTAM, 1983, *Serangoon Road : a pictorial history*, Educational Publications Bureau, Singapore, 117 p.
- SIDHU M. S., 1978, *Kuala Lumpur and its population*, Surinder Publications, Kuala Lumpur, 77 p.
- SINGAPORE DEPARTMENT OF STATISTIC, 2006a, *General Household Survey 2005: Socio-Demographic and Economic Characteristic*, Singapore, 228 p.
- SINGAPORE DEPARTMENT OF STATISTIC, 2006b, *General Household Survey 2005 : Transport, Overseas Travel, Households and Housing Characteristic*, Singapore, 194 p.
- SINGAPORE DEPARTMENT OF STATISTIC, 1959, 1957 Census of Population, Singapore: Preliminary Release, Numéros 1-17, U.S. Government Printing Office.
- SIVAMOCHAN S., 2005, « The Middle Passage: Migration and Displacement of Sri Lankan Tamil Women of the Diaspora », in *Socio-Legal Review*, Vol. 1
<http://www.nls.ac.in/ojs-2.2.3/index.php/slr/article/viewFile/75/60> (consulté le 15/04/2013)
- SIVATHAMBY K., 2007, *Sri Lankan Tamil Society and Politics*, New Century Book House,

- Chennai, 279 p.
- SIVATHAMBY K., 2004, *The Sri Lankan Ethnic Crisis: A Tamil Perspective*, Marga Institute, Colombo, 34 p.
- SIVATHAMBY K., 2002, « Some aspects of the social composition of the Tamils of Sri Lanka », in Duraisingam T. (ed.), *Politics and Life in Our Times* (Vol. II), Duraisingam T., Colombo, pp. 1473-1500.
- SOMARATNA G.P.V., 1991, *Kotahena Riot 1883: A Religious riot in Sri Lanka*, SOMARATNA G.P.V., Colombo, 431 p.
- SOMASEKARAM T., 1997, *Arjuna's Atlas of Sri Lanka*, Arjuna Consulting CO. Ltd., Dehiwala, 220 p.
- SOUTH ASIA HUMAN RIGHTS DOCUMENTATION CENTRE, 2001, *Racial discrimination: The record of Sri Lanka*, SOUTH ASIA HUMAN RIGHTS DOCUMENTATION CENTRE, New Delhi, 64 p.
- SPENCER J., 2003, « A Nation "Living in Different Places" : Notes on the impossible work of purification in post colonial Sri Lanka », in *Contributions to Indian Sociology*, 2003, 37, 1 & 2, pp. 1-23.
- SPENCER J., (ed.), 1990a, *Sri Lanka, History and the Roots of Conflict*, London, Routledge, 253 p.
- SPENCER J., 1990b, « Collective Violence and Everyday Practice in Sri Lanka », in *Modern Asian Studies*, 24, pp. 603-623.
- SPENCER J. (ed.), 1990c, *History and the roots of conflict*, Routledge, London, 253 p.
- SPIRE A., 2011, *L'étranger et la ville en Afrique de l'Ouest : Lomé au regard d'Accra*, Karthala, Paris, 378 p.
- STRATEGIC FIVESIGHT GROUP, 2006, *Cost of Conflict in Sri Lanka*, Ehsaan Prints, Mumbai, 77 p.
- SUFIAN A. et A. IBRAHIM, 2011, « Equitable Distribution of Low-cost Houses in Malaysia: Constraints and Challenges », in *International Journal of Economics and Management* 5(1), pp. 251-265.
- SUFIAN A. et N. A. MAHAMAD, 2009, « Squatters and affordable houses in Urban areas : Law and Policy in Malaysia », in *Theoretical and Empirical Researches in Urban Management*, Number 4 (13), November 2009, pp. 108-124
- SUMATHY S., 2001, *Militants, Militarism and the crisis of (Tamil) nationalism*, Marga Institute, Colombo, 35 p.

T

- TAMPOE-HAUTIN V., 2013, « Primitives, Pioneers and Places of Cinema in Colonial Ceylon (1890-1940) », in *Sri Lanka & Diasporas*.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/1551> (consulté le 15/04/2013)
- TAMPOE-HAUTIN V., 2012, « Cinema in mainstream and minority contexts: From Samuthayam (1960) to Ponmani (1978) The Plight of Sri Lanka's Tamil film industry », in *Sri Lanka & Diasporas*.
<http://slkdiaspo.hypotheses.org/865> (consulté le 15/04/2013)
- TAMPOE-HAUTIN V., 2011, *Cinéma et conflits ethniques au Sri Lanka : vers un cinéma cinghalais "indigène" (1928 à nos jours)*, L'Harmattan, Paris, 156 p.
- TAN E. S., 2005, « The Class Dimension in Singapore: Challenges and Implications for Social Policy », in KOH G. (ed.), *Singapore Perspectives 2005*, Marshall Cavendish Academic, Singapore, pp. 20-30.
- TAWA LAMA-REWAL S., 2011, « Urban Governance : How Democratic ? » in ZERAH M.-H. et al. (eds.), *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, pp. 21-30.

- TECH-HONG TAN, 2011, « Sustainability and Housing Provision in Malaysia », in *Journal of Strategic Innovation and Sustainability*, Vol. 7 (1), pp. 62-71.
- TERTRAIS H., 2002, *Asie du Sud-Est : Enjeu régional ou enjeu mondial ?*, Gallimard, Paris, 278 p.
- THIRANAGAMA S., 2011, *In my Mother's House: Civil War in Sri Lanka*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia, 320 p.
- THUAL F., 1995, *Les conflits identitaires*, Ellipse, Paris, 191 p.
- TING C. P., 1976, *The Chinese in Peninsular Malaysia: A study of race relations in a plural society*, Unpublished PhD thesis, Department of Sociology, University of Warwick (Coventry), p.381.
- TROUILLET P.-Y., 2012, « Overseas Temples and Tamil Migratory Space », in *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, 6 | 2012
<http://samaj.revues.org/3415> (consulté le 15/04/2013)
- TROUILLET P.-Y., 2010, *Une géographie sociale et culturelle de l'hindouisme tamoul : Le culte de Murugan en Inde du Sud et dans la diaspora*, thèse de doctorat en géographie, Bordeaux, Université Bordeaux 3, 466 p.
- TUDOR SILVA K., « Ethnicity, Multiculturalism and Violence among the urban poor in Sri Lanka », in *Sri Lanka J.S.S.*, 1994, 17 (182), pp. 79-93.
- TUNKU A. R., 2007, *The Road to Independance*, Pelanduk Publications, Subang Jaya, 195 p.
- TURNBULL C.M., 1977, *A History of Singapore 1819-1975*, Oxford University Press, Kuala Lumpur, 384 p.

U

- UNITED NATIONS COUNTRY TEAM (Malaysia), 2011, *Malaysia : The Millenium Development Goal at 2010*, United Nations Country team (Malaysia), Kuala Lumpur, 134 p.
- UNIVERSITY TEACHERS FOR HUMAN RIGHTS (UTHR), 1996, *The Exodus from Jaffna*, UHTR, pas de lieu, 84 p.
- URBAN RENEWAL AUTHORITY, 1995a, « Boat Quay Chinatown Kampoung Glam Little India », dans *Conservation Guidelines for Historic Distric*, volume 1 July 1995, 59 p.
- URBAN RENEWAL AUTHORITY, 1995b, *Little India Historic district*, URA, Singapore, 94p
- UYANGDDA J., 2005, « Ethnic conflict, ethnic imagination and democratic alternatives for Sri Lanka », in *Futures*, 37, pp. 959-988.

V

- VASIL R., 2004, *A Citizen's Guide to Governement and Politics in Singapore*, Talisman Publishing Pte Ltd, Singapour, 188 p.
- VIARO A., 1995, « À la recherche d'un patrimoine perdu : La politique de conservation à Singapour », dans CLEMENT P. et al. (dir.), *Cités d'Asie*, Marseille, Parenthèse, pp. 153-172.
- VIGNATO S., 2000, *Au nom de l'hindouisme : reconfigurations ethniques chez les Tamouls et les Karo en Indonésie*, L'Harmattan, Paris, 437 p.
- VIJAYALAKSHMI E. (ed.), 2008, *Cultural minorities of Sri Lanka*, ICES, Colombo, 107 p.
- VIVET J., 2012, *Déplacés de guerre dans la ville : la citadinisation des deslocados à Maputo*, Karthala-IFRI, Paris, 366 p.
- VUDDAMALAY V., 2004, « Commerces ethniques et espaces religieux dans la grande ville », dans *Annales de Recherche urbaine*, n°96, pp. 145-147.

W

- WALKER A. R., 1994, *New Place, Old Ways : Essays on Indian Society and Culture in Modern Singapore*, Hindustan Publishing Corporation, Delhi, 298 p.
- WAYLAND S., 2004, « Etnonationalist network and transnational opportunities: The Sri Lankan Tamil diaspora », in *Review of International Studies*, n°30, pp. 405-426.
- WEERAKOON B. et S. WANASINGHE, 1994, *Reflections on governance*, Marga Publications, Colombo, 95 p.
- WICKRAMASINGHE N., 2006, *Sri Lanka in the Modern Age: A History of Contested Identities*, Hurst and Company, London, 360 p.
- WICKRAMASINGHE N., 2003, *Dressing the Colonised Body. Politics, Clothing and Identity in Sri Lanka*. Orient Longman, New Delhi, 157 p.
- WIEVIORKA M., 1997, *Une société fragmentée ? : Le multiculturalisme en débat*, La Découverte, Paris, 319 p.
- WILLFORD A., 2003, « Possession et Déplacement dans le paysage de Kuala Lumpur », dans la *Revue internationale des sciences sociales*, 1/2003 n°175, pp. 109-119.
- WILSON A. C., 2006, *A Cage of Freedom : Tamil Identity and the Ethnic Fetish in Malaysia*, The University of Michigan Press, Michigan, 346 p.
- WILSON A.J., 2000, *Sri Lankan Tamil Nationalism*, Hurst, Londres, 203 p.
- WONG T. C. et M. SINGH, (1999), *Development and Challenge: Southeast Asia in the New Millenium*, Times Academic Press, Singapore, 274 p.

Y

- YEOH B. S. A., 2004, « Migration, International Labor and Multicultural Policies in Singapore », in *Asian Research Institute Paper Series*, N°19, Feb. 2004, 16 p.
- YEOH B. S. A. et al. (eds.), 2003a, *Approaching Transnationalisms: Studies on Transnational Societies, Multicultural Contacts, and Imaginings of Home*, Kluwer Academic Publishers, Boston, 392 p.
- YEOH B. S. A., 2002, *Longman Atlas: Singapore and the World*, Pearson Education South Asia, Singapore, 170 p.
- YEOH B. S. A et L. Kong (eds.), 1995b, *Portraits of Places :History, community and Identity in Singapore*, Times Editions, Singapour, 241 p.
- YEOH B. S. H., 2000, « “Home” and “Away”: Foreign Domestic workers and negotiations of diasporic identity in Singapore », in *Women’s Studies International Forum*, vol. 23, N°4, pp. 413-429.
- YEO T. C. S., 1999, *Socioscapes in a Global City: Singapore’s Little India*, Academic Exercice for the Degree of Bachelor of Social Sciences Department of Geography National University of Singapore, 117 p.
- YIFTACHEL O. et A. GHANEM, 2004, « Understanding ‘ethnocratic’ regimes: The politics of seizing contested territories », in *Political Geography*, 23 (2004), pp. 647-676.

Z

- ZERAH M.-H., DUPONT V. et S. TAWA LAMA-REWAL (dir.), 2011, *Urban Policies and Rights to the City: Rights, Responsibilities and Citizenship*, UNESCO & CSH, New Delhi, 180 p.
- ZUBRINSKY CHARLES C., 2003, « The Dynamics of Racial Residential Segregation », in *Annual Review of Sociology*, Vol.29 (2003), pp. 167-207.

ANNEXES

Annexe 2 : Le questionnaire général.

Âge/Sexe

Religions

Nationalité

Question 1 : Qu'est ce qui permet de qualifier quelqu'un de tamoul selon vous ?

Question 2 : Existe-il une seule ou plusieurs communautés tamoules à Colombo ?

Question 3 : Y a-t-il des symboles tamouls à Colombo ?

Question 4 : Y a-t-il des quartiers tamouls à Colombo ?

Question 5 a : Quel est le premier membre de votre famille qui s'est installé à Colombo ?

Question 5b : D'où était originaire cette personne ?

Question 6 : Les Tamouls sont-ils bien intégrés à Colombo ?

Question 7 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Question 8a : Êtes-vous fier d'être tamoul ?

Question 8b : Êtes-vous fier d'être sri lankais ?

Question 9 : L'identité et la culture tamoules sont-elles en danger à Colombo ?

Question 10 : Quels sont les problèmes auxquels les Tamouls doivent faire face à Colombo ?

Question 11 : Comment selon vous peut-on améliorer la situation des Tamouls à Colombo ?

Question 12 : Que pouvez-vous dire de la situation des Tamouls à Singapour et en Malaisie ?

Annexe 3 : Résultats du questionnaire général à Colombo.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	14	12	26
25-29	9	10	19
30-39	7	12	19
40-49	1	7	8
50-59	4	10	14
60 et plus	3	5	8
Total	38	56	94

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Chrétiens	16	33	49
Hindouistes	21	22	43
Musulman	1	0	1
Athée	0	1	1
Total	38	56	94

Nationalité

Les personnes interrogées à Colombo étaient toutes sri lankaises.

Profil socio-professionnel des personnes enquêtées pour le questionnaire général à Colombo

Activités	Hommes	Femmes	Total
Femme au foyer	0	16	16
Étudiant	9	6	15
Couturier/tailleur	3	10	13
Sans activité (ou en attente d'un départ pour l'étranger)	3	7	10
Commerçant	4	1	5
Retraité	2	2	4
Chômeur	2	1	3
Présentateur de radio ou de télévision	1	1	2
Employé de cybercafé	1	1	2
Employé imprimerie	1	1	2
Employé ONG	1	1	2
Institutrice	0	2	2
Électricien	1	0	1
Enseignante à domicile	0	1	1
Manager	0	1	1
Employé des impôts	1	0	1
Bibliothécaire	0	1	1
Chauffeur	1	0	1
Ingénieur civil	1	0	1
Assistant de direction	0	1	1
Ouvrier d'usine	1	0	1
Traducteur	1	0	1
Broker (entremetteur)	1	0	1
Chercheur	0	1	1
Pêcheur	1	0	1
Notaire de mariage	0	1	1
Charpentier	1	0	1
Peintre	1	0	1
Maquilleuse	0	1	1
Fonctionnaire	1	0	1
Total	38	56	94

Question 1 : Qu'est ce qui permet de qualifier quelqu'un de tamoul selon vous ?

Critères	Nombre de fois que la réponse a été citée
Parler tamoul/ la langue maternelle est le tamoul	61
Avoir des parents tamouls (« l'ascendance », « de naissance »)	32
Suivre les traditions et coutumes tamoules (vêtements, pottu)	21
La religion (l'hindouisme)	5
Autodétermination	5
Apparence physique	5
C'est impossible de donner une définition	3
Lieu de naissance (Nord et Est de Sri Lanka)	1
C'est écrit sur la carte d'identité	1
Ne sait pas	1

Question 2 : Existe-il une seule ou plusieurs communautés tamoules à Colombo ?

Communautés citées	Nombre de fois que la réponse a été citée
Tamouls de Jaffna	63
Tamouls d'origine indienne	61
Tamouls de Colombo	35
Tamouls de la province Est	32
Tamouls des plantations	29
Musulmans tamoulophones	17
Tamouls d'origine sri lankaise	13
Tamouls chetty	3
Tamouls hindouistes	3
Tamouls chrétiens	3
Il y a différentes classes sociales	3
Tamouls de Wannu	2
Il y a différentes castes	2
Il n'y a qu'une seule communauté	3
Ne sait pas	1

Question 3 : Y a-t-il des symboles tamouls à Colombo ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Non	46
Des symboles religieux (kovil, festival)	36
Le Tamil Sangam	8
Les commerces	5
L'alphabet tamoul	5
Les vêtements	6
Les écoles tamoules	3
La présence d'une population tamoule	2
Ne se prononce pas	2

Question 4 : Y a-t-il des quartiers tamouls à Colombo ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Wellawatta	50
Kotahena	35
Kochchikade	22
Dehiwala	19
Bamballapithia	10
Matekoli	5
Pettah	4
Colombo 7	2
Wattala	2
Non	34

Question 5 a : Quel est le premier membre de votre famille qui s'est installé à Colombo ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
La personne interrogée	33
Le frère ou la soeur	18
La famille est arrivée ensemble	17
Le père ou la mère	14
Le conjoint	7
La fille ou le fils	3
L'oncle ou la tante	2
Total	94

Question 5b : D'où était originaire cette personne ?

Lieu d'origine	Effectif
Jaffna	68
Inde	12
Kandy	4
Manipay	3
Batticaloa	3
Mannar	2
Wanni	2
Total	94

Question 5c : Date d'arrivée de l'échantillon de Tamouls originaires de la Province Nord

Présence à Colombo depuis son arrivée	Effectif
Moins d'un an	9
[1 an – 2 ans]	13
[2 ans – 5 ans]	15
[5 ans – 10 ans]	11
[10 ans – 15 ans]	6
[15 ans – 20 ans]	11
[20 ans et plus]	3
Total	68

Question 6 : Les Tamouls sont-ils bien intégrés à Colombo ?

Réponses	Total
Non	69
Non mais on est obligé de dire oui	2
Oui	14
Cela dépend de la communauté tamoule	4
Cela dépend du contexte	4
Ne se prononce pas	1
Total	94

Question 7 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Effectif
La personne se sent d'abord tamoule puis sri lankaise	43
Elle se sent uniquement tamoule	20
La personne se sent d'abord sri lankaise puis tamoule	16
La personne se sent uniquement sri lankaise	7
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	7
Ne souhaite pas répondre	1
Total	94

Question 8a : Êtes-vous fier d'être tamoul ?

Réponses	Oui	Non	Cela dépend du contexte	Ne souhaite pas répondre	Total
Effectif	89	2	2	1	94

Question 8b : Êtes-vous fier d'être sri lankais ?

Réponses	Oui	Non	Cela dépend du contexte	Ne souhaite pas répondre	Total
Effectif	51	41	1	1	94

Question 9 : L'identité et la culture tamoules sont-elles en danger à Colombo ?

Réponses	Effectif
Oui	49
Elles ont déjà disparu	11
Non	31
Cela dépendra de l'évolution du contexte politique	3
Total	94

Question 10 : Quels sont les problèmes auxquels les Tamouls doivent faire face à Colombo ?

Problèmes	Nombre de fois que la réponse a été citée
Être tamoul	36
Les discriminations ethniques (université, etc.)	35
De ne pas vivre en sécurité	34
De ne pas pouvoir utiliser sa langue	31
La peur d'être accusé de terroriste et d'être arrêté	28
De ne pas pouvoir circuler librement (<i>check point</i>)	24
De la police et des militaires (perquisitions)	24
La sécurité des femmes qui doivent cacher leur identité	24
De ne pas bénéficier des droits élémentaires	16
Que la carte d'identité indique que la personne est originaire du Nord	13
De ne pas pouvoir montrer sa différence culturelle	13
Ne pas pouvoir jouir de sa liberté d'expression	12
Le conflit intercommunautaire/ la guerre	12
De la difficulté à trouver un emploi	11
De la cingalisation de l'État et du pays	10
De ne pas être respecté	9
De vivre dans la peur	9
Trouver un logement	8
Des enlèvements	6
L'acculturation	5
De ne pas être intégré	4
De la corruption	3
Les Tamouls n'ont pas leur État indépendant	1
Il n'y a pas de problème	4
Ne se prononce pas	4

Question 11 : Comment selon vous peut-on améliorer la situation des Tamouls à Colombo ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Il faut la paix	31
Il faut améliorer l'éducation des jeunes Tamouls pour qu'ils puissent réussir à l'étranger	13
Il faut une solution négociée pour régler le conflit	11
Respecter les droits des Tamouls	10
Respecter l'égalité entre tous les citoyens	9
Il faut répondre aux besoins des Tamouls (langue, situation matérielle)	8
Il faut arrêter de discriminer les Tamouls et les intégrer	7
Il faut un État indépendant pour les Tamouls	7
Il faut un gouvernement responsable	6
Il faut l'aide de la communauté internationale	6
Il faut une unité entre les Tamouls	5
Les Tamouls doivent faire plus d'efforts pour s'intégrer	4
Quitter le pays	4
Il faut arrêter de considérer tous les Tamouls comme des terroristes	3
Il faut véhiculer une meilleure image de la communauté	1
On ne peut rien faire	3
Ne sait pas	9

Question 12 : Que pouvez-vous dire de la situation des Tamouls à Singapour et en Malaisie ?

A/ À Singapour

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Ils sont heureux et riches	31
Ils vivent sans problème avec les autres communautés du pays	15
La culture et la langue tamoules y sont reconnues	8
Il y a beaucoup de Tamouls sri lankais là-bas	7
Leur situation est meilleure qu'à Sri lanka	5
Ils sont unis	3
Ils ne sont pas discriminés	2
Ils revendiquent leurs racines	2
Ils ne parlent pas tamoul mais anglais	2
Le président de Singapour est tamoul	1
Ne sait pas	46

B/ En Malaisie

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Ils manifestent pour réclamer leurs droits	15
Ils sont discriminés	11
Beaucoup de Tamouls sri lankais travaillent là-bas	10
Leur situation est meilleure qu'à Sri lanka	6
Ils sont bien économiquement	4
Ils vivent bien avec les autres communautés	4
Ils ont beaucoup aidé les Tamouls de Sri lanka	3
Il y a beaucoup de Tamouls d'origine indienne	3
Ils donnent beaucoup d'importance à la culture tamoule	2
Ils ne sont pas unis	1
Ne sait pas	43

Annexe 4 : Résultats du questionnaire général à Kuala Lumpur.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Tamouls malaisiens			Tamouls étrangers			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
17-24	5	0	5	0	0	0	5
18-24	12	6	18	4	0	4	22
25-29	4	4	8	3	0	3	11
30-39	7	5	12	9	0	9	21
40-49	16	10	26	1	0	1	27
50-59	11	2	13	1	0	1	14
60 et plus	7	1	8	0	0	0	8
Total	62	28	90	18	0	18	108

Religions

Religions	Tamouls malaisiens			Tamouls étrangers			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Hindouistes	46	26	72	16	0	16	88
Chrétiens	5	1	6	2	0	2	8
Musulmans	9	1	10	0	0	0	10
Free Thinker	1	0	1	0	0	0	1
Athée	1	0	1	0	0	0	1
Total	62	28	90	18	0	18	108

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Malaisiens	62	28	90
Indiens	10	0	10
Sri lankais	8	0	8
Total	80	28	108

Profil socio-professionnel des personnes enquêtées pour le questionnaire général à Kuala Lumpur

Activités	Tamouls malaisiens			Tamouls étrangers			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Étudiant	12	3	15	0	0	0	15
Femme au foyer	0	11	11	0	0	0	11
Vendeur	4	1	5	5	0	5	10
Employé d'échoppe (thé, fleur)	4	0	4	3	0	3	7
Retraité	6	0	6	0	0	0	6
Enseignant	2	2	4	1	0	1	5
Gardien (parking, condominium, temple)	2	3	5	0	0	0	5
Sans activité	1	0	1	3	0	3	4
Restauration	4	2	4	0	0	0	4
Ingénieur	2	1	3	1	0	1	4
Secrétaire	3	0	3	0	0	0	3
Électricien	3	0	3	0	0	0	3
Employé administratifs	2	1	3	0	0	0	3
Clergé	1	0	1	1	0	1	2
Conducteur taxi/camion	2	0	2	0	0	0	2
Ouvrier en usine	2	0	2	0	0	0	2
Manager	2	0	2	0	0	0	2
Assureur	0	2	0	0	0	0	2
Ouvrier du bâtiment	0	0	0	2	0	2	2
Femme de ménage	2	0	2	0	0	0	2
Maid	0	1	1	0	0	0	1
Coach sportif	1	0	1	0	0	0	1
Syndicaliste	1	0	1	0	0	0	1
Agent immobilier	1	0	1	0	0	0	1
Coordinateur	1	0	1	0	0	0	1
Mécanicien	1	0	1	0	0	0	1
Designer	0	0	0	1	0	1	1
Technicien des télécoms	1	0	1	0	0	0	1
Voiturier	1	0	1	0	0	0	1
Couturier	0	0	0	1	0	1	1
Employé d'une clinique médicale	0	1	1	0	0	0	1
Employé dans une entreprise de recyclage métaux	1	0	1	0	0	0	1
Total	62	28	90	18	0	18	108

Question 1 : Qu'est ce qui permet de qualifier quelqu'un de tamoul selon vous ?

Critères	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Parler tamoul/ la langue maternelle est le tamoul	49	11	60
Avoir des parents tamouls	23	4	27
L'apparence physique (visage, couleur de peau, moustache)	13	2	15
La religion (être hindouiste)	11	3	14
Être originaire du Tamil Nadu (Inde)	7	5	12
Suivre les traditions et coutumes tamoules	8	4	12
Autodéfinition	4	1	6
Être fier de sa culture tamoule	5	0	5
Être Indien	3	0	3
Les Vêtements (sari et veti)	1	0	1
L'appartenance à une caste	1	0	1
Ne sait pas	5	0	5

Question 2 : Existe-il une seule ou plusieurs communautés tamoules à Kuala Lumpur ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Une seule communauté	19	8	27
Distinction par nationalité	35	6	41
Distinction entre les différents sous-groupes tamoulophones (Jaffnais, musulmans tamoulophones, Télougous, Keralais, etc.)	29	1	30
Distinction par confession (hindouistes, chrétiens, musulmans)	10	0	10
Distinction entre ceux qui sont capables ou non de parler tamoul	7	0	7
Distinction en fonction des castes	9	0	9
Distinction entre les Tamouls originaires d'Inde et ceux de Sri Lanka	2	1	3
Ne se prononce pas	1	0	1

Question 3 : Y a-t-il des symboles tamouls à Kuala Lumpur ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Il n'y en a aucun	39	10	49
Les temples hindouistes	18	2	20
La langue et l'écriture tamoule	5	3	8
Le quartier de Little India	4	3	7
Les vêtements, le pottu	7	0	7
C'est écrit sur la carte d'identité	5	2	7
Les associations et écoles tamoules	7	0	7
Les traits physiques	7	0	7
La culture tamoule est omniprésente (journaux)	4	0	4
Les fêtes tamoules (Deepavali, Tai pusam)	2	0	2
Les castes	1	0	1
Les Twin Towers	0	1	1
Ne se prononce pas	2	0	2

Question 4 : Y a-t-il des quartiers tamouls à Kuala Lumpur ?

Quartiers	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Brickfields	44	10	54
Sentul	29	6	35
Majid India	22	3	25
Kampoung Padang	18	3	21
Bangsar	7	0	7
Lorong Ampung	5	1	6
Il y a de petites poches un peu partout dans KL	4	0	4
Cheras	3	0	3
Ne sait pas	1	0	1
Non	25	4	29

Question 5 a: Quel est le membre de votre famille à être venu le premier à Kuala Lumpur ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Grand-parent	46	2	48
Le père ou la mère	25	1	26
La personne interrogée	0	13	13
Arrière grand-parent	5	0	5
Le frère ou la soeur	0	2	2
Ne sait pas	14	0	14
Total	90	18	108

Question 5b : D'où était originaire cette personne ?

Pays	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Inde	83	10	93
Sri Lanka	1	8	9
Ne sait pas	6	0	6
Total	90	18	108

Question 6 : Les Tamouls sont-ils bien intégrés en Malaisie ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	45	5	50
Non	36	9	45
Cela dépend du contexte politique	2	1	3
Ne se prononce pas	7	3	10
Total	90	18	108

Question 7 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne se sent d'abord tamoule puis malaisienne (ou indienne ou sri lankaise pour les étrangers)	53	6	59
La personne se sent d'abord malaisienne (ou indienne) puis tamoule	23	8	31
Les deux identités sont aussi importante l'une que l'autre	5	2	7
Seule l'identité tamoule compte	4	1	5
La personne se sent d'abord malaisienne (ou indienne) puis sud-asiatique	2	0	2
Seule l'identité nationale compte	1	0	1
Cela dépend du contexte	0	1	1
Ne se prononce pas	2	0	2
Total	90	18	108

Question 8a : Êtes-vous fier d'être tamoul ?

Tamouls malaisiens		Tamouls étrangers		Total	
Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
85	5	18	0	103	5

Question 8b : Êtes-vous fier d'être malaisien (ou de nationalité de leur pays d'origine pour les étrangers) ?

Tamouls malaisiens		Tamouls étrangers		Total	
Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
80	10	13	5	93	15

Question 9 : L'identité et la culture tamoule sont-elles en danger en Malaisie ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	53	5	58
Oui	31	8	39
Ne se prononce pas	6	5	11
Total	90	18	108

Question 10 : Quels sont les problèmes auxquels les Tamouls doivent faire face à Kuala Lumpur ?

Problèmes	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Les discriminations ethniques	39	6	45
De ne pas avoir les mêmes droits que les Malais/ d'être des citoyens de deuxième classe	35	5	40
L'accès à l'éducation (quotas)	23	1	24
De ne pas avoir de travail	16	1	17
Leur condition de vie matérielle	10	1	11
Les difficultés pour obtenir un emploi de fonctionnaire	10	1	11
La destruction de temples	11	1	12
Leur salaire n'est pas élevé	7	0	7
Alcoolisme	5	2	7
Les difficultés rencontrées pour monter une entreprise	4	0	4
Le Malaysian Indian Congress	4	0	4
Leur Sécurité	3	0	3
Les tentatives des Malais de les convertir à l'Islam	2	1	3
Violence faite aux femmes	3	0	3
D'être maltraités par les Malais	3	0	3
La police	1	2	3
La corruption	3	0	3
Il n'y avait pas de problème avant les manifestations de l'Hindraf	2	0	2
Leur poids démographique baisse	1	1	2
Que certains Tamouls n'ont toujours pas de carte d'identité ou d'acte de naissance	2	0	2
Kollywood donne de mauvais modèles aux jeunes	0	2	2
De ne pas avoir de permis de travail	0	2	2
La destruction des quartiers spontanés tamouls	1	0	1
Leur pauvreté	1	0	1
Il n'y a pas de problème	9	2	11
Ne se prononce pas	0	4	3

Question 11 : Comment selon vous peut-on améliorer la situation des Tamouls à Kuala Lumpur ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Cela dépend de chacun	16	5	21
En améliorant l'éducation des jeunes générations tamoules	17	4	21
Il faut se battre pour obtenir les mêmes droits que les Malais	13	6	19
Il faut plus d'unité et de solidarité entre les Tamouls	12	7	19
Il faut de meilleurs leaders politiques tamouls que ceux du MIC	12	1	13
Il faut qu'ils développent leurs propres activités professionnelles	11	2	13
Ils doivent travailler plus	11	1	13
Il faut lutter contre les gangs tamouls et les problèmes de violence	4	6	10
Il faut qu'ils arrêtent de se plaindre	1	7	8
Il faut lutter contre les problèmes d'alcoolisme	4	2	6
Il faut que le gouvernement les aide plus	3	1	4
Il faut plus d'égalité entre tous les citoyens malaisiens	3	0	3
Il faut changer le système politique	1	1	2
Il faut soutenir le MIC	1	0	1
Ne sait pas	4	0	4

Question 12 : Que pouvez-vous dire de la situation des Tamouls à Sri Lanka et à Singapour ?

A/ À Sri Lanka

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Ils font la guerre pour leurs droits	62	5	67
Ils sont victimes d'un génocide	23	1	23
Ils luttent pour leur libération et leur indépendance	17	3	20
Ils sont victimes de discriminations	17	1	18
Nous avons beaucoup de peine pour eux	16	0	16
Tous les Tamouls du monde les soutiennent	12	1	13
Ils doivent faire face à beaucoup de problèmes	6	1	7
On en parle beaucoup dans les journaux	7	0	7
Ils ne sont pas intégrés par l'État dans la nation	8	0	6
Le gouvernement sri lankais est criminel (crimes de guerre)	5	1	6
C'est un grand foyer culturel tamoul	6	0	6
Ils sont victimes de racisme	4	1	5
Il y a des problèmes de castes	1	0	1
Ils ne sont pas unis	1	0	1
Ils n'ont pas de problèmes	4	0	4
Ne sait pas	22	0	22

B/ À Singapour

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls malaisiens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Ils n'ont pas de problèmes, ils vivent bien	68	1	69
Ils ont les mêmes droits que les autres communautés qui vivent dans ce pays (méritocratie)	29	3	32
L'État protège les Tamouls et leur culture	12	2	14
Ils vivent dans un pays où tous les habitants sont unis	9	3	12
Ils sont riches	6	0	6
Ils ont une bonne éducation	6	0	6
Ils sont occidentalisés	2	0	2
Ne sait pas	27	2	29

Annexe 5 : Résultats du questionnaire général à Singapour

Profil de la population interviewée

Âges/ Sexes

Classes d'âge	Tamouls singapouriens			Tamouls étrangers			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
17-24	7	4	11	8	4	12	23
25-29	3	2	5	12	5	17	22
30-39	6	0	6	13	7	20	26
40-49	5	7	12	9	4	13	25
50-59	6	5	11	1	0	1	12
60 et plus	11	4	15	1	0	1	16
Total	38	22	60	44	20	64	124

Religions

Religions	Tamouls singapouriens			Tamouls étrangers			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Hindouistes	20	12	32	36	15	51	83
Chrétiens	15	4	19	3	3	6	25
Musulmans	3	6	9	5	0	5	14
Free Thinker	0	0	0	0	2	2	2
Total	38	22	60	44	20	64	124

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Singapouriens	38	22	60
Indiens	41	20	61
Sri Lankais	2	0	2
Seychellois	1	0	1
Total	82	42	124

Statuts officiels des étrangers

Statuts	Hommes	Femmes	Total
Résidents permanents	11	7	18
Contrat de travail temporaire	27	11	38
Clandestin	1	0	1
Étudiants	5	2	7
Total	44	20	64

Profil socio-professionnel des personnes enquêtées pour le questionnaire général à Singapour

Activités	Tamouls singapouriens			Tamouls étrangers			Total
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Commerçant	7	4	11	6	0	6	17
Femme au foyer	0	9	9	0	8	8	17
Étudiant	5	3	8	5	2	7	15
Employé de magasin	3	2	5	7	2	9	14
Ouvrier du bâtiment	0	0	0	10	0	10	10
Retraité	6	1	7	1	0	1	8
Maid	0	0	0	0	6	6	6
Ingénieur	1	0	1	3	1	4	5
Comptable	1	0	1	1	1	2	3
Gardien	2	0	2	0	0	0	2
Cuisinier	0	0	0	2	0	2	2
Consultant	1	0	1	1	0	1	2
Secrétaire	0	1	1	1	0	1	2
Enseignant	1	1	2	0	0	0	2
Sans emploi	0	0	0	2	0	2	2
Banquier	0	1	1	0	0	0	1
Pasteur	1	0	1	0	0	0	1
Fonctionnaire du Département de l'immigration	1	0	1	0	0	0	1
Agent chargé de l'éradication des moustiques	1	0	1	0	0	0	1
Chef de chantier	0	0	0	1	0	1	1
Responsable d'audit	0	0	0	1	0	1	1
Superviseur dans un hôtel	0	0	0	1	0	1	1
Policier	1	0	1	0	0	0	1
Manager	1	0	1	0	0	0	1
Entrepreneur	1	0	1	0	0	0	1
Chauffeur de taxi	1	0	1	0	0	0	1
Travailleur social	1	0	1	0	0	0	1
Mécanicien	0	0	0	1	0	1	1
Peintre navire	0	0	0	1	0	1	1
Marketing	1	0	1	0	0	0	1
Artiste	1	0	1	0	0	0	1
Service militaire	1	0	1	0	0	0	1
Total	38	22	60	44	20	64	124

Question 1 : Qu'est ce qui permet de qualifier quelqu'un de tamoul selon vous ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Parler tamoul/ la langue maternelle est le tamoul	41	46	87
L'apparence physique	20	22	42
Avoir des parents tamouls	4	20	24
Être fier de sa culture tamoule	11	0	11
Autodéfinition	8	2	10
Le lieu de naissance (Tamil Nadu)	0	8	8
Suivre les traditions et les coutumes tamoules	4	0	4
Vêtements (sari et veti)	2	0	2

Question 2 : Existe-il une seule ou plusieurs communautés tamoules à Singapour ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Une seule communauté	23	24	47
Distinction entre Singapouriens et immigrés	8	27	35
Distinction par nationalité (Singapouriens, Indiens, Sri lankais, etc.)	20	14	34
Distinction par confession (hindouistes, chrétiens, musulmans)	12	7	19
Il y en a plusieurs (sans que l'interviewé puisse donner des exemples)	5	7	12
Différence entre Tamouls, Télougous et Kéralais	0	1	1
Ne se prononce pas	4	2	6

Question 3 : Y a-t-il des symboles tamouls à Singapour ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Les temples hindouistes	31	24	55
La langue et l'écriture tamoule	8	20	28
Little India	7	15	22
Les vêtements	2	4	6
Les associations tamoules	4	0	4
Deepavali	2	2	4
Les traits physiques	0	4	4
La culture tamoule est omniprésente	0	2	2
Les feuilles de mangues	1	0	1
Il n'y en a aucun	15	12	27
Ne se prononce pas	4	0	4

Question 4 : Y a-t-il des quartiers tamouls à Singapour ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Little India (Serangoon Road)	47	54	101
Yishun	0	8	8
Sambaratan	0	2	2
Woodland	0	1	1
Non	13	10	23

Question 5 a : Quel est le premier membre de votre famille à être venu à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
La personne interrogée	3	50	53
Le père ou la mère	21	3	24
Grand-parents	21	0	21
Arrière grand-parents	11	0	11
Le conjoint	0	7	7
Oncle ou tante	0	2	2
Le frère ou la soeur	0	2	2
Ne sait pas	4	0	4
Total	60	64	124

Question 5b : D'où était originaire cette personne ?

Pays d'origine	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Inde	47	61	108
Malaisie	10	0	10
Sri Lanka	3	2	5
Seychelle	0	1	1
Total	60	64	124

Question 6 : Les Tamouls sont-ils bien intégrés à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	52	58	110
Non	8	0	8
Ne se prononce pas	0	6	6
Total	60	64	124

Question 7 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
La personne se sent d'abord singapourienne (ou indienne) puis tamoule	28	33	61
La personne se sent d'abord tamoule puis singapourienne (ou indienne ou sri lankaise pour les étrangers)	12	17	29
Elle se sent uniquement singapourienne ou indienne	15	6	21
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	5	6	11
Cela dépend du contexte	0	2	2
Total	60	64	124

Question 8a : Êtes-vous fier d'être tamoul ?

Tamouls singapouriens		Tamouls étrangers		Total	
Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
60	0	64	0	124	0

Question 8b : Êtes-vous fier d'être tamoul ?

Tamouls singapouriens		Tamouls étrangers		Total	
Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
60	0	64	0	124	0

Question 9 : L'identité et la culture tamoules sont-elles en danger à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	52	55	107
Oui	8	5	13
Ne se prononce pas	0	4	4
Total	60	64	124

Question 10 : Quels sont les problèmes auxquels les Tamouls doivent faire face à Singapour ?

Réponses	Nombre de fois cité par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois cité par des Tamouls étrangers	Total
Il n'y a aucun problème grâce au soutien de l'État	44	43	87
La perte de leur identité (occidentalisation)	5	6	11
Ils ne bénéficient pas des mêmes opportunités que les Chinois	9	0	9
Le tamoul n'est pas assez pratiqué	2	2	4
Ils ne bénéficient pas de bonnes conditions de travail	0	4	4
Les contrats de travail ne sont pas respectés	0	4	4
Les passeurs trompent les ouvriers tamouls indiens immigrés	0	3	3
Les nouveaux immigrants sud-asiatiques sont le problème de Singapour	2	0	2
Ne se prononce pas	0	8	8

Question 11 : Comment selon vous peut-on améliorer la situation des Tamouls à Singapour ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
La situation est déjà très bien	20	23	43
Il faut faire pratiquer plus le tamoul aux jeunes	16	15	31
Il faut promouvoir plus la culture et les valeurs tamoules	11	8	19
Il faut continuer à faire confiance au gouvernement	10	7	17
Il faut garantir les mêmes opportunités de travail que pour les Chinois	4	6	10
Continuer à soutenir le travail des associations tamoules et du SINDA	6	1	7
Il faut plus de représentants tamouls au gouvernement	4	0	4
Il faut améliorer l'éducation des jeunes	4	0	4
Il faut une unité entre les Tamouls	2	0	2
Il faut véhiculer une meilleure image de la communauté	1	0	1
On ne peut rien faire	0	1	1
Ne sait pas	2	6	8

Question 12 : Que pouvez-vous dire de la situation des Tamouls à Sri Lanka et en Malaisie ?

A/ À Sri Lanka

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Ils font la guerre pour leurs droits	48	34	82
Ils sont discriminés par l'État	39	20	59
Le LTTE défend les Tamouls	34	14	48
Ils souffrent	24	11	35
Ils sont victimes d'un génocide	23	12	25
Ils sont marginalisés	16	0	16
Ils luttent pour l'honneur de tous les Tamouls	4	7	11
Ils n'ont pas de liberté	4	2	6
Il y a plus de problèmes qu'à Singapour	0	2	2
Ne sait pas	4	9	13

B/ En Malaisie

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls Singapouriens	Nombre de fois que la réponse a été citée par des Tamouls étrangers	Total
Ils manifestent pour réclamer leurs droits	34	18	52
Ils sont discriminés et marginalisés	20	5	25
C'est comme à Singapour.	7	16	23
Il y a plus de problèmes qu'à Singapour	2	4	6
Ils ne sont pas intégrés à la nation	4	0	4
Ils ne sont pas unis	1	0	1
Ne sait pas	13	28	41

Annexe 6 : Le questionnaire réalisé auprès des résidents des quartiers étudiés

Âge/Sexe

Religions

Nationalité

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus à Dehiwala ?

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Dehiwala ?

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Question 11 : La culture et l'identité tamoules sont-elles en danger à Dehiwala ?

Question 12 : Quels sont les problèmes rencontrés par les Tamouls à Dehiwala ?

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Dehiwala ?

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Dehiwala ?

Question 16: Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Question 21: Quelles langues êtes-vous capables de parler ? Quelles langues utilisez-vous dans votre foyer ?

Résultats des questionnaires réalisés auprès des résidents des quartiers étudiés à Colombo

Annexe 7 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Dehiwala

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
18-24	5	0	5
25-29	2	3	5
30-39	3	2	5
40-49	0	1	1
50 et plus	1	6	7
Total	11	12	23

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Chrétiens	3	9	12
Hindouistes	8	3	11
Total	11	12	23

Nationalité

Toutes les personnes interrogées étaient sri lankaises.

Profil socio-professionnel des personnes interviewées à Dehiwala

Activités	Hommes	Femmes	Total
Couturier/tailleur	0	4	4
Étudiant	3	0	3
Chômeur	2	0	2
Femme au foyer	0	2	2
Retraité	0	2	2
Institutrice	0	1	1
Employé dans une imprimerie	1	0	1
Enseignante à domicile	0	1	1
Bibliothécaire	0	1	1
Chauffeur d'un taxi van	1	0	1
Ingénieur	1	0	1
Livreur	1	0	1
Ouvrier d'usine	1	0	1
Électricien	1	0	1
Sans activité (ou vient de terminer ses études ou en attente pour quitter le pays)	0	1	1
Total	11	12	23

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Effectif
Un pavillon	10
Un étage ou une chambre dans un pavillon	8
Un appartement dans un immeuble	4
Une chambre dans un foyer	1
Total	23

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Réponses	Effectif
Locataire	15
Sous locataire	6
Hébergé par des membres de leur famille	2
Total	23

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes d'arrivée	Effectif
[0 à 6 mois[	2
[6 mois à 1 an[	5
[1 an à 2 ans[	5
[2 ans à 5 ans[	6
[5 ans à 10 ans[	3
[10 ans à 15 ans[	2
Total	23

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Effectif
Jaffna	11
Dehiwala	5
Kothaena	4
Wellawatta	2
Hatton	1
Total	23 (dont 22 sont originaires de la province de Nord)

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
20	3	23	18	5	23

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus à Dehiwala ?

Langue(s) utilisée(s)	Effectif
Surtout le tamoul	10
Le tamoul et le cingalais	7
Le tamoul, l'anglais et un peu le cingalais	4
Surtout le cingalais et un peu le tamoul	2
Total	23

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Dehiwala ?

Réponses	Effectif
Non	18
Kovil	5
Total	23

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
6	17	23	6	17	23

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Oui	Non	Total
5	18	23

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Effectif
Non	17
Oui	6
Total	23

Question 11 : La culture et l'identité tamoules sont-elles en danger à Dehiwala ?

Réponses	Nombre de fois citées
Oui, les Tamouls cachent leur identité et tentent de ressembler aux Cingalais	11
Oui car c'est une minorité et que les Tamouls sont discriminés par l'État	8
Tout a déjà disparu	7
Leur occidentalisation	4
Non, il y a une résistance	4
Oui car ce n'est pas une population permanente à Colombo	1
Le problème ce sont les Tamouls eux même	1
Non, il y a un échange interculturel entre les communautés de la ville	1

Question 12 : Quels sont les problèmes rencontrés par les Tamouls à Dehiwala ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Contrôle et harcèlement des forces de sécurité (armée et police)	16
Être tamoul est un problème. Il faut cacher son identité (pottu, langue, cheveux lâchés pour les femmes)	14
Il faut avoir un <i>police report</i>	9
Ils n'ont pas de libertés et de droits	8
Être soupçonné d'être un terroriste	7
L'insécurité (enlèvement, disparition, arrestation)	7
Les discriminations (travail, administration)	6
La peur d'être de nouveau la cible d'un pogrom en cas de détérioration du contexte politique dans le pays	6
Les attentats à la bombe	5
Les perquisitions nocturnes	4
Ils sont obligés d'éviter de sortir et de limiter leurs déplacements	4
La discrimination pour l'emploi	3
Cela dépendra de l'évolution du contexte politique	1
Il n'y a pas de problème	1

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Effectif
Oui	14
Non	5
Cela dépend du contexte politique	2
Cela dépend de chacun	2
Total	23

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Dehiwala ?

Réponses	Effectif
Non	18
Oui	3
Un peu	2
Total	23

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Dehiwala ?

Réponse	Effectif
Non	22
Oui	1
Total	23

Question 16: Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Effectif
Oui	23
Non	0
Total	23

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays
Canada	21
Grande-Bretagne	19
France	16
Australie	8
Suisse	7
Allemagne	7
Pays-bas	6
Inde	3
Norvège	3
USA	3
Singapour	1
Malaisie	1
Soudan	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Effectif
Oui	23
Non	0
Total	23

Pays	Nombre de fois que la réponse a été citée
Grande-Bretagne	9
Canada	8
Australie	5
Suisse	4
Un pays occidental	4
France	1
État Unis	1

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Effectif
Oui	17
C'est déjà fait	2
Cela dépendra du contexte politique	1
Ne sait pas	1
Non	2
Total	23

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponse	Effectif
Non	23

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Effectif
La personne se sent d'abord tamoule puis sri lankaise	13
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	5
Elle se sent uniquement tamoule	4
La personne se sent uniquement sri lankaise	1
Total	23

Question 21: Quelles langues êtes-vous capables de parler ? Quelles langues utilisez-vous dans votre foyer ?

Langues parlées	Effectif
Le tamoul et un peu l'anglais	7
Le tamoul uniquement	4
Le tamoul, le cingalais et l'anglais	6
Le tamoul, l'anglais et un peu de cingalais	5
Le tamoul et le cingalais	1
Total	23

Langues parlées au domicile	Effectif
Le tamoul	21
Le tamoul et l'anglais	2
Total	23

Annexe 8 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Wellawatta

Profil de la population interviewée

Âges/ Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	2	2	4
25-29	2	1	3
30-39	1	2	3
40-49	0	1	1
50 et plus	2	4	6
Total	7	10	17

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Chrétiens	2	3	5
Hindouistes	4	7	11
Musulman	1	0	1
Total	7	10	17

Nationalité

Toutes les personnes interrogées étaient sri lankaises.

Profil socio-professionnel des personnes enquêtées à Wellawatta

Activités	Hommes	Femmes	Total
Couturier/tailleur	2	5	7
Étudiant	3	0	3
Femme au foyer	0	2	2
Employé d'une ONG	0	1	1
Commerçante	0	1	1
Présentatrice de télévision	0	1	1
Ingénieur	1	0	1
Retraité	1	0	1
Total	7	10	17

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Effectif
Appartement dans un immeuble	7
Pavillon	5
Chambre à l'étage d'un commerce	3
Un étage ou une chambre d'un logement dans un pavillon	2
Total	17

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Réponses	Effectif
Propriétaire	6
Locataire	5
Logé par l'employeur	3
Sous-location	3
Total	17

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes d'arrivée	Effectif
[0 à 6 mois[	3
[6 mois à 1 an[	1
[1 an à 2 ans[	2
[2 ans à 5 ans[	3
[5 ans à 15 ans[	4
[15 ans et plus[	4
Total	17

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Effectif
Jaffna	6
Dehiwala	3
Batticolao	2
Negombo	1
Mannar	1
Kandy	2
Wellawetta	1
Suisse	1
Total	17 (dont 13 sont originaires de la province Nord)

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	oui	Non	Total
14	3	17	14	3	17

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus à Wellawatta ?

Langues utilisées	Effectif
Surtout le tamoul	11
Le tamoul et le cingalais	4
Le tamoul et l'anglais	1
Surtout le cingalais et un peu le tamoul	1
Total	17

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Wellawatta ?

Réponses	Effectif
Oui	12
Non	4
Ne sait pas	1
Total	17

Réponses détaillées	Effectif
Kovil	6
La culture tamoule est omniprésente	4
Présence d'une population tamoule	4
Le Tamoul Sangam	3
Les commerces tamouls	2
Le quartier est surnommé Little Jaffna	2
La bibliothèque du Tamil Sangam	1
Les écoles tamoules	1

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
8	9	17	7	10	17

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Oui	Non	Total
2	15	17

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Effectif
Non	12
Oui	5
Total	17

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Colombo ?

Réponses	Nombre de fois que la réponse a été citée
Oui, les Tamouls cachent leur identité et tentent de ressembler aux Cingalais (peur, vêtement, cheveux)	8
Oui à cause de l'acculturation	6
Oui car les Cingalais imposent leur culture	3
Oui, à cause de la politique de Rajapakse de destruction de la culture tamoule	2
Non, il y a une résistance	7

Question 12 : Quels sont les problèmes rencontrés par les Tamouls à Wellawatta ?

Réponses	Nombre de fois citées
L'insécurité (enlèvement, disparition, arrestation, peur pour sa vie)	12
Ils n'ont pas de libertés et de droits	6
Être tamoul est un problème. Il faut cacher son identité	4
Il faut qu'ils évitent de sortir à l'extérieur et limiter ses déplacements	4
Ils ne parlent pas bien cingalais et ne peuvent pas utiliser le tamoul dans l'administration	3
Les contrôles et l'harcèlement des forces de sécurité (armée et police)	3
La corruption	2
Les discriminations (travail, administration)	2
Les perquisitions nocturnes	2
Il leur faut un <i>Police report</i>	1
Cela dépend du contexte politique	1
Il n'y a pas de problème	4
Ne se prononce pas	2

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Effectif
Oui	5
Non	5
Cela dépend du contexte politique	4
Ne se prononce pas	3
Total	17

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Wellawatta ?

Réponses	Effectif
Non	7
Oui	5
Un peu	5
Total	17

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Colombo ?

Réponses	Effectif
Non	14
Oui	3
Total	17

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Effectif
Oui	12
Non	5
Total	17

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays
Grande-Bretagne	8
France	7
Canada	7
Allemagne	6
Inde	5
Suisse	3
Italie	1
Quatar	1
Malaisie	1
Liban	1
Barheim	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Effectif
Oui	11
Non	6
Total	17

Pays	Nombre de fois que la réponse a été citée
N'importe où	4
Singapour	2
Grande-Bretagne	2
Malaisie	1
France	1
Liban	1
Allemagne	1
Italie	1
Suisse	1

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Effectif
Oui	10
C'est son choix	6
Ne sait pas	1
Total	17

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Effectif
Non	15
Oui	2
Total	17

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Effectif
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	6
La personne se sent d'abord tamoule puis sri lankaise	5
La personne se sent uniquement tamoule	3
La personne se sent uniquement sri lankaise	2
La personne se sent d'abord sri lankaise puis tamoule	1
Total	17

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes-vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Effectif
Le tamoul, l'anglais et un peu en cingalais	9
Le tamoul uniquement	5
Le tamoul et le cingalais	2
Le tamoul et l'anglais	1
Total	17

Langue(s) parlée(s) au domicile	Effectif
Le tamoul	14
Le tamoul et l'anglais	1
Le tamoul et le cingalais	1
Le cingalais	1
Total	17

Annexe 9 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Kotahena

Profil de la population interviewée

Âges/ Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	3	6	9
25-29	5	3	8
30-39	2	6	8
40-49	0	3	3
50 et plus	3	3	6
Total	13	21	34

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Chrétiens	6	14	20
Hindouistes	7	6	13
Athée	0	1	1
Total	13	21	34

Nationalité

Toutes les personnes interrogées étaient sri lankaises.

Profil socio-professionnel des personnes interviewées à Kotahena

Activités	Hommes	Femmes	Total
Femme au foyer	0	11	11
Commerçant	5	1	6
Couturier/tailleur	0	2	2
Étudiant	1	1	2
Agent des impôts	1	0	1
Pêcheur	1	0	1
Institutrice	0	1	1
Charpentier	1	0	1
Mécanicien	1	0	1
Responsable de chantier	1	0	1
Tout ce qui vient	0	1	1
Sans activité	1	4	5
En attente pour quitter le pays	1	0	1
Total	13	21	34

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Effectif
Pavillon	18
Appartement dans un immeuble	10
Une chambre dans un pavillon	5
Chambre à l'étage d'un commerce	1
Total	34

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situation	Effectif
Locataire	17
Propriétaire	12
Hébergé par de la famille	3
Sous-location	2
Total	34

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Effectif
La personne est née dans ce quartier	6
[0 à 6 mois[	1
[6 mois à 1 an[	3
[1 an à 2 ans[	2
[2 ans à 5 ans[	15
[5 ans à 10 ans[	3
[10 ans à 15 ans[	3
[15 ans et plus[	1
Total	34

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Effectif
Jaffna	16
La personne est née et a toujours vécu dans ce quartier	6
La personne habitait un autre logement dans le quartier	6
Vavunya	1
Wattala	1
Inde	3
Malaisie	1
Total	34 (dont 23 sont originaires de la province Nord. Les autres étant des Tamouls dont les parents ou arrière grand-parents ont immigré d'Inde)

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
34	0	34	33	1	34

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus à Kotahena ?

Langue(s) utilisée(s)	Effectif
Surtout le tamoul	30
Le tamoul et le cingalais	4
Total	34

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Kotahena ?

Réponses	Effectif
Oui	15
Non	19
Total	34
Détail des réponses	Effectif
La présence de temples hindouistes	10
La présence d'une population tamoule	8
La langue et culture tamoule est très présente	7
Les commerces tamouls	3

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamouls chez vous ? Allez-vous chez eux ?

Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
19	15	34	19	15	34

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Oui	Non	Total
4	30	34

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Effectif
Non	31
Oui	3
Total	34

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Colombo ?

Réponses	Effectif
Non	11
Oui	22
Ne souhaite pas répondre à cette question	1
Total	34

Question 12 : Quels sont les problèmes rencontrés par les Tamouls à Kotahena ?

Réponses	Nombre de fois citées
Insécurité (enlèvement, disparition, arrestation, peur pour sa vie)	30
Devoir éviter de sortir et limiter ses déplacements	11
Marginalisation/ Discrimination (travail, administration)	9
Ne pas avoir de libertés et de droits	7
Être victime de répression en vengeance des attaques des LTTE	7
Le manque de respect	5
Moins de facilité pour accéder aux meilleurs établissements scolaires	5
Ne pas bien parler le cingalais et ne pas pouvoir utiliser le tamoul dans l'administration	4
Le racisme	3
Cela dépend du contexte politique	3
Il n'y a pas de problème	3
Être tamoul est un problème. Il faut cacher son identité	2
Être considéré comme un terroriste	2
Ne se prononce pas	1

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Effectif
Non	15
Oui	14
Cela dépend du contexte	3
Cela dépend des personnes	2
Total	34

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Kotahena ?

Réponses	Effectif
Non	29
Oui	2
Ne se prononce pas	3
Total	34

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Colombo ?

Réponses	Effectif
Non	29
Oui	5
Total	34

Question 16: Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Effectif
Oui	28
Non	6
Total	34

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays
Canada	6
Grande-Bretagne	6
France	5
Allemagne	2
Suisse	2
Italie	2
Norvège	2
Malaisie	2
Australie	2
Qatar	2
Malaisie	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Effectif
Oui	28
Non	6
Total	34

Pays	Nombre de fois que la réponse a été citée
Canada	8
Grande-Bretagne	8
Australie	5
France	3
Suisse	3
Inde	2
Allemagne	2
N'importe où	5

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Effectif
Oui	26
Non	4
C'est leur choix	3
Ne sait pas	1
Total	34

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Effectif
Non	30
Oui	4
Total	34

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Effectif
La personne se sent d'abord tamoule puis sri lankaise	16
La personne se sent d'abord sri Lankaise puis tamoule	5
Elle se sent uniquement tamoule	5
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	3
La personne se sent uniquement sri lankaise	2
La personne préfère se considérer comme indienne	1
Ne se prononce pas	2
Total	34

Question 21 : Quelles langues êtes-vous capables de parler ? Quelles langues utilisez-vous dans votre foyer ?

Langues parlées	Effectif
tamoul uniquement	13
tamoul, anglais et un peu en cingalais	9
tamoul et cingalais	7
tamoul et anglais	5
Total	34

Langues parlées au domicile	Effectif
tamoul	33
tamoul et anglais	1
Total	34

Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents des quartiers de Singapour

**Annexe 10 : Résultats au questionnaire réalisé auprès de résidents
d'Adam road/ Coronation Plaza**

Profil de la population interviewée

Âges/ Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
18-24	6	1	7
25-29	0	2	2
30-39	2	3	5
40-49	1	5	6
50 et plus	5	6	11
Total	14	17	31

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	7	12	19
Chrétiens	6	2	8
Musulmans	1	3	4
Total	14	17	31

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Singapouriens	9	10	19
Indiens	4	7	11
Seychellois	1	0	1
Total	14	17	31

Statut des étrangers

Statuts	Effectif
Travailleurs peu qualifié	5
Étudiants	4
Résidents permanent	3
Total	12

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés

Activités	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Femme au foyer	8	2	10
Étudiant	2	4	6
Maid	0	4	4
Retraité	4	0	4
Commerçante	1	0	1
Banquier	1	0	1
Libraire	1	0	1
Enseignante	1	0	1
Ouvrier du bâtiment	0	1	1
Ingénieur	0	1	1
Agent du département anti-moustiques	1	0	1
Total	19	12	31

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
HDB	16	6	22
Pavillon/ bangalow	3	2	5
Hostel/ Campus étudiant	0	4	4
Total	19	12	31

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situations	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Propriétaire	19	3	22
Locataire	0	4	4
Logé chez l'employeur	0	5	5
Total	19	12	31

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Période s	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
[moins d'un an[	0	2	2
[1 an à 2 ans[	0	6	6
[2 ans à 5 ans[	1	3	4
[5 ans à 10 ans[	4	1	5
[10 ans à 15 ans[	4	0	4
[15 ans et plus[	10	0	10
Total	19	12	31

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Elle vivait dans un autre quartier de Singapour	11	1	12
Tamil Nadu (Inde)	0	10	10
La personne habitait déjà dans le quartier	6	0	6
Elle est née dans le quartier	2	0	2
Seychelles	0	1	1
Total	19	12	31

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
31	0	31	31	0	31

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Anglais	13	8	21
Anglais et tamoul	3	3	6
Anglais, tamoul et malais	2	0	2
Tamoul	1	0	1
Ne sort pas (maid)	0	1	1
Total	19	12	31

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls dans votre quartier ?

Réponses	Effectif
Non	27
Oui	3
Ne sait pas	1
Total	31

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls singapouriens	18	1	19	18	1	19
Tamouls étrangers	6	6	12	6	6	12
Total	24	7	31	24	7	31

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	10	12	22
Oui	9	0	9
Total	19	12	31

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	17	12	29
Oui	2	0	2
Total	19	12	31

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	18	12	30
Oui	1	0	1
Total	19	12	31

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	17	12	29
Oui	2	0	2
Total	19	12	31

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	19	12	31

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls dans votre quartier ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	19	10	29
Non	0	1	1
Ne sait pas	0	1	1
Total	19	12	31

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	19	12	31

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Effectif
Oui	31

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Inde	18	12	30
Grande-Bretagne	6	3	9
Malaisie	7	1	8
USA	5	3	8
Australie	3	3	6
Canada	2	0	2
Allemagne	2	0	2
Sri Lanka	0	1	1
Seychelles	0	1	1
Italie	0	1	1
France	0	1	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Tamouls singapouriens
Oui	8
Non	11
Total	19

Pensez-vous vous établir définitivement à Singapour (pour les étrangers) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite s'établir à Singapour	5
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	3
La personne souhaite rentrer dans son pays d'origine	4
Total	12

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	8	3	11
Non (Singapouriens)	9	0	9
Non, elle préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (étrangers)	0	4	4
Non, elle préfère qu'ils s'établissent à Singapour (étrangers)	0	4	4
Ne sait pas	1	1	2
C'est leur choix	1	0	1
Total	19	12	31

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	19	10	29
Non	0	2	2
Total	19	12	31

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	11	5	16
La personne privilégie d'abord l'identité ethnique sur l'identité nationale	3	4	7
Seule l'identité nationale compte	5	2	7
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	0	1	1
Total	19	12	31

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes-vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langues parlées	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul, anglais et malais	12	1	13
Tamoul et anglais	6	7	13
Tamoul	0	4	4
Tamoul, anglais, malais et mandarin	1	0	1
Total	19	12	31

Langues parlées au domicile	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	11	7	18
Tamoul et anglais	7	1	8
Anglais	0	4	4
Tamoul, anglais et malais	1	0	1
Total	19	12	31

Annexe 11 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents d'Yishun.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
18-24	3	7	10
25-29	4	2	6
30-39	9	2	11
40-49	4	3	7
50 et plus	6	1	7
Total	26	15	41

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	18	8	26
Musulmans	5	3	8
Chrétiens	3	3	6
Free thinker	0	1	1
Total	26	15	41

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Singapouriens	15	10	25
Indiens	11	5	16
Total	26	15	41

Statuts des étrangers

Statuts	Effectif
Travailleurs peu qualifié	8
Résidents permanents	8
Total	16

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés à Yishun

Activités	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Commerçant	4	3	7
Femmes au foyer	4	3	7
Retraité	4	0	4
Ouvrier bâtiment	0	3	3
Étudiant	3	0	3
Ingénieur	0	2	2
Employé magasin	0	2	2
Sécurité/gardiennage	2	0	2
Comptable	1	1	2
Secrétaire	1	1	2
Maid	0	1	1
Enseignante	1	0	1
Chauffeur de taxi	1	0	1
Policier	1	0	1
Marketing	1	0	1
Mécanicien	1	0	1
Artiste	1	0	1
Total	25	16	41

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
HDB	25	10	35
Chambre au-dessus du commerce où la personne travaille	0	3	3
Logement collectif avec d'autres ouvriers de constructions	0	3	3
Total	25	16	41

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situations	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Propriétaire	18	4	22
Locataire	7	5	12
Logé par l'employeur	0	7	7
Total	25	16	41

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
moins d'un an	0	3	3
[1 an à 2 ans[	5	5	10
[2 ans à 5 ans[	2	8	10
[5 ans à 10 ans[	5	0	5
[10 ans à 15 ans[	1	0	1
[15 ans et plus[	12	0	12
Total	25	16	41

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Dans un autre quartier de Singapour	15	9	24
Tamil Nadu (Inde)	0	7	7
Elle est née dans le quartier	6	0	6
La personne habitait déjà dans le quartier	4	0	4
Total	25	16	41

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
41	0	41	41	0	41

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Anglais et tamoul	11	7	18
Anglais	11	3	14
Tamoul et malais	0	3	3
Anglais, tamoul et malais	3	0	3
Tamoul	0	3	3
Total	25	16	41

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Yishun ?

Réponses	Effectif
Non	26
Oui	14
Ne sait pas	1
Total	41

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls singapouriens	22	3	25	22	3	25
Tamouls étrangers	4	12	16	4	12	16
Total	26	15	41	26	15	41

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	20	16	36
Oui	5	0	5
Total	25	16	41

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	14	8	22
Non	11	8	19
Total	25	16	41

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	16	16	32
Oui	8	0	8
Ne se prononce pas	1	0	1
Total	25	16	41

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes à Yishun ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	25	16	41
Total	25	16	41

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	21	16	37
Non	3	0	3
Cela varie selon les individus	1	0	1
Total	25	16	41

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Yishun ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	20	16	36
Non	4	0	4
Ne sait pas	1	0	1
Total	25	16	41

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	25	16	41

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	15	16	31
Non	10	0	10
Total	25	16	41

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Inde	9	16	25
Grande-Bretagne	4	1	5
Australie	3	2	5
Malaisie	2	1	3
USA	1	1	2
Sri Lanka	2	0	2
Canada	1	0	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Tamouls singapouriens
Oui	7
Non	13
Ne sait pas	5
Total	25

Pensez-vous vous établir définitivement à Singapour (pour les non-Singapouriens) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite s'établir à Singapour	10
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	2
Ne sait pas	4
Total	16

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	11	2	13
C'est leur choix	5	4	9
Non (Singapouriens)	9	0	9
Non, la personne préfère qu'ils s'établissent à Singapour (étrangers)	0	5	5
Non, la personne préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (étrangers)	0	3	3
Ne sait pas	0	2	2
Total	25	16	41

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	23	13	36
Non	2	3	5
Total	25	16	41

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	9	7	16
La personne privilégie l'identité ethnique à son identité nationale	7	1	8
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	3	3	6
Seule l'identité ethnique compte	3	3	6
Cela dépend du contexte	2	2	4
Personne naturalisée pour qui l'identification à son ethnie et son pays de naissance et d'adoption sont tout aussi importantes	1	0	1
Total	25	16	41

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes-vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul, anglais et malais	14	2	16
Tamoul et anglais	8	9	17
Tamoul	2	5	7
Tamoul, anglais, malais et mandarin	1	0	1
Total	25	16	41

Langue(s) parlée(s) au domicile	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	13	9	22
Tamoul et anglais	9	2	11
Anglais	2	5	7
Tamoul, anglais et malais	1	0	1
Total	25	16	41

Annexe 12 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Little India à Singapour

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	6	2	8
25-29	7	3	10
30-39	11	3	14
40-49	9	5	14
50 et plus	7	6	13
Total	40	19	59

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	26	11	37
Musulmans	11	6	17
Chrétiens	2	2	4
Free thinker	1	0	1
Total	40	19	59

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Singapouriens	20	9	29
Indiens	18	9	27
Malaisiens	1	1	2
Sri lankais	1	0	1
Total	40	19	59

Statuts des étrangers

Statuts	Effectif
Résidents permanents (PR)	15
Travailleurs qualifiés non PR	7
Travailleurs peu qualifiés	5
Étudiants	2
Clandestins	1
Total	30

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés à Little India

Activités	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Commerçant	7	10	17
Femme au foyer	5	4	9
Étudiant	4	2	6
Retraité	5	0	5
Employé magasin	0	5	5
Ouvrier du bâtiment	0	4	4
Ingénieur	1	2	3
Entrepreneur	1	0	1
Manager	1	0	1
Responsable d'audit	0	1	1
Cuisinier	0	1	1
Service national (armé)	1	0	1
Secrétaire	1	0	1
Agent de l'immigration	1	0	1
Pasteur	1	0	1
Maid	0	1	1
Sans emploi	1	0	1
Total	29	30	59

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
HDB	24	22	46
Shophouse	5	3	8
Longhouse	0	5	5
Total	29	30	59

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situations	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Propriétaire	23	7	30
Locataire	6	17	23
Logé par l'employeur	0	6	6
Total	29	30	59

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
moins d'un an	0	7	7
[1 an à 2 ans[	1	10	11
[2 ans à 5 ans[	4	5	9
[5 ans à 10 ans[	10	6	16
[10 ans à 15 ans[	6	2	8
[15 ans et plus[	8	0	8
Total	29	30	59

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls Étrangers	Total
Tamil Nadu/ Malaisie/ Sri Lanka	3	17	20
La personne habitait déjà dans le quartier	12	8	20
La personne habitait dans un autre quartier de Singapour	11	5	16
La personne est née dans le quartier	3	0	3
Total	29	30	59

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
58	1	59	51	8	59

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	12	18	30
Anglais et tamoul	9	10	19
Anglais, tamoul et malais	5	2	7
Tamoul et malais	3	0	3
Total	29	30	59

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls dans ce quartier ?

Réponses	Effectif
Oui	53
Non	6
Total	59

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamoul chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls singapouriens	20	9	29	21	8	29
Tamouls étrangers	10	20	30	10	20	30
Total	30	29	59	31	28	59

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	11	5	16
Non	18	25	43
Total	29	30	59

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	16	21	37
Oui	13	9	22
Total	29	30	59

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	23	27	50
Oui	6	2	8
Ne se prononce pas	0	1	1
Total	29	30	59

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Non	23	14	37
Oui	6	15	21
Ne se prononce pas	0	1	1
Total	29	30	59

Les problèmes évoqués	Nombre de fois que la réponse a été citée
Les difficiles conditions de vie pour les clandestins	8
La présence des travailleurs peu qualifiés le dimanche	7
L'acculturation	5
Les problèmes d'hygiène le dimanche	4
L'insécurité	4

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	24	30	54
Non	5	0	5
Total	29	30	59

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Little India ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	29	28	57
Ne sait pas	0	2	2
Total	29	30	59

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Singapour ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	28	26	54
Non	1	4	5
Total	29	30	59

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	25	30	55
Non	4	0	4
Total	29	30	59

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Inde	23	30	53
Australie	8	4	12
Malaisie	4	6	10
Grande-Bretagne	5	4	9
Sri Lanka	2	5	7
USA	6	0	6
France	2	0	2
Birmanie	1	0	1
Canada	1	0	1
Emirats Arabes Unis	1	0	1
Norvège	1	0	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ?

Réponses	Tamouls singapouriens
Non	23
Oui	5
Ne sait pas	1
Total	29

Pensez-vous établir définitivement à Singapour (pour les non-Singapouriens) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite s'établir à Singapour	15
La personne souhaite rentrer dans son pays	7
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	6
Ne sait pas	2
Total	30

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	5	7	12
Non (Singapouriens)	20	0	20
Non, elle préfère qu'ils s'établissent à Singapour (étrangers)	0	12	12
Non, elle préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (étrangers)	0	8	8
C'est leur choix	4	3	7
Total	29	30	59

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Oui	29	25	54
Non	0	5	5
Total	29	30	59

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie l'identité ethnique sur l'identité nationale	12	9	21
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	14	6	20
Seule l'identité ethnique compte	2	6	8
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	0	4	4
Seule l'identité nationale compte	0	3	3
La personne veut devenir singapourienne	0	2	2
Cela dépend du contexte	1	0	1
Total	29	30	59

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul et anglais	13	17	30
Tamoul, anglais et malais	10	2	12
Tamoul	3	9	12
Tamoul, anglais, malais et mandarin	3	0	3
Tamoul et malais	0	2	2
Total	29	30	59

Langue(s) parlée(s) au domicile	Tamouls singapouriens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	15	24	39
Tamoul et anglais	10	6	16
Tamoul, anglais et malais	3	0	3
Anglais	1	0	1
Total	29	30	59

Résultats des questionnaires réalisés auprès des résidents des quartiers étudiés
à Kuala Lumpur.

Annexe 13 : Réponses du questionnaire réalisé auprès de résidents de Sentul.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
18-24	5	0	5
25-29	4	0	4
30-39	2	3	5
40-49	4	3	7
50 et plus	4	0	4
Total	19	6	25

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	17	5	22
Chrétiens	2	0	2
Musulman	1	0	1
Total	20	5	25

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Malaisiens	13	3	16
Indiens	3	2	5
Sri lankais	4	0	4
Total	20	5	25

Statuts des étrangers

Statuts	Effectif
Permis de travail	6
Clandestins	3
Total	9

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés à Sentul

Activités	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Commerce	3	4	7
Femme de ménage	1	1	2
Ouvrier usine	1	1	2
Secrétaire	1	1	2
Etudiant	2	0	2
Sécurité/gardiennage	1	0	1
Coordinateur	1	0	1
Caissier	1	0	1
Coiffeur	1	0	1
Prêtre hindou	0	1	1
Mécanicien	1	0	1
Infirmière	1	0	1
Sans emploi	0	1	1
Femme au foyer	1	0	1
Retraité	1	0	1
Total	16	9	25

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Appartement privé	4	1	5
Appartement social	4	1	5
Kampong House	4	1	5
Chambre au-dessus d'un commerce	0	5	5
Pavillon/ bangalow	3	0	3
Condominium	1	0	1
Temple hindouiste	0	1	1
Total	16	9	25

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situations	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Locataire	10	5	15
Propriétaire	6	0	6
Logé par l'employeur	0	4	4
Total	16	9	25

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Moins d'un an	1	2	3
[1 an à 2 ans[	2	3	5
[2 ans à 5 ans[	3	1	4
[5 ans à 10 ans[	2	2	4
[10 ans à 15 ans[	4	0	4
[15 ans et plus[	4	1	5
Total	16	9	25

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne est née dans le quartier	7	0	7
Inde/ Sri Lanka	0	6	6
La personne habitait déjà dans le quartier	4	0	4
La personne habitait dans un autre quartier de la ville	3	1	4
La personne habitait dans une autre ville	2	2	4
Total	16	9	25

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
22	3	25	22	3	25

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Anlais, tamoul et malais	9	3	12
Tamoul et malais	3	3	6
Tamoul	1	3	4
Anglais et malais	1	0	1
Chinois	1	0	1
Malais	1	0	1
Total	16	9	25

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls à Sentul ?

Réponses	Effectif
Oui	17
Non	8
Total	25

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamouls chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls singapouriens	12	4	16	12	4	16
Tamouls étrangers	2	7	9	1	8	9
Total	14	11	25	13	12	25

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	14	7	21
Oui	2	2	4
Total	16	9	25

Question 10 : Fréquentez-vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	9	6	15
Oui	7	3	10
Total	16	9	25

Question 11 : La culture et l'identité tamoule sont-elles en danger à Sentul ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	10	3	13
Oui	4	6	10
Ne se prononce pas	2	0	2
Total	16	9	25

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	11	4	15
Oui	3	5	8
Ne se prononce pas	2	0	2
Total	16	9	25

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	13	5	18
Non	3	1	4
Les Chinois oui mais les Malais non	0	1	1
Ne se prononce pas	0	2	2
Total	16	9	25

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls à Sentul ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	5	7	12
Oui	6	2	8
Peu	5	0	5
Total	16	9	25

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Kuala Lumpur ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	11	6	17
Non	5	3	8
Total	16	9	25

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	5	8	13
Non	11	1	12
Total	16	9	25

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Inde	4	4	8
Sri Lanka	0	4	4
Grande-Bretagne	2	1	3
Australie	2	0	2
Singapour	2	0	2
Allemagne	0	2	2
USA	1	0	1
Suisse	0	1	1
France	0	1	1
Canada	0	1	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Tamouls malaisiens
Non	11
Oui	4
Retour en Inde	1
Total	16

Pensez-vous établir définitivement en Malaisie (pour les étrangers) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	4
La personne souhaite rentrer dans son pays de naissance	3
La personne souhaite s'établir en Malaisie	2
Total	9

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	5	2	7
Non (Singapouriens)	8	0	8
Non, elle préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (étrangers)	0	3	3
Non, elle préfère qu'ils s'établissent en Malaisie (étrangers)	0	1	1
Ne sait pas	3	3	6
Total	16	9	25

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	11	2	13
Non	5	7	12
Total	16	9	25

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	8	5	13
La personne privilégie l'identité ethnique sur l'identité nationale	6	3	9
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	0	1	1
Seule l'identité ethnique compte	1	0	1
Seule l'identité nationale compte	1	0	1
Total	16	9	25

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul, anglais et malais	12	3	15
Tamoul et malais	3	1	4
Tamoul et anglais	0	3	3
Tamoul	0	2	2
Tamoul, anglais, malais et mandarin	1	0	1
Total	16	9	25

Langue(s) parlée(s) au domicile	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	12	9	21
Tamoul et anglais	2	0	2
Tamoul, anglais et malais	1	0	1
Anglais	1	0	1
Total	16	9	25

Annexe 14 : Réponses du questionnaire réalisé auprès de résidents Kampung Pandan.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	4	2	6
25-29	1	1	2
30-39	5	1	6
40-49	2	3	5
50 et plus	7	3	10
Total	19	10	29

Religions

Religion	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	17	7	24
Musulmans	2	2	4
Chrétien	0	1	1
Total	19	10	29

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Malaisiens	16	8	24
Indiens	3	2	5
Total	19	10	29

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés à Kampung Pandan

Activités	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Femme au foyer	5	1	6
Commerçant	2	2	4
Retraité	3	0	3
Sécurité/gardien	2	0	2
Enseignant	2	0	2
Tout ce qui vient	2	0	2
Collecteur de métaux	1	0	1
Ingénieur	1	0	1
Douanier	1	0	1
Couturier/ tailleur	0	1	1
Coach sportif	1	0	1
Technicien télécom	1	0	1
Électricien	1	0	1
Femme de ménage	1	0	1
Hôtesse d'accueil	0	1	1
Étudiant	1	0	1
Total	24	5	29

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Kampung house	6	2	8
Terrace house/ bangalow	7	0	7
Appartement privé	4	2	6
Shophouse	3	1	4
Appartement social	4	0	4
Total	24	5	29

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situation	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Propriétaire	17	0	17
Locataire	7	3	10
Logé par l'employeur	0	2	2
Total	24	5	29

Question 3: Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
moins d'un an	0	1	1
[1 an à 2 ans[	5	1	6
[2 ans à 5 ans[	4	2	6
[5 ans à 10 ans[	3	1	4
[10 ans à 15 ans[	2	0	2
[15 ans et plus[	4	0	4
Né dans le quartier	6	0	6
Total	24	5	29

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne est née dans le quartier	10	0	10
La personne habitait dans une autre ville	6	1	7
La personne habitait déjà dans le quartier	4	1	5
La personne habitait dans un autre quartier de KL	4	1	5
Tamil Nadu/ Sri Lanka	0	2	2
Total	24	5	29

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
25	4	29	25	4	29

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Langue(s)	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Anglais, tamoul et malais	13	1	14
Tamoul	5	2	7
Anglais et tamoul	3	1	4
Tamoul et malais	3	0	3
Anglais	0	1	1
Total	24	5	29

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls dans ce quartier ?

Réponses	Effectif
Oui	23
Non	6
Total	29

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamouls chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls malaisiens	21	3	24	21	3	24
Tamouls étrangers	3	2	5	3	2	5
Total	24	5	29	24	5	29

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	20	4	24
Oui	4	1	5
Total	24	5	29

Question 10 : Fréquentez vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	13	3	16
Oui	11	2	13
Total	24	5	29

Question 11 : La culture et l'identité tamoules sont-elles en danger en Malaisie ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	17	4	21
Oui	7	1	8
Total	24	5	29

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	15	3	18
Non	8	2	10
Ne se prononce pas	1	0	1
Total	24	5	29

Les problèmes évoqués	Nombre de fois que la réponse a été citée
Destruction de logement (<i>taman haran</i>)	9
Les discriminations	4
Pas de droit	2
Violence (alcool, bagarre)	2
La drogue	2
Les problèmes de visa	1
L'insécurité à cause des poteaux électriques	2

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	19	4	23
Non	3	1	4
Pas les Malais	1	0	1
Ne se prononce pas	1	0	1
Total	24	5	29

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	10	3	13
Non	8	1	9
Peu	4	0	4
Oui mais le MIC détourne l'argent	1	1	2
Ne se prononce pas	1	0	1
Total	24	5	29

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Kuala Lumpur ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	20	4	24
Non	4	1	5
Total	24	5	29

Question 16 : Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	14	5	19
Non	10	0	10
Total	24	5	29

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Inde	12	5	17
Singapour	2	1	3
Nouvelle-Zélande	1	0	1
Grande-Bretagne	1	0	1
USA	1	0	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Tamouls malaisiens
Oui (en Occident)	5
Oui (pour retourner en Inde)	4
Non	15
Total	24

Pensez-vous établir définitivement en Malaisie (pour les non Malaisiens) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	3
La personne souhaite s'établir à KL	1
La personne souhaite rentrer dans son pays	1
Total	5

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	10	1	11
Non (Singapouriens)	10	0	10
Non, la personne préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (étrangers)	0	2	2
Non, la personne préfère qu'ils s'établissent en Malaisie (étrangers)	0	1	1
Ne sait pas	3	1	4
C'est déjà fait	1	0	1
Total	24	5	29

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	13	1	14
Non	11	4	15
Total	24	5	29

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie l'identité ethnique sur l'identité nationale	15	2	17
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	7	2	9
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	1	1	2
Seule l'identité ethnique compte	1	0	1
Total	24	5	29

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes-vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul, anglais et malais	17	2	19
Tamoul et anglais	2	2	4
Tamoul	1	0	1
Tamoul, anglais, malais et une autre langue indienne	2	1	3
Tamoul, anglais, malais et mandarin	1	0	1
Tamoul et malais	1	0	1
Total	24	5	29

Langue(s) parlée(s) au domicile	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	22	5	27
Tamoul et anglais	2	0	2
Total	24	5	29

Annexe 15 : Réponses au questionnaire réalisé auprès de résidents de Brickfields.

Profil de la population interviewée

Âges/Sexes

Classes d'âge	Hommes	Femmes	Total
17-24	6	2	8
25-29	5	3	8
30-39	3	6	9
40-49	11	7	18
50 et plus	4	2	6
Total	29	20	49

Religions

Religions	Hommes	Femmes	Total
Hindouistes	20	19	39
Musulmans	4	0	4
Chrétiens	5	1	6
Total	29	20	49

Nationalités

Nationalités	Hommes	Femmes	Total
Malaisiens	15	20	35
Sri Lankais	8	0	8
Indiens	6	0	6
Total	29	20	49

Profil socio-professionnel des habitants enquêtés à Brickfields

Activités	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Commerçant	10	5	15
Étudiant	5	2	7
Femme au foyer	6	0	6
Femme de ménage	3	1	4
Retraité	3	0	3
Ingénieur informatique	0	2	2
Sans activité	2	0	2
Gardiennne	2	0	2
Designer	0	1	1
Enseignant	0	1	1
Employé de bureau	1	0	1
Directeur projet	1	0	1
Réceptionniste	0	1	1
Secrétaire	1	0	1
Electricien	1	0	1
Tout ce qui vient	0	1	1
Total	35	14	49

Question 1 : Dans quel type d'habitat vivez-vous ?

Types d'habitat	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Appartement dans une résidence privée	11	7	18
Appartement social	8	0	8
Condominium	5	3	8
Kampung house	6	0	6
Terrace house/ bangalow	4	0	4
Chambre au-dessus du commerce où il travaille	0	4	4
Temple hindouiste	1	0	1
Total	35	14	49

Question 2 : Êtes-vous propriétaire de votre logement ?

Situations	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Locataire	23	4	27
Propriétaire	12	3	15
Logé par l'employeur	0	4	4
Logement de fonction	0	2	2
Logé par la famille	0	1	1
Total	35	14	49

Question 3 : Depuis quand habitez-vous dans ce logement ?

Périodes	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Moins d'un an	0	3	3
[1 an à 2 ans[	4	4	8
[2 ans à 5 ans[	9	5	14
[5 ans à 10 ans[	4	2	6
[10 ans à 20 ans[	7	0	7
[20ans et plus[	6	0	6
Né dans le quartier	5	0	5
Total	35	14	49

Question 4 : Où viviez-vous avant de vous installer dans cette maison ?

Lieu de résidence précédent	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne habitait déjà dans le quartier	19	0	19
Tamil Nadu/ Sri Lanka	0	14	14
La personne est née dans le quartier	8	0	8
La personne habitait dans un autre quartier de KL	5	0	5
La personne habitait dans une autre ville	3	0	3
Total	35	14	49

Question 5 : Est-ce que vous aimez les conditions de vie dans votre logement et dans votre quartier ?

Logement			Quartier		
Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
49	0	49	49	0	49

Question 6 : Quelle(s) langue(s) utilisez-vous le plus dans ce quartier ?

Langues	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	16	12	28
Anglais, tamoul et malais	9	0	9
Tamoul et malais	8	0	8
Anglais et tamoul	2	2	4
Total	35	14	49

Question 7 : Y a-t-il des symboles tamouls dans ce quartier ?

Réponses	Effectif
Oui	38
Non	11
Total	49

Question 8 : Recevez-vous des amis non-tamouls chez vous ? Allez-vous chez eux ?

	Recevoir des non-tamouls chez eux			Visiter des non-tamouls à leur domicile		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Tamouls malaisiens	23	12	35	23	12	35
Tamouls étrangers	5	9	14	5	9	14
Total	28	21	49	28	21	49

Question 9 : Avez-vous dans votre famille des membres qui ne sont pas tamouls ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	29	14	43
Oui	6	0	6
Total	35	14	49

Question 10 : Fréquentez vous des associations tamoules ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	21	13	34
Oui	14	1	15
Total	35	14	49

Question 11 : Pensez-vous que la culture et l'identité tamoule sont en danger en Malaisie ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	23	3	26
Oui	7	11	18
Ne se prononce pas	5	0	5
Total	35	14	49

Question 12 : Est-ce que les Tamouls doivent faire face à des problèmes dans ce quartier ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Non	31	11	42
Oui	3	0	3
Ne se prononce pas	1	3	4
Total	35	14	49

Question 13 : Pensez-vous que les autres communautés respectent la culture tamoule ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	30	6	36
Non	0	2	2
Pas les Malais	2	3	5
Cela dépend des individus	1	0	1
Ne se prononce pas	2	3	5
Total	35	14	49

Question 14 : Est-ce que les pouvoirs publics répondent aux besoins des Tamouls dans votre quartier ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	14	3	17
Non	14	7	21
Peu	7	0	7
Ne sait pas	0	4	4
Total	35	14	49

Question 15 : Vous sentez-vous en sécurité à Kuala Lumpur ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	31	12	43
Non	4	2	6
Total	35	14	49

Question 16: Avez-vous de la famille à l'étranger ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	15	14	29
Non	20	0	20
Total	35	14	49

Liste des pays dans lesquels les personnes interrogées ont de la famille

Pays	Nombre de personnes interrogées ayant au moins un membre de sa famille dans ce pays		
	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Inde	12	8	20
Sri Lanka	0	8	8
Grande-Bretagne	2	3	5
France	0	3	3
Australie	2	1	3
Canada	1	1	2
Italie	0	1	1
USA	0	1	1
Afrique du Sud	1	0	1

Question 17 : Voudriez-vous émigrer ? Si oui où ?

Réponses	Tamouls malaisiens
Oui (en Occident)	9
Oui pour retourner en Inde	2
Non	24
Total	35

Pensez-vous établir définitivement en Malaisie (pour les étrangers) ?

Réponses	Tamouls étrangers
La personne souhaite rentrer dans son pays	6
La personne souhaite émigrer dans un autre pays	6
La personne souhaite s'établir à Kuala Lumpur	2
Total	14

Question 18 : Souhaiteriez-vous que votre enfant émigre ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	11	8	19
La personne préfère qu'ils qu'ils restent en Malaisie	10	4	14
La personne préfère qu'ils grandissent dans leur pays d'origine (en Inde ou à Sri Lanka)	8	2	10
C'est leur choix	4	0	4
Ne sait pas	2	0	2
Total	35	14	49

Question 19 : Vous sentez-vous intégré ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Oui	22	2	24
Non	13	12	25
Total	35	14	49

Question 20 : Accordez-vous plus d'importance à votre identité ethnique ou nationale ?

Réponses	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
La personne privilégie son identité ethnique à l'identité nationale	21	2	23
Seule l'identité ethnique compte	6	6	12
Les deux identités sont aussi importantes l'une que l'autre	5	0	5
La personne privilégie l'identité nationale sur l'identité ethnique	0	4	4
Seule l'identité nationale compte	2	0	2
Cela dépend du contexte	0	2	2
La personne se sent indienne (pour les Malaisiens)	1	0	1
Total	35	14	49

Question 21 : Quelle(s) langue(s) êtes vous capables de parler ? Quelle(s) langue(s) utilisez-vous dans votre foyer ?

Langue(s) parlée(s)	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul, anglais et malais	17	8	25
Tamoul et malais	12	0	12
Tamoul et anglais	2	6	8
Tamoul, anglais, malais et une autre langue indienne	4	0	4
Total	35	14	49

Langue(s) parlée(s) au domicile	Tamouls malaisiens	Tamouls étrangers	Total
Tamoul	22	10	32
Tamoul et anglais	8	3	11
Tamoul, malais et anglais	3	0	3
Anglais	2	0	2
Tamoul, anglais et une autre langue indienne	0	1	1
Total	35	14	49

**Annexe 16 : Population à Sri Lanka par groupe ethnique de 1881 à 2010
(en millier et en pourcentage)**

Années	Cingalais	Tamouls	Musulmans ²¹⁸	Autres ²¹⁹	Total
1881	1 846,6 66,9 %	687,3 24,9 %	193,4 7 %	32,4 1,2 %	2 759,7 100 %
1891	2 041,2 67,9 %	723,9 24,1 %	207,3 6,8 %	35,4 1,2 %	3 007,8 100 %
1901	2 330,8 65,4 %	951,7 26,7 %	239,9 6,7 %	43,5 1,2 %	3 565,9 100 %
1911	2 715,4 66,1 %	1 059 25,8 %	279,6 6,8 %	52,3 1,3 %	4 106,3 100 %
1921	3 016,2 67 %	1 120 24,9 %	298,3 6,6 %	64 1,5 %	4 498,6 100 %
1946	4 620,5 69,5 %	1 514,3 22,7 %	431,7 6,4 %	90,8 1,4 %	6 657,3 100 %
1953	5 616,7 69,3 %	1 858,8 23 %	537 6,6 %	85,4 1,1 %	8 097,9 100 %
1963	7 512,9 71 %	2 287,7 21,6 %	715,6 6,8 %	65,8 0,6 %	10 582 100 %
1971	9 131,2 72 %	2 598,6 20,5 %	899,2 7 %	60,9 0,5 %	12 689,9 100 %
1981	10 979,6 74 %	2 705,6 18,2 %	1 093,9 7,3 %	67,8 0,5 %	14 846,8 100 %
2001 ²²⁰	13 876,2 82 %	1 587,1 9,4 %	1 394,1 8,2 %	72,2 0,4 %	16 929,7 100 %
2010	15 173,8 74,9 %	3 095,2 15,4 %	1 910, 9,4 %	66,6 0,3 %	20 263,7 100 %

Sources : Department of census and statistics (Sri Lanka), 2004a et 2004b ; census 2001; census 2010.

218. Cette catégorie regroupe les Musulmans sri lankais, les Musulmans indiens et les Malais.

219. La catégorie « Autre » regroupe ici toutes les catégories ethniques qui ne sont pas comprises dans celles incluses dans ce tableau. Certaines de ces catégories ont disparu dans le recensement de 2001 pour être incorporé dans la catégorie « Autre » (Européens et Veddahs). D'autres au contraire ont été créées en 2001 (Sri Lankan Chetty et Baratha).

220. Le recensement n'a pu être réalisé complètement que dans 18 districts. Les districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Killinochchi, Batticaloa et Trincomalee, majoritairement peuplés par des Tamouls, n'ont pas été pris en compte.

**Annexe 17 : Les catégories "Tamouls sri lankais" et "Tamouls indiens" de 1881 à 2010
(en millier et en pourcentage)**

Années	Tamouls sri lankais	Tamouls indiens	Total
1881	Les recensements ne distinguent pas les deux communautés		687,3 100 %
1891			723,9 100 %
1901			951,7 100 %
1911	528 49,9 %	531 50,1 %	1 059 100 %
1921	517,3 46,2 %	602,7 53,8 %	1 120 100 %
1946	733,7 48,5 %	780,6 51,5 %	1 514,3 100 %
1953	884,7 47,6 %	974,1 52,4 %	1 858,8 100 %
1963	1 164,7 50,9 %	1 123 49,1 %	2 287,7 100 %
1971	1424 54,8 %	1 174,6 45,2 %	2 598,6 100 %
1981	1886,9 69,7 %	818,7 30,3 %	2 705,6 100 %
2001 ²²¹	732,1 46,1 %	855 53,9 %	1587,1 100 %
2010	2 270,9 73,7 %	842,3 27,2 %	3 095,2 100 %

Sources : Department of census and statistics (Sri Lanka), 2004a et 2004b; census 2001; census 2010.

Annexe 18 : Population à Colombo par groupe ethnique de 1921 à 2010

Année	Cingalais	Tamouls	Musulmans ²²²	Autres	Total
1921	114 600 49,4 %	54 153 23,3 %	39 692 17,1 %	23 551 10,2 %	231 996 100 %
1953	199 377 47,2 %	55 153 13,1 %	58 807 13,9 %	33005 7,8 %	423 481 100 %
1971	284 196 50,6 %	138 082 24,6 %	107 136 19,1 %	31 842 5,7 %	561 256 100 %
2001 ²²³	270 932 41,9 %	199 429 30,8 %	150 697 23,3 %	26 042 4 %	647 100 100 %
2010	204520 36,8 %	176 198 31,8 %	165 422 29,8 %	8 891 1,6 %	555 031 100 %

Sources : Department of census and statistics (Sri Lanka), 2004a et 2004b; census 2001; census 2010.

221. Le recensement n'a pu être réalisé complètement que dans 18 districts. Les districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Killinochchi, Batticaloa et Trincomalee, majoritairement peuplés par des Tamouls, n'ont pas été pris en compte.

222 Cette catégorie regroupe les Musulmans sri lankais, les Musulmans indiens et les Malais.

223. Le recensement n'a pu être réalisé complètement que dans 18 districts. Les districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Killinochchi, Batticaloa et Trincomalee, majoritairement peuplés par des Tamouls, n'ont pas été pris en compte.

Annexe 19 : Population tamoule à Colombo par groupe ethnique de 1921 à 2010

Année	Tamouls SL	Tamouls Indiens	Total
1921	14 593 26,9 %	39 560 73,1 %	54 153 100 %
1946	(pas de distinction) 100%		53 153 100 %
1971	103 071 74,6 %	35 011 25,4 %	138 082 100 %
2001 ²²⁴	186 974 93,8 %	12 456 6,2 %	199 429 100 %
2010	164 043 93,1 %	12 155 6,9 %	176 198 100 %

Sources : Department of census and statistics (Sri Lanka), 2004a et 2004b; census 2001; census 2010.

Annexe 20 : Population en Malaisie par communauté de 1911-2010 (en millier)

Années	Bumiputras	Chinois	Indiens	Autres	Total
1911	1 370,6 58,6 %	692,3 29,6 %	233,9 10,2 %	37,4 1,6 %	2 339,0 100 %
1921	1 569,6 54 %	854,5 29,4 %	438,9 15,1 %	43,6 1,5 %	2 906,6 100 %
1931	1 863,5 49,2 %	1 284,0 33,9 %	571,9 15,1 %	68,1 1,8 %	3 787,7 100 %
1947	2 429,5 49,5 %	1 884,7 38,4 %	530 10,8 %	63,8 1,3 %	4 908,0 100 %
1957	3 126,8 49,8 %	2 335,7 37,2 %	696,9 11,1 %	119,2 1,9 %	6 278,7 100 %
1970	4 894,9 45 %	3 737,2 34,2 %	977,9 9 %	87 0,8 %	10 881,7 100 %
1980	7 926,6 58,6 %	4 460,1 32,1 %	1 189,7 8,6 %	97,1 0,7 %	13 879,2 100 %
1990	11 178,5 61,6 %	4 989,8 27,4 %	1 408,6 7,7 %	588,9 3,3 %	18 102,3 100 %
2000	14 349,2 61 %	5 761,7 24,5 %	1 696,1 7,2 %	281,9* 1,2 %	23 494,8 100 %
2010	17 947,4 62 %	6 520,5 22,6 %	1 969,3 6,8 %	202,3* 0,7 %	28 908,7 100 %

* Les étrangers ne sont pas inclus dans cette catégorie.

Sources : R. Leete, 2007 et Cheng M.-H., 2011

224. Le recensement n'a pu être réalisé complètement que dans 18 districts. Les districts de Jaffna, Mannar, Vavuniya, Killinochchi, Batticaloa et Trincomalee, majoritairement peuplés par des Tamouls, n'ont pas été pris en compte.

Annexe 21 : Estimation de la population tamoule en Malaisie de 1957 à 2000

Années	Tamoul indiens	Tamoul ceylanais	Total population tamoule
1957	556 453	24 616	581 069
1970	746 558	25 288	771 846
1980	925 448	17 421	942 869
1991	1 114 945	14 965	1 129 910
2000	1 396 480	8 735	1 405 215

Source : Janakey Raman, 2009, p.12

Annexe 22 : Population growth in KL with racial composition and density (1891-2010)

Year	Ethnic distribution				Foreigners	Total
	Malays (No., %)	Chinese (No., %)	Indians (No., %)	Others (No., %)		
1891	2 333 12,2 %	13 927 73,2 %	2 367 12,4 %	393 2 %	/	19 020 100 %
1901	3 727 11,5 %	23 181 71,6 %	4 435 13,7 %	1 038 3,2 %	/	32 381 100 %
1911	4 226 9 %	31 152 66,7 %	9 068 19,4 %	2 272 4,9 %	/	46 718 100 %
1921	7 297 9,1 %	48 587 60,4 %	20 889 26 %	3 651 4,5 %	/	80 424 100 %
1931	10 769 9,7 %	67 929 61 %	25 342 22,7 %	7 378 6,6 %	/	111 419 100 %
1947	21 989 12,5 %	11 693 63,5 %	31 607 18 %	10 672 6 %	/	175 961 100 %
1957	47 615 15 %	195 832 62 %	53 506 17 %	19 286 6 %	/	316 239 100 %
1970	112 726 25 %	249 566 55,2 %	83 349 18,4 %	6 336 1,4 %	/	451 977 100 %
1074	144 598 24 %	535 381 59 %	97 596 16 %	5 938 1 %	/	601 613 100 %
1980	305 435 33 %	477 601 52 %	127 797 14 %	8 781 1 %	/	919 610 100 %
1991	469 900 37,2 %	581 100 46 %	141 000 11,2 %	16 000 1,3 %	54 000 4,3 %	1 262 000 100 %
2000	561 481 40,7 %	560 153 40,6 %	146 621 10,6 %	18 682 1,4 %	92 373 6,7 %	1 379 310 100 %
2010	595 545 36,6 %	579 273 35,5 %	159 463 9,8 %	19 526 1,2 %	273 365 16,8 %	1 627 172 100 %

Sources : Malaysia census report 2000 et Bouchon, 2012.

**Annexe 23 : Population résidante de Singapour
selon la classification CMIO de 1824-2010 (en millier et pourcentage)**

Années	Chinois	Malais	Indiens	Autres	Total
1824	3,317 31 %	6,431 60,2 %	0,756 7,1 %	0,179 1,7 %	10,683 100 %
1830	6,555 39,4 %	7,640 45,9 %	1,913 11,5 %	0,526 3,2 %	16,634 100 %
1836	13,749 45,9 %	12,538 41,7 %	2,932 9,9 %	0,765 2,6 %	29,984 100 %
1840	17,704 50 %	13,2 37,3 %	3,375 9,5 %	1,110 3,1 %	35,389 100 %
1849	27,988 52,9 %	17,039 32,3 %	6,284 11,9 %	1,580 3 %	52,891 100 %
1860	50,043 61,2 %	16,202 19,8 %	12,973 15,9 %	2,516 3,1 %	81,734 100 %
1871	54 572 56,2 %	26,148 26,9 %	11,610 12 %	4,781 4,9 %	97,111 100 %
1881	86 766 62,3 %	33,102 23,8 %	12,138 8,7 %	7,202 5,2 %	139,208 100 %
1891	121 908 66,1 %	35,992 19,5 %	16,035 8,7 %	10,619 5,7 %	184,554 100 %
1901	164 041 71,8 %	36 080 15,8 %	17 823 7,8 %	10 611 4,6 %	228 555 100 %
1911	219 577 72,4 %	41,806 13,8 %	27,755 9,2 %	14,183 4,7 %	303,321 100 %
1921	315 151 75,3 %	53,595 12,8 %	32,314 7,7 %	17,298 4,2 %	418,358 100 %
1931	418,640 75,1 %	65,014 11,7 %	50,811 9,1 %	23,280 4,2 %	557,745 100 %
1947	729,473 77,8 %	113,803 12,1 %	71,927 7,7 %	22,941 2,4 %	938,144 100 %
1957	1 090,596 75,4 %	197,059 13,6 %	129,510 9 %	28,764 2 %	1 445,929 100 %
1970	1 579,866 76,2 %	311,379 15 %	145,169 7 %	38,093 1,8 %	2 074,507 100 %
1980	1 856,237 76,9 %	351,508 14,6 %	154,632 6,4 %	51,568 2,1 %	2 413,945 100 %
1990	2 102 795 77,7 %	382 656 14,1 %	190 907 7,1 %	28 757 1,1 %	2 705 115 100 %
2000	2 505,379 76,7 %	453,633 13,9 %	257,791 7,9 %	46,406 1,4 %	3 263,209 100 %
2010	2 794 74,1 %	503,9 13,4 %	348,1 9,2 %	125,8 3,3 %	3 771,7 100 %

Sources : Perry, 1997, p. 31 ; Husken, 2005, p.80 ; www.singstat.gov.sg

Annexe 24 : La population tamoule à Singapour de 1931 à 2000

A/ Recensements coloniaux

Années	Nombre de Tamouls
1931	37 227
1947	43 612
1957	81 682

Sources : recensements de Singapour de 1931, 1947 et 1957.

B/ Recensements post-coloniaux

Années	Personnes ayant déclaré être alphabétisées en tamoul au recensement	Personnes ayant déclaré au recensement surtout utiliser le tamoul au foyer.
1990	81019	/
2000	87 741	91 015
2010	131 932	110 667

Sources : recensements de Singapour de 1990, 2000 et 2010.

LISTES DES TABLES

Table des figures

Figure 1 : Les pôles majeurs de la diaspora tamoule dans le monde.	13
Figure 2 : La distribution des communautés ethniques à Sri Lanka.....	17
Figure 3 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique en Malaisie.	18
Figure 4 : Les terrains étudiés à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour	29
Figure 5 : La distribution des populations tamoules à Colombo en 1921	91
Figure 6 : La distribution des populations considérées comme immigrantes à Colombo en 1921.	92
Figure 7 : La distribution des Tamouls ceylanais à Colombo en 1953	95
Figure 8 : La distribution des populations « étrangères » à Colombo en 1953	96
Figure 9 : Le plan de Raffles de la ville de Singapour en 1922	102
Figure 10 : La distribution des Tamouls à Singapour en 1957.....	103
Figure 11 : La carte de la répartition de la population à Singapour en 1957 et en 2000.....	104
Figure 12 : La répartition des groupes dialectaux à Singapour en 1952	106
Figure 13 : Kuala Lumpur en 1895	108
Figure 14 : Extension des limites de Kuala Lumpur depuis 1895.....	111
Figure 15 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique à Kuala Lumpur en 1947	112
Figure 16 : La situation géopolitique de Sri Lanka en 2000	141
Figure 17 : La distribution des Tamouls à Colombo en 1971	156
Figure 18 : La distribution des Tamouls à Colombo en 2001	161
Figure 19 : La distribution des populations d'origine Sud-asiatique à Kuala Lumpur en 1970	165
Figure 20 : Les villes nouvelles singapouriennes en 2000	168
Figure 21 : La distribution des personnes ayant déclarées utiliser le tamoul au foyer en 2010.....	171
Figure 22 : Les quartiers sri lankais de Kotahena, Wellawatta et Dehiwela.....	183
Figure 23 : La distribution des Tamouls dans le Municipal Council de Dehiwela-Mont Lavinia.....	186
Figure 24 : La structure paysagère de Brickfields.....	190
Figure 25 : Les commerces ethniques à Brickfields.....	191
Figure 26 : La structure paysagère de Sentul	194
Figure 27 : Les commerces ethniques à Sentul	195
Figure 28 : La structure paysagère de Masjid India	198
Figure 29 : Les commerces ethniques à Masjid India	199
Figure 30 : La structure paysagère de Kampung Pandan	204
Figure 31 : La structure paysagère du Little India de Singapour	208
Figure 32 : La place des cultures Sud-asiatiques dans Little India (Singapour) et ses environs.....	209
Figure 33 : La structure paysagère d'Yishun	211
Figure 34 : La structure paysagère du quartier d'Adam road/ Coronation Plaza.....	213
Figure 35 : Les foyers d'origines tamouls.	288
Figure 36 : Les langues en Asie du Sud vers 1930.....	295
Figure 37 : Liste des pays qui reconnaissent le LTTE comme une organisation terroriste en 2009....	308
Figure 38 : La progression de la demande d'asile sri lankaise de 2006 à 2010.....	330
Figure 39 : Demande d'asile sri lankaise et décisions des premières instances en 2010.....	330
Figure 40 : Les immigrés Sud-asiatiques peu qualifiés le dimanche soir à Little India (Singapour)...	350

Table des planches photographiques

Planche photographique 1 : La structure paysagère de Brickfields.	192
Planche photographique 2 : La structure paysagère de Sentul.	196
Planche photographique 3 : La structure Paysagère de Masjid India.....	197
Planche photographique 4 : Le secteur formel de Kampung Pandan.....	202
Planche photographique 5 : La zone informelle de Kampung Pandan.	203
Planche photographique 6 : La structure paysagère de <i>Little india</i> (Singapour).	207
Planche photographique 7 : La structure urbaine d'Yishun.	212
Planche photographique 8 : La structure paysagère à Adam road/Coronation Plaza.....	214
Planche photographique 9 : La fonction territoriale de la maison.....	218
Planche photographique 10 : La fonction territoriale des lieux de culte.....	228
Planche photographique 11 : La fonction territoriale des commerces.	235
Planche photographique 12 : Valorisation de l'identité indienne à Little India par l'État singapourien	249
Planche photographique 13 : Festivals de temples informels à Brickfields.....	271
Planche photographique 14 : Iconographies mise en avant par le LTTE.....	311
Planche photographique 15 : Manifestation pro LTTE de Batu Caves (Malaisie).	317
Planche photographique 16 : La présence des travailleurs étrangers Sud-asiatiques à Little India (Singapour) le dimanche.....	351

Table des tableaux

Tableau 1 : La stratification sociale de la société malaisienne en 2005.....	64
Tableau 2 : Évolution des populations dites ceylanaises entre 1921 et 1953.....	97
Tableau 3 : Nombre d'arrivées et de départs d'Indiens à Penang de 1911 à 1920.....	114
Tableau 4 : Sex-ratio de la population Sud-asiatique à Kuala Lumpur de 1921 à 1970.....	114
Tableau 5 : Pourcentage de citoyens par communauté en Malaisie (1970-1980).....	128
Tableau 6 : Population née à Singapour, par communauté, 1921-80 (en pourcentage).....	131
Tableau 7 : Population née en Malaisie, par communauté, 1921-80 (en pourcentage).....	132
Tableau 8 : Le poids démographique des communautés ethniques à Colombo en 1971 et 2001.....	158
Tableau 9 : Population ayant migrée à Colombo par district de résidence antérieure et par durée de résidence.....	159
Tableau 10 : Facteurs ayant incités les Tamouls interrogés à s'y installer à Colombo.....	187
Tableau 11 : Nombre de foyers de squatteurs vivant dans l'État de Kuala Lumpur (1990-2009).....	245
Tableau 12 : Le poids démographique des communautés à Brickfields de 1980 à 2000.....	246
Tableau 13 : Le système prix fixé par l'État pour l'achat d'un appartement social depuis 1998.....	262
Tableau 14 : Les Tamouls interviewés à Colombo et l'hypothèse de l'émigration de leurs enfants. ...	322
Tableau 15 : Les émigrations professionnels sri lankais entre 2007 et 2010.....	325
Tableau 16 : Régions de destination des émigrants professionnels sri lankais en 2010.....	325
Tableau 17 : Les destinations où les Tamouls interrogés à Colombo souhaiteraient émigrer.....	326
Tableau 18 : Pays dans lesquels les Tamouls de Colombo interrogés ont de la famille.....	326
Tableau 19 : Mariages célébrés du 1 ^{er} mai au 21 mars 2009 à Colombo par Madame Somaskandha ...	328
Tableau 20 : Malaysia: sectors permitted to recruit foreign workers, 2006.....	335
Tableau 21 : La position des Tamouls étrangers interrogés quant à la possibilité de s'établir définitivement en Malaisie.....	343

Table des annexes

Annexe 1 : Police report.....	391
Annexe 2 : Le questionnaire général.....	392
Annexe 3 : Résultats du questionnaire général à Colombo.....	393
Annexe 4 : Résultats du questionnaire général à Kuala Lumpur.....	401
Annexe 5 : Résultats du questionnaire général à Singapour.....	409
Annexe 6 : Le questionnaire réalisé auprès des résidents des quartiers étudiés.....	416
Annexe 7 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Dehiwala.....	417
Annexe 8 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Wellawatta.....	422
Annexe 9 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Kotahena.....	427
Annexe 10 : Résultats au questionnaire réalisé auprès de résidents d'Adam road/Coronation Plaza ..	433
Annexe 11 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents d'Yishun.....	439
Annexe 12 : Résultats du questionnaire réalisé auprès de résidents de Little India (Singapour).....	445
Annexe 13 : Réponses du questionnaire réalisé auprès de résidents de Sentul.....	451
Annexe 14 : Réponses du questionnaire réalisé auprès de résidents Kampung Padan.....	457
Annexe 15 : Réponses au questionnaire réalisé auprès de résidents de Brickfields.....	463
Annexe 16 : Population à Sri Lanka par groupe ethnique de 1881 à 2010.....	469
Annexe 17 : Les catégories "Tamouls sri lankais" et "Tamouls indiens" de 1881 à 2010.....	470
Annexe 18 : Population à Colombo par groupe ethnique de 1881 à 2010.....	470
Annexe 19 : Population tamoule à Colombo par groupe ethnique de 1881 à 2010.....	471
Annexe 20 : Population en Malaisie par communauté de 1911 à 2010.....	471
Annexe 21 : Estimation de la population tamoule en Malaisie de 1824 à 2000.....	472
Annexe 22 : Population growth in KL with racial composition and density, 1891-1980.....	472
Annexe 23 : Population résidante de Singapour selon la classification CMIO de 1824-2000.....	473
Annexe 24 : La population tamoule à Singapour de 1931 à 2000.....	474

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	11
PREMIÈRE PARTIE : L'INTÉGRATION SOCIO-POLITIQUE DES TAMOULS : UNE RÉALITÉ SPATIOTEMPORELLE	35
CHAPITRE 1 : PORTRAIT DES TAMOULS DE COLOMBO, KUALA LUMPUR ET SINGAPOUR	39
1. <i>Définir cette communauté</i>	<i>39</i>
A. Une définition officielle qui varie selon les pays et dans le temps	40
B. Ce qu'en pensent les Tamouls sur les terrains	45
C. Une communauté très hétérogène	49
2. <i>Le poids politique des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour</i>	<i>52</i>
3. <i>L'intégration socio-économique des Tamouls de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.....</i>	<i>62</i>
4. <i>La perception des Tamouls de leur intégration.....</i>	<i>68</i>
CHAPITRE 2 : L'IMPLANTATION ET L'ÉVOLUTION DE LA PRÉSENCE TAMOULE SOUS L'ÈRE BRITANNIQUE	75
1. <i>Les « meilleurs sujets » de l'empire au service des intérêts britanniques</i>	<i>76</i>
A. Les besoins de main-d'oeuvre pour développer les possessions britanniques en Asie.....	76
B. Les trajectoires migratoires et la compréhension de l'identité tamoule	80
2. <i>L'implantation des Tamouls et l'évolution de leur répartition jusqu'à l'indépendance.....</i>	<i>87</i>
A. La constitution de deux foyers de peuplement tamoul distincts à Colombo.....	88
B. Ségrégation géographique des communautés à Singapour.....	100
C. Constitution des quartiers tamouls autour des ateliers de chemin de fer à Kuala Lumpur	105
3. <i>La difficile intégration des Tamouls</i>	<i>113</i>
A. Une immigration longtemps vécue comme transitoire	113
B. La préservation des distinctions sociales héritées de la société d'origine.....	115
C. Une difficile identification à la terre d'accueil.....	118
CHAPITRE 3 : L'INTÉGRATION ET LA RÉPARTITION DES TAMOULS DEPUIS LES INDÉPENDANCES.....	123
1. <i>Les États post-coloniaux et la question de la citoyenneté des Tamouls.....</i>	<i>123</i>
A. La question de l'octroi de la citoyenneté aux Tamouls.....	124
B. Le durcissement des politiques d'immigration.....	129
C. L'ancrage territorial des citoyens tamouls.....	131
2. <i>Les politiques post-coloniales vis-à-vis des minorités et l'intégration des Tamouls.....</i>	<i>133</i>
A. La politique discriminatoire de l'État Sri Lankais et la guerre avec la minorité tamoule.....	134
B. L'institutionnalisation de la discrimination positive en Malaisie et le mal-être tamoul	143
C. La promotion du Multiculturalisme CMIO à Singapour et l'intégration des Tamouls.....	147
3. <i>La répartition des Tamouls depuis les indépendances</i>	<i>153</i>
A. La distribution post-coloniale des Tamouls à Colombo	154
B. La politique d'éradication des bidonvilles et la place des Tamouls à Kuala Lumpur	163
C. La révolution du territoire au service de la révolution de la société à Singapour	167
DEUXIÈME PARTIE : INSCRIPTION DE L'IDENTITÉ TAMOULE DANS L'ESPACE....	177
CHAPITRE 4 : LA TERRITORIALISATION DE L'IDENTITÉ TAMOULE À COLOMBO, KL ET SINGAPOUR.....	181
1. <i>Les espaces de vie des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.....</i>	<i>181</i>
A. Les Tamouls à Kotahena, Wellawatta et Dehiwela à Colombo	182
B. Les Tamouls à Masjid India, Sentul, Brickfields et Kampung Pandan à Kuala Lumpur	188
C. Les Tamouls à Serangoon, Adam road/ Coronation plaza et Yishun à Singapour	205
2. <i>Les processus de territorialisation de l'identité tamoule.....</i>	<i>216</i>
A. La fonction territoriale de la maison	217
B. Les espaces de sociabilité tamoule.....	225
3. <i>Typologie des espaces de vie des Tamouls.....</i>	<i>238</i>
CHAPITRE 5 : LES POLITIQUES URBAINES ET LES ETHNOTERRITOIRES TAMOULS	243
1. <i>Les dynamiques territoriales et l'inscription spatiale de l'identité tamoule.....</i>	<i>243</i>
A. La politique d'éradication des bidonvilles : un danger pour l'inscription spatiale tamoule ?.....	244
B. La politique de promotion de territoire « vitrine » de l'identité tamoule.....	248
2. <i>Les Tamouls et la politique de « nettoyage urbain ».....</i>	<i>252</i>
A. L'attachement des squatteurs à « leur territoire ».....	253
B. Les squatters tamouls face aux pouvoirs publics	254

a. La fragilité de tenure : élément clé dans les rapports de force entre les squatteurs et l'État	255
b. Les squatteurs mis à l'écart des prises de décisions	256
c. Le sort des temples informels dans le cadre de la politique de réaménagement des slums.....	258
d. La question du relogement des anciens squatteurs.....	260
e. Tous les Tamouls ne sont pas mécontents de la politique d'éradication des slums.	264
3. <i>Les transformations sociales et la citoyenneté des Tamouls depuis le réaménagement urbain</i> 267	
A. Les Tamouls et la pratique des espaces de nostalgie	268
B. Les Tamouls expulsés face au défi de la reterritorialisation dans les immeubles sociaux.....	272
C. Les Tamouls face au défi de recréer une nouvelle citoyenneté	276
TROISIÈME PARTIE : TRANSNATIONALITÉS ET L'INTÉGRATION DES TAMOULS DE COLOMBO, KUALA LUMPUR ET SINGAPOUR.....	283
CHAPITRE 6 : LA PERCEPTION DES FOYERS D'ORIGINE PAR LES TAMOULS D'ASIE DU SUD-EST.....	287
1. <i>La communauté tamoule mondiale : un facteur de maintien identitaire</i>	287
2. <i>Les Tamouls de Malaisie et de Singapour et le foyer tamoul indien.....</i>	291
A. La fierté de l'affiliation à la civilisation tamoule.....	292
B. La communauté transnationale tamoule façonnée culturellement par le Tamil Nadu.....	296
C. L'État indien et l'ancienne diaspora sud-est asiatique	300
3. <i>Sri Lanka perçu à travers le prisme de l'Eelam.....</i>	304
A. Le développement du nationalisme eelamiste LTTE en diaspora.....	305
B. La propagande des LTTE et sa diffusion dans la communauté tamoule mondiale	307
C. Les Tamouls de Malaisie et de Singapour et le nationalisme eelamiste LTTE.....	312
D. La manifestation de Batu Caves : un instrument de mobilisation transnationale.	315
CHAPITRE 7 : LES MIGRATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES ET L'INTÉGRATION DES TAMOULS	321
1. <i>L'émigration des Tamouls sri lankais comme solution pour un avenir meilleur</i>	321
A. La volonté des Tamouls de quitter Sri Lanka.....	322
B. Les différentes stratégies d'émigration des Tamouls sri lankais.....	324
2. <i>L'ancienne diaspora et l'immigration de Tamouls d'Asie du Sud à Singapour et à KL.....</i>	331
A. Les migrations tamoules internationales contemporaines en Asie du Sud-Est.....	332
B. La nouvelle diaspora et l'intégration de l'ancienne diaspora.....	336
C. L'inscription spatiale de la nouvelle diaspora à Singapour et à Kuala Lumpur	344
a. L'implantation résidentielle des nouvelles vagues d'immigration tamoules	344
b. La nouvelle diaspora et les Little India de Kuala Lumpur et Singapour.....	346
c. La présence des immigrants Sud-asiatiques peu qualifiés le dimanche à Serangoon.	348
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	359
BIBLIOGRAPHIE	367
ANNEXES.....	389
LISTES DES TABLES.....	475
TABLE DES MATIÈRES.....	481

L'étude des Tamouls à Colombo, Kuala Lumpur et Singapour montre l'intérêt d'adopter une perspective comparative et multiscalaire pour saisir dans toute leur complexité les différents facteurs agissant sur l'identification et l'intégration socio-spatiale d'un groupe minoritaire transnational. Ces Tamouls évoluent dans des contextes politiques nationaux très différents. À Sri Lanka, ils se retrouvent au cœur d'un conflit intercommunautaire. À Singapour, ils sont reconnus officiellement comme l'une des composantes de la société multiculturelle alors qu'en Malaisie, l'État privilégie les Malais. L'analyse des politiques menées par la puissance coloniale, puis par les trois États indépendants à l'égard des minorités, permet de mieux comprendre leurs impacts sur le sentiment d'identification et d'intégration des Tamouls à la Nation, ainsi que sur leur répartition dans ces villes. À l'échelle locale, l'inscription spatiale de leur identité et les pratiques citadines des Tamouls favorisent une appropriation de leur environnement urbain. Toutefois, cette dernière n'est pas immuable. Les politiques urbaines développées par les États, qui selon les cas préservent ou détruisent les ethnoterritoires, ont des conséquences sur l'empreinte urbaine tamoule et leur pratique de la ville. Cette réalité n'est pas sans conséquences sur la façon dont les Tamouls perçoivent leur appartenance à la Nation. Enfin, les liens transnationaux (culturels, politiques, économiques) entre Tamouls et les dynamiques migratoires internationales contemporaines des Tamouls dans ces trois pays ont également des conséquences sur l'identification et l'intégration de ceux de Colombo, Kuala Lumpur et Singapour.

Mots clés : Tamoul, Sri Lanka, Malaisie, Singapour, Colombo, Kuala Lumpur, Minorité, Intégration socio-spatiale, Identités, Transnationalités, Diaspora, Conflits.

**Tamils in Colombo, Kuala Lumpur and Singapore:
Minorities, Socio-spatial integrations and transnationalities.**

The study of Tamils in Colombo, Kuala Lumpur and Singapore shows the importance of adopting a multi-scale and comparative perspective in order to fully grasp an understanding of the complexity of the various factors affecting the identification and socio-spatial integration of a transnational minority group. These Tamils evolve in very different national political contexts. In Sri Lanka, they are at the heart of inter-communal conflicts. In Singapore, they are officially recognized as a component of a multicultural society, whilst in Malaysia the government officially favors Malays. The analysis of the policies enforced by the colonial power, followed by the three independent states toward minorities provides a better understanding of their impacts on the sense of identity and integration of Tamils in the Nation, as well as their geographical distribution in these cities. At the local level, the spatial inscription of tamil identity and their urban practices favor an appropriation of their urban environment. However, it is not immutable. Urban policies developed by states, which according to the cases preserve or destroy ethnoterritories, have an impact on the Tamil urban footprint and their practical of the city. This reality is not without consequence on how Tamils perceive their attachment to the nation. Finally, transnational ties (cultural, political, economical) between Tamils and contemporary dynamics of international migration of Tamils in these three countries also have consequences on the identification and integration of those from Colombo, Kuala Lumpur and Singapore.

Key words: Tamil, Sri Lanka, Malaysia, Singapore, Colombo, Kuala Lumpur, Minorities, Socio-spatial integration, Identities, Transnationalities, Diaspora, Conflicts.

Discipline : Géographie

École doctorale de géographie de Paris,
191 rue Saint-Jacques, 75005 Paris